

QUADERNI DELLA SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA

3

MICHEL BALARD

Gênes et la mer  
Genova e il mare



GENOVA  
SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA  
Palazzo Ducale  
2017



QUADERNI DELLA SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA

3

Collana diretta da Carlo Bitossi

MICHEL BALARD

Gênes et la mer  
Genova e il mare



GENOVA 2017

I testi qui riprodotti si pubblicano sotto la personale responsabilità dell'Autore, cui si devono la scelta dei saggi e la loro collocazione nelle cinque sezioni. La maggior parte dei testi è stata acquisita attraverso lo scanner e uniformata nei caratteri e nei corpi. In sintonia con l'Autore, pochi gli interventi, limitati alla punteggiatura, all'eliminazione di qualche ripetizione o di fastidiosi refusi, oltretutto, ovviamente, all'uniformazione delle note alle norme editoriali dei « Quaderni della Società Ligure di Storia Patria ». Alcuni modesti ritocchi sono stati apportati dall'Autore stesso. Si ringraziano gli Editori per l'autorizzazione alla riproduzione dei testi. Particolare gratitudine è riservata a tutti coloro che hanno collaborato all'attuale redazione: Fausto Amalberti, Marta Calleri, Davide Debernardi.

L'Autore rimane a disposizione degli eventuali detentori di diritti che non sia stato possibile rintracciare, impegnandosi a compiere le formalità richieste.

## IV - STORIA POLITICA



## *L'empire génois au Moyen Âge*

*E tanti son li Zenoexi  
e per lo mondo si destexi  
che unde li van o stan  
un atra Zenoa ge fan*<sup>1</sup>

Ces vers du poète anonyme génois du XIII<sup>e</sup> siècle rappellent la précocité et l'ampleur de l'expansion outre-mer des marins, des marchands et des émigrés ligures qui, où qu'ils aillent, cherchent à recréer une cité à l'image de leur ville d'origine. Peut-on pour autant parler d'Empire génois au Moyen Âge?

Comme l'écrivait Paul Leroy-Beaulieu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, un empire issu d'une expansion coloniale peut être sommairement caractérisé par les trois aspects suivants: une domination politique de la puissance colonisatrice sur un territoire concédé ou conquis sur lequel s'exerce un système de sujétion au profit d'une métropole occidentale; une domination économique par laquelle la terre est bien souvent enlevée à ceux qui l'exploitaient ou la possédaient, et la production orientée en fonction des intérêts de la puissance colonisatrice; une domination culturelle par laquelle le colonisateur impose sa civilisation, sa langue et, parfois, sa religion. Retrouve-t-on ces aspects dans l'expansion génoise outre-mer? Il faut d'abord en rappeler les différentes étapes, qui aboutissent à la création de comptoirs et d'escales au long des grandes voies maritimes méditerranéennes, avant d'envisager les modalités de domination pesant sur les territoires acquis ou conquis, puis les formes d'exploitation économique exercées par les membres de la Commune génoise.

### *Les étapes de l'expansion génoise*

En même temps qu'ils menaient des raids de contre-piraterie pour s'émanciper de la mainmise sarrasine en Méditerranée occidentale, les

---

\* Pubblicato in *Les Empires. Antiquité et Moyen Âge. Analyse comparée*, éd. F. HURLET, Rennes 2008, pp. 181-197.

<sup>1</sup> « Si nombreux sont les Génois et si répandus de par le monde qu'où ils aillent et s'établissent, ils fondent une autre Gênes » (Poète anonyme génois, ANONIMO GENOVESE, p. 566).

<sup>2</sup> LEROY-BEAULIEU.



marins et marchands génois s'aventuraient vers l'Orient dès la fin du X<sup>e</sup> siècle. Les lettres de la Geniza du Caire – ancienne synagogue où fut retrouvée une masse de documents judéo-arabes – mettent en évidence la précocité de leur expansion vers l'Égypte, contemporaine de l'installation des Fatimides en 969. A la fin du X<sup>e</sup> siècle, il est probable que des marchands génois figurent, à côté des Amalfitains, parmi les victimes de la révolte populaire contre les Occidentaux, suspectés d'avoir incendié une flotte préparée pour une attaque contre Byzance<sup>3</sup>. Dans les années 1060 un document de la Geniza mentionne l'arrivée à Alexandrie de navires venus de la terre des Rûm, « de Gênes et d'ailleurs, et l'on dit que trois autres navires arriveront de l'Espagne », signale un certain Nathan b. Nahray d'Alexandrie à son cousin Nahray b. Nissim, l'un des marchands juifs les plus riches du Vieux Caire<sup>4</sup>. Un autre document de la Geniza, daté des premières années du XI<sup>e</sup> siècle, évoque l'arrivée à Alexandrie d'un convoi de douze navires génois, tandis qu'un fragment d'une lettre adressée au calife al-Amir (1101-1130) cite un Génois nommé Buonsignore parmi les marchands occidentaux venus apporter du bois en Égypte<sup>5</sup>. Pourtant, les Génois ne disposent pas encore de colonie marchande dans le delta du Nil; les hommes d'affaires n'effectuent qu'un séjour temporaire, saisonnier au Dar el Manak, à la fois hôtel, entrepôt, marché et poste douanier, que les sultans fatimides ont construit pour contrôler le mouvement des affaires et percevoir les droits sur les marchandises. Il faut attendre l'année 1200 pour que les Génois obtiennent à Alexandrie l'usage d'un entrepôt particulier (*funduq*), mais la petite communauté qu'ils forment alors demeure sous le contrôle des autorités locales et ne réussit pas à obtenir une autonomie administrative et juridictionnelle<sup>6</sup>. La rotation des navires entre Gênes et l'Égypte reste limitée: tout juste un vaisseau par an, selon les actes du notaire génois Giovanni scriba, dont le minutier atteste des investissements inférieurs à ceux qui sont destinés à la Syrie-Palestine, mais dus en grande majorité aux membres de la vieille aristocratie vicomtale<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> CAHEN 1983, p. 37.

<sup>4</sup> KEDAR 1983, pp. 19-30.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 24 et GOITEIN, I, p. 318.

<sup>6</sup> JACOBY 1995, pp. 76-89.

<sup>7</sup> BACH, p. 50; ABULAFIA, pp. 85-122; PRATER 1982, p. 466; PISTARINO 1986, pp. 71-72. Voir aussi les tableaux dressés par ASHTOR 1986b, pp. 31-33.

Sous les Ayyubides (1171-1250) et les Mamlûks (1250-1517), l'amélioration progressive des conditions de résidence encourage les Génois à se rendre plus nombreux en Égypte et à y prolonger leur séjour: de petites colonies permanentes se substituent à la résidence temporaire du XII<sup>e</sup> siècle; leur fonctionnement est révélé par le traité passé en 1290 avec le sultan Qalawun. Le *funduq* qu'elles occupent est placé sous l'autorité d'un consul qui dispose d'un petit personnel administratif permanent. Mais, contrairement aux établissements qu'ils ont obtenus dans l'empire byzantin ou dans les États francs de Syrie-Palestine, les Génois en Égypte ne bénéficient nullement d'un quartier en pleine propriété, ni de juridiction territoriale, l'autorité de leurs consuls restant limitée à leurs propres ressortissants. Absence d'exterritorialité, autonomie restreinte et surveillance constante des autorités locales caractérisent le comptoir génois d'Alexandrie qui s'est maintenu pendant trois siècles et demi, en dépit des différends avec les souverains égyptiens, des interdits pontificaux sur le commerce avec les Sarrasins et des concurrences farouches ayant opposé l'une à l'autre les puissances maritimes italiennes<sup>8</sup>.

La tradition historiographique lie l'expansion génoise en Orient à la croisade. De fait, la Commune naissante a organisé six expéditions navales vers la Syrie-Palestine entre 1098 et 1110. Mais des indices, où il est bien difficile de démêler la réalité de la légende, semblent prouver que les Génois connaissaient les routes maritimes menant à la côte syrienne bien avant l'appel d'Urbain II: un premier pèlerinage de Godefroy de Bouillon parti de Gênes sur la nef la *Pomella*, ou le retour depuis Jaffa du grand pèlerinage allemand de 1065 sur des nefs génoises, ou bien encore l'appel à l'expérience maritime des Génois, lorsque le pape Urbain II leur envoie deux évêques pour les exhorter à armer des navires pour le Levant et à combattre les Infidèles aux côtés des princes chrétiens<sup>9</sup>. La première expédition, au cours de laquelle les Génois aident les croisés à s'emparer d'Antioche, leur permet d'obtenir de Bohémond en juillet 1098 la concession de quelques maisons dans la ville. La seconde participe à la prise de Jérusalem puis à la bataille d'Ascalon. La troisième (1100), définie comme « la vraie croisade des Génois »<sup>10</sup>, en tant qu'œuvre de la *Compagna*, une association de concitoyens à

---

<sup>8</sup> MANSOURI, pp. 89-101; COULON 2005, I, pp. 63-90.

<sup>9</sup> BALARD 2005, I, pp. 1-29.

<sup>10</sup> PETTI BALBI 1982, p. 121.

l'origine de la formation de la Commune, prend part à la conquête de Césarée, d'où elle rapporte un énorme butin, partagé entre les participants. Une flotte plus importante encore est armée en 1102, se maintient deux ans en Orient et joue un rôle essentiel dans la conquête de Gibelet et d'Acre (mai 1104). En récompense de cette aide, le grand privilège concédé par Baudouin 1<sup>er</sup> en 1104 est l'acte fondateur de la première colonie génoise importante dans le Levant, celle d'Acre, complétée ensuite par la concession de Gibelet et d'un tiers de la ville de Tripoli. Au cours du XII<sup>e</sup> siècle, les princes latins de Terre sainte s'efforcent de revenir sur les concessions si importantes consenties au temps de la conquête, mais en vain, puisque le réveil du *djihad* sous Saladin les contraint à faire de nouveau appel aux forces italiennes, et en particulier à Gênes, qui met à la disposition de Philippe-Auguste les vaisseaux nécessaires pour le transport de ses troupes vers Acre.

En contrepartie de cette aide, les rois de Jérusalem, les princes de Tripoli et d'Antioche confirment en faveur de Gênes la liberté du commerce, l'immunité judiciaire et la possession d'un quartier dans les principales villes de Terre sainte: à Antioche, Acre, Césarée, Beyrouth, Tripoli et Gibelet. Entre 1186 et 1195 les Génois bénéficient de sept diplômes confirmant leurs biens dans le royaume de Jérusalem<sup>11</sup>. Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, les rivalités entre les différentes républiques maritimes italiennes sont particulièrement vives à Acre, d'où les Génois sont exclus à l'issue de la guerre de Saint-Sabas (1256-1258). Ils se réfugient alors à Tyr et ne reviennent dans la capitale du royaume latin que dans les dernières années de son existence. Il n'en reste pas moins que pendant deux siècles les Génois ont bénéficié d'importants avantages territoriaux, commerciaux et juridictionnels dans les États latins, soit sous la forme d'administration directe des comptoirs qui leur ont été concédés (Acre), soit par délégation à des concitoyens (les Embriaci à Gibelet). Les conquêtes des Mamlûks après 1250 et la perte de la Terre sainte en 1291 provoquent leur repli vers Chypre et la Cilicie arménienne.

Forts des avantages obtenus en Méditerranée orientale, les Génois s'intéressent plus tardivement à l'empire byzantin, où les Vénitiens jouissent d'une position dominante depuis le chrysobulle que leur a accordé Alexis 1<sup>er</sup> Comnène en 1082. Lorsque Manuel I<sup>er</sup> Comnène recherche des alliés pour mener sa politique de reconquête de l'Italie, il s'adresse à Gênes qui a résisté

---

<sup>11</sup> RÖHRICHT, nn. 659, 680, 682, 691, 692, 693, 695, 702, 704, 724. Cfr. FAVREAU-LILIE 1989, pp. 230-326.

vaillamment aux prétentions hégémoniques de Frédéric 1<sup>er</sup> Barberousse. Le chrysobulle de 1155 accorde aux Génois un petit quartier à Constantinople et une réduction des droits de douane dans l'empire. Pisans et Vénitiens supportent mal ces nouveaux venus, saccagent à deux reprises le comptoir génois qui ne retrouve sa stabilité qu'après l'élimination des Vénitiens en 1171. Mais onze ans plus tard, les Génois établis à Constantinople sont avec les Pisans victimes de l'émeute populaire qui accompagne la venue au pouvoir d'Andronic 1<sup>er</sup> Comnène. Après le renversement du basileus, les Génois reviennent peu à peu dans la capitale de l'empire et obtiennent d'Isaac II Ange (1192) puis d'Alexis III Ange (1202) un agrandissement de leur comptoir (*embolos*), situé sur les rives de la Corne d'Or, à l'est du quartier vénitien. A la veille de 1204, cet établissement comprend deux églises, un monastère, un palais, tout un ensemble de maisons et de boutiques, et surtout deux « échelles » ou appontements pour les navires. N'ayant pas participé à la Quatrième Croisade, les Génois ne peuvent conserver leurs possessions constantinopolitaines, passées comme la plus grande partie de la capitale sous l'hégémonie de Venise <sup>12</sup>.

En 1261, leur alliance avec Michel VIII Paléologue, qui a besoin de soutiens pour reconquérir sa capitale, leur permet de recouvrer un comptoir, mais cette fois à Galata de l'autre côté de la Corne d'Or. Sous le nom de Péra, ce quartier connaît des agrandissements successifs arrachés à la faiblesse du pouvoir impérial, jusqu'à devenir un État dans l'État à la faveur du traité byzantino-génois du 6 mai 1352 <sup>13</sup>. Mais surtout les Paléologues ont ouvert l'accès de la mer Noire aux marchands génois qui s'établissent à Caffa sur la côte de Crimée vers 1275, aux bouches du Danube (Vicina et Kilia-Licostomo), à Tana au fond de l'actuelle mer d'Azov, à Trébizonde, capitale de l'empire des Grands Comnènes, dans les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle. En occupant Cembalo vers 1340, puis Soldaïa en 1365, les Génois se rendent maîtres de toute la côte criméenne, de sorte qu'avec leur réseau de comptoirs pontiques, la mer Noire devient un lac génois, où les Vénitiens sont à peine tolérés. Il en résulte de violents affrontements tant avec les Tatars (1344-1346, 1386) qu'avec Venise contre laquelle sont menées trois guerres coloniales (Curzola 1293-1298, Détroits 1350-1355, Chioggia 1378-1381) sans autre résultat que l'affaiblissement de l'empire byzantin, mêlé

---

<sup>12</sup> BALARD 1978, I, pp. 105-114.

<sup>13</sup> MEDVEDEV, pp. 161-172.

malgré lui à ces luttes, et la progression des Ottomans en Anatolie et dans les Balkans <sup>14</sup>.

Pour assurer la liberté des communications vers Constantinople et ses établissements de mer Noire, Gênes s'intéresse aussi à la mer Égée, d'autant que Venise s'est installée en Crète, au sud du Péloponnèse (Coron et Modon) et impose son influence sur l'île de Nègrepont. Avec la bienveillance de Michel VIII Paléologue, Benedetto Zaccaria, homme d'affaires avisé autant que grand amiral, a obtenu l'exploitation des alunières de Phocée sur la côte anatolienne, puis d'Andronic II la possession conditionnelle de l'île de Chio. Perdus par ses successeurs, ces établissements sont repris à l'empire byzantin en 1346 par une expédition d'armateurs privés qui, constitués en *mabone*, partagent avec la Commune de Gênes la possession de Chio et de Phocée. Plus au nord, la famille génoise des Gattilusio s'est établie à Mytilène, grâce à la faveur de Jean V Paléologue, puis a étendu son emprise sur les îles du nord de l'Égée (Imbros, Thasos, Lemnos et Samothrace). Ainsi l'espace égéen est-il partagé en deux zones d'influence, l'ouest à Venise, l'est à Gênes, en permanente rivalité. Il constitue surtout un réseau d'escales où seule l'île de Chio pourrait s'ouvrir à une colonisation agricole <sup>15</sup>.

En Méditerranée orientale, les Génois ont mis à profit la situation de l'île de Chypre dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle. Le premier privilège que leur concède la maison des Lusignan date de 1218: la reine Alix leur accorde alors une liberté totale de commerce, les exempte de tout droit de douane, leur confère l'immunité juridictionnelle sous l'autorité d'un consul et deux terrains constructibles, l'un à Limassol, l'autre à Famagouste. À la suite de l'aide qu'ils apportent aux Ibelins, le roi Henri I<sup>er</sup>, le 10 juin 1232, accorde aux Génois une véritable charte fondatrice de leurs droits dans l'île. Il confirme les privilèges obtenus en 1218 et concède des maisons et un bain à Nicosie, des maisons et une tour à Limassol, des maisons et un four à Famagouste et à Paphos. Mais c'est évidemment la chute d'Acre et le repli vers Famagouste des Génois établis en Terre sainte qui donne un coup de fouet aux activités commerciales. Chypre se situe vraiment au cœur du monde international des affaires et devient le « rendez-vous de toutes les nations d'Occident » (Ludolph de Südheim, 1349) <sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> BALARD 1983b, pp. 31-52, repris dans BALARD 1989, n. V; KARPOV 1986.

<sup>15</sup> PISTARINO 1969a, pp. 3-68.

<sup>16</sup> BALARD 2006, *Historia* 1995, IV/1, pp. 259-332 (en grec); JACOBY 1984, pp. 143-179, repris dans JACOBY 1989, n. VIII; OTTEN-FROUX 2005, pp. 27-44.

Pourtant, dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, les Génois n'y obtiennent pas tous les avantages qu'ils espéraient. Des conflits les opposent au roi Henri II et à ses successeurs. Un incident survenu lors des cérémonies du couronnement de Pierre II (1372) provoque l'intervention d'une flotte génoise qui exige des dédommagements que les Lusignan sont incapables de payer. Famagouste donnée en gage à Gênes passe totalement en 1383 sous la souveraineté de la Commune, qui prétend y instaurer un monopole, en faisant de la ville l'unique débouché de Chypre et en éloignant les hommes d'affaires des autres nations. Cette politique conduit à une telle impasse que le gouvernement ducal est contraint en 1447 de céder le gouvernement de Famagouste pour vingt-neuf ans au Banco di San Giorgio, organisme regroupant tous les créanciers de la Commune. Celui-ci s'efforce de remettre de l'ordre dans l'administration et les finances de la colonie, mais ne peut empêcher les troupes de Jacques II de reprendre la ville en janvier 1464.

Pendant un siècle, de 1260 à 1350 environ, l'Arménie cilicienne, débouché d'une des routes mongoles de la soie et des épices, a constitué avec Chypre un pôle commercial de grande importance. Dès 1201, les Génois y bénéficient d'une exemption des taxes sur la vente des marchandises et de la présence d'un consul. Ces privilèges sont renouvelés en 1215 et, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, un nouveau diplôme dresse la liste des taxes à payer sur les transactions et celle des péages exigés des caravanes qui se dirigent vers l'intérieur de l'Asie. A partir des années 1260, le port de L'Aïas, au fond du golfe d'Alexandrette, devient le principal comptoir des Génois en Arménie cilicienne. Après la chute d'Acre, la région demeure en effet la seule terre chrétienne sur le continent où le commerce avec les musulmans n'est pas entravé par les interdits pontificaux. Mais les Mamlûks s'emparent de L'Aïas en 1337, puis de l'ensemble du royaume arménien en 1375, mettant ainsi fin à une voie d'accès privilégiée vers l'Asie centrale<sup>17</sup>.

Le recul génois en Méditerranée orientale est suivi d'un déclin semblable dans le monde égéen et pontique face à l'avance ottomane. En 1453, la chute de Constantinople fait passer la colonie de Péra sous la souveraineté de Mehmed II, dont les troupes s'emparent deux ans plus tard de la colonie de Phocée, provoquant ainsi une grave crise du textile en Occident, qui utilisait jusque-là exclusivement l'alun anatolien. Entre 1459 et 1462, c'est au tour des colonies pontiques (Samastri, Sinope, Trébizonde) de tomber au

---

<sup>17</sup> VELLE, pp. 79-115; OTTEN-FROUX 1988, pp. 147-171; RACINE 1992, pp. 173-206.

pouvoir des Ottomans. La guerre de Morée entre Venise et les Turcs (1463-1479) retarde l'échéance en mer Noire. En juin 1475, la flotte d'Ahmed pacha s'empare en quelques jours de Caffa et des comptoirs de Crimée mettant ainsi fin à la domination génoise sur les régions pontiques. L'Empire génois d'Orient se réduit désormais à l'île de Chio, que la Mahone tient jusqu'en 1566, non sans verser tribut au sultan ottoman<sup>18</sup>. La rétraction du système colonial génois ne signifie pas une disparition complète du commerce avec le Levant; elle n'en impose pas moins une véritable conversion des hommes d'affaires qui se tournent vers l'Occident et réussissent à faire de leur patrie le banquier de l'Espagne et même de l'Europe au début du XVI<sup>e</sup> siècle.

### *La domination politique et culturelle*

Gênes asseoit sa domination territoriale sur ses possessions d'outre-mer grâce à une émigration qui touche l'ensemble de la Ligurie, à une tentative de centralisation administrative et à une entente avec les élites indigènes.

Le peuplement latin est partout extrêmement minoritaire. Dans les plus petits comptoirs, tels ceux des bords méridionaux de la mer Noire, il se limite à quelques cadres administratifs, à une garnison de quelques dizaines d'hommes et à une poignée de résidents permanents, auxquels viennent s'adjoindre pour quelques semaines des hommes d'affaires amenés par les convois bi-annuels qui relient Gênes à ses possessions orientales. Même dans les comptoirs les plus importants, l'immigration latine reste faible: pas plus d'un millier d'Occidentaux à Péra au XIV<sup>e</sup> siècle, peut-être deux fois plus à Caffa, qui, selon les calculs les plus récents, n'aurait compté qu'environ 9.000 habitants en 1381-1382<sup>19</sup>, tout autant à Chio où, selon un rapport du podestat Niccolò Fateinanti de 1395, il n'y aurait eu que 400 chefs de famille d'origine occidentale, soit environ 2.000 personnes<sup>20</sup>. Il est impossible de déterminer le nombre de Ligures ayant élu résidence dans les comptoirs génois de Syrie-Palestine aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles.

Ce peuplement latin revêt partout un caractère national; il prolonge le mouvement d'*inurbamento* par lequel la métropole génoise s'est peuplée au détriment des campagnes qui l'entourent. Dans les principaux comptoirs

---

<sup>18</sup> LOPEZ 1938, pp. 295-342.

<sup>19</sup> PONOMAREV, pp. 317-443.

<sup>20</sup> ARGENTI 1958, 1958, II, p. 148.

d'outre-mer, Génois et Ligures forment 85% de la population latine. Les non-Ligures proviennent des grandes villes de la plaine du Pô, en relations commerciales avec Gênes. S'y ajoutent quelques Italiens du Sud, quelques Catalans et Languedociens, mais point de Vénitiens dans les possessions génoises et point de Génois dans les colonies vénitiennes. Cette population est le plus souvent jeune et mouvante, essentiellement masculine au XIII<sup>e</sup> siècle lorsque débute l'émigration outre-mer: des hommes d'affaires en apprentissage, des ruraux et des artisans déracinés cherchant fortune dans ces terres nouvelles. Une population plus stable n'apparaît qu'à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, où l'on voit naître une véritable société coloniale, composée de quelques grandes familles, tels les Demerode et les de Draperiis à Péra, et surtout les membres de la Mahone de Chio, qui ont adopté le nom de Giustiniani pour resserrer leur alliance<sup>21</sup>.

La population orientale est très diversifiée dans l'outre-mer génois. Les territoires ayant fait partie de l'empire byzantin abritent une population composée majoritairement de Grecs, qui acceptent mal leur nouvelle dépendance et développent surtout après 1204 un sentiment national où se mêlent l'attachement au basileus et la fidélité à l'orthodoxie, l'Église romaine étant considérée comme l'Église des vainqueurs. À Chio, malgré la répression qui a suivi le soulèvement de 1347 contre les Mahonais, subsistent quelques grands propriétaires, qualifiés d'archontes, tels les Coresi, les Argenti et les Vlasto, que les Génois cherchent à se concilier en leur garantissant les privilèges dont ils jouissaient au temps de l'empire byzantin. À Chio et à Péra d'importantes communautés juives occupent un quartier spécifique, mais ouvert, et se livrent à des activités artisanales et au commerce de l'argent. En mer Noire, la bigarrure ethnique est extrême. À Caffa, par exemple, les Grecs forment la plus grosse communauté jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle; on leur confie quelques fonctions administratives et militaires, les activités artisanales occupant la majorité de leurs membres. Ils sont numériquement dépassés par les Arméniens au tout début du XV<sup>e</sup> siècle, en raison sans doute des campagnes de Timur-Leng qui ont fait refluer les Arméniens dispersés en Asie occidentale vers des lieux plus sûrs. Quelques Juifs, une forte minorité turco-tatare, des Syriens, des Russes, des Géorgiens, des Goths, des Coumans, des Circassiens, des Bulgares, des Hongrois et un grand nombre d'esclaves caucasiens complètent ce mélange ethnique, qui

---

<sup>21</sup> BALARD 1978, I, pp. 229-254.



impose aux Génois une politique souple et tolérante, mais qui n'évite pas des conflits ethniques, particulièrement dans les derniers temps de leur domination en Crimée.

Les rapports des diverses collectivités peuvent être analysés sous différents aspects. Dans l'habitat, aucune ségrégation spatiale ne peut être relevée. Latins et Orientaux habitent les mêmes quartiers, parfois les mêmes demeures. La seule exception est représentée par l'île de Chio où, après la conquête de 1346, les Génois ont réquisitionné 200 maisons dans la citadelle. Mais au fil des ans, des Grecs et des Juifs y résident également. Cette cohabitation des ethnies, qui s'effectue sans difficulté majeure, entraîne des échanges linguistiques. Certes le latin est la langue officielle de l'administration coloniale, mais le parler génois s'enrichit de vocables orientaux. Les autorités utilisent des interprètes pour le grec, l'arménien et le couman – on rappellera que c'est dans le milieu colonial génois en mer Noire qu'a été élaboré le *Codex Cumanicus*, un lexique trilingue, latin, couman et persan<sup>22</sup>. Mais certains Orientaux possèdent des rudiments de latin et il n'est pas rare de voir des clients des notaires traiter leurs affaires, sans l'aide d'un drogman. Les rapprochements ethniques vont jusqu'à des mariages mixtes, assez fréquents au XIV<sup>e</sup> siècle dans l'élite latine, mais toujours conclus entre un Latin et une femme d'origine orientale. Dans les couches sociales inférieures, le concubinage attesté par des allusions testamentaires est plus fréquent. Dans le domaine religieux, les contacts sont peu fructueux, surtout en pays grec où l'orthodoxie et le nationalisme anti-latin se mêlent. Il en résulte une politique prudente des autorités génoises qui ne favorisent pas le prosélytisme des clercs latins. En mer Noire, en revanche, l'Église latine fait preuve de davantage de dynamisme. Les missionnaires accompagnent les marchands génois dans leur expansion et fondent des Églises latines en Tartarie et jusqu'en Chine<sup>23</sup>.

Dans l'ensemble, les Orientaux voient leurs biens respectés par les Génois, sauf en de rares occasions, telle à Chio la révolte de 1347 qui conduit à la confiscation des biens des conjurés, ou à Caffa la guerre contre les Tatars en 1386, au cours de laquelle les possessions des fugitifs et des rebelles sont confisquées par les autorités. Mais Grecs, Juifs, Arméniens ou Tatars n'ont aucun droit civique; ils ne sont que des sujets. Si des offres de

---

<sup>22</sup> *Codice cumanicus*.

<sup>23</sup> FEDALTO; RICHARD 1977; DELACROIX-BESNIER.

collaboration sont adressées à l'élite sociale orientale, le petit peuple des villes et des campagnes (à Chio) n'a d'autre devoir que celui d'obéir, de payer les taxes et d'assurer la défense des comptoirs. Le droit génois s'applique partout, mais les autorités coloniales sont tenues de respecter les clauses des conventions passées avec les *basileis*. Seuls les notables locaux sont capables de défendre leurs biens et leur personne et de tirer le meilleur parti possible de la cohabitation avec les Génois. Le petit peuple ne peut que subir ou se soulever, comme ce fut le cas à Chio en 1347, à Caffa en 1386 et en Gazarie génoise (la Crimée) en 1422<sup>24</sup>.

L'administration génoise d'outre-mer veille bien sûr à éviter ces troubles. Elle repose sur des consuls et podestats nommés en principe pour un an par la métropole et assistés de conseils composés de Génois résidant outre-mer et de commissions permanentes s'occupant de problèmes particuliers, tels la défense ou les approvisionnements. Ces officiers sont inspectés à leur sortie de charge par des syndics, dont les témoignages qu'ils recueillent mettent en valeur les abus commis par l'administration coloniale en matière de finances ou de justice. Les comptoirs d'outre-mer, dont les revenus reposent sur les droits prélevés sur les activités commerciales et sur les taxes de consommation, souffrent d'un déficit permanent, compensé par des emprunts plus ou moins forcés, de sorte qu'ils connaissent les mêmes travers que la métropole: une dette publique qui s'accroît et des intérêts élevés versés à des associations de créanciers bénéficiant d'une part sans cesse accrue des ressources fiscales. La Commune dans bien des cas est contrainte de laisser l'initiative des conquêtes à des particuliers, la mahone de Chio en 1346, celle de Chypre en 1373, sans pouvoir les contraindre à participer aux efforts militaires qu'imposent la lutte contre Venise et la défense contre les Ottomans. Le contrôle de l'administration d'outre-mer est limité par la lenteur des communications et surtout par les soubresauts de la politique intérieure génoise. Faillite de la centralisation, incohérence de la politique orientale et impéritie des responsables se conjuguent pour saper toute tentative d'établir un système colonial solide. Ce qui importe avant tout est de préserver au bénéfice de l'aristocratie marchande les possibilités d'exploitation économique des territoires orientaux.

---

<sup>24</sup> BALARD 1978, I, pp. 310-338.

## *L'exploitation économique de l'outre-mer génois*

Forte de son expérience de reconquête de la mer Tyrrhénienne menée contre les Sarrasins dès le XI<sup>e</sup> siècle, Gênes dispose de moyens nombreux d'exploitation pour ses colonies orientales. Comme le soulignait Roberto Lopez, leur histoire est la raison de vivre de Gênes elle-même<sup>25</sup>. L'ensemble de la population citadine est intéressée de près ou de loin aux phases de l'expansion outre-mer. L'aristocratie marchande, les grands clans familiaux, mais aussi les petites gens participent au commerce oriental, soit comme facteurs des hommes d'affaires, soit comme épargnants risquant quelques économies dans les investissements maritimes. L'émigration vers l'Orient touche l'ensemble des territoires soumis à la juridiction de Gênes, aussi bien les villes des *Riviere* que les bourgades de l'Apennin. Elle seule permet d'échapper à l'ingratitude du sol ligure et d'espérer des lendemains qui chantent.

Les gens des *Riviere* ont une longue tradition de constructions navales, que les croisades et les nécessités du commerce oriental n'ont fait qu'enrichir. De gros progrès ont en effet été accomplis entre le XI<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle en matière nautique. Gênes a été à la pointe de ce que Frédéric Lane a justement appelé la « révolution nautique du Moyen Âge »<sup>26</sup>: remplacement des nefes latines par des coques au gréement carré et au gouvernail d'étambot, construction de grosses galères spécialisées dans le transport de marchandises légères, mais de grand prix. Les armements effectués pour le transport des croisés de Philippe-Auguste, puis de saint Louis, contribuent à gagner la course aux gros tonnages, dans lesquels Gênes excelle pour le transport des céréales, du sel et surtout de l'alun. Sans organiser des convois annuels semblables aux *mude* vénitiennes, les Génois ont mis au point des règlements stricts pour les transports vers l'Orient, effectués par plusieurs bâtiments naviguant « de conserve », afin d'éviter les méfaits de la piraterie<sup>27</sup>.

Les notaires, intermédiaires obligés dans les transactions commerciales entre investisseurs et marchands itinérants, ont perfectionné les techniques commerciales en adaptant les formules juridiques anciennes aux besoins d'une clientèle recherchant la mobilité des capitaux. La « commande », qui

---

<sup>25</sup> LOPEZ 1938, p. VII.

<sup>26</sup> LANE 1974, pp. 277-302.

<sup>27</sup> FORCHERI.

lie un investisseur sédentaire à un marchand itinérant, connaît un gros succès aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, avant de s'effacer devant l'essor de l'acte sous seing privé. La lettre de change est mise au point dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et c'est à Gênes qu'il faut chercher les premières formes de l'assurance maritime<sup>28</sup>. La souplesse des formules contractuelles permet à tous de participer au commerce oriental. Les besoins de liquidités que celui-ci nécessite imposent l'émission de nouvelles monnaies rendues possibles par les bénéfices acquis dans le commerce et la découverte de mines nouvelles. Si la *genovino*, monnaie d'or semblable au florin, n'a pu s'imposer dans le commerce international, il n'en reste pas moins une des premières monnaies d'or symbolisant le prestige et la fortune de Gênes au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Les barres d'argent ou la pratique du troc restent toutefois indispensables dans les régions pontiques, où les Tatars n'apprécient pas le métal jaune.

Épices et soie échangés contre les produits de l'industrie occidentale – draps et toiles – telle est la description traditionnelle du commerce oriental de Gênes aussi bien que de Venise. Mais ces marchandises sont loin de constituer la majorité des chargements sur les routes qui relient la ville ligure à la Méditerranée orientale et à la mer Noire. Certes, le trafic des épices a longtemps été considéré comme le principal moteur de l'économie occidentale au Moyen Âge, dans la mesure où il procurait à ceux qui s'y adonnaient de substantiels bénéfices. Les produits condimentaires, pharmaceutiques et tinctoriaux chargés à Alexandrie ou dans les ports syriens avant 1250, puis parvenus aux mains des Occidentaux par les routes mongoles de la soie et des épices très actives entre 1250 et 1350, et de nouveau par l'Égypte et la Syrie grâce au déplacement des grandes routes intercontinentales après 1350, constituent des cargaisons de valeur, mais réparties sur un très petit nombre de navires chaque année, comme le rappellent les lettres de chargement des archives Datini<sup>29</sup>. Il ne faudrait donc pas majorer à l'excès le rôle des hommes d'affaires génois dans le commerce des épices, bien inférieur en tout cas à celui de leurs homologues vénitiens.

L'exploitation économique de l'outre-mer génois concerne en vérité une multitude de produits de la forêt, de l'élevage et de l'agriculture. Les comptoirs pontiques fournissent la cire, les cuirs, les fourrures, le miel, le

---

<sup>28</sup> MELIS 1975.

<sup>29</sup> HEERS 1955a, pp. 157-209, repris dans HEERS 1979, n. I.

blé des régions danubiennes et criméennes, indispensable au ravitaillement de la métropole ligure, le sel, les poissons et le caviar des salines et pêcheries de la mer d'Azov. De Chypre viennent le sel de Larnaka, le sucre et le coton. L'île de Chio a le monopole du mastic, cette gomme du lentisque utilisée en fumigations ou pour l'hygiène dentaire, dont la production est strictement contrôlée par la Mahone et les exportations limitées pour maintenir un haut niveau des prix. Parmi les produits miniers et industriels, les Génois ont établi un monopole quasi total de l'alun, fourni par Phocée et les alunières d'Asie mineure, et transporté jusqu'en Flandre pour la teinture des draps. Le trafic de l'alun, qui requiert la disposition de gros tonnages, a stimulé les constructions navales, créé des liaisons maritimes directes entre l'Orient, les Flandres et l'Angleterre, et permis à l'industrie textile d'Occident de tourner et de fournir les draps qu'exportent nos marchands vers l'Orient. Contrepartie du commerce des produits textiles, le trafic de l'alun caractérise une économie coloniale échangeant une matière première contre des produits finis. Il en est de même pour des métaux non-ferreux d'origine orientale, plomb et cuivre, échangés contre des objets métalliques les plus divers, que les sources regroupent sous le nom de « mercerie ».

On ne saurait oublier la marchandise humaine. Les Génois participent à la traite des esclaves orientaux fournis par les régions nord-orientales de la mer Noire à partir des années 1270. La traite porte sur des sujets jeunes envoyés soit vers l'Égypte où ils grossissent les rangs des Mamlûks, soit vers l'Italie où l'esclavage domestique a pris de l'ampleur dans les principales cités, ou vers l'Espagne qui utilise les esclaves comme domestiques ou comme travailleurs agricoles. Les besoins se sont accrus après la Peste noire de 1348, provoquant un renchérissement et une diversification de la traite: aux Tatars jusque-là dominants se sont adjoints des Maures, des Guanches, des Turcs et des Noirs<sup>30</sup>. Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, la main-mise génoise sur la traite pontique se relâche, au profit des Grecs et des Arméniens qui transportent les esclaves du nord vers les rivages méridionaux de la mer Noire, mais nos marchands n'en gardent pas moins une part importante de la traite méditerranéenne.

Parmi les bénéfices tirés de l'expansion outre-mer, il ne faudrait pas négliger les profits apportés par les services maritimes, par exemple le transport

---

<sup>30</sup> DELORT 1966, pp. 215-250; BALARD 1968, pp. 627-680; GIOFFRÈ 1971; VERLINDEN 1977, II.

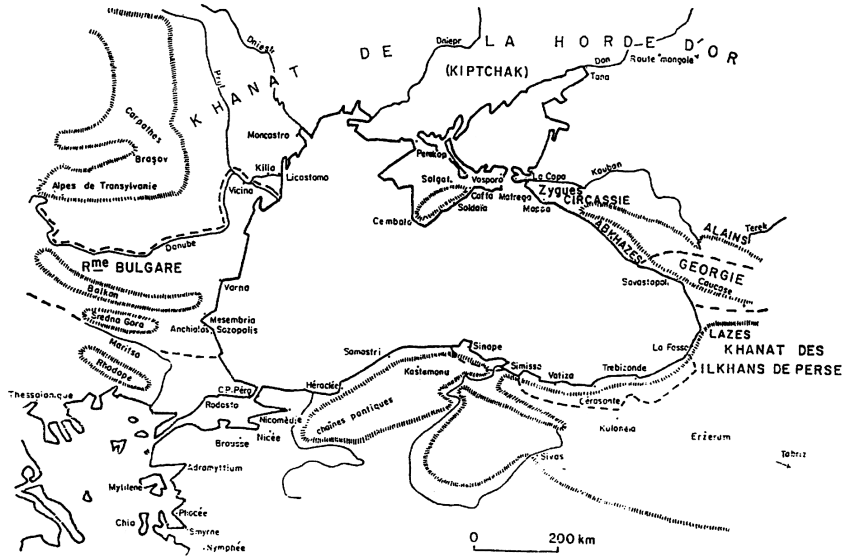
des pèlerins chrétiens vers Jaffa ou musulmans vers Alexandrie. Les Génois, mettent leurs vaisseaux à la disposition des troupes de Philippe-Auguste et de saint Louis partant pour la croisade. Ils accaparent aussi le ravitaillement de Constantinople et des grandes villes pontiques et deviennent les intermédiaires obligés des transactions entre des régions aux ressources complémentaires: leur comptoir de Trébizonde, au débouché d'une des routes mongoles, redistribue les produits venus d'Asie centrale et de l'Extrême-Orient aussi bien que les draps et toiles d'Occident, le blé ou le sel de Crimée. Ces profits permettent de compenser le déficit de la balance des paiements dans le commerce avec Beyrouth ou Alexandrie à la fin du XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle. Alors l'exploitation des denrées agricoles et minières compense le déclin du trafic levantin des épices, provoqué par la pression ottomane et le début de la concurrence atlantique à l'extrême fin du XV<sup>e</sup> siècle.

Les aspects politiques, culturels et économiques ainsi dégagés autorisent-ils à parler d'un empire colonial génois? L'absence de colonies de peuplement ou de colonies agricoles, à l'exception peut-être de l'île de Chio, ne plaide pas en ce sens. Partout l'émigration ligure est réduite et la population d'origine occidentale très minoritaire. En revanche nombreux sont les comptoirs échelonnés le long des grandes voies maritimes de la Méditerranée orientale, l'une qui va vers Constantinople et la mer Noire, l'autre vers Chypre, Alexandrie et la Syrie-Palestine. Sur ces possessions, la domination politique de la métropole est souple et parfois incohérente, par opposition à celle de Venise, placée sous le rigoureux contrôle du Sénat. La domination culturelle est légère, dans la mesure où les autorités génoises d'outre-mer ont fait preuve d'habileté et de tolérance dans leurs rapports avec les populations sujettes, et n'ont pas fait de gros efforts pour imposer leur foi. En revanche, la domination économique est totale. Même si dans l'ensemble les biens des autochtones ont été respectés, la production est orientée en fonction des intérêts de la puissance colonisatrice sous la forme d'un échange inégal: matières premières contre produits finis. Ce qui importe aux Génois c'est la domination de la mer, la création d'une thalassocratie, comme le rappelait l'historien-empereur Jean Cantacuzène: « Ils [les Génois] décidèrent de dominer sur mer, sans permettre aux Byzantins d'y naviguer, comme si cette mer leur appartenait à eux seuls »<sup>31</sup>, ou encore,

---

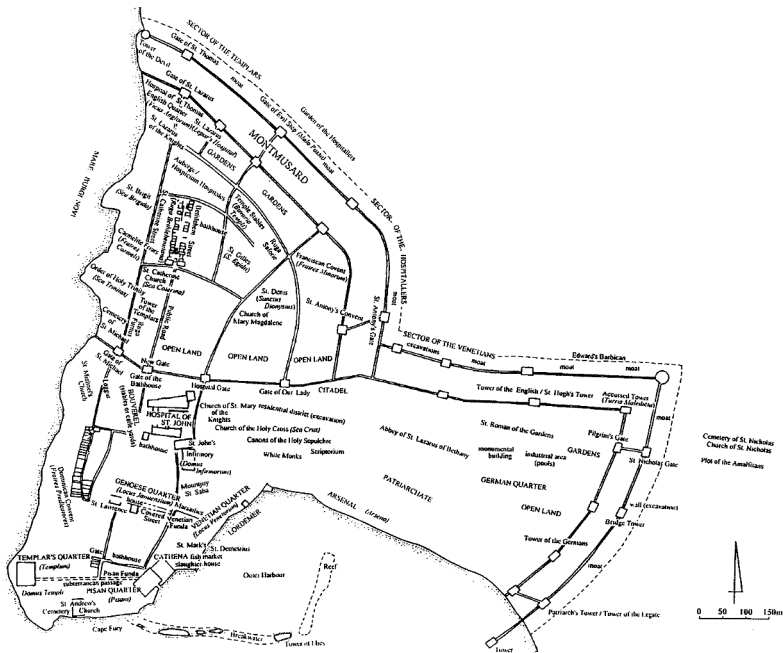
<sup>31</sup> CANTACUZÈNE, III, p. 69.

comme l'écrivait Nicéphore Grégoras, « ils rêvaient de s'emparer de l'hégémonie sur toute la mer »<sup>32</sup>. Seraient-ils les précurseurs de la colonisation moderne? oui, à condition d'effectuer le rapprochement avec l'Empire portugais du début du XVI<sup>e</sup> siècle, entreprise commerciale sans véritable occupation territoriale, et non avec l'Empire espagnol ou, à plus forte raison, avec les empires coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle. La colonisation génoise au Moyen Âge est avant tout une exploitation économique, fondée sur la domination de la mer.

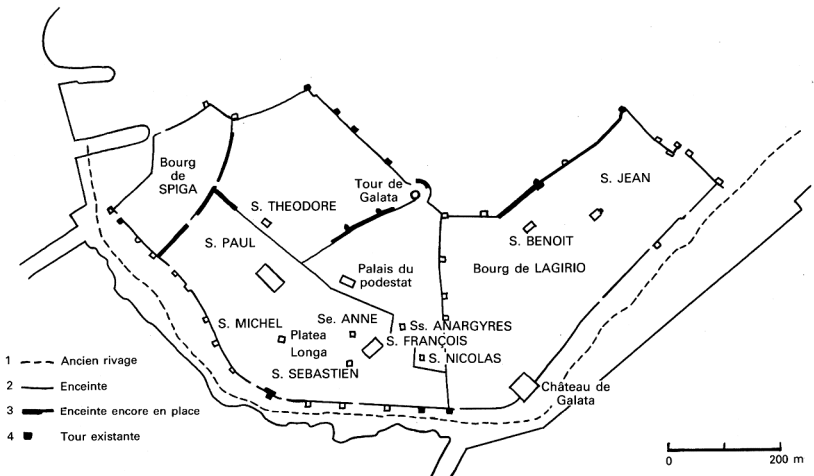


La mer Noire aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles.

<sup>32</sup> GRÉGORAS, III, p. 194.



Accre au XIII<sup>e</sup> siècle.



Plan de Péra.





## *Genova e il Levante (secc. XI-XII)*

«Presso che al tempo della spedizione di Cesarea, un po' innanzi, cominciò dunque nella città di Genova un reggimento (*compagna*) di tre anni per sei consoli». Questo brano con il quale si aprono gli *Annali* di Caffaro<sup>1</sup> è famoso fra tutti coloro che si sono interessati alla storia di Genova, e più esattamente alle origini del Comune. In poche parole, infatti, il primo e più grande cronista della città collega la fondazione della *compagna* con i primi interventi dei Genovesi in Oriente, in occasione della prima crociata.

Realtà o mito storiografico? Benché abbia partecipato con entusiasmo alla spedizione ed agli eventi descritti nella sua cronaca, Caffaro non ricorda mai – al di là di un pellegrinaggio in Oriente di Goffredo da Buglione, salpato su una nave genovese prima della crociata – le imprese nel Levante dei suoi concittadini durante l'undicesimo secolo. Per lui, come per tanti storici del secolo passato, il commercio occidentale in Oriente comincia con le crociate, che assicurano ai mercanti italiani la creazione di colonie e l'apertura di nuovi mercati; essendo egli dotato di una mentalità di agente di commercio e di diplomatico, l'apertura delle rotte marittime verso l'Oriente, la nascita del comune e la crescita della potenza marittima genovese sono del tutto concomitanti<sup>2</sup>. È necessario dunque verificare se le crociate abbiano veramente impresso uno slancio iniziale all'espansione genovese nel Mediterraneo orientale e siano state all'origine di una nuova forma istituzionale per la città, e ciò richiede un attento esame dei fatti militari e politici, per potere ricostruire le modalità di sviluppo della colonizzazione genovese in Oriente e le conseguenze che ne derivarono.

Vent'anni fa, Benjamin Kedar ha messo in evidenza l'importanza, per la storia dell'espansione genovese in Oriente, delle lettere della Geniza del

---

\* Pubblicato in *Comuni e memoria storica. Alle origini del comune di Genova*, Atti del Convegno di Studi, Genova 24-26 settembre 2001, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XLII/I (2002), pp. 527-549.

<sup>1</sup> Sull'opera di Caffaro, si vedano PETTI BALBI 1973, pp. 256-260; PUNCUH 1973, pp. 445-449; PLACANICA, pp. 1-62.

<sup>2</sup> KEDAR 1983, pp. 19-30.

Cairo, fino ad ora conosciute grazie a pubblicazioni sparse, ma non ancora utilizzate dagli studiosi. Si tratta di una lettera inviata da Nathan b. Nahray di Alessandria a suo cugino Nahray b. Nissim, uno dei mercanti ebrei più ricchi del Vecchio Cairo. La lettera, che va datata agli anni sessanta del secolo XI menziona l'arrivo ad Alessandria di navi dalla terra dei Rûm: «da Genova e da altrove, e si dice che tre altre navi arriveranno dalla Spagna»<sup>3</sup>. Per l'autore della lettera la frase sottintende che altri vascelli genovesi hanno gettato l'ancora nel porto di Alessandria nel corso dell'undicesimo secolo. Un frammento di un'altra lettera indirizzata al califfo fatimide al-Amir (1101-1130) lo avverte del «continuo arrivo di mercanti Rûm – con questo nome sono chiamati i mercanti occidentali al pari dei Greci – che sono venuti a portare il legname ... Essi sono: Sergio, figlio di Costantino e ... figlio di ... e Grasso figlio di Leo l'Amalfitano e il ... e Buon (Senior) il Genovese»<sup>4</sup>. Nei primissimi anni del secolo XII, un'altra lettera della Geniza riferisce circa l'arresto dei Genovesi del Vecchio Cairo da parte del sultano al-Malik al-Afdal<sup>5</sup>, e negli anni quaranta del medesimo secolo un altro documento della Geniza cita un convoglio di dodici navi genovesi arrivate nel porto di Alessandria. Più o meno al tempo della prima crociata i mercanti genovesi avevano dunque stabilito rapporti commerciali regolari non soltanto con Alessandria – che certamente era già assai frequentata dai natanti genovesi dal momento che risulta citata nella lista delle decime percepite dalla curia arcivescovile di Genova<sup>6</sup> –, ma anche con la capitale dei Fatimidi.

Le altre fonti coeve non permettono di distinguere tra realtà e leggenda. Nel *De liberatione civitatum Orientis liber*, Caffaro rammenta un primo pellegrinaggio a Gerusalemme di Goffredo da Buglione<sup>7</sup>. Partito da Genova a bordo di una nave chiamata *Pomella*, il signore della Lorena viene assalito e picchiato da un musulmano davanti al Santo Sepolcro e costretto a pagare un diritto di ingresso: furibondo, giura a se stesso di tornare con forze armate e a bordo della medesima nave genovese ritorna in Occidente. Benché Caffaro si preoccupi di piazzare i Genovesi ai primordi della prima crociata, la leggenda si innesta senz'altro sulla realtà di veri viaggi genovesi verso il Levante

---

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 24 e GOITEIN, I, p. 318.

<sup>4</sup> STERN, pp. 529-538.

<sup>5</sup> GOITEIN, I, p. 45.

<sup>6</sup> BELGRANO 1862, p. 9.

<sup>7</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 99-100.

prima del 1098, tanto più che, in un altro passo della medesima opera<sup>8</sup>, il cronista rammenta l'invio a Genova da parte di papa Urbano II di due vescovi per esortare i cittadini ad armare navi per l'Oriente e a combattere gli Infedeli accanto ai principi cristiani. Il pontefice conosceva l'esperienza di navigazione dei Genovesi non soltanto nel Mediterraneo occidentale – la campagna dei medesimi contro Mahdiya nel 1087 doveva essere ancora presente nella mentalità dei fedeli – ma anche nelle acque del Levante. Poco aggiunge la notizia dello pseudo-Ingulfo, un falso tardo-medievale, secondo il quale i partecipanti al grande pellegrinaggio tedesco del 1065 si sarebbero imbarcati a Giaffa su navi genovesi, se non il fatto che ribadisce ancora la vecchia tradizione marittima dei Genovesi esperti nella navigazione verso il Levante nei primordi della Crociata<sup>9</sup>. La potenza della flotta genovese, aumentata gradatamente durante la riconquista del Tirreno contro i Saraceni, è così nota da suscitare la chiamata pontificia in soccorso della Terrasanta.

Secondo Caffaro, le discordie e le tensioni civili che dividevano la società genovese si sarebbero placate per organizzare le spedizioni in soccorso dei crociati. La pace civile sarebbe stata dunque una conseguenza della predicazione dei due vescovi inviati dal Pontefice? oppure di un entusiasmo collettivo per la lotta contro i Saraceni iniziata nel Tirreno e nell'Ifriqiya e da condursi anche nel Levante? Comunque sia, la prima spedizione di dodici galere e di un sandalo, salpata nel giugno 1097, ha carattere privato, trattandosi dell'iniziativa di alcuni armatori senz'altro abituati alla navigazione verso l'Oriente, i quali decidono di partire per il nord della Siria, dove i crociati sono ancora impegnati nell'assedio di Antiochia<sup>10</sup>. La meta prescelta fa supporre che gli armatori avessero una buona conoscenza degli eventi della crociata. Secondo il cronista, ai Genovesi, appena giunti nel porto di San Simeone, viene richiesto da una scorta inviata da Boemondo di partecipare all'assedio della città ed essi acconsentono subito mandando 600 soldati per rafforzare l'armata latina<sup>11</sup>. Alcuni di loro vengono massacrati dai Turchi, ma i Genovesi superstiti, dopo la presa della città, vengono ricompensati da Boemondo con un importante privilegio con il quale viene a loro riconosciuta la concessione di una chiesa, di un fondaco, di trenta case e di un

---

<sup>8</sup> *Ibidem*, pp. 101-102. Si vedano a proposito FLORI, p. 81 e BELLOMO 2001, p. 113.

<sup>9</sup> GALE - FELL, I, p. 74; si veda JORANSON, pp. 3-43.

<sup>10</sup> DE NEGRI, pp. 222-223; PETTI BALBI 1982, p. 120; EPSTEIN 1996, pp. 28-29.

<sup>11</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 102-103.

pozzo e viene promessa un'esenzione doganale perpetua<sup>12</sup>. Beneficiario del privilegio non è il comune di Genova, che non è ancora nato, e neppure il vescovo della città, detentore del potere di fatto, ma sono « tutti i Genovesi presenti nella città di Antiochia », cioè tutti coloro che hanno aiutato i crociati nell'assedio. I vincitori riportano bottino e reliquie in patria, dove vengono accolti trionfalmente nel maggio del 1098.

L'esito fortunato della prima spedizione induce altri cittadini, ancora a titolo privato, ad organizzarne una seconda l'anno successivo, condotta da Guglielmo e Primo Embriaco, membri di una famiglia che giocherà un ruolo importante nelle vicende degli stati crociati in Oriente<sup>13</sup>. Salpati per Giaffa, i Genovesi vi arrivano al momento dell'assedio di Gerusalemme. Gli assalitori sono sprovvisti del legname per costruire gli ordigni necessari per l'assedio; chiamato in soccorso, subito il comandante genovese fa demolire le sue due galere e portare a Gerusalemme il legname, che verrà utilizzato per la costruzione di due torri: un bel racconto che unisce storia e leggenda. Il cronista sottolinea dunque l'attiva partecipazione dei suoi concittadini alla presa della città santa e poi alla vittoria di Ascalona, la quale procura ai capi genovesi un bottino ingente in oro, argento e pietre preziose, tra i beni lasciati sul campo dal sultano egiziano. Gli Embriaci tornano in patria con lettere dei capi crociati che richiedono rinforzi<sup>14</sup>.

È la terza spedizione, definita da Giovanna Petti Balbi come « la vera crociata dei Genovesi »<sup>15</sup>, quella che riveste un carattere ufficiale: essa è opera della *Compagna*, un'associazione spontanea di concittadini, abituati a condividere il rischio di viaggi marittimi, la quale vedeva riuniti la vecchia aristocrazia viscontile ed i più abili e ricchi tra gli *habitatores* in una collaborazione temporanea al servizio della città e della crociata. Composta da 26 galere e da 4 navi da carico, la spedizione organizzata dalla *Compagna*, per la quale si è addive-nuto ad una tregua nei contrasti interni della città, arriva in Terrasanta nell'inverno del 1100. Amplificando il ruolo dei suoi concittadini, Caffaro attribuisce a loro la chiamata di Baldovino di Edessa e di Tancredi, rispettivamente

---

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 109; UGHELLI, IV, coll. 846-847; PUNCUH 1962, pp. 40-41, n. 23; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 120; PISTARINO 1986, p. 77; ASBRIDGE, pp. 135, 140.

<sup>13</sup> Su Guglielmo Embriaco, si veda CARDINI 1978, pp. 405-436, ed ora in CARDINI 1993, pp. 61-83.

<sup>14</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 110-111; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 121.

<sup>15</sup> *Ibidem*.

per rimpiazzare Goffredo da Buglione, morto da poco tempo, e per sostituire Boemondo, caduto prigioniero dei musulmani. I Genovesi avrebbero incontrato Baldovino a Laodicea e l'avrebbero convinto ad accettare la corona del regno di Gerusalemme<sup>16</sup>. La successione dei fatti, ricostruita da Joshua Prawer<sup>17</sup>, smentisce il racconto del nostro cronista, che pure aveva partecipato di persona alla spedizione. I crociati, dopo la morte di Goffredo, avvenuta il 18 luglio 1100, non aspettano l'inverno per indirizzarsi a Baldovino, il quale si affretta verso Gerusalemme, dove arriva il 10 novembre 1100, quando i Genovesi erano appena sbarcati nei pressi di Laodicea. I compagni di Caffaro si impegnano in diverse incursioni contro le fortezze saracene, prima di salpare per Haifa e poi per Giaffa, dove incontrano due saette di Baldovino. Con il re i Genovesi trascorrono il sabato santo al Santo Sepolcro e lo aiutano nell'assedio di Arsûf nel maggio 1101 e poi in quello di Cesarea, al quale Caffaro dedica un lungo brano nelle prime pagine dei suoi *Annali*<sup>18</sup>.

I particolari del racconto mirano a sottolineare il ruolo dei Genovesi nella conquista di quell'importante porto del litorale palestinese. Guglielmo *Caputmalli*, qualificato come console dell'armata genovese, esorta i suoi compagni ad arrampicarsi sulle mura della città utilizzando le scale delle loro galere. Da solo, prende possesso di una torre e costringe i Saraceni a rifugiarsi nella loro moschea; poi accetta la resa degli abitanti, che abbandonano tutti i loro beni in favore dei vincitori. Dopo la consacrazione di parecchie chiese, la flotta genovese salpa per Porto San Simeone, dove i capi dividono il bottino tra i membri dell'armata: 48 soldi pittavesi e due libbre di pepe – derrata considerata allora alla stregua di una vera moneta – per ogni combattente, una percentuale del 15% del bottino per gli armatori delle galere e, soprattutto, un vaso di vetro verde, presto considerato dai Genovesi come il Sacro Catino, utilizzato da Gesù durante l'ultima Cena<sup>19</sup>. Non è facile capire perché l'armata genovese abbia atteso di ritornare nella Siria del Nord per la divisione delle prede, a meno che lo sbocco del fiume Oronte non avesse già

---

<sup>16</sup> *Annali genovesi*, I, p. 5.

<sup>17</sup> PRAWER 1969, I, pp. 258-265.

<sup>18</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 9-13; si veda EPSTEIN 1996, pp. 30-31; BELLOMO 2001, pp. 108-110.

<sup>19</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 11-13; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 122; PRAWER 1969, I, p. 266. Il Sacro Catino non è menzionato da Caffaro, ma, centocinquanta anni più tardi, da *Iacopo da Varagine*, II, p. 308. Sul Sacro Catino si veda DI FABIO, pp. 106-108.

costituito precedentemente una base operativa per i Genovesi, che l'avevano utilizzata anche al tempo della loro prima spedizione. Ad ogni modo, come sottolinea il cronista, la flotta rientra trionfante a Genova nell'ottobre 1101.

Dopo quel grande successo, non si fermano le spedizioni dei Genovesi nel Levante. È probabile che alcuni di loro abbiano partecipato alla disastrosa crociata dei Lombardi nel 1101, mentre maggior fortuna hanno conosciuto le armate successive, a partire da quella del 1102, composta da 40 galere, che si ferma due anni nel regno di Gerusalemme e aiuta Baldovino I ad impadronirsi di Gibelletto (28 aprile 1104) e soprattutto di Acri (26 maggio 1104), dove il privilegio concesso da Baldovino – la cui autenticità è tanto discussa<sup>20</sup> – permette ai Genovesi di disporre della prima grande colonia in Terrasanta. Cinque anni più tardi una flotta di 60 galere aiuta gli eredi di Raimondo di Saint Gilles nell'assedio di Tripoli, e tra il 1110 e il 1114 un'altra spedizione partecipa alla presa di Beirut e di Mamistra nella Piccola Armenia<sup>21</sup>. Gli eventi della Terrasanta occupano dunque un grande spazio, anzi uno spazio quasi esclusivo, negli *Annali* di Caffaro almeno fino al 1117<sup>22</sup>: il bottino, i privilegi e gli insediamenti ottenuti dai signori latini sono messi bene in evidenza dal momento che condizionano lo sviluppo marittimo e commerciale della città per i decenni successivi. Già il numero delle navi impiegate in queste spedizioni simboleggia la potenza crescente di Genova, capace di sostenere la concorrenza delle altre repubbliche marinare, soprattutto di Venezia, la quale, disponendo di insediamenti sicuri a Costantinopoli e nell'impero bizantino, manifesta un interesse inferiore a quello di Genova per le imprese crociate. Ma, una volta narrate le conquiste oltremarine, il Levante quasi scompare dal racconto di Caffaro, che rivolge ora la sua attenzione alla lotta contro Pisa, ai dissidi interni e alla cosiddetta crociata di Tortosa e Almeria. Nei primi due decenni del dodicesimo secolo sono state impiantate le basi di un vasto impero coloniale genovese e, contestualmente, Genova ha inserito nella sua vita religiosa e nel simbolismo comunale i frutti delle sue conquiste nel Levante.

---

<sup>20</sup> MAYER - FAVREAU-LILIE, pp. 22-95; FAVREAU-LILIE 1989, p. 328; MAYER, pp. 21-60, autori che mettono in dubbio l'autenticità di quel diploma, riconosciuto come autentico da KEDAR 1986, pp. 317-335 e ROVERE 1996, pp. 95-133.

<sup>21</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 13-15; UGHELLI, IV, col. 849; si veda PISTARINO 1993, pp. 189-191.

<sup>22</sup> PISTARINO 1986, p. 67.

Per quanto riguarda il dodicesimo secolo, sono pochi gli episodi da ricordare relativamente al Levante. In primo luogo, il fatto che i Genovesi si indirizzano parecchie volte al pontefice per protestare contro il re di Gerusalemme, il principe di Antiochia o il conte di Tripoli, che non hanno rispettato il tenore dei privilegi concessi al loro comune. Si tratta soprattutto della famosa iscrizione in lettere d'oro del Santo Sepolcro che rammenta le concessioni di Baldovino I: il re Amalrico ha dato ai canonici del Santo Sepolcro l'ordine di distruggere la pietra, e invano il suo ripristino sarà richiesto al pontefice dai Genovesi, che dovranno attendere il 1192 per ottenere il restauro dell'iscrizione da Corrado di Monferrato, da essi sostenuto nelle sue pretese sul trono di Gerusalemme. Non sappiamo se ciò si sia effettivamente verificato<sup>23</sup>. Ed in seconda istanza, l'armamento della flotta per il trasporto delle truppe di Filippo-Augusto in occasione della terza crociata. Il re di Francia aveva mandato a Genova il duca Ugo III di Borgogna per negoziare le condizioni del passaggio delle sue truppe nel Levante. Il contratto prevedeva il trasporto di 650 *milites*, di 1300 scudieri e di 1300 cavalli, per la somma di 5850 marchi d'argento, compreso il vettovagliamento per otto mesi e il foraggio per il bestiame<sup>24</sup>. Il prezzo del noleggio, più alto di quello che sarà proposto agli inviati di San Luigi circa un mezzo secolo più tardi, evidenzia sia la scarsità di natanti alla fine del dodicesimo secolo sia, al contrario, la capacità del Comune di rispondere alle esigenze del trasporto di un'intera armata.

Nel corso del dodicesimo secolo, Genova ha dunque costruito una rete di colonie e di scali nel Mediterraneo orientale, grazie alla sua potenza navale e ai privilegi ottenuti in compenso dell'aiuto massiccio e costante da lei prestato alla conquista franca. C'è da notare, tuttavia, che Genova e Pisa – le due repubbliche maggiormente impegnate nelle conquiste dei crociati – sono state meno fortunate di Venezia, la quale ha ottenuto concessioni più larghe e diversificate. La differenza di trattamento può essere attribuita alla forma del governo genovese, meno stabile e meno duraturo del governo ducale della Serenissima. A Genova, la *Compagna* si trasforma lentamente in un organismo di carattere pubblico, il Comune, il quale, appena nato, cambia ogni anno i suoi ceti dirigenti: ne risultano diverse deficienze in sede di vo-

---

<sup>23</sup> KEDAR 1986, pp. 317-335.

<sup>24</sup> *Libri Iurium*, I/6, pp. 11-14; si veda RICHARD 1982, pp. 411-424 ed ora in RICHARD 1983, saggio n. 1.



lontà politica e di linea di governo, che invece sono estranee ad un doge perpetuo, come quello di Venezia. D'altra parte, i privilegi concessi a Genova, come alle altre repubbliche marittime, non sempre sono stati messi completamente in atto. Gli emigranti liguri non erano in numero sufficiente per occupare i quartieri ottenuti in dono, così che i principi latini della Terrasanta hanno cercato di recuperare i loro diritti non appena si sono trovati nella condizione di non avere più bisogno del soccorso navale genovese<sup>25</sup>.

Dalla successione cronologica dei privilegi si può dedurre inequivocabilmente che tempi forti succedono a periodi privi di concessioni. Le prime carte si riferiscono ai primi decenni del dodicesimo secolo<sup>26</sup>: dal diploma di Boemondo I del 1098 a quello di Boemondo II del 1127, comprendendo quello di Baldovino I del 1104, sul quale mi pare debba fondarsi autenticamente – malgrado le critiche di Hans Eberhard Mayer<sup>27</sup> – l'insediamento dei Genovesi in Acri. I due primi re di Gerusalemme ed i principi latini della Siria hanno un tale bisogno nelle prime fasi della conquista dell'aiuto navale dei Genovesi, che riconoscono a loro concessioni esorbitanti: talvolta interi quartieri di città, che sarebbero incapaci di mantenere con un pugno di uomini. Una fase più stabile si apre negli ultimi anni del regno di Baldovino II e nei primi anni del suo successore Fulco, facendo sì che re e signori cerchino di ridimensionare gli eccessivi privilegi accordati, tentando di recuperare in tempo di pace quanto avevano concesso in tempo di guerra. Soltanto Raimondo di Poitiers, principe di Antiochia, conferma ai Genovesi le concessioni elargite dai suoi predecessori, ma egli si trova nella condizione di subire la pressione del *basileus*, il quale vuol estendere sulla città la sua sovranità<sup>28</sup>. I privilegi vengono rinnovati o addirittura ampliati quando Saladino minaccia l'esistenza degli Stati latini, costringendo nuovamente i loro principi a ricorrere all'aiuto degli Italiani: tra il 1186 e il 1195 i diplomi si susseguono, garantendo e promettendo larghe esenzioni e concessioni nelle città da riconquistare. Dopo la resa di Acri nel luglio 1191, Genova approfitta delle rivalità tra Corrado di Monferrato e Guido da Lusignano per far

---

<sup>25</sup> PRAWER 1980, pp. 218-249; BALARD 1994, pp. 313-348.

<sup>26</sup> Si veda la tabella in appendice.

<sup>27</sup> MAYER, pp. 21-60 e contro PISTARINO 1986, pp. 78-79 e ROVERE 1996, pp. 95-133.

<sup>28</sup> RÖHRICHT, I, p. 57; CAHEN 1940, p. 367; MAGDALINO, pp. 66-76.

confermare ed estendere i suoi diritti<sup>29</sup>. « Lo stato di guerra procura privilegi alle repubbliche italiane; la pace prolungata li logora »<sup>30</sup>.

Dove si trovavano le concessioni più importanti ottenute da Genova? Il primo Stato creato dai crociati, la contea di Edessa, non interessa i nostri mercanti<sup>31</sup>. Senza sbocco sul mare, sprovvista di popolazione di origine occidentale, fatta eccezione per un pugno di soldati, la contea non attira i mercanti. Intermediari tra l'Occidente e la Terrasanta, i Genovesi hanno bisogno di basi marittime sicure per l'approdo delle loro navi. Ciò significa, dunque, che le città del retroterra non attraggono per nulla gli Italiani: in Gerusalemme, presa con l'aiuto dei Genovesi, i medesimi non hanno cercato il beneficio di uno specifico quartiere.

Le città costiere offrono un maggior interesse, ma non tutte. Se Baldo-  
vino I ha autorizzato i Genovesi ad insediarsi a Giaffa, Arsûf e Cesarea, ciò non significa che in questi centri si sia realmente sviluppato un insediamento genovese. Le loro infrastrutture portuali sono troppo ristrette, le comunicazioni con l'interno troppo deboli per una vita economica intensa. I mercanti hanno bisogno di ripari sicuri per i loro natanti, di case e di depositi, di comunicazioni facili con il retroterra carovaniero. Soltanto alcuni porti offrono queste opportunità: Acri, Tiro e Beirut, nel regno di Gerusalemme, Tripoli e Laodicea, nella contea di Tripoli, ed Antiochia, legata al mare dall'Oronte tramite il Porto San Simeone. In quest'ultima città, benché insediatisi tra i primi, i Genovesi godono di una *curia* con piena giurisdizione soltanto nel 1189<sup>32</sup>. Nella contea di Tripoli, i Genovesi ricevono nel 1109 il possesso di Gibelletto, che concedono alla famiglia Embriaci, e la terza parte di Tripoli, che viene poi a loro tolta da Bertrando, erede di Raimondo di Saint-Gilles<sup>33</sup>. Nel regno di Gerusalemme la colonia più importante è quella di Acri, concessa nel 1104 in una posizione un po' sfavorevole, lontana della riva, benché i Genovesi si siano insediati per primi nel principale

---

<sup>29</sup> RÖHRICHT, nn. 659, 680, 682, 691-693, 695, 702, 704, 724. Cfr. FAVREAU-LILIE 1989, pp. 230-326.

<sup>30</sup> PISTARINO 1986, p. 96.

<sup>31</sup> AMOUROUX-MOURAD,, p. 135.

<sup>32</sup> *Libri Iurium*, I/2, pp. 160-163; CAHEN 1940, pp. 490-500; SETTON, I, pp. 445-446; FAVREAU-LILIE 1989, pp. 486-493; PISTARINO 1986, p. 104.

<sup>33</sup> UGHELLI, IV, col. 849; *Libri Iurium* cit., I/1, p. 182.

porto del regno<sup>34</sup>. Almeno otto diplomi riguardano il quartiere genovese di Acri durante il dodicesimo secolo: in successione di tempo, Guido da Lusignano, Corrado di Monferrato e Enrico di Champagne ne confermano il possesso ai Genovesi tra il 1186 e il 1195<sup>35</sup>. Invece, la loro colonia di Tiro sembra avere avuto, in quest'epoca, un ruolo di minore importanza.

Un altro settore riveste un grande interesse per Genova: l'Egitto. Ma si sa ben poco sull'insediamento dei Genovesi nella capitale fatimide e ayyubide, o in Alessandria. Dal frammento di un trattato in arabo che si contiene nel cartolare di Giovanni scriba, si può dedurre l'esistenza di condizioni privilegiate offerte ai Genovesi, tanto più che il formulario preservato si ritrova quasi identico nei privilegi posteriori<sup>36</sup>. Ma ciò non significa che l'attività commerciale dei Genovesi in Egitto abbia determinato o favorito la concessione ivi di una colonia nella prima metà del dodicesimo secolo. Non essendo approdata a nulla una proposta rivolta ai Genovesi da Riccardo Cuor di Leone nel 1191 per condividere le spese e le eventuali conquiste in una progettata spedizione in Egitto<sup>37</sup>, si deve attendere un contratto dell'agosto del 1200 per trovare attestata l'esistenza di un *fondaco* specifico dei Genovesi in Alessandria: in quella data Zorio di Castello, membro di un'illustre famiglia genovese, prende al suo servizio per due anni il fornaio Giovanni Quedrello, il quale eserciterà la propria professione nel forno del *fondaco* genovese di Alessandria. Il contratto sottintende dunque la presenza *in loco* di una piccola comunità, insediata certamente in modo temporaneo, anche se al di là del soggiorno stagionale dei mercanti<sup>38</sup>. In ogni modo, la piccola comunità genovese rimane sotto il controllo delle autorità locali e non riesce mai ad acquistare una vera autonomia amministrativa e giurisdizionale.

Mercanti prima di tutto, i Genovesi cercano vantaggi per facilitare il buon andamento dei loro affari. Un primo tipo di diritti richiesti riguarda l'esenzione dalle tasse sulle compra-vendite e sui diritti doganali, vale a dire sul *commercium*, secondo la terminologia bizantina<sup>39</sup>. Di tale tipo di esenzione si

---

<sup>34</sup> JACOBY 1979, pp. 19-36 ed ora in JACOBY 1989, n. V.

<sup>35</sup> Si veda la tabella in appendice.

<sup>36</sup> *Giovanni Scriba*, I, p. XLI; si veda JACOBY 1995, p. 78.

<sup>37</sup> *Libri Iurium* cit., I/6, pp. 16-18.

<sup>38</sup> JACOBY 1995, pp. 78-81.

<sup>39</sup> ANTONIADIS-BIBICOU, pp. 97-155.

trova sempre menzione nei diplomi concessi a Genova: ne abbiamo contato trentacinque. Ma come distinguere una merce o un mercante privilegiato da quelle o quelli che non lo sono? Ai rappresentanti del Comune viene spesso richiesto di confermare la cittadinanza degli esenti presso gli ufficiali della dogana. Raramente comunque si tratta di esenzioni totali, perché non vi si comprendono i diritti per le merci in transito tra i paesi musulmani e l'Occidente. I Genovesi cercano inoltre di potere utilizzare i propri pesi e le proprie misure e non quelli o quelle delle autorità locali, che, tramite i *mensuratores*, riscuotono una tassa speciale per quell'uso. C'è poco da dire sulle concessioni finanziarie: ad esempio, nel famoso diploma del 1104, Baldovino I ha concesso ai Genovesi 300 bisanti e il terzo dei redditi del porto di Acri; benché la concessione sia stata rinnovata da Corrado di Monferrato nel 1192<sup>40</sup>, non si ha nessuna traccia di una riscossione in questo senso da parte dei Genovesi.

Le concessioni fondiari servono di base alle comunità genovesi d'Oltremare. Nei primi decenni esse consistono in qualche casa, poi in un intero quartiere, una *ruga*, e, quando si tratta di una città da conquistare, spesso comprendono tutto l'agglomerato. Di fatto, i Genovesi utilizzano soltanto i quartieri dei grandi porti, dove dispongono di tutte le attrezzature necessarie alla vita quotidiana di una comunità: una chiesa, dedicata a San Lorenzo, un deposito o *fondaco*, una piazza, un palazzo, un forno, un mulino, un macello, dei bagni. La concessione di una chiesa, con il relativo *ius parrocchiale*, sotto il patrocinio della chiesa metropolitana, provoca qualche dissidio con le autorità ecclesiastiche di Terrasanta<sup>41</sup>. Ogni colonia possiede lo spazio indispensabile all'attività commerciale – deposito per le merci, alloggi per i mercanti, case per i custodi – vale a dire il cosiddetto *fondaco*, la prima menzione del quale risale al 1098 e si contiene nel diploma di Boemondo in favore dei Genovesi<sup>42</sup>. Per completare i palazzi cittadini, Genova procede all'acquisto di terre, giardini, villaggi o *casali*, al di fuori delle mura della città, ad Arsûf, Cesarea, Gibelletto e al nord-est di Acri, dove sono state ritrovate tre pietre confinarie con il nome IANVA<sup>43</sup>. Tutti questi beni fondiari permettono il vettovagliamento delle comunità genovesi d'Oltremare.

---

<sup>40</sup> *Libri Iurium* cit., I/2, pp. 144-146.

<sup>41</sup> FAVREAU-LILIE 1987, pp. 15-101.

<sup>42</sup> RÖHRICHT, I, p. 2 n. 12; si veda ASBRIDGE, pp. 135, 140.

<sup>43</sup> FRANKEL, pp. 691-695.

Si sa ben poco sulla popolazione permanente delle colonie genovesi. Esemplare è il caso degli Embriaci, una famiglia viscontile che ha dato origine a una discendenza nel Levante. Guglielmo II, nipote del concessionario di Gibelletto, è il capostipite di tre rami degli Embriaci di Siria, ivi compresi i signori di Besmedin. Essi contraggono alleanze con le grandi famiglie latine, arrivando a costituire uno dei più potenti clan baronali della Terrasanta<sup>44</sup>. Nei contratti notarili del dodicesimo secolo e nei diplomi rilasciati ai Genovesi dai principi di Terrasanta è possibile reperire i nomi di alcuni Genovesi, o di personaggi di origine presumibilmente genovese: Guglielmo Bruno, Anfosso Faitavanti, Guglielmo Buonfancello, Ottone Murzio nel diploma di Boemondo II del 1127<sup>45</sup>; Lanfranco Alberico e Enrico Guercio di Savona, nel diploma di Guglielmo Embriaco del 1168<sup>46</sup>; Guglielmo Piperata, visconte dei Genovesi in Tiro, nel diploma dei baroni del regno nel 1187<sup>47</sup>; Giovanni Stralera, Baldovino *comes*, Ogerio Pane, Ugo e Belmusto Lercario, nella cerchia di Corrado di Monferrato nel 1190<sup>48</sup>; Gualterio Duro, marescalco dei Genovesi, Ansaldo Guaraco, Simone Bufferio, Arloto *vicecomes*, Rollando Piccio e Guglielmo Beccorosso, nella medesima cerchia a Tiro nel 1192<sup>49</sup>. Non c'è dubbio che i residenti permanenti rappresentano una minoranza della popolazione, sotto la direzione di ufficiali inviati dalla metropoli, i quali gestiscono l'amministrazione delle colonie.

Non c'è molto da aggiungere al vecchio studio del Byrne sulla gestione delle colonie d'oltremare<sup>50</sup>. Per la prima volta Genova è di fronte alla difficoltà di gestire dei territori così lontani, il regolare controllo dei quali è ostacolato dalla distanza, dall'insicurezza dei mari, dalle ambizioni individuali dei suoi concittadini colà espatriati. Il Comune, sprovvisto di mezzi finanziari, soprattutto dopo la sfortunata impresa della cosiddetta crociata di Tortosa ed Almeria<sup>51</sup>, è costretto alla cessione di una parte almeno dei

---

<sup>44</sup> REY, pp. 398-422; RICHARD 1945, pp. 73-74; RICHARD 1985, pp. 214-215; FAVREAU-LILIE - CARDINI, pp. 36-45.

<sup>45</sup> *Libri Iurium* cit., I/2, p. 154.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 156.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 136.

<sup>48</sup> *Ibidem*, p. 139.

<sup>49</sup> *Ibidem*, p. 145; si vedano FAVREAU-LILIE 1989., pp. 509-513 e PISTARINO 1986, p. 136.

<sup>50</sup> BYRNE 1928, pp. 139-180.

<sup>51</sup> PISTARINO 1986, pp. 210-212.

suoi possedimenti oltremare ai membri della vecchia classe viscontile, che riscuotevano i redditi del Comune e avevano partecipato alle imprese genovesi nel Levante.

Tra costoro emerge la famiglia degli Embriaci, i quali sono i principali beneficiari delle concessioni del Comune. Già dal 1125, per un periodo di vent'anni, Guglielmo Embriaco ottiene, dietro pagamento di un censo annuo, la gestione dei beni del Comune a Gibelletto, Solino, Laodicea e Antiochia<sup>52</sup>, che quindi dovrebbero venire restituiti al Comune nel 1145. Due anni più tardi, cioè al momento della crisi bancaria a Genova e della seconda crociata<sup>53</sup>, una transazione permette al Comune di riscuotere una somma di 300 lire genovesi<sup>54</sup>. Poi, nel gennaio 1154, tutti i possedimenti genovesi nel principato di Antiochia sono concessi in feudo per un periodo di 29 anni ai fratelli Ugo e Nicola Embriaco a fronte di un versamento di 80 bisanti a titolo di censo annuale<sup>55</sup>. I medesimi ottengono per 29 anni anche la concessione della colonia genovese in Acri dietro pagamento di 50 lire ogni anno, mentre Guglielmo Embriaco II riceve Gibelletto e una parte di Laodicea promettendo di versare 270 bisanti per anno<sup>56</sup>.

Nella seconda metà del dodicesimo secolo gli Embriaci cercano di trasformare le concessioni in un feudo di famiglia, approfittando delle loro buone relazioni con il ceto aristocratico che domina il commercio genovese con la Siria. Essi conducono una politica quasi autonoma, si rendono padroni di Gibelletto, dove comunque concedono la libertà commerciale ai loro concittadini<sup>57</sup>, e cessano ad un certo momento di rispettare i loro obblighi feudali, malgrado l'intervento del Comune, appoggiato da diversi pontefici<sup>58</sup>. Essi delegano l'amministrazione della *ruga* genovese di Acri ad un visconte già dal 1169. Otto *Iudex de Castello*, mandato da loro ad Acri nel 1200, è incaricato di riscuotere i redditi del quartiere genovese, di ammini-

---

<sup>52</sup> *Libri Iurium*, I/1, pp. 202-203.

<sup>53</sup> KRUEGER 1950, I, pp. 117-128; LOPEZ 1957, I, pp. 215-254.

<sup>54</sup> *Libri Iurium*, I/1, p. 202.

<sup>55</sup> *Ibidem*, pp. 241-242.

<sup>56</sup> *Ibidem*, pp. 239-241 e PISTARINO 1986, p. 95.

<sup>57</sup> *Libri Iurium*, I/1, pp. 156-157.

<sup>58</sup> Si veda ad esempio l'intervento di Urbano III presso i vescovi di Tripoli e di Byblos, i patriarchi di Antiochia e di Gerusalemme: *Ibidem*, pp. 129-134.

strare la giustizia e di gestire la comunità, dietro uno stipendio di 150 bisanti all'anno e un prestito di 325 bisanti ai due signori Embriaci, che sarà rimborsato sui redditi dei medesimi in Acri<sup>59</sup>. Benché il Comune sia rappresentato in Tiro da un visconte nel 1187, almeno una parte dell'amministrazione dei possedimenti genovesi in Terrasanta sfugge al suo controllo. Le nuove concessioni, ottenute dopo la terza crociata, permetteranno tuttavia al governo genovese di riprendere in mano e di riorganizzare la gestione delle sue colonie nei primi decenni del Duecento, grazie alla sostituzione delle concessioni di tipo feudale con un'amministrazione diretta, affidata a due *consules et vicecomites*. Diventano allora prerogativa di questi due ufficiali la gestione della comunità genovese d'oltremare e il controllo della sua attività marittima, che costituisce la sua ragion d'essere.

L'importanza economica, marittima e commerciale degli stabilimenti genovesi d'oltremare, è stata sottolineata da parecchi studiosi<sup>60</sup>. È sufficiente riassumere, in questa sede, i risultati finora raggiunti. Dal punto di vista della navigazione, le colonie genovesi d'oltremare e i bisogni diversificati degli Stati crociati hanno imposto l'organizzazione di rotte percorse dai natanti secondo un ritmo bi-annuale: galere per le scorte, le imprese militari e il carico di qualche merce di valore; navi per il trasporto di merci pesanti e di pellegrini. I contratti di noleggio dimostrano una duttilità corrispondente ai bisogni dei mercanti che possono pagare il nolo al loro arrivo in Siria, qualche giorno dopo aver venduto il loro carico, e ritornare a Genova sulla stessa nave dietro condizioni favorevoli<sup>61</sup>. Nel corso del dodicesimo secolo, le partenze per la Terrasanta si collocano in due momenti dell'anno: in primavera, tra il 15 marzo e il 1 maggio, ed alla fine dell'estate tra il 15 agosto e la fine di settembre. Gli arrivi a Genova avvengono durante l'estate per i natanti che sono partiti dalla Siria in primavera, e in novembre e dicembre per quelli che hanno lasciato Acri alla fine dell'estate o all'inizio dell'autunno<sup>62</sup>. Ciò significa che i mercanti soggiornano da tre a quattro mesi nei porti siriani, mentre lo svernamento, benché limitato a qualche settimana, interrompe il ritmo della navigazione. Non c'è ancora traccia, nel dodicesi-

---

<sup>59</sup> BYRNE 1928, pp. 151-167.

<sup>60</sup> LOPEZ 1938; PISTARINO 1986; PISTARINO 1990; PISTARINO 1992; ASHTOR 1986b, pp. 15-56; BALLETO 1986a, pp. 175-279.

<sup>61</sup> BYRNE 1930; KRUEGER 1985.

<sup>62</sup> BALARD 1987b, II, pp. 89-122.

mo secolo, dell'organizzazione di convogli, ma la concentrazione dei contratti notarili in un periodo ristretto, prima della partenza delle navi, lascia presupporre almeno una navigazione di conserva, per motivi di sicurezza.

In quest'epoca il Mediterraneo orientale rappresenta la meta privilegiata degli investimenti genovesi, mediante i contratti di *societas* e di *accomendacio*, rogati dai notai. Se negli anni a cui risale il primo cartolare notarile conservato – quello del notaio Giovanni scriba – il commercio internazionale di Genova sembra distribuito in maniera quasi uniforme tra l'Italia, l'Occidente e l'Oriente, dai calcoli fatti per il settore orientale risultano 58 contratti per Alessandria, 34 per la Siria, 20 per Costantinopoli, ma risulta altresì che la Siria è in testa per l'importo dei capitali investiti: 10.057 lire, contro 9.031 per Alessandria e 2.007 per Costantinopoli. L'importo medio, per contratto, è quasi il doppio per la Siria rispetto a quello per Alessandria: 300 contro 156 lire<sup>63</sup>. L'80% del commercio genovese-siriaco risulta essere nelle mani di un pugno di capitalisti, *socii stantes*, che affidano il loro denaro a mercanti di ceto medio: ricordiamo il siriano *Ribaldo de Seraphia*, il presunto ebreo Blancardo ed alcuni membri dei clan viscontili di Genova – Ingo della Volta, Guglielmo Burone, Baldizzone Usodimare, Guglielmo Vento e i figli di Ansaldo Mallone – i quali utilizzano per lo più il contratto di *societas*, con impiego di denaro liquido, dal momento che sono ancora scarsi i prodotti che l'Occidente può vendere oltremare.

Nell'ultimo ventennio del dodicesimo secolo, quando si ha di nuovo a disposizione una serie di atti notarili, la Siria appare ancora ai primi posti del commercio internazionale di Genova, con un rialzo dal 1184 in poi, una flessione nel 1190, dovuta alle vicende politico-militari, e una ripresa nel 1191, dopo il recupero di Acri da parte dei Latini. Il traffico risulta ancora in mano di un gruppo di grossi capitalisti – Mallone, Burone, Malfigliastro – ma alcuni piccoli imprenditori si infiltrano nel traffico genovese-siriaco, mediante l'uso più generalizzato dell'*accomendacio*, che consente la partecipazione di un maggiore numero di *socii stantes*, con modesti finanziamenti e con maggiore divisione del rischio<sup>64</sup>. Dalla nostra tabella, che riassume i dati notarili tra il 1179 e il 1203, risulta che la Siria si trova al primo posto per gli investimenti genovesi, prima della Sicilia, e soprattutto dell'Egitto e di Co-

---

<sup>63</sup> BACH, p. 50; ABULAFIA, pp. 85-122; PRAWER 1982, p. 466; PISTARINO 1986, pp. 71-72. Si vedano anche le tabelle dettagliate di ASHTOR 1986b, pp. 31-33.

<sup>64</sup> KRUEGER 1957, I, pp. 415-426; si veda anche *Libri Iurium*, I/2, doc. 336, pp. 149-152.



stantinopoli, i quali ultimi mercati sono preceduti da Ceuta e dalla Sardegna<sup>65</sup>. Lo sviluppo del commercio genovese-siriaco è dunque all'origine di profonde trasformazioni nel movimento marittimo, nelle pratiche notarili e, infine, nella società genovese, dove una parte sempre più numerosa della popolazione si interessa ai profitti del commercio internazionale.

Il traffico con la Siria e l'Egitto subisce profondi mutamenti durante il dodicesimo secolo. Mentre i grandi capitalisti investono, intorno al 1150, denaro liquido per l'acquisto di merci orientali, spezie, tessuti di lusso, cotone, seta, zucchero, e hanno pochi prodotti occidentali da esportare nel Levante, l'arrivo dei panni delle Fiandre e delle tele della Champagne e della Lombardia sulle sponde del Mediterraneo alla fine del dodicesimo secolo determina un cambiamento nei carichi delle navi. I cavalli e le armi destinati alla sopravvivenza degli Stati latini di Terrasanta costituiscono ormai una minima parte dei prodotti esportati dai Genovesi, che via via si diversificano sempre di più: legname e ferro, in teoria merci proibite per l'esportazione verso i paesi islamici, ma presenti nei contratti di vendita<sup>66</sup>, oltre che da frumento, olio di oliva, corallo e zafferano. Il bilancio dei pagamenti risulta così meno squilibrato negli ultimi decenni del dodicesimo secolo: una tendenza che si consoliderà nel secolo successivo.

L'ampiezza del commercio genovese-levantino alla fine del dodicesimo secolo costituisce una chiara dimostrazione dei profondi cambiamenti conosciuti dall'economia genovese in seguito alle crociate. Se queste non hanno creato *ex nibilo* il commercio verso il Levante, già preesistente da almeno centocinquanta anni, la creazione degli Stati crociati e la concessione di quartieri cittadini hanno dato il via ad una nuova forma di insediamento: la colonizzazione occidentale che, per i Genovesi, non ha altro scopo che quello di riorganizzare le loro imprese commerciali. Per loro – prima delle vicende del Duecento, che li porteranno a sostituire l'espansione verso Costantinopoli e il mar Nero alla Terrasanta in via di rapida disgregazione – si è trattato di un grande successo. Traffici moltiplicati, armamenti navali sempre più consistenti, rotte marittime percorse con regolarità dai loro natanti, investimenti che spesso rendono il cento per cento, una frazione più ampia della società che si dedica alle avventure orientali: sono questi i principali mutamenti creati dalle relazioni di Genova con il Levante.

---

<sup>65</sup> PISTARINO 1986, pp. 90-91; BALARD 1966, pp. 471-472, ed ora in BALARD 1989, n. 1.

<sup>66</sup> ASHTOR 1986b, pp. 49-50.

Come accennava Caffaro, questi mutamenti sono accompagnati da un nuovo ordine costituzionale nella città. Un ordine che si riflette nelle intestazioni dei diversi diplomi concessi alla Superba: quello di Boemondo I, del 1098, è indirizzato, come si è detto, a tutti i Genovesi presenti nella città di Antiochia; il primo di Tancredi, del 23 agosto 1101, ai consoli genovesi e ai loro soci ed il secondo, del 22 novembre 1101, alla chiesa genovese di San Lorenzo, così come quelli di Baldovino I del 1104 e di Bertando di Saint-Gilles del 26 giugno 1109, mentre quelli di Boemondo II del 1127 e di Boemondo III del 1169 vengono indirizzati ai Genovesi. Se i consoli genovesi sono menzionati già nel 1101, bisogna attendere il 1104 e poi il 1147 per trovare un diploma diretto al comune di Genova, che compare sempre nei diplomi rilasciati al tempo della terza crociata<sup>67</sup>. La varietà delle intestazioni segue più o meno l'insediamento del nuovo ordine costituzionale nella città: alle origini la *Compagna* e la chiesa genovese, la quale rappresenta la città nei rapporti internazionali; poi a poco a poco, il Comune, quando la *Compagna* si trasforma in un ente pubblico. Sotto questo punto di vista, deve essere inteso il legame rilevato da Caffaro tra le imprese genovesi in Oriente e la nascita del Comune. Il mito storiografico, creato dagli *Annali*, amplifica appena la realtà storica.

In accordo con il cronista si potrebbero dunque considerare le relazioni di Genova con il Levante come il perno della storia della città. Le crociate hanno suscitato prima l'entusiasmo a titolo privato di cittadini, e soltanto in seguito l'unione di tutte le forze vive della città, con la conseguente fondazione del Comune e delle basi di un impero coloniale con la massiccia crescita del traffico marittimo. Il « volo del grifo » nasce dunque nel momento cruciale in cui Genova esce dal quadro limitato del Tirreno per interessarsi al Levante.

---

<sup>67</sup> Si veda a proposito la tabella in appendice.

Tabella dei diplomi e atti di cancelleria.

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1098, 14 lug.	Antiochia	Boemondo I	Homines Ianue in civitate Antiochiaie	RRH p. 2 n. 12; CD 1, p. 11; LP, pp. 40-41, n. 23
1101	Antiochia, Laodicea, Solino	Tancredi	Consules Ianuensium	RRH p. 5 n. 34; CD 1, p. 16; LP, p. 42, n. 25
1104, 24 set.	Acri, Giaffa, Cesarea, Arsur, Gerusalemme	Baldovino I	Ecclesia B. Laurentii Ianue	RRH p. 8, n. 43; CD 1, n. 15; LI 1, pp. 99-100
1105, 26 mag.	Gerusalemme	Lapide S. Sepolcro	Ianuenses	RRH p. 8 n. 45; CD 1, n. 18; LI 1, p. 97
1109, 26 giu.	Gibelletto, Tripoli	Bertrando di Saint-Gilles	Ecclesia S. Laurentii Ianuensis	RRH p. 11 n. 55; CD 1, n. 24; LI 1, pp. 182-183
1127, dic.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo II	Genuenses	RRH pp. 29-30 n. 119; CD 1, n. 47; LI 2, pp. 152-154
1144, mag.	Gibelletto	Ugo Embriaco	Comunis Ianue	RRH p. 57 n. 224; CD 1, n. 133; LI 1, pp. 206-208
1144	Antiochia, Laodicea, Solino	Raimondo di Antiochia	Genuenses consules	RRH p. 57 n. 228; CD 1, n. 140; LI 2, pp. 154-155
1147, gen.	Gibelletto, Laodicea, Antiochia	Consules comunis Ianue	Figli del fu Nicola Embriaco	RRH p. 62 n. 247; CD 1, n. 170; LI 1, p. 202-203
1151, mag.	Proibizione del commercio con i Sarraceni	Consules	Concittadini liguri	CD 1, n. 224; LI 1, p. 223
1154, gen.	Gibelletto, Laodicea	Consules	Guglielmo Embriaco	RRH p. 72 n. 286; CD 1, n. 246; LI 1, pp. 239-240
1154, gen.	Acri	Consules	Ugo e Nicola Embriaco	RRH p. 72 n. 287; CD 1, n. 248; LI 1, pp. 240-241
1154, gen.	Antiochia	Consules	Ugo e Nicola Embriaco	RRH p. 72 n. 285; CD 1, n. 247; LI 1, pp. 241-242
1167, 12 ott.	Gerusalemme	Alessandro III	Re Amalrico di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 27; LI 2, pp. 114-115
1167, 12 ott.	Gerusalemme	Alessandro III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 28; LI 2, pp. 113-114
1168, mar.	Gibelletto	Ugo Embriaco	Omnes homines Ianue	RRH pp. 115-116 n. 445; CD 2, n. 30; LI 2, pp. 156-157
1169, ott.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo III di Antiochia	Ianuenses	RRH p. 124 n. 471; CD 2, n. 49; LI 2, pp. 157-159

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1179, 25 apr.	Gibelletto	Alessandro III	Ugo Embriaco	RRH p. 154 n. 580; CD 2, n. 118; LI 2, pp. 118-119
1179, 26 apr.	Gerusalemme	Alessandro III	Baldovino IV	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 119; LI 2, p. 116
1186, 11 mar.	Gibelletto	Urbano III	Patriarca di Antiochia	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2, n. 153; LI 2, pp. 132-133
1186, 11 mar.	Gibelletto	Urbano III	Ugo Embriaco	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2, n. 152; LI 2, pp. 133-134
1186, 12 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Baldovino V	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 155; LI 2, pp. 119-120
1186, 12 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 156; LI 2, pp. 125-126
1186, 12 mar.	Gibelletto	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2 n. 154; LI 2, pp. 126-127
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Arcivescovo di Nazareth, Maestri dei Templari e dei Gerosolimitani	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 158; LI 2, pp. 120-121
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Priore e canonici del Santo Sepolcro	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 159; LI 2, pp. 121-122
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 160; LI 2, pp. 122-123
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 157; LI 2, pp. 123-124
1186, 13 mar.	Tripoli	Urbano III	Vescovo di Tripoli	RRH p. 80 n. 312; CD 2, n. 162; LI 2, pp. 127-128
1186, 13 mar.	Tripoli	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH p. 80 n. 312; CD 2, n. 161; LI 2, pp. 128-129
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Vescovo di Tripoli	RRH pp. 154-155 n. 580; LI 2, pp. 129-130
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	LI 2, pp. 130-131
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Vescovo di Byblos	LI 2, pp. 131-132
1187	Tiro	Barones regni Ierosolimitani	Genuenses	RRH p. 175 n. 659; CD 2, n. 170; LI 2, pp. 135-137
1189, apr.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo III	Consules et Ianuenses	RRH pp. 181-182, n. 680; CD 2, n. 184; LI 2, pp. 160-161

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1190, 16 feb.	Trasporto crociati	Ugo III di Borgogna	Consules Ianuensium de comuni	CD 2, n. 191; LI 6, pp. 11-14
1190, apr.	Tiro	Corrado di Monferrato	Guido Spinola, consul de comuni	RRH pp. 183-184, n. 691; CD 2, n. 194; LI 2, pp. 137-140
1190, 4 mag.	Acri	Guido di Lusignan	Ianuenses et Comunis	RRH pp. 184-185, n. 693; CD 2, n. 196; LI 2, pp. 140-142
1190, ago.	Terrasanta	Filippo Augusto	Consules Ianue et comunis	CD 2, n. 198; LI 2, pp. 189-192
1190, 1 set.	Antiochia, Laodicea, Gabala	Boemondo III	Consulatus Ianuensium	RRH p. 185, n. 695; CD 2, n. 200; LI 2, pp. 162-163
1191, 11 ott.	Egitto	Riccardo Cuor di Leone	Arcivescovo, podestà, consoli, consiglio, tutti Genovesi	RRH p. 187, n. 1; CD 3, n. 7; LI 6, pp. 16-17 e 17-18
1191, 26 otto.	Acri	Guido di Lusignan	Ianuenses et Comunis	RRH pp. 187-188, n. 702; CD 3, n. 8; LI 2, pp. 142-143
1192, apr.	Acri, Ascalona, Giaffa, Gerusalemme	Corrado di Monferrato	Guilielmus Ricius et Comunis	RRH p. 188, n. 704; CD 3, n. 19; LI 2, pp. 144-146
1192	Tiro	Enrico di Champagne	Consules Ianue et Comunis	RRH p. 189, n. 707; CD 3, n. 28; LI 2, pp. 146-149
1195, set.	Tiro, Acri	Enrico di Champagne	Gafforius amiratus et civitas Ianue	RRH pp. 193-194, n. 724; CD 3, n. 40; LI 2, pp. 149-152
1199, apr.	Antiochia, Laodicea, Gabala	Boemondo III	Ianuenses	RRH p. 200, n. 753; <i>Liber Iurium</i> 1, p. 432

RRH = RÖHRICHT.

CD = *Codice Diplomatico*.

LI 1 = *Libri Iurium*, 1/1.

LI 2 = *Libri Iurium*, 1/2.

LI 6 = *Libri Iurium*, 1/6.

LP = PUNCUH 1962.

## 1261. Genova nel mondo: il trattato di Ninfeo

« Nell'anno 1261 i Genovesi, memori delle iniquità ad essi fatte dai Veneti e dai loro complici nelle parti d'Oltremare, volgevano l'animo ad offenderli in tutti i modi che potessero. E così, per deliberato consiglio, fu ordinata una legazione solenne che andasse al serenissimo messere Paleologo imperatore dei Greci, il quale aveva guerra con i Veneti, per fare con lui confederazione contro essi Veneti »<sup>1</sup>.

In poche parole, l'annalista ignoto, che ha continuato la redazione degli Annali genovesi per l'anno 1261, ci ha presentato la situazione politica dell'epoca e la sfida che i Genovesi dovevano affrontare. Vinti dai Veneziani nelle acque di Acri, cacciati fuori dalla capitale del regno latino, cercavano di prendersi la rivincita contro i Veneziani, cioè di annientare la loro potenza in un'altra zona, Costantinopoli, dove la Serenissima appoggiava per quanto era possibile il tramontante impero latino, di cui era il più importante fondatore e sostenitore. Per Genova non c'era altro da fare che cercare l'alleanza dell'imperatore di Nicea, il quale aspirava alla riconquista della già capitale dell'impero bizantino, Costantinopoli. Per capire la scommessa genovese, si deve dunque descrivere la situazione internazionale negli anni Sessanta del Duecento, poi presentare il trattato di Ninfeo che durante due secoli, fino alla caduta di Costantinopoli in mano ottomana, è stato alla base delle relazioni tra Genova e Bisanzio, e finalmente evocare le conseguenze a breve e lungo termine del trattato che ha dato via al « volo del Grifo ».

Dopo lunghe negoziazioni con Manuele I Comneno nel 1155, e nel 1169-1170, poi con Isacco II Angelo e suo fratello, Alessio III, nel 1192, 1201 e 1203, i Genovesi avevano ottenuto un posto di rilievo nella capitale bizantina, un quartiere lungo la riva del Corno d'Oro, con scali, depositi, chiesa, case e forno, non senza gravi scontri con i loro concorrenti occidentali, Veneziani e Pisani<sup>2</sup>. Purtroppo, il fatto che i Genovesi non abbiano partecipato alla Quarta Crociata, deviata dalla sua meta iniziale – l'Egitto –

---

\* Pubblicato in *Gli anni di Genova*, Bari 2010, pp. 39-68.

<sup>1</sup> *Annali genovesi*, VI, p. 77.

<sup>2</sup> BALARD 1978, I, pp. 17-45; ORIGONE 1992, pp. 85-109.

verso Costantinopoli, sotto la direzione del vecchio doge Enrico Dandolo, ha lasciato ai Veneziani la preminenza nell'impero latino di Costantinopoli, creato sulle rovine dell'impero bizantino. Malgrado l'aiuto prestato dai Genovesi al conte di Malta, che si opponeva alla presa di possesso dell'isola di Creta da parte dei Veneziani<sup>3</sup>, nonostante il tentativo della loro alleanza con Giovanni Vatatzes, imperatore greco di Nicea, fallite a causa dell'amicizia tra questo e Federico II<sup>4</sup>, i Genovesi non sono riusciti a contrastare la Serenissima ed a ricuperare il possesso della colonia che avevano fondato a Costantinopoli nel dodicesimo secolo. Il loro commercio, i loro investimenti nel Mediterraneo orientale furono avviati quasi esclusivamente verso la Siria-Palestina fino agli anni Cinquanta del Duecento.

Ma appunto in quest'epoca la situazione interna ed esterna di Genova cambia. Dopo anni di dominazione della nobiltà guelfa, si era creata una società del Popolo, composta da mercanti, banchieri, artigiani, genti delle arti, che aspiravano ad una partecipazione al potere cittadino, tanto più che la nobiltà, che lo reggeva, si divideva in lotte feroci tra i partigiani del papa e quelli dell'imperatore. I *populares* volevano il riconoscimento della loro organizzazione politica. Quando il podestà Filippo della Torre termina il suo mandato, il 18 febbraio 1257, una frazione del popolo si mette in moto, proclamando «capitano del popolo» Guglielmo Boccanegra, oriundo in un ceto popolare ma imparentato con nobili casati, e creando un Consiglio degli Anziani composto da quattro membri per ciascun distretto della città<sup>5</sup>. Si sospetta un broglio dei nobili ghibellini, approfittando del malcontento dei *populares* per rovesciare la nobiltà guelfa, colla speranza di governare controllando il capitano. Ma Boccanegra si rivela subito l'unico capo del governo; si preoccupa dell'appalto delle gabelle, troppo favorevole a quelli che le avevano comprate, a detrimento dell'erario pubblico. Si oppone così alla nobiltà, lesa nei suoi immediati interessi, senza guadagnare il sostegno forte delle classi medio-basse, che non risultano sufficientemente organizzate per appoggiarlo. In queste condizioni Boccanegra era costretto a cercare qualche successo nella sua politica estera per placare gli animi degli avversari.

Purtroppo dal 1256 Genova era alle prese con molte difficoltà all'estero. Nel 1258 un conflitto oppone la città a Pisa per la dominazione della zona

---

<sup>3</sup> GEROLA, pp. 1-44.

<sup>4</sup> BALARD 1966, pp. 481-483, ed oggi in BALARD 1989.

<sup>5</sup> CARO, I, pp. 17-22; EPSTEIN 1996, pp. 137-138; *Storia di Genova*, pp. 193-196.

di Cagliari in Sardegna, che i Genovesi furono costretti ad abbandonare. Con la Sicilia, Boccanegra riesce a far confermare un trattato negoziato dal precedente regime con Manfredi. Il re di Sicilia accetta di abbassare i diritti doganali pagati dai mercanti genovesi, di concedere una loggia in diverse città del regno meridionale e il permesso di esportare ogni anno fino a 10.000 salme di grano. Ma accanto a questo successo, la sfortuna viene dall'Oltremare. Ad Acri si era creata una coalizione di Veneziani, Pisani, Provenzali, Templari, Teutonici contro i Genovesi, appoggiati soltanto dagli Ospedalieri, dai Catalani e dagli Anconitani. La guerra detta di San Saba, dal nome di un monastero di Acri al quale apparteneva una casa collocata al limite dei quartieri genovese e veneziano rivendicata dalle due parti, scoppia nel 1256 e volge presto a danno dei Genovesi. Grazie al sostegno dei suoi concittadini Boccanegra invia ad Acri nel 1258 una flotta di quattro navi e 25 galere al comando di Rosso della Turca. L'ammiraglio si presenta nel porto di Acri, ma la sua pessima strategia genera una grave disfatta di fronte alla flotta veneziana al comando di Lorenzo Tiepolo. La metà dei natanti viene distrutta, quasi 1.700 marinai morti, e il quartiere genovese di Acri danneggiato con violenza feroce dai Veneziani, che trasportano nella madrepatria le pietre della torre genovese su una delle loro navi. I mercanti liguri sono costretti a cercare rifugio a Tiro, presso il loro alleato Filippo di Montfort. Boccanegra non era responsabile del disastro, ma il suo prestigio ne viene colpito, tanto più che il crollo parziale del commercio d'oltremare pregiudica gli interessi del cetto mercantile che l'aveva portato al potere. Si sforzò dunque di riunire le forze cittadine con una grande voglia di rivincita contro Venezia<sup>6</sup>.

Il dramma di Acri era così importante perché questa città costituiva la base fondamentale del commercio genovese in Oriente. Secondo i dati raccolti dai cartolari notarili genovesi, si evidenzia che negli anni 1253-1255, cioè prima della guerra dei comuni nella capitale del regno franco, più della metà degli investimenti genovesi nel Mediterraneo prendeva la via dell'Oltremare, cioè della Siria-Palestina. Nella tabella allegata l'ammontare dei capitali investiti ha un significato minore rispetto a quello percentuale, perché è legato alla quantità degli atti notarili pervenuti. Nel 1256, quando comincia il conflitto tra i comuni, la percentuale degli investimenti verso la Siria crolla, si rialza nei due anni seguenti, grazie alla protezione dei mercanti genovesi da parte di Filippo di Montfort, ma sparisce quasi completamente a partire dell'anno 1260. La distru-

---

<sup>6</sup> PRAWER 1969, II, pp. 365-373; RICHARD 1995, pp. 402-403.



zione del quartiere genovese ad Acri e la dominazione marittima del nemico veneziano nelle acque siriane rovesciano del tutto i flussi tradizionali del commercio genovese e suscitano nel ceto mercantile rancore e voglia di rivincita.

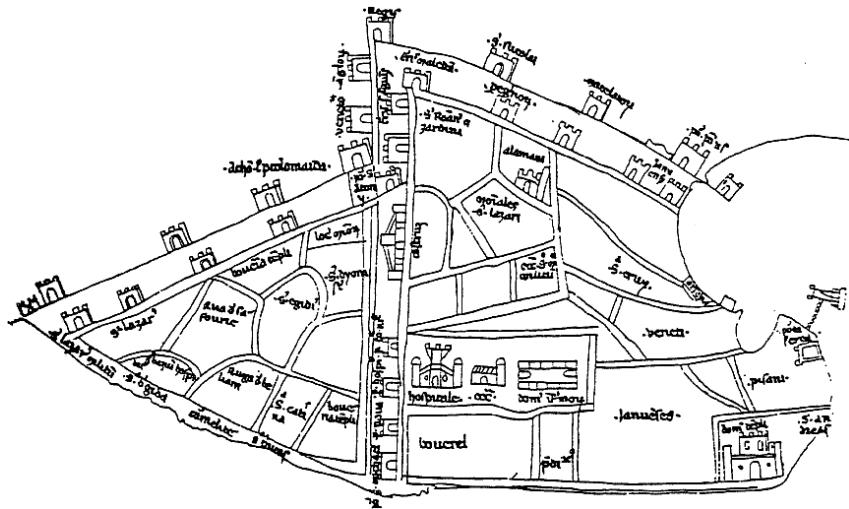


Fig. 1. Pianta d'Acri dalla *Cronaca* di Paolino Veneto, 1323 circa, Ms. Lat. 1960, f. 268v. (da *Gli anni di Genova*, p. 42).

Boccanegra non poteva trovare un campo migliore per vendicarsi se non nell'impero latino di Costantinopoli. Infatti, dagli anni Quaranta del Duecento il povero imperatore latino Baldovino II era a corto di quattrini e di uomini per la difesa della sua capitale, alla quale si limitava ormai il suo impero, assalito dai Greci di Nicea, alleati con i Bulgari. L'imperatore fu costretto ad impegnare le più famose reliquie di Costantinopoli, tra cui la corona di spine, prima presso prestatori veneziani e poi presso Luigi IX, re di Francia, il quale la collocò nella Sainte-Chapelle di Parigi, costruita a proposito. Il proprio figlio, nato nel 1240, fu dato in ostaggio a due mercanti veneziani a garanzia di un altro prestito, e ritrovò la sua libertà soltanto nel 1261, grazie alla generosità del re di Castiglia, Alfonso X. Per preservare il suo potere nella capitale, Baldovino non aveva altro sostegno che la flotta veneziana, capace di respingere da sola gli attacchi dei Greci di Nicea e di proteggere il dominio latino<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> CARILE.

Dopo la Quarta Crociata, i nobili greci, estromessi da Costantinopoli, avevano creato un impero-rifugio nell'Asia Minore a Nicea (oggi Iznik in Turchia), sotto la direzione della grande famiglia aristocratica, i Lascaris<sup>8</sup>. Ma per loro il possesso di Costantinopoli, sede del potere imperiale, rappresentava un elemento costitutivo dell'ideologia imperiale<sup>9</sup>. Si capisce quindi il sogno della «renovatio imperii» e della «grande idea», la riconquista della capitale. Giovanni III Vatatzes, alleato con il Bulgaro Giovanni Asen, ne tentò un assedio nel 1236, ma fallì. Nel 1258 il suo giovane nipote Giovanni IV fu sottomesso alla reggenza del generale Michele Paleologo, coronato co-imperatore, il quale, dopo la vittoria di Pelagonia contro una coalizione dell'Epiro, di Manfredi, re di Sicilia, e del principe di Achaia, sognava la riconquista di Costantinopoli, l'unica cosa che poteva legittimare il suo potere e sbarazzarlo dei suoi avversari. Malgrado l'armamento di due piccole squadre nella Propontide e nell'Egeo, i Greci disponevano di una flotta troppo debole per potere opporsi a quella veneziana, come è testimoniato dall'insuccesso di un altro assalto nell'estate 1260. Il Paleologo aveva dunque bisogno di trovare una potenza marittima capace di aiutarlo ad assediare la capitale, tanto per terra quanto per mare. In quell'anno l'ambizione del Boccanegra di compensare la perdita della colonia di Acri e quella di Michele Paleologo di concretizzare il sogno dei Greci si incontrarono. Ne risultano negoziazioni tra le due parti, allo scopo di contrarre un'alleanza contro Venezia.

L'iniziativa viene avviata dal Boccanegra, che deve affrontare un grave rischio. Da una parte, un accordo firmato nel 1258 tra Genova e Venezia proibiva alle due parti un'alleanza con i Greci, salvo consenso delle due potenze. Dall'altra, il papato poteva accusare i Genovesi di connivenza con l'imperatore scismatico e quindi scomunicare il Comune, col pretesto che la riconquista di Costantinopoli da parte dei Greci porrebbe fine al tentativo di unione delle Chiese. Nonostante ciò, Boccanegra accetta il rischio. Negli ultimi mesi del '60, quando era ancora in carica il podestà Martino da Fano, nominato nel testo del trattato, egli manda in gran segreto due ambasciatori, Guglielmo Visconte e Guarnerio Giudice, a Ninfeo (oggi Kemalpaşa a est di Smirne), allora sede dell'impero di Nicea, e, nello stesso tempo, per ingannare i Veneziani, negozia con la Serenissima un accordo per la restituzione dei prigionieri della guerra di San Saba. Si trattava di un'iniziativa del

---

<sup>8</sup> ANGOLD.

<sup>9</sup> AHRWEILER 1975.

tutto personale? o piuttosto di un'impresa che concretizza una voglia generale di aprire il mar Nero al commercio genovese? La partecipazione dei consoli delle arti e il sostegno delle corporazioni artigiane alla ratifica del trattato sembrano provare che il Boccanegra ebbe l'abilità di cogliere un momento felice per ottenere durevoli vantaggi per la sua città.

Secondo l'annalista anonimo genovese:

« i legati ebbero piena potestà di trattare e di fare confederazione da parte del comune di Genova contro i Veneti sopradetti. Dunque i legati andarono all'imperatore, il quale li ricevette onorevolmente e fece loro molte onoranze, e accettato il negozio per il quale erano andati, anche perché nell'intimo del cuore reputava i Veneti odiosi, fece con i predetti ambasciatori patti e confederazione »<sup>10</sup>.

Il 13 marzo 1261, il trattato di Ninfeo fu firmato; Michele Paleologo aggiunse un'appendice il 28 aprile e mandò a Genova con pieni poteri tre legati, Isaac Ducas Murtzuphlos – il quale morì a Genova e fu sepolto nella cattedrale di San Lorenzo –, Teodoro Kriviziotēs e Leone, archidiacono di Santa Sofia, i quali, dopo qualche modifica al testo, assisteranno alla ratifica, il 10 luglio, da parte di un'assemblea di cittadini<sup>11</sup>. La dilazione tra la firma e la ratifica del trattato è comprovata senz'altro dall'armamento della flotta da inviare a Costantinopoli. Infatti, nei giorni seguenti quattro navi e dieci galere, a comando di Marino Boccanegra, fratello del Capitano, salparono per la Romania, « destinate a tenere in iscacco, nell'imminente assedio di Costantinopoli, le navi veneziane che vi si trovavano »<sup>12</sup>.

Gli articoli del trattato di Ninfeo, che apre un nuovo capitolo nelle relazioni tra Oriente ed Occidente, comportano un'alleanza militare, la concessione di privilegi economici, territoriali e giuridici e le tradizionali onorificenze accordate dagli imperatori di Costantinopoli alle potenze estere<sup>13</sup>.

Il trattato di Ninfeo è soprattutto un'alleanza militare tra Bizantini e Genovesi, contro Venezia: non soltanto un'alleanza difensiva, ma soprattutto offensiva, colla quale i contraenti si impegnano a non terminare la guerra contro Venezia senza un mutuo accordo. Per Genova, si tratta di una rottura

---

<sup>10</sup> *Annali genovesi*, VI, pp. 77-78.

<sup>11</sup> GEANAKOPLOS, pp. 84-87.

<sup>12</sup> CARO, p. 110.

<sup>13</sup> Si veda il testo del trattato in MANFRONI, pp. 791-809. Riassunto del trattato in LISCIANDRELLI, p. 75 e in GEANAKOPLOS, pp. 87-89.

completa della convenzione del 1258 firmata con Venezia. La città, ma anche tutto il suo contado, si impegnano in una guerra totale, unica soluzione per mantenere le loro posizioni commerciali e vendicarsi delle offese subite in Siria-Palestina. Tutte le forze disponibili nelle Riviere saranno a disposizione del governo comunale. Per i Greci questa clausola garantisce la continuazione della guerra fino al suo termine, cioè la ripresa di Costantinopoli. L'alleanza militare è soprattutto un'alleanza navale. Si tratta dapprima dell'arruolamento individuale o collettivo di mercenari al servizio dell'armata imperiale. Non è qualche cosa di nuovo: già nel 1251 il marchese Bonifacio del Carreto aveva noleggiato una nave e una saetta ai Gattilusi, per mettersi con uomini d'arme a disposizione dell'imperatore Giovanni III Vatatzes<sup>14</sup>. D'altra parte, i Genovesi trovatisi nel territorio imperiale devono impegnarsi a difenderlo.

Il punto nodale dell'accordo è costituito dall'armamento di galere genovesi – da una a cinquanta – che devono salpare alla volta di Costantinopoli, a spese dell'imperatore. Questo ha dunque la scelta dei mezzi da impiegare, cosa normale poiché l'armamento e la manutenzione della flotta sono a suo carico. Soltanto sedici natanti, infatti, partirono da Genova nel luglio 1261, comandati da Marino Boccanegra, fratello del Capitano. Perché così pochi? Michele Paleologo pensava senz'altro che questo numero fosse sufficiente per combattere la squadra veneziana all'ancora nella capitale. D'altra parte Genova non voleva destare l'attenzione di Venezia, se avesse mandato un'importante flotta in Romania, che non poteva passare inosservata. E in fine, i mezzi finanziari del *basileus* erano limitati, a tal punto che egli fu costretto a contrarre prestiti a Genova per pagare l'equipaggio e aveva voluto inserire nel trattato una clausola che gli consentisse il diritto di licenziare la flotta appena ottenuto il successo sul nemico<sup>15</sup>. Una riserva tuttavia: la flotta genovese non potrebbe essere utilizzata contro la Chiesa romana, per evitare il rischio della scomunica, né contro gli alleati del Comune. A queste clausole militari si può aggiungere la reciproca promessa di sicurezza per i Genovesi presenti nell'impero e per i Greci che sarebbero venuti in Liguria. Si vuole evitare il ripetersi degli incidenti che avevano turbato le relazioni tra Bisanzio e Genova al tempo di Alessio III Angelo, a causa della pirateria nelle acque dell'impero<sup>16</sup>. Tra tutte queste clausole militari, è chiaro che la

---

<sup>14</sup> BALARD 1978, I, pp. 484-486.

<sup>15</sup> GEANAKOPOLOS, p. 87; CARO, p. 109.

<sup>16</sup> AHRWEILER 1966, pp. 294-297.

più importante riguarda l'invio di una squadra genovese in Oriente a spese del *basileus*. Essa giustifica tutte le concessioni fatte da Michele Paleologo a favore dei Genovesi.

Le più interessanti sono d'ordine economico. L'imperatore concede ai Genovesi la libertà totale di commerciare nelle terre dell'impero già conquistate o da conquistare. Si tratta dell'esenzione dal *kommerkion*, cioè dalla tassa che colpiva la circolazione e la vendita delle merci e le transazioni nelle fiere. Dal 1155 i Genovesi erano sottomessi al pagamento del *kommerkion*, al tasso del 4%, mentre i Veneziani godevano di una franchigia completa e i Greci, all'opposto, lo pagavano al tasso di 10%<sup>17</sup>. Si capiscono quindi le conseguenze dell'esenzione per l'erario imperiale e l'odio dei mercanti greci, privi di ogni privilegio, nei confronti degli Occidentali così favoriti. Con questa clausola del trattato il ceto mercantile greco viene sacrificato e ciò contribuisce allo sviluppo di un movimento xenofobo che si manifesterà di tanto in tanto nei secoli successivi. A partire dal 1261, dunque, i Genovesi nell'impero bizantino furono alla pari con i Veneziani dal punto di vista doganale. L'esenzione riguarda anche altri tipi di tasse che colpivano l'attività commerciale (*pedagium*, *portuaticon*, *scaliaticon*, ecc.), tanto più che Michele Paleologo si impegna a non creare altre tasse rispetto a quelle che esistevano al tempo del regno di Giovanni II Comneno alla metà del dodicesimo secolo. Però i Genovesi dovevano presentare ai *commerciantii*, cioè agli ufficiali del *kommerkion*, la lista delle loro merci, per evitare che qualche Genovese facesse passare come sue le merci di uno straniero, che eluderebbe il pagamento della tassa. I Genovesi inoltre dovranno eseguire i loro acquisti nei depositi imperiali, detti *mitata*, per facilitare il controllo dell'esenzione.

Un altro privilegio in favore dei Genovesi riguarda la libertà di commercio del grano. Si sa a qual punto il Comune, sprovvisto di risorse agricole, dipendeva dalle produzioni estere per il suo approvvigionamento cerealicolo, che veniva dalla Maremma, dalla Provenza, dalla Sicilia. Ma in caso di carestia, le autorità dovevano cercare altri mercati. Orbene, fino alla Quarta Crociata Costantinopoli si era riservato il traffico del grano pontico, quello della pianura danubiana o delle terre russe per il vettovagliamento della propria popolazione. L'apertura del Mar Nero ai mercanti genovesi, di cui si dirà fra poco, rischia di far passare il traffico cerealicolo sotto il dominio degli Occidentali: infatti, sotto il regno di Andronico II, successore di Michele VIII

---

<sup>17</sup> ANTONIADIS-BIBICOU, pp. 124-127.

Paleologo, il patriarca Atanasio nelle sue lettere indirizzate all'imperatore si lamenta dei Genovesi, i quali, essendosi fatti padroni del commercio granario, affamano la popolazione della capitale colle loro speculazioni<sup>18</sup>. La libertà di commercio è tanto grande che il *basileus* si impegna a non istituire un *de- vetum*, cioè una proibizione temporanea del traffico, al di fuori di quello dei metalli preziosi, sottomesso ad un'autorizzazione imperiale. Un grande liberalismo caratterizza dunque queste disposizioni, ma sul lungo termine a danno dell'erario statale.

Non si deve trascurare l'importanza della clausola relativa all'apertura del Mar Nero al commercio genovese. Fino al 1204, Bisanzio aveva avuto il monopolio del traffico pontico, di cui non si fa mai cenno nei crisobolli concessi nel dodicesimo secolo dagli imperatori Comneni o Angeli alle repubbliche marittime italiane. Dopo il 1204, Venezia, padrona di Costantinopoli, erà appena riuscita ad approfittare delle possibilità commerciali offerte dalla zona pontica, non ancora diventata una «plaque tournante» degli scambi tra Asia e Europa: soltanto qualche contratto commerciale veneziano è da notare per questa zona dopo il 1204<sup>19</sup>. Ormai, invece, grazie alla conquista mongola, il Mar Nero comincia ad essere la porta dell'Asia e interessa dunque i mercanti genovesi, i quali cercheranno di imporre a loro vantaggio un monopolio del commercio pontico già dalla fine del Duecento. Tuttavia l'imperatore riserva ai suoi alleati pisani, chiamati *fideles nostri imperii* lo stesso diritto di commerciare nel Mar Nero. Questo favore è forse il risultato della volontà imperiale di non rendere preponderante l'influenza di Genova, mediante favori esclusivi, o in ragione di un accordo precedente tra Pisa ghibellina e Giovanni Vatatzes, ma la concessione ai Pisani non fu del tutto sfruttata<sup>20</sup>. Infatti, al di fuori dell'esistenza di Porto Pisano (oggi Siniawka nel Mar di Azov), citato nel libro di mercatura del Pegolotti, si hanno poche menzioni di mercanti pisani nella zona pontica, sconosciuta dalla *Memoria de tucte le mercantie*, un libro redatto a Pisa nel 1278<sup>21</sup>. Per quel che riguarda i Veneziani, estromessi da tutti i mercati dell'impero nel 1261, essi potranno beneficiare dello stesso vantaggio nel 1268 e nel 1277, quando Michele Paleologo, praticando un'altalena sottile, si rivolse verso la Serenissima

---

<sup>18</sup> LAIOU 1972, pp. 195-199.

<sup>19</sup> BRATIANU 1969, pp. 225-249; JACOBY 2008.

<sup>20</sup> CARO, p. 109; BORSARI 1955, p. 488.

<sup>21</sup> BALARD 1984a, pp. 184-185 e oggi in BALARD 1989, n. IV.

per limitare la preponderanza genovese. Ma non sembra che la sua colonia, Soldaia in Crimea, né i suoi traffici nel mar Nero, abbiano conosciuto uno sviluppo pari a quello dei Genovesi negli ultimi decenni del Duecento. Infatti, Marco Polo, facendo cenno al viaggio del padre e dello zio verso la Cina nel 1260, dichiara che a Soldaia c'era poco da sperare per quel che riguarda lo sviluppo degli affari.

Le concessioni territoriali e giuridiche completano i privilegi economici. Il trattato di Ninfio concede ai Genovesi la possibilità di acquistare un fondaco (deposito di merci e alloggio per i mercanti) in parecchie città conquistate o da conquistare: Tessalonica, seconda città dell'impero, conquistata da Giovanni Vatatzes nel 1246, e celebre per le fiere di San Demetrio; Ania o Aenos alla bocca del fiume Maritsa nell'Egeo; Adramyttium ad est dell'isola di Mitilene; Cassandria; Creta – ma l'isola è sotto il dominio veneziano dalla Quarta Crociata –; Negroponte, anche essa veneziana; Chio e Mitilene, due isole che saranno nel Trecento due basi fondamentali del « Commonwealth genovese », per riprendere la felice espressione di Geo Pitarino. Rimane la questione di Smirne, anche essa concessa ai Genovesi dal trattato. Si è discusso a proposito della realtà di queste concessioni. Secondo Hélène Ahrweiler non si tratta di una devoluzione in proprietà ai Genovesi della città e del porto di Smirne, né dell'abbandono di ogni autorità amministrativa, militare o giuridica da parte dell'impero, ma soltanto della concessione dei redditi fiscali del *katepanikon*, cioè della circoscrizione di Smirne<sup>22</sup>. Ma, tuttavia, la clausola è rimasta lettera morta, poiché nel 1265 Michele Paleologo concede lo stesso privilegio ai Veneziani e nel 1294 un ambasciatore genovese alla corte di Costantinopoli presenta una lista di richieste di risarcimento, tra cui il *kommerkion* pagato a Smirne dai suoi concittadini<sup>23</sup>. Si può dunque concludere che tutte le concessioni fatte dal trattato non furono in realtà applicate.

Il problema di Costantinopoli è più semplice. Michele Paleologo promette ai Genovesi non soltanto di recuperare tutto quello che possedevano prima del 1204, ma anche di prendere possesso di tutti i beni veneziani: il palazzo del bailo che costituiva quasi un castello fortificato durante il periodo dell'impero latino, uno scalo sulla riva del Corno d'Oro, il reddito delle tasse per l'uso dei depositi veneziani, la chiesa di Santa Maria dell'Embolos, il

---

<sup>22</sup> AHRWEILER 1965, pp. 1-204.

<sup>23</sup> BERTOLOTTO, p. 511; CARO, II, pp. 217-220.

fondaco dei Veneziani e il cimitero vicino alla chiesa. A Costantinopoli, come nelle altre città, i Genovesi potranno insediare una loggia, un palazzo, una chiesa, bagni, forno, botteghe, cioè una vera colonia sotto l'autorità di un console, disponendo di una corte con scriba, uscieri, notai e forse giudici. Il console, che rappresenta il Comune di Genova, potrà usufruire di una giurisdizione plenaria sui suoi concittadini, anche se sono definiti « fideles imperii », e un vero e proprio privilegio d'extraterritorialità, alla pari dell'amministrazione veneziana che beneficiava di questi diritti dal dodicesimo secolo. Tuttavia per la giustizia mista, riguardante le vertenze tra Genovesi e Greci o Genovesi e altri forestieri, rimangono competenti i tribunali imperiali. Di fronte a queste concessioni, quelle di Genova sono poche: la sicurezza garantita agli inviati dell'imperatore e ai mercanti greci nel territorio ligure.

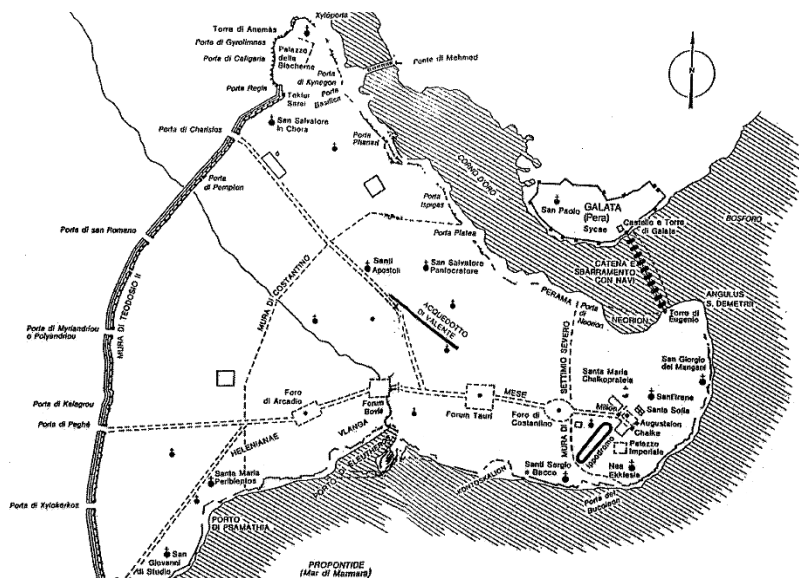


Fig. 2. Costantinopoli sotto i Comneni (XII secolo).

Si potrebbero aggiungere le donazioni tradizionali dell'impero agli stati esteri: 500 iperperi d'oro per il Comune, 60 per l'arcivescovo di Genova – ma la moneta bizantina viene svalutata rispetto al suo valore al tempo dei Comneni<sup>24</sup> –, e due *pallia* di seta per il Comune, e uno per l'arcivescovo. Si sa

<sup>24</sup> BERTELÈ 1964 e ed. francese *Numismatique byzantine*, pp. 36-50.



che questi panni ricamati d'oro, che potevano essere utilizzati come palliotti di altare o come vestiti di cerimonia, erano un arma prediletta della diplomazia bizantina. Il celebre *pallio* di San Lorenzo, oggi conservato a Palazzo Bianco sembra far parte delle donazioni fatte da Michele VIII Paleologo nel 1261. Secondo gli specialisti, la sua qualità rimane inferiore a quella dei *pallia* del dodicesimo secolo: infatti la sua decorazione è stata tessuta con oro e fili di seta su un sciamito, un metodo di lavorazione che diminuisce i costi del lavoro<sup>25</sup>.

Ecco dunque le principali clausole del trattato di Ninfeo. Prima di esaminare le sue conseguenze, si devono sottolineare le sue maggiori caratteristiche. Più che un accordo bizantino-genovese, questo trattato è un patto anti-veneziano, che concretizza l'abile diplomazia di Michele VIII Paleologo, il quale, grazie alla sua intesa con Genova, controbilancia la dominazione veneziana nel Mediterraneo orientale, in modo da preparare la riconquista di Costantinopoli. Ma l'ampiezza delle concessioni preannuncia un futuro infelice per l'impero. Infatti esse concedono ai Genovesi un vero dominio sull'economia bizantina; preparano molti conflitti tra le diverse comunità occidentali all'interno dell'impero, che sarà coinvolto in essi; fanno presagire l'esaurimento sul lungo termine dell'erario bizantino, ormai sprovvisto dei redditi del *kommerkion* e delle diverse tasse gravanti sull'attività commerciale. Dal trattato di Ninfeo conseguono sia l'indebolimento economico di Bisanzio, sia il secolare affrontarsi delle due repubbliche marittime. Sul momento patto anti-veneziano, il trattato diverrà per Bisanzio un patto anti-bizantino.

Le sue conseguenze immediate sono ben conosciute. Appena ratificato il trattato, Genova manda in Oriente sedici natanti, che arrivano troppo tardi. Infatti, il 25 luglio 1261, approfittando della partenza per Daphnusia (sulla costa settentrionale del Mar Nero) della flotta veneziana, principale sostegno del tramontante impero latino, i Greci dei dintorni della capitale, chiamati Volontari dal cronista Pachimero, entrano a Costantinopoli mediante un colpo di mano ben calcolato e rovesciano il potere latino. Baldovino II fugge e Michele VIII, nuovo Costantino e secondo fondatore di Costantinopoli, come egli definisce se stesso, entra il 15 agosto nella sua capitale e viene incoronato nella basilica di Santa Sofia. All'arrivo della flotta genovese, che poteva servire ad assicurare la conquista contro i Veneziani, il Paleologo mantiene la sua parola. Il quartiere veneziano viene dato ai Genovesi, i quali distruggono in un giorno di grande tripudio il palazzo già del bailo. Come

---

<sup>25</sup> JACOBY 1999, p. 24, e oggi in JACOBY 2005, n. XI e FALCONE, pp. 337-352.

segno di rivincita della loro disfatta ad Acri, le pietre vengono caricate su navi e mandate in patria, dove alcune sono ancora oggi incastrate nelle mura del palazzo di San Giorgio. Non si sa esattamente quanti Liguri si sono insediati subito nel quartiere concesso. Lo sviluppo lento degli investimenti commerciali genovesi verso Costantinopoli dimostra senz'altro la prudenza del governo comunale a stimolare l'emigrazione nella Romania.

Infatti Genova subisce immediatamente le conseguenze politiche e militari della riconquista greca. Eletto il 28 agosto, il papa Urbano IV scrive subito al Comune per lamentarsi dell'alleanza con il « greco scismatico » e minaccia Genova di scomunica, chiedendo che i rappresentanti del Comune si rechino a Roma; ma, arrivati alla corte pontificia, essi si rifiutano di prestare il giuramento di obbedienza agli ordini della Chiesa romana. Il papa dunque lancia scomunica e interdetto, che però non sembrano essere stati attuati<sup>26</sup>. Il Boccanegra, che si era impegnato nell'alleanza bizantina, non fu ricompensato nemmeno con l'arrivo della nave che recava le pietre del palazzo veneziano di Costantinopoli. Anzi sopportò il malcontento della popolazione, e soprattutto della nobiltà guelfa. I nobili formarono una lega contro il Capitano e ottennero che fosse deposto nel maggio 1262. La guerra marittima scoppiò contro Venezia che appoggiava Baldovino II nei suoi sforzi per riconquistare Costantinopoli; la flotta della Serenissima riportò una vittoria sulla squadra genovese presso Sette Pozzi nell'aprile o maggio 1263. Questo insuccesso e anche la nuova prepotenza dei Genovesi a Costantinopoli provocarono l'ira del Paleologo, che non voleva più consumare il suo tesoro per aiuti inutili. Egli rinviò la flotta genovese e poi i Genovesi stessi dalla capitale, quando gli pervenne la notizia del tradimento del podestà genovese a Costantinopoli, Guglielmo Guercio, che mirava a far passare la città in mano ai Latini, in realtà al re di Sicilia, Manfredi. I Genovesi furono insediati a Heraclea sul Mar Nero e il Paleologo iniziò negoziazioni con Venezia, che condussero al trattato del 1265, non ratificato dalla Serenissima, che sperava ancora di restaurare la sua egemonia a Costantinopoli grazie all'unione delle forze latine e all'appoggio del papato<sup>27</sup>.

Il rifiuto veneziano, per fortuna, aiutò Genova a ritornare nelle grazie dell'imperatore, il quale, alle prese con la nuova minaccia di Carlo d'Angiò contro Costantinopoli, cercò di nuovo nel 1267 l'alleanza genovese. In se-

---

<sup>26</sup> CARO, p. 113.

<sup>27</sup> GEANAKOPOLOS, I, pp. 45-50.

guito a un accordo conchiuso con Franceschino de Camilla in quell'anno, i nostri mercanti si insediarono, non più in un quartiere in città, ma nel sobborgo di Pera-Galata dall'altra parte del Corno d'Oro un quartiere che per quasi due secoli, fino alla presa di Costantinopoli da parte degli Ottomani, rappresentò il fulcro del dominio genovese in Oriente. Approfittando della debolezza imperiale, delle guerre civili tra i pretendenti al trono ed anche dei nemici di Bisanzio, i Genovesi crearono una colonia la cui prosperità fu notata da tutti i viaggiatori del Trecento e dell'inizio del Quattrocento: una città murata, ingrandita coll'annessione dei borghi di Spiga ad ovest e di Lagirio ad est nella seconda metà del Trecento, una città cattolica dove si stabilirono gli ordini mendicanti, dove si costruirono un palazzo del podestà oggi sparito, la cattedrale San Michele e parecchie chiese, tra cui quella di San Domenico, preservata fino ai nostri giorni in veste di moschea di Arap Giami, e soprattutto in questa «città bene mercantile», come la chiamava il viaggiatore Bertrandon de la Broquière, un porto ben riparato che attraeva tutto il traffico di Costantinopoli, a tutto danno dell'erario imperiale privato in questo modo dei redditi doganali. A poco a poco durante il Trecento, Pera divenne uno stato nelle Stato bizantino: costruzione di una muraglia prima del 1325, di cui si vedono ancora oggi qualche torre e porta, annessione delle terre fino al punto più alto della collina sovrastata della torre di Cristo, l'evoluzione può considerarsi compiuta nel 1351 quando Giovanni VI Cantacuzeno, vinto dai Genovesi nella battaglia del Bosforo, accettò di concedere a loro il pieno possesso di Pera<sup>28</sup>. Da allora i Genovesi si comportano come veri signori del luogo e non esitano a condurre trattative con gli Ottomani per preservare i loro interessi, spesso a danno di quelli dell'impero bizantino.

Padroni del traffico negli Stretti, essi cercarono di approfittare dell'apertura del Mar Nero, concessa dal trattato di Ninfeo. I primi viaggi conosciuti grazie alla documentazione pervenutaci non sono anteriori al 1274. In quell'anno il notaio Federico di Piazzalunga roga un atto a Soldaia, piccola colonia veneziana, in favore di mercanti liguri<sup>29</sup>. Si deve dunque supporre che i Genovesi abbiano dapprima frequentato l'unico mercato occidentale di allora sulla costa della Crimea, Soldaia, ma, poi, per essere più liberi nei loro traffici e allontanati dai loro concorrenti veneziani, abbiano ottenuto dal khan mongolo l'autorizzazione ad insediarsi sul sito di una vecchia colonia greca, Teodosia, quasi scomparsa, la quale fu da loro ricostruita e chiamata

---

<sup>28</sup> *Ibidem*, pp. 82-83.

<sup>29</sup> BRATIANU 1929, pp. 307-309. Si vedano i documenti in BALLETTTO 1989, pp. 157-159.

Caffa. Ciò avvenne intorno al 1275, poiché la prima citazione della moneta locale, l'aspro baricato, risale al 1276. La piccola colonia genovese conobbe uno sviluppo rapido: un embrione di amministrazione con un console nel 1281, una cinta difensiva nel 1289, anno in cui gli atti del notaio Lamberto di Sambuceto ci fanno conoscere la stupenda vita economica della città<sup>30</sup>. Un bel numero di emigrati liguri vi sono giunti o insediati – quasi 1600 persone sono citate tra cui 80% di Liguri –, hanno costruito una loggia e un palazzo per il console, depositi per le merci, chiese, tra cui cappelle degli ordini mendicanti; soprattutto la popolazione latina ha stretto fitte relazioni commerciali con le diverse zone del Mar Nero, con Tana, alle bocche del fiume Don, con Trebisonda, capitale dell'impero dei Grandi Comneni, con Costantinopoli e con l'Occidente. Panni, tele e lingotti d'argento vengono dall'Occidente verso il quale si avviano spezie, seta, grano, cuoio, miele, mentre le città pontiche sono rifornite da sale e pesci salati.

Questo primo sviluppo fu annientato da un assalto mongolo alla fine dell'anno 1307. I Genovesi diedero fuoco alla loro colonia e fuggirono. Concentrata intorno al piccolo castello alla fine del Duecento, la città fu completamente ricostruita dopo il 1316, quando l'*Officium Gazarie*, creato da Genova per la gestione della navigazione e degli affari dell'Oltremare, pubblicò un vero piano urbanistico, l'*Ordo di Caffa*, per la sistemazione della nuova città sulle rovine della vecchia<sup>31</sup>. Su una pianta russa del Settecento, si distinguono il castello, nodo di concentrazione della popolazione latina, i borghi dove si insediarono la maggioranza degli indigeni, Tartari, Greci, Armeni, Giudei, Georgiani, Russi, Ungheresi, Bulgari, Valacchi e Moldavi, senza annoverare gli schiavi circassi, abkhasi, goti, alani e i mercenari arrivati dall'Europa occidentale per la difesa della colonia genovese. La città venne circondata da due linee concentriche di mura, la prima costruita tra il 1340 e il 1352, la quale ha protetto Caffa dall'invasione mongola, ma non dai bacilli della peste nera trasmessi dai cadaveri proiettati sopra le mura; la seconda, più ampia, edificata tra il 1383 e il 1385, che lascia fuori tuttavia i sottoborghi sviluppati nel Trecento. Oggi rimangono una parte delle prime mura, con la torre di Clemente VI e la porta del castello. Per rinforzare la potenza della città, le autorità genovesi costringono tutti i natanti dei loro concittadini nel Mar Nero a fare scalo a Caffa e a pagarvi i diritti doganali.

---

<sup>30</sup> BALARD 1978, I, pp. 199-215.

<sup>31</sup> BALARD - VEINSTEIN, pp. 79-131, e oggi in BALARD 1989, n. XII.

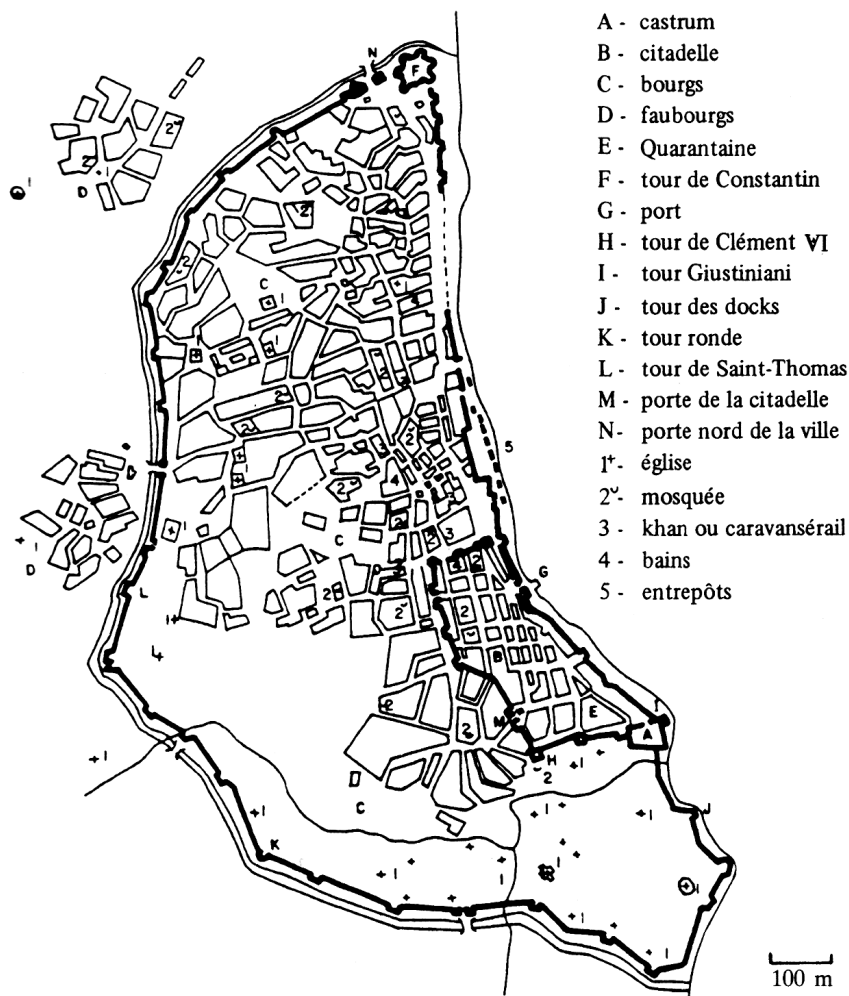


Fig. 3. Pianta russa di Caffa (1784).

Primo insediamento nel Mar Nero dopo il trattato di Ninfeo, Caffa divenne il cuore di un nuovo dominio coloniale, costituito da tutte le colonie sparse nella zona pontica. Una delle prime è quella di Trebisonda, capitale dei Grandi Comneni, dove sbocca una delle grandi vie della seta e delle spezie, che permette ai mercanti di raggiungere Tabriz e al di là l'Asia centrale e la Cina. Una piccola comunità vi è insediata prima del 1290, sotto la direzione

di un console, oriundo dalla famiglia Doria. Nei primi decenni del Trecento, molti incidenti oppongono Genovesi e Veneziani tra di loro e anche di fronte alla popolazione greca, mentre tramonta il ruolo economico di Trebisonda, dopo l'esclusione degli Occidentali a Tabriz, alla metà del secolo XIV. La Tana, alla foce del fiume Don, ospita una comunità ligure negli ultimi anni del Duecento, sotto l'amministrazione di un console. Qui sbocca la seconda via della seta, descritta da Pegolotti, il quale nella sua *Pratica della Mercatura* ci fa conoscere le tappe e le condizioni del viaggio verso la Cina. Genovesi e Veneziani sono anche lì in stretta concorrenza e subiscono le reazioni xenofobe dei Tartari e alla fine del Trecento le devastazioni delle armate di Tamerlano. Tre guerre « coloniali » oppongono le due potenze nel Trecento, senza altro risultato se non l'indebolimento di Bisanzio e delle forze che cercavano di resistere all'avanzata turca verso Costantinopoli e la penisola balcanica.

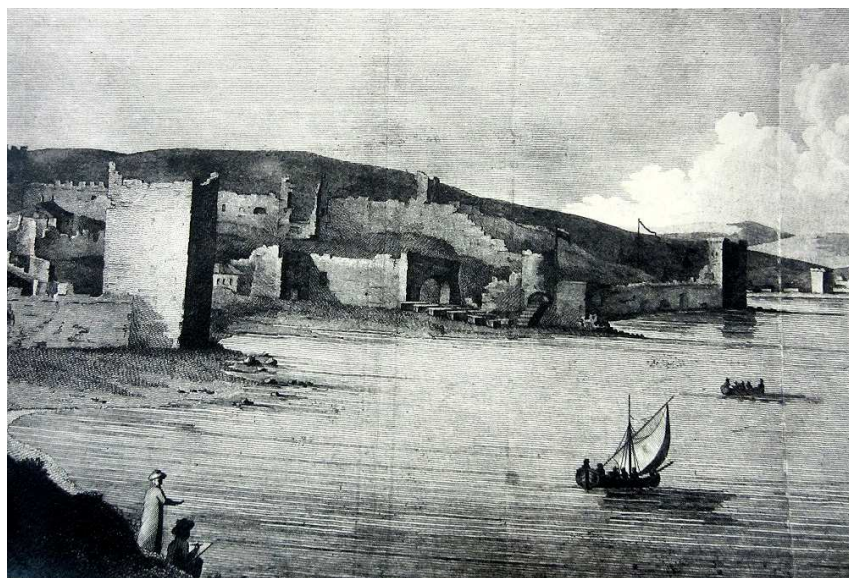


Fig. 4. Caffa (stampa russa del XVIII secolo).

Altre piccole colonie genovesi si sono insediate sulle rive del Mar Nero alla fine del Duecento o nei primi decenni del Trecento: La Copa all'imboccatura del Mar d'Azov, Simisso, Sinope e Samastri, piccole colonie sulla sponda settentrionale del Mar Nero, Vicina, Kilia e Licostomo, sui rami del Danubio, dove passano le risorse cerealicole mandate a Costantinopoli e

in Occidente, e Moncastro, più al nord. Nella Crimea stessa i Genovesi s'impadronirono, nel 1365, di Soldaia, primo insediamento veneziano nelle zone pontiche, fortificato dai Genovesi alla fine del Trecento con una bella cinta muraria ancora in sito oggi e di Cembalo, un piccolo porto molto riparato, esportatore di vino e di sale. Caffa divenne la capitale di tutte le colonie sparse su tutte le coste della zona pontica, e particolarmente della Crimea, chiamata Gazaria dai Genovesi, giunta a tanta importanza che l'ufficio creato nel 1316 per tutelare la ricostruzione della città e la navigazione nel Mar Nero estese la propria competenza a tutto quanto riguarda la navigazione, le costruzioni navali e il diritto marittimo dei Genovesi.



Fig. 5. Caffa, torre di Clemente VI.



Fig. 6. Sudak (Soldaia), le mura e il castello di Sant'Elias.

Caffa è senz'altro il nodo di questa rete di colonie genovesi pontiche, insediate per i bisogni del traffico commerciale. Infatti, l'apertura del Mar Nero, prevista dal trattato di Ninfeo, ha messo in contatto Occidentali e Mongoli, per un incontro fondamentale nella storia dell'economia medievale. Durante quasi settant'anni, fino all'avvento a Pekino della dinastia dei Ming che chiudono il loro paese agli stranieri, i mercanti genovesi, seguendo Marco Polo, hanno potuto recarsi nelle Indie e in Cina per comprare seta e gioielli a buon prezzo e facilitare la missione dei frati minori e predicatori, creatori delle nuove



Fig. 7. Cembalo, torri genovesi.

chiese nei khanati tartari<sup>32</sup>. Gli ordini mendicanti seguono i mercanti in questi paesi mongoli, ma le loro chiese spariscono quando le colonie occidentali cadono al potere degli Ottomani. La crescita progressiva degli investimenti genovesi verso la Romania dimostra a qual punto il trattato di Ninfeo è stato la causa fondamentale della prosperità genovese, che raggiunge il suo culmine negli anni 1290, quando i redditi delle tasse gravanti sul commercio marittimo genovese sottintendono un provento di quasi quattro milioni di lire genovesi, cioè un ammontare dieci volte superiore ai redditi dell'erario della monarchia francese alla stessa data<sup>33</sup>. Ma lo sviluppo dei traffici verso la Romania e il Mar Nero non fu immediato: la tabella dimostra forti variazioni legate alla congiuntura politico-militare. La percentuale degli investimenti rimane debole negli anni che seguono il 1261, perché la guerra contro Venezia intralcia il giro degli affari. Il commercio verso la Romania raggiunge il suo apice soltanto nel 1276, quando sono risolte le controversie coll'impero e fondate le basi dell'insediamento genovese in

---

<sup>32</sup> LOPEZ 1975a, pp. 83-186; PETECH, pp. 549-574; BALARD 1974a, pp. 149-164, e oggi in BALARD 1989, n. XIV; RICHARD 1977.

<sup>33</sup> LOPEZ 1975d, p. 45.



Crimea. Le forti oscillazioni che risultano dal grafico tra il 1294 e il 1301 rispecchiano gli eventi della guerra di Curzola tra Veneziani e Genovesi, mentre gli investimenti riprendono una tendenza ascendente dal 1302, ad eccezione dell'anno 1308, che subisce la conseguenza dell'espulsione momentanea dei Genovesi da Caffa e disturba dunque il movimento commerciale. Rispetto al tempo dell'impero latino di Costantinopoli, la Romania e il Mar Nero sono diventati dopo il 1261 una meta più importante per gli investimenti commerciali genovesi.

Dal punto di vista della politica interna, dopo l'esilio di Guglielmo Boccanegra, Genova conobbe qualche anno di instabilità, colla crescita potenza delle fazioni esclusivamente locali, rivolte alla prevalenza in città, Fieschi e Grimaldi per la parte « guelfa », Doria e Spinola, per la parte « ghibellina », le grandi famiglie accostandosi ai due partiti che si combattono in tutta Italia. Dal 1262 fu ristabilito il podestà straniero, mentre crescono le gare tra le consorterie nobili. Tre anni dopo, Oberto Spinola, appoggiato dagli elementi popolari, ottenne la deposizione del podestà e la nomina di due podestà, scelti nelle fazioni Spinola e Doria, un primo passo verso la grande diarchia del 1270. Ma in questi anni si pone il problema dell'atteggiamento del governo genovese nella questione del regno di Sicilia, disputato tra Manfredi, capo dei ghibellini d'Italia, e Carlo d'Angiò, signore di Provenza. Genova non poteva permettersi di restare lungamente avversa al sovrano di Sicilia, l'isola essendo un maggior mercato d'approvvigionamento per la città. Ma d'altra parte poteva subire le conseguenze della potenza dell'Angioino. Il governo decise dunque di assumere un atteggiamento di assoluta neutralità nei riguardi del regno di Sicilia, ma dopo l'inattesa e facile vittoria di Carlo d'Angiò, fu costretto di stipulare un accordo, in base al quale si impegnava a nominare un podestà nei seguaci del vincitore, in compenso di concessioni commerciali e doganali nel Regno. L'accettazione di un indiretto protettorato non durò molto. L'orgoglio tenace dell'indipendenza determinò un nuovo mutamento interno, cioè, al seguito di un tumulto contro i Grimaldi, la nomina nell'ottobre 1270 di due Capitani del Comune e del popolo, Oberto Doria e Oberto Spinola, oriundi dalle due maggiori famiglie ghibelline e appoggiati dal popolo delle arti. Così nacque la grande Diarchia, forma unica nell'ordinamento comunale, che per quindici anni portò Genova all'apogeo della potenza e della gloria: anni del trionfo del Grifo.

Il trattato di Ninfeo, capolavoro politico e diplomatico del Boccanegra, apre davvero nuovi orizzonti alla sua città, malgrado l'incomprensione del

popolo e della nobiltà guelfa. Si trattava, come lo scrive Valeria Polonio<sup>34</sup>, di «un fondamentale e felice giro di boa», forse già auspicato da decenni. Ne risulta l'insediamento dei Genovesi a Pera, che gli dà la possibilità di controllare le vicende politiche della dinastia paleologa e di dominare i flussi del commercio bizantino, tanto più che i mercanti greci subiscono uno svantaggio doganale importante rispetto ai loro concorrenti occidentali. Ne risultano anche l'apertura del Mar Nero ai traffici genovesi, la creazione di una rete di colonie sparse sulle sponde del mare e il controllo delle vie principali che conducono i mercanti fino a Pekino e che gli danno un quasi monopolio tanto delle derrate locali – grano, cera, miele, cuoio – utilizzate per il vettovagliamento di Genova e delle grandi città dell'Oriente, quanto della seta e delle spezie, prodotti di lusso richiesti sempre più dalla clientela occidentale. Dopo il trattato di Ninfeo, quello che importa ai Genovesi è il dominio del mare, la creazione di una talassocrazia che si imponga ai Bizantini, col rischio, deliberatamente affrontato, di gravi scontri con i Veneziani. Tuttavia, il trattato del 1261 ha dato il via al «volo del Grifo», caratterizzato da un governo stabile, da un primato mercantile e navale in Italia, da un'espansione oltremare che si colma di ricchezze in tutto il Mediterraneo e ne oltrepassa da ogni parte i confini.

---

<sup>34</sup> POLONIO 2003, p. 200.



## *Génois et Pisans en Orient (fin du XIII<sup>e</sup>-début du XIV<sup>e</sup> siècle)*

«La battaglia della Meloria segnò il tracollo definitivo della potenza commerciale di Pisa». Tels sont les premiers mots qui viennent sous la plume de Rossi Sabatini lorsqu'il conclut son ouvrage, *L'espansione di Pisa nel Mediterraneo fino alla Meloria*<sup>1</sup>. Borsari partage le même point de vue: pour lui, la fin du XIII<sup>e</sup> siècle voit la ruine du commerce pisan en Romanie<sup>2</sup>. De telles affirmations, sans nuances, méritent d'être soumises à l'épreuve des faits, c'est-à-dire des documents, lorsque ceux-ci existent. Or, en ce domaine, la relative pauvreté des archives pisanes, où C. Otten a néanmoins réussi à trouver quelques inédits<sup>3</sup>, peut être aisément suppléée par l'abondance des actes notariés génois<sup>4</sup>, d'où les Pisans sont loin, tant s'en faut, d'être absents. Convient-il dès lors de remettre en cause la réalité de l'effacement de Pise en Orient, dans les années qui suivent la Meloria? Les Pisans sont-ils encore actifs dans le grand commerce méditerranéen à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ou bien au contraire en ont-ils été écartés par l'âpre concurrence des Génois?

De cette première question en découle une seconde. L'antagonisme pisano-génois, né en mer Tyrrhénienne, se traduit-il par des affrontements constants, lorsque l'on sort de l'espace géographique dont les deux rivales se disputent la domination? La Méditerranée orientale est-elle devenue un autre champ de bataille où débordent les vieilles haines? Ou bien, y a-t-il, en dehors des conflits aigus, des moments d'accalmie, des temps où s'épanouit une coexistence, sinon même une collaboration entre des hommes d'affaires

---

\* Pubblicato in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento* («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXIV/II, 1984), pp. 179-209.

<sup>1</sup> ROSSI SABATINI, p. 111.

<sup>2</sup> BORSARI 1955, p. 491.

<sup>3</sup> OTTEN-FROUX 1981; OTTEN-FROUX 1983, pp. 163-171. Il y a peu à retenir de l'article de NALDINI, pp. 64-87.

<sup>4</sup> POLONIO 1982; PAVONI 1982; BALARD 1983c; BALARD 1984b.

pour qui la guerre n'a jamais créé de richesses, à l'égal du labeur patient des hommes. Les chroniqueurs malheureusement connaissent mieux les conflits sur mer et les actes de piraterie que les relations quotidiennes de l'échoppe ou des entrepôts portuaires. Et l'examen minutieux des contrats notariés ne remplace pas en ce domaine les récits des chroniques, utilisés avec patience par G. Caro dans son oeuvre maîtresse, *Genua und die Mächte am Mittelmeer*<sup>5</sup>.

Depuis cet ouvrage publié à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'importantes contributions ont été apportées à l'histoire des échanges et des concurrences en Méditerranée, tant du côté pisan que du côté génois. Le livre classique de Rossi Sabatini a été complété par les articles de Naldoni, de Borsari, de Vedovato, Allmendiger, Favreau et Otten<sup>6</sup>. Pour nous en tenir aux travaux du XX<sup>e</sup> siècle, l'expansion génoise a fait l'objet des ouvrages de Bratianu, de Lopez, de G. Airaldi, de G.G. Musso, de L. Balletto et de nous-même, sans oublier plusieurs articles importants de Geo Pistarino<sup>7</sup>. Les sources se sont enrichies; a été publiée une grande partie des actes notariés génois instrumentés dans les comptoirs d'Orient: Caffa, Kilia, Péra, Mytilène, Chio et Chypre<sup>8</sup>. Ces actes de la pratique, où se mêlent Orientaux, Génois, Vénitiens, Pisans et autres riverains de la Méditerranée, apportent un éclairage neuf sur les relations entre les diverses communautés établies dans ces comptoirs. Les affrontements décrits à l'envie par les chroniqueurs laissent place à des échanges pacifiques et à des liens multiples d'affaires, où l'unique nécessité est de faire du profit.

Les relations entre Génois et Pisans mêlent les deux aspects. Encore faut-il définir l'espace examiné et les limites chronologiques adoptées. Pour les Génois, comme sans doute pour les Pisans, l'Orient c'est l'Outremer qui commence au-delà du canal d'Otrante. Le champ potentiel d'expansion est considérable: à la fois l'Égypte des Mamlûks, la Syrie-Palestine où s'érode très vite la domination franque, la Petite Arménie et l'île de Chypre, le littoral et les îles de l'Asie mineure et de la péninsule balkanique, au-delà, Constantinople, capitale d'un empire byzantin restauré, et les régions

---

<sup>5</sup> CARO.

<sup>6</sup> Voir notes 1, 2 et 3. VEDOVATO; ALLMENDIGER; FAVREAU, pp. 97-120.

<sup>7</sup> BRATIANU 1929; BRATIANU 1969; LOPEZ 1938; LOPEZ 1933; MUSSO 1975; AIRALDI 1974; BALLETTTO 1976a; BALARD 1978; PISTARINO 1969a, pp. 3-68; PISTARINO 1969b, pp. 44-73.

<sup>8</sup> AIRALDI 1974; BALARD 1973; BALARD 1980; PISTARINO 1971; BALBI - RAITERI; POLONIO 1982; PAVONI 1982; ROCCATAGLIATA 1982a; ROCCATAGLIATA 1982b.

pontiques où les Occidentaux vont à la rencontre des Mongols, phénomène majeur du XIII<sup>e</sup> siècle européen, comme l'écrivait Georges Bratianu<sup>9</sup>.

Les limites chronologiques doivent correspondre à des coupures ou à des commencements dans l'histoire orientale plutôt que dans celle de l'Occident. Le point de départ ne peut être que la restauration du pouvoir des Paléologues à Byzance, le traité de Nymphée, et ce renversement d'alliances qui permet à Gênes de briser temporairement la domination vénitienne, et à Pise de préserver ses droits dans l'empire byzantin restauré. Mais où s'arrêter? faut-il prendre comme terme la chute d'Acre en 1291, alors que le repli en Chypre des Occidentaux donne naissance à des communautés marchandes florissantes? ou aller plus loin et s'arrêter avec la première décennie du XIV<sup>e</sup> siècle qui voit un repli temporaire des positions occidentales en mer Noire, l'affermissement des Génois à Péra, la substitution de Famagouste et de l'Aïas aux colonies franques de Syrie, et le maintien d'un mince filet de trafic vers l'Égypte, malgré la rigueur des prohibitions pontificales?<sup>10</sup> C'est le parti qui a été suivi ici et qui correspond, au regard de l'histoire événementielle, au découpage chronologique adopté par l'ouvrage classique de G. Caro.

Si l'on considère la Haute Romanie et les régions pontiques, quelle est la situation des deux communautés entre 1261 et 1310? Le traité de Nymphée autorise, on le sait, les Génois à commercer en mer Noire, fermée à tous les ennemis de la Superbe, à l'exception des Pisans, qualifiés par Michel VIII de *fideles nostri imperii*<sup>11</sup> Cette expression implique sans doute qu'un accord antérieur a été conclu, entre Pise gibeline et l'empire de Nicée, peut-être à l'occasion du rapprochement entre Frédéric II et Jean Vatatzès<sup>12</sup>. Quoi qu'il en soit, les Pisans obtiennent ainsi, à l'égal des Génois, la possibilité de se rendre en mer Noire, d'y commercer et d'y fonder quelques comptoirs. Le font-ils réellement, ou bien se contentent-ils de suivre les traces d'autres Occidentaux? Les indications des sources sont bien maigres; l'on voit un Pisan acheter à Trébizonde en 1281 des étoffes à Giacomo di Corvaria, marchand génois<sup>13</sup>. Huit ans plus tard, *Jacobus Pisanus* est témoin d'un reçu

---

<sup>9</sup> BRATIANU 1969, pp. 219, 225-227.

<sup>10</sup> Sur ce sujet, voir en dernier lieu RICHARD 1984, pp. 120-134.

<sup>11</sup> MANFRONI, p. 794.

<sup>12</sup> BORSARI 1955, p. 488; MERENDINO, pp. 371-384.

<sup>13</sup> BRATIANU 1927, p. 75.

rédigé à Caffa<sup>14</sup>; il est d'ailleurs le seul Pisan que l'on y rencontre parmi les quelques seize cents noms connus. A ces rares mentions s'opposent les dires de Marco Polo; selon lui Vénitiens, Génois, Pisans et maintes autres gens naviguent chaque jour sur la Grande Mer<sup>15</sup>. L'existence d'un Porto Pisano, l'actuelle Siniawka sur la mer d'Azov, pose également problème. Cet établissement, cité par Pegolotti et par un manuel de marchand de 1315, est totalement ignoré par les actes de la pratique et par la *Memoria de tucte le mercantie*, rédigée à Pise en 1278<sup>16</sup>; il n'apparaît pour la première fois que vers 1313 sur l'atlas de Pietro Vesconte<sup>17</sup>, c'est-à-dire à un moment où les Occidentaux retrouvent les voies de la mer Noire septentrionale, d'où les armées du khan Tohtu les avaient expulsés en 1307. A ces deux exceptions près, les Pisans ne semblent guère avoir d'initiative en mer Noire à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle; leurs activités y demeurent très modestes, même si quelques marchands ont pu établir un relais sur les rivages de l'actuelle mer d'Azov, dans les années suivant la mort du khan Tohtu. Dans ces mêmes régions, la fortune des Génois est beaucoup plus éclatante. Le comptoir de Caffa est créé dans les années 1270-1275; dès 1281, les ports du bas-Danube, Vicina, Moncastro et le littoral de l'empire de Trébizonde sont l'objet, de la part des Génois de Péra, d'investissements commerciaux supérieurs à ceux qui sont destinés à la métropole<sup>18</sup>. En 1289-1290, la prospérité de Caffa est déjà étonnante: une communauté de près de quinze cents Latins, à 79% d'origine ligure, des investissements répartis dans l'ensemble des régions pontiques, de Tana à Siwas, et de Vicina à Trébizonde<sup>19</sup>. En moins de quinze ans, un établissement parti de rien l'emporte sur le petit comptoir vénitien de Soldaïa et concentre peu à peu toutes les richesses environnantes pour les exporter vers l'Occident.

Au-delà des comptoirs du littoral pontique, bien rares sont encore ceux qui s'aventurent à l'intérieur du continent eurasiatique. En 1247, Jean de Plan Carpin a rencontré un Génois Michel et un Pisan originaire d'Acre,

---

<sup>14</sup> BALARD 1973, doc. 42.

<sup>15</sup> MARCO POLO 1955, p. 338.

<sup>16</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, p. 54; BAUTIER 1970, p. 316; LOPEZ - AIRALDI, pp. 99-133.

<sup>17</sup> KRETSCHMER, pp. 111 et 645.

<sup>18</sup> BRATIANU 1969, p. 233.

<sup>19</sup> BALARD 1978, II, pp. 850-856.

*Iacobus Renerius*, lors de son passage à Kiev<sup>20</sup>. Dans le khanat des Il-khans de Perse, deux Pisans sont témoins en 1263 de la rédaction du testament du Vénitien Pietro Viglioni<sup>21</sup>. Quant aux Génois, ils apparaissent en petit nombre sur la place de Tabriz vers 1280<sup>22</sup>. Auprès du khan Argoun, Buscarello de' Ghisolfi joue le même rôle d'auxiliaire diplomatique que dix ans plus tard le célèbre Isol le Pisan auprès du khan Ghazan<sup>23</sup>. Ces personnalités sont plus des aventuriers, isolés au sein des principautés russes ou mongoles, que des initiateurs d'une domination politique ou commerciale durable.

Le contraste entre le dynamisme génois et la faiblesse pisane est tout aussi éclatant à Constantinople. Pourtant en 1261, Michel VIII Paléologue avait autorisé les Pisans à réoccuper leur ancien quartier, proche de la porte Ikanatissa, sur les rives de la Corne d'Or, dans le voisinage de l'établissement concédé aux Génois<sup>24</sup>. Mais ceux-ci vont en être rapidement dépossédés à la suite de la trahison de leur podestat; exilés à Héraclée, ils ne retrouvent qu'en 1267-1268 le droit de revenir à Constantinople, ou plutôt à Péra-Galata, face à la ville impériale. Ce nouveau quartier génois se développe vite; encore modeste en 1281, ravagé par les Vénitiens en 1296, il est reconstruit dans les années suivantes et s'étend sur près de six hectares en mai 1303. Andronic II est même contraint d'autoriser les Génois à pourvoir eux-mêmes à la défense de leur quartier; concession imprudente qui allait permettre, malgré un grave incendie en 1312, de doter le comptoir de maisons fortifiées et d'une première enceinte<sup>25</sup>. Les actes notariés instrumentés à Péra en 1281 nous font connaître six cent trente-sept personnes, parmi lesquelles l'on ne dénombre que deux Pisans<sup>26</sup>. Pachymère lui-même note la taille réduite de la communauté pisane de Constantinople<sup>27</sup>, dont on ignore l'essor et l'activité propres à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>20</sup> PLAN CARPIN, p. 132.

<sup>21</sup> STUSSI, pp. 23-27.

<sup>22</sup> BALARD 1978, I, pp. 138-139.

<sup>23</sup> DESIMONI 1879, p. 551; BRATIANU 1929, p. 186; JANSSENS 1969, p. 93. Sur Isol le Pisan, voir en dernier lieu RICHARD 1970, pp. 186-194, réimprimé dans RICHARD 1976a.

<sup>24</sup> PACHYMERIS 1835, I, pp. 162-163; DÖLGER, n. 1898.

<sup>25</sup> BALARD 1978, I, pp. 182-186.

<sup>26</sup> BRATIANU 1927, pp. 103 et 139.

<sup>27</sup> PACHYMERIS 1835, I, p. 168.



En mer Égée et en Romanie latine, Gênes accroît son influence, alors que celle de Pise reste limitée. Il suffit de rappeler les succès obtenus par les deux frères Benedetto et Manuele Zaccaria: concession des alunières de Phocée sans doute en 1264, occupation de Chio en 1304, établissements à Adramyttion et à Smyrne, autant de faits qui concrétisent une volonté de domination sur le littoral micrasiatique, où les Pisans n'apparaissent guère qu'à Anea, au sud de Smyrne<sup>28</sup>. Sur l'autre face de la mer, dominée par les Vénitiens, les deux nations jouent un rôle modeste; à Candie, d'où les Génois sont totalement absents, des *colleganze* conclues en 1301 et 1302 mettent en présence des marchands vénitiens et pisans<sup>29</sup>. En revanche, quelques Génois, avec à leur tête un consul – Sesto Codino en mai 1305 – sont établis à Thessalonique et à Cassandria, où l'on ne rencontre guère de Pisans<sup>30</sup>. De même, quelques Pisans fréquentent occasionnellement Clarence, le grand port de la Morée franque, qui représente pour les Génois après 1274 une escale intéressante sur les routes de l'Outremer<sup>31</sup>.

La concurrence entre Pisans et Génois est plus vive en Méditerranée orientale. Dès les premières phases de son expansion outre-mer, Pise a attaché beaucoup d'importance à ses relations avec l'Égypte.

Pour avoir su dépasser la barrière qui dans le monde médiéval séparait le monde islamique et la *Respublica* chrétienne, les Pisans ont établi en Égypte des positions solides dès l'époque fatimide. Le pays est devenu pour eux une terre de contrat (*dar al-muwada'a*), où leurs devoirs et leurs droits sont définis par les textes et confortés par des échanges constants d'ambassadeurs<sup>32</sup>. Les relations s'espacent néanmoins au temps des croisades de saint Louis. Après 1270, l'abondance relative des documents commerciaux manifeste une reprise des courants traditionnels, tant de Pise même que de la Petite Arménie ou de la Terre Sainte vers l'Égypte. On a justement remarqué que la *Memoria* pisane de 1278, qui ignore Constantinople et la mer Noire, s'ouvre par un long développement sur Alexandrie. Cette rubrique occupe

---

<sup>28</sup> BERTOLOTTO, p. 528; BALARD 1984b, doc. 143.

<sup>29</sup> MOROZZO DELLA ROCCA 1950, docc. 194, 344, 576 et 577.

<sup>30</sup> BALARD 1978, I, p. 164.

<sup>31</sup> TERLIZZI, pp. 448-449; PREDELLI, I/1, n. 339, pp. 80 et 344, p. 81; BALARD 1978, I, pp. 163-164.

<sup>32</sup> ALLMENDIGER.

deux fois plus de place que celle qui est consacrée à Acre<sup>33</sup>. L'importance de la colonie pisane est encore soulignée par le fait que deux personnages, un consul et un *fondacarius*, en assument la direction.

En dehors d'Alexandrie, les Pisans fréquentent Damiette, où l'un de leurs notaires instrumente dans le fondouk de Bederi. Après 1285, les actes commerciaux concernant l'Égypte disparaissent<sup>34</sup>. Pise aurait-elle obéi sans réticence aux injonctions pontificales interdisant le commerce avec les Sarrasins, tandis que sa rivale, qui a conclu un traité le 13 mai 1290 avec le sultan Qalawun, y obtempérait de mauvais gré dans les années suivant 1291? En effet aucune interruption totale du trafic avec l'Égypte n'est notable au début du XIV<sup>e</sup> siècle; en 1309, encore, un notaire, *Bonibolognus Balianus*, instrumente dans le fondouk des Génois à Alexandrie<sup>35</sup>. Un mince courant d'affaires, attesté par le manuel de commerce des années 1315<sup>36</sup> se maintenait donc avec l'Égypte, et il est probable que les Pisans devaient y participer, à l'égal des Génois.

Si l'on passe en Syrie-Palestine, les positions des deux rivaux se distinguent. Les Pisans ont fait d'Acre le centre de leurs trafics; des notaires instrumentent *in ruga Pisanorum* près de l'église Saint-Pierre; une vingtaine de documents commerciaux, rédigés entre 1263 et 1285, atteste l'essor des échanges, non seulement avec la métropole, mais aussi avec l'Égypte<sup>37</sup>. C'est là que siège le représentant pisan outre-mer, qualifié de *consul Accon et totius Syrie*. Les Pisans semblent avoir participé à la défense de la ville, lors de l'attaque des troupes d'al-Ashraf en 1291: une chronique chypriote leur attribue la construction de machines de guerre pour défendre la place<sup>38</sup>. Lorsque celle-ci tombe au pouvoir des Mamlûks, les rescapés pisans gagnent Chypre, reviennent à Pise ou vont s'établir à Ancône. En dehors d'Acre, quelques Pisans sont établis à Beyrouth et à Tyr, bien que cette dernière ville soit devenue le centre des activités génoises après 1258<sup>39</sup>.

---

<sup>33</sup> LOPEZ - AIRALDI, p. 112.

<sup>34</sup> OTTEN-FROUX 1983.

<sup>35</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGee), *Notai antichi*, n. 119, cc. 116v-117r.

<sup>36</sup> BAUTIER 1970, pp. 314 et 319-320.

<sup>37</sup> OTTEN-FROUX 1983.

<sup>38</sup> DE MAS LATRIE 1891, pp. 222-223

<sup>39</sup> RÖHRICHT, n. 1413; DESIMONI 1881, n. 61, p. 526.

Expulsés d'Acre, les Génois ont en effet transféré leurs intérêts à Tyr. En 1264, l'on voit ainsi tous les résidents génois, réunis en *parlamentum*, prêter serment au seigneur de la ville, Philippe de Montfort. Celui-ci leur accorde la liberté de commerce et le tiers du revenu de la chaîne, tandis que les Génois s'engagent à utiliser les mesures appartenant au seigneur de Tyr et à défendre la ville contre quiconque<sup>40</sup>. Même si Jean de Montfort consent à restituer aux Vénitiens les privilèges dont son père les avait privés, Tyr reste une base génoise jusqu'à la fin de la Syrie franque. L'ultime succès génois est obtenu à Tripoli dont les princes avaient été longtemps résolument hostiles à la Commune. Lorsque meurt, sans héritier, Bohémond VII, les vassaux de Lucie d'Antioche, soeur du défunt, forment une commune, dirigée par Barthélemy de Gibelet. Ce dernier offre le tiers de la ville à Gênes, en échange de son appui. Benedetto Zaccaria, envoyé par la Commune, conclut une ligue avec les habitants, se réconcilie avec Lucie, et prend quasi possession de la ville au nom de Gênes. Quelques mois plus tard, le sultan Qalawun, alerté par d'autres Latins, met le siège devant Tripoli et s'en empare, sans que les Génois aient pu vraiment mettre la ville en défense. Gênes, quant à elle, désavoue Benedetto Zaccaria, qui a outrepassé les ordres reçus, et, en promouvant une politique de résistance aux Mamlûks, a provoqué l'emprisonnement de tous les Génois en Égypte<sup>41</sup>.

L'affrontement entre Pisans, alliés aux Vénitiens, et Génois en Terre Sainte a entraîné en fait toutes les possessions franques dans une guerre civile aux lointaines conséquences. D'un côté, les Hospitaliers et les seigneurs de Tyr et de Gibelet favorisent Gênes; de l'autre, les Templiers et les princes d'Antioche-Tripoli sont partisans des Pisans et des Vénitiens, tout en entravant la remise en ordre tentée par Hugues III de Lusignan. La tentation est grande pour l'une des parties d'appeler les Mamlûks à l'aide pour empêcher l'autre d'accroître son influence; on le voit bien en 1288 lorsque des marchands, sans doute pisans ou vénitiens, viennent démontrer à Qalawun que l'escadre génoise établie à Tripoli peut menacer l'Égypte ou en contrôler le commerce; il importait donc de détruire au plus vite la nouvelle domination de Gênes à Tripoli<sup>42</sup>. Le sultan saisit bien sûr le prétexte; la chute de Tripoli en avril 1288 annonce l'écroulement prochain de toute la Syrie franque.

---

<sup>40</sup> RÖHRICHT, n. 1331.

<sup>41</sup> CARO, II, pp. 119-131.

<sup>42</sup> *Gestes des Chiprois*, p. 234; CARO, II, p. 127; GROUSSET 1934, III, p. 740.

Avant même 1291, les marchands pisans et génois se sont assurés des positions de repli en Chypre et en Petite Arménie. Dans le royaume des Lusignan, les Génois ont reçu des privilèges bien avant leurs rivaux; dès juillet 1218, ils sont exemptés de toute taxe douanière et obtiennent deux terrains à Limassol et à Famagouste, ainsi que le droit de juger leurs ressortissants. En 1288, Benedetto Zaccaria, outrepassant les pouvoirs qui lui avaient été accordés, conclut une alliance défensive et offensive avec le roi Henri II; la Commune doit dénoncer le traité car il ne tient aucun compte des conventions conclues avec d'autres puissances et l'obligerait à des dépenses excessives. Il s'en suit une dégradation durable des relations entre Gênes et la cour de Chypre, d'autant que la piraterie et le début des hostilités entre Gênes et Venise (guerre de Curzola) ont bien souvent pour cadre les eaux chypriotes, parfois même le port de Famagouste. On en arrive en 1299 à une situation très tendue: les Génois réclament au roi de fortes indemnités, sous peine de boycotter le commerce de l'île; Henri II réplique en menaçant de saisir tous leurs biens. La rupture est néanmoins évitée, et la communauté génoise peut continuer à mener des affaires que le notaire Lamberto di Sambuceto enregistre de 1296 à 1310<sup>43</sup>.

Les Pisans ont eu eux aussi des contacts avec Chypre bien avant le repli de 1291: l'île constituait un relais inévitable sur la route de la Terre Sainte. Toutefois ce n'est qu'après la chute d'Acre que se trouvent établies les bases de leur colonie insulaire. En octobre 1291, Henri II de Lusignan accorde aux Pisans des privilèges commerciaux et juridictionnels: la liberté de circulation dans l'île; le droit d'avoir un consul rendant la justice dans les différends entre Pisans et sujets du roi, sauf sur le fait de bourgeoisie; la réduction à 2% des droits sur les marchandises et à 10% sur les nolisements; la promesse de restituer les biens des morts intestats; la suppression enfin du droit royal d'épave<sup>44</sup>. Immédiatement de petites communautés se développent, à Nicosie où instrumente en 1294 le notaire Pietro Stornello, originaire d'Acre<sup>45</sup>, à Limassol, où réside le consul *Nucius Vermicallis* en 1293 et où se tient une cour des Pisans, dont le notaire *Totus* est le scribe en 1300 et son confrère *Iacobus* en 1302<sup>46</sup>; à

---

<sup>43</sup> Sur tout ceci, voir EDBURY 1986, II, pp. 109-126; BALARD 1985d, pp. 251-263.

<sup>44</sup> MÜLLER, n. LXXIII, pp. 108-109.

<sup>45</sup> BAUTIER 1970, p. 323, doc. 6.

<sup>46</sup> OTTEN-FROUX 1981, II, docc. 105 à 107, 113 et 117; POLONIO 1982, doc. 73; ASGe, *Notai antichi*, n. 173, c. 23v.

Famagouste surtout, où les actes de Lamberto di Sambuceto nous font connaître une communauté de 135 membres, c'est-à-dire le plus fort groupe « national » en dehors des Génois et Ligures. Il devance en effet de peu la communauté vénitienne – 128 noms connus – pour laquelle notre notaire a cependant instrumenté pendant quelques semaines<sup>47</sup>. Il représente le dixième des membres de la colonie génoise, clients attirés de Lamberto, et a, à sa tête, un consul, *Thomas Coffinus*, attesté en 1300<sup>48</sup>. Il y a donc coexistence dans la même ville, peut-être même autour de *loggie* séparées par quelques mètres, d'une communauté génoise en plein essor et d'un groupe pisan fort étoffé, vingt ans après la Meloria.

Il en est de même en Petite Arménie. Le principal port, l'Aïas, est le point de départ d'une des routes de Tabriz, fréquentées dès la fin des années 1250, c'est-à-dire avant même que les Occidentaux ne puissent accéder à la capitale des Il-khans par la voie de Trébizonde. Dès 1263, l'on voit apparaître le nom d'un vicomte des Pisans installé à l'Aïas, Iacopo de Morelli, ce qui implique l'existence d'une communauté déjà importante<sup>49</sup>. Marco Polo, qui en 1271 y entreprend son grand voyage vers Khanbalig, signale que les trois communautés, Vénitiens, Pisans et Génois, y tiennent des entrepôts et y mènent un commerce actif<sup>50</sup>. Grâce aux actes notariés génois qui y sont instrumentés en 1274 et 1279, nous connaissons une cinquantaine de Pisans établis à l'Aïas ou qui y viennent pour leurs affaires: des marchands, mais aussi un notaire et même un *doctor gramatice*, sans doute employé par les Hethoumides<sup>51</sup>. La communauté est dirigée par un consul, assisté d'un huissier<sup>52</sup>. Trente ans plus tard, elle subsiste. Le consul Bindus Sichamengi, cité en janvier 1300, la dirige encore en 1304, lorsqu'il figure sur la liste des personnes spoliées lors de l'attaque des Vénitiens contre le fort de l'Aïas<sup>53</sup>. Les liens d'affaires des Pisans de Famagouste avec la Petite Arménie sont si intenses qu'ils supposent l'existence de correspondants permanents à l'Aïas;

---

<sup>47</sup> BALARD 1987d, pp. 589-603.

<sup>48</sup> POLONIO 1982, doc. 254.

<sup>49</sup> ROSSI SABATINI, p. 27, note 3; HERLIHY, p. 195.

<sup>50</sup> MARCO POLO 1955, p. 20.

<sup>51</sup> DESIMONI 1881, pp. 434-534. Voir VELLE, pp. 79-115.

<sup>52</sup> DESIMONI 1881, pp. 444, 446-448.

<sup>53</sup> DESIMONI 1884, pp. 3-120 et DESIMONI 1893, pp. 58-139, 275-312 et 321-353; DESIMONI 1884, doc. XXXIII; THOMAS, I, n. 11, pp. 21-22 et n. 37, pp. 67-69.

la ville demeure, jusqu'à la fin de notre période, un comptoir très fréquenté par les Pisans.

La colonie génoise d'Arménie eut une croissance au moins aussi rapide; à ses origines, un premier privilège obtenu du roi Léon II en 1201. Les actes notariés de 1274 et 1279 nous montrent une communauté prospère, placée sous l'autorité d'un consul et *vicecomes*, *Philippinus Tartaro*, puis Leo di Negro<sup>54</sup>. Lors de sa mission en Méditerranée orientale, Benedetto Zaccaria renforce les liens: Léon III en 1288, puis son fils Hethoum II l'année suivante, abaissent les droits payés par les Génois et leur accordent un nouvel entrepôt<sup>55</sup>. Rien d'étonnant, dès lors, si la Petite Arménie vient en tête des investissements effectués par les Génois de Famagouste dans les années 1300<sup>56</sup>; l'existence de la grande voie menant vers Tabriz, en même temps que les trafics portant sur les produits régionaux, justifient l'importance de la colonie génoise de l'Aïas, sur laquelle manque malheureusement une information directe concernant le début du XIV<sup>e</sup> siècle.

De ce tableau des comptoirs génois et pisans en Méditerranée orientale à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs constatations se dégagent. Tout d'abord la prédominance génoise en haute Romanie et en mer Noire. A Caffa aussi bien qu'à Péra et Constantinople, les Pisans jouent un rôle modeste, pour ne pas dire insignifiant. Malgré les concessions byzantines qui leur ont été faites au lendemain de la reconquête de Constantinople par les Grecs, ils n'ont pu prendre pied solidement dans les régions pontiques et ont laissé les Génois exploiter les ressources de la mer Majeure. Les aventuriers pisans, rencontrés à Kiev et à Tabriz ou établis tardivement à Porto Pisano, pèsent de peu de poids face aux grandes familles génoises représentées à Caffa et à Péra; tant par leurs implantations que par leurs investissements, les Génois contrôlent le commerce des régions pontiques, et surtout les débouchés des deux routes mongoles de la soie et des épices, Tana et Trébizonde. En revanche, en Méditerranée orientale, les Pisans ont su maintenir des positions acquises dès le XII<sup>e</sup> siècle et peut-être même, dans le cas de l'Égypte, antérieurement. Leurs communautés d'Alexandrie et d'Acre sont au moins aussi actives que celles des Génois qui résident ou se rendent en Égypte et en Terre Sainte.

---

<sup>54</sup> DESIMONI 1881.

<sup>55</sup> *Liber Iurium*, II, col. 183 et sq.; cfr. CARO, II, p. 126.

<sup>56</sup> BALARD 1985d.

Dans les deux positions de repli que constituent, face au monde musulman, la Petite Arménie et Chypre, les Pisans forment un groupe national compact qui coexiste avec celui des Génois, des Vénitiens et des Provençaux. Entre les deux ensembles, haute Romanie et Méditerranée orientale, se situent les lieux d'affrontement entre Pisans et Génois d'Orient: la mer Égée et les abords de la Terre Sainte voient se dérouler les principales opérations navales et les coups de main des pirates des deux bords.

Dans les années qui suivent la guerre de Saint-Sabas, les escarmouches ne manquent pas. En 1267, une flotte génoise, sous le commandement de Luchetto Grimaldi, vient attaquer Acre, s'empare de la tour des Mouches et met le feu à deux navires pisans avant de se retirer vers Tyr<sup>57</sup>. En 1281, les Hospitaliers alliés aux Génois se prennent de querelle avec les Pisans au sujet de la garde des murs et des portes d'Acre<sup>58</sup>. L'année suivante, les Pisans font éclater leur joie en apprenant l'échec de Guy de Gibelet, protégé par les Génois, qui cherchait à s'emparer de Tripoli<sup>59</sup>. C'est alors qu'éclate en Occident le conflit entre les deux républiques maritimes. Les conséquences en Orient ne semblent pas être immédiates; en 1287 seulement, une flotte génoise, commandée par Rollando Ascherio, vient provoquer les Pisans dans le port d'Acre. Malgré la médiation des Templiers et des Hospitaliers, le combat s'engage; les Pisans sont battus, quelques-uns de leurs vaisseaux pillés et le port d'Acre est pour quelques jours aux mains des Génois<sup>60</sup>. Le traité de 1288 met fin à ces affrontements stériles. Gênes exige de sa rivale, vaincue à la Meloria, la restitution de l'ancien quartier qu'elle possédait à Acre avant la guerre de Saint-Sabas; elle demande la destruction de la nouvelle tour des Pisans ainsi que toutes fortifications bâties sur le territoire annexé par les Pisans en 1258<sup>61</sup>. Succès sans lendemain, puisque trois ans plus tard la ville d'Acre tombait aux mains des Mamlûks.

Une piraterie endémique se développe en ces mêmes régions, où aucune puissance navale n'est assez forte pour assurer la liberté des communications. En mer Égée, les premiers Paléologues ne réussissent pas à rétablir le

---

<sup>57</sup> *Annali genovesi*, IV, pp. 103-104; *Gestes des Chiprois*, p. 186; SANUDO, II, p. 223.

<sup>58</sup> DELAVILLE LE ROULX 1894, III, n. 3771, p. 420.

<sup>59</sup> *Gestes des Chiprois*, pp. 212-213.

<sup>60</sup> *Ibidem*, p. 226-230; *Annali genovesi*, V, pp. 76-77.

<sup>61</sup> *Liber Iurium*, II, coll. 127-164.

pouvoir impérial et encore moins la thalassocratie qui a fait la gloire de Byzance à la fin du X<sup>e</sup> siècle. Des doléances vénitiennes y signalent entre 1267 et 1280 l'action de pirates pisans: *Villanus Pisanus* en 1267, *Pari Pisanus* de Thessalonique dix ans plus tard, *Bulgarinus Pisanus* de Rhodes, *Rolandus Pisanus* et son gendre Pardo<sup>62</sup>. Les eaux byzantines ne sont pas épargnées. En 1290, le gouvernement génois réclame au basileus Andronic II des dédommagements pour les méfaits commis par les pirates pisans: *Zola Pisanus*, bourgeois d'Anea, à Rhodes, *Iobanes Pisanus* à Rhodes et *Robertus Pisanus* à Smyrne<sup>63</sup>. D'autres ont comme base d'action l'île de Nègrepont<sup>64</sup>. La piraterie gagne même la mer Noire: en 1277, deux galères pisanes viennent provoquer les Génois de Péra; elles s'avancent ensuite en mer Noire, vers Sinope puis Soldaïa, où les Génois réussissent à les détruire<sup>65</sup>.

A cette exception près, les zones d'affrontement se situent soit en mer Égée, soit aux abords de la Terre Sainte, c'est-à-dire là où le pouvoir local est faible. Les deux communes rivales y soutiennent l'action des pirates et les opérations de course, moyen habituel d'interdire des trafics, de défendre ou d'élargir la zone d'implantation particulière. Au contraire, en Chypre et en Petite Arménie, Génois et Pisans coexistent sans trop de difficultés; ils sont tenus en bride par un pouvoir royal qui a su limiter les concessions qu'il leur a accordées.

Deuxième constatation: à aucun moment dans l'histoire de la présence pisane en Orient, la défaite de la Meloria ne marque une rupture ou un rétrécissement des possibilités d'action. En Égypte, le recul est davantage le fait de l'expansion mamlûke vers la Terre Sainte et des prohibitions pontificales que du déclin des investissements ou des moyens de navigation pisans. En Syrie-Palestine, le traité pisano-génois de 1288 rétablit les droits des Génois à Acre, sans trop léser l'influence des Pisans qui résistent jusqu'aux premières heures de l'assaut mamlûk. A l'Aïas, comme à Famagouste, aucun signe de déclin ne se décèle après 1284. Les privilèges pisans en Chypre sont établis par la concession d'Henri II de Lusignan en 1291, et la communauté pisane de Famagouste apparaît singulièrement florissante dans les premières

---

<sup>62</sup> TAFEL - THOMAS, III, pp. 194, 263-264; voir également CHARANIS 1950, pp. 127-136, rééd. dans CHARANIS 1973b.

<sup>63</sup> BERTOLOTTI, pp. 528 et 530.

<sup>64</sup> HOPF 1873, pp. 146-147.

<sup>65</sup> *Annali genovesi*, IV, p. 180.



années du XIV<sup>e</sup> siècle. L'affaiblissement de Pise en Orient après la Meloria serait-il un mythe qui ne résiste pas à l'épreuve d'une documentation éparsée, mais réelle? L'examen de la société coloniale, des institutions et des activités déployées en Orient doit permettre de nuancer le jugement.

La comparaison ne peut porter que sur des comptoirs pour lesquels nous disposons d'actes instrumentés *in situ*. Eux seuls permettent de connaître la composition de la société coloniale à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle: c'est le cas à Caffa, Péra, l'Aïas et Famagouste. Les Génois d'Outre-Mer sont dominés par des membres de cette « aristocratie du sang et de la fortune » qui constitue des groupes de pression politique en métropole et domine le grand commerce méditerranéen. Dans les quatre comptoirs se rencontrent les plus grands noms de Gênes; à Péra en 1281, dominant les Cigala, Lercari, Mallone, di Negro; à Caffa en 1289-90, les di Negro, Mallone, Doria, Salvago, Cibo; à l'Aïas en 1274-1279, les di Negro, Lercari, Grimaldi, Piccamiglio; à Famagouste en 1296-1310, les de Mari, Salvago, Grimaldi, Doria et Spinola<sup>66</sup>. En dehors de ces « clans familiaux », beaucoup de gens modestes ont tenté l'aventure d'outre-mer: petits marchands, facteurs des grandes maisons de Gênes, artisans préférant les risques de la mer au labeur monotone de l'échoppe, marins et pêcheurs saisis par l'appât du gain. L'émigration outre-mer touche dans les quatre comptoirs un grand nombre de bourgades de la Ligurie et de l'Apennin intérieur, de sorte que toutes les terres d'Occident sous la domination génoise participent à ce grand transfert d'hommes et de capitaux entre les deux rives de la Méditerranée<sup>67</sup>. L'émigration a vraiment un caractère national: toutes les *compagne* de la métropole, beaucoup de villages de la banlieue ont envoyé des fils en Méditerranée orientale.

La communauté pisane d'outre-mer la moins mal connue est celle de Famagouste. Forte, on l'a vu, de cent trente-cinq membres, elle devance de peu la communauté vénitienne. Quelle en est la composition? On y trouve à la fois des Pisans déjà établis en Orient et des membres de la noblesse et du *popolo* de Pise. Parmi les premiers, on dénombre onze Pisans venus de Terre Sainte: huit d'Acre, un de Tripoli, un de Tortosa et un de Beyrouth; ils forment donc 8% de l'effectif, soit une proportion quasi identique à celle des

---

<sup>66</sup> BALARD 1978, I, pp. 235-236; BALARD 1984c, p. 30.

<sup>67</sup> On notera toutefois que les Ligures se trouvant à l'Aïas et à Famagouste proviennent davantage des gros bourgs côtiers que des villages de l'intérieur, et de la Riviera du Ponent que de celle du Levant qui, elle, fournit de gros effectifs à Péra et à Caffa.

réfugiés de Syrie-Palestine, que nous livre l'ensemble des actes notariés de Famagouste<sup>68</sup>. De la ville même de Pise, vient une grande partie de la communauté: sont ainsi citées quelques paroisses d'origine, comme Saint-André Forisporta, San Casciano de Kinzica et Saint-Ilarion. Les bourgs du *contado* pisan ont envoyé quelques représentants: Montemagno, Cascina, Calci et val di Serchio. De même des Pisans expatriés à Messine, Volterra et Ancône viennent en Chypre pour leurs affaires. Du point de vue du rang social, les familles du *popolo* dominant: Alliata, Benencasa, da Campo, Grassi, Rossi, Sciorta; mais les nobles sont assez bien représentés avec des membres des familles da Caprona, Casalberty del Polta, Gualandi Bocci, Lanfranchi, Lanfreducci et Malabarba. En dehors de ceux qui se disent marchands ou se livrent à des activités commerciales, on relève trois notaires, dont deux sont au service de la Cour des Pisans à Limassol, trois courtiers, et des artisans, forgeron, tondeur de drap, tailleur, fabricant de flèches. La composition sociale et professionnelle du groupe pisan ne diffère donc pas beaucoup de celle des Génois, quoique chez le premier la prédominance de l'aristocratie soit moindre.

Deux autres caractères, mobilité et masculinité, rapprochent les deux communautés. Leurs membres, pour la plupart, sont des commissionnaires de passage, des « facteurs » venus le temps d'une saison. Les Génois d'Orient en majorité se disent *cives Ianuenses* ou *habitatores Ianue*; en 1281, aucun ne se qualifie de bourgeois ou d'habitant de Péra; en 1289-1290, un seul porte le titre de *burgensis de Caffa*; à Famagouste de 1296 à 1310, ils sont un peu plus nombreux à se dire *habitatores* ou *burgenses Famagoste*, mais restent une minorité face à tous les citoyens de Gênes. Du côté pisan, la disproportion est du même ordre: 17 se disent *habitatores* ou *burgenses Famagoste* et trois *habitatores Nimoccii*, soit 15% seulement de l'effectif. Pour beaucoup donc, l'émigration n'a pas encore acquis un caractère stable et définitif; les émigrants temporaires, pour lesquels la vie dans les comptoirs d'outremer est une brève expérience avant le retour en métropole, l'emportent de loin sur les résidents expatriés.

D'où, bien sûr, la jeunesse et la masculinité de cette société d'outremer. Jeunesse, car elle comprend beaucoup de fils de famille, de frères ou de collatéraux envoyés en Orient pour faire leur apprentissage des affaires. Les testaments sont peu nombreux; les marchands surpris par l'approche de la mort sont généralement célibataires ou ont des charges de famille limitées à

---

<sup>68</sup> BALARD 1984c, p. 34.

un ou deux enfants. Il s'agit d'hommes jeunes qui ont entrepris un voyage d'affaires en Orient, sans avoir la pensée de s'y établir définitivement. Société de jeunes, mais aussi société d'hommes. Peu de femmes comparaissent dans les actes notariés d'outre-mer. A Caffa en 1289-90, il n'y en a aucune dans les grands noyaux familiaux qui dominent la vie économique du comptoir, à l'exception de Margherita di Camogli qui épouse Guirardo Cattaneo<sup>69</sup>. Seules quelques petites gens vivent avec leur famille, et les liens du mariage que l'on discerne unissent des Latins à des Orientales, peut-être d'anciennes esclaves<sup>70</sup>. A l'Aïas en 1274-1279, les quelques rares familles que l'on rencontre sont celle de Nicoloso de Murta, qui vit avec sa femme Franca Dighina et sa fille Alasia, et celle de Vivaldo di Quinto, marié à Benvenuta, mais qui se qualifie d'*habitor Baruti*<sup>71</sup>. A Famagouste, la situation est un peu différente; il existait sur place depuis un siècle une société franque ayant établi des liens multiples avec les Latins de Terre Sainte. On ne s'étonnera pas dès lors de rencontrer un certain nombre de femmes qui ont épousé des Génois et des Vénitiens, et des familles solidement établies, telle celle du Génois Lanfranco di Romea, qui par testament institue ses six enfants héritiers de ses biens<sup>72</sup>. Tout se passe comme si, sur la lancée d'une colonisation ancienne en Terre Sainte, une société coloniale génoise et pisane s'était développée en Chypre, beaucoup plus tôt que sur les rives du Bosphore ou de la mer Noire.

Génois et Pisans mettent en place outre-mer des institutions fort semblables, et qui prennent en compte toute l'expérience acquise par l'administration coloniale en Terre Sainte. Leur définition est quasi contemporaine: du côté génois ce sont des statuts de 1290, repris dans le texte des ordonnances promulguées en 1300 par le vicaire des Génois en Roumanie, Gavino Tartaro, et en 1304 par le podestat Rosso Doria. Connus improprement sous le nom de « statuts de Péra », ces textes sont en fait un extrait de code génois, dans lequel seuls les derniers paragraphes, formant le livre VI, concernent plus particulièrement les colonies orientales et s'appliquent sans distinction à tous les représentants de la Commune en Orient<sup>73</sup>. Du côté pisan, le *Breve*

---

<sup>69</sup> BALARD 1973, p. 313.

<sup>70</sup> BALARD 1978, I, pp. 255-256.

<sup>71</sup> VELLE, pp. 99-100.

<sup>72</sup> POLONIO 1982, p. 366.

<sup>73</sup> PROMIS 1871, pp. 513-780; cfr. BRATIANU 1929, p. 95; SARACENO, pp. 182-186; BALARD 1978, I, p. 358; PIERGIOVANNI 1980, pp. 80-84.

*Pisani Communis* de 1286 définit le mode d'élection et le statut des consuls *in marinis partibus*<sup>74</sup>.

Leur rôle et leur compétence sont fort proches. En haute Romanie, tous les représentants du gouvernement génois sont jusqu'en 1300 sous l'autorité du *potestas super Ianuenses in imperio Romanie*, siégeant à Péra. Les statuts de 1300 reconnaissent l'autonomie du consul de Caffa qui, au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, développe ses fonctions au détriment parfois de son collègue de Péra. En mer Noire, chacune des communautés génoises est placée sous l'autorité d'un consul nommé pour un an par le gouvernement communal: Caffa dès 1281, Trébizonde avant 1290, Vicina en 1298, Simisso en 1302, Tana et Tabriz en 1304. Le consul est assisté par quelques auxiliaires, un notaire et un huis-sier au moins. Il s'appuie, pour les décisions importantes, sur le *parlamentum* des Génois résidant ou de passage, devant lequel il présente ses lettres de créance et les ordres que lui a confiés le gouvernement de la Commune. Dans les plus grands comptoirs se substituent deux conseils à l'assemblée générale des résidents; à Caffa, par exemple, un grand conseil de vingt-quatre membres représente à part égale les intérêts des nobles et des *populares*; il désigne un petit conseil de six membres qui assiste le consul de manière permanente. On ne voit pas encore apparaître, comme au XIV<sup>e</sup> siècle, de commissions spécialisées, soit dans le domaine des finances, soit pour la conduite de la guerre ou le soin des approvisionnements. Le podestat de Péra est également nommé pour un an par les autorités de la Commune; à son arrivée, il convoque le *parlamentum* des habitants, choisit les six membres du petit conseil, par moitié parmi les nobles et les *populares*, et n'intervient pas dans l'élection du grand conseil. Il est assisté en 1281 par quatre greffiers, quelques sergents, un interprète, un damoiseau et un notaire<sup>75</sup>.

Le réseau administratif en Méditerranée orientale est quelque peu différent du précédent. Il comporte en Terre Sainte des *consules et vicecomites*, eux aussi désignés pour un an; dans chacune des villes où se trouvent des biens génois, des agents locaux, appelés eux aussi *vicecomites*, les secondent. Après 1258, ils sont subordonnés à un podestat siégeant à Tyr et qui étend sa compétence sur les consuls de l'Aïas et de Famagouste. Dans des circonstances importantes, il réunit une assemblée de tous les Génois résidents, par exemple en 1264 pour prêter serment au seigneur de Tyr, Philippe de Mont-

---

<sup>74</sup> BONAINI, I, p. 191 et sq.

<sup>75</sup> BALARD 1978, I, pp. 357-376.

fort. Des officiers secondaires, huissiers, gardien de la loge, notaire, *censarius* et trésorier assistent le podestat <sup>76</sup>. Après 1291, la hiérarchie administrative limitée désormais à Chypre et à la Petite Arménie, doit être réorganisée. On voit apparaître en Chypre un podestat qui porte le titre soit de *potestas Ianuensium in Cipro* <sup>77</sup>, soit de *potestas Ianuensium in partibus cismarinis* <sup>78</sup>. Il a sous son autorité un *consul Ianuensium in Famagosta*, remplacé par un lieutenant en 1299-1300, lorsque les Génois pour répondre aux attaques qui les ont lésés, menacent de boycotter le commerce de l'île et démantèlent en partie leur administration <sup>79</sup>. Il n'est pas certain que le consul génois à Alexandrie dépende du podestat de Tyr puis de Chypre.

L'organisation administrative des Pisans d'outre-mer présente quelques variantes par rapport à ce modèle. Leurs représentants sont nommés par les consuls de l'ordre de la mer, assistés du Petit Conseil, et non pas directement par le gouvernement de la Commune. Une seconde originalité vient du fait qu'en Égypte coexistent un consul nommé à Pise et un consul-*fundacarius* désigné par les Pisans résidant à Alexandrie. Celui-ci doit faire partie du *popolo* et appartenir à l'ordre de la mer; la durée de sa charge peut être plus longue que celle de son homologue génois, puisqu'elle peut atteindre trois ans.

Enfin, il ne semble pas qu'il existe un ordre hiérarchique parmi les représentants pisans d'outre-mer; la zone de compétence du consul d'Acre est limitée à la Syrie et la charge peut être exercée de manière collégiale. En Chypre, deux consuls pisans sont établis, l'un à Limassol, l'autre à Famagouste; l'on ne voit jamais se manifester une supériorité quelconque du premier sur le second. Tout se passe comme si la responsabilité était décentralisée et l'autorité du consul limitée à la communauté urbaine dont il a la charge.

Les similitudes dans l'exercice de leurs fonctions sont grandes. Les consuls doivent veiller à faire respecter les droits et les privilèges de leur communauté et de chacun de leurs membres. Ils sont chargés de gérer les biens de la Commune, donc de tenir les comptes de la colonie. Leurs pouvoirs de justice sont entiers sur leurs ressortissants, et, dans les procès mixtes, ne

---

<sup>76</sup> BYRNE 1928, pp. 165-180.

<sup>77</sup> BALARD 1983c, doc. 88.

<sup>78</sup> *Ibidem*, doc. 48; POLONIO 1982, docc. 242, 243, 260, 300; PAVONI 1982, doc. 87a.

<sup>79</sup> POLONIO 1982, docc. 20 et 57.

sont limités que par les accords conclus avec les pouvoirs locaux. La *curia* du consul et la *logia* qui l'abrite sont au centre de la vie de la colonie, qu'elle soit génoise ou pisane. Les représentants outre-mer restent encore des marchands comme d'autres; ils peuvent se livrer à des opérations commerciales; ce n'est qu'au cours du XIV<sup>e</sup> siècle que Gênes interdit celles-ci, afin de limiter chez ses officiers les risques de confusion entre intérêt général et intérêt privé. Les différences entre les deux systèmes d'administration viennent de la durée de fonction, plus longue chez les Pisans, limitée à un an chez les Génois. Les officiers pisans, exempts entre eux de tout lien hiérarchique, ne semblent pas soumis à des contrôles aussi suivis que les Génois à leur sortie de charge. La tutelle de la Commune de Pise sur ses représentants outre-mer paraît plus souple.

Le réseau administratif mis en place dans les comptoirs d'outre-mer a pour principale fonction de protéger les activités économiques de la communauté expatriée. Peut-on rapprocher ici encore Génois et Pisans? En haute Romanie, aucun doute n'est possible: l'exploitation des ressources de la forêt et de la steppe ainsi que les profits apportés par les trafics des routes mongoles sont réservés aux Génois<sup>80</sup>. En revanche, en Méditerranée orientale, les Pisans jouent un rôle non négligeable aussi bien à l'Aïas qu'en Chypre. Pour rendre probante la comparaison, il suffit d'examiner le cas de Famagouste. Les moyens techniques et financiers dont les Pisans disposent semblent être moindres que ceux des Génois. Les gros bâtiments, nef et galères, sont génois. La coque de Babilano Salvago en 1299 manifeste en Chypre l'adoption par Gênes de ce nouveau type de navire, symbole de la «révolution nautique médiévale». Chez les Pisans, rien de tel. Des linhs et des tarides, c'est-à-dire des unités de tonnage réduit, réservées au trafic à moyenne distance et au cabotage, sont les seuls navires qu'ils possèdent<sup>81</sup>. Lorsqu'ils participent à de longues traversées vers l'Occident, ils doivent faire appel à des navires étrangers, génois, vénitiens ou syracusains<sup>82</sup>. Est-ce la conséquence de la limitation instaurée par l'armistice du 31 juillet 1299 entre les deux Communes? Les Pisans s'y obligent à n'utiliser que des navires génois pour naviguer au-delà de

---

<sup>80</sup> BALARD 1983b, pp. 31-54.

<sup>81</sup> BALARD 1984b, I, doc. 155; II, doc. 47; POLONIO 1982, docc. 15, 207, 354; ASGe, *Notai antichi*, n. 173, c. 7v; PAVONI 1982, docc. 218 et 219.

<sup>82</sup> DESIMONI 1884, doc. LXVII; POLONIO 1982, doc. 89; PAVONI 1982, docc. 128, 218, 219; BALARD 1984b, I, doc. 9.

Naples et de la Sardaigne, tant qu'ils n'auront pas versé les indemnités prévues par l'accord<sup>83</sup>. Mais sont-ils encore liés par cette obligation en 1301 et 1302?

En ce qui concerne les investissements qu'ils réalisent, le plus élevé, une *accomendacio* de 6591 besants blancs, valeur d'une cargaison de coton exportée vers Venise, atteint à peine le tiers du montant du plus gros contrat génois, portant sur 300 salmes de blé transportées en Arménie<sup>84</sup>. Chez les Génois les *accomendaciones* de plus de 10 000 besants blancs ne sont pas rares<sup>85</sup>. Le niveau des investissements pisans est donc inférieur à celui des Génois. Mais en valeur globale, l'activité mercantile des Pisans soutient la comparaison. Le total de leurs investissements entre 1296 et 1310 s'élève à 72.952 besants blancs, en réduisant à la monnaie de Chypre des sommes exprimées en florins ou en besants sarracénats. Si l'on élimine les montants laissés à la libre disposition du marchand itinérant (*quo Deus michi melius administraverit*), les investissements commerciaux ayant une destination géographique connue s'élèvent à 51.236 besants blancs, soit pour une communauté de 135 membres, une moyenne de 379 besants par personne. Comparons avec les investissements globaux signalés par l'ensemble des actes notariés de Famagouste: leur total s'élève à 600.275 besants blancs entre 1296 et 1310<sup>86</sup>, pour un échantillon de population comportant 3.008 noms<sup>87</sup>. La moyenne générale n'est que de 199 besants blancs par personne. Le volume d'affaires menées par la communauté pisane est proportionnellement plus important que celui de toutes les autres nations occidentales réunies à Famagouste.

Il se répartit aussi de manière différente. Le tableau ci-dessous présente les directions prises par l'ensemble des investissements réalisés à Famagouste (colonnes 1 à 3) et par les investissements pisans (colonnes 4 à 6):

---

<sup>83</sup> *Liber Iurium*, p. 381 et sq.; voir CARO, II, p. 249.

<sup>84</sup> PAVONI 1982, doc. 128; DESIMONI 1884, doc. XXXV.

<sup>85</sup> DESIMONI 1884, doc. XXV; DESIMONI 1893, doc. CCXXXV; POLONIO 1982, doc. 246 et 247; BALARD 1984b, II, doc. 13.

<sup>86</sup> BALARD 1985d.

<sup>87</sup> BALARD 1984c, p. 29.

Investissements totaux			Investissements pisans		
Directions du commerce	Capitaux (en besants blancs)	%	Directions du commerce	Capitaux (en besants blancs)	%
Petite Arménie	142.837	23,79	Venise	14.891	29,06
Gênes	135.799	22,62	Petite Arménie (L'Aïas, Tarse)	12.602	24,59
Ancône	89.609	14,93	Florence	8.195	16
Venise	48.188	8,02	Provence	6.660	13
Constantinople et mer Noire	47.241	7,87	Clarence	4.375	8,53
Chypre (commerce intérieur)	36.144	6,02	Gênes	1.953	3,81
Marseille	34.149	5,70	Pouille-Ancône	1.678	3,27
Pouille	15.818	2,64	Sattalia	362	0,7
Rhodes	9.550	1,60	Tortosa	300	0,58
Candelor	8.159	1,36	Pise	220	0,43

Même si la comparaison porte sur un nombre d'actes réduit, les différences entre les deux tableaux sont éclatantes. Le réseau d'affaires pisan concerne à la fois le commerce à moyenne distance, vers la Petite Arménie et la côte turque, et les relations vers l'Occident. La place de la Petite Arménie dans les investissements pisans n'étonne pas; comme les Génois, mais en moindres quantités, les Pisans portent vers l'Aïas du froment, de l'orge et quelques balles de drap. Ils en rapportent du coton, mais les cargaisons restent modestes. Quelques draps sont transportés vers Sattalia<sup>88</sup>. Vers l'Occident, la place insignifiante prise par Pise est tout à fait étonnante: les Pisans de Famagouste n'investissent pratiquement rien dans des trafics ou des opérations de change vers leur métropole qui est ainsi totalement à l'écart de leurs activités. La Toscane n'apparaît que dans deux contrats: une *accomendacio* de 1450 florins et un contrat de change de 220 besants blancs<sup>89</sup>. La destination essentielle des investissements pisans est l'Adriatique: les Pouilles, Ancône et surtout Venise, citée dans cinq contrats conclus entre Pisans et qui portent sur des cargaisons de coton, de sucre et de poivre<sup>90</sup>; l'obligation faite aux étrangers d'utiliser un navire vénitien ou de s'associer avec un sujet de la Sérénissime semble aisément surmontée. Enfin, des investisse-

<sup>88</sup> POLONIO 1982, doc. 372.

<sup>89</sup> DESIMONI 1893, doc. CCXLVI; POLONIO 1982, doc. 142.

<sup>90</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 382, c. 112v; POLONIO 1982, doc. 323; PAVONI 1982, docc. 128, 218 et 219.



ments modestes se portent vers Gênes et vers la Provence, qui ne sont pas des terres d'accueil privilégiées pour les Pisans.

Dans ce réseau d'affaires, les Pisans s'associent à d'autres marchands. En particulier des liens étroits sont noués avec des Latins de Laodicée, les frères Damiano, Giorgio et Cosmas. Mais sur la quarantaine d'associations qu'ils forment, neuf, donc près du quart, les rapprochent d'hommes d'affaires génois. Il y a là Oddo de Sestri Ponente, *Ansermus Guidonis*, *Iacobus de Gropo*, *Raymondus de Ugone de Malcrea*, *Philipus* di San Siro et *Tondellus Spinula*. Mieux même: trois *societates* à moyen terme réunissent l'une un Pisan, un Génois et un Latin de Gibelet, l'autre un Pisan, un Anconitain et un Génois, la dernière un Pisan, un Ligure et un Lombard<sup>91</sup>. Bien que la majorité des associations soient conclues entre Pisans, les liens d'affaires dépassent de beaucoup les limites étroites de la petite communauté: d'adversaires, les Génois sont bien souvent devenus des partenaires pour les Pisans de Chypre.

Le cas de Famagouste est peut-être exceptionnel. C'est en tout cas le seul où, grâce aux hasards de la documentation, l'on voit vivre pendant plusieurs années dans le même comptoir deux communautés marchandes, si longtemps rivales, alors même que cessent les hostilités entre leurs deux métropoles. Mais déjà à l'Aïas en 1274 et 1279, il n'y avait pas de cloison étanche entre les clientèles et les réseaux d'affaires: les Pisans possédaient leurs navires, mais n'hésitaient pas à en affréter d'autres à des Génois<sup>92</sup>. Lorsque la libre concurrence est ouverte et que les tentatives de monopole sont mises en échec par la force des autorités locales – roi d'Arménie ou roi de Chypre – la collaboration entre marchands l'emporte sur l'esprit de domination.

Doit-on dès lors parler de coexistence des Génois et des Pisans en Méditerranée orientale? L'affrontement des deux nations se réduirait-il à des pulsions limitées, coïncidant avec les phases principales du conflit qui les oppose en mer Tyrrhénienne? En Orient, les deux réseaux d'affaires s'établissent presque dans les mêmes lieux; ils ne se rencontrent pourtant pas partout. Dans les régions pontiques et à Constantinople, l'effacement des Pisans a laissé le champ libre à leurs rivaux: Porto Pisano, au fond de la mer de Tana, ne saurait rivaliser avec Caffa. A l'Aïas et à Famagouste, les deux

---

<sup>91</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 382, c. 129r; BALARD 1984b, II, doc. 10; POLONIO 1982 doc. 187.

<sup>92</sup> VELLE, pp. 90-91 et 95.

nations peuvent collaborer en affaires; elles n'ont la possibilité ni d'éliminer l'autre ni d'établir un monopole. Les seuls espaces d'affrontement se réduisent à la mer Égée, où la piraterie fait rage, et aux derniers établissements francs de Terre Sainte où la lutte contre l'ennemi commun passe après la solution des rivalités mesquines entre Latins, héritées de décennies de haines et de luttes sanglantes, et dont la résurgence correspond naturellement aux années de guerre pisano-génoise en Occident.

Enfin, la bataille de la Meloria et ses conséquences n'ont pas vraiment constitué un coup d'arrêt irrémédiable à l'activité des Pisans en Orient. Ce qui a été détruit en 1284 c'est la flotte de guerre pisane, en aucun cas les nefes, les linhs et les tarides qui reliaient Porto Pisano aux grandes places commerciales du monde méditerranéen. On rencontre encore ces unités en Chypre au début du XIV<sup>e</sup> siècle, même si leur nombre et sans doute leur tonnage sont inférieurs à ceux de la flotte génoise. Partout, sauf en haute Romanie où ils ne semblent jamais avoir été des concurrents très dangereux, les Pisans restent des marchands actifs, même lorsque, comme en Égypte, les circonstances rendent l'activité commerciale difficile. Ce que la Meloria a peut-être provoqué c'est une réduction des interventions politiques du gouvernement pisan dans les affaires d'Orient; la faiblesse de ses moyens navals le contraint à laisser le champ libre à l'éclatante rivalité entre Venise et Gênes, qui part des comptoirs d'Orient et passe ensuite dans l'Adriatique. Vers les années 1300, si Pise n'est plus présente en Orient, les Pisans le sont toujours, mais leurs liens d'affaires avec la métropole se relâchent. Ils se tournent vers les Pouilles, Ancône, Venise, trafiquent avec l'Asie mineure turque, avec des capitaux propres, qui ne doivent rien à l'épargne de leurs compatriotes des bords de l'Arno. Aussi ne doit-on pas s'étonner si aucune *commenda* ne concerne l'Orient dans les registres comptables de la petite société formée par Michele di Lorenzo et Nezone del Genovese (1319-1331), dont les liens d'affaires ne dépassent pas la Berbérie, au sud, la Catalogne et les Baléares, à l'ouest<sup>93</sup>. De cet exemple singulier il ne faudrait pas conclure qu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle le commerce oriental n'intéresse plus les Pisans. Les actes notariés de Famagouste prouvent le contraire. Maintien des Pisans, effacement de Pise; multiplication des Génois, engagement total de Gênes, ainsi se caractérise la situation des deux communautés en Orient, à l'aube du XIV<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>93</sup> BERTI, II, pp. 62-63.



## *La lotta contro Genova*

Il lungo secolo che va dal trattato di Milano del 25 maggio 1299, che mette fine alla guerra di Curzola tra Genova e Venezia, alla pace di Genova del 28 giugno 1406 è contrassegnato dal costante confronto delle due Repubbliche marinare per il dominio del Mediterraneo. Due guerre « coloniali » contrappongono le due potenze, che vi investono tutti i loro mezzi militari, navali ed economici, e vi trascinano i loro alleati: Bisanzio, i Catalani, l'Ungheria e persino i Turchi.

Il confronto coinvolge in effetti tutto il Mediterraneo. Inizia quando crolla la talassocrazia bizantina; raddoppia d'intensità con la quarta Crociata e con la riconquista di Costantinopoli ad opera dei Greci di Nicea; si estende al Mediterraneo orientale dopo la caduta degli Stati franchi di Siria e Palestina e gli interdetti pontifici che proibiscono il commercio con i Saraceni; giunge infine al mar Nero, dove l'incontro tra i Mongoli e gli Occidentali favorisce Genova. La concorrenza è altrettanto viva in Occidente, nei porti iberici o sulle rotte atlantiche verso l'Inghilterra e le Fiandre. Tutti i settori geografici sono coinvolti. È una lotta senza quartiere, senza un attimo di respiro, nella quale interagiscono gli interessi politici e militari, i progetti di crociata contro Turchi e Mamelucchi, la politica di colonizzazione nei territori conquistati e persino i tentativi di evangelizzazione promossi dal papa alla periferia dell'Asia. In pratica tutte le potenze mediterranee si trovano in qualche modo implicate nella rivalità veneto-genovese, dai multipli fini e dalle vicende mutevoli.

### 1. Gli interessi in gioco

Città costiere, senza grandi risorse locali, Venezia e Genova devono cercare i rifornimenti lontano dai loro poveri territori. Divengono perciò delle città « di servizi » e di scambi, inserite in reti commerciali e marittime concorrenti che, a causa del gioco delle clientele, si prolungano sino al cuore dell'Europa centrale e nord-occidentale da una parte, e dell'Asia e del Vicino

---

\* Pubblicato in *Storia di Venezia*, Roma 1997, III, pp. 87-126.

Oriente dall'altra. Tutte e due sono anche città di transito, sbocchi sul Mediterraneo delle regioni più dinamiche dell'Occidente: le Fiandre attraverso la vallata del Rodano o i passi delle Alpi; la Germania meridionale che cerca le materie prime e i prodotti orientali a Venezia (il fondaco dei Tedeschi); le città padane che guardano talvolta verso Genova e tal'altra verso Venezia.

### *Gli approvvigionamenti*

L'anonimo autore delle *Honorantiae civitatis Papiæ* si stupisce che il popolo veneziano non lavori la terra, non semini e non vendemmi<sup>1</sup>. Il suo stupore, per quanto esagerato, ci ricorda nondimeno che i rifornimenti di Venezia vengono dal mare: i cereali in primo luogo, ma anche il vino, l'olio e persino il sale, del quale ha fatto strumento della propria potenza.

Per quanto si abbia la tendenza a sottostimare i rifornimenti cerealicoli che arrivano a Venezia dalla terraferma o dalle proprietà dei patrizi veneti nelle regioni di Mantova e di Ferrara<sup>2</sup>, si deve riconoscere che la maggior parte del grano necessario per un grande centro di consumo, per le flotte e per le armate veneziane arriva via mare. In alcuni mercati di rifornimento è assai aspra la concorrenza con i Genovesi, che devono anch'essi cercare all'esterno della loro regione la maggior parte dei propri approvvigionamenti<sup>3</sup>. Venezia e Ragusa si accaparrano le risorse cerealicole dei paesi adriatici, cosicché i mercanti genovesi abbandonano i porti pugliesi. In Sicilia, al contrario, la quota delle esportazioni verso Venezia è molto bassa: meno del 2% dell'esportazione complessiva di granaglie, per quanto in caso di carestia alcuni intraprendenti mercanti di Barcellona si incarichino d'inviare partite di grano siciliano nell'Adriatico<sup>4</sup>. Nel Mediterraneo occidentale la Sardegna e la penisola iberica contano poco negli approvvigionamenti cerealicoli veneziani, molto di più in quelli genovesi<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> *Instituta regalia*, p. 1452. Il doge Giovanni Soranzo riprende lo stesso tema nel 1327: Venezia « in mari constituta caret totaliter vineis atque campis »: cfr. THOMAS, I, p. 208.

<sup>2</sup> LUZZATTO, p. 52; CRACCO, p. 9; LANE 1978, p. 68.

<sup>3</sup> HEERS 1961, pp. 323-346; BALARD 1978, II, pp. 749-768.

<sup>4</sup> BRESI, I, p. 534; CARRÈRE, II, p. 602.

<sup>5</sup> TANGHERONI 1981, pp. 186-188; FERRER I MALLOL 1980, pp. 461-466. Alla fine del XIV secolo Sardegna e Spagna contribuivano al rifornimento di Genova in ragione del 10-25% dei bisogni di quest'ultima: BALARD 1978, II, pp. 762-763.

In Oriente Venezia ha creato un vero monopolio nei territori a lei direttamente sottomessi. I feudatari cretesi devono vendere i cereali alla metropoli al prezzo fissato dal senato veneziano. A seconda delle necessità quest'ultimo decide quale quantità debba essere inviata a Venezia e quale possa essere commercializzata sul mercato libero. La regola si fa più elastica soltanto in caso di raccolti eccezionali. La campagna cretese diviene così un vasto sistema di sfruttamento sottomesso alle esigenze della madrepatria e dell'economia mercantile. Si è potuto calcolare che un terzo circa del grano immagazzinato a Venezia proviene da Creta. La durezza dello sfruttamento coloniale e la pesantezza del monopolio cerealicolo sono tali che gli stessi feudatari veneziani partecipano alla rivolta isolana del 1363. Per diminuire la tensione la Serenissima deve acconsentire a licenze d'esportazione e avallare l'aumento del prezzo del grano<sup>6</sup>.

Le esportazioni cretesi sono ben lontane dal soddisfare tutti i suoi bisogni. Venezia perciò s'interessa agli altri mercati orientali e si scontra con l'aspra concorrenza genovese. Dal 1268 i mercanti veneziani, per fronteggiare la carestia italiana, cercano di procurarsi grani presso Tartari, Alani, Circassi, Russi, Turchi, Armeni e Greci; nello stesso periodo viene segnalato per la prima volta sul mercato genovese il grano di Romània<sup>7</sup>. La libertà d'esportazione dei grani dal Ponto e da Bisanzio è uno dei temi dominanti dei negoziati tra il governo veneziano e il *basileus* durante i primi decenni del XIV secolo, tanto più che dal 1304 i Genovesi hanno la possibilità di esportare senza problemi il grano dalla Tracia e dal Peloponneso. Nell'ottobre 1324 Venezia ottiene infine che i propri mercanti possano liberamente esportare il grano dall'Impero<sup>8</sup>.

Nel mar Nero la posizione veneziana è più delicata. La regione offre abbondanti risorse cerealicole che Pegolotti enumera in maniera assai dettagliata, riportando sempre le misure utilizzate nel muid di Caffa<sup>9</sup>. Sottolinea così il monopolio genovese sui traffici del grano dal Ponto, esportato in Occidente o verso Trebisonda e Costantinopoli. Venezia cerca di opporsi: tra il 1303 e il 1327, il maggior consiglio offre un premio a qualsiasi veneziano che possa

---

<sup>6</sup> THIRIET 1959, pp. 318-319; GALLINA 1989, pp. 60-65, 127-130; ARENSON, pp. 177-182.

<sup>7</sup> MARTIN DA CANAL, p. 328; BALARD 1978, II, p. 759.

<sup>8</sup> CHRYSOSTOMIDES 1970, pp. 267-356; LAIOU 1972, pp. 73, 237, 273-275, 309-310; BALARD 1985b, pp. 68-69, e ora anche in BALARD 1989, cap. VI.

<sup>9</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 42, 54-55.

vendere al comune grano del Ponto<sup>10</sup>. La questione dei rifornimenti cereali-  
coli provoca d'altronde nel 1347 la rottura con Genova, perché Venezia ha  
siglato un trattato con i Tartari per ottenere carichi di grano, proprio quan-  
do l'assedio di Caffa esaspera il conflitto tra Genova e il khan<sup>11</sup>. Negli anni  
che seguono la guerra degli Stretti, i Genovesi, che controllano gli approv-  
vigionamenti nell'area danubiana, vogliono obbligare i Veneziani ad asso-  
ciarsi a loro, riservandosi allo stesso tempo i carichi migliori. Il governo  
ducale si lamenta presso le autorità genovesi, che invitano il podestà di  
Pera a trattare i sudditi veneziani « fraterne, amicabiliter et benigne »<sup>12</sup>.

Durante tutto il XIV secolo Venezia non può mai veramente controllare  
gli sbocchi delle principali regioni cerealicole del mar Nero e deve lasciare  
l'iniziativa ai Genovesi. Così cerca d'incrementare i propri acquisti negli emi-  
rati turchi dell'Asia minore, dove il prezzo del grano è inferiore a quello in vi-  
gore in Romania. Ottiene dei successi incontestabili, benché alla fine del Tre-  
cento i Genovesi riescano a ottenere grani provenienti dalle regioni di Focea e  
d'Altologo<sup>13</sup>. In breve su tutti i mercati orientali, con la sola eccezione dei  
domini veneziani, tra le due Repubbliche marinare vi è un'aspra concorrenza  
per il controllo del traffico dei cereali, indispensabile per la sussistenza dei lo-  
ro cittadini. Il peso della fiscalità doganale le incita a intervenire presso i pro-  
duttori per ottenere condizioni privilegiate e facilitare così i rifornimenti.

Tra le altre derrate di consumo corrente, il vino, l'olio e il sale sono og-  
getto di un commercio internazionale che esaspera a sua volta le rivalità tra  
gli uomini d'affari. Per quanto la vite sia stata una delle colture principali  
della Laguna<sup>14</sup>, l'importazione veneziana dei vini orientali è nel XIV secolo  
una pratica corrente, sia per il consumo locale, sia per la riesportazione. I  
vini di Creta, malvasia, *athiri* e moscatelli, riforniscono quasi esclusivamente  
il mercato veneziano e sono rare le navi genovesi che possono caricarli<sup>15</sup>. La

---

<sup>10</sup> THIRIET 1966, I, nn. 289, 351, 407, 434, 440 e 453.

<sup>11</sup> MOROZZO DELLA ROCCA 1962, pp. 267-295; ZACHARIADOU 1977, pp. 295-296 (pp. 291-306); PAPACOSTEA 1979, pp. 201-207 (pp. 201-217).

<sup>12</sup> THOMAS, II, pp. 58-60.

<sup>13</sup> ZACHARIADOU 1983, pp. 163-164; BALARD 1978, II, p. 754.

<sup>14</sup> CRACCO, p. 8.

<sup>15</sup> TUCCI 1994, pp. 199-211; GALLINA 1989, pp. 131-136; THIRIET 1959, po. 320-321.  
Nel 1393 la nave di Manuele Doria fa scalo a Candia per completare il suo carico con alcune  
*vegete* di Malvasia: cfr. LIAGRE DE STURLER, II, pp. 746-751.

concorrenza si acuisce soprattutto in Romània e nel mar Nero, dove, come precisa Pegolotti, si vendono vini di ogni origine, di Candia, di Malvasia, dell'Italia del Sud (essenzialmente della regione di Tropea) e anche di Trilia, sulla costa meridionale del mar di Marmara<sup>16</sup>. Alla Tana, per esempio, le transazioni registrate dal notaio veneziano Benedetto Bianco nel 1359-1362 riguardano il vino di Tropea, di Larissa, di Cotrone, di Malvasia e di Grecia<sup>17</sup>. Questi carichi costituiscono con i drappi e le tele d'Occidente uno dei grandi prodotti di scambio con i Tartari.

Non sembra che il traffico d'olio abbia dato luogo ad analoghe rivalità: è oggetto di trasporti sparsi, frazionati, dalle pianure litorali verso le grandi città vicine. I Veneziani riservano le produzioni delle Marche e della Puglia, della Morea e di Creta per il proprio consumo e per venderle all'Egitto mamelucco. I Genovesi, dal canto loro, vivono delle risorse della Riviera, dove l'ulivo è onnipresente, ed esportano in Oriente l'olio di Siviglia, Gaeta, Napoli e Djerba: un traffico che si ferma al limite settentrionale della cultura dell'olivo. Oltre quel confine i grassi d'origine animale sono d'uso più frequente degli oli vegetali, in particolare nei territori mongoli.

Venezia ha costruito la sua espansione sul commercio del sale, il prodotto più importante della Laguna. Ha in seguito acquisito il controllo delle saline dell'Adriatico, da Muggia a Corfù, e ha fatto del sale la zavorra per eccellenza, un carico di ritorno che assicura noli elevati agli armatori in cambio dell'abbassamento dei costi di trasporto per i prodotti di grande valore: il sale sovvenziona la mercanzia<sup>18</sup>. Gli armatori veneziani vanno anche a completare il loro carico nelle saline mediterranee, la cui produzione è loro disputata dai Genovesi: Hyères e Lavalduc in Provenza; Cagliari in Sardegna; Ibiza, La Mata e Tortosa nell'area iberica; Cipro, Alessandria e le saline di Crimea in Oriente.

Mentre a Venezia è raro l'utilizzo di un intero bastimento per il trasporto del sale, Genova possiede una vera e propria flotta del sale, attiva per esempio tra Ibiza e la Liguria. Non esita inoltre a far ricorso a navi straniere, mentre Venezia riserva il trasporto di tutte le sue merci alle proprie imbar-

---

<sup>16</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, p. 24.

<sup>17</sup> Archivio di Stato di Venezia, *Cancellaria inferiore*, b. 19, notaio Benedetto Bianco, atti del 1° agosto, 18 ottobre, 23 novembre e 3 dicembre 1362.

<sup>18</sup> HOCQUET 1978: soprattutto II, pp. 144-150.



cazioni<sup>19</sup>. La vera concorrenza tra le due Repubbliche è incentrata sulla riesportazione del sale verso le città padane, che sono approvvigionate mediante convogli di muli che attraversano l'Appennino o mediante barconi risalenti il Po. Il ducato di Milano, che occupa una posizione commerciale di prim'ordine ai piedi dei passi delle Alpi, sa sfruttare la concorrenza tra Genova e Venezia e conclude contratti con l'una e con l'altra. Tuttavia per Venezia il sale è subordinato ad altre merci, delle quali fa abbassare il prezzo; per Genova è un mezzo di scambio fondamentale che s'inserisce nel traffico complesso dei grani, dell'allume, del pesce, della carne e dei formaggi. Così per il rifornimento e per la riesportazione delle derrate alimentari le due Repubbliche marinare si fanno concorrenza sugli stessi mercati d'Oriente, ma l'una ha una posizione dominante nell'Adriatico, l'altra nel Tirreno. I trasporti massicci di prodotti alimentari hanno un'incidenza politica considerevole: renderli sicuri, liberare da ogni pericolo le vie che percorrono impone alleanze, suscita un'ardita strategia di controllo sulle rotte marittime e terrestri, così come una sorveglianza delle zone di produzione e di commercio. Tali trasporti si articolano inoltre su quelli dei prodotti di lusso, le preziose spezie, oggetto d'intensa concorrenza<sup>20</sup>.

#### *La ricerca dei prodotti di lusso*

Le spezie compongono un vasto insieme di prodotti di condimento, di tintoria e di farmacia, che comprende il pepe e lo zenzero come lo zucchero, l'allume e il cotone. Nel mondo medievale sono state oggetto di un traffico che è stato a lungo considerato il motore del rinnovamento del commercio internazionale. In quest'ultimo Genova e Venezia svolgono un ruolo di primo piano.

Le vie delle spezie si sono sviluppate al ritmo delle perturbazioni che hanno sconvolto i lunghissimi itinerari intercontinentali, attraverso i quali i prodotti dell'Estremo Oriente erano inviati sino ai margini del mondo mediterraneo. Descritte da Guglielmo di Tiro, Beniamino di Tudela e Ibn Djoubaïr, Alessandria e Il Cairo, teste di ponte delle vie per il mar Rosso, rimangono i magazzini delle spezie, dall'installazione dei Fatimidi in Egitto nel 969 sino alla fine della dinastia ayyubide nel 1250. La pace mongola, che garantisce ai mercanti la sicurezza sugli itinerari dell'Asia centrale, riattiva le vie

---

<sup>19</sup> GIOFFRÈ 1958, pp. 3-32; HEERS 1961, pp. 349-356; HOCQUET 1978, II, pp. 600-612; MANCA.

<sup>20</sup> Su questi problemi, cfr. BALARD - HOCQUET - GUIRAL, pp. 91-175.

della seta e delle spezie che portano alla Tana o a Trebisonda. Allo stesso tempo la caduta degli Stati latini di Siria e Palestina rafforza le proibizioni pontificie di commerciare coi Saraceni e allontana i mercanti occidentali da Alessandria, per circa quarant'anni, periodo che Ashtor identifica con la crisi del commercio nel Levante<sup>21</sup>. Dagli ultimi decenni del XIII secolo al 1345 gli *emporìa* del Ponto divengono i magazzini del mondo. Si comprende quindi come essi siano la posta in gioco nella lotta tra Genova e Venezia durante i primi decenni del Trecento: Caffa, la Tana, Tabriz e Trebisonda sono al centro dei traffici più redditizi<sup>22</sup>. È difficile conoscere i movimenti delle navi durante la prima metà del XIV secolo. Tutt'al più si sa, grazie alla testimonianza di Villani, che, quando i Tartari attaccano nel 1343 i mercanti occidentali della Tana, le perdite veneziane ammontano a 300.000 fiorini e quelle genovesi a 350.000: senza dubbio corrispondono agli investimenti mercantili di quell'anno. Il disastro provoca in Italia un rialzo dei prezzi dal 50 al 100%, a seconda del tipo di spezie richiesto<sup>23</sup>.

La disorganizzazione dei khanati mongoli a partire dagli anni 1345-1350 e, quindi, l'ascesa dei Ming in Cina, fanno perdere ogni interesse per i lunghi itinerari dell'Asia centrale. I mercanti indiani e arabi ritrovano allora le vie del golfo Persico e del mar Rosso, tanto che gli uomini d'affari occidentali sollecitano l'abrogazione degli interdetti pontifici o, almeno, la concessione di licenze per commerciare di nuovo in Egitto e in Siria. In mezzo secolo Venezia stabilisce la sua preminenza su queste nuove vie, lungo le quali il sistema delle *mude* diventa regolare: da due a sei galere partono ogni anno per l'Egitto, da tre a nove per Cipro e la Siria prima del 1370, allorché Genova deve accontentarsi di una o due galere verso l'Egitto e la Siria e da tre a cinque *cocche*, a seconda degli anni. Dopo il 1372, cacciati da Cipro per la conquista genovese di Famagosta, i Veneziani fanno di Beirut il capolinea della *muda* « di Cipro »: ogni anno vi vengono inviate da tre a sei galere, mentre Alessandria ne accoglie in media soltanto tre. Verso il 1400 gli investimenti veneziani in Egitto e in Siria arrivano per le sole spezie a più di 400.000 dinari. Da parte dei Genovesi, sei o sette *cocche* o galere vengono mandate ogni anno ad Alessandria e Beirut; verso la fine del XIV secolo esse rappresentano un investimento che può raggiungere i 500.000 dinari, ma

---

<sup>21</sup> ASHTOR 1983a, pp. 3-63.

<sup>22</sup> BALARD 1978, II, pp. 849-862; KARPOV 1986, pp. 29-69; KARPOV 1990.

<sup>23</sup> ASHTOR 1983a, p. 63.

da questa somma bisogna sottrarre il valore del cotone e dell'allume caricato in Oriente, ossia circa 100.000 dinari<sup>24</sup>. Malgrado le interruzioni del traffico, in seguito alla spedizione di Pietro I di Cipro contro Alessandria nel 1365 o durante la guerra di Chioggia nel 1377-1381, Venezia occupa incontestabilmente il primo posto tra le nazioni occidentali in terra d'Islam.

Cotone e sete costituiscono un carico complementare per le galere e articoli di riesportazione per le due Repubbliche marinare. Per quanto concerne il cotone, Ashtor ha sottolineato a che punto Venezia abbia saputo approfittare dello sviluppo dell'industria manifatturiera nel sud della Germania, in Boemia e in Slesia per rifornirla di materia prima acquistata soprattutto in Siria (Laodicea, Sarmin e Hamah), senza dimenticare i propri clienti tradizionali in Lombardia (Milano) e nelle Fiandre. Per alimentare i propri filatoi e quelli delle città padane Genova si rifornisce in Egitto piuttosto che in Siria<sup>25</sup>.

In Italia l'industria della seta conosce un rapido sviluppo: dal 1150 a Lucca, dall'inizio del XIII secolo a Venezia, un po' più tardi a Genova, dove diviene l'attività più importante della città nel corso del Quattrocento<sup>26</sup>. Questa consistente crescita diminuisce l'importazione di sete lavorate in Oriente, ma suscita bisogni crescenti di seta grezza. Venezia è avvantaggiata dal suo dominio diretto o indiretto delle regioni produttrici nella Romània latina: i feudi degli Acciaiuoli in Morea e il Despotato producono infatti seta grezza; Clarentza e Patrasso la esportano. Le galere di Romània caricano a Negroponte e a Modone « fardelli » di seta, che si aggiungono a quelli che provengono dalle regioni del Ponto<sup>27</sup>. Verso la fine del XIV secolo Venezia diviene il grande mercato della seta in Occidente a detrimento di Genova. Quest'ultima, dopo essere stata pioniera nell'importazione delle sete caucasiche e cinesi tra il 1250 e il 1350, deve accontentarsi delle discontinue risorse della Romània e dell'Anatolia, che compensa importando anche seta da Granada<sup>28</sup>.

---

<sup>24</sup> *Ibidem*, pp. 114-136; STÖCKLY 1995a, pp. 93-152.

<sup>25</sup> ASHTOR 1983a, pp. 173-179; HEERS 1955a, pp. 157-173 (pp. 157-209), analizza i carichi delle galere veneziane e genovesi, utilizzando le lettere di carico dell'archivio Datini. Il cotone è al secondo posto dopo le spezie.

<sup>26</sup> HEERS 1961, p. 236. Sullo sviluppo della produzione di seta nell'Italia del Nord a partire da Lucca, cfr. MOLÀ.

<sup>27</sup> LONGNON - TOPPING, pp. 204-205, 212, 214-215; THIRIET 1959, p. 349; HEERS 1955a, pp. 168-169; ZAKYTHINOS 1975, pp. 256-260.

<sup>28</sup> BALARD 1978, II, pp. 723-733; HEERS 1955a, p. 173.

I libri «di mercanzia» sottolineano come lo zucchero sia la spezia più ricercata durante il XIV e il XV secolo, quando diviene un bene di consumo regolare. La coltura della canna ha progredito rapidamente dal Vicino Oriente all'Occidente. Durante il XIV secolo, a parte le consegne tradizionali dalla Mesopotamia, dalla Siria e dall'Egitto, Cipro e la Sicilia sono i più grandi mercati mediterranei. Genova e Venezia vi si fanno, ancora una volta, concorrenza. Marino Sanudo Torsello pretende nel suo *Liber secretorum fidelium Crucis*<sup>29</sup> che Cipro produca così tanto zucchero che la cristianità non avrebbe bisogno di ricorrere ai paesi musulmani: un'asserzione senza dubbio esagerata! Nondimeno, dopo la caduta degli Stati franchi in Siria e Palestina, a Cipro si sono sviluppati tre centri di produzione: su una proprietà regia dei Lusignano nella regione di Pafos, a Kolossi con gli Ospedalieri e a Episkopi con la famiglia veneziana dei Cornaro<sup>30</sup>.

Venezia è dunque direttamente interessata al trasporto dello zucchero cipriota, che riserva alle galere di Stato, talvolta definite *galee zucharorum*, rimpiazzate da navi private quando la *muda* di Cipro non può caricare tutto lo zucchero disponibile. Pegolotti riferisce il costo dei noli da Cipro a Venezia e da Venezia nelle Fiandre<sup>31</sup>. I porti meridionali dell'isola, vicini ai luoghi di produzione, sono frequentati dalle galere veneziane più di Famagosta, da dove tuttavia partono carichi di zucchero sin dalla fine del XIII secolo<sup>32</sup>. Le grandi società di Piacenza, le compagnie di commercio fiorentine, i Genovesi, partecipano a questi traffici da Famagosta, divenuta il magazzino generale del commercio con il Levante. Quando, a partire dal 1374 e soprattutto dal trattato del 1383, i Genovesi conquistano la città per farne l'unico porto dell'isola aperto al commercio d'importazione e d'esportazione, gli incidenti con i Veneziani si moltiplicano, obbligando la Serenissima a interdire temporaneamente ai suoi ogni traffico con Cipro<sup>33</sup>. La *muda* viene interrotta e sostituita dal 1375 con il convoglio di Beirut; riprenderà soltanto nel 1445. Navi private veneziane continuano senza dubbio a fare scalo

---

<sup>29</sup> SANUDO, p. 24.

<sup>30</sup> WARTBURG, pp. 126-131.

<sup>31</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, p. 144.

<sup>32</sup> BALARD 1983c, nn. 138 e 160. Sui problemi del trasporto dello zucchero, v. STÖCKLY 1995b, pp. 131-141, e BLIZNJUK 1991, pp. 441-451.

<sup>33</sup> THIRIET 1958, I, p. 154, n. 628, e 184, n. 673; II, p. 91, n. 1003 HILL, II, p. 438; ASHTOR 1983a, pp. 120 e 216; BALARD 1995, p. 79.

a Cipro, ma rischiano di vedersi confiscato il carico, se non passano per lo scalo obbligatorio di Famagosta. La carenza di documentazione sulla navigazione privata non ci permette di sapere quanta parte Venezia conservi del commercio di zucchero cipriota alla fine del XIV secolo, nonostante l'intensa rivalità commerciale che la oppone a Genova sull'isola.

In Sicilia la coltura della canna da zucchero si sviluppa verso la fine del Quattrocento. Destinato in primo luogo ai grandi centri di consumo del Tirreno e del Mediterraneo occidentale, lo zucchero siciliano viene esportato da mercanti toscani, catalani e genovesi. Venezia partecipa a queste esportazioni soltanto nel corso del XV secolo e sempre in proporzioni modeste<sup>34</sup>. La domanda veneziana è indirizzata soprattutto verso i mercati orientali.

### *La ricerca delle materie prime*

Il commercio delle spezie, a lungo considerato il motore del rinnovamento economico dell'Occidente, è poca cosa in tonnellaggio in rapporto alle derrate alimentari e soprattutto alle materie prime necessarie all'industria: coloranti, cera e cuoio, allume e metalli. Anche in questo campo gli obiettivi commerciali di Genova e Venezia sono in contrapposizione.

I coloranti, indispensabili all'industria tessile, appaiono poco nei carichi delle navi di ritorno dall'Oriente. Uno dei più cari, la cocciniglia, viene caricato dai Genovesi sulle navi che tornano da Pera e dal mar Nero e dai Veneziani sulle galere di Romània, a Negroponte e a Modone, dato questo che non ci offre però molte indicazioni sull'origine geografica di questo prodotto<sup>35</sup>. Dalle stesse zone vengono anche i carichi maggiori di cera e di cuoio, esportazioni danubiane e della Crimea costantemente segnalate nella corrispondenza e nelle lettere di carico dell'archivio Datini. Genova e Venezia sono in accanita concorrenza per controllare il traffico dei prodotti dell'allevamento e della foresta: cera, cuoio e pellicce. Per queste ultime, Venezia « *mieux placée par rapport à l'Europe profonde et aux forêts slaves* » è divenuta il più grande centro di transito, scambio e redistribuzione nel mondo mediterraneo, nonostante che Genova sia favorita dalla sua posizione nel mar Nero<sup>36</sup>. I Ma-

---

<sup>34</sup> BRESA, I, pp. 570-573.

<sup>35</sup> HEERS 1955a, pp. 169 e 173.

<sup>36</sup> DELORT 1978, II, pp. 1003-1021.

melucchi sono talmente avidi di pellicce da permetterne l'ingresso esentasse in Egitto, secondo i termini del trattato concluso con Genova nel 1290<sup>37</sup>.

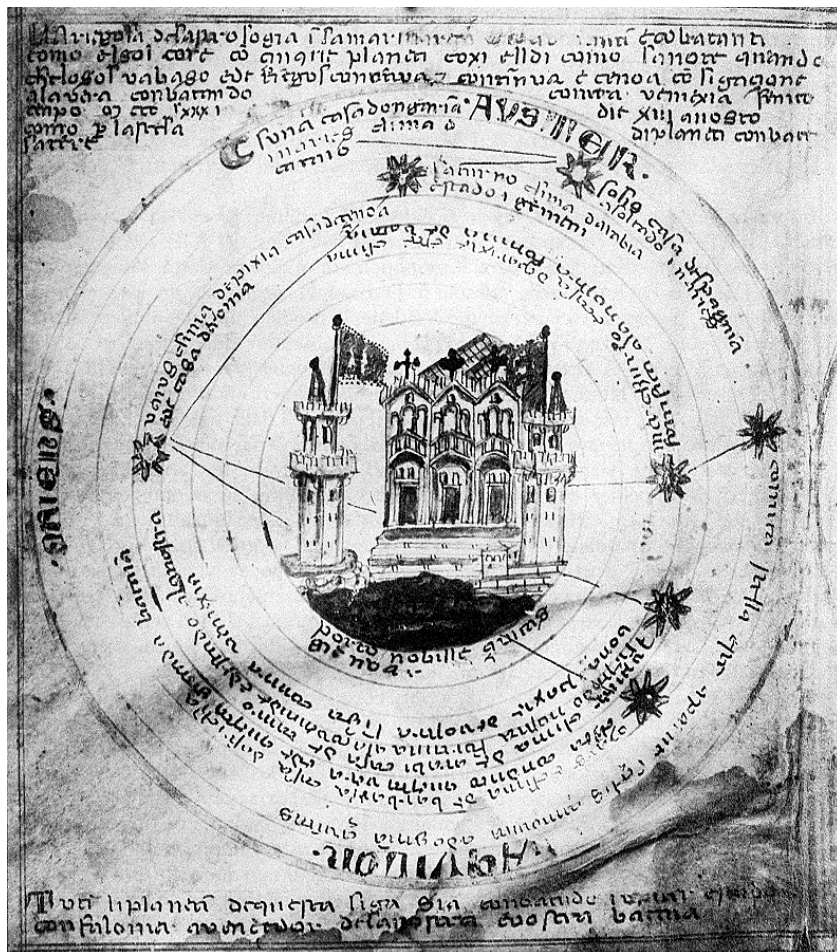


Fig. 1. Veduta di Genova, in Francesco Pizigano, *Carte nautiche [...] dell'anno 1373*, VI, Venezia 1881, tavola 7.

<sup>37</sup> ASHTOR 1983a, pp. 8 e 163.

Indispensabile per l'industria tessile occidentale, l'allume è oggetto di un traffico intenso, che i Genovesi cercano di controllare già dalla fine del XIII secolo. I fratelli Zaccaria tentano in effetti di riservarsi il monopolio di questo prodotto. Benedetto, con l'aiuto del genero Paolino Doria, console a Trebisonda, organizza un vero e proprio *trust* dell'allume, per commercializzare in Occidente la produzione delle miniere di Focea e dell'Asia minore. Nel 1296 i Veneziani cercano di abbattere questo monopolio devastando Focea Vecchia<sup>38</sup>. Dopo la morte di Benedetto, nel 1307, suo fratello Manuel e poi i suoi discendenti hanno l'incarico di sfruttare le miniere di allume. Riconquistate da Bisanzio nel 1336, esse sono riprese dieci anni più tardi dalla spedizione genovese di Simone Vignoso e in seguito sfruttate ad esclusivo beneficio dei membri della maona di Chio. La produzione viene venduta sul posto ai Genovesi, ma anche ai mercanti fiorentini, di Montpellier e persino veneziani. Questi non subiscono veramente la concorrenza genovese: attraverso Cipro e senza dubbio persino attraverso Altologo ottengono l'allume anatolico di Kütahya, attraverso la *muda* del mar Nero quello di Koloneia (Karahissar), e attraverso Negroponte quello di Focea, venduto dalla maona. Inoltre le autorità candioti cercano di stimolare lo sfruttamento dell'allume di Creta, ma sembra senza grande successo<sup>39</sup>. Così i bisogni dei mosaicisti e dei vetrai di Venezia, nonché quelli dell'esportazione verso le Fiandre, sono soddisfatti senza essere troppo sottoposti agli alti e bassi delle relazioni veneto-genovesi.

Il commercio dei metalli suscita una doppia corrente di traffici: ferro e stagno verso Oriente, piombo e rame verso Occidente. Il bisogno di ferro e legno dei paesi musulmani è ben noto: l'embargo pontificio sui prodotti strategici punta in primo luogo proprio su questo<sup>40</sup>. Per la sua posizione geografica, prossima alle produzioni della Carinzia e di Brescia, Venezia svolge un ruolo di primo piano nell'esportazione delle lastre di ferro verso Oriente, malgrado il rigore dell'embargo decretato dal papato. Il metallo segue due strade, una passa attraverso Creta per giungere a Costantinopoli e alla Tana, l'altra va verso Cipro, Laiazza e Acri. Secondo Pegolotti e secondo un anonimo libro veneziano di commercio del XIV secolo, Patrasso, Clarentza e Negroponte sono i mercati veneziani del ferro nel Mediterraneo orientale.

---

<sup>38</sup> LOPEZ 1996, 2° éd., p. 213.

<sup>39</sup> BALARD 1978, II, pp. 769-782; NOIRET, pp. 107, 327-328, 410-411; THIRIET 1959, pp. 325, 336, 342 e 418; THIRIET 1966, II, n. 806.

<sup>40</sup> ASHTOR 1983a, pp. 8, 10, 14 e sgg.

I Genovesi sembrano più attivi nell'esportazione di oggetti metallici elaborati, in particolare nella coltelleria, che occupa un posto di non secondario rilievo nelle esportazioni verso Oriente<sup>41</sup>. Lo stagno, il cui imbarco sulle galere veneziane in partenza per il Mediterraneo orientale viene segnalato dal senato<sup>42</sup>, segue un lungo cammino dai porti inglesi al Levante. Con la lana e i drappi è una delle monete di scambio contro l'allume e le spezie importate nell'Europa del Nord. Venezia partecipa a questo traffico più di Genova<sup>43</sup>.

Nell'altro senso circolano il piombo e il rame. Pegolotti menziona la vendita di piombo a Costantinopoli, Candia e Alessandria, mentre le lettere di carico dell'archivio Datini parlano dei «pezzi» di piombo che le navi genovesi riportano dalla Romania<sup>44</sup>. Il commercio di rame è senza dubbio più importante. Ibn Battûta conosceva le miniere di rame della regione d'Erzincan<sup>45</sup>, ma sono quelle di Kastamonu, vicino a Sinope, che interessano gli Italiani. Le lettere di carico e la corrispondenza commerciale di Datini menzionano queste esportazioni verso l'Occidente; nel 1389 il genovese Battista da Zoagli riporta 880 *pondi* di rame, circa 80 tonnellate, e numerose navi hanno a bordo sbarre di rame e fogli riuniti in «ballette». I Veneziani hanno larga parte in questi trasporti, poiché una mercuriale di Barcellona cita il *rame viniziano*, senza dubbio il metallo venuto dall'Oriente per il tramite di Venezia<sup>46</sup>. La dispersione nello spazio dei giacimenti metallici impedisce a una delle due Repubbliche mercantili d'imporre il suo dominio sul traffico.

### *La tratta degli schiavi*

Lo sviluppo della schiavitù nel mondo mediterraneo a partire dal XII secolo è legato a molteplici fattori: le lotte tra cristiani e musulmani nella penisola iberica fanno arrivare sul mercato numerosi prigionieri di guerra, l'apertura del mar Nero offre ai mercanti occidentali l'accesso ai paesi caucasici e asiatici che riforniscono la tratta, l'espansione economica delle metropoli mediterranee accresce la domanda di manodopera domestica, fattore

---

<sup>41</sup> SPRANDEL, pp. 387-392.

<sup>42</sup> THIRIET 1958, p. 78.

<sup>43</sup> HEERS 1955a, pp. 167-168; ASHTOR 1983a, p. 159.

<sup>44</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 33, 70, 76 e 105; BALARD 1978, II, p. 783.

<sup>45</sup> IBN BATTÛTA 1854, II, p. 162.

<sup>46</sup> MELIS 1972, p. 312.



di benessere, mentre la Sicilia e, in misura minore, il regno di Napoli hanno bisogno di braccia per i lavori dei campi. Le vicissitudini politiche e la congiuntura economica si uniscono per dare alla tratta un'ampiezza nuova e offrire agli uomini d'affari italiani un ruolo maggiore nella sua organizzazione. Genova e Venezia vi fanno naturalmente la parte del leone<sup>47</sup>.

Durante il XIV secolo, mentre perde importanza il reclutamento regionale di schiavi dalle rive dell'Adriatico sino a Venezia o dal Mediterraneo occidentale sino a Genova, a partire dalle rive del mar Nero si organizzano due correnti principali. Genovesi e Veneziani vi incontrano forti tradizioni schiavistiche, frutto di ondate d'invasioni, di guerre, di difficoltà economiche o di durissime carestie frumentarie, che spingono i popoli della foresta o i nomadi dell'Asia centrale a condurre verso i porti del Ponto quantità di adulti, di adolescenti e persino di bambini, ridotti in schiavitù. L'insediamento di fondaci italiani nel mar Nero alla fine del XIII secolo non ha creato la tratta, ma l'ha favorita dando nuova ampiezza ad antiche usanze.

Una di queste correnti conduce verso le città del Mediterraneo occidentale Circassi, Abkazi, Mingreli, Russi, Caucasicci, Greci e soprattutto Tartari, che nel XIV secolo costituiscono la grande maggioranza del contingente di schiavi orientali, a Genova come a Venezia<sup>48</sup>. Gli atti del notaio veneziano Niccolò Bono ci permettono di seguire una galera di Romània, a bordo della quale il carico di schiavi doveva essere sufficientemente numeroso perché fossero effettuate transazioni a ogni scalo, dalla Tana a Venezia: vengono messi in vendita Tartari e Mongoli<sup>49</sup>. Sulle galere genovesi di Romània avviene lo stesso: nel maggio 1396 quella di Nicoloso Usodimare trasporta 6.000 *cantari* di allume e ottanta schiavi. Le due Repubbliche marinare utilizzano questi arrivi per i propri bisogni, ma anche per riesportare nell'Italia settentrionale e centrale. Questo ruolo di distributori, mal conosciuto per Venezia salvo qualche licenza di esportazione, è essenziale a Genova, dove circa il 25% degli schiavi sono esportati fuori della Liguria, verso la Toscana e l'Italia padana e soprattutto verso il Sud della Francia e i paesi della corona d'Aragona<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> All'opera molto analitica VERLINDEN 1977, II, si aggiunga HEERS 1981, con una notevole bibliografia.

<sup>48</sup> VERLINDEN 1977, pp. 566-603; GIOFFRÈ 1971; BALARD 1978, II, pp. 794-796.

<sup>49</sup> VERLINDEN 1977, pp. 568-569.

<sup>50</sup> BALARD 1978, II, pp. 831-832.

La seconda corrente della tratta, alla quale partecipano Genovesi e Veneziani, collega i paesi del mar Nero all'Egitto. Precedente all'insediamento italiano nei territori del Ponto, poiché ha permesso ai Mamelucchi – schiavosoldati originari di questa regione – d'impadronirsi del potere in Egitto nel 1250, questo flusso è aumentato a partire dal decennio 1270-1280. I sultani mamelucchi, imitando Baibars, considerano vitale l'importazione di schiavi dal mar Nero e sono disposti a pagare i prezzi più alti pur di ottenerli: la loro alleanza con Michele VIII Paleologo e i suoi successori facilita la tratta<sup>51</sup>. Il memoriale consegnato al papa Clemente V dagli inviati di Enrico II Lusignano, re di Cipro, in occasione del concilio di Vienne non si sbaglia, quando sottolinea che bisogna impedire ai « cattivi cristiani », e si intendano i mercanti italiani, di rifornire l'Egitto di schiavi del Ponto. Il sequestro dei loro vascelli vibrerebbe un colpo fatale alla forza dei battaglioni mamelucchi<sup>52</sup>. Malgrado gli interdetti pontifici, ripetuti più volte, la vantaggiosa tratta non si interrompe.

Al centro del meccanismo vi sono due isole che potrebbero essere considerate « le cerniere della tratta »: Chio per i Genovesi e Creta per i Veneziani. All'incrocio delle rotte marittime che portano verso l'Egitto e la Siria al Sud, verso la Romania e il mar Nero al Nord, l'isola di Chio non poteva non svolgere un ruolo fondamentale nei complessi circuiti della tratta. Infatti Guillaume Adam, nel *De modo Sarracenos extirpandi*, fustiga gli Zaccaria, padroni dell'isola, che si danno al vergognoso commercio degli schiavi verso l'Egitto e offrono così armi ai Saraceni contro i cristiani<sup>53</sup>. Sotto il dominio della maona il mercato della tratta presenta una varietà estrema; insieme ai Tartari si trovano Bulgari, Circassi, Turchi, Greci, Russi e Armeni. Per quanto i documenti notarili pervenutici non facciano alcuna allusione alla destinazione degli schiavi, la proporzione di maschi, superiore in rapporto alla popolazione servile messa in vendita a Caffa o a Pera, è un indizio che un gran numero di questi giovani è destinato al mercato egiziano<sup>54</sup>.

Nonostante sia situata al centro del Mediterraneo orientale, Creta non sembra aver svolto un ruolo decisivo nella redistribuzione della manodopera

---

<sup>51</sup> LABIB, pp. 85-86; ASHTOR 1983a, p. 11.

<sup>52</sup> Enrico II di Lusignano, *Consilium*, in DE MAS LATRIE 1852: II, pp. 119-120; EDBURY 1991, p. 134; SCHEIN, p. 213; HOUSLEY, p. 28.

<sup>53</sup> ADAM, II, p. 531 (pp. 521-555).

<sup>54</sup> BALARD 1978, I, pp. 308-309.

servile verso l'Egitto. Nei primi decenni del XIV secolo Venezia si oppone in effetti all'esportazione degli schiavi del Ponto verso i territori del Soldano. Nel giugno del 1304 una lettera del duca di Creta, Guido da Canale, attesta la vendita di un carico di schiavi a Candia, una parte dei quali, acquistata da un mercante genovese, viene sequestrata dalle autorità veneziane dell'isola, con grave danno dell'emiro di Alessandria<sup>55</sup>. Alcuni anni più tardi Venezia estende alla tratta l'embargo pontificio. Gli atti della pratica mostrano che le transazioni a Creta vertono su soggetti greci o turchi piuttosto che su schiavi tartari o circassi, molto più richiesti in Egitto, e che Venezia pensa prima di tutto a rifornire di manodopera servile i possedimenti fondiari di Creta.

Come indica il trattato di Emmanuel Piloti del 1420<sup>56</sup>, i Genovesi restano i principali fornitori di schiavi dell'Egitto. Non per questo la concorrenza tra le due Repubbliche marinare per l'accesso ai principali mercati della tratta nel Kuban e nel Caucaso è minore. Qui lo schiavo viene considerato, in effetti, una merce come le altre, scambiata contro sale, pesce salato e pezze di stoffa, un commercio quindi al di fuori dell'economia monetaria, ma che arricchisce i fondaci italiani, Caffa in primo luogo, la Tana in secondo. La conquista di questi mercati permette di rispondere alla domanda delle città occidentali e ai bisogni dell'Egitto di schiavi-soldati. Genova durante il XIV secolo sembra meglio piazzata di Venezia per soddisfare le une e gli altri.

### *Il controllo delle grandi vie marittime*

«In mari constituta», ma sprovvista di una popolazione sufficiente per occupare vasti territori, Venezia deve concentrare i suoi sforzi in piazze strategiche che le permettano di controllare gli sbocchi delle vie di terra, lungo le quali transitano le derrate alimentari, le materie prime e i prodotti di lusso che le sono indispensabili, e di sorvegliare gli assi marittimi, che le sue galere percorrono con regolarità.

Uno dei principali ostacoli al raggiungimento di questo obiettivo deriva dalla lentezza delle comunicazioni lungo itinerari smisurati, che si estendono dall'Inghilterra e dalle Fiandre sino al mar Nero. Occorrono infatti da ventiquattro a trentaquattro giorni per andare da Venezia a Candia, da sette a otto settimane per raggiungere Trebisonda o la Tana. Per arrivare nelle

---

<sup>55</sup> VERLINDEN 1977, pp. 814-815.

<sup>56</sup> PILOTI, p. 143.

Fiandre sono invece necessari circa cinquanta giorni. Le distanze in giorni di navigazione sono nello stesso ordine di quelle che separano nel XIX secolo Londra dai paesi più lontani del Commonwealth<sup>57</sup>. Su rotte così lunghe, gli scali svolgono un ruolo fondamentale. Così Venezia costruisce pazientemente nel XIII e XIV secolo una rete omogenea e coordinata di punti strategici, che scandiscono le grandi vie marittime del mondo mediterraneo.

La localizzazione geografica degli scali risponde prima di tutto a una semplice necessità pratica: galere e navi a vela attraccano al crepuscolo e riprendono la navigazione soltanto alle prime luci dell'alba. La notte e le insidie notturne terrorizzano i marinai<sup>58</sup>. I capitani affrontano l'oscurità soltanto in caso di imperiosa necessità, quando si tratta per esempio di percorrere grandi distanze senza approdi, come da Rodi ad Alessandria o da Creta all'Egitto. L'assillo della notte induce i patroni delle galere a cercare un approdo che assicuri loro una totale sicurezza: un capo, un'isola abitata o deserta e, nel migliore dei casi, un porto ben protetto. Tutti questi scali, separati gli uni dagli altri dalla distanza che una galera può percorrere in un giorno, servono di rifugio per la notte. Soltanto i grandi porti permettono ai capitani di completare l'equipaggio e i rifornimenti di bordo con prodotti freschi e ai mercanti di intraprendere i loro affari. Corone e Modone, Negroponte e Candia, Costantinopoli, la Tana e Trebisonda aggiungono a queste funzioni quella di magazzini del commercio internazionale, cosa che implica un più lungo soggiorno delle galere da mercato, così come delle navi a vela e delle *cocche* della navigazione libera. I loro capitani possono ripararsi dai pirati, effettuare riparazioni negli arsenali locali e raccogliere informazioni sulle condizioni della navigazione. Così Corone e Modone vengono chiamate «i due occhi della Repubblica», ma ogni scalo svolge per Venezia lo stesso ruolo di sorveglianza del mare.

Per mantenere il controllo di questo impero senza terre e controllare la rete delle vie marittime che rinserra i luoghi di scambio, Venezia mantiene nel Levante una squadra navale permanente. Ogni anno arma una flotta del Golfo, composta da almeno tre navi, che sorvegliano sei mesi su dodici l'accesso al canale d'Otranto e scortano talvolta i legni mercantili sino in Romania o a Rodi. Inoltre le differenti colonie sono obbligate a conservare in piena efficienza galere da guardia: un armamento molto pesante dal

---

<sup>57</sup> THIRIET 1973, I/2, pp. 779 (pp. 773-782); STÖCKLY 1995a, p. 162.

<sup>58</sup> TUCCI 1958, pp. 72-86; BALARD 1974, pp. 243-264; BALARD 1988a, pp. 781-793.

punto di vista finanziario e mal sopportato dai marinai a causa del soldo troppo basso che viene loro proposto. Nel XIV secolo Creta normalmente deve armare quattro galere, due delle quali vanno a unirsi alla flotta del Golfo, una sorveglianza Negroponte e la quarta vigila su Candia e la costa anatolica. Creta svolge anche un ruolo fondamentale nel dispositivo veneziano di controllo degli assi marittimi<sup>59</sup>.

Come si presenta questa rete di scali alla fine del Trecento? Nei mari del Nord i Veneziani della *muda* delle Fiandre attraccano a Bruges e ad Anversa. Dopo un primo tentativo di convoglio di galere nel 1315, con la partecipazione dello Stato, nel 1319 un ambasciatore veneziano va nelle Fiandre a negoziare l'apertura di un consolato, la libertà di commercio e di soggiorno, la riduzione delle tasse commerciali<sup>60</sup>. In Inghilterra la prima visita delle galere veneziane è attestata nel 1319 a Southampton, da dove, però, le tiene lontano per molti anni una rissa scoppiata tra marinai veneziani e gli abitanti della città. Londra e Sandwich sono scali occasionali che le galere di Stato frequentano regolarmente soltanto dopo il 1384<sup>61</sup>. Il lungo conflitto franco-inglese e i contrasti con l'Aragona fanno sì che Venezia preferisca a lungo la via di terra, che porta alle Fiandre passando per la Germania, alla via marittima di Ponente.

Nel Mediterraneo occidentale le navi della *muda* delle Fiandre attraccano nei porti catalani o andalusi – Maiorca, Valenza, Barcellona, Cadice, Siviglia, Malaga – e completano i loro carichi nelle saline di Ibiza e di La Mata<sup>62</sup>. Gli scali di Provenza – Marsiglia e Aigues-Mortes – e quelli di Barbaria – Tunisi e Mahdia – nel XIV secolo sono frequentati soltanto dalle navi private. Le *mude* del *trafego* e di Aigues-Mortes sono create soltanto nel XV secolo. Nell'Adriatico il governo veneziano proclama costantemente la sua sovranità sul Golfo e la Dalmazia; si sforza ad ogni costo di impedire al re d'Ungheria e alle signorie slave l'accesso al mare: l'obiettivo è quello di assicurarsi la sicurezza della navigazione e una linea continua di scali lungo la costa dalmata. Venezia ci riesce solamente nel 1409, quando Ladislao

---

<sup>59</sup> TENENTI 1973, pp. 747-755 (pp. 705-771).

<sup>60</sup> CESSI 1952, p. 91 (pp. 71-172); STÖCKLY 1995a, p. 155.

<sup>61</sup> RUDDOCK, pp. 22-26; CARUS-WILSON, p. 64.

<sup>62</sup> FERRER I MALLOL 1980, p. 461-466; HOCQUET 1978, I, pp. 96-97, 206-207. CARRÈRE, II, pp. 600-606, sottolinea la poca importanza delle importazioni veneziane a Barcellona e la presenza soltanto episodica dei mercanti della Serenissima.

abbandona per trattato le sue posizioni a Cattaro, Durazzo, Saseno e Corfù, quest'ultima essendo stata ceduta nel 1386 da Carlo III di Durazzo. Così Venezia estende il suo dominio sul basso Adriatico e sulle isole Ionie e controlla i principali scali da Pola a Modone, ad eccezione di Ragusa<sup>63</sup>.

Nell'Egeo la concorrenza genovese è naturalmente più agguerrita. Le navi della Superba per guadagnare Chio e Mitilene devono passare al largo delle basi veneziane della Morea (Clarentza, Corone e Modone, Nauplia) e attraversare le Cicladi, controllate da dinastie veneziane. È una zona pericolosa; infatti le coste meridionali e orientali della Morea vedono numerosi scontri tra Veneziani e Genovesi. In seguito la navigazione genovese verso la Romania si appoggia a basi marittime nell'Egeo orientale – Chio, Focea, Samo, Mitilene e Adramittio – lasciando l'Ovest – Negroponte, le Sporadi e Tessalonica – sotto il dominio veneziano. Si capisce che le pretese di Venezia sull'isola di Tenedo, proprio all'entrata dei Dardanelli, siano state considerate come un rimettere in questione questa divisione di fatto: la guerra di Chioggia ne è l'immediata conseguenza.

Nel Mediterraneo orientale Creta, Cipro e la Piccola Armenia sono luoghi di ripiego per mercanti che commerciano con l'Egitto, dal quale sono per un momento allontanati a causa degli interdetti pontifici contro il commercio con i Saraceni. Creta è la chiave di volta del sistema veneziano: scali indispensabili per le *mude* di Cipro e in seguito di Beirut e Alessandria, Candia e, in misura minore, Canea, Retimo e Sitia sono i magazzini dei prodotti d'Oriente e d'Occidente, porti di transito del commercio internazionale. In compenso Famagosta sfugge nel 1373 alla rete veneziana, che deve contentarsi, in condizioni incerte, di Limassol, Pafos e Larnaca. La *muda* di Cipro ha come destinazione ultima il porto di Laiazzo nella Piccola Armenia, attivamente frequentato dalle galere veneziane sino al saccheggio della città ad opera dei Mamelucchi nel 1337: in seguito Laiazzo non appare più nella lista degli scali veneziani<sup>64</sup>. Il controllo del sultano sui fondaci occidentali di Alessandria e i porti della Siria e della Palestina, soprattutto Beirut, evita che la concorrenza tra le due Repubbliche marinare si faccia più dura.

Questa si scatena pienamente invece nelle regioni del Ponto. Dopo la fine del XIII secolo Genova vi costituisce una rete omogenea di scali: Vicina,

---

<sup>63</sup> CESSI 1981, pp. 300-305 e 350; LANE 1978, p. 240; DUCCELLIER, pp. 396-402 e 561-568; HOCQUET 1978, piante fuori testo.

<sup>64</sup> STÖCKLY 1995a, pp. 123 e 135.

Kilia e Licostomo sono gli sbocchi sul mare dei paesi danubiani; Cetatea Alba (Moncastru) controlla la « strada moldava » alla bocca del Dniestr. Sulla costa della Crimea Caffa è il fulcro delle colonie genovesi, che comprendono anche Cembalo e Soldaia, quest'ultima ripresa a Venezia nel 1365 assieme ai casali di Gothia. Più ad est i mercanti genovesi sono presenti a La Copa, Vosporo e Matrega, semplici punti di raccordo che permettono di dominare la via commerciale che porta alla Tana. Se si aggiunge che Genova controlla anche la regione di Zichia, la costa orientale del mar Nero, dove viene aperto un consolato a Savastopoli, e la costa dell'Anatolia con i fondaci di Samastri, Sinope e Simisso, non restano a Venezia che la Tana e Trebisonda, dove, tuttavia, i quartieri genovesi e veneziani sono contigui e si scontrano in frequenti risse. La navigazione delle galere veneziane nel mar Nero e la sicurezza dei mercanti dipendono quindi dalla buona volontà non soltanto dei governi locali, ma anche delle autorità genovesi e dei loro sudditi<sup>65</sup>.

### *Sviluppo di un impero coloniale?*

« L'ambizione territoriale non ha mai avuto alcun ruolo nella politica veneziana », scriveva George T. Dennis<sup>66</sup>. Questo è vero, se con ciò s'intende che Venezia non ha mai voluto creare un vasto impero continentale. Tuttavia l'occupazione di basi navali, di scali e di isole nel corso del XIII e XIV secolo sembra ben rientrare in un piano globale e premeditato di espansione, mirante ad assicurare la libertà economica di Venezia e a proteggere la sicurezza dei suoi commerci: il mare genera un « imperialismo talassocratico ».

Nel corso del XIV secolo, quantomeno nel Mediterraneo orientale, Venezia cerca in effetti di completare le proprie conquiste per rafforzare la rete di possedimenti diretti o indiretti. In seguito al trattato veneto-bizantino del settembre 1302<sup>67</sup>, le isole egee di Santorino, Ceos e Serifo, Cerigo e Scarpantos passano sotto la sovranità di Venezia, la cui influenza si esercita in maniera preponderante sui domini dei Ghisi e sul ducato di Naxos. Dopo una lunga lotta contro i Catalani e i terziari – così erano chiamati i tre feudatari dell'isola – nel 1390 Negroponte diventa veneziana. Nella

---

<sup>65</sup> NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 15-51; PAPACOSTEA 1973a, II, pp. 599-624; BALARD 1978, I, pp. 130-162; SKRZINSKAJA 1968, pp. 3-45; DOUMERC 1989, pp. 251-266; KARPOV 1991, pp. 191-216; KARPOV 1986, pp. 71-139.

<sup>66</sup> DENNIS 1973, p. 220 (pp. 219-235).

<sup>67</sup> THOMAS, I, n. 7; cfr. LAIOU 1972, p. 111.

stessa direzione va l'occupazione di Tenedo nel 1376: controllare il passaggio obbligatorio degli Stretti e impedirvi la supremazia genovese.

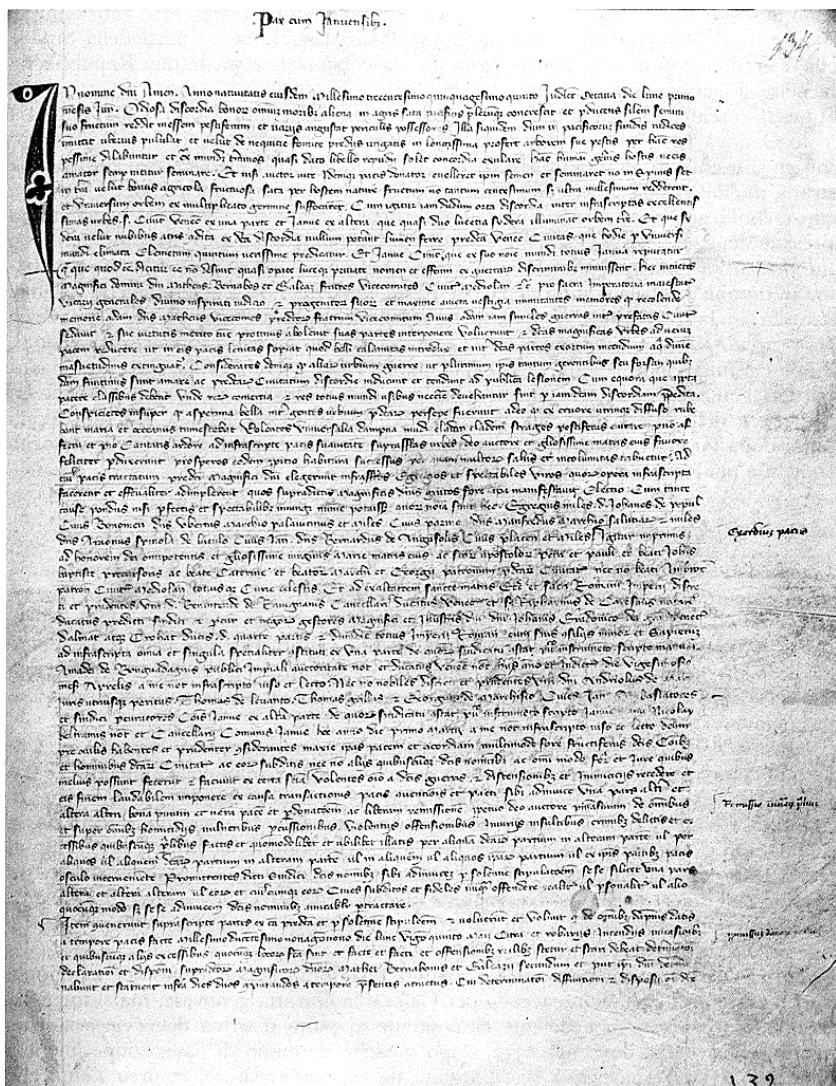


Fig. 2. Trattato di pace tra Venezia e il comune di Genova. 1° giugno 1355. A.S.V., Secreta, Libri Pactorum, V, c. 134 (da Storia di Venezia, p. 100).



Nel mar Nero Venezia non riesce a stabilire una dominazione territoriale autonoma rispetto ai poteri locali, come accade per Caffa e la Gazaria genovese, ma si impegna per ottenere concessioni nelle due città situate ai punti d'arrivo delle vie asiatiche. Anzitutto alla Tana, dove nel 1332, dopo qualche decennio di navigazione libera, i Veneziani inviano una prima *muda*, seguita da un ambasciatore, Andrea Zeno, che ottiene dal khan Uzbek la concessione di un terreno sulle rive del Don per costruirvi alcune case e un attracco per le navi. Ma la prima menzione di un console veneziano alla Tana è datata già fin dal gennaio 1326<sup>68</sup>. Lo svilupparsi di un insediamento veneziano contiguo a uno stabilimento commerciale genovese più antico non fa che accrescere tra i mercanti delle due nazioni quella rivalità che è in gran parte all'origine delle due guerre veneto-genovesi (1350-1355, 1376-1381).

Anche a Trebisonda, testa di ponte del traffico verso Tabriz e la Persia, i Genovesi hanno preceduto i loro rivali stabilendovi una comunità diretta da un console già prima del 1290<sup>69</sup>. Venezia deve aspettare il 1319 perché una crisobolla concessa da Alessio II le accordi una base permanente diretta da un bailo al Leontokastron, nonché la libertà di commercio negli Stati dei Grandi Comneni. I conflitti con il vicino insediamento genovese e con i successori di Alessio II a proposito dei diritti commerciali non impediscono che durante il XIV secolo Trebisonda sia, insieme alla Tana, il centro del commercio veneziano nel mar Nero<sup>70</sup>.

La costituzione di reti di scali, basi navali, stabilimenti commerciali e colonie porta dunque le due Repubbliche marinare ad affrontarsi principalmente nel mar Egeo e nello spazio del Ponto. Nell'Egeo Genova domina la parte orientale, Venezia le parti occidentale e meridionale, ma la questione del controllo degli Stretti rimane oggetto di costante antagonismo. Nel mar Nero Genova ha costruito una fittissima rete di fondaci atti a stornare verso Caffa, chiave di tutto il sistema genovese, le risorse locali e quelle provenienti dalle zone più remote dell'Asia. La politica di Venezia cerca perciò di contrastare queste tendenze monopolistiche al fine di assicurare ai propri mercanti una parte del commercio internazionale passante attraverso la regione del Ponto. Altrove – nel Mediterraneo occidentale, nel Maghreb o nel

---

<sup>68</sup> THOMAS, I, pp. 243-244; THIRIET 1958, n. 28, p. 28; SKRZINSKAJA 1968, p. 8; BERINDEI - VEINSTEIN, n. 2, p. 120 (pp. 110-201); KARPOV 1995, pp. 227-235.

<sup>69</sup> JANSSENS 1969, pp. 93-97; BALARD 1978, I, p. 134.

<sup>70</sup> KARPOV 1986, pp. 71-139.

Mediterraneo orientale – la concorrenza è altrettanto reale ma non dà luogo a un confronto così esacerbato. La lotta per il dominio del mare può essere suddivisa in tre periodi, ciascuno scandito da una delle grandi guerre « coloniali » che oppongono l'una all'altra le due Repubbliche marinare.

## 2. La lotta per l'egemonia

### *Dal trattato di Milano al 1345*

La seconda guerra veneto-genovese (1293-1299) è originata dalle rivalità commerciali e coloniali tra le due Repubbliche e termina senza vincitori né vinti. Con il trattato di Milano (25 maggio 1299), concluso grazie alla mediazione di Matteo Visconti, Genova e Venezia rinunciano a ogni pretesa per le perdite subite dall'inizio delle ostilità, promettono la liberazione di tutti i prigionieri dopo la ratifica del trattato e s'impegnano a non intervenire nei conflitti che vedano implicata una delle due parti, nel Tirreno per Venezia nell'ipotesi di una guerra tra Genova e Pisa, nell'Adriatico per Genova nel caso di una controversia tra Venezia e una potenza limitrofa. Insomma, una pace onorevole che consolida il primato commerciale di Genova nella zona del Ponto senza perciò eliminarne Venezia e che rimanda a più tardi la conclusione della lotta ingaggiata per il dominio del mare<sup>71</sup>.

Nel Mediterraneo occidentale la superiorità genovese si afferma nella penisola iberica e sulle rotte dell'Atlantico. I primi viaggi marittimi verso le Fiandre e l'Inghilterra vengono organizzati a Genova a partire dal 1277<sup>72</sup>. Dal 1292 i fratelli Zaccaria trasportano direttamente l'allume di Focea fino in Fiandra<sup>73</sup>. Sebbene alcune navi private veneziane si arrischino nell'Atlantico sin dalla fine del XIII secolo, bisogna attendere il 1315 perché a Venezia si organizzino, a partecipazione statale, un convoglio di galere verso Bruges che assicuri il flusso dei prodotti del Levante verso i mari nordici. I Veneziani ottengono i loro primi privilegi commerciali qualche anno più tardi: nel 1332 stabiliscono un consolato a Bruges e nel 1358 ricevono dal conte di Fiandra il riconoscimento di *natio*. Certamente alla stessa epoca questo av-

---

<sup>71</sup> *Liber Iurium*, coll. 344-352; CARO, n. 2, pp. 242-247 (pp. 5-456); CESSI 1981, pp. 165-166; LANE 1978, pp. 100-101; LAIOU 1972, pp. 108-109; PAPACOSTEA 1990, pp. 211-236.

<sup>72</sup> DOEHAERD 1938, pp. 5-76.

<sup>73</sup> BALARD 1978, II, p. 866.

viene anche per la *natio* genovese in Fiandra, per quanto il primo testo conservato sia datato solamente 1395<sup>74</sup>.

Sulle rotte marittime del Nord la *commissio* del senato veneziano prevede pochi e brevi scali per le galere: quattro giorni in Sicilia (Messina, Palermo), tre giorni a Maiorca, uno a Cadice e Malaga, una sosta un po' più lunga a Siviglia, ancora un giorno a Lisbona<sup>75</sup>. Nessuno scalo francese è menzionato prima della separazione del convoglio in due parti, una verso Southampton e Londra e l'altra verso Bruges. Niente di paragonabile ai lunghi scali delle galere genovesi nei porti della penisola dove le colonie permanenti dei Liguri hanno di gran lunga la meglio sulle piccole comunità veneziane<sup>76</sup>.

Nel Maghreb le due Repubbliche marinare cercano di ottenere una parità di trattamento. Un consolato veneziano è attestato a Tunisi nel 1231, qualche anno dopo l'installazione di quello genovese<sup>77</sup>. Il trattato del 1287 che definisce i diritti dei Genovesi nel regno hafsida è seguito dai trattati del 1305 e del 1317 che garantiscono la sicurezza ai mercanti veneziani, la libera giurisdizione del loro console, la fissazione dei diritti sul commercio, paragonabili in tutto e per tutto a quelli pagati dai Genovesi. Venezia si lamenta delle estorsioni commesse dai proscritti genovesi nel 1323 ma rifiuta di associarsi ai Genovesi quando questi ultimi organizzano una spedizione punitiva contro i pirati di Mahdia. Dal 1317 al 1391 i privilegi commerciali dei Veneziani sembrano essere stati regolarmente rinnovati, permettendo lo svilupparsi di un traffico che non è ancora regolato dallo Stato ma lasciato all'iniziativa degli armatori privati<sup>78</sup>.

In Oriente il trattato di Milano lascia faccia a faccia Venezia e l'Impero bizantino, schierato a fianco di Genova in seguito all'attacco veneziano contro Pera nel luglio 1296 ma abbandonato dal suo alleato al momento dei negoziati di pace. Negli anni che seguono le due Repubbliche profitano a turno della debolezza dell'Impero divenendo sempre più esigenti e ottenendo così l'accrescimento delle proprie concessioni. Nel febbraio del 1301 il senato veneziano invia in Oriente due flottiglie per combattere i Bizantini

---

<sup>74</sup> PETTI BALBI 1996, pp. 20-22.

<sup>75</sup> STÖCKLY 1995a, pp. 155-159.

<sup>76</sup> FERRER I MALLOL 1980, pp. 428-448, 461-466; PISTARINO 1985, pp. 21-51.

<sup>77</sup> JEHEL 1993, pp. 373, 405.

<sup>78</sup> DE MAS LATRIE 1866, pp. 170, 237, 239-240, 244-249; SAYOUS 1929, pp. 76-82; SACERDOTI 1966, pp. 303-346.

nel mar Egeo: le isole di Kos, Amorgos, Serifo e Santorino cadono in mano dei Veneziani e così rimangono finché l'Impero si risolve a negoziare. Il trattato del 4 ottobre 1302, che accorda inoltre a Venezia dei risarcimenti, rende manifesta la bancarotta della politica occidentale di Bisanzio<sup>79</sup>.

In effetti nello stesso momento Andronico II, che ha imprudentemente fatto appello alla Compagnia catalana per lottare contro i Turchi, è ricorso a Genova per limitare le estorsioni di quei mercenari che, non pagati, si rivoltano contro il loro datore di lavoro. Il comune ottiene come contropartita un primo allargamento del quartiere di Pera, poi nel marzo del 1304 una seconda crisobolla che autorizza i suoi abitanti a proteggersi con un fossato, a utilizzare i propri pesi e misure, a beneficiare di una totale franchigia dai diritti e della sola giurisdizione delle autorità genovesi. Contemporaneamente il *basileus* lascia che Benedetto Zaccaria occupi l'isola di Chio, concessa per dieci anni al signore di Focea, a condizione che egli riconosca la sovranità bizantina<sup>80</sup>. Nel 1306 una flotta genovese agli ordini di Antonio Spinola attacca senza convinzione i Catalani, poi si ritira. Solo la decisione imperiale di affamare i ribelli vietando ai contadini di Tracia di coltivare i loro campi riesce a sloggiare i Catalani dai dintorni della capitale e ad allontanarli verso la Macedonia nel corso dell'estate del 1307<sup>81</sup>.

Un nuovo fattore interviene a modificare l'atteggiamento delle due Repubbliche marinare: i progetti di Carlo di Valois. Marito di Caterina di Courtenay, imperatrice titolare di Costantinopoli, Carlo di Valois, col concorso di suo fratello Filippo il Bello, del re di Napoli e del papato, progetta una spedizione contro Bisanzio con il fine di restaurare l'Impero latino di Costantinopoli. Apre quindi dei negoziati con Venezia che, con il trattato del 19 dicembre 1306, s'impegna a fornire le navi necessarie e a inviare dieci galere in Romània « contro i nemici comuni dell'impero [latino] ». Genova, che ha rifiutato di partecipare alla spedizione, vede in questo accordo una minaccia contro i propri possedimenti nel Ponto, bramati dai Veneziani. Si riavvicina perciò al *basileus* e si fa più accomodante. Da parte sua Venezia deve constatare che la morte di Caterina di Courtenay (1308) e la mancanza di denaro e del sostegno di Filippo il Bello fanno abbandonare a Carlo di Valois i progetti di conquista. Conclude allora un trattato (11 novembre

---

<sup>79</sup> THOMAS, I, n. 7; LAIOU 1972, p. 111.

<sup>80</sup> PACHYMERIS 1835: II, p. 558; ARGENTI 1958: I, pp. 55-57; BALARD 1978, I, pp. 62-63.

<sup>81</sup> LAIOU 1967, pp. 92-97 (pp. 91-113); PISTARINO 1992, pp. 155-206; LOCK, pp. 104-107.

1310) con Andronico II che le accorda 40.000 iperperi di risarcimento e regola l'esportazione del grano dall'Impero<sup>82</sup>. Così il fronte latino contro Bisanzio si dissolve e si ristabiliscono relazioni diplomatiche e commerciali normali, ma non senza incidenti che oppongono Venezia e Genova.

L'origine di tali attriti va ricercata nell'attività incontrollabile dei pirati che agiscono per conto proprio o sostenuti, sotto banco, dal comune cui appartengono<sup>83</sup>. Venezia risponde agli attacchi dei pirati genovesi al largo delle coste di Laiazzo inviando la flotta di Giustiniano Giustiniani che fa una dimostrazione davanti a Pera e costringe il governo genovese a versare 8.000 ducati a titolo di indennizzo. Nel 1309 i Veneziani fanno prigioniero il genovese Lodovico Morisco, fratello di un ammiraglio al servizio del *basileus*, e lo accusano di atti di pirateria al largo di Carpathos. Si lamentano anche degli attacchi effettuati dai Genovesi di Pera contro navi mercantili veneziane e reclamano giustizia presso il *basileus* in virtù del trattato del 1285 che rende quest'ultimo responsabile degli atti di ostilità commessi nell'Impero nei riguardi dei sudditi del comune. Benché i Peroti sostengano la politica filoghibellina di Andronico II, vista di buon occhio da Venezia, nel 1327 pirati genovesi saccheggiano ancora imbarcazioni veneziane e s'impadroniscono di trecento prigionieri. Per rappresaglia l'anno seguente i Veneziani catturano quattro navi genovesi nei pressi di Hieron e costringono il governo di Genova a versare un risarcimento<sup>84</sup>. Questi sono solo alcuni sparsi episodi della vasta lotta che nella prima metà del XIV secolo vede coinvolti Genovesi, Veneziani e Turchi per la dominazione di quello che era stato lo spazio marittimo bizantino<sup>85</sup>.

Malgrado questi incidenti il secondo decennio del XIV secolo vede delinearsi un riavvicinamento tra Venezia e Bisanzio. In effetti Andronico II sostiene la lega ghibellina costituita da suo figlio Teodoro di Monferrato, Venezia, Pisa e Lucca, mentre Genova, passata sotto il potere delle famiglie guelfe, non riesce a ristabilire la propria autorità sulla colonia di Pera, rimasta ghibellina. Venezia approfitta della divisione interna della sua rivale e dell'inizio della guerra civile tra Andronico II e suo nipote Andronico III per ottenere, nell'ottobre 1324, un trattato che soddisfi tutte le sue richieste: 12.000 iperperi di risarcimento per i danni subiti dai suoi sudditi nell'Im-

---

<sup>82</sup> THIRIET 1959, pp. 157-159; LAIOU 1972, pp. 200-237; BALARD 1978, I, p. 65.

<sup>83</sup> THIRIET 1966, I, nn. 168-169.

<sup>84</sup> LAIOU 1972, pp. 269, 273, 276; BALARD 1978, I, p. 67.

<sup>85</sup> FONTENAY - TENENTI, pp. 95-100 (pp. 78-136); TENENTI 1973, pp. 716, 726-727.

pero e totale libertà del commercio dei grani<sup>86</sup>. Nel frattempo, procacciandosi amicizie nei due campi che si disputano l'Impero, i Peroti aumentano l'autonomia del loro quartiere, che cominciano a fortificare, mettendo così in luce l'impotenza dell'Impero.

Bisanzio manifesta anche la propria incapacità a contenere la spinta verso ovest degli emirati turchi, una minaccia che Genova e Venezia giudicano pericolosa per le loro attività commerciali nel mar Egeo. Tuttavia la reazione delle due Repubbliche è differente. Genova rafforza le sue posizioni ottenendo nel 1304 la concessione dell'isola di Chio, che permette agli Zaccaria di proteggere il traffico dell'allume di Focea. Venezia si associa ai progetti di crociata e di lega contro i Turchi, la cui teoria viene elaborata, tra gli altri, da uno dei suoi sudditi, Marino Sanudo Torsello, nel suo *Liber secretorum fidelium Crucis*<sup>87</sup>. Fin dal 1327 Venezia preconizza la formazione di una lega antiturca comprendente Bisanzio, gli Ospedalieri e Martino Zaccaria, signore di Chio. Questi progetti si coniugano con quelli del re di Francia, Filippo IV, del re di Cipro, Ugo IV, e del papato. Nel 1334 una quarantina di vascelli riuniti dalle forze della lega infliggono una disfatta alla flotta del bey di Karasi nei pressi di Adramittio, ma la flotta di Umūr d'Aydīn resta intatta e minacciosa. Genova, che non ha partecipato alla spedizione, fa le spese di sporadiche reazioni bizantine tendenti a restaurare la sovranità imperiale sui territori dell'Impero occupati dagli stranieri: nel 1329 Martino e Benedetto II Zaccaria vengono espulsi da Chio, nel 1336 Mitilene torna sotto la sovranità diretta del *basileus*, lo stesso avviene per Focea quattro anni più tardi<sup>88</sup>.

Questi effimeri successi comportano reazioni diverse da parte delle due Repubbliche marinare. Dopo aver, a dire di Niceforo Gregoras<sup>89</sup>, favorito nel 1337 il progetto dell'emiro ottomano Orhan di attaccare Costantinopoli, i Genovesi di Pera svolgono un ruolo decisivo nelle guerre civili bizantine successive al 1341, non avendo altra preoccupazione se non quella di salvaguardare e sviluppare i propri interessi territoriali e commerciali. Prima trattano con

---

<sup>86</sup> THOMAS, I, pp. 200-203.

<sup>87</sup> LAIOU 1972, pp. 312-314; JACOBY 1974, pp. 217-261; HOUSLEY, pp. 36-37.

<sup>88</sup> LEMERLE, pp. 56-57, 66-67, 108-113; GATTO, pp. 325-345; KYRRIS 1963, pp. 7-48; ARGENTI 1958, I, pp. 60-68; BALARD 1978, I, pp. 69-74; ZACHARIADOU 1983, pp. 21-40; EDBURY 1991, pp. 157-158.

<sup>89</sup> GRÉGORAS, I, p. 359.

la reggente Anna di Savoia per rinnovare il trattato di Ninfeo<sup>90</sup>, poi favoriscono Giovanni VI Cantacuzeno, finché la reggente mantiene il controllo di Costantinopoli, si riavvicina a Venezia e invoca una crociata latina contro i Turchi che sostengono Cantacuzeno<sup>91</sup>. Al contrario, quando Giovanni VI fa il suo ingresso a Costantinopoli e si sforza di restaurare lo Stato spezzando la supremazia economica genovese, i Peroti aiutano Anna di Savoia, fortificano il loro fondaco e si preparano al conflitto con l'imperatore.

Invece Venezia per la difesa dei propri possedimenti egei mantiene una politica risolutamente ostile ai Turchi e favorevole alla reggente Anna di Savoia. Nel 1343 si unisce all'iniziativa di Ugo IV di Cipro e del papa Clemente VI per formare una nuova lega con gli Ospedalieri<sup>92</sup>. Vengono riunite una trentina di imbarcazioni che il 28 ottobre 1344, malgrado importanti problemi finanziari, di comando e di strategia, riescono a impadronirsi del porto di Smirne. Tuttavia i Latini devono lasciare l'acropoli ai Turchi in seguito a un attacco nel corso del quale muoiono il capo della spedizione, Martino Zaccaria, e il legato pontificio, Enrico d'Asti<sup>93</sup>. L'anno successivo Venezia concede un modesto aiuto alla «crociata» del delfino Umberto di Viennois e ancora, nel 1347, partecipa con alcuni vascelli alla flotta armata contro i Turchi<sup>94</sup>.

Nel Mediterraneo orientale i quattro primi decenni del XIV secolo sono contraddistinti dalla proibizione del commercio con i Saraceni, un interdetto che il papa cerca di far applicare da tutta la cristianità. Genova e Venezia reagiscono diversamente alle ingiunzioni pontificie. Nel 1292 il governo veneziano vieta l'esportazione di materiale strategico (legname, ferro, pece) verso il Levante e la vendita di schiavi all'Egitto, in conformità a una legislazione canonica già vecchia. Clemente V nell'ottobre 1308 proibisce ogni commercio con i Mamelucchi e chiede tanto al doge di Venezia quanto all'arcivescovo di Genova di pubblicare la bolla. Quando nel 1312 il concilio di Vienne autorizza gli Ospedalieri a impadronirsi di ogni imbarcazione cristiana che commerci con l'Egitto, Venezia aspetta ancora cinque anni prima di vietare questo traffico ai suoi mercanti. Ai Genovesi, che hanno mante-

---

<sup>90</sup> Trattato del settembre 1341, in BERTOLOTTI, pp. 545-550 (pp. 337-573).

<sup>91</sup> THIRIET 1958, n. 155; THIRIET 1959, p. 167; LEMERLE, pp. 182-183.

<sup>92</sup> PREDELLI, II, n. 18, p. 117; THIRIET 1958, n. 155, 158; EDBURY 1991, pp. 157-158.

<sup>93</sup> GAY; LEMERLE, pp. 180-193; ZACHARIADOU 1983, pp. 41-62; HOUSLEY, p. 59.

<sup>94</sup> THIRIET 1958, n. 194. Sulla spedizione del delfino Umberto di Viennois, cfr. p. 610.

nuto un consolato ad Alessandria durante il primo decennio del XIV secolo e il cui ruolo di fornitori di schiavi caucasici all'Egitto viene denunciato da Guillaume Adam<sup>95</sup>, il comune proibisce soltanto la vendita di armi e di schiavi<sup>96</sup>. In pratica, i convogli di galere statali s'interrompono dopo il 1312<sup>97</sup> e i mercanti delle due nazioni che continuano a recarsi in Egitto o in Siria lo fanno a proprio rischio e pericolo.



Fig. 3. Bottega di Paolo Veronese, Il ritorno trionfale del doge Andrea Contarini dalla guerra di Chioggia. Fine del secolo XVI. Venezia, Palazzo Ducale, sala del maggior consiglio (Foto Cameraphoto, Venezia).

<sup>95</sup> ADAM, p. 531.

<sup>96</sup> ASHTOR 1983a, pp. 17-19.

<sup>97</sup> STÖCKLY 1995a, p. 142.



Dopo il 1323 l'embargo viene rafforzato. Sotto la pressione della Santa Sede il governo veneziano pubblica un divieto generale di commercio con i territori del Sultanato, che tutti i sudditi di Venezia devono abbandonare entro l'aprile del 1324. Per ventiquattro anni, come ricordato dal trattato del 1345 tra il sultano e Venezia<sup>98</sup>, nessuna imbarcazione della Serenissima arriverà in Egitto, benché i Veneziani sembrano aver conservato il possesso dei fondaci che essi occupavano ad Alessandria. Quanto ai Genovesi, la loro presenza in Siria è attestata da diverse clausole del *Liber Gazarie* degli anni 1330 e 1340<sup>99</sup>, ma non si hanno testimonianze dirette circa le loro attività ad Alessandria prima del 1344.

La riduzione delle attività marittime e commerciali in Egitto e Siria porta alla ribalta quei territori considerati generalmente di secondaria importanza dai mercanti occidentali – Creta, Cipro, la Piccola Armenia –, dove i prodotti orientali arrivano con l'intermediazione dei rifugiati dalla Siria-Palestina dopo il 1291, che hanno mantenuto rapporti con i loro fornitori musulmani. Creta all'inizio del XIV secolo serve da base commerciale veneziana con il Levante musulmano; i Genovesi non sembrano figurarvi, benché sia menzionata l'esistenza, certamente effimera, di un consolato genovese a Candia<sup>100</sup>.

Cipro è una terra di libera concorrenza da cui si irradiano le strade dirette verso la Siria, la Piccola Armenia e l'Asia centrale. Genovesi e Veneziani vi si sono stabiliti su un piano di parità: i primi in virtù del privilegio concesso dal re Enrico I nel giugno 1232, i secondi in seguito al trattato del 1306 stipulato con l'usurpatore Amaury, signore di Tiro<sup>101</sup>. Nel corso del XIV secolo i Lusignano sostengono a più riprese gli interessi dei Veneziani, si mostrano molto favorevoli al rafforzamento del divieto pontificio sul commercio con i Saraceni, cercano di rivedere i privilegi accordati ai Genovesi nel 1232, recalcitrano di fronte alle richieste di indennizzo avanzate dai Genovesi lesi nella persona o nei beni. A ciò fanno seguito profonde tensioni seguite da negoziati e dal rinnovo dei trattati: minacce d'espulsione nel 1299,

---

<sup>98</sup> THOMAS, I, p. 291.

<sup>99</sup> VITALE 1951, pp. 86, 89-90, 102; FORCHERI, pp. 77, 78, 94, 110; ASHTOR 1983a, pp. 48-49.

<sup>100</sup> THOMAS, I, n. 183; ASHTOR 1983a, pp. 38-39.

<sup>101</sup> THOMAS, I, pp. 42-45; JACOBY 1984, pp. 143-179; EDBURY 1986, II, pp. 109-126; BALARD 1987d, pp. 587-603.

1306 e 1313, sommosse antigenovesi nel 1310 e 1331, seguite da accordi nel 1329 e 1338. È fuor di ogni dubbio che i favori manifestati dai Lusignano nei riguardi dei Veneziani abbiano esasperato le comunità genovesi e preparato i tumulti che scoppiano nell'ottobre 1372 in occasione dell'incoronazione di Pietro II. Le conseguenze sono note: assoggettamento della corona di Cipro ai Genovesi, ma anche durevole deterioramento delle relazioni tra le due Repubbliche marinare italiane<sup>102</sup>.

Tra il 1328 e il 1344 Venezia invia galere da mercato verso Cipro e la Piccola Armenia tanto quanto in Romania<sup>103</sup>, il che dimostra l'importanza che i porti ciprioti e cilici rivestono come luoghi di trasbordo delle mercanzie provenienti dall'Oriente musulmano. Laiazzo, punto d'arrivo della via che da Tabriz passa per Erzincan e Siwas, dettagliatamente descritta da Pegolotti<sup>104</sup>, nei primi decenni del XIV secolo è un deposito di rilievo del commercio internazionale, importante almeno quanto Pera. Da lì partono un certo numero di spedizioni veneziane dirette verso le Indie e la Cina, in concorrenza con i viaggi intrapresi verso queste stesse regioni dai mercanti genovesi a partire dai fondaci della Crimea<sup>105</sup>. Preceduti dai Genovesi a Cipro, i Veneziani cercano molto presto di ottenere condizioni privilegiate in Piccola Armenia: vi riescono nel 1307, 1310 e di nuovo nel 1331 e 1333. Indubbiamente la presa di Laiazzo da parte dei Mamelucchi nel 1337 deve essere stata considerata un disastro dai Veneziani e ciò deve averli spinti a riprendere la rotta di Alessandria, sollecitando licenze pontificie.

Le divergenze delle politiche messe in atto dalle due Repubbliche marinare sono ancora più nette in mar Nero, dove i Genovesi intendono conservare la supremazia assicurata loro sin dal 1261 dal trattato di Ninfeo. I Veneziani cercano di recuperare il ritardo stabilendosi allo sbocco delle due vie che conducono verso l'Asia centrale. La loro apparizione sulle rive del Ponto è databile all'ultimo terzo del XIII secolo: nel 1264 a Tabriz il testamento di un certo Pietro Viglioni attesta la precocità dei legami commerciali con la capitale degli Il-Khan, mentre un documento del 1293 dimostra la

---

<sup>102</sup> EDBURY 1991, pp. 155-156, 199-200; BALARD 1995, pp. 262-263.

<sup>103</sup> STÖCKLY 1995a, pp. 118, 130.

<sup>104</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 28-29.

<sup>105</sup> LOPEZ 1952, pp. 361, 393 (p. 337-398); LOPEZ 1977, pp. 26-29 (pp. 13-33); BALARD 1974a, pp. 149-164, ora anche in BALARD 1989, cap. XIV.

presenza di una piccola colonia veneziana ivi permanente sin dal 1291<sup>106</sup>. Ma mentre la colonia genovese nella capitale dei Grandi Comneni ha a capo un console già prima del 1290, bisogna aspettare il 1319 perché una crisobolla definisca lo statuto giuridico e politico della colonia veneziana. L'imperatore di Trebisonda, Alessio II, accorda allora a Venezia un terreno al Leontokastron per stabilirvi un fondaco e la libertà di traffico nei suoi Stati, mantenendo però l'obbligo di pagare il *kommerkion* e le tasse sulla pesa delle merci. Questa concessione conduce rapidamente, nel 1327 e soprattutto nel 1328, a conflitti con il vicino insediamento commerciale genovese. La guerra civile sviluppatasi nell'Impero di Trebisonda rende precaria la situazione dei mercanti e obbliga il senato a sospendere nel 1346 l'invio di galere da mercato, come avveniva dal 1332<sup>107</sup>.

La sicurezza a Trebisonda condiziona l'accesso dei mercanti occidentali alle vie che conducono a Tabriz, la capitale degli Il-Khan di Persia. Anche qui Genovesi e Veneziani entrano in concorrenza. A Tabriz i Genovesi sembrano aver formato una colonia più importante, al punto che uno di loro, Buscarello de' Ghisolfi, viene scelto come ambasciatore dal khan Argoun per negoziare un'alleanza col papato contro i Mamelucchi<sup>108</sup>. Fin dai primi anni del XIV secolo vi viene stabilito un consolato, mentre occorre attendere il 22 dicembre 1320 perché un privilegio del khan Abu Sa'id determini le regole applicabili alla colonia veneziana e al suo console<sup>109</sup>. Numerosi incidenti rendono la vita difficile ai mercanti, al punto che nel 1329 il senato fa eleggere una commissione di cinque membri «super novis de Turisio»<sup>110</sup>. L'anarchia che fa seguito alla morte di Abu Sa'id porta anche il senato a proibire, il 17 dicembre 1338, ogni commercio con l'Impero degli Il-Khan<sup>111</sup>. Mentre riorganizza l'amministrazione della propria colonia di Tabriz, Genova attende il 1341 per ordinare a sua volta il boicottaggio del commercio con la Persia<sup>112</sup>. Anche se il nuovo khan, Malek Ashraf, chiede nel 1344 il ritorno

---

<sup>106</sup> CECHETTI, pp. 161-165; HEYD, II, p. 110.

<sup>107</sup> KARPOV 1986, pp. 75-85, 277; THIRIET 1958, n. 192; STÖCKLY 1995a, p. 107.

<sup>108</sup> PETECH, pp. 562-565 (pp. 549-574); PAVIOT 1991, pp. 107-117.

<sup>109</sup> BALARD 1978, I, p. 140; PAVIOT 1992; l'autore analizza il trattato pubblicato da THOMAS, I, n. 85, pp. 173-176.

<sup>110</sup> GIOMO, pp. 335, 337 (pp. 315-338).

<sup>111</sup> THIRIET 1958, n. 83.

<sup>112</sup> LOPEZ 1952, p. 360; VITALE 1951, pp. 116-119; FORCHERI, pp. 15-17.

degli Occidentali a Tabriz, nuovi movimenti xenofobi allontanano definitivamente i Veneziani dalla Persia.

A questa data la loro situazione nelle regioni settentrionali del mar Nero non è migliore. Soldaia, da dove sono partiti per la Cina i fratelli Polo, stenta a sopravvivere a causa della vigorosa concorrenza della genovese Caffa. La città, assediata dalle truppe del capo tartaro Nogai, in rivolta contro il governo centrale dell'Orda d'Oro, non riesce a risollevarsi, tanto più che nuovi attacchi dei khan Tochtai e Uzbek mettono in fuga gli abitanti. Soldaia perde allora ogni ruolo nel commercio internazionale a vantaggio di Caffa e delle colonie italiane della Tana, alla foce del Don<sup>113</sup>. Anche questa città, punto d'arrivo della seconda via che attraverso i territori mongoli andava verso l'Asia centrale, vede esacerbarsi i conflitti tra mercanti genovesi e veneziani, dal momento in cui questi ultimi, verso gli anni Venti del Trecento, vi stabiliscono una colonia permanente diretta da un console e ottengono, come i Genovesi, privilegi di extraterritorialità<sup>114</sup>. A partire dal 1341 le due comunità si fronteggiano: il senato veneziano invia un ambasciatore presso il khan Uzbek per reclamare un quartiere distante da quello dei Genovesi. Non per questo le risse diminuiscono<sup>115</sup>. Nel 1343, in seguito all'uccisione di un tartaro da parte di un veneziano, tutti i Latini vengono espulsi dalla Tana e i loro beni confiscati. Questi incidenti provocano un forte rialzo dei prezzi delle spezie in Italia e una grave carestia a Bisanzio, dove vengono a mancare il grano, il sale e il pesce salato<sup>116</sup>. Dopo il saccheggio della Tana gli eserciti di Djanibek pongono l'assedio davanti a Caffa. La città, potentemente fortificata, resiste e nel febbraio 1344 i difensori distruggono le macchine d'assedio dei Tartari che, scoraggiati, si ritirano. Genova e Venezia, dopo aver tentato mosse separate presso Djanibek, nel luglio 1345 uniscono gli sforzi e decidono di vietare ai propri sudditi tutte le terre del khanato a nord di Caffa, ma di permettere ai Veneziani l'accesso alla colonia genovese, esenti da ogni tassa<sup>117</sup>. Così gli scambi con il mondo asiatico attraverso la via della Mongolia tornano a concentrarsi a Caffa. Ma Genova non trae alcun vantaggio da questo accordo perché nel 1346 Caffa viene nuovamente

---

<sup>113</sup> NYSTAZOPOULOU 1965, pp. 41-52; NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 26-27.

<sup>114</sup> KARPOV 1995, p. 234.

<sup>115</sup> THIRIET 1958, n. 151; SKRZINSKAJA 1968, pp. 10-11.

<sup>116</sup> ASHTOR 1983a, p. 63; GRÉGORAS, II, p. 686.

<sup>117</sup> THOMAS, I, pp. 301-304; cfr. LOPEZ 1938, pp. 257-259; PAPACOSTEA 1979, pp. 206-208.

assediate dalle armate del khan e l'anno seguente i Veneziani riescono a tornare da soli alla Tana in virtù di un nuovo privilegio mongolo negoziato separatamente<sup>118</sup>. Le misure di ritorsione prese allora dai Genovesi, che non possono ammettere di essere tenuti in disparte, conducono allo scontro delle due Repubbliche marinare e alla guerra degli Stretti<sup>119</sup>.

*Dal 1345 al 1376: la guerra degli Stretti e le sue conseguenze*

L'origine del conflitto va ricercata nei tre settori geografici che hanno visto l'affermarsi della presenza genovese: nel mar Nero, dove è più viva la concorrenza commerciale tra le due Repubbliche marinare; a Costantinopoli, dove i Genovesi non possono ammettere la restaurazione dello Stato tentata da Giovanni VI Cantacuzeno; nel mar Egeo, dove la presa di Chio e di Focea ad opera della spedizione di Simone Vignoso nel 1346 è un duro colpo per Bisanzio e per gli interessi veneziani.

Come sottolinea Gregoras<sup>120</sup>, i Genovesi pretendono di controllare l'insieme del commercio delle regioni del Ponto e di stabilire la propria sovranità su tutti i territori costieri controllati dall'Orda d'Oro, tenendone lontani i rivali veneziani. A Caffa, assediata una seconda volta dalle armate mongole, essi oppongono una resistenza feroce che i Tartari non riescono a vincere malgrado facciano ricorso alla guerra « batteriologica »: essendosi propagata nel loro accampamento un'epidemia di peste, essi lanciano i cadaveri degli appestati oltre le mura della città. Gli assediati ributtano le salme in mare, ma è sufficiente qualche marinaio contaminato per portare in Occidente i germi della grande pandemia del 1348, la Peste Nera<sup>121</sup>. Avendo resistito ai Tartari, i Genovesi di Caffa si abbandonano a rappresaglie contro i mercanti veneziani quando questi si reinstallano alla Tana nel 1347, e manifestano così la loro intenzione di non fare le spese di un accordo concluso senza di loro con l'Orda d'Oro. Immediatamente il senato di Venezia vieta alle galere di Romània di entrare nel mar Nero e rifiuta la proposta genovese di partecipare, su un piede d'uguaglianza, al commercio di Caffa a condizione

---

<sup>118</sup> THOMAS, I, pp. 311-313; SORBELLI, pp. 95-96 (pp. 87-142).

<sup>119</sup> THIRIET 1958, nn. 162, 165, 169, 175, 180, 185, 196, 201, 203; THIRIET 1959, p. 168; SKRZINSKAJA 1968, pp. 10-11; MOROZZO DELLA ROCCA 1962, pp. 267-295; BALARD 1978, I, pp. 75-76, 154.

<sup>120</sup> GRÉGORAS, II, p. 877.

<sup>121</sup> LOPEZ 1938, pp. 258-259.

che i Veneziani si astengano dal recarsi alla Tana<sup>122</sup>. Si realizzano così le condizioni di un grave conflitto che scoppia subito dopo il passaggio dell'ondata di peste che devasta l'Occidente.

Ben presto Bisanzio si unisce a Venezia nell'opposizione all'espansione genovese. In effetti fin dal suo ingresso a Costantinopoli, il 3 febbraio 1347, Giovanni VI Cantacuzeno manifesta la sua intenzione di risollevarne le sorti di Bisanzio caduta sotto il giogo degli stranieri: per farlo deve chiedere aiuto agli emirati turchi che hanno sostenuto l'usurpatore contro la reggente Anna di Savoia e suo figlio Giovanni V<sup>123</sup>. I Peroti, inquieti, approfittano dell'assenza dell'imperatore per fortificare il loro quartiere e prepararsi allo scontro. In tutta fretta Giovanni VI fa costruire una flotta e scatena così la « guerra latina » (15 agosto 1348 - 5 marzo 1349), nel corso della quale i Peroti mettono in atto un blocco della capitale, fanno delle dimostrazioni navali nei dintorni e s'impadroniscono della squadra imperiale alla sua uscita dagli arsenali<sup>124</sup>. Al contempo essi vogliono controllare il traffico degli Stretti, cosa che Venezia non può accettare.

Lo scacco subito dalla flotta imperiale non rimette in discussione la volontà politica di Cantacuzeno. Convinto che la rinascita di Bisanzio possa essere realizzata soltanto con il ridimensionamento economico e territoriale dei Genovesi, egli definisce una nuova politica doganale mirante ad attirare verso Costantinopoli una parte del traffico diretto verso Pera. Tenta quindi di riprendere Chio, di cui si era impadronita la flotta di Simone Vignoso. Cerca di ottenere da Venezia armi e materiale navale e poi, quando constata che il doge Andrea Dandolo vuol rispondere con la forza alle provocazioni dei Genovesi, accetta un'alleanza. Allearsi con Venezia è certamente pericoloso, ma è indispensabile a causa dei deboli mezzi navali di Bisanzio, incapace di contrastare da sola la superiorità marittima dei Genovesi. L'alleanza potrebbe inoltre permettere il recupero dei perduti territori di Chio e Focea e forse ristabilire la sovranità dell'Impero su Galata.

Gli avvenimenti del 1345-1346 nel mar Egeo hanno in effetti accresciuto i risentimenti di Venezia e Bisanzio contro i Genovesi. Nel novembre del 1345, sull'onda dell'entusiasmo per la crociata promossa dal papato, il delfino

---

<sup>122</sup> THIRIET 1958, n. 202, p. 61; THOMAS, I, p. 340; cfr. PAPACOSTEA 1979, pp. 208-209.

<sup>123</sup> FRANCES, pp. 167-176.

<sup>124</sup> I racconti dettagliati sono forniti da CANTACUZENE, III, p. 68-79; GRÉGORAS, II, pp. 841-867; e MAKREMBOLITES, I, pp. 156-159 (p. 145-159); cfr. AHRWEILER 1966, p. 385.

Umberto di Viennois lascia Venezia alla testa di una piccola spedizione sostenuta dal doge e diretta contro i Turchi. Poi si ferma a Negroponte dove perde parecchi mesi senza combinare niente. Allertato, il governo genovese, che teme le mire della Serenissima, affida a privati l'armamento di una flotta: ventinove galere, comandate da Simone Vignoso, si dirigono verso Oriente per proteggere, si dice, Caffa assediata dai Tartari. Nel giugno 1346, quando Clemente VI, spinto dal delfino Umberto e sicuramente anche da Venezia, si rivolge a Anna di Savoia per chiederle di consegnare l'isola di Chio alla lega antiturca, Simone Vignoso arriva a Negroponte, rifiuta il suo aiuto al delfino e si dirige rapidamente verso Chio, attaccandola il 15 giugno 1346. Tre mesi più tardi i Greci, non soccorsi da Bisanzio, capitolano. Il 20 settembre anche il governatore di Focea cede le armi. Genova ha così vinto la corsa contro il tempo per la riconquista dei suoi antichi possedimenti egei, una riconquista che le permette di avere tutta una catena di scali lungo il mar Egeo, equilibrando in tal modo la già consolidata rete veneziana <sup>125</sup>.

Presenza di Chio e di Focea, « guerra latina », pretese genovesi di dominare il mar Nero, sono motivi sufficienti per spingere il doge Andrea Dandolo alla guerra. Dopo qualche scaramuccia nel 1348, nel 1350 scoppia il conflitto. Venezia, la cui popolazione è stata decimata dalla peste, deve ricorrere a una rigorosa coscrizione per armare trentacinque galere, affidate al capitano generale da mar Marco Ruzzini. Questa flotta attacca quattordici galere genovesi cariche di merci al largo di Negroponte. Il richiamo del bottino è tale che i marinai veneziani non sfruttano il proprio vantaggio e qualche tempo dopo sono incapaci di opporsi a una flotta genovese venuta a saccheggiare e bruciare Negroponte. A questo punto Venezia deve cercare degli alleati capaci di aiutarla a schiacciare i Genovesi.

Li trova nei Catalani, feroci avversari di Genova per il dominio della Sardegna. Dopo parecchi decenni di tensioni derivate dall'espansione catalana verso il ducato di Atene e Negroponte, Venezia si riavvicina alla corona d'Aragona. Nel gennaio 1351 conclude un trattato con Pietro IV, il quale promette di armare diciotto galere e di affittarne una dozzina ai Veneziani. Nel maggio Cantacuzeno entra a far parte dell'alleanza e s'impegna a fornire una dozzina di navi, che si sommano alle quaranta circa che Venezia promette di schierare, con il concorso delle città della Laguna, della Dalmazia e

---

<sup>125</sup> FAURE, pp. 509-562; LEMERLE, pp. 195-197; ARGENTI 1958, I, pp. 91-105; BALARD 1978, I, pp. 122-126.

dei propri possedimenti in Oriente. L'obiettivo è impadronirsi dei fondaci genovesi, restituire Pera e Chio al *basileus* e distruggere le flotte genovesi per sottomettere definitivamente la metropoli ligure<sup>126</sup>.

Una prima squadra veneziana, comandata da Niccolò Pisani, attacca Pera senza successo, poi ripiega verso Negroponte dove, alla notizia dell'imminente arrivo della flotta genovese agli ordini di Paganino Doria, si autoaffonda. Quest'ultima non riesce a impadronirsi di Negroponte e batte in ritirata verso Chio per evitare di affrontare in cattive condizioni la flotta veneto-catalana comandata da Pancrazio Giustinian e Ponzio di Santapau. Dopo una breve tappa a Chio, nel corso dell'autunno 1351 Paganino Doria guadagna Pera, devastando al proprio passaggio Tenedo e poi Eraclea, sul mare di Marmara. Comincia allora una lunga attesa: a Costantinopoli, quella di Cantacuzeno, impaziente di veder arrivare i propri alleati veneziani e catalani; a Pera e sulle loro navi, quella dei Genovesi, mal approvvigionati malgrado l'aiuto portato loro da Orhan, emiro degli Osmanli, e Hizir, emiro di Aydīn<sup>127</sup>. La flotta alleata, decimata dalle tempeste, arriva finalmente in vista di Costantinopoli nei primi giorni del febbraio 1352 e qui si unisce alle navi bizantine. Nelle acque del Bosforo si ingaggia una battaglia confusa e indecisa: nel crepuscolo invernale ha luogo un combattimento orribile, una spaventosa carneficina da una parte e dall'altra. Essendo rimasti soli a contare i propri morti, i Genovesi si credono i vincitori, mentre Veneziani e Catalani, troppo indeboliti, si ritirano lasciando alle prese Genovesi e Greci. I primi, aiutati dagli Osmanli, bloccano la città imperiale e obbligano Cantacuzeno a deporre le armi. Il trattato bizantino-genovese del 6 maggio 1352 segna la fine dell'alleanza di Bisanzio con i Veneziani e i Catalani, concede la piena proprietà di Galata ai Genovesi, rinnova il trattato di Ninfeo per quanto concerne la franchigia doganale, ma vieta alle imbarcazioni greche di recarsi alla Tana senza l'autorizzazione dei Genovesi. Poi Paganino Doria rimette insieme i resti della sua flotta e raggiunge Genova nell'agosto del 1352<sup>128</sup>.

---

<sup>126</sup> SKRZINSKAJA 1949, pp. 245-266; LANE 1978, pp. 209-210; KYRRIS 1972, pp. 331-356; COSTA, pp. 197-210.

<sup>127</sup> THIRIET 1966, I, n. 596, p. 228; BALARD 1970a, p. 431-469, ora anche in BALARD 1989, cap. II; WERNER, p. 140.

<sup>128</sup> LANE 1978, p. 210-212; BALARD 1970a; il saggio di DOTSON 1985, p. 267-282, si interessa solo al percorso seguito da una delle galere della flotta genovese. Un breve riassunto del conflitto in LOCK, pp. 158-159. Il testo del trattato è pubblicato in MEDVEDEV, pp. 161-172.



Oramai la guerra ritorna in Occidente dove i Genovesi oppongono alla coalizione catalano-veneziana la loro alleanza con gli Angioini di Ungheria che cercano di impadronirsi della Dalmazia. Nel 1353 la flotta veneziana raggiunge la squadra catalana in Sardegna e sconfigge i Genovesi al largo di Alghero. Ma Paganino Doria riesce a fuggire, si dà a vari saccheggi nell'Adriatico e nell'Egeo e infligge una pesante sconfitta all'ammiraglio veneziano Niccolò Pisani a Porto Longo, presso Sapienza. La situazione viene salvata dall'abile diplomazia veneziana che accetta la mediazione dei Visconti, protettori di Genova. Con il trattato di Milano del 1° giugno 1355 le due Repubbliche marinare s'impegnano a non attaccarsi più, a liberare i rispettivi prigionieri e a sospendere per tre anni ogni relazione commerciale con la Tana<sup>129</sup>. «Pace bianca», questo nuovo trattato dimostra come la guerra degli Stretti non abbia minimamente modificato l'equilibrio politico-economico delle due Repubbliche nei mari orientali dove nessuno è in grado di imporre una talassocrazia.

Il bilancio di questi anni di guerra è pesante. Per quanto concerne il mar Nero, Venezia e Genova si disputano ancora il dominio del traffico. Dopo l'interruzione di tre anni prevista dal trattato di Milano, nel 1358 riprendono le relazioni commerciali con i Tartari in seguito a due ambasciate genovesi e veneziane venute a reclamare le antiche franchigie<sup>130</sup>. Gli atti del notaio veneziano Benedetto Bianco (1359-1363), redatti alla Tana, mostrano l'attività delle diverse comunità mercantili occidentali, Genovesi, Veneziani, Catalani e Fiorentini, che comprano seta, grano, schiavi e vendono vino, tele e drappi. Dopo la morte del khan Berdibeg nel 1359 la situazione per gli Occidentali diviene sfavorevole. Il Kiptchak è dilaniato dalle lotte fratricide degli eredi e la Tana, a diretto contatto con la steppa e i Tartari, risente violentemente di tutti i soprassalti dell'Orda d'Oro<sup>131</sup>. Inoltre l'espulsione dei Mongoli dalla Cina e la rovina del potere dei Djagataidi in Asia centrale, sotto i primi colpi di Tamerlano, segnano la distruzione della via attraverso i territori dei Mongoli e, conseguentemente, il declino della Tana<sup>132</sup>.

---

<sup>129</sup> *Liber Iurium*, coll. 617-627; HEYD, pp. 508-509; DE NEGRI, pp. 462-463; CESSI 1981, pp. 313-316; LANE 1978, pp. 212-213; CRACCO, pp. 136-137; SIBYLLE - RÖSCH, pp. 64-65.

<sup>130</sup> THIRIET 1958, nn. 324, 325, pp. 87-88.

<sup>131</sup> SPÜLER, pp. 109-121; SKRZINSKAJA 1968, pp. 14-15; NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 29-30.

<sup>132</sup> LOMBARD 1950, pp. 100-103; LOPEZ 1952, pp. 368-369.

L'interesse di Genova e Venezia si concentra allora sulle altre regioni del Ponto. A nord Genova consolida le proprie posizioni a spese di Venezia: dopo aver creato fin dagli anni Quaranta del Trecento una base a Cembalo (Balaklava), nel 1365 si annette Soldaia, che i Veneziani non erano riusciti a recuperare alla fine del periodo di *devetum* instaurato dalla pace di Milano, e diciotto villaggi di Gothia per completare la banda litorale della Gazarìa genovese<sup>133</sup>. A ovest i Genovesi saldamente stabiliti a Kilia e Licostomo, alla foce del Danubio, non vi tollerano alcuna concorrenza. Anche i Veneziani, che hanno ottenuto condizioni molto favorevoli per il loro commercio dallo zar bulgaro Ivan Aleksandar, nel 1352 arrivano a concludere un'alleanza con il despota Dobrotitch, signore della costa tracia del mar Nero e in guerra con i Genovesi dal 1360 al 1387<sup>134</sup>. Quest'ultimo cerca l'appoggio di Genova per imporre suo genero, il despota Michele, figlio di Giovanni V Paleologo, sul trono di Trebisonda<sup>135</sup>. La spedizione del conte Amedeo VI di Savoia, cui partecipano navi genovesi e veneziane, restituisce a Bisanzio i possedimenti del litorale bulgaro a sud dei Balcani ma non modifica minimamente il peso delle due Repubbliche marinare nella regione<sup>136</sup>.

Nell'Impero dei Grandi Comneni la concorrenza tra Genovesi e Veneziani rimane accesa come lo era nella prima metà del XIV secolo. Dal 1347 al 1364 i rapporti regolari tra Venezia e Trebisonda si sono interrotti a causa della guerra degli Stretti e del permanere della tensione veneto-genovese. Nel 1363 Alessio III prende l'iniziativa di riallacciare i rapporti con Venezia. I negoziati si concludono nel marzo 1364 con una crisobolla che accorda ai Veneziani una diminuzione delle tasse doganali e un nuovo terreno a Trebisonda. Ma, in seguito alle risse scoppiate nell'aprile del 1365 con i Genovesi nella capitale dei Grandi Comneni, il senato deve inviare un'ambasciata che ottiene una nuova diminuzione delle tasse sulla circolazione delle merci, la concessione di un terreno, l'autonomia amministrativa per la colonia vene-

---

<sup>133</sup> NYSTAZOPOULOU 1965, pp. 50-51; BALARD 1978, I, pp. 157-158.

<sup>134</sup> THIRIET 1958, n. 576, p. 143; GJUZELEV 1981, pp. 21-23 (p. 11-24); GJUZELEV 1979a, n. 4, pp. 36-58; GJUZELEV 1979b, pp. 41-51; BALARD 1981a, pp. 87-97, ora anche in BALARD 1989, cap. IX. V. soprattutto *Genova-Bulgaria*, con i contributi GJUZELEV 1984a, pp. 99-111, e GJUZELEV 1984b, pp. 397-426, nonché di TODOROVA 1984a, pp. 235-248, e TODOROVA 1984b, pp. 427-459.

<sup>135</sup> TODOROVA 1984a, pp. 242-244.

<sup>136</sup> BOLLATI DI SAINT-PIERRE; GJUZELEV 1981, p. 21-22.

ziana e l'immunità giuridica per i suoi sudditi. Il fondaco viene fortificato tra il 1368 e il 1372 ma non ritrova la prosperità di cui aveva goduto nel passato. Il declino del traffico con Tabriz e nuove vessazioni subite dai mercanti veneziani nel 1374-1376 inducono il senato a inviare una spedizione di dieci galere che costringe l'imperatore a versare dei risarcimenti e a ridurre il tasso del *kommerkion*. La nuova guerra veneto-genovese che scoppia precisamente nel 1376 impedisce la ripresa di normali relazioni commerciali tra Venezia e Trebisonda<sup>137</sup>.

All'indomani del trattato di Milano nel mar Egeo e nel Mediterraneo orientale si verificano alcuni cambiamenti nell'equilibrio politico-economico tra Venezia e Genova. Per ricompensarlo dell'aiuto prestatogli nella riconquista del trono, Giovanni V Paleologo concede a un avventuriero genovese, Francesco Gattilusio, la mano di sua sorella Maria Paleologa, dandole in dote l'isola di Mitilene. Poi, in cambio di un tributo simbolico, accetta di riconoscere ufficialmente l'occupazione di Chio da parte dei Genovesi<sup>138</sup>. Nel 1384 i Gattilusio rafforzano il loro potere acquistando l'isola di Enos. Per quanto restino autonomi dalla propria madrepatria, i Gattilusio offrono alle imbarcazioni genovesi i magnifici rifugi naturali dei golfi di Kalloni e di Vera schierandosi inoltre a fianco dei possedimenti genovesi in Oriente nella lotta contro i Turchi. Con l'acquisizione di Chio e Mitilene viene così completata la rete degli scali genovesi sulle rotte della Romania e dell'Asia minore, controbilanciando in tal modo la parallela rete di Venezia, maggiormente incentrata sulla penisola greco-balcanica. È facile capire perché i tentativi veneziani di impadronirsi di Tenedo, allo sbocco degli Stretti, abbiano provocato l'ultimo grande conflitto veneto-genovese.

Favoriti dalla guerra degli Stretti, i Turchi passano in Europa grazie alla benevolente neutralità dei Genovesi. Nel 1355 viene presa Gallipoli, preludio a una vasta occupazione che va dalla Marizza al mar Nero. Pur concludendo accordi commerciali con gli emirati<sup>139</sup>, Venezia non resta insensibile agli appelli del papa Innocenzo VI in favore di una rinnovata lega antiturca, cui gli stessi Genovesi vengono sollecitati a partecipare<sup>140</sup>. Il re di Cipro, Pietro I,

---

<sup>137</sup> ZAKYTHINOS 1932; KARPOV 1986, pp. 85-101.

<sup>138</sup> BALARD 1978, I, pp. 171-174.

<sup>139</sup> ZACHARIADOU 1983, pp. 54-62.

<sup>140</sup> THIRIET 1959a, pp. 321-334; ZACHARIADOU 1983, pp. 63-69. Il 5 marzo 1357 ad Avignone viene rinnovata per cinque anni la lega tra Venezia, Cipro e gli Ospedalieri per la

intraprende un viaggio in Occidente per ottenere le necessarie adesioni ma la rivolta dei feudatari cretesi, che invano hanno chiesto l'appoggio dei Genovesi<sup>141</sup>, mobilita le risorse di Venezia e rinvia a più tardi la partecipazione della Serenissima alla crociata contro gli Ottomani.



Fig. 4. Jacobello dalle Masegne, Il doge Antonio Venier. Fine del secolo XIV. Venezia, Museo Correr (*Foto Böhm, Venezia*).

---

difesa di Smirne e la protezione dai corsari turchi. La partecipazione di Genova viene sollecitata nel 1362.

<sup>141</sup> THIRIET 1966, II, n. 792, p. 37.

Come era accaduto nella prima metà del XIV secolo, dopo il 1350 l'isola di Cipro è teatro di un'aspra lotta d'interessi che oppone i Genovesi ai Veneziani. Fino dalla sua ascesa al trono nel 1360 Pietro I rinnova i privilegi ai sudditi di San Marco, mentre tre anni più tardi una nuova sommossa antigenovese deteriora le relazioni dei Lusignano con la Superba. Ma, avendo bisogno della cooperazione genovese per i propri progetti di crociata contro Alessandria, il re di Cipro si affretta a concludere con Genova un trattato che conferma i privilegi concessi nel 1232 e accorda condizioni favorevoli allo sviluppo della comunità genovese di Cipro<sup>142</sup>. Tuttavia le conseguenze della spedizione cipriota di Alessandria (per cui si rimanda più sotto) inaspriscono la rivalità esistente tra le due comunità italiane locali. La crisi politica aperta dall'assassinio di Pietro I nel 1369 e la sommossa scoppiata in occasione dell'incoronazione del suo successore nel 1372 complicano la situazione. Cacciati da Famagosta con grande soddisfazione dei Veneziani, i Genovesi vi rientrano con la forza. La spedizione di Pietro Campofregoso, che porta alla capitolazione del re Pietro II e al trattato del 1374, lascia nelle mani di Genova Famagosta, divenuta pegno del debito dei Lusignano verso i loro vincitori. Questi ultimi si adoperano subito per fare della città l'unico porto dell'isola aperto al traffico di importazione e di esportazione. A partire dal 1373 Venezia sospende la *muda* di Cipro, cercando di compensarla con l'organizzazione di un convoglio di galere verso Beirut nel 1374<sup>143</sup>. Nondimeno la presa di Famagosta ad opera dei Genovesi rappresenta per Venezia un grave rovescio, la perdita di un deposito privilegiato dei prodotti orientali, ed è uno dei motivi della guerra veneto-genovese del 1376-1381.

Superati nello sfruttamento economico del mar Nero, allontanati dalla Piccola Armenia dai Mamelucchi e da Famagosta dai Genovesi, i Veneziani puntano tutto sulla ripresa delle relazioni commerciali con la Siria e l'Egitto. Qui hanno maggior successo e progressivamente recuperano il loro ritardo sui Genovesi per diventare alla fine del XIV secolo la prima nazione mercantile occidentale ad Alessandria. Avendo ottenuto licenze pontificie per commerciare con l'Egitto e poi concluso un trattato col sultano nel febbraio 1345<sup>144</sup>, Venezia riapre subito la propria linea di galere verso Alessandria,

---

<sup>142</sup> DE MAS LATRIE 1852, II, p. 248-249; HILL, p. 324-325; EDBURY 1991, p. 164.

<sup>143</sup> EDBURY 1991, pp. 197-211; EDBURY 1986, pp. 109-126; OTTEN-FROUX 1995, pp. 61-75; STÖCKLY 1995a, pp. 124-125.

<sup>144</sup> THOMAS, I, nn. 153-155.

interrotta soltanto dalla guerra con Genova nel 1351 e 1354. Creta e Cipro servono da deposito per i prodotti egiziani, il cui traffico conosce un rapido sviluppo. Inoltre Venezia evita di partecipare alla spedizione di Pietro I contro Alessandria, dalle catastrofiche conseguenze per il commercio occidentale: fondaci incendiati, mercanti imprigionati, beni confiscati. Eccezionalmente Genova e Venezia agiscono di concerto: con molte ambasciate separate e poi congiunte (1366-1368) ottengono la normale ripresa del traffico, non senza incidenti e vessazioni a danno degli Italiani. Finalmente nel dicembre del 1370 un trattato mette fine allo stato di guerra tra il sultano, il re di Cipro, i Catalani, i Veneziani e i Genovesi<sup>145</sup>. Malgrado alcune difficoltà in Siria, dove nel 1376 i loro mercanti sono vittime di nuove estorsioni, i Veneziani riescono ad accrescere il volume dei propri scambi con i territori mamelucchi. Hanno la meglio anche sui Genovesi che non sono più così indispensabili come un tempo per la fornitura di schiavi caucasici all'Egitto. Nel momento in cui ha inizio la guerra di Chioggia, che interromperà ogni traffico per quattro anni, i Veneziani sono divenuti la prima nazione occidentale esportatrice di cotone e di spezie da Siria e Egitto.

Ma non è in queste regioni che scoppia l'ultimo grande conflitto veneto-genovese, bensì, come si è visto, a Cipro e soprattutto a Bisanzio. In occasione del suo inutile viaggio in Occidente nel 1369 Giovanni V Paleologo avrebbe promesso al doge, in cambio di una controparte finanziaria, la cessione della minuscola isola di Tenedo, all'imbocco degli Stretti. A partire da questa eccellente base marittima i Veneziani avrebbero potuto a modo loro intralciare il traffico genovese verso Costantinopoli e il mar Nero. L'isola viene occupata nel 1372. I Peroti sostengono allora la ribellione del figlio del *basileus* Andronico IV contro il padre e Genova riprende la vecchia politica degli anni 1340-1355: inasprire i dissensi interni alla famiglia imperiale per difendere i propri interessi territoriali e economici, mantenendo al contempo buone relazioni con i Turchi. Venezia fa il gioco inverso: sostiene l'imperatore regnante che nella primavera del 1376 le concede infine in piena proprietà l'isola di Tenedo, che qualche mese più tardi a sua volta Andronico IV, dopo aver imprigionato il padre, accorderà agli amici genovesi<sup>146</sup>. Gli elementi di un quarto conflitto veneto-genovese ci sono tutti. A

---

<sup>145</sup> ASHTOR 1983a, pp. 64-102.

<sup>146</sup> THIRIET 1953, pp. 219-245; DENNIS 1961, pp. 26-34; BARKER, pp. 13-22.

Bisanzio la guerra di Tenedo o di Chioggia si unisce a lotte civili attizzate dai due avversari.

*Dal 1376 al 1406: dalla guerra di Chioggia alla pace di Genova*

La guerra di Chioggia è incontestabilmente la più dura prova sostenuta da Venezia nel corso di vari secoli. Con una popolazione diminuita dalla peste, risorse ridimensionate dalla recessione generale dell'economia europea, dissensi tra l'aristocrazia di governo e il popolo dei governati, la Serenissima deve affrontare da sola una temibile coalizione. Genova si è alleata al re di Ungheria, Luigi I, che, signore della Dalmazia, priva Venezia del legname e degli equipaggi delle città dalmate e minaccia le comunicazioni della Laguna con il Nord e l'Est. Il patriarca di Aquileia, i prelati del Friuli e soprattutto Francesco da Carrara, signore di Padova, costituiscono con la Superba una lega che isola Venezia dalla parte della terraferma. Per la prima volta la guerra si trasferisce nel « Golfo », dove Venezia deve lottare per la propria sopravvivenza mettendo in campo tutte le risorse umane, economiche e morali di cui dispone. Tre uomini di carattere, il doge Andrea Contarini, gli ammiragli Vettor Pisani e Carlo Zeno, riescono a mobilitare tutte le energie e a salvare la città da un disastro annunciato.

Il conflitto comincia in Oriente quando i Veneziani si mettono a fortificare Tenedo. I Peroti obbligano allora Andronico IV a prendere le armi, a trarre in arresto i mercanti veneziani e a confiscare i loro beni, trascinando così Bisanzio in una guerra coloniale provocata dalla rivalità economica delle due Repubbliche marinare. Ma i Genovesi non riescono a vincere l'ostinata resistenza del bailo Antonio Venier, trinceratosi a Tenedo (novembre 1377). Essi subiscono un altro scacco allorquando Giovanni V, sostenuto da Venezia, si rifugia presso il sultano degli Osmanli, Murad, e ottiene dal suo protettore delle truppe che nel luglio 1379 gli permettono di riprendere il potere a Costantinopoli. Pera viene allora assediata da ogni lato, mancano i rifornimenti. Infine in settembre il fondaco viene liberato grazie alla vittoria riportata da Niccolò di Marco sulla flotta bizantino-turca<sup>147</sup>.

Ma le principali operazioni navali hanno luogo in Occidente. Venezia cerca di colpire nel vivo l'avversario inviando una squadra nel Tirreno. Il suo

---

<sup>147</sup> CHARANIS 1942, pp. 286-314, ora anche in CHARANIS 1973a; DENNIS 1961, pp. 40-41; BARKER, pp. 31-34.

comandante, il capitano generale da mar Vettor Pisani, riporta una vittoria eclatante ad Anzio, distrugge la flotta avversaria e conduce in stato di prigionia a Venezia molti nobili genovesi. Poi va a passare l'inverno a Pola, in Istria, dove viene sorpreso nel maggio 1379 dalla flotta genovese che, malgrado la morte in combattimento del suo ammiraglio Luciano Doria, distrugge le navi avversarie e costringe alla fuga Vettor Pisani. Forti di questo successo i Genovesi, aiutati dagli eserciti padovani, s'impadroniscono di Chioggia (16 agosto 1379) e cingono d'assedio Venezia, privandola ben presto dei rifornimenti. Il mare, fino a quel punto sostentatore, diviene una minaccia, portando il nemico fino alle porte della città. Il doge allora fa ostruire i passaggi della Laguna, tagliare le comunicazioni dell'avversario, reclutare mercenari, decretare la mobilitazione generale. Il ritorno dall'Oriente di Carlo Zeno, la cui flotta era arrivata fino a Beirut per saccheggiare le navi genovesi, blocca i nemici a Chioggia. Dopo mesi di combattimenti, in cui per la prima volta la polvere da sparo svolge un importante ruolo, nel giugno 1380 i Genovesi sono costretti ad arrendersi. Benché le scaramucce per il controllo dell'Adriatico continuino fino al 1381, gli avversari sono talmente sfiniti che accettano la mediazione di Amedeo VI di Savoia<sup>148</sup>. I negoziati si concludono con una nuova pace bianca.

Il trattato di Torino dell'8 agosto 1381<sup>149</sup> obbliga Venezia a consegnare Tenedo al conte di Savoia entro due mesi e a versare immediatamente una cauzione di 150.000 fiorini. Genova potrà esigere la demolizione totale delle fortificazioni e delle case dell'isola. A Cipro le vengono riconosciuti diritti particolari. Le due nazioni si vietano il commercio alla Tana per due anni. Il re d'Ungheria riconosce il ruolo preminente di Venezia nell'Adriatico, ma dietro il versamento di un'indennità annuale, e conserva la sovranità sulla Dalmazia. Tuttavia l'accordo si rivela di difficile applicazione: la guarnigione veneziana di Tenedo, comandata da Mudazzo e sostenuta dalla popolazione greca, rifiuta di obbedire alla metropoli. Quest'ultima è costretta a inviare un corpo di truppe che nell'aprile 1383 fa capitolare Mudazzo, e solo allora può intraprendere la smilitarizzazione dell'isolotto<sup>150</sup>.

---

<sup>148</sup> HEYD, I, pp. 519-520; CESSI 1981, pp. 327-332; LANE 1978, pp. 225-234; VITALE 1955, I, pp. 143-144; THIRIET 1959, pp. 177-178; DE NEGRI, pp. 431-433; CRACCO, pp. 143-145.

<sup>149</sup> *Liber Iurium*, coll. 858-906.

<sup>150</sup> La questione di Tenedo monopolizza l'attenzione del senato veneziano fino all'aprile del 1384: cfr. THIRIET 1958, p. 150-159, 163. Sulle reazioni genovesi, cfr. SURDICH, pp. 221-227, 231-232 (pp. 205-327).



Così come per le precedenti, anche il bilancio di questa quarta guerra veneto-genovese è indeciso. Venezia ha dovuto affrontare un considerevole sforzo finanziario senza trarne un reale profitto. Genova, malgrado la vittoria iniziale, ha ottenuto ben poco. Soprattutto, le due Repubbliche marinare si sono vanamente affrontate per difendere i propri interessi in Oriente. Una volta di più, la pace di Torino prova che nessuna delle due città può avere la meglio sull'altra e che l'unica soluzione possibile è un equilibrio fondato sullo *statu quo*. Oramai, piuttosto che cercare di distruggere la superiorità genovese nei traffici nel mar Nero, d'altronde assai meno fruttuosi rispetto all'inizio del XIV secolo, Venezia si dedica a consolidare le proprie posizioni nell'Egeo e nel Mediterraneo orientale, sempre sorvegliando i progressi degli Ottomani nella penisola balcanica.

Questi ultimi sono i principali beneficiari del conflitto: hanno approfittato della guerra e dei dissensi interni alla famiglia imperiale bizantina per rafforzare il proprio dominio sulla Tracia e la Macedonia, a partire dalla nuova capitale Adrianopoli. Oramai sono loro, non più Bisanzio, a controllare gli Stretti. Con il loro conflitto Venezia e Genova hanno in effetti indebolito l'Impero. Per quanto il trattato del 2 novembre 1382 restauri la concordia tra Giovanni V e Genova, il comune ha cura di precisare che non interverrebbe a fianco dell'imperatore contro gli Osmanli, segno che non rinuncia alla duplicità manifestata da lungo tempo in Oriente per la difesa a breve termine dei propri interessi<sup>151</sup>.

I due ultimi decenni del Trecento non sono segnati da conflitti di grande portata ma dal moltiplicarsi di incidenti attestanti, in ogni settore del Mediterraneo orientale, che la gelosia e la diffidenza reciproche dominano i rapporti tra le due Repubbliche marinare. In mar Nero, il senato veneziano deve intervenire presso il governo genovese per proteggere i propri sudditi cui i Peroti vogliono proibire la navigazione, a causa del conflitto con il principe Dobrotich, nonché il trasporto degli schiavi, di cui intendono riservarsi il monopolio. Essi cercano anche di imporre loro il pagamento del *kommerkion* a Caffa, a dispetto degli accordi<sup>152</sup>. Nondimeno, Venezia riprende l'organizzazione dei convogli diretti verso la Romania, ma limitati a due o tre galere che, secondo le circostanze, possono ricevere o meno dal bailo di Costantinopoli l'autoriz-

---

<sup>151</sup> BELGRANO 1877, pp. 133-140 (p. 97-336); DÖLGER, n. 3177; DENNIS 1961, p. 50-51; BARKER, p. 41-42.

<sup>152</sup> THIRIET 1958, nn. 653, 671, 683, 686, 689, pp. 159, 163, 166, 167.

zazione a proseguire il loro cammino fino alla Tana e a Trebisonda<sup>153</sup>. Alle foci del Don, gli insediamenti occidentali hanno perso il proprio splendore anche prima che nel 1395 Tamerlano venga a distruggerli<sup>154</sup>. Subito dopo queste devastazioni Genova e Venezia si sforzano di restaurare i propri fondaci: nel 1399 ricompare il consolato genovese e dal 1396 le navi veneziane ritornano alla Tana<sup>155</sup>. Ma soltanto una minima parte del commercio delle spezie passa ancora per le regioni del Ponto: Alessandria e Beirut si sono già impadronite dei principali prodotti orientali. Per quanto concerne Trebisonda, il viaggio annuale delle galere viene sospeso dal 1385 al 1395 ma il sacco della Tana ad opera di Tamerlano risveglia l'interesse della Serenissima per la via «alternativa» dell'Asia centrale. In seguito a un'ambasciata Manuele II concede a Venezia una nuova crisobolla ma i mercanti sono così reticenti che le galere fanno fatica a trovare locatari. D'altronde la colonia permanente veneziana è ridotta a pochi individui<sup>156</sup>. Con il declinare del ruolo del mar Nero negli scambi internazionali la concorrenza veneto-genovese si quietava<sup>157</sup>.

Nei riguardi dell'Impero bizantino e del Sultanato ottomano le due Repubbliche, che si sorvegliano, hanno un comportamento ambiguo, esitando tra una politica di parziale collaborazione con il governo ottomano per la protezione dei propri interessi economici e l'imperativo morale di contribuire alla resistenza della cristianità sostenendo gli sforzi di Bisanzio per la sua sopravvivenza<sup>158</sup>. Nel giugno del 1388, appena un anno dopo aver concluso un trattato con Murad, Genova propone a Venezia la formazione di una lega antiturca, unitamente alla spartizione del Mediterraneo in zone d'influenza. In novembre o dicembre i Peroti concludono una lega offensiva e difensiva con Francesco Gattilusio, signore di Mitilene, i Cavalieri di Rodi e la maona di Chio, ma il comune in quanto tale non vi partecipa<sup>159</sup>. Dopo la battaglia del Kossovo (15 giugno 1389) le due Repubbliche si af-

---

<sup>153</sup> KARPOV 1986, pp. 102, 131; STÖCKLY 1995a, pp. 111-112.

<sup>154</sup> HEYD, II, pp. 374-376; SKRZINSKAJA 1968, p. 16; BERINDEI - VEINSTEIN, p. 124.

<sup>155</sup> BALARD 1978, I, p. 156; STÖCKLY 1995a, pp. 111-112.

<sup>156</sup> KARPOV 1986, pp. 103-115.

<sup>157</sup> BRATIANU 1969, pp. 245-249; BALARD 1983b, pp. 31-54, ora anche in BALARD 1989, cap. V.

<sup>158</sup> SURDICH, pp. 235-236.

<sup>159</sup> THIRIET 1958, n. 739, p. 178; BELGRANO 1884a, pp. 953-965 (pp. 931-1003); MANFRONI, pp. 719-720 (pp. 577-895).

frettano a inviare rappresentanti presso Bayazid per ottenere la conferma degli antichi privilegi <sup>160</sup>.

Le proteste di amicizia non impediscono di prendere misure difensive. Vedono la luce nuovi progetti di lega antiturca che riuniscono Venezia e Genova, ma nessuna delle due Repubbliche vuole veramente impegnarsi senza il concorso delle altre potenze cristiane <sup>161</sup>. Non essendosi realizzata l'unità d'azione, Genova evita di partecipare alla disastrosa spedizione del re Sigismondo e Venezia assiste passivamente al disastro di Nicopolis (28 settembre 1396), quando la flotta di Tommaso Mocenigo si limita a raccogliere i superstiti <sup>162</sup>. Nel 1399 la spedizione condotta da Boucicaut con l'aiuto di navi genovesi, veneziane e rodiensi per soccorrere Costantinopoli posta sotto blocco dai Turchi, non contribuisce affatto a migliorare le sorti della capitale e dei coloni latini <sup>163</sup>. Ogni azione contro i Turchi viene guastata dalla reciproca diffidenza delle due Repubbliche marinare, che sanno rispondere soltanto con buone parole al *basileus* Manuele II venuto con un lungo viaggio a implorare il soccorso dell'Occidente. Solo la vittoria di Tamerlano sulle truppe di Bayazid ad Ankara (28 luglio 1402) fa scendere la pressione ottomana e permette alle due Repubbliche di concludere insieme un trattato con Solimano, uno degli eredi di Bayazid: la rotta del mar Nero è nuovamente sicura e ristabilita la libertà di traffico nei territori ottomani <sup>164</sup>. Ma, preoccupate soprattutto di non far avvantaggiare la rivale, né Genova né Venezia sanno trarre un decisivo profitto dalla debolezza ottomana nel primo decennio del XV secolo; nel momento in cui il pericolo turco sembra essere sparito il fronte comune si dissolve.

Indubbiamente Venezia capisce che il mar Nero, a causa dell'anarchia dei khanati mongoli, l'Asia minore, in ragione dell'espansione turca, e Costantinopoli, minacciata nella propria esistenza, non necessitano più di grandi sforzi militari e navali per la protezione di vantaggi commerciali oramai in declino. Lo stesso discorso non vale per la zona balcanica e il mar Egeo, dove al tornante dei secoli XIV e XV la Serenissima cerca di rafforzare i propri

---

<sup>160</sup> THIRIET 1959, p. 356; CESSI 1981, pp. 335-336; BALARD 1978, I, pp. 97-98.

<sup>161</sup> THIRIET 1958, nn. 789, 813, 829, pp. 189-190, 194, 197; SURDICH, p. 236.

<sup>162</sup> DELAVILLE LE ROULX 1886, I, pp. 246-299; BARKER, pp. 129-139; HOUSLEY, pp. 76-79.

<sup>163</sup> DELAVILLE LE ROULX 1886, I, pp. 359-383; BARKER, pp. 162-168.

<sup>164</sup> DENNIS 1967, pp. 72-88; BARKER, pp. 224-226.

interessi politici e territoriali. Il centro di gravità del sistema coloniale veneziano si sposta verso il cuore del mondo balcanico ed egeo. Qui si assiste al « trionfo dell'annessione veneziana » (Freddy Thiriet): acquisizione di Durazzo e Scutari, occupazione di Corfù e di Butrinto nel 1386, acquisto di Nauplia e di Argos nel 1388, sovranità sull'insieme di Negroponte dopo la morte dell'ultimo terziero nel 1390, estensione della dominazione diretta su Tinos e Mykonos nel 1390, acquisizione parziale del ducato di Atene alla morte di Nerio Acciaiuoli nel 1394, protezione del despotato di Morea da parte della flotta veneziana, senza contare la riconquista della Dalmazia sulla corona ungherese. La Serenissima è diventata il difensore ufficiale della Romania greco-latina. Nel frattempo Genova, caduta sotto il potere del re di Francia Carlo VI, assiste impotente ai progressi della rivale. Solo il maresciallo Boucicaut, crociato d'altri tempi divenuto governatore reale della città nel 1401, tenta di rimettere in discussione i successi veneziani.

Il pretesto per l'intervento in Oriente gli viene offerto dagli affari di Cipro. Il nuovo re Janus (1398-1432), constatando che il proprio regno è strangolato dalle pretese finanziarie dei Genovesi, sollecita l'aiuto di Venezia per riconquistare Famagosta, da lui assediata nel marzo 1402. Boucicaut invia una spedizione comandata da Antonio Grimaldi che mette in fuga l'esercito del Lusignano, e nella stessa occasione sequestra alcune galere veneziane che si trovano nel porto di Famagosta. Janus chiede ancora una volta aiuto a Venezia, che lo rifiuta ma arma quindici galere al fine di intimidire Boucicaut. Nel gennaio 1403 Janus riprende l'assedio della città. Allora il governatore generale di Genova ottiene la neutralità di Venezia e nell'aprile dello stesso anno, col pretesto di ristabilire l'ordine a Cipro, parte da Genova alla testa di una spedizione. La Serenissima fa sorvegliare da vicino l'esercito genovese che dapprima si reca a Rodi, dove ottiene l'appoggio del gran maestro degli Ospedalieri, Philibert de Naillac, per ristabilire la pace col re Janus. Con il trattato di Nicosia del 7 luglio 1403 quest'ultimo promette ai Genovesi un forte indennizzo<sup>165</sup>.

Boucicaut decide allora di proseguire la propria crociata contro gli Infedeli effettuando incursioni sulle coste anatoliche e siriane: saccheggia Candeloro, si incaglia davanti a Tripoli, il 10 agosto 1403 mette a sacco Beirut prendendosela soprattutto con le sedi delle compagnie veneziane lì installate. Avvertita rapidamente, la Serenissima ingiunge al capitano generale

---

<sup>165</sup> DE MAS LATRIE 1852, II, pp. 466-471; DELAVILLE LE ROULX 1886, II, pp. 99-110; HILL, pp. 449-456; SURDICH, pp. 242-254; EDBURY 1995, pp. 147-148.

della propria flotta, Carlo Zeno, di intervenire per farsi restituire merci e navi veneziane. Al suo ritorno Boucicaut viene attaccato al largo dell'isola di Sapienza, presso Modone: i Veneziani si impadroniscono di tre galere genovesi e fanno numerosi prigionieri. Il governatore generale riesce a raggiungere Genova, catturando nei pressi della Sicilia una grossa galera veneziana e una *cocca* carica di preziose mercanzie <sup>166</sup>.

Restano da riparare i danni. I negoziati si trascinano. Venezia in effetti sospetta che il re di Francia voglia, con l'occasione, intervenire negli affari italiani. Il conflitto con Francesco da Carrara signore di Padova, le sequele dell'espansione fiorentina verso il Tirreno (annessione di Pisa), le incursioni del pirata Niccolò da Moneglia nell'Adriatico a danno delle navi veneziane, l'orgoglio ferito di Boucicaut che non accetta di essere ritenuto responsabile della tensione veneto-genovese, tutto ciò complica le discussioni. Un primo accordo viene raggiunto a Venezia il 22 marzo 1404: Genova si impegna a rimborsare le perdite subite dai Veneziani a Famagosta e a Beirut, Venezia a restituire le navi genovesi catturate a Modone e a liberare i prigionieri. Boucicaut non accetta queste condizioni, ma la popolazione di Genova non è favorevole alla ripresa delle ostilità contro Venezia. Finalmente la pace di Genova del 28 giugno 1406 elabora un compromesso che prevede il risarcimento reciproco dei mercanti: cinque arbitri, presto sostituiti da Amedeo VIII di Savoia, saranno nominati per la stima delle somme da versare. L'intransigenza di Boucicaut nei confronti di Venezia finisce solamente con l'espulsione del governatore reale e la fine della dominazione francese a Genova (settembre 1409) <sup>167</sup>.

Nel Mediterraneo orientale gli ultimi due decenni del XIV secolo vedono Genova e Venezia adottare un atteggiamento differente nei confronti dei Mamelucchi. Alla ripresa del traffico con Alessandria nel 1382 Venezia moltiplica le ambasciate concilianti per ottenere un consolato al Cairo e il diritto per i suoi mercanti di utilizzare i propri pesi e misure. Con una media di tre galere all'anno, ma con un ammontare di investimenti più elevato rispetto alle altre nazioni occidentali, alla fine del Trecento Venezia riesce a controllare la maggior parte del commercio con l'Oriente musulmano <sup>168</sup>. Genova invece è incapace di controllare l'attività delle proprie squadre, i cui interventi si tra-

---

<sup>166</sup> DELAVILLE LE ROULX 1886, I, pp. 436-446; SURDICH, pp. 255-265; ASHTOR 1983a, pp. 217-221.

<sup>167</sup> SURDICH, pp. 266-310.

<sup>168</sup> HEERS 1955a, pp. 185-192; ASHTOR 1983a, pp. 125-126.

sformano troppo spesso in incursioni di pirateria (contro Sidone e Beirut nel 1383, contro Rosetta e Damietta nel 1384, contro Tripoli nel 1390 oppure contro navi del sultano nel 1388 o nel 1396). La spedizione di Boucicaut ha conseguenze catastrofiche per gli interessi genovesi in Oriente, rendendo le relazioni con i Mamelucchi ancora più difficili e facendo definitivamente perdere a Genova il ruolo principale nel commercio con l'Oriente musulmano<sup>169</sup>.

All'altra estremità del Mediterraneo Venezia non partecipa alla « crociata » contro Tunisi del 1390, impresa franco-genovese. Il trattato del 1391 la ricompensa per la sua neutralità confermando gli accordi anteriori, garantendole le forniture di grano che desidera e restituendole i prigionieri cristiani detenuti dal sovrano hafsida. Alla fine del XIV secolo tutte le nazioni cristiane in Berberia godono di un regime di equità e uguaglianza<sup>170</sup>. Nella penisola iberica Venezia non riesce a recuperare il ritardo sulla rivale: nel 1400 apre un consolato a Malaga<sup>171</sup>, fa attraccare le proprie navi a Valenza, Maiorca, Siviglia e Cadice, e cerca di ottenere per i propri sudditi gli stessi diritti dei Genovesi<sup>172</sup>. Verso l'Atlantico il traffico delle *mude* di Fiandra riprende nel 1384, ma diviene regolare soltanto dopo il 1392<sup>173</sup>. Cinque anni più tardi i Veneziani trasformano in *loggia* la casa Ter Ouder Beurse a Bruges, in quella piazza degli affari dove nel 1399 i Genovesi costruiscono a loro volta la *loggia* della propria « nazione »<sup>174</sup>. In Inghilterra la comunità veneziana di Londra si organizza nel primo decennio del XV secolo<sup>175</sup>. Per Venezia come per Genova le vie commerciali verso il Ponente sono il complemento indispensabile degli scambi di beni nel Mediterraneo.

Non è facile fare un bilancio di un secolo di relazioni veneto-genovesi. Due Repubbliche marinare, ugualmente potenti, hanno fatto dello sfrutta-

---

<sup>169</sup> ASHTOR 1983a, pp. 127-136, 218-221.

<sup>170</sup> DE MAS LATRIE 1866, p. 240, 244-249; FERRER I MALLOL 1969, pp. 211-261; SACERDOTI 1966, pp. 322-327.

<sup>171</sup> MELIS 1976, p. 62.

<sup>172</sup> CESSI 1952, p. 171. La tesi di dottorato, ancora inedita, di CONGDON, sottolinea l'attività mercantile dei Veneziani nel Mediterraneo occidentale: lana, sale, metalli, seta, ma poche spezie e poche stoffe sono le principali merci. La Serenissima cerca di impiantare consolati veneziani nei principali scali della penisola iberica nell'ultimo decennio del Trecento.

<sup>173</sup> STÖCKLY 1995a, p. 157.

<sup>174</sup> PETTI BALBI 1996, p. 96.

<sup>175</sup> RUDDOCK, p. 136.

mento del mare il motore della propria vita economica. Ponti gettati tra Oriente e Occidente, hanno costruito la propria fortuna sul ruolo di intermediarie non solo tra le due parti del Mediterraneo, ma andando oltre fino a Londra e Bruges, fino a Delhi e Pechino. Questa mediazione doveva appoggiarsi sul dominio del mare e sul possesso di scali e di magazzini, posti giudiziosamente nei punti d'incontro delle rotte marittime o allo sbocco delle vie intercontinentali seguite dai flussi mercantili. I loro tentativi di talassocrazia e di espansione coloniale non potevano far altro che opporle l'una all'altra. Dalla guerra di Curzola a quella di Chioggia questi scontri sono sempre stati sterili, avendo avuto come unico risultato quello di indebolire Bisanzio, trascinata nei conflitti, e di rafforzare i Turchi nella loro espansione invece di contrastarla. Venezia talvolta è stata sensibile alle necessità della crociata contro l'invasore ottomano, ma ha rifiutato di portarne il peso da sola. Genova in compenso ha considerato soltanto la difesa a breve termine dei propri interessi commerciali e territoriali: da qui una duttilità, se non persino un'ambiguità, della sua politica che le ha impedito di far fronte comune con la rivale quando le circostanze lo avrebbero imposto. Dopo aver dominato in Oriente alla fine del XIII secolo, quando la parte più importante dei flussi commerciali passava per il mar Nero, Genova ha dovuto lasciare la supremazia a Venezia quando il centro dei traffici si è nuovamente spostato verso la Siria e l'Egitto nella seconda metà del Trecento. Tuttavia le posizioni acquisite allora dai Genovesi nella penisola iberica e sulle rotte dell'Atlantico erano ricche di un avvenire da cui Venezia si sarebbe trovata in gran parte esclusa.

## *The Genoese in the Aegean (1204-1566)*

‘Death to the Genoese; let them be killed!’ With these rather unpleasant words, the Greeks of Chios rejected the offer of protection presented to them by Simone Vignoso’s envoys in June 1346<sup>1</sup>. In return, around the year 1480, Laonicus Chalcocondylas, son of an Athenian patriot who had strongly opposed western domination<sup>2</sup>, expressed his satisfaction with the *mahonesi* of Chios, stating that they had governed the island ‘with the greatest of moderation’<sup>3</sup>. These completely contradictory assessments provide a fitting framework for the problem of Genoese-Greek relations in the Aegean world. What brought about the shift from ultra-violent hatred of the western invaders to resigned and even willing acceptance of their power? Before examining this evolution, we must determine which parts of the Aegean held interest for the Genoese between 1204 and 1566.

The capture of Constantinople and the division of the Byzantine empire came as a considerable blow to Genoa. The quarter of the capital originally ceded to the Genoese by the *basileis* fell into the hands of the conquerors. The *Partitio Romaniae* gave Venice control of the sea routes – amounting nearly to domination of the Aegean – thanks to the occupation of Crete and the establishment of the Duchy of Naxos, awarded to a Venetian family. In 1204, Genoa was effectively ousted from the Romaniot area and barred from its most fruitful trade routes.

The initial Genoese response to this situation was an attempt to reopen the question of Venetian supremacy. Genoa favoured privateering warfare against its rivals: attacks on Corfu by Leo Vetrano<sup>4</sup>, raids on Venetian merchant ships by the count of Malta, Enrico Pescatore<sup>5</sup>, and primarily the

---

\* Pubblicato in « Mediterranean Historical Review », 4/1 (1989), pp. 158-174.

<sup>1</sup> *Annales Genuenses*, p. 148: *Moriantur et occiduntur Iannenses*.

<sup>2</sup> MORAVCSIK, p. 231.

<sup>3</sup> CHALCOCONDYLAS, p. 521.

<sup>4</sup> THIRIET 1959, p. 86.

<sup>5</sup> *Annali genovesi*, II, pp. 98-99.



occupation of Crete by the same Pescatore. More or less effectively backed by Genoese funds guaranteed by income from the island of Malta, as well as by ships placed at his disposal by his protectors, Pescatore succeeded in maintaining the occupation for nearly five years<sup>6</sup>. Eventually, beaten off the coast of Rhodes, he was forced to abandon his position in exchange for financial advantages; nevertheless, his comrade-in-arms Alamano Costa, count of Syracuse, more or less assisted by the native population, led the Cretan resistance movement until 1217<sup>7</sup>. The failure of the naval warfare and the surrender of the Cretan rebels forced Genoa to negotiate. In principle, the convention of 11 May 1218 restored most of the Genoese rights in the empire of Constantinople; yet, in practice, Venetian hegemony brought Genoese commercial activity almost to a standstill.

The first diplomatic negotiations with the Nicaean empire and the despotate of Epirus achieved no concrete results, nor did the operation launched in 1249 against John Gabalas, lord of Rhodes. The Aegean squadron dispatched by John Vatatzes routed the Genoese, who, by taking over Rhodes, sought to obtain an essential port of call in the eastern Mediterranean, as well as a possible base of action against the Venetian possessions<sup>8</sup>. As we know, the rivalry among the communes within the kingdom of Jerusalem again called the existing state of affairs into question, and gave Genoa the opportunity to form a decisive alliance with the Nicaean empire.

This article will not attempt any lengthy review of the treaty of Nymphaeum, nor of the consequences of that treaty<sup>9</sup>. Did Genoa take advantage of the Byzantine reconquest to re-establish its foothold in the Aegean world, while at the same time resuming its former eminent position in Constantinople itself? The concessions made to the Genoese by Michael VIII did, in fact, include the promise of sole ownership of trading posts: not only in Ania, Smyrna, and Adramyttium (cities already under the sovereignty of the *basileus*), but also in Constantinople, Cassandria, Mytilene, Chios, Crete, and

---

<sup>6</sup> *Ibidem*, pp. 104, 109, 111-115; NICETAS, p. 639; cfr. GEROLA, 1-44; THIRIET 1959, pp. 87-88; BALARD 1966, pp. 473-474.

<sup>7</sup> GEROLA, pp. 22-23; THIRIET 1959, pp. 87-88.

<sup>8</sup> AHRWEILER 1966, p. 322 and n. 2; MERENDINO, p. 377; ANGOLD, p. 115.

<sup>9</sup> See our BALARD 1978, I, pp. 42-45 and bibliography cited.

Negroponte (cities and territories which the Greeks would be able to retake as a result of the alliance with the Genoese)<sup>10</sup>.

In reality, however, the Byzantine reconquest of Constantinople certainly did not enable the fulfilment of all the promises made to the Genoese. Very few trading posts were actually set up in accordance with the terms of the treaty, which specified a *loggia*, a church, a warehouse, and a consular administration for each post. Some scholars have even asked whether Michael VIII did not intend to cede only the revenues of the stipulated locations, rather than the locations themselves<sup>11</sup>. Does this mean that the clauses of the treaty of Nymphaeum regarding the Aegean world were never implemented? In fact, they were applied unevenly and with considerable delay.

In his discussion of the so-called Genoese colony of Thessalonica<sup>12</sup>, I. Ševčenko first notes that the trading post granted to the Genoese by the treaty of Nymphaeum was not in Thessalonica itself, but in Cassandria, a small *emporium* in the theme of Thessalonica. While admitting that the Genoese might have established intermittent commercial contacts with the second largest city of the empire, he denies that they could ever have set up a permanent colony there. His final point is that the supposed Genoese influence on the revolt of the zealots is actually in the order of a historical myth. In view of the Genoese documents which I have been able to assemble, all but the last of these conclusions appear somewhat excessive to me. Ševčenko, in his article, mentions the complaints lodged with the Byzantine authorities by the Commune in 1294; some of these concerned the harassment of nationals by imperial officers in Thessalonica itself<sup>13</sup>. A notarial act of 1289 concerns the sailing of a *tarida* owned by Fulco and Nicoleta d'Albenga from Caffa or La Tana to Chios and Thessalonica<sup>14</sup>. The latter city was the site of several specific commercial investments, spaced over the years from 1277 to 1317. Undoubtedly the most important document is the one stating that, in May 1305, a certain Sestino Codino bore the title of Genoese consul in Thessalonica, this indicating the permanent

---

<sup>10</sup> MANFRONI, p. 793.

<sup>11</sup> P LEMERLE, pp. 45-46; AHRWEILER 1965, pp. 40-41.

<sup>12</sup> ŠEVČENKO, pp. 603-617.

<sup>13</sup> BERTOLOTTI, pp. 512, 514, 531; ŠEVČENKO, pp. 605-606.

<sup>14</sup> BRATIANU 1927, p. 182; BALARD 1973, p. 72, n. 28.

establishment of a small community of businessmen<sup>15</sup>. We must conclude that Genoa sought to gain a foothold in the zone of Venetian influence, by supporting the activity of its nationals on the western shores of the Aegean Sea. None the less, the small number of documents, as well as the fact that Thessalonica is not mentioned in any Genoese deed after 1317, show that the results of its efforts were ephemeral. The Genoese did not succeed for any length of time in competing with the Venetians, whose position in Thessaly and Macedonia was older and stronger than their own.

The last attempts to launch a Genoese bridgehead in the western Aegean took place during the years 1345-50. In June 1346, Simone Vignoso's fleet made a stop at Negroponte, where it encountered vessels of the Pontifical League, under the command of Humbert, Dauphin of Viennois. The Genoese admiral refused the offers of cooperation; by virtue of his naval superiority, he robbed the dauphin's crews and quickly set sail for Chios, in order to get there before the League forces, which had hoped to use the island as a base for operations against Smyrna<sup>16</sup>. Five years later, Paganino Doria's fleet laid siege to Negroponte, where the Venetian admiral Niccolo Pisani was firmly entrenched. The operation, hastily launched, had to be suspended, due to both the resistance of the defenders and the news that the Venetian-Catalan fleet was shortly to arrive<sup>17</sup>. On 1 October 1351, Paganino Doria lifted the siege and sought refuge on Chios. The attempt to conquer a base in the western Aegean proved a definitive failure.

Thus, around the year 1350, the antagonism between Venice and Genoa culminated in the division of the Aegean into zones of influence. The Venetian zone encompassed the west, the south, and the centre, so that, by controlling the Dalmatian coasts and the Ionian islands, Venice dominated the route to Constantinople as far as the Straits. The Genoese zone included the eastern coasts and islands – another access route to Constantinople, but also to the eastern Mediterranean. It was actually at this date that the Genoese occupation of the eastern Aegean became permanent.

Let us recall that the first stage in this process was the concession of the alum factories of Phocaea to the brothers Benedetto and Manuele Zaccaria,

---

<sup>15</sup> BALARD 1978, I, p. 164 (with references to the documents).

<sup>16</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 92-94; ARGENTI 1979; BALARD 1978, I, p. 123.

<sup>17</sup> BALARD 1970a, pp. 438-439.

which undoubtedly took place in 1267. In order to protect the fruitful alum trade against Turkish piracy, the Zaccarias installed a garrison at Adramyttium, occupied the port of Smyrna, and gained a foothold on Chios in 1304; in this manner, under the theoretical sovereignty of Byzantium, they ensured the defence of the island threatened by the Turks, and acquired a second monopoly – of mastic – in addition to their alum monopoly. The brothers' heirs sought to expand those conquests: Domenico Cattaneo seized Mytilene, while Martino Zaccaria wished to unite all of those territories into a vast Aegean lordship, independent of the imperial power. His ambition, however, clashed with the nationalism of his subjects, who appealed to the *basileus*. In 1329, Andronicus III restored Byzantine sovereignty to Chios, and in 1336 to Mytilene. Genoa was unable to accept such a loss of territory, and, in 1346, took advantage of the power struggle in Byzantium to support the dispatch of a private fleet, under the command of Simone Vignoso, to the Orient. The reconquest of Chios and the two Phocaeas by the Genoese was far from fortuitous. In fact, it was part of a systematic plan for re-establishing a network of ports of call on the main sea route to Constantinople and the Black Sea<sup>18</sup>. The exhaustion of Vignoso's crews prevented the recapture of Mytilene on that occasion. However, in 1355, a Genoese named Francesco Gattilusio was fortunate enough to marry the *basileus*' sister, and received the island as a dowry; he established a dynasty there which was to remain in power until the Ottoman conquest of 1462<sup>19</sup>. His brother Niccolò annexed the city of Aenos in 1384; his grandson Palamede was given the islands of Imbros and Samothrace in fief by the *basileus*<sup>20</sup>. Following the war of Chioggia, Genoa succeeded in obtaining the demilitarization of Tenedos, which the Venetians had occupied in order to thwart their powerful rivals in the region of the Straits.

The majority of these conquests, starting from that of Chios and Phocaea, resulted from private initiatives; nevertheless, this is not to say that they did not affect the commune of Genoa. That organization was no more than an agglomeration of interests geared towards commercial profit, which gave its recognition and support to initiatives developed by private

---

<sup>18</sup> PISTARINO 1969a, pp. 3-68.

<sup>19</sup> LUTTRELL 1986, pp. 103-112.

<sup>20</sup> For the dating, cfr. BALARD 1988c.

individuals or groups. The Commune had no plans for direct territorial domination; it concerned itself solely with the possession or control of trading posts, warehouses, and bases for an extension of the commercial network constructed by the Genoese<sup>21</sup>. To maintain those trading posts, it only had to involve the local elites (whose privileges had, for the most part, been preserved) in its business affairs, and to impose upon the peasants and lower classes the same order which had prevailed under the former Byzantine domination. Flexibility, a fair administration, numerous local initiatives, and the absence of religious proselytism were among the principles which dictated Genoese policy on relations with the Greek population in the Aegean. Unfortunately, we can only examine the implementation of that policy in the restricted domain of the island of Chios, as sources concerning the other Aegean territories are scant or nearly non-existent<sup>22</sup>.

Genoese politics during the period under discussion passed through several stages. The rule of the Zaccaria brothers, Benedetto and Manuele, seems to have been accepted by the native population, resulting as it did from a temporary, renewable concession made by the *basileus* Andronicus II, who desired to associate the Genoese with the defence of the empire against the Turks. As soon as their heirs, Benedetto II and Martino, attempted – with the support of the papacy – to turn the island into a citadel of faith against the Turks and to escape from Byzantine dominion, they ran up against the legitimacy of the Greek population, which remained loyal to the *basileus* and to the Orthodox Church, guarantor of the imperial powers. To no avail did Martino Zaccaria maintain a standing army of a thousand infantrymen, a hundred cavalymen, and two armed galleys<sup>23</sup>; to no avail did he forbid the Chians to bear arms, on pain of death – being, as Cantacuzenus notes<sup>24</sup>, well aware that Chian public opinion was far from supporting him, and suspecting that they favoured the emperor. In point of fact, Andronicus II had only to send a message to the people of Chios and a letter ordering Martino to

---

<sup>21</sup> PISTARINO 1969a, pp. 10-12.

<sup>22</sup> An exception is the series of the 66 notarial acts of Mytilene, published by ROCCATAGLIATA 1982a, II. A few contracts for the purchase or sale of properties or attestations of mixed marriages provide rather scant information on the relations between Latins and Greeks in the domain of the Gattilusio.

<sup>23</sup> ADAM, II, p. 533.

<sup>24</sup> CANTACUZÈNE, I, p. 572.

submit; the Greeks of the island immediately rallied in support of the Byzantine reconquest in 1329 and expelled the Genoese<sup>25</sup>.

Up to 1346, authority on the island was, in fact, exercised by the Greek *archontes*, major landowners, imperial dignitaries – in a word, by those ‘powerful ones’ among whom Cantacuzenus singles out Leon Calothetos. But there were also those who concluded a treaty with Simone Vignoso, commandant of the Genoese fleet, on 12 September 1346: the master-falconer Argenti, Costa Tzybos, the great *sacellarius* Michali Coressi, Sevasto Coressi and George Agelasto, representatives of Caloianni Tzybos, master of the citadel of Chios<sup>26</sup>. That elite of landowners and officers held power in the name of the emperor; their circumstances became even more comfortable in 1329 when, in return for their assistance, Andronicus III exempted them from any personal tax (*kapnikon*)<sup>27</sup>.

We should not be surprised that the memory of Martino Zaccaria’s oppressive domination incited the Chians to a rude rejection of the offer of protection presented to them in June 1346 by Simone Vignoso’s envoys. ‘Death to the Genoese!’ they cried from the high walls of the citadel, which they believed a strong enough fortress to resist the forces of the Pontifical League and the Genoese themselves<sup>28</sup>. Nevertheless, Simone Vignoso’s troops occupied the island and laid siege to the citadel. On 12 September 1346, Caloianni Tzybos was forced to surrender. The terms of the treaty of capitulation are so moderate as to be astonishing. The vanquished leader retained all of his rights and possessions, provided that he transfer his loyalty from the *basileus* to the commune of Genoa. He was allotted the sum of 7,000 *hyperpyra* in three years, out of the income of the island, and, along with his family, was exempted from any taxation instituted by the Genoese<sup>29</sup>. Several weeks later, he was even named governor of Old Phocaea in the name of the Commune.

The conquerors exhibited the same restraint in the treaty concluded with the Greek nobility on 12 September 1346. Simone Vignoso subjected

---

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 573.

<sup>26</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 28-29. On these families, see ARGENTI 1955.

<sup>27</sup> ARGENTI 1958, I, p. 65.

<sup>28</sup> See n. 1 above.

<sup>29</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 26-28.

the ‘powerful ones’ to an oath of loyalty to the Commune, leaving the Greeks in charge of all of their property, churches, monasteries, and clergy, and with total freedom of movement. He confirmed the privileges formerly accorded by the *basileus*, undertook to refrain from imposing extraordinary loans, and granted an amnesty. The obligations stipulated for the vanquished were limited: they had to submit to the Commune, which was to maintain complete jurisdiction over them in future; and to repair 200 houses inside the citadel of Chios, to facilitate the housing of the Latin forces, but at a price fixed by a mixed commission. The text of these two treaties – undoubtedly prepared far in advance of Chios’ surrender – illustrates the Genoese eagerness to win the local elite to their cause, by refraining from any change in their possessions and privileges, provided only that they recognize the sovereignty of the Commune in future. In short, these treaties comprised a gentle substitution of one master for another. By contrast, the terms of capitulation were stricter concerning Phocaea, where the Genoese imposed legislation of their own, applying it to their fellow-citizens called upon to reside there as well as to the Greeks<sup>30</sup>.

The prudence, moderation, desire to forget the past, and offers of collaboration extended by the Genoese were not repaid in kind. Among the Greek elite, the feeling of belonging to the empire and the Orthodox Church overcame any possibility of passive acceptance of the offered peace. The conquerors, after all, were still heretics and despoilers. The case of the Nea Moni, which has come down to us from a later account drawn up by the *didaskalos* Nicephorus, based on traditions which prevailed in monastic circles, illustrates this phenomenon in an exemplary manner<sup>31</sup>. As soon as Simone Vignoso’s forces had landed, the monks of Nea Moni rushed to abandon their monastery; in their panic, they lost some of the sacred objects and gifts presented to them by the *basileis*. One of them, a native of Pyrgi (a small town at the southern end of the island), took the icon of the Theotokos away with him and hid it in his village. Upon his death, the local *papas* returned the holy image to the monastery and entered it as a monk, accompanied by his two sons. Although the alleged acts included in the collection Τὰ Νεαμονησιά are unverifiable, these accounts express the violent hostility of the popular and Orthodox clerical circles towards the conque-

---

<sup>30</sup> *Ibidem*, pp. 28-38.

<sup>31</sup> *Neamonisia*, pp. 102-103.

rors. Fear and hatred of the Latins prompted many to flee, and others to appeal to the *basileus* of Constantinople, as had been the case under the Martino Zaccaria government.

In 1346-47, however, such appeals had small chance of being heard. The rule of Byzantium was then bitterly disputed by John VI Cantacuzenus and Anne of Savoy, regent for her son John V. The naval resources at the disposal of the latter were far from equal to those of Andronicus III in 1329; a few triremes, armed by Phakeolatos, set sail to assist the defenders. However, having learned of his compatriots' surrender, the Byzantine admiral hastily turned tail and fled<sup>32</sup>.

Having lost all hope of rescue from without, the Greeks of the island had no other solution than to get rid of Vignoso's companions, by means of a plot headed by the metropolitan. A later source<sup>33</sup> informs us that this was intended to restore the island to the empire by assassinating the Genoese chiefs, who had assembled to celebrate Easter. As the first confiscations of property from those who had participated in the rebellion are noted in a document dated 20 February 1348<sup>34</sup>, the revolt itself must have taken place on 1 April 1347, Easter Day. The conspirators met in the Church of St George of Varvassi, in the Kampos. Denounced to the *mabonesi* by an unknown traitor, they were arrested, summarily tried, and hanged at the gate of the citadel, with the exception of the metropolitan. The latter was exiled and replaced by a *dichaios*, whose appointment in future would have to be confirmed by the *mabonesi*, rather than by the patriarchate of Constantinople. The property of the condemned, titled *xelimata* in Greek and *chisilima* in official notary parlance<sup>35</sup>, was confiscated and distributed among the accusers, the *mabonesi*, and the Latin colonists who had been attracted to the island. The notary deeds drawn up to formalize the transfer of property have given us the names of some of the participants in the plot: Michali Coressi and his brother, Ianis of Carestino, Nicheta Corsolora Ogeros, Mavrogano Vassili Argenti, Savasto Gallatulla, Cristostomi, Chisomeniti,

---

<sup>32</sup> CANTACUZÈNE, II, p. 583; cfr. ARGENTI 1958, I, pp. 91-95.

<sup>33</sup> Genoa, Biblioteca Civica Berio, ms. m.r. I, 1-21: *Istoria dell'Isola di Scio*, pp. 28-30; the manuscript was compiled in 1586, 20 years after the loss of the island.

<sup>34</sup> Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Notai antichi*, n. 359, c. 171r-v.

<sup>35</sup> On the meaning of this word, cfr. ARGENTI 1958, I, p. 653, n. 2.



George Agabito, Mavrogordato, Stefano Petrici, Sidero, Dimitri Ducas, Achastani, George de Boto, Tucalaresti, Nicola Carlonuco, Nichetas Anichesaros, Evigenos Coperiati, Theodore Filadelfino scolaros, Marglaviti<sup>36</sup>. The list includes several of those who had concluded the treaty of capitulation of September 1346 – *inter alia*, Michali Coressi, who appears to have had a vital role in the revolt – and members of more or less illustrious families, including those of several *archontes*.

The role of Caloianni Tzybos, whose property was also confiscated, appears less clear. We know from an account by Cantacuzenus<sup>37</sup> that the former governor of Chios, no doubt imprudently appointed by the Genoese to head Old Phocaea, assembled a number of mercenaries without waiting for the *basileus*' support. He disembarked at Chios and forced the Genoese garrison to shut itself up in the citadel. The besieged forces were rescued by compatriots, and Tzybos was killed in the course of a battle, in which the Latins rapidly gained the upper hand.

There may well have been some concomitance between the metropolitan's plot and Tzybos' expedition. According to testimony given by Giovanni de Gayado de Chiavari, Tzybos was still governor of Old Phocaea in October 1347. A month later, he – like Michali Coressi and his associates – rebelled against the Commune, seizing the light galley armed by the Genoese for the defence of Chios<sup>38</sup>. Accordingly, we must admit the possibility that the *archontes* of Chios joined forces with Tzybos, one of their own, in an effort to overthrow the power of the *mahonesi* – not in April 1347, but seven months later, in a series of events of which we know but little.

How, then, did the Greeks shift out of this paroxysm of hatred and hostility, and into a more peaceful coexistence, a passive and at times even willing acceptance of Genoese domination? This development appears to have resulted from several factors. The Chian *archontes* rapidly understood that they could not look forward to any assistance from Constantinople. The 'Latin War', followed by the battle of the Bosphorus, occupied Cantacu-

---

<sup>36</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 359, cc. 171r-172v; ARGENTI 1958, III, pp. 493-494, 512-513, 528-531, 886-894.

<sup>37</sup> CANTACUZÈNE, III, p. 83.

<sup>38</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 359, c. 172v.

zenus' meagre forces. When John V resumed his throne in 1355, thanks to the assistance of Francesco Gattilusio, he had nothing left to do but legalize the *fait accompli*. Simultaneously with his presentation of Mytilene to Francesco Gattilusio as a dowry, he published a chrysobull in favour of the *mabonesi*. Saving the appearances of the imperial sovereignty, he ceded the island of Chios to three members of the *Mabona*, Giovanni de Oliverio, Raffaele de Furneto, and Pietro Recanella; the latter were obligated to pay an annual tribute of 500 *hyperpyra* in recognition of his generosity. On 14 June 1367, a second chrysobull confirmed the concession in favour of Tommaso Giustiniani and his associates. Abandoned by Constantinople, the Greeks were forced to submit<sup>39</sup>.

The second factor in the Greek–Genoese *rapprochement* was the obvious community of interests which arose progressively between the *archontes* and the *mabonesi*. Not all of the 'powerful ones' participated in the plot directed by the metropolitan. Vassili Argenti's property was certainly confiscated; however, other members of the same family – Leonidas, Baptista, and Julianus – were in business relations with the Genoese. The Schilizzis, the Coressis, and the Agelastoi preserved their rank and kept their lands on the island. The Schilizzis owned possessions in the Engremos and at Koukounaria in the Kampos; the Coressis had a fortified tower – a *pyrgos* – at Lithi and lands at Spiladi in the Kampos; the Agelastoi were established in the village of Koini, at Serba-Frangovouni, and at Ghiazo. As for the Argentis, they possessed extensive property near the citadel, in the Vlataria quarter, as well as in the Kampos, at Ghiazo, and at Talaros<sup>40</sup>. The *Mabona* and the Genoese government maintained a scrupulous respect of the privileges and franchises enjoyed by the *archontes*. As late as 1529, the Genoese governors of the *Mabona* granted an appeal by George Schilizzi, who protested a decision reached by the *podestà* of Chios, in violation of the franchises granted by John V to his family more than a century and a half before<sup>41</sup>. Confirmed in their property and their rights, contingent only on their recognizing the domination of the Commune, the *archontes* gradually came around to collaborating with the new masters.

---

<sup>39</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 173-177.

<sup>40</sup> ARGENTI 1955, pp. 49-50, 51-56, 73-74, 118-122.

<sup>41</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 473-475.

Once the time of revolt had passed, the *mahonesi* began to seek the collaboration of the local elite. In fact, they had to take into account a substantial demographic disequilibrium. Despite having supported the immigration of their compatriots, as witnessed by several deeds of concession of lands and houses, the Latin element, clearly remained a minority, of a size difficult to determine. A report by the *podestà* Niccolò Fatinanti, drawn up in 1395, enumerates 2,142 heads of families of Greek origin, including the sailors of the *mahonesi* galley and 130 persons over the age of 70 or infirm, but excluding workmen dealing with mastic trees (*lentiscus*) or the production of mastic<sup>42</sup>. In total, the number of households was hardly more than 2,200 – meaning that hardly more than 10,000 Greeks inhabited the island at the end of the fourteenth century. If we admit that the ratio between the number of Latins and Greeks examined by the *podestà* in drawing up his report – 33 of the former, 150 of the latter – reflects the relative numerical importance of the two ethnic groups, Chios could not have housed more than 400 heads of families of western origin, or about 2,000 persons in all.

The distribution of inhabitants was completely uneven: while the Kampos, the eastern side, and the south of Chios were well enough settled, the extremely mountainous central and western regions were practically uninhabited, with the exception of several large, isolated villages<sup>43</sup>. The westerners did not work the land directly, with the exception of a few domains, such as those of Sklavia (Stous Hephta) or Kamenos Pyrgos; in most cases, they were content to live in the city of Chios and enjoy the incomes from lands cultivated by the *paroikoi*<sup>44</sup>. Under those conditions, the *mahonesi* stood to gain a great deal from *rapprochement* with the *archontes*, who themselves were also great landowners, supported by the productive efforts of their dependents.

The word ‘coexistence’, first and foremost, means ‘living in the same space’. It is not quite true to believe, as Argenti put it, that the allocation to

---

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 148.

<sup>43</sup> On the topography of Chios, cfr. ZOLOTAS, pp. 5-281. According to PHILIPPSON, IV, pp. 245-257, the surface area of the island is 858 sq. km.; however, BOURAS, p. 7, notes that the cultivated land represents only 20.7 per cent of the total surface area. This figure was certainly not very different at the end of the Middle Ages.

<sup>44</sup> ARGENTI 1958, III, pp. 518-519.

the Genoese of 200 houses inside the citadel emptied the latter of its Greek population. In fact, Latins and Greeks shared the *castrum* from 1346 into the fifteenth century. In 1394, a *papas* owned a house in the *contrada* of St Anthony, and his estate bordered on that of two westerners. In the same year, the widow of Giovanni di Luna lived next door to Goardatus Tisplasmisas in the main street of the citadel, the *carrubeus rectus*<sup>45</sup>. In 1381, Greeks and Latins lived together in the *contrada* S. Remuli<sup>46</sup>. In 1408, Georgius Pipera owned a house near those of Vassili Corsochus and the *papas* Costa Camoli<sup>47</sup>. Fifty years later, Georgius Coressi owned a shop in the *contrada* S. Georgii, next door to that of Paolo Giustiniani de Furneto<sup>48</sup>. In 1461, the widow of Iohannes Ducas Petrocochini possessed a house inside the citadel. Outside the walls of the *castrum*, the ethnic commingling was even more extensive – for example, in the Vlataria, Parrichia, and Neocorio neighbourhoods, where the houses of the Latins and the Greeks adjoined each other<sup>49</sup>. Finally, in the rich plain of the Kampos, the *mahonesi* settled vast domains taken from the *chisilima* property of the condemned conspirators and adjoining the large holdings of the Argentis, the Schilizzis, and the Agelastoi<sup>50</sup>. By contrast, in other areas of the island, day-to-day relationships between the ethnic groups were quite limited. The Genoese established several fortresses at Volissos, Armolia, Chora, and Sklavia, and some towers of refuge; minimal contingents of two or three armed men ensured a Genoese presence in the larger villages. Nevertheless, aside from the few properties of *mahonesi* mentioned above, there is no evidence of a permanent western presence in the small towns of the island.

‘Coexistence’ also implies linguistic exchanges. The *Mabona* maintained several official interpreters, including a Greek known as the ‘Greek scribe of Chios’<sup>51</sup>. Yet there were also many occasional dragomen, as well as Greeks

---

<sup>45</sup> BALARD 1988b, docc. 42, 46.

<sup>46</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 144r-145.

<sup>47</sup> *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 362 (12 Sept. 1408).

<sup>48</sup> ARGENTI 1958, III, p. 657.

<sup>49</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 144r, 149v.

<sup>50</sup> SMITH, pp. 48-50, 117; ARGENTI 1955, pp. 49-50, 51-56, 73-74, 118-122.

<sup>51</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 114r-v, 140r, 141r, 142r-143r, 145v, 151r; *Ibidem*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 62, 120, 122; *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 360, 434, 508; *Ibidem*, n. 418, c. 8v.

who knew the rudiments of Latin and Genoese. A number of notarial acts were drawn up between members of the two communities without the necessity of recourse to an interpreter. In 1394, a *papas* sold his house to a Genoese notary; he was assisted by two compatriots, Sergi Vestarchi and Iane Magenendi, who acted as witnesses to the sale, along with two Latins. Three Greeks and two Latins took part in concluding the deed of sale of a house owned by Nicola Prasimo<sup>52</sup>. In 1381, a Genoese of Phocaea ‘translated from Latin into Greek’ the will of Maria de Lixa, wife of Michali Carvogni Sergi; in the same year, the Greek Costa Gordatus declared that he knew Latin, and was accordingly released from the requirement for an interpreter<sup>53</sup>. The Greek notary Iohannes Coressi was frequently used as a witness by his Genoese colleagues, undoubtedly due to the linguistic assistance which he rendered to his compatriots<sup>54</sup>. Did these linguistic contacts result in the propagation of a *lingua franca*? It is difficult to say, owing to the rarity of texts preserved in the vernacular.

The constitution of a genuine Graeco-Genoese society implied intermarriage. Were mixed marriages numerous on the island? Despite the poverty of our sources, we have been able to locate examples at different levels of insular society. *Mahonesi* married Greeks, or gave their daughters in marriage to members of the native local elite. In 1408, Giovanni Giustiniani de Furneto left a widow, Angelina, daughter of Master Sidero; his daughter, Angelina, was herself the widow of a Greek of Andros, Iohannes de Lo Gramatichi<sup>55</sup>. In 1450, Benedetta, daughter of Cristoforo Giustiniani de Garibaldo, married Lazaro Argenti; twenty-two years later, another Argenti, Pantaleo, married Pietra, daughter of Pietro Giustiniani, while Iane Argenti was brother-in-law to two Giustinianis<sup>56</sup>. Lower down the social ladder, other mixed marriages are to be found. Generally speaking, these linked Greek women to Latin men; by contrast, there were no cases in which the daughters of western immigrants married Greek men. This probably resulted from the high proportion of males among the insular Genoese population,

---

<sup>52</sup> BALARD 1988b, docc. 42, 57.

<sup>53</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 142v-143r, 152r-v.

<sup>54</sup> BALARD 1988b, doc. 53; ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 140v-141r; *Ibidem*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 21, 134; *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 336.

<sup>55</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, docc. 336-337, 430.

<sup>56</sup> ARGENTI 1958, III, pp. 628, 814, 827.

which was periodically augmented by young bachelors. Did these establish permanent residences? To set up families, they could not but select wives from among the middle strata of the Chian bourgeoisie. In 1381, Angelus de Siena left a widow, Calogrea Evedochia, daughter of a *papas*; Niccolò de Passano married Therana Gomarina in 1404; a certain Paolo Dante married Vedochia maistra, daughter of a Greek notary in Phocaea; and, in 1466, Giovanni de Moncelis became the husband of a Greek woman from Volisos<sup>57</sup>. These weddings were themselves attempts at *rapprochement*, and appear to have been more fruitful at the level of the *archontes* and the *mabonesi* than at the lower social levels.

In the area of religion, the Greek community jealously preserved its traditions, and the amount of contact between the two churches was, understandably, insignificant – Orthodoxy having been the main support of Hellenic nationalism. Following the failure of the 1347 plot, the *mabonesi* had the prudence to respect the customs of the local residents. The oath used for those bearing witness in court, for example, was not sworn on the Gospels, as was customary in the western world, but on icons, ‘more Graecorum’<sup>58</sup>. The Genoese also promised the Greeks total freedom of religious practice, as symbolically illustrated by the return of the icon of the Theotokos to Nea Moni and the repopulation of that famous monastery<sup>59</sup>. The development of the Latin Church, limited to the capital of the island and several villages near the lands of the *mabonesi* in the Kampos, did not bring about the conversion of many Greek subjects; our notary sources, in any event, have not preserved a single example of such conversion. The two Churches, Roman and Orthodox, remained separate; one represented the victors, the other the vanquished.

The means most easily used to draw the Greeks into collaboration with the Latins was to associate the former with the latter’s business dealings and assign them some areas of responsibility. The Greeks had their own notaries – Iane Coressi is often mentioned at the end of the fourteenth century, but we also know of Nicola Plasini Cavanucii, Michali maistro,

---

<sup>57</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 144r-145r; *Ibidem*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 119; *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 446; ARGENTI 1958, III, p. 777.

<sup>58</sup> BALARD 1988b, docc. 42, 57; ASGe, *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 371; *Ibidem*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 37.

<sup>59</sup> *Neamonisia*, p. 114.

Cripi Corelli, as well as a certain George of Phocaea<sup>60</sup> – and their own bankers, such as Theodore Sirichari, Criti Sepsi, Costa Mismilandi<sup>61</sup>. In large-scale commerce, a certain number of Chian merchants were associated with Latins in chartering ships, maritime insurance, ownership of boats, or simply in commercial investments: the transport of grain, wine, oil, and cloth to Famagusta, Pera, and Theologo was jointly implemented by Latin and Greek businessmen<sup>62</sup>. Nevertheless, this commonality of interests had its limits. The boats operated by mixed companies were *gripariae*, medium or small in size, but never large round-ships or galleys. On the other hand, no Greeks are known to have participated in commercial operations involving products over which the *Mahona* held a monopoly – mastic, alum, salt, and pitch; these were handled exclusively by the Genoese. In small trade and craftsmanship, the Greeks fulfilled a considerable role, especially in food-related professions and distribution, but also as caulkers, carpenters, and woodcutters, protected by the *Mahona*. Two blacksmiths – one Latin, the other Greek – went into partnership together; a third blacksmith, originally from Constantinople, became the debtor of two Latin colleagues living in Chios<sup>63</sup>. The impetus provided by the Genoese to economic life in the area could only have a positive effect on the standard of living of those closely or even distantly involved in business.

Exclusive wielders of political power, the *mahonesi* were not much inclined to associate the native elite with that power. Nevertheless, certain Greeks were given administrative responsibilities. In 1394, Costa Meistro Mismilangi (a banker) and Michali Meistro Spano, along with two Latins and a Jew, became *officiales provisionis grani* of Chios; they borrowed the funds necessary to assure the provisioning of the island. Ten years later, they were replaced by Sergi Avafisto and Criti Sepsi; the latter, also a banker, was re-appointed in 1408, this time along with George Agelastro<sup>64</sup>.

---

<sup>60</sup> BALARD 1988b, doc. 53; ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, c. 108v; *Ibidem*, n. 523, Gregorio Panissaro, docc. 21, 134; *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, docc. 336, 363, 422, 446.

<sup>61</sup> BALARD 1988b, docc. 42, 55; ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, c. 148r.

<sup>62</sup> BALARD 1988b, docc. 24, 89; ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, 18 March 1400 and 25 Oct. 1403; ARGENTI 1958, III, pp. 539-540, 542, 789, 804, 826-827.

<sup>63</sup> ARGENTI 1958, III, pp. 797, 809.

<sup>64</sup> BALARD 1988b, docc. 61, 96; ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 112, 116; *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 511.

These offices were far from honorary, as the members of the *officium provisionis* served as guarantors for the drawing up of contracts with shipowners. The *Mahona* also attempted to involve representatives of all of these ethnic groups in the solution of the major problem affecting public order: the proper supply of grain to the island. It is even more astonishing to see that Greeks were authorized to participate in auctions for the farming out of taxes: one of them, in 1404, was in charge of the oil auction; the other, in 1413, shared the responsibility for the *comerchium angariae* with a Latin<sup>65</sup>. These, however, were exceptions of a kind not often agreed to, as a regulation of 1428 forbade the inscription of Greeks in the chancery registers<sup>66</sup>.

Were these Chians protected by the Commune, as was the case in certain other eastern trading posts? The question is not easy to resolve, given the special status of Chios, where the Commune acted as sovereign with *merum et mixtum imperium*, while the *Mahona* enjoyed the rights of usufruct, *proprietas et dominium utile et directum*. In the name of the latter, only shareholders of the *Mahona* enjoyed all fiscal rights and could exercise administrative functions. The Genoese permanent residents, or *burgenses*, at times saw their franchise on indirect taxes contested by the tax farmers; they protested against this, citing the conventions originally concluded in 1347, and periodically renewed, between the Commune and the *Mahona*. They had no right to participate in the council of the *podestà*, as the *Mahona* reminded them in 1409.

The Greeks, like the Jews, were subject to a direct tax (*angaria* or *cotuum*), a head tax (*kapnikon*), and certainly various indirect taxes, as well as a brokerage tax or *censaria*<sup>67</sup>. A few hand-picked Greeks received exemption from the *angaria*, as a privilege granted by the doge; these were protected subjects like those capable of showing an imperial chrysobull. The *Mahona* undertook to respect the franchises obtained from the *basileus*; in cases of violation, an appeal to Genoa sufficed to guarantee the revocation of decisions to the contrary<sup>68</sup>. All in all, however, individual privileges and the

---

<sup>65</sup> ARGENTI 1958, II, p. 173; *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, deed of 12 June 1413.

<sup>66</sup> ROVERE 1979, pp. 352-253, doc. 112.

<sup>67</sup> ARGENTI 1979, pp. 23-26.

<sup>68</sup> ROVERE 1979, pp. 485-486, doc. 11; ARGENTI 1958, II, pp. 473-475.



small-scale participation of some of the elite in public life could not compensate for the heavy burden laid on the masses – that is, the *paroikoi*.

The majority of the native population undoubtedly earned their living from agriculture and cattle-raising. Aside from the extensive land belonging to the *mabonesi* and the more modest property allocated to or acquired by Latin immigrants, the land remained in the hands of the *archontes* and ecclesiastical establishments; the most famous of the latter, the Nea Moni, is believed to have possessed almost one-third of the area of the island<sup>69</sup>. As far as the peasantry was concerned, the conquest hardly affected their fate; they changed masters, but retained their obligations as *paroikoi*, which passed from generation to generation. These obligations could and sometimes did become even heavier, especially in the areas of taxation and monopolies. A report by the *podestà* Niccolò Fatinanti, in 1395, mentions the burden of the poll tax, unbearable for the peasants, who were abandoning their villages and deserting the island. The *kapnikon* was abolished in 1396, and replaced by a hearth-tax of two *hyperpyra* payable by all Greeks, except for those working in mastic, wood, and pitch<sup>70</sup>. The villagers periodically complained of being harassed by local officials, who demanded services or presents from them; the *Mahona* had to remind those officials that they were only empowered to collect the taxes instituted by the government of the island<sup>71</sup>. We must ask, however, whether these arbitrary extortions were only practised by minor Genoese functionaries. It is probable that, also under Byzantine rule, the agents of the imperial administration had not always withstood the temptation to abuse their power. By contrast, the maintaining of monopolies turned out to be extremely wearing. The mastic workers were constrained to make obligatory deliveries; those who did not meet their obligations were beset by stiff fines<sup>72</sup>. Pitch, too, became the object of compulsory deliveries<sup>73</sup>. The exemption from the hearth-tax, granted in 1396, hardly compensated for the finicky constraints imposed upon the producers of monopoly commodities.

---

<sup>69</sup> *Neamonisia*, p. 114.

<sup>70</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 141-147.

<sup>71</sup> ARGENTI 1979, p. 20.

<sup>72</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 192-194.

<sup>73</sup> ROVERE 1979, pp. 492-498, doc. 14.

In all, the policy of the *Mabona* regarding the Hellenic population demonstrated an overwhelming logic: few changes in fiscal matters, no large-scale transfers of funds or property, a light-handed administrative and military superstructure. It was sufficient to allow the *archontes* and several selected members of the urban bourgeoisie to keep their former rights and privileges, to assure them a relatively higher standard of living, thanks to the spin-offs of the economic expansion boosted by the Genoese. It was sufficient to let them live in their own faith, and to ensure peace from without, in order to obtain the loyalty of the elite, especially after 1453, to guide them to cooperation with the *mabonesi*, and share with them the income obtained from the labour of the *paroikoi*.

However, as a result of this interplay, it was the *mabonesi* who let themselves be gradually taken over by the insular traditions; they adopted the behaviour of *archontes* and became easternized. The links with the distant metropolis became loose and were frequently broken at a moment's notice. In the sixteenth century, when large-scale Genoese commerce between the eastern and western Mediterranean died down and Genoa became part of the Spanish sphere of influence, it was hardly interested in paying a prohibitive price to maintain its Aegean trading post, at the edge of the Ottoman empire. The *mabonesi* who governed with such moderation, according to Laonicus Chalcocondylas, were soon assimilated among their subjects, and became like foreigners to the Genoese of Genoa. Despite initial appearances, the continuity from Byzantine Chios to the sixteenth-century Chian *Mabona* by far exceeded any change occasioned by this evolution.



## *Consoli d'Oltremare (secc. XII-XV)*

Per le comunità stabilite in terra straniera è in vigore oggi un duplice sistema di rappresentanza: da un lato, un'ambasciata, dotata di funzioni diplomatiche, cioè incaricata di regolare i rapporti tra due Stati sovrani, di preparare gli eventuali trattati tra di loro, e di radunare le informazioni più complete sulla vita politica, economica, sociale e culturale del paese dove è installata; dall'altro, un consolato, che si dedica a facilitare la vita quotidiana dei propri concittadini, siano essi abitanti residenti o gente di passaggio, nei confronti delle autorità del paese medesimo.

Nel Medioevo, la differenza tra queste due funzioni di rappresentanza non è così evidente. Le ambasciate, inviate da uno Stato occidentale nell'Oriente bizantino o saraceno, hanno carattere temporaneo ed il loro compito è quello di risolvere problemi contingenti o di riacciare relazioni interrotte da eventi bellici; però l'ambasciatore, che guida queste legazioni, non si stabilisce quasi mai presso le autorità visitate. Il consolato, invece, ha sia funzioni diplomatiche, sia funzioni amministrative, poliziesche e giudiziarie, senza godere di quell'immunità che favorisce il lavoro odierno dei diplomatici.

Le relazioni tra l'Occidente e il Mediterraneo orientale costituiscono il campo privilegiato nel quale è nata la diplomazia moderna. La nascita dei consolati d'oltremare nel XII secolo può essere infatti considerata come un evento eccezionale nelle relazioni internazionali e come la diretta conseguenza dell'espansione europea, la quale sfociò in una colonizzazione quasi simile a quella dei tempi moderni. Bisognerebbe dunque esaminare in quali condizioni sono nati i primi consolati d'oltremare, prima di fare distinzione fra quelli che si stabilirono in un paese sovrano che concedeva a loro diritti limitati e quelli che godevano di una totale extraterritorialità. Le loro funzioni sono del tutto differenti.

Le prime forme di espansione occidentale in Oriente risalgono ai Veneziani e agli Amalfitani<sup>1</sup>. Non si tratta in questa sede di rammentare la storia

---

\* Pubblicato in *Comunità forestiere e « nationes » nell'Europa dei secoli XIII-XVI*, a cura di G. PETTI BALBI, Napoli 2002, pp. 83-94.

<sup>1</sup> THIRIET 1959; BORSARI 1969, pp. 111-131; MARTIN 1978, pp. 19-23; per Amalfi, si veda CITARELLA; BALARD 1976, pp. 85-95; CAHEN 1977, pp. 291-301; DEL TREPPO - LEONE; FIGLIUOLO, pp. 573-664.

di quell'espansione: basti notare che nei primi trattati<sup>2</sup> e nei documenti privati<sup>3</sup>, anteriori al XII secolo e riferentisi alla presenza veneziana o amalfitana a Costantinopoli, non si trova alcun cenno all'esistenza in loco di consoli di quelle comunità. L'assenza di ogni riferimento si collega con la concezione che l'Impero bizantino ha dei mercanti veneziani e amalfitani, i quali – essendo considerati sudditi del *basileus* – non formano una comunità straniera e non hanno quindi bisogno di un rappresentante ufficiale presso la corte imperiale. Fino al crisobollo del 1198, a loro molto favorevole, i Veneziani ottengono dei privilegi giudiziari, ma continuano a sottostare alla giustizia imperiale per quanto riguarda i processi misti tra Greci e Veneziani<sup>4</sup>. La clausola sottintende comunque la presenza di un giudice veneziano per le vertenze tra mercanti veneziani.

Le altre due repubbliche marinare non godono della cittadinanza imperiale, motivo per cui dovrebbero avere un proprio rappresentante nella capitale bizantina. Il primo insediamento pisano risale al crisobollo del 1111. Trent'anni dopo, un certo Ugo Dudonis è detto *legatus Pise* in un atto del 30 aprile 1141<sup>5</sup>. Trovandosi egli ancora nella capitale dell'Impero due anni dopo, si può presumere che avesse ricevuto l'incarico di rappresentare la comunità pisana presso la corte imperiale. Nel momento in cui il Comune di Pisa trasferì, nel 1162, i suoi beni costantinopolitani all'Opera del Duomo<sup>6</sup>, per sottrarli all'avidità del fisco bizantino, ritenne opportuno affidare il governo dei suoi concittadini ad un magistrato nominato dal governo della repubblica, il quale fu detto *visconte*, così come coloro che governavano la città di Pisa sotto il controllo dell'arcivescovo, prima della nascita del Comune. Tre nomi di visconti sono noti per quell'epoca. Aiutato da un *embularius* o fondacario, che reggeva il grande magazzino di deposito del comune, il visconte trattava con le autorità bizantine, e, forse, aveva una competenza giudiziaria nei confronti dei suoi concittadini.

Benché avessero ottenuto un primo privilegio nel 1155, i Genovesi insediati a Costantinopoli non sembrano aver avuto un rappresentante presso

---

<sup>2</sup> POZZA - RAVEGNANI.

<sup>3</sup> LOMBARDO 1940.

<sup>4</sup> THIRIET 1959, p. 59.

<sup>5</sup> MÜLLER, n. 2, p. 4. Si veda OTTEN-FROUX 1981.

<sup>6</sup> *Ibidem*, n. 8, p. 10.

la corte imperiale prima dell'ultimo decennio del XII secolo. Si deve infatti attendere il testo delle istruzioni affidate, nel maggio 1201, agli ambasciatori inviati presso Alessio III Angelo per trovare il riferimento ad una *vicecomitiva sive vescontia de Constantinopoli*, la quale non avrebbe dovuto essere assegnata al figlio di un certo Tanto. È questa l'unica citazione del titolo portato dal capo della comunità genovese di Costantinopoli nel XII secolo<sup>7</sup>. E tale qualifica rammenta le prime esperienze di amministrazione coloniale effettuate da Genova nella Siria-Palestina franca.

### *I consolati negli stati crociati*

L'insediamento delle repubbliche marinare nei porti degli Stati crociati risulta, infatti, fondamentale per la nascita di un nuovo regime delle comunità straniere. In cambio del loro aiuto per la conquista delle terre siriane, Genovesi, Pisani e Veneziani firmano dei trattati con i conquistatori franchi, ottenendo non solo privilegi commerciali e fiscali, ma anche un quartiere nelle città conquistate, dove le comunità italiane a poco a poco si insediano. Qui esse cercano di sfuggire ad eventuali rappresaglie ed alla confisca dei loro beni, mirando ad ottenere una vera e propria autonomia amministrativa e giudiziaria nei confronti del mondo feudale circostante. Le controversie riguardanti gli affari commerciali o privati, per essere risolte, richiedevano un'autorità competente, che poteva essere rappresentata da un magistrato eletto dai coloni stessi, oppure da un ufficiale inviato espressamente dalla madre patria<sup>8</sup>. I due sistemi di nomina potevano coesistere: quando un magistrato designato nella metropoli veniva a mancare, i coloni eleggevano un supplente, in attesa dell'arrivo del nuovo titolare.

Tra le tre repubbliche marinare, i Genovesi si insediano per primi nei porti della Siria-Palestina franca. La madre patria, sempre indebitata e incapace di creare un sistema amministrativo efficace, trova nell'infeudazione dei propri possedimenti oltremarini la soluzione alle sue difficoltà finanziarie<sup>9</sup>. Ne approfittano i membri del gruppo dei *visconti*, che occupavano la scena politica nella metropoli e riscuotevano i redditi del Comune. Tra questi, soprattutto gli Embriaci. Nel 1147 tutti i possedimenti genovesi nel principato di

---

<sup>7</sup> BERTOLOTTO, p. 474.

<sup>8</sup> RACINE 1989, pp. 268-269.

<sup>9</sup> BYRNE 1928, pp. 139-180; PISTARINO 1986, pp. 57-139.

Antiochia sono concessi agli Embriaci per vent'anni, dietro pagamento di un censo annuale. Nel 1154, la stessa famiglia viscontile riceve in concessione tutte le colonie genovesi – Acri compresa – per 29 anni, in cambio del giuramento di fedeltà al Comune. Così Guglielmo Embriaco divenne padrone di Gibello e di una parte di Laodicea, ed Ugo e Nicola Embriaco furono padroni del quartiere genovese di Antiochia e di Acri. Benché incapaci di fare fronte ai propri impegni verso la madre patria, gli Embriaci ressero l'amministrazione dei quartieri genovesi nelle città siriane, tramite un *vicecomes* di loro nomina, riscuotendo i redditi ed amministrando la giustizia per i propri concittadini.

Dopo la Terza Crociata, il Comune – che aveva acquisito qualche nuova concessione territoriale ad Acri, Tiro, Beirut – riorganizzò l'amministrazione coloniale in Terrasanta, affidandola a due ufficiali, definiti *consules et vicecomites* perché rappresentavano il governo comunale ed avevano il potere giudiziario. Designati per un anno, partivano con il convoglio dell'autunno e avevano la propria sede in Acri. Essi visitavano le città dove Genova aveva qualche possesso: colà nominavano degli agenti locali – *vicecomites* –, organizzando in tale modo una gerarchia amministrativa, al vertice della quale venne chiamato nel Duecento un podestà, assistito da un consiglio di coloni genovesi. Consoli e podestà, aiutati da ufficiali minori – notai, *placerii, censarii* e tesorieri – adempiono ad una quadruplica funzione: mantenere i diritti dei Genovesi sui loro beni, soprattutto di fronte ai nemici pisani o veneziani; presiedere le corti di giustizia per le cause dei loro concittadini; amministrare i beni e i redditi del Comune, ivi compresi gli affitti di case o botteghe; assistere alla stesura dei documenti mercantili e dei testamenti, convalidando con la loro presenza l'autenticità dei medesimi.

La nomina di un console in Siria risale per i Genovesi all'anno 1192, quando Corrado di Monferrato si rivolge a Guglielmo Ricio, definito come *consul Ianuensium in Syria*. Sembra invece che una rappresentanza ufficiale dei Pisani nel regno di Gerusalemme risalga ad un periodo antecedente. Essi infatti nel 1154 ottennero la creazione di una *curia* ad Antiochia e nel 1168 ad Acri: il che sottintende una certa loro autonomia giudiziaria e può essere considerato come un punto di partenza per la creazione di un consolato<sup>10</sup>. Nel 1179, un certo Pipindo ottenne la carica di console, la quale doveva estendersi oltre la città di Acri, dal momento che nel 1193 egli mandò tre le-

---

<sup>10</sup> MÜLLER, n. 5, pp. 6-7; n. 11, p. 14.

gati a Tripoli per sostenere la causa del visconte pisano di fronte a Boemondo IV e al vescovo di quella città<sup>11</sup>. Nel Duecento, il rappresentante pisano a Acri viene chiamato *consul Accon et totius Syrie*. Il suo potere è definito da una rubrica del *Breve Pisani Comunis* del 1286. Eletto a Pisa dal Maggiore Consiglio, era accompagnato da un notaio e conservava la carica fino all'arrivo del successore, al quale doveva rendere conto della sua gestione. Era suo dovere fare rispettare i diritti e le franchigie ottenute dai Pisani, ma non risulta che fosse autorizzato a nominare dei visconti altrove né ad estendere la sua autorità ad Alessandria ed a Damietta. La sua competenza si limitava quindi agli affari dei Pisani in Siria<sup>12</sup>.

Per quanto riguarda i Veneziani, i primi documenti relativi al loro insediamento in Terrasanta – *pactum Warmundi* e privilegio di Baldovino II<sup>13</sup> – non fanno cenno ad un rappresentante ufficiale della Serenissima; ma la concessione che essi ottennero di un proprio quartiere in parecchie città dovrebbe implicare l'esistenza di una *curia* veneziana. Nel Duecento, invece, un bailo veneziano, con sede ad Acri, estende la sua giurisdizione su tutti i Veneziani presenti nel regno di Gerusalemme. Giovanni Dandolo in carica nel 1261 e Nicolò Querini nel 1290 reggevano un quartiere quasi del tutto autonomo ad Acri, così come il podestà genovese o il console pisano. Alle tre repubbliche marinare italiane si deve aggiungere il caso dei Catalani che, nel 1187, condividevano un consolato a Tiro con i mercanti di Montpellier, di Saint-Gilles e di Marsiglia.

L'esperienza delle colonie italiane in Terrasanta è dunque fondamentale per la nascita di comunità autonome sotto il dominio di un ufficiale nominato dalla metropoli, il quale rappresenta presso le autorità locali gli interessi della madre patria e di tutti i coloni espatriati. La seconda metà del XII secolo vede l'affermazione di questo sistema, legato – come sottolinea Pierre Racine<sup>14</sup> – alle *universitates mercatorum* delle città mercantili italiane, rappresentate da un console in terra straniera. Tanto nella denominazione – che rammenta l'organizzazione politica dei comuni – quanto dal punto di vista delle sue funzioni, il console, capo delle comunità stabilite in oltremare,

---

<sup>11</sup> *Ibidem*, n. 39, p. 65.

<sup>12</sup> OTTEN-FROUX 1981, pp. 346-348.

<sup>13</sup> POZZA, pp. 373-385.

<sup>14</sup> RACINE 1989, pp. 271-273.



incarna il potere comunale e difende gli interessi della metropoli e dei suoi concittadini espatriati.

Nel Duecento il sistema consolare – sia sotto la denominazione di bailo, sia sotto quella di podestà o di console – è insediato ovunque. Ma la sua evoluzione dipende dalla congiuntura internazionale e dai rapporti intercorrenti tra le repubbliche marittime italiane o catalane e le autorità statali del Vicino Oriente. Occorrerebbe, dunque, operare una distinzione fra i paesi dove la sovranità dei poteri locali rimane totale e quelli in cui le comunità genovesi, veneziane o pisane riescono ad affrancarsi dalle autorità ospitanti. E ciò si può riassumere nella differenza che esiste tra un ‘comptoir’ o *funduq* – insediamento di interesse strettamente commerciale – ed una colonia nel senso moderno del termine. Il rappresentante delle metropoli occidentali non riveste nei due casi la stessa funzione, secondo quanto risulta dallo studio dell’Egitto ayyubide e mamelucco, da un lato, e di Costantinopoli e Caffa dall’altro.

### *I consolati in Egitto*

Nell’Egitto dei tre ultimi secoli del Medioevo, la situazione delle comunità occidentali rimane sempre precaria. Le spedizioni militari – siano esse vere crociate, come nel Duecento, o leghe navali, come nel secolo successivo – rendono sospetti i mercanti italiani o catalani, accusati di connivenza con la madrepatria. Il senso della comunità e la necessità di disporre di un portavoce risultano senza dubbio maggiormente accentuati in un clima di latente ostilità. D’altro lato, le autorità egiziane hanno un tale bisogno dei mercanti stranieri per le materie prime importate o per riscuotere i diritti doganali sui prodotti dell’Estremo Oriente, che si vedono costrette a trattare con riguardo le metropoli occidentali ed i loro rappresentanti locali. Diviso tra la diffidenza e la necessaria accoglienza nei riguardi di questi stranieri, il sultano favorisce il loro insediamento, senza però concedere un’autonomia amministrativa, fiscale o giuridica.

In Egitto la presenza di un console latino non è documentata prima dell’ultimo decennio del XII secolo<sup>15</sup>. Venezia, che usufruiva di un *fondaco* nella seconda metà del XII secolo, lo recupera dopo la Terza Crociata, ottenendo la concessione di un altro, più piccolo. Un diploma del sultano al-Adil I nel 1208 sottintende la presenza di un console veneziano ad Alessan-

---

<sup>15</sup> JACOBY 1995, pp. 76-89; MANSOURI, pp. 89-101.

dria<sup>16</sup>, il quale, nel caso rimanga in carica per più di un anno, è esentato dal pagamento della *djizya* o capitazione<sup>17</sup>. Il console estende la sua giurisdizione sulle cause intentate dai sudditi egiziani contro i mercanti, ma non su quelle dei Veneziani contro gli indigeni. Per le cause commerciali deve essere assistito da un ufficiale musulmano, designato dal sultano. Il sovrano egiziano lo riceve alla sua corte una volta al mese e gli concede delle gratifiche, che si aggiungono allo stipendio, il quale viene detratto dai redditi del Comune riscossi dai *fonticarii*<sup>18</sup>. Questi ultimi sono responsabili dell'utilizzazione del fondaco e, tra l'altro, costringono i mercanti a risiedervi durante la notte e nella giornata di venerdì, poiché le autorità egiziane vogliono evitare incidenti nei momenti in cui la popolazione indigena riposa o prega nelle moschee. Il Maggior Consiglio di Venezia a partire del 1271 nomina il console per due anni e lo costringe a rivolgersi ad un Maggior Consiglio locale di 12 membri, eletti dalla comunità veneziana di Alessandria, così come negli altri possedimenti veneziani nel Mediterraneo orientale<sup>19</sup>.

Questo modello, creato in Egitto nella prima metà del Duecento, si sviluppa sotto i Mamelucchi, come risulta dalla corrispondenza di mercanti veneziani in Siria alla fine del Quattrocento<sup>20</sup>. Il console veneziano, con sede a Damasco, viene nominato tra i nobili dal Maggior Consiglio di Venezia e rimane in carica per due anni. Una *commissio* ducale definisce le sue funzioni, che egli esplica assistito da un Consiglio dei Dodici, con potere collegiale: presiedere un tribunale civile, che applichi la legge veneziana per le cause commerciali; scegliere gli amministratori per i beni dei mercanti morti *ab intestato* ed i patroni per le navi della *rata* che caricano le merci lasciate dai natanti della *muda*. Non gli è permesso dedicarsi ad attività commerciali, anche se in realtà egli risulta spesso implicato nel traffico del cotone siriano. La sua *familia* è composta da un cappellano, un medico, un barbiere e da *fameji*, al servizio dei mercanti. Il console riscuote uno stipendio dal Comune, un diritto sui prodotti veneziani barattati a Damasco – detto *consolazo* – e un'indennità dal sultano: la *djâmakîya*. Alcuni vice-consoli, forse scelti tra i mercanti, reggono le comunità locali dei Veneziani: alla fine del Quattro-

---

<sup>16</sup> TAFEL - THOMAS, II, p. 191.

<sup>17</sup> *Ibidem*, II, p. 487.

<sup>18</sup> CESSI 1931, II, p. 358, § V/II.

<sup>19</sup> JACOBY 1977, pp. 225-264, ora in JACOBY 1979a, n. VII.

<sup>20</sup> VALLET.

cento hanno sede ad Aleppo, Tiro e Beirut; riscuotono il *cottimo* locale; sono gli interlocutori privilegiati delle autorità; però non hanno alcuna funzione giudiziaria.

Le relazioni dei consoli con i poteri locali non erano del tutto pacifiche. Eliyahu Ashtor ha già messo in rilievo le forti tensioni tra i mercanti veneziani e il sultano negli anni 1473-1476: in seguito a incidenti con i Cavalieri di Rodi, i Veneziani furono costretti ad acquisti o prestiti forzati, i loro beni furono sequestrati e qualcuno di loro fu incarcerato<sup>21</sup>. I conflitti non mancano negli anni successivi. I Veneziani sono sottoposti al potere arbitrario e violento delle autorità urbane e sono costretti ad acquisti forzati di cotone e di pepe, sotto la duplice pressione delle autorità e dei mercanti locali, in stretta connivenza fra loro. Nel 1482, il console Marcello si lamenta di esazioni perpetrate contro i suoi concittadini sulla strada tra Homs e Hama e, nell'aprile 1484, viene bastonato dal signore di Damasco. Per lui, l'unica possibilità è quella di ricorrere al sultano, dal momento che è il sultano a concedere i privilegi che assicurano la protezione ai mercanti occidentali. Di qui l'importanza di essere sostenuto ed appoggiato da cortigiani, i quali vengono pagati per il loro ascendente alla corte del sultano. Il privilegio del console non risulta da un trattato tra due Stati sovrani, ma da una concessione fatta dal sultano ad un gruppo di residenti stranieri. Si comprende quindi quanto sia fragile lo statuto della comunità veneziana e del suo capo: il console a Damasco e in Siria<sup>22</sup>.

Quel che si è detto per i Veneziani si verifica anche per le altre comunità insediate in Egitto. Nel 1208, più o meno nello stesso momento in cui è segnalato un console veneziano, il fondaco pisano di Alessandria viene concesso in affitto ad un console o *fundacarius*<sup>23</sup>. Ad una data incerta, ma anteriore al 1245, un console, eletto tra i mercanti pisani residenti, regge il fondaco, ma a partire del 1245 i consoli sono eletti dall'*Ordo Maris* di Pisa per un periodo di due anni, e dal 1305 soltanto per un anno<sup>24</sup>. Il console è assistito da un notaio, un *sindicus*, un prete e un sacrestano, mentre un *fundacarius*, sottomesso all'autorità del console, si preoccupa di affittare ai

---

<sup>21</sup> ASHTOR 1983a, pp. 452-456.

<sup>22</sup> VALLET, pp. 192-205.

<sup>23</sup> AMARI, p. 283.

<sup>24</sup> JACOBY 1995, p. 84.

mercanti pisani le camere e i depositi del fondaco. Contrariamente a quanto si è scritto<sup>25</sup>, i mercanti pisani non sono retti da due consoli, uno designato nella madre città, l'altro dai mercanti residenti in Egitto. In realtà si tratta di due situazioni distinte riferendosi a due momenti diversi dell'amministrazione pisana all'estero: la nomina *in loco* veniva effettuata in caso di gruppi ristretti di residenti; mentre l'elezione avveniva a Pisa per le colonie che avevano raggiunto un certo sviluppo. Un secondo console risiedeva a Damietta.

Per Genova, alla quale fu concesso un fondaco in Alessandria nei primi anni del Duecento, non si sa a quando risalga la nomina del primo console. Certo, nel 1204, secondo gli *Annali genovesi*<sup>26</sup>, due consoli, Ogerio *de Insulis* e Belmusto Lercario, tornano da Alessandria in patria, ma il testo del cronista non specifica se si tratta di una missione temporanea – un'ambasciata – o di una carica che essi occupavano nella colonia genovese. Considerata la data, la prima ipotesi sembra più ragionevole. Soltanto nel trattato del 1290 si prevede la presenza di un console genovese ad Alessandria, la cui competenza riguarda le cause intentate da musulmani contro i Genovesi<sup>27</sup>. È da sottolineare il mantenimento di un console e di una *curia* genovese in Alessandria nel 1309, quando le proibizioni pontificie del commercio con i Saraceni sono più pesanti<sup>28</sup>.

Resta da esaminare il caso dei Catalani di Alessandria, sottomessi a partire del 1262 all'autorità di un console, nominato dai consiglieri di Barcellona e confermato dal re di Aragona<sup>29</sup>. Il console catalano, mai citato nei trattati e nelle relazioni delle ambasciate inviate in Egitto, rimane in carica nella prima metà del Trecento, malgrado il *devetum* pontificio<sup>30</sup>. Dopo il 1344 e la ripresa delle relazioni commerciali con l'Egitto e la Siria, i Catalani insediano due consoli: uno ad Alessandria e l'altro a Beirut, con competenza anche sopra Damasco e la Piccola Armenia. Quest'ultimo, spaventato per l'incursione delle truppe di Tamerlano contro Damasco nel 1400, abbandona

---

<sup>25</sup> OTTEN-FROUX 1983, p. 167.

<sup>26</sup> *Annali genovesi*, II, p. 92.

<sup>27</sup> SACY, pp. 37-39; HOLT, pp. 101-108.

<sup>28</sup> Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Notai antichi*, n. 119, cc. 116r-117r e 120r.

<sup>29</sup> COULON 2004; LOPEZ DE MENESES, pp. 95-89.

<sup>30</sup> Si veda la relazione del viaggio del frate *Symeon Semeonis* sulla presenza del console catalano ad Alessandria nel 1323: *Croisades*, p. 973.

il suo posto, viene spogliato di beni per un valore di 4.000 fiorini da un emiro siriano, e non sarà mai sostituito. Durante il Quattrocento, l'unico console catalano in questa zona è quello di Alessandria. Il suo mandato è limitato a tre anni, ma può essere rinnovato una volta. Prima di partire per raggiungere la sede di servizio, presta giuramento dinanzi al balivo di Barcellona. Al suo stipendio si provvede con un'imposta sulle merci e sui cambi trasferiti in Egitto dai mercanti catalani: il diritto del *consolat*, fissato fra lo 0,33 % e lo 0,5 % del valore delle merci o dei cambi. In più, egli riceve dal sultano una gratifica, o *djâmakîya*, utilizzata per il mantenimento di un prete. Tutti i consoli citati dai documenti sono scelti tra i mercanti e cittadini di Barcellona: Guillem de Cabanyelles, Pere Oliver, Pere de Quintana, Antoni Ametller furono tutti armatori di navi che si recarono in Oriente, prima della loro nomina alla carica consolare.

Sia che siano genovesi, o veneziani o catalani, i consoli occidentali in Siria e in Egitto adempiono ad una duplice funzione. Dal punto di vista diplomatico, rappresentano il loro Comune o regno presso il sultano, al quale trasmettono le istanze del loro governo. Sono presenti alla dogana di Alessandria o di Beirut, quando arriva una nave di compatrioti, per identificare i connazionali e difendere i loro interessi. Però, come si è visto nel caso dei consoli veneziano e catalano, la loro immunità diplomatica dipende soltanto dalla condiscendenza del sultano e dei suoi ufficiali. D'altra parte, i consoli hanno funzioni di amministrazione, di polizia e di giustizia: ricevono i beni dei concittadini morti *ab intestato*; riscuotono le tasse sul traffico dei compatrioti, secondo le scritture dei libri di bordo; compongono le piccole vertenze e amministrano la giustizia alla presenza di un ufficiale musulmano nelle cause tra un mercante cristiano e un indigeno<sup>31</sup>. Essi inoltre reggono il fondaco della propria nazione con l'aiuto di personale amministrativo permanente: per la polizia, la riscossione dei redditi o la costruzione di un forno. Malgrado la coerenza nazionale di queste comunità in terra islamica, non si può parlare di colonie permanenti, di popolazione insediata, giacché il quartiere non è mai concesso in piena proprietà e il console non ha mai una giurisdizione territoriale.

---

<sup>31</sup> Su questo punto, si veda MANSOURI, p. 91.

### *I consoli nel mondo bizantino e tartaro*

Il sistema consolare si presenta in modo ben diverso nel mondo bizantino e tartaro, dove le repubbliche marinare raggiunsero ben presto il privilegio di extraterritorialità, che permise alle colonie straniere di dotarsi di un'organizzazione autonoma. I Veneziani di Costantinopoli, sottomessi ad un podestà al tempo dell'impero latino, passano dopo il 1268 sotto l'autorità di un bailo, rappresentante diplomatico della Serenissima presso la corte bizantina. Come ha dimostrato Chryssa Maltezou<sup>32</sup>, la sua funzione ha rappresentato un modello per l'istituzione delle ambasciate dei tempi moderni. Eletto dal Maggior Consiglio, munito di una *commissio* affidata dal Senato veneziano, il bailo è prima di tutto il rappresentante dell'aristocrazia veneziana, il capo di un *regimen* coloniale, composto dai suoi consiglieri e dalla sua *familia*. È assistito da due diversi Consigli: quello dei Dodici, composto da nobili veneziani residenti a Costantinopoli, ed un Maggior Consiglio, copia del Maggior Consiglio di Venezia, l'ingresso nel quale viene riservato alle grandi famiglie. Ne risulta che i *popolani* veneziani insediati a Costantinopoli sono sprovvisti di ogni rappresentanza ufficiale presso le autorità della colonia<sup>33</sup>.

Nel momento in cui i Veneziani mettono un bailo a capo della loro comunità d'oltremare, i Genovesi attribuiscono al loro rappresentante a Costantinopoli il titolo di podestà, che viene a sostituirsi a quello di *consul et vicecomes* in vigore prima della Quarta Crociata. Il cambiamento di denominazione ha un significato simbolico, in quanto rammenta le trasformazioni istituzionali delle repubbliche marittime italiane nel corso del Duecento. Il regime collegiale dei consoli ha lasciato il posto ad un magistrato unico, scelto in ragione delle sue competenze giuridiche o amministrative, al quale si delega per un tempo limitato il governo della città. Amministratore del potere esecutivo e capo del potere giudiziario, il podestà di Pera occupa un grado elevato nella gerarchia della corte imperiale: assimilato all'*exousiastès*, è iscritto nelle liste di precedenza bizantine dopo il grande ammiraglio, e può guardare dall'alto in basso il bailo veneziano o il console pisano, collocati dopo di lui nella gerarchia aulica bizantina<sup>34</sup>. Mentre estende la sua autorità su tutti i Genovesi insediati stabilmente o temporaneamente in Romania

---

<sup>32</sup> MALTEZOU 1970, pp. 24-33.

<sup>33</sup> THIRIET 1959, pp. 193-195 e 204-205.

<sup>34</sup> VERPEAUX, p. 235; MALTEZOU 1970, p. 40; RAYBAUD, pp. 170-171.

all'inizio del Trecento, nella seconda metà del secolo la sua giurisdizione è limitata alla colonia di Pera. Il podestà, al pari del bailo veneziano, è assistito da due consigli, ma questi sono composti per metà da nobili e per metà da *popolari*. Per quanto riguarda le sue funzioni, il podestà non si distingue molto dal bailo, se non per il minore controllo che la metropoli esercita su di lui. Egli regge la politica generale della colonia, ha la responsabilità del bilancio e soprattutto amministra la giustizia secondo gli statuti genovesi per tutti gli abitanti della colonia<sup>35</sup>. Essendo Pera stata concessa in piena proprietà a partire dalla metà del Trecento, il podestà genovese riveste le funzioni di un vero e proprio capo di Stato.

L'organizzazione interna delle altre colonie occidentali è meno conosciuta. Rappresentati da un visconte nel XII secolo, i Pisani sono sottomessi ad un console dopo il 1261. Eletto dai consoli dell'*Ordo Maris* e non dal Comune stesso, egli sorveglia l'esecuzione dei diritti e privilegi dei Pisani nella capitale bizantina, regge la colonia e amministra la giustizia in favore dei suoi connazionali, forse anche al di fuori di Costantinopoli, dal momento che non si conosce un altro rappresentante di Pisa nell'impero bizantino<sup>36</sup>. Chiamato *hypatos* nel trattato del Pseudo-Kodinos, il console dei Pisani è preceduto dal bailo veneziano e dal podestà genovese nella gerarchia protocollare del tempo dei Paleologi.

I Catalani sono rappresentati da un loro console a Costantinopoli fra il 1290 ed il 1302. La carica scompare in seguito ai saccheggi della Compagnia catalana, per poi risorgere sotto il regno di Alfonso il Magnanimo: nel 1428, 1434 e 1437 i documenti catalani citano il console, la cui nomina è contesa tra i consiglieri di Barcellona e la corte reale di Palermo. Una lettera di Alfonso V al *basileus* sottintende che la carica era stata creata da poco tempo<sup>37</sup>. Sembra d'altra parte che i Narbonesi abbiano avuto un console a Costantinopoli intorno agli anni sessanta del Trecento<sup>38</sup>.

Non si possono comunque paragonare questi consoli, emersi dal ceto mercantile, con gli amministratori delle due più potenti colonie straniere, quelle dei Genovesi e dei Veneziani. Soltanto il bailo e il podestà dispongono

---

<sup>35</sup> BALARD 1978, I, pp. 359-368.

<sup>36</sup> OTTEN-FROUX 1981, pp. 339-345 e 350-353.

<sup>37</sup> DEL TREPPO, pp. 56-58.

<sup>38</sup> JANIN, p. 254.

di larghi poteri, occupano un posto onorevole nella lista delle dignità auliche bizantine, si immischiano nelle faccende della corte imperiale e influenzano la sorte dell'Impero con i loro intrighi e le relazioni tese con i dignitari bizantini. È stato dimostrato come il bailo veneziano, dopo aver sopportato gli insulti ed il disprezzo di una corte decisamente anti-veneziana tra il 1268 e il 1310, riuscì in seguito ad imporsi come mediatore nelle trattative diplomatiche tra i due Stati ed a guadagnarsi la fiducia dell'imperatore, fino al punto di intromettersi negli affari interni e nelle crisi dinastiche di Bisanzio<sup>39</sup>.

Cosa dire allora a proposito del podestà genovese? È stato spesso rilevato come egli si sia intromesso nelle lotte intestine, nelle guerre civili e nelle contese tra i membri della famiglia imperiale, che dal regno di Andronico II scossero sempre di più il trono. Egli aiutò la rivolta di Andronico III, poi partecipò ad una congiura per rovesciare il *basileus*; favorì prima Giovanni Cantacuzeno contro Anna di Savoia, poi aiutò l'imperatrice dopo che il Cantacuzeno era entrato a Costantinopoli. Insomma, come sottolinea Gregoras, «in secreto e con malizia porta aiuto tanto ad una parte tanto all'altra»<sup>40</sup>, per sviluppare i propri interessi o quelli dei suoi connazionali. Negli ultimi anni del regno di Giovanni V, gli intrighi aumentarono. Andronico IV e suo figlio Giovanni VII ricevettero dei sussidi dal podestà, il quale nell'agosto 1390 si recò alla Porta Dorata per riconciliare i due imperatori, Giovanni V ed il nipote<sup>41</sup>. Per riprendere diverse osservazioni di Pachimero e di Gregoras, i Genovesi e il loro podestà prendono in giro ogni giorno l'impotenza dei Bizantini, ridono alle spalle dell'imperatore e lo screditano. Il podestà genovese si comporta come un capo di Stato nella sua colonia di Pera, possesso del Comune, senza temere le reazioni bizantine. Ma le autorità genovesi non si rendevano conto, indebolendo il trono imperiale, che avrebbero compromesso il loro proprio avvenire, poiché la sorte della loro colonia era legata in modo indissolubile a quella di Costantinopoli.

L'autonomia del console genovese di Caffa è altrettanto larga. Durante il Trecento, estese la sua competenza a tutte le colonie genovesi del Mar Nero, nelle quali inviò i soldati per la loro guarnigione. Il trattato dell'agosto 1387 riconosce la piena indipendenza di Caffa nei riguardi dell'Orda d'Oro,

---

<sup>39</sup> MALTEZOU 1970, pp. 38-52.

<sup>40</sup> GREGORAS, II, p. 841.

<sup>41</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1390b, c. 30.



un'indipendenza di nuovo proclamata dallo statuto della colonia del 1449<sup>42</sup>. Il console, a nome del Comune, è padrone del suolo urbano, amministra la giustizia per tutti gli abitanti, siano essi latini o orientali, nel limite territoriale della città, approfitta delle congiure di palazzo nell'Orda per affermare l'autonomia della colonia, nella quale il rappresentante del khan tartaro, il *tudun*, sostiene la parte di un console straniero in una terra che dovrebbe essere la sua! In meno di un secolo, il console genovese di Caffa, grazie all'indebolimento dell'Orda, è diventato quasi il sovrano di tutta la Gazaria.

Da quanto si è detto si può comprendere la distanza tra il podestà di Pera o il console di Caffa, potenti nel loro territorio, ed i consoli occidentali insediati nelle terre mamalucche, che dipendono della condiscendenza del sultano per compiere un lavoro ingrato. Colonie da una parte, 'comptoirs' o *funduq* dall'altra. Se i primi sono paragonabili ai governatori delle colonie occidentali dei tempi moderni, i secondi, con una maggiore immunità, anticipano i consoli dei nostri tempi. L'insediamento di comunità forestiere nel Vicino Oriente medievale è stato infatti il punto di partenza per la creazione di ambasciate e di consolati fissi, una rivoluzione nelle relazioni internazionali che viene decisamente attribuita all'azione delle repubbliche marittime italiane.

---

<sup>42</sup> BALARD 1978, I, pp. 458-459.

## *Les Génois dans l'empire byzantin*

« Le premier Paléologue qui saisit le sceptre de l'empire introduisit chez nous un peuple venant d'Italie, peuple hardi et dur, ingrat et cruel envers ses propres bienfaiteurs; sa patrie était Gênes ou, pour s'exprimer plus naturellement la géhenne du feu ».

Alexis Makrembolitès, auteur d'un *Logos historikos* après 1350, fustige avec violence l'arrogance, la richesse et l'autonomie acquise au sein de l'empire byzantin par la communauté génoise que les empereurs avaient autorisée avec la plus grande bienveillance à s'établir dans leur capitale<sup>1</sup>. Le ressentiment des Grecs envers l'impérialisme économique des marchands génois qui s'enrichissent à leurs dépens s'exprime dans mainte source byzantine des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Est-ce à dire que les Ligures ont détourné à leur profit les richesses de l'empire, appauvri ses sujets en les évinçant des ressources du grand commerce, poussé les populations helléniques à accepter la domination ottomane et à refuser une alliance avec l'Occident qui aurait pu sauver l'empire?

Ces questions que posent la présence et l'activité des Génois au sein de l'empire byzantin rejoignent celles qu'ont posées il y a quelques années les regrettés Nicolas Oikonomidès et Angeliki Laiou pour Gênes, et aujourd'hui Chryssa Maltezou pour Venise<sup>2</sup>. Pour y répondre il me semble opportun de rappeler dans quelles circonstances historiques les Génois se sont implantés dans l'empire byzantin, les différentes étapes de la création de leurs comptoirs, avant de voir l'organisation de ceux-ci et l'activité économique qui s'y déploie<sup>3</sup>. Alors seulement pourra être apprécié l'impact de l'économie pré-capitaliste de Gênes sur le monde byzantin.

---

\* Pubblicato in *Le saint, le moine et le paysan. Mélanges d'histoire byzantine offerts à Michel Kaplan*, éd. O. DELOUIS - S. MÉTIVIER - P. PAGÈS, Paris 2016, pp. 59-69 (Byzantina sorbonensia, 29).

<sup>1</sup> MAKREMBOLITES, I, p. 147.

<sup>2</sup> OIKONOMIDES; LAIOU 1980, pp. 177-222, repris dans LAIOU 1992, n. VII; MALTEZOU 2001, pp. 189-199.

<sup>3</sup> BALARD 1978.

## L'implantation des Génois dans l'empire byzantin

### À Constantinople au XII<sup>e</sup> siècle

Il convient d'abord de noter le retard des Génois à s'implanter dans l'empire byzantin par rapport aux Vénitiens (présence constatée dès le chrysobulle de 992) et aux Pisans (début du XII<sup>e</sup> siècle). La cause en est sans doute les gros intérêts économiques de Gênes dans les États francs de Syrie-Palestine et à Alexandrie, ce qui détourne nos marchands de Constantinople. Les premières démarches ont lieu en 1142 auprès de Jean II Comnène, au moment où celui-ci semble vouloir établir la souveraineté byzantine sur Antioche, où les Génois étaient installés dès la Première croisade (1098). Il faut cependant noter quelques traces d'une présence de marchands génois en Roumanie avant 1155: c'est ainsi que le *Registrum curiae* de l'archevêché de Gênes évoque les nefes qui viennent de Roumanie dans les années 1140<sup>4</sup>.

En 1155, un premier accord est conclu entre Gênes et Manuel I<sup>er</sup> Comnène qui cherche une alliance en Italie contre Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse et les Normands. Le chrysobulle de 1155 accorde des gratifications annuelles à la Commune de Gênes et à l'archevêque, promet la concession d'un *embolos* et d'échelles (*scalae*) à Constantinople, la réduction du *kommerkion* à un taux de 4% en échange d'une aide des Génois, qui obtiennent après deux démarches diplomatiques difficiles, l'*embolos* de Santa Croce<sup>5</sup>. Il est situé hors de Constantinople, sans doute au pied de la colline de Galata, près du château Sainte-Croix. En 1162, les Pisans ruinent ce premier comptoir, pour annihiler une concurrence économique. Plusieurs ambassades se succèdent jusqu'en 1169, date à laquelle Gênes obtient la promesse d'un nouvel établissement, avec échelles et église, à Orcu, en dehors de Constantinople, sans doute à nouveau à proximité de Galata. Les exigences des Génois s'accroissent vite, car ils comprennent que le basileus cherche leur alliance militaire contre Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse. En mai 1170, ils reçoivent le quartier de Koparion, à l'intérieur cette fois de Constantinople, dans le voisinage du port du Néorion, sur la Corne d'Or: une échelle, des maisons, des boutiques

---

<sup>4</sup> BELGRANO 1862.

<sup>5</sup> *Libri Iurium*, I/1, doc. 181, pp. 262-264.

leur sont ainsi accordées<sup>6</sup>. Ce succès ne dure pas: en 1182, à l'avènement d'Andronic I<sup>er</sup> Comnène, la population de Constantinople, exaspérée par l'arrogance et la richesse des marchands occidentaux, se soulève et massacre les Latins.

Les Génois négocient leur retour dans la capitale avec Isaac II Ange. En 1192, ils obtiennent une seconde échelle, de nouveaux entrepôts et le palais de Botaniate. Avec Alexis III, un nouvel agrandissement de leur comptoir leur est accordé: une troisième échelle, des maisons, des boutiques, de sorte que désormais le comptoir constitue un tout cohérent<sup>7</sup>. Deux ans plus tard, la prise de Constantinople par la Quatrième croisade, à laquelle les Génois n'ont pas participé, fait tout disparaître. Entre 1204 et 1261, nos marchands, à part quelques exceptions, sont pratiquement absents de l'empire latin, où les Vénitiens règnent en maîtres<sup>8</sup>.

#### *L'expansion (seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle)*

Les déboires subis par Gênes dans le royaume de Jérusalem, où Vénitiens et Pisans ont réussi à chasser les Génois d'Acre, poussent la Commune à chercher sa revanche en s'alliant avec l'empire de Nicée. Michel VIII Paléologue a en effet besoin d'une puissance navale alliée pour lui permettre la reconquête de Constantinople. Les négociations ne traînent pas et en mars 1261 est conclu le traité de Nymphée<sup>9</sup>. En échange d'une flotte et d'une alliance offensive contre Venise, le basileus accorde aux Génois une totale franchise douanière dans les terres de l'Empire conquises ou à conquérir, un quartier dans Constantinople avec loggia, palais, église, bains, maisons, entrepôts, avec à sa tête un consul désigné par Gênes qui reçoit en outre les biens des Vénitiens dans la capitale. Un certain nombre de villes et de territoires de l'Empire sont ouverts au commerce génois: Thessalonique, Ania, Casandria, Smyrne, Adramyttion, les îles de Crète, de Nègrepont (bien que ces deux îles ne soient plus sous souveraineté impériale), de Chio et de Lesbos. Enfin, et surtout, la mer Noire est ouverte aux hommes d'affaires

---

<sup>6</sup> BERTOLOTTI, pp. 364-367.

<sup>7</sup> *Ibidem*, pp. 434-448.

<sup>8</sup> BALARD 1966, pp. 467-502, repris dans BALARD 1989, I.

<sup>9</sup> MANFRONI, pp. 791-809.

génois, ce qui va permettre la fondation de Caffa (Theodosia) sur la côte de Crimée et d'un grand nombre de comptoirs sur les côtes pontiques.

L'établissement des Génois à Galata a lieu vers 1267 sur les pentes de la colline de Sykae, face à la ville impériale, de l'autre côté de la Corne d'Or. Le lieu est appelé Péra dans les documents génois. Profitant des démêlés d'Andronic II avec la Compagnie catalane, les Génois obtiennent un premier agrandissement de leur comptoir en 1303; il a désormais un périmètre de 1250 m., tracé au milieu des vignes et des dépendances des monastères constantinopolitains, entre l'Exartysis (ancien arsenal) et le château de Galata. La superficie est d'environ 6 hectares. Les Génois obtiennent même de pouvoir entourer leur comptoir d'un fossé, puis d'une muraille qui est construite après 1315<sup>10</sup>. Les empiètements ne s'arrêtent pas là. En 1348, au moment de la « guerre latine » opposant les forces de Jean VI Cantacuzène aux Génois, ceux-ci érigent la tour du Christ, au sommet de Galata, tour qui subsiste aujourd'hui<sup>11</sup>. Puis, vainqueur de la coalition entre Grecs, Vénitiens et Catalans lors de la bataille du Bosphore, l'amiral Paganino Doria impose à Jean VI le traité de 1352 qui livre aux Génois toutes les terres comprises entre la tour de Galata et le château Sainte-Croix<sup>12</sup>.

Dans la seconde moitié du XIVe siècle, Gênes annexe les deux bourgs qui flanquaient le comptoir: Spiga à l'ouest et Lagirio à l'est et les entoure d'une enceinte construite entre 1387 et le début du XVe siècle. A cette date, le comptoir a une superficie d'environ 37 hectares, forme un quartier clos, autonome, un véritable État dans l'État byzantin, avec son enceinte haute de 2 mètres, précédée d'un fossé de 15 mètres de large. Les tours sont espacées d'une trentaine de mètres et servent d'entrepôts et de greniers, avec au sommet l'énorme donjon cylindrique de la tour du Christ. Des portes peu nombreuses permettent l'accès: une seule vers le nord et six du côté maritime, où se situe l'activité économique. À l'intérieur se distinguent le palais de la commune ou palais du podestat, la maison de la Massaria (Trésorerie), de nombreuses églises et surtout le port qu'admirent tous les

---

<sup>10</sup> BELGRANO 1877, pp. 103-106.

<sup>11</sup> EYICE.

<sup>12</sup> MEDVEDEV, pp. 161-172.

voyageurs de passage. Autour de Péra, vignes et vergers voisinent avec de belles villas construites hors de la ville <sup>13</sup>.

### *Le contrôle de la mer Égée (fin du XIII<sup>e</sup> - XIV<sup>e</sup> siècle)*

Pour les Génois le contrôle du grand axe maritime menant d'Italie à Constantinople et à la mer Noire est essentiel. Il s'agit pour eux d'obtenir des escales et de faire face à la concurrence avec Venise qui, à la suite de la Quatrième croisade, s'est largement implantée en mer Égée. Au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, cet espace est en fait divisé en deux zones d'influence: l'ouest et le centre (duché de Naxos) pour Venise, l'est pour Gênes dont les tentatives de prendre pied sur les côtes de Thessalie et à Thessalonique n'ont pas été couronnées de succès <sup>14</sup>.

Deux territoires surtout passent sous la domination génoise: Phocée et Chio. Phocée ou plutôt les deux Phocée, l'Ancienne et la Nouvelle, ont été concédées par Michel VIII Paléologue aux deux frères Manuel et Benedetto Zaccaria, sans doute en 1267. Les deux Zaccaria y ont organisé l'exploitation de l'alun, ce double sulfate d'ammonium et de potassium indispensable pour le mordantage des tissus et la fixation des couleurs, le transport du minerai en Occident sur leur propre flotte et sa commercialisation en Flandre. L'exploitation a été poursuivie, après la mort des deux frères, par Nicolino Zaccaria puis par Andreolo Cattaneo della Volta jusqu'en 1339, date à laquelle Andronic III restaure la souveraineté byzantine sur ces deux villes <sup>15</sup>.

L'île de Chio, quant à elle, commande les voies d'accès vers Phocée. Pour protéger l'exploitation de l'alun et son transport menacés par les corsaires turcs, Benedetto Zaccaria s'empare de l'île en 1304, puis fait légitimer son occupation par Andronic II. Il organise l'exploitation du mastic, résine du lentisque, véritable chewing-gum du Moyen Age. La concession impériale est renouvelée en faveur de Paléologue Zaccaria en 1314, puis de ses deux fils, Benedetto II et Martino. Mais, au lieu de respecter la souveraineté byzantine, ceux-ci cherchent à fonder une dynastie et à faire de l'île une citadelle contre les Turcs. Ils prennent d'ailleurs le titre de « roi et despote

---

<sup>13</sup> BALARD 1978, I, pp. 188-198.

<sup>14</sup> BALARD 1989a, pp. 158-174.

<sup>15</sup> GATTO, pp. 325-345.

de l'Asie mineure ». Quand Benedetto II, évincé par son frère, se réfugie à Constantinople, Andronic III en prend prétexte pour intervenir. En 1329, il suscite un mouvement nationaliste à Chio, organise une expédition navale et restaure la souveraineté byzantine <sup>16</sup>.

Pas pour longtemps d'ailleurs. En 1346, profitant de la faiblesse de la régence d'Anne de Savoie, Gênes met sur pied une expédition privée, dirigée par Simone Vignoso, qui le 22 septembre 1346 s'empare de Chio et quelques jours plus tard de Phocée. Organisés en « mahone », les armateurs de l'expédition mettent en échec un soulèvement nationaliste dirigé par Constantin Tzybos et le métropolite de l'île. Les chefs du soulèvement sont condamnés à mort ou exilés et leurs biens confisqués. En 1355, lors de son avènement, Jean V Paléologue entérine la conquête génoise, en échange d'un tribut symbolique, qui tombe rapidement en désuétude. Pendant 220 ans, la Mahone est maîtresse de l'île <sup>17</sup>.

Au nord de Chio, Mytilène, passe également sous la domination indirecte de Gênes. Après une tentative infructueuse de Domenico Cattaneo pour s'emparer de l'île, un aventurier Francisco Gattilusio, qui a aidé Jean V à acquérir le pouvoir, obtient en récompense l'île de Mytilène et la main de Marie, sœur du basileus. Pendant un siècle, jusqu'à la conquête turque, Lesbos est possession des Gattilusio qui étendent leur domination sur plusieurs îles du nord de l'Égée, Énos et Samothrace. Les Génois, malgré tout, échouent à s'emparer de Tenedos, île à l'entrée des Détroits, qui devient l'enjeu d'une guerre sévère entre Gênes et Venise (1378-1381), et dont les fortifications sont finalement démantelées <sup>18</sup>.

### *Les comptoirs pontiques*

Le traité de Nymphée a autorisé les marchands génois à pénétrer en mer Noire, où s'effectue dans les années 1260 la rencontre historique entre les Mongols et les Occidentaux <sup>19</sup>. Les Vénitiens avaient possédé pendant l'empire latin de Constantinople un petit comptoir, création de Byzance, Soldaia, sur les côtes de Crimée. Vers 1275, les Génois négocient auprès du

---

<sup>16</sup> *Ibidem*.

<sup>17</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 86-369; BALARD 1978, I, pp. 119-126.

<sup>18</sup> BALARD 1978, I, pp. 170-175.

<sup>19</sup> BRATIANU 1969, pp. 204-249.

khan de la Horde d'Or la concession d'une ancienne colonie grecque, Theodosia, alors en ruines, et édifient la ville de Caffa, qui pendant deux siècles, constitue le cœur des possessions génoises en mer Noire, proche de l'arrivée à Tana de la célèbre route mongole de la soie et des épices. Au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, Gênes étend sa domination sur l'ensemble de la Riviera criméenne, d'abord à Cembalo (Balaklava), puis à Soldaia elle-même, enlevée aux Vénitiens en 1365. A Tana, à l'embouchure du Don, les comptoirs génois et vénitien coexistent, mais sont sous la menace constante des Mongols<sup>20</sup>.

Tous les rivages pontiques voient se développer l'emprise génoise. A l'ouest il s'agit de Vicina, sur l'une des bouches du Danube, de Kilia et Licostomo, à l'embouchure du fleuve, de Moncastro sur le Dniestr. A l'est, nos marchands se rendent dans les zones de traite des esclaves, sur les côtes caucasiennes. Au sud, non sans concurrence avec les Vénitiens, les Génois ont obtenu des Grands Comnènes la concession d'un comptoir à Trébizonde, nommé le Leontokastron, qui commande la seconde voie mongole menant par Tabriz vers la Perse et l'Asie centrale. De Trébizonde à Constantinople, s'échelonnent des escales utilisées par nos marchands, qui y installent une petite garnison: Simisso, Sinope, Samastri jalonnent la route maritime qui mène à Trébizonde puis à Tana<sup>21</sup>.

Au total, on peut parler de véritable « Commonwealth » génois, pour reprendre une expression de notre regretté collègue Geo Pistarino<sup>22</sup>: non point des colonies de peuplement, mais des escales, des comptoirs hiérarchisés, sous l'autorité d'officiers nommés par la métropole à laquelle ils doivent chaque année rendre compte de leur gestion. Car pour les Génois ce qui importe avant tout est l'exploitation de la mer et de ses richesses.

### L'organisation des comptoirs génois dans l'empire byzantin

Pressés par les menaces extérieures, les Paléologues ont dû abandonner aux Génois le droit de s'administrer eux-mêmes et d'être jugés par leurs propres représentants, même dans des causes les opposant à des sujets byzantins. Ce n'est pas tout à fait ce que prévoyaient à l'origine les privilèges concédés. Le traité de Nymphée (1261) place Grecs et étrangers sous la juridiction du

---

<sup>20</sup> BERINDEI - VEINSTEIN, pp. 110-201.

<sup>21</sup> BALARD 1978, I, pp. 130-142.

<sup>22</sup> PISTARINO 1988; PISTARINO 1990; PISTARINO 1992.



*basileus*, celle du podestat ne concernant que ses compatriotes. Mais, par des empiètements progressifs, les différends mixtes d'abord, puis les causes opposant des Grecs de Péra glissent au pouvoir des autorités génoises. En 1376, Andronic IV accepte qu'au criminel un Grec coupable de blessure grave soit jugé selon le droit latin. À la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les sujets de l'Empire résidant à Péra n'ont plus grande chance d'être justiciables du *basileus*<sup>23</sup>.

Pour des communautés dont l'existence repose sur le grand commerce maritime, les exemptions fiscales constituent les privilèges les plus importants. L'exemption totale du *kommerkion* est accordée aux Génois par le traité de Nymphée. L'atout décisif vient du fait que les sujets de l'Empire restent soumis à un *kommerkion* de 10% dans l'ensemble de leurs affaires. Conscient de cette concurrence inégale, relevée par Nicéphore Grégoras, lorsqu'il compare les revenus douaniers de Péra et de Constantinople, Jean VI Cantacuzène a voulu revenir sur ces avantages exorbitants et reconstituer une flotte byzantine, rendant moins indispensables les coûteux services des Occidentaux. La « guerre latine » de 1348-1349, puis la guerre de Détroits (1351-1352) ont réduit ses efforts à néant. La disparité de traitement entre les hommes d'affaires occidentaux, Génois et Vénitiens, d'une part, et leurs homologues byzantins, de l'autre, est au cœur du problème de la survie de l'Empire, et de l'attitude adoptée par celui-ci vis-à-vis de l'Occident.

Ces privilèges d'exterritorialité ont permis aux Génois de s'organiser de manière autonome. Ils attribuent à leur représentant à Constantinople le titre de « podestat », substitué à celui de *consul et vicecomes* que celui-ci portait jusque-là. Administrateur du pouvoir exécutif, chef du pouvoir judiciaire, le podestat de Péra occupe un rang éminent et étend son autorité à l'ensemble des Génois résidant ou voyageant en Romanie. Au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, sa juridiction se restreint toutefois au comptoir de Péra, le consul de Caffa étendant la sienne à l'ensemble des comptoirs pontiques. Le podestat est assisté de deux conseils, comprenant autant de nobles que de membres du *popolo*. Il dirige la politique générale du comptoir, est responsable du budget et surtout doit rendre la justice selon les statuts de Gênes. Il occupe un rang honorable dans la hiérarchie des offices auliques byzantins, intervient constamment à la cour impériale et influence même le sort de l'Empire par ses intrigues et ses relations avec les dignitaires byzantins. Il s'immisce dans

---

<sup>23</sup> BALARD 1978, I, pp. 327-334.

les luttes intestines, les guerres civiles, les désaccords entre les membres de la famille impériale qui, depuis le règne d'Andronic II, ébranlent de plus en plus Byzance. Il aide la révolte d'Andronic III, puis participe à un complot pour renverser le *basileus*, favorise d'abord Jean Cantacuzène contre Anne de Savoie, pour aider ensuite l'impératrice, après l'entrée de Cantacuzène à Constantinople. Bref, comme le note Grègoras, « en secret avec malice il vient en aide soit aux uns soit aux autres », n'ayant en vue que ses propres intérêts ou ceux de ses compatriotes. Dans les dernières années du règne de Jean V, les intrigues redoublent. Andronic IV et son fils Jean VII reçoivent des subsides du podestat, qui, en août 1390, se rend à la Porte Dorée pour réconcilier les deux empereurs, Jean V et son petit-fils. Bref, pour reprendre quelques expressions de Pachymère et de Grègoras, les Génois et leur chef, « se moquant et se raillant chaque jour davantage de l'impuissance des Romains, font de l'empereur un objet de rire et de dénigrement ». En affaiblissant ainsi le trône impérial, les autorités de Péra ne se rendaient pas compte qu'elles compromettaient leur propre avenir, le sort de leur comptoir étant par la géographie et l'histoire indissolublement lié à celui de Constantinople<sup>24</sup>.

L'organisation des autres comptoirs génois ne diffère guère de celle de Péra. À Caffa, il s'agit d'un consul, nommé par la métropole pour une durée d'environ un an, mais pour éviter des déplacements coûteux, il arrive que trois personnages se succèdent dans les fonctions de trésoriers et de consul. Ce dernier a une compétence qui s'élargit à l'ensemble des comptoirs génois dans les zones pontiques, au point que les comptes de certains d'entre eux sont établis par les trésoriers de Caffa, ne serait-ce que pour la gestion des soudoyers qui assurent la défense des petits comptoirs<sup>25</sup>. À Chio, la gestion est quelque peu différente, en raison du partage des compétences entre la commune de Gênes et la Mahone: à la première la souveraineté, à la seconde la gestion concrète et le bénéfice des revenus de l'île et des deux Phocée. Le podestat de Chio est certes nommé par le doge de Gênes, mais sur une liste de candidats que lui présentent les Mahonais<sup>26</sup>. Que ce soit à Péra ou ailleurs, les officiers nommés par la métropole sont en principe soumis à une enquête à leur sortie de charge. Les quelques comptes-rendus d'enquête conservés montrent que la concussion, le favoritisme et l'absence de rigueur

---

<sup>24</sup> *Ibidem*, pp. 359-368.

<sup>25</sup> *Ibidem*, pp. 368-376.

<sup>26</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 416-473; BALARD 1978, I, pp. 376-386.

sont des plaies courantes de ces administrations coloniales. Par exemple, les officiers nommés n'ont pas le droit de participer à la mise aux enchères de la perception des gabelles ni à l'activité économique. En fait, ces interdictions sont très souvent tournées, au point que le désordre s'installe, que le déficit s'aggrave et que la Commune est alors contrainte de céder ses droits au Banco di San Giorgio, l'organisme regroupant les créanciers de l'État, qui en 1453 prend en charge l'ensemble de l'administration des comptoirs pontiques, sans pouvoir empêcher, malgré les réformes entreprises, que ceux-ci tombent en 1475 au pouvoir des Ottomans.

### L'exploitation économique de la Romanie génoise

Les interventions répétées des autorités coloniales auprès de la cour byzantine cherchent à obtenir surtout le maintien et l'élargissement des privilèges concédés par les *basileis*, afin que se développent dans les meilleures conditions possibles les activités commerciales de leurs ressortissants.

Celles-ci se développent avec le support de techniques éprouvées, dont font foi les minutiers notariaux qui nous sont parvenus. *Accomendacio*, *societas maris*, contrats de change maritime, de prêt, de change sec et de nolisement, mandats et procurations, voilà les types de contrats communément en usage en Italie, et qui ont pu influencer le mode d'activité des hommes d'affaires byzantins eux-mêmes. On voit se former de véritables compagnies gréco-génoises, en accord avec la pratique notariale occidentale, comme pour le transport du blé danubien jusqu'à Constantinople. Nos marchands y ont importé l'usage des grands livres, des livres secrets et des livres de caisse, tenus en partie double, mais il n'est pas certain que leurs homologues byzantins soient parvenus à ce raffinement extrême des techniques comptables.

La présence génoise à Péra et dans les autres comptoirs n'est pas uniquement celle des hommes d'affaires utilisant les techniques raffinées, issues de plusieurs siècles de pratique notariale. L'émigration outre-mer concerne aussi des boutiquiers et des artisans qui, partis le temps d'un voyage, se sont établis temporairement sans esprit de retour. Eux aussi bénéficient des privilèges accordés à leurs compatriotes qui mettent en vente les matières premières importées ou les denrées alimentaires, ce qui les met dans une position avantageuse par rapport au petit commerce byzantin. Leur organisation est calquée sur celle des métiers de la métropole.

Si le commerce de détail et l'artisanat latin n'ont pas eu à Constantinople la liberté totale qu'ils auraient pu espérer, le grand commerce au

contraire s'est développé dans des conditions privilégiées. Il concerne d'abord le ravitaillement de la capitale byzantine et des régions pontiques. Les accusations du patriarche Athanase contre les Génois rappellent quel rôle ceux-ci ont joué dans l'approvisionnement en blé de Constantinople, dont les autorités doivent veiller à des fournitures régulières pour maintenir l'ordre public<sup>27</sup>. De ce fait, elles veulent interdire toute exportation quand le blé dépasse un certain prix sur le marché, toute importation dans la capitale de blé étranger, lorsque le prix en est trop bas. Ces mesures sont en totale contradiction avec les dispositions du traité de Nymphée autorisant les Génois à exporter de l'Empire toute marchandise en franchise. Les autorités byzantines ne peuvent réagir contre ces concessions imprudentes qu'en multipliant les tracasseries et en imposant aux marchands d'acquérir des licences d'exportation, négociées âprement auprès des commerçants.

Le vin de Provence et d'Italie du Sud, et même des côtes méridionales de la mer de Marmara, donne lieu à d'importants transports vers Constantinople et Péra, où la *cabella vini* rapporte autant que l'ensemble des autres gabelles. À l'exception du sel, dont les Byzantins semblent s'être réservé le monopole de vente, l'approvisionnement de Constantinople en denrées de première nécessité est passé graduellement aux mains des Génois, au cours du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>.

La capitale byzantine est aussi le point où le trafic régional de la mer Noire se relie au grand commerce entre l'Orient et l'Occident. Mais peut-être vaut-il mieux considérer que ce dernier se prolonge au-delà de Constantinople pour se raccorder à Tana ou à Trébizonde aux grandes routes caravanières qui traversent l'épaisseur du continent asiatique<sup>29</sup>. En ce sens le comptoir génois de la Corne d'Or joue plutôt le rôle d'escale et d'entrepôt du commerce pontique et asiatique que de marché d'exportation proprement dit. Cette fonction d'entrepôt est documentée par les lettres de chargement conservées dans les archives Datini, le marchand de Prato. Entre 1380 et 1410, les lignes maritimes de Constantinople et de la mer Noire ont perdu de leur importance, face à la croissance du trafic en provenance de Syrie ou d'Alexandrie. Les nefs génoises chargent à Péra peu de soie et d'épices, mais surtout des produits agricoles des régions pontiques, cuir, cire, grains et

---

<sup>27</sup> LAIOU 1972, pp. 198-199.

<sup>28</sup> BALARD 1978, II, pp. 842-848.

<sup>29</sup> BRATIANU 1969.

fromages, parfois de l'alun provenant de Koloneia (Karahissar) et d'Ulubad, au sud de la mer de Marmara. À la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, le commerce des épices et des produits de luxe ne touche plus guère le comptoir de Péra, dont la part dans le trafic international entre l'Orient et l'Occident a beaucoup diminué, comme l'atteste l'évolution des *karati Peyre*, taxe prélevée sur toutes les marchandises échangées entre le comptoir génois d'une part, Gênes et les régions pontiques d'autre part<sup>30</sup>.

En 1342, les enchères des *karati Peyre* laissent prévoir un trafic de 1,5 million de livres, compte non tenu des frais d'exploitation et des bénéfices des fermiers adjudicataires<sup>31</sup>. On rappellera que Nicéphore Grégoras a relevé qu'en 1348 les recettes de la douane de Péra s'élèvent à 200.000 hyperpères, celles de Constantinople à seulement 30.000<sup>32</sup>. Mais la guerre des Détroits fait tomber les enchères des *karati* au tiers de leur montant de 1342 et, malgré un relèvement éphémère en 1361 et 1370, la chute est continue jusqu'à la fin du siècle. En 1398, la valeur du commerce maritime de Péra n'est plus que le dixième de ce qu'elle était en 1342. Une légère reprise s'esquisse à partir de 1406, mais jamais avant la chute de Péra et de Constantinople aux mains des Ottomans en 1453 on ne retrouvera les valeurs des années 1340.

Au terme de cette analyse succincte des colonies marchandes génoises et de leurs activités dans l'empire byzantin, on peut se demander dans quelle mesure les Génois ont véritablement détourné à leur profit les richesses de l'Empire et ont laissé celui-ci exsangue face à l'avance ottomane<sup>33</sup>. Les chiffres donnés par Nicéphore Grégoras ou par les archives génoises attestent sans aucun doute l'extraordinaire prospérité de Péra dans les années 1330-1350. C'est alors que le comptoir s'entoure d'une enceinte, défie les autorités byzantines, annihile les efforts de Jean VI pour reconstituer une flotte et protéger les hommes d'affaires grecs. Incontestablement ceux-ci jouent un rôle modeste dans le système du commerce international dominé par les Italiens. Ils ne pénètrent guère en Occident et ne s'occupent que du trafic régional de matières premières ou de denrées alimentaires. Mais peut-on

---

<sup>30</sup> BALARD 1978, II, p. 684.

<sup>31</sup> *Ibidem*, II, pp. 682-683.

<sup>32</sup> GRÉGORAS, II, p. 842.

<sup>33</sup> BALARD 1997a, pp. 255-265.

dire pour autant que l'exploitation de la Romanie par les Génois a conduit au déclin de l'Empire?

Les hommes d'affaires génois par leurs techniques, par leurs réseaux d'affaires, mais aussi par leur recours à la bourgeoisie byzantine ont en quelque sorte servi de modèle à celle-ci, à un moment où les revenus de la terre n'étaient plus ce qu'ils étaient, en raison du recul territorial de Byzance. Leurs activités ont eu un effet d'entraînement sur les *mesoi* byzantins s'éveillant tardivement aux activités commerciales. En 1360-1361, Génois et Grecs sont associés pour l'exportation des céréales danubiennes de Kilia. La bourgeoisie byzantine cherche à acquérir la citoyenneté génoise (ou vénitienne), pour nouer des relations d'affaires fructueuses avec les Occidentaux. Ceux-ci ont ainsi aidé à l'essor d'un capital mobilier byzantin. Mais les jours de l'Empire étaient comptés: le temps a manqué pour que se constitue une accumulation suffisante de capital. Les colonies génoises se sont certes enrichies au détriment de l'Empire. Elles ont aussi été à l'origine d'une transformation économique et sociale qui aurait pu faire accéder Byzance, État terrien, au capitalisme commercial et financier des Occidentaux<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> LAIOU 1980, pp. 177-222, repris dans LAIOU 1992, n. VII.



## *Il Banco di San Giorgio e le colonie d'Oltremare*

Dalla prima Crociata al Quattrocento l'espansione genovese nel Mediterraneo orientale e nelle zone pontiche ha rappresentato un fenomeno di primo piano. La formazione di basi commerciali negli Stati franchi di Terrasanta, l'insediamento a Pera, di fronte alla capitale dell'Impero bizantino, la fondazione di diverse colonie sulle sponde del Mar Nero, in particolare Caffa in Crimea, la conquista di Chio e di Focea nel 1346 a scapito di Bisanzio, l'occupazione di Famagosta dopo la felice spedizione di Pietro di Campofregoso nel 1373, costituiscono le basi della rete di colonie e di « comptoirs » a scopo commerciale posseduti dal Comune nell'Oltremare. Ma non sempre il dominio dell'ente pubblico fu totale. Infatti, sia per la conquista di questi luoghi sia per il loro mantenimento, il governo, sprovvisto di redditi fissi, dovette ricorrere a prestiti più o meno forzosi ed all'aiuto di privati, armatori di navi o mercanti facoltosi, che gli prestarono il denaro necessario ricevendo in cambio, a titolo di interessi o di rimborso del capitale, i redditi percepiti nelle colonie conquistate o un prelievo sulle tasse riscosse dal Comune. Così, dall'inizio del Duecento si costituirono parecchie « compere », associazioni di creditori dello Stato, o « maone », che ricevettero una parte dei diritti pubblici sui territori che avevano o avrebbero contribuito a conquistare. Il primo esempio finora conosciuto è quello della Maona di Ceuta, creata per il finanziamento di una spedizione navale che doveva riottenere i beni dei mercanti genovesi ivi spogliati<sup>1</sup>.

Per quel che riguarda il Mediterraneo orientale, il Comune dovette spesso ricorrere al finanziamento privato delle sue iniziative per il consolidamento dei suoi possedimenti o per la conquista di nuovi. Nel 1350, la guerra contro Venezia impose ai cittadini un prestito forzoso di 300.000 lire di genovini, con la concessione in cambio ai prestatori di un interesse del 10%, prelevato sui proventi di ventidue imposte indirette: così si formò la *Com-*

---

\* Pubblicato in *La Casa di San Giorgio: il potere del credito*, Atti del convegno, Genova, 11 e 12 novembre 2004, a cura di G. FELLONI (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XLVI/II, 2006), pp. 63-73.

<sup>1</sup> Di TUCCI 1935, pp. 217-340.



*pera magna Venetorum*, alla quale si aggiunse nel 1353 la *Compera parva Venetorum*, istituita allo stesso scopo e garantita con i gettiti della gabella del sale. Le due compere furono riunite nel 1368 e consolidate in un nuovo debito, detto di San Paolo<sup>2</sup>. Allo stesso modo fu emesso nel 1355 un prestito di 50.000 lire di genovini per finanziare la spedizione della squadra navale di Filippo Doria contro i Catalani: ai partecipanti fu concesso un interesse del 10%, prelevato sui redditi della vendita del sale. E per la terza guerra « coloniale » contro Venezia, detta guerra di Chioggia, si fece ricorso a parecchi prestiti, che nel 1381 furono consolidati nella *Compera nova S. Pauli*.

Le lotte per il predominio nel Mediterraneo non costituiscono l'unico motivo per la creazione di compere. Le operazioni di conquista di Chio e di Focea nel 1346 e poi di Famagosta nel 1373 sorpassavano le risorse pubbliche del Comune, che si vide costretto a ricorrere all'aiuto di armatori privati. Nel febbraio del 1347, un trattato con i partecipi della flotta di Simone Vignoso, che aveva conquistato l'anno precedente l'isola di Chio e le ricche allumiere di Focea, concesse agli armatori l'amministrazione di questi territori e il prelievo dei loro redditi, mentre il Comune ne conservava la sovranità<sup>3</sup>. Per quel che riguarda Cipro, dove i mercanti genovesi avevano subito danni notevoli al momento dell'incoronazione del re Pietro II di Lusignano, il doge Domenico di Campofregoso decise di armare una squadra per la rivincita, di cui assegnò il comando a suo fratello Pietro. Sempre sprovvisto di denaro, il Comune riscosse una tassa di 104.000 lire di genovini in città e nei borghi rivieraschi e affidò ad armatori privati l'armamento di trentasei galee, fondando così la Maona vecchia di Cipro: per la ripartizione degli interessi, provenienti dai debiti del re di Cipro, la Maona si costituì in « compera », cioè in una società composta da « luoghi » di 100 lire di genovini, attribuiti ai creditori del Comune, a seconda della loro partecipazione alle spese. Per il rimborso vennero assicurati i proventi della spedizione, formalizzati dal trattato del 21 ottobre 1374 che impose al re Lusignano il pagamento dell'ingente somma di più di due milioni di fiorini in dodici rate annuali<sup>4</sup>. Alla *Compera vetus Mahonae Cipri* si aggiunse nel 1403 la *Compera nova Mahonae Cipri*, che riuniva tutti coloro, armatori e fornitori, che avevano anticipato le spese per l'armata che il maresciallo Boucicault, governatore

---

<sup>2</sup> GIOFFRÈ 1966, pp. 172-173, 181-182.

<sup>3</sup> ARGENTI 1958, pp. 38-55; ARGENTI 1979, pp. 1-35; BALARD 1978, I, pp. 124-125.

<sup>4</sup> OTTEN-FROUX 1995, p. 63.

francese di Genova, aveva condotto contro Cipro per respingere gli attacchi del re Giano contro Famagosta. Le due compere furono incorporate nel Banco di San Giorgio, ma appena al quarto del loro valore nominale, senza dubbio perché la riscossione delle somme dovute dai Lusignani era risultata difficile e di tanto in tanto sospesa<sup>5</sup>.

Due altre terre dell'Oltremare richiesero l'aiuto della madrepatria: Chio e Mitilene. Per far fronte alla sempre crescente pressione turca, i Maonesi di Chio si rivolsero alla metropoli, la quale nel 1463 lanciò un prestito di 41.500 lire, garantito dalle entrate di una gabella imposta sul commercio dell'isola. L'ammontare fu successivamente accresciuto con l'emissione di nuovi «luoghi» nel 1475 e nel 1493. Poi, a causa delle difficoltà incontrate dai Maonesi per la difesa e l'approvvigionamento dell'isola, fu istituita una nuova compera di Chio nel 1498, che venne con la «vecchia» assorbita nel Banco di San Giorgio alla fine del Cinquecento<sup>6</sup>. La medesima pressione turca sui possessi dei Gattilusii nell'Egeo costrinse il Comune ad impostare un prestito per Mitilene nel 1456, con un capitale a debito quasi costante di 41.000 lire, ma questa *compera Metilini*, al contrario delle precedenti, non venne completamente assorbita nel Banco di San Giorgio, conservando un'amministrazione separata fino al 1798<sup>7</sup>.

L'istituzione di queste compere per le vicende dell'Oltremare dimostra a qual punto il Banco di San Giorgio si inserì negli affari delle colonie molti anni prima di riceverne la gestione alla metà del Quattrocento, dal momento che i registri della *Massaria* (Tesoreria) di Pera della fine del Trecento e del 1402, nonché i registri del controllo del podestà di Pera del medesimo anno, sono già considerati parte integrante del ricchissimo archivio del Banco di San Giorgio, benchè allora quest'ufficio non fosse ancora stato istituito. Va rivelato infatti che durante la prima metà del Quattrocento, il Comune non delegò i suoi poteri di amministrazione e di controllo a specifiche commissioni, se si eccettua l'*Officium Provisionis Romaniae*<sup>8</sup>, spesso citato, ma deliberò sui fatti di Famagosta con i protettori di San Giorgio ed uffici temporanei creati per risolvere un problema preciso. La crescente pressione turca imponeva però uno sforzo finanziario sempre più grave per l'invio di soldati e di approvvigiona-

---

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 66 e GIOFFRÈ 1966, p. 265.

<sup>6</sup> *Ibidem*, pp. 294-295.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 299. Sulla compera Metelini, si veda ASSINI, pp. 223-280.

<sup>8</sup> Su quest'ufficio si veda BALLETTTO 2000.

menti, e il Comune, rivelandosi incapace di fare fronte a tante spese – tanto più che le entrate delle colonie diminuivano e gli ufficiali rinunciavano alle cariche in oltremare o, se le accettavano, cercavano di trarne il massimo profitto per loro stessi causando non di rado la denuncia di malversazioni dell'amministrazione genovese da parte delle popolazioni soggette – non vide altra soluzione che trasferire la responsabilità delle colonie al Banco di San Giorgio.

Ciò avvenne dapprima per Famagosta. La città nel 1373 era stata affidata al Comune come pegno dei pagamenti che il re Lusignano doveva fare per il rimborso dei partecipi della Maona. Ma i redditi del porto cipriota non furono mai considerati abbastanza alti per il compenso dei Maonesi. Tanto più che i Lusignani cercarono di impossessarsi della città in varie occasioni e che la politica di Genova, che cercava con il divieto del commercio estero negli altri porti dell'isola di eliminare la concorrenza, fallì: Veneziani e Catalani scelsero infatti altri porti per i loro affari, a scapito di Famagosta, mal governata e spopolata, mentre la pressione del re di Cipro sulla città si fece crescente. La crisi economica e politica della sua colonia cipriota costrinse il Comune a ricorrere alle maggiori possibilità del Banco di San Giorgio, con la contropartita della cessione al Banco di tutti i diritti connessi con la colonia<sup>9</sup>. Stranamente, l'iniziativa non partì dalla madrepatria. Anzi, fu la comunità di Famagosta che nei primi mesi del 1447 inviò una legazione ad esporre i mali di cui soffriva la loro città: pericoli militari da parte del re Lusignano, miseria, spopolamento e malgoverno. Il doge incaricò l'*Officium Provisionis Romaniae* di studiare la situazione e il 6 di marzo il governo genovese deliberò insieme con gli uffici competenti e i rappresentanti del Banco di San Giorgio, di istituire una commissione di dieci membri, incaricati di suggerire le soluzioni adeguate.

Venne proposto dapprima di vendere all'incanto un nuovo *dricus* per comprare le armi da mandare a Famagosta, e poi, il 10 giugno 1447, un'assemblea generale degli organi del Comune e di 200 cittadini approvò la cessione di Famagosta al Banco di San Giorgio con piena sovranità (*merum et mixtum imperium*)<sup>10</sup>. La cessione venne fatta per 29 anni, con l'obbligo per il Banco di spendere 10.000 lire ogni anno per la città, e col diritto di nominare tutti gli ufficiali e di esercitare il dominio effettivo ed assoluto, con tutte le prerogative che ne derivavano e gli attributi della sovranità. Ciò si-

---

<sup>9</sup> POLONIO 1966, pp. 211-237.

<sup>10</sup> Si vedano i verbali dell'assemblea in IORGA 1902, pp. 218-220. L'atto di trapasso è stato pubblicato da DE MAS LATRIE 1852, III, pp. 34-47.

gnifica dunque che da allora il Banco poteva sottoporre a sindacato gli ufficiali che aveva nominato e costretto ad accettare la loro carica, giudicare in appello le sentenze da loro pronunciate, modificare gli statuti ed abolire eventualmente qualche ufficio. La decisione fu accettata dalla popolazione di Famagosta nei mesi seguenti. Il 28 settembre 1447 un'assemblea dei magistrati e degli abitanti della città, genovesi e non genovesi, alla presenza del nuovo capitano designato, Pietro di Marco, fece atto solenne di sottomissione al Banco e ai nuovi amministratori genovesi, i quali presero possesso della città e fecero stendere entro due giorni l'inventario delle armi e munizioni conservate nella massaria e nel castello.

Nello stesso tempo, il Banco si preoccupò di inviare a Famagosta una prima serie di norme per riformare l'amministrazione della colonia. Pietro di Marco e i suoi massari, Damiano Lomellini e Francesco Ligioli, ricevettero infatti nuovi ordinamenti, emanati già il 23 luglio 1447 dai Protettori di San Giorgio per rispondere alle lamentele avanzate dalla delegazione cittadina giunta a Genova. Si tratta del divieto di ogni violenza alle donne, di provvedimenti per il ripopolamento della città e per il rifornimento dei viveri, per la sicurezza delle porte e delle mura, per il rafforzamento della disciplina militare e per la revisione dei diritti spettanti ai funzionari, in modo da impedire gli abusi nelle riscossioni di ogni sorta. Tre cittadini avrebbero potuto partecipare al Consiglio accanto al capitano e ai massari, che avrebbero dovuto spedire ogni anno al Banco il conto delle spese e l'inventario delle armi e delle munizioni.

Seguì nel gennaio del 1448 un più ampio statuto organico, deliberato dal Consiglio dei Protettori del 1447 con l'aiuto dei loro predecessori del '46, il quale definì le norme della nuova amministrazione genovese di Famagosta. Il capitano e suoi collaboratori venivano eletti a Genova per un anno da una commissione composta da sessanta partecipi del Banco di San Giorgio. Essi ritenevano quattro nomi, tra i quali il doge sceglieva il futuro capitano. I doveri e i diritti dell'eletto sono messi per iscritto: divieto di dedicarsi al commercio in Cipro, di partecipare all'incanto delle gabelle, di ricevere compensi da un ufficiale o da un assoldato e regali dal re di Cipro, di trascorrere la notte al di fuori del palazzo. Ogni settimana il capitano doveva passare in rassegna le truppe, le munizioni ogni mese e gli approvvigionamenti ogni due mesi. Ogni trimestre egli doveva ascoltare la lettura degli statuti, e una volta all'anno rivedere i conti della Massaria e mandare a Genova i rispettivi registri. Il capitano era la suprema autorità civile, militare e giudiziaria della colonia; accanto a lui c'erano i massari, l'Ufficio di Moneta

e il *vicecomes*, un vicario per la giustizia, uno o due cavalieri incaricati dell'applicazione delle pene e alcuni ufficiali minori, ai quali sono dedicate alcune disposizioni negli statuti. Essi miravano alla conservazione del possesso con uno scopo nettamente commerciale, visto il divieto per tutti i mercanti, genovesi o estranei, di toccare qualunque altro porto cipriota. Così si sperava di assicurare a Genova il monopolio del commercio marittimo dell'isola e al Banco i proventi indispensabili per lo stipendio degli ufficiali e degli assoldati e per la fornitura delle armi e delle munizioni. Le norme miravano all'incremento dei redditi attraverso l'aumento della popolazione e la difesa della città<sup>11</sup>. Fino al gennaio del 1463, cioè fino ad un anno prima della caduta della città in potere del re di Cipro, si deliberarono altre norme e altri provvedimenti per l'elezione del capitano e degli altri ufficiali, per rispettare l'alternanza tra nobili e popolari, « Bianchi » e « Neri », colori ereditati dal contrasto tra Guelfi e Ghibellini.

Gli ordinamenti emanati dalla madrepatria sono una diretta conseguenza della sua preoccupazione di mantenere un possesso sicuro e di favorire un proficuo sviluppo della colonia cipriota. Così si spiega la conservazione fino ad oggi di quasi tutti i registri della *Massaria* di Famagosta, dei registri dei *Diversorum Cancellarie*, dei *Diversorum Negotiorum*, dei *Victualium* e dei *Mandata capitanei*, afferenti agli affari politici, agli approvvigionamenti e agli ordini imposti all'amministrazione di Famagosta<sup>12</sup>. Tra questi registri hanno un particolare rilievo quelli rogati dai sindacatori dei capitani Pietro di Marco e Napoleone Lomellini, pubblicati di recente<sup>13</sup>. Ad esempio, nel 1459 un sindacamento, fortunatamente pervenutoci, dimostra quale fu la gestione del capitano Napoleone Lomellini e dei suoi dipendenti: il vicario, due cavalieri e il sottocastellano di Famagosta. Secondo gli statuti della città, i sindacatori venivano eletti da una commissione di diciassette membri: due tra i cittadini genovesi ivi residenti, e due tra i borghesi della città. Il banditore proclamava l'apertura della procedura. Le accuse dovevano essere presentate entro otto giorni: nove persone si fanno conoscere, tra cui un certo Antonio Reibaldo che fece registrare trentotto capi di accusa e fornì come pezze giustificative otto estratti dai registri della *Massaria*. Entro tre giorni gli imputati rispondevano ai capi di accusa, seguendone l'ordine, facevano

---

<sup>11</sup> VITALE 1935, pp. 394-399.

<sup>12</sup> Si veda a proposito l'opera di BLIZNYUK 2005.

<sup>13</sup> OTTEN-FROUX 2000a; FOSSATI RAITERI 1984.

intervenire i testimoni a discarico e contestavano coloro che li avevano accusati. Aperta il 5 Settembre 1459, la procedura si chiuse con la sentenza proclamata il 23 Ottobre 1459: lo scriba si affrettò a scrivere nel margine dei *tituli* di accusa le parole «absolutio», «remissio» o «condamnatio». Ci fa anche sapere come si era giunti alle decisioni, a maggioranza o con il ricorso ad una quinta persona a parità di voti, e quanto denaro era stato speso per il processo: 32 bisanti per i registri, 25 bisanti per il notaio Gerolamo *de Palodio*, che aveva steso un estratto del documento, e 25 bisanti per il notaio Paolo di Voltaggio per la stesura della metà del *sindacamentum*. Si può notare che tra gli accusatori compare un notaio: Vincenzo *de Savina*, il quale accusò il capitano di avergli tolto la carica di scriba della *Massaria* che l'Ufficio di San Giorgio gli aveva attribuito. Le altre accuse riguardano la svogliatezza del capitano nella difesa della città e nel controllo dei soldati e delle munizioni. Condannato al pagamento di 167 ducati e di 700 bisanti, il capitano ricorse in appello ai protettori di San Giorgio; ma non sappiamo se sia stato assolto<sup>14</sup>.

Malgrado tutti questi provvedimenti per restaurare la prosperità della colonia, il rimedio risultò insufficiente. Il trapasso di Famagosta al Banco di San Giorgio non impedì il continuo declino della città. È certo che dal 1447 al 1464, data della caduta della città, il Banco cercò di rimettere in sesto l'amministrazione e le finanze della colonia, di mandarvi rinforzi militari ed armi. Ma questi sforzi furono intralciati dai disordini interni della madrepatria. Molti ufficiali designati per andare oltremare rinunciavano; diversi mercanti genovesi trascuravano Famagosta a vantaggio di altri porti ciprioti, mentre i loro concorrenti stranieri non vi si recavano; i viveri indispensabili alla città non arrivavano. Nel 1462, le truppe di Giacomo II di Lusignano assediaron la colonia genovese, la quale, nel gennaio del 1464, fu costretta alla capitolazione. La dominazione del Banco durante diciassette anni riuscì soltanto a prolungare il possesso di Genova su una città quasi rovinata e spopolata<sup>15</sup>.

Sei anni più tardi, cioè all'indomani della caduta di Costantinopoli, le colonie pontiche del mar Nero furono cedute dal Comune al Banco di San Giorgio. Come spiegare questa cessione? Le cause esterne ebbero un forte peso in questa decisione. Difatti, lo sviluppo sul mare della potenza militare turca e la formazione dell'impero ottomano, suggellata con la conquista di Costantinopoli e la perdita dell'autonomia della colonia genovese di Pera,

---

<sup>14</sup> OTTEN-FROUX 2000a, pp. 54-82.

<sup>15</sup> Si vedano anche BANESCU 1946 e il nostro saggio, BALARD 1995, pp. 259-332.

colpirono il dominio coloniale della repubblica ligure. Come difendere le basi pontiche dal momento in cui gli Stretti erano passati sotto il controllo della Gran Porta? Come mantenere le relazioni commerciali tra l'Italia e la Crimea, dalle quali derivavano i redditi delle colonie pontiche e la possibilità di assoldare colà mercenari e di comprare munizioni? La congiuntura internazionale sembrava segnare l'inevitabile fine della rete di basi e di colonie nella zona pontica. Per di più, la crisi fu aggravata da cause interne. La repubblica, travagliata da discordie e dal dissesto delle pubbliche finanze, si rivelò incapace di assumere onerosi impegni finanziari e militari per la difesa dell'Oltremare. La debolezza delle diverse colonie, amministrate spesso da ufficiali venali, preoccupati del proprio immediato interesse economico, e le discordie tra le diverse etnie presenti nelle colonie ponevano dei problemi difficili, che la madrepatria non poteva affrontare. Il governo genovese, dopo il fatale maggio 1453, non seppe trovare altra soluzione che quella di cedere al Banco di San Giorgio, il 15 novembre 1453, cioè sei mesi dopo la caduta di Costantinopoli, tutti gli stabilimenti coloniali del Mar Nero dietro pagamento della somma di 5500 lire genovesi, che vennero versate immediatamente<sup>16</sup>.

Eppure già dal 1449 il Comune aveva cercato di riformare l'amministrazione coloniale, con uno *Statutum Caphae*, emanato a Genova il 28 febbraio 1449 dal doge Ludovico di Campofregoso e dal Consiglio degli Anziani, dopo l'invio a Caffa di *reformatores* sotto la guida di Bernabò *de Vivaldis*. Questo statuto, pubblicato dal Vigna<sup>17</sup>, è composto da due libri. Il primo contiene l'ordinamento della colonia di Caffa; si preoccupa di elencare le minuziose disposizioni sulla nomina del console, dei massari e degli altri ufficiali civili e militari della colonia, sui loro salari, doveri e diritti. Poi, lo statuto prescrive le misure adeguate per la difesa di Caffa e dei borghi della *Gothia*, cioè il dominio rivierasco di Genova nella Crimea, per i rapporti tra gli abitanti e i Tatars del khanato, per la polizia navale e l'organizzazione del commercio terrestre e marittimo. Tocca, difatti, tutti gli aspetti della vita civile e militare del dominio genovese. Il secondo, più breve, contiene le norme speciali per le colonie pontiche, tanto quelle della Crimea e del mar d'Azov (Soldaia, Cembalo, La Copa, La Tana) quanto quelle delle sponde orientali o meridionali del Mar Nero (Savastopoli, Trebisonda, Sinope, Samastri), nella dipendenza del console di Caffa.

---

<sup>16</sup> LOPEZ 1938, p. 334.

<sup>17</sup> VIGNA, pp. 567-680.

Quattro anni più tardi il dominio genovese nella zona pontica passò sotto l'autorità del Banco di San Giorgio. Non risulta dai documenti che i Protettori e il Consiglio del Banco abbiano cancellato le disposizioni prese dal governo del Comune. Purtroppo non abbiamo molte notizie sulla procedura di cessione delle colonie pontiche al Banco: il Vigna ha soltanto pubblicato l'atto della cessione perpetua – e non come nel caso di Famagosta per 29 anni – delle colonie a San Giorgio. Ma si vede subito a qual punto il Banco si impegnò per governare e difendere «per l'onore della Repubblica» i domini che il doge e il Consiglio degli Anziani gli avevano affidato. I registri *Diversorum Negotiorum*, *Negotiorum Gestorum* e *Litterarum Officii Sancti Georgii* hanno conservato le numerose disposizioni e ordini presi per riorganizzare l'amministrazione civile e la difesa militare, risanare la gestione finanziaria e rimpinguare l'erario di Caffa con la difesa delle posizioni di maggior rilievo economico. Dopo una missione di controllo, affidata ai suoi commissari inviati nel Mar Nero (Simone Grillo e Marco Massina nel 1454), il Banco provvide alla nomina dei consoli e degli altri ufficiali e funzionari delle diverse colonie, si preoccupò di inviare armi e soldati, di noleggiare le galee per il loro trasporto, di informare il papato e di trattare con le potenze vicine del Mar Nero. L'invio regolare dei registri della *Massaria* di Caffa a Genova, fino agli ultimi anni del dominio genovese, dimostra la preoccupazione del Banco di controllare con attenzione le spese e i redditi delle colonie pontiche. Prescrizioni e ordini si succedono di settimana in settimana e rivelano a qual punto l'azione di governo del Banco fu vigile, coraggiosa e generosa<sup>18</sup>.

Ma quale fu il risultato? Impauriti dalla pressione ottomana sulla zona pontica, gli ufficiali designati dal Banco per una missione governativa al di là degli Stretti non accettavano volentieri la carica; molti davano le dimissioni prima di partire. Se facevano vela, si preoccupavano, appena arrivati nelle colonie, di arricchirsi il più in fretta possibile. Prevaricazioni, dinieghi di giustizia, concussioni e corruzioni rimasero troppo frequenti, malgrado la vigilanza dei Protettori. Il disavanzo della *Massaria* di Caffa fu elevatissimo: deficit di 1.130.000 aspri nel 1458, più 662.000 aspri di stipendi arretrati e 3200 ducati per il tributo dovuto ai Turchi<sup>19</sup>. Malgrado un miglioramento negli anni seguenti, non si giunse mai al pareggio. Le autorità coloniali si immischiarono negli affari degli Armeni, nella successione del khan di Cri-

---

<sup>18</sup> *Ibidem*, VI e VII.

<sup>19</sup> LOPEZ 1938, p. 324.



mea Hagi-Gherai, nella destituzione del *tudun* o governatore dei Tatars di Crimea, il quale entrò in segreti contatti con gli Ottomani e provocò una sollevazione generale di tutti i Tatars. Maometto II, dopo la conquista di Trebisonda nel 1462, potè così addurre a pretesto la situazione dei Tatars per mandare nell'estate 1475 la flotta di Ahmed Pascià che costrinse Caffa a capitolare dopo soltanto sei giorni di assedio e poi sottomise quasi tutta la Crimea<sup>20</sup>. Il dominio coloniale genovese in Oriente scomparve di fronte alla potenza ottomana, che lasciò sopravvivere soltanto l'isola di Chio, sotto la dominazione della Maona fino al 1566.

«San Giorgio ha posto sotto la sua amministrazione la maggior parte delle terre e città sottoposte all'imperio genovese, le quali e governa e difende, e ciascuno anno per pubblici suffragi vi manda suoi rettori, senza che il Comune in alcuna parte se ne travagli. Quello ordine solo mantiene quella città piena di costumi antichi e venerabili». Sarebbe possibile applicare il caldo elogio del Banco di San Giorgio da parte del Machiavelli alla storia del dominio genovese in Oriente? Certamente il Banco cercò di restaurare il prestigio di Genova e l'autorità dei suoi rappresentanti nelle colonie d'oltremare, a Famagosta e nella Crimea genovese. Provvide ad emanare delle norme per un'amministrazione più proba, a risanare le finanze eliminando il disavanzo, a difendere soprattutto i possedimenti genovesi con l'invio di armi e di soldati: un'opera di risanamento materiale e morale per dare di nuovo un po' di fiducia ai connazionali stabiliti in Oriente. Ma non si deve dimenticare che, malgrado l'impegno assunto di governare le colonie «secondo l'onore della Repubblica», il Banco era innanzi tutto una compagnia commerciale, bancaria e finanziaria, che non poteva esaurire le sue risorse oltremare senza procurare un compenso ai suoi *luogatarii*. Nel 1457, per effetto delle spese coloniali, i dividendi scesero dal 7% al 3,45%, una riduzione insopportabile per quelli che avevano affidato i propri risparmi al Banco, con la speranza di procurarsi redditi stabili. Non potendo affrontare, in una congiuntura economica depressa, le spese indispensabili al mantenimento del dominio coloniale, il Banco riuscì soltanto a ritardare l'inevitabile caduta delle colonie genovesi d'oltremare.

---

<sup>20</sup> PISTARINO 1990, pp. 477-518.

## *Il notaio e l'amministrazione della giustizia nell'Oltremare genovese*

Pietra angolare della buona gestione dell'Oltremare, l'amministrazione della giustizia è stata sempre una preoccupazione essenziale nelle ammonizioni scritte che il governo genovese manda in ogni tempo ai suoi ufficiali insediati nelle colonie d'Oriente. Il governo ducale infatti considera giustamente che le malversazioni dei suoi rappresentanti e le lungaggini della procedura recano pregiudizio a tutti quelli che sono soggetti alla loro giurisdizione, e possono essere alle radici delle rivolte degli indigeni ed anche dei concittadini stabiliti oltremare. Una buona amministrazione della giustizia sta alla base della prosperità delle colonie e ne facilita lo sfruttamento da parte dei Genovesi. Il primo dovere del console di Caffa, del podestà di Pera o del capitano di Famagosta è di amministrare la giustizia al loro banco nei giorni consueti, e lo stesso dovere deve essere assolto dal loro vicario che li aiuta nelle funzioni giurisdizionali.

Queste sottintendono una regola seguita ovunque nell'Oltremare genovese: la giustizia viene amministrata nello stesso modo nelle colonie e nella madrepatria, tanto per la giustizia civile quanto per la criminale<sup>1</sup>. È chiaro che il diritto e la procedura genovese sono applicati nelle cause in cui sono implicati cittadini genovesi. Ma a poco a poco, sono estesi a tutta la popolazione delle colonie, tanto agli Occidentali non provenienti dalla Liguria quanto agli indigeni. Si giunge ad applicare il diritto genovese più rapidamente a Caffa e a Chio che non a Pera e a Famagosta. Difatti, l'insediamento genovese sulla costa della Crimea, in una zona quasi priva di autorità pubbliche, permetteva di imporre a tutti l'applicazione del diritto genovese. Negli atti notarili rogati a Caffa si vedono, per esempio, Armeni che chiedono la nomina di un curatore per l'amministrazione dei beni di un compatriota e

---

\* Pubblicato in *Hinc publica fides. Il notaio e l'amministrazione della giustizia*, a cura di V. PIERGIOVANNI, Milano 2006, pp. 353-369.

<sup>1</sup> ARGENTI 1958, II, p. 31: « prout reguntur cives Ianue in civitate Ianue tam civiliter quam criminaliter ».

un Georgiano che richiede un curatore per l'eredità del fratello<sup>2</sup>. La procedura è del tutto simile a quella in uso a Genova.

A Chio, con il trattato del 12 settembre 1346, concluso con la nobiltà greca dell'isola, i Greci sono soggetti alla giurisdizione genovese al pari dei Genovesi e degli Ebrei<sup>3</sup>. La crisobolla di Giovanni V, che sancisce il trasferimento di dominazione sull'isola dall'imperatore al Comune genovese, garantisce l'obbedienza degli abitanti greci. Si rispetta pure la tradizione propria degli indigeni di prestare giuramento secondo l'uso secolare di ciascuna comunità. A Pera, l'applicazione del diritto genovese si raggiunge più tardi. Difatti, il trattato di Ninfeo distingue fra i Greci e gli stranieri soggetti alla giurisdizione del *basileus* e i Genovesi soggetti a quella del loro podestà. Nel 1317, il Comune genovese deve accettare l'intervento di due *boni homines*, nominati dall'imperatore, per comporre una vertenza tra Greci e Genovesi, nel caso in cui questi ultimi siano attori. Il podestà si riservava il diritto di intervenire presso le autorità imperiali in caso di diniego di giustizia, ma fino ad allora era l'unico giudice nelle cause di furto o di omicidio. Nella seconda metà del Trecento, le clausole del trattato di Ninfeo cadono in disuso e i Genovesi, con l'appoggio di Andronico IV, riescono a estendere ai Greci e agli stranieri l'applicazione del diritto e della procedura della loro patria.

Come viene amministrata la giustizia nelle colonie d'Oriente? Non abbiamo molti documenti che lo dimostrino. I cosiddetti notai giudiziari, le cui filze costituiscono una buona parte del fondo notarile a Genova, non hanno lasciato molte tracce con riferimento all'Oltremare, al di fuori di qualche frammento sparso ed incompleto. I notai insediati nelle colonie, e di cui si sono conservati i cartolari o le filze, hanno rogato atti di procura o sentenze di lodo, che ci danno un breve ragguaglio sulla procedura civile. Ma non si deve dimenticare che, accanto a Lamberto di Sambuceto, che ha trascorso più di vent'anni in Oriente e ci ha lasciato una piccola parte dei suoi atti rogati a Caffa e a Famagosta<sup>4</sup>, di molti altri notai, citati nei suoi cartolari, non conosciamo altro che il nome. I loro registri non sono pervenuti a Genova o sono andati perduti nelle vicende storiche delle colonie nel Quattrocento. L'amministrazione della giustizia nelle colonie d'Oltremare è dunque illustrata da pochi documenti notarili, completati da sparsi riferi-

---

<sup>2</sup> BALARD 1978, I, p. 436.

<sup>3</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 31, 43 e 173-175.

<sup>4</sup> BALARD 1983c; BALARD 1984b; PAVONI 1982; PAVONI 1987; POLONIO 1982.

menti nei registri della *Massaria* (Caffa, Pera, Famagosta) e negli atti pubblici delle rispettive *curie*. La conservazione di almeno tre inchieste per controllare la gestione degli ufficiali genovesi (*sindicamentum*) permette pure di illustrare un altro aspetto del ruolo del notaio oltremare. Giustizia criminale, giustizia civile e procedure di controllo fanno intervenire il notaio: una figura di prestigio e di potere, per riprendere il titolo del libro di Giorgio Costamagna<sup>5</sup>.

Come sono nominati i notai che rogano nell'Oltremare genovese? Secondo gli statuti del Comune, tutte le *scribanie* degli uffici coloniali devono essere esclusivamente conferite ai membri del collegio dei notai di Genova<sup>6</sup>. Difatti, quando un console o un podestà lascia Genova per prendere la sua carica nell'Oltremare, un notaio fa parte della sua *familia*<sup>7</sup>. La regola non viene perfettamente seguita alla fine del Medioevo. Un notaio nominato dal doge può lasciare la carica ad un supplente o venderla ad un altro candidato<sup>8</sup>, tanto più che la lunghezza e le spese del viaggio scoraggiano tanti notai genovesi dal recarsi nelle colonie. Il piccolo numero dei notai stabiliti in Oltremare costringe le autorità o i conti palatini a nominare scribi di origine locale che occupano il loro posto per parecchi anni o ricevono diverse cariche successive<sup>9</sup>.

La giustizia criminale è di competenza della corte del console a Caffa, del podestà a Pera e a Chio, del capitano e podestà a Famagosta, dal momento in cui quest'ultima città passa sotto la dominazione completa di Genova, con il trattato del febbraio 1383. La corte genovese ha sede nel palazzo delle autorità, in un luogo impreciso, *ad bancum solitum ubi ius redditur*, secondo gli atti pervenuti. Il giuramento prestato dal rappresentante del Comune, il primo giorno del suo ufficio, gli fa obbligo di amministrare la giustizia in certi giorni fissi della settimana: due giorni a Famagosta<sup>10</sup>, tre giorni a Caffa<sup>11</sup>, mentre il vicario, che aiuta il console o il podestà, deve

---

<sup>5</sup> COSTAMAGNA 1970.

<sup>6</sup> PROMIS 1871, cap. CCLXXII, p. 777. Si veda a proposito OLGIATI 1994, pp. 361-376.

<sup>7</sup> ARGENTI 1958, II, p. 47.

<sup>8</sup> OLGIATI 1994, pp. 368-370.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 372 e PETTI BALBI 1994, p. 107.

<sup>10</sup> OTTEN-FROUX 2000, p. 341.

<sup>11</sup> VIGNA, p. 584.

ascoltare i querelanti tutti i giorni, al di fuori di quelli festivi<sup>12</sup>. Viene assistito dal notaio della corte, il quale, con l'aiuto di diversi scribi, tiene un registro delle controversie presentate alla corte medesima.

Si è fortunatamente conservato uno di questi registri, rogato dal notaio Giovanni *de Pastino* a Famagosta da novembre 1455 a luglio 1456<sup>13</sup>. Il notaio nelle ultime pagine del registro elenca i giorni nei quali la corte non ha operato, sia per ragione di feste religiose, greche o latine, che davano luogo alla redazione di una lista ufficiale dei giorni festivi, sia per il versamento della paga agli *stipendiarii* del Comune, sia per missioni del notaio stesso, sia per i giorni di tortura che, almeno a Caffa, si effettuava nella grande sala del palazzo, alla presenza dei notai della *curia*. Catherine Otten ha analizzato gli atti del processo di Gerolamo Doria, rogati dal notaio Antonio Foglietta e pervenutici in una copia, scritta su ordine del capitano, per essere inviata a Genova dove l'imputato si è recato per la conclusione del processo, interrotto dalla morte del vicario a Famagosta<sup>14</sup>. Mi permetto di dare un riassunto dell'affare, analizzato dalla nostra collega francese.

Il 25 aprile 1455, in ora notturna, Gerolamo Doria ha ferito con una pugnolata mortale il falegname Bartolomeo Iusto, che aveva offeso due servitori di Lamba Doria, Mariotta e Francischetto. Prima di morire, il ferito è stato trasportato davanti al capitano, che mette in carcere l'imputato, arrestato da uno dei suoi cavalieri. L'inchiesta impone l'uso generico delle forme scritte, come si è notato a Genova a partire della fine del dodicesimo secolo<sup>15</sup>. Il vicario del capitano dirige l'escussione dei testi, che devono, sotto giuramento, rispondere secondo un elenco di tre domande (*tituli*), scritte dal notaio e secondo l'ordine proposto dalla curia. Il 5 di maggio – si può constatare l'efficienza dell'amministrazione della giustizia, più rapida nel Medioevo che ai giorni nostri –, in una seduta pubblica della corte, il capitano e il suo vicario riassumono la successione dei fatti descritti dai testimoni e l'imputato risponde, sotto giuramento, alle accuse presentate non da un accusatore preciso, ma dalla *vox publica* che attribuisce il delitto a Gerolamo. L'imputato sceglie due procuratori, tra cui un ex-vicario esperto in legge,

---

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 605 e VITALE 1935, p. 412.

<sup>13</sup> Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, sala 34, 590/1291.

<sup>14</sup> OTTEN-FROUX 2000, pp. 343-350.

<sup>15</sup> COSTAMAGNA 1970, p. 133.

per assisterlo e consigliarlo. Da allora l'inchiesta si fa più precisa. Il notaio stende per scritto i dieci *tituli* sui quali i testi saranno interrogati: le deposizioni testimoniali dovevano essere consegnate in libri proprii, di cui i quaderni pervenuti costituiscono senz'altro una copia<sup>16</sup>. Un notaio della *curia* genovese, Giovanni Battista *de Pelegrinis*, stende una copia di questi *tituli*, che viene mandata all'imputato e ai suoi defensori.

Tre giorni dopo, l'8 di maggio, i procuratori e avvocati di Gerolamo ricusano i testi accusatori, depongono un elenco di sette *tituli* che dimostrano l'innocenza dell'imputato e chiedono alla corte un termine di quindici giorni per preparare la difesa del loro cliente. In questa fase interviene ancora una volta un notaio, ma non si sa se si tratta dello stesso che ha steso le testimonianze precedenti. I verbali dell'interrogatorio, rogati dal notaio della *curia*, presentano sempre lo stesso ordine, poiché corrispondono a una lista di domande scritte in anticipo e conosciute dalla difesa di Gerolamo. Poi, a partire dal 21 di maggio, cominciano le deposizioni dei difensori, registrate nell'ordine delle domande. Il notaio Antonio Foglietta si reca presso un teste malato per raccogliere la sua deposizione e poi stende una copia delle deposizioni, su richiesta dei difensori, che ricusano la fondatezza dell'inchiesta. Quando il vicario muore, tutti gli atti del processo sono trascritti dal notaio e inviati a Genova, dove un anno più tardi Gerolamo Doria è assolto dai Protettori di San Giorgio per mancanza di prove.

Se non possediamo i diversi registri utilizzati a Genova dai notai addetti agli uffici giudiziari – « libri lamentationum » o « accusationum » o « inquisitionum » – è chiaro che la stesura fatta dal notaio della *curia* di Fagnola riprende il contenuto degli stessi nella sua copia della procedura, che dà un posto di primo rilievo alle prove scritte, siano esse le deposizioni testimoniali o la stesura dei *tituli* sui quali l'inchiesta è basata. Il notaio della *curia* è presente ad ogni fase della procedura e, munito del *signum comunis*, autentica le deposizioni e le sentenze del podestà o del suo aiutante, il vicario. Come abbiamo visto nel caso dell'uso della tortura, la presenza del notaio è anche richiesta per l'esecuzione delle sentenze, quando un imputato viene impiccato o condannato ad una pena corporale. Gli statuti di Caffa del 1449 prevedono per il notaio un salario di 500 *aspri* per l'inchiesta e la stesura della sentenza<sup>17</sup>. Lo scriba, che ha steso il *Codex Berianus Chiensis*, ha

---

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 134.

<sup>17</sup> VIGNA, p. 606.

disegnato sul margine del manoscritto due castighi inflitti ai condannati: l'impiccagione alla colonna della giustizia e il taglio del naso. Ma, al di là di queste pene corporali, le multe costituiscono la pena più frequente e una fonte di risorse per i redditi della Maona di Chio<sup>18</sup>.

La partecipazione del notaio all'amministrazione della giustizia civile è ancora più importante. Nelle vertenze finanziarie o commerciali i querelanti non ricorrono sempre all'intervento del podestà o del suo vicario, considerato troppo lento o troppo costoso. Ricorrere alla procedura del lodo, pronunciato da arbitri scelti in pieno accordo dalle due parti, scarica il console o il podestà delle cause minori. I querelanti, dunque, presentano la loro vertenza a due arbitri con un atto notarile che stabilisce il termine entro il quale dovrà essere pronunciata la loro sentenza. Se durante l'inchiesta una delle parti sospetta l'imparzialità di uno degli arbitri, può chiedere ai magistrati la nomina di un terzo membro. Quando gli arbitri hanno pronunciato la loro sentenza, stesa da un notaio nel suo cartolare, essa viene eseguita come si trattasse di un giudizio emesso da un foro. Questa procedura, che risparmia spese assai ingenti, risolve vertenze che riguardano anche somme elevate. Ad esempio, nel 1394 i due governatori della Maona di Chio, che avevano una querela contro i Maonesi, affittuarii dei redditi di Focea, ricorrono all'arbitrato di Antonio Giustiniani piuttosto che al podestà dell'isola o ai fori della metropoli<sup>19</sup>. Il *signum tabellionis* di Donato di Chiavari, che aveva steso la decisione degli arbitri, autentica la sentenza d'arbitrato. Per dare un peso maggiore al giudizio degli arbitri, i querelanti possono chiedere che la sentenza sia sancita dal podestà, il quale si accontenta della ratifica dell'atto, senza però riprendere il dossier della causa. Il *signum comunis* si aggiunge allora al *signum tabellionis* del notaio.

Nelle cause più difficili gli arbitri possono dichiararsi incompetenti. La vertenza è allora di competenza della corte. La procedura è lenta e complessa, e il notaio gioca sempre un ruolo importante. I querelanti devono presentarsi davanti alla corte del console o del podestà nei giorni e nelle ore di seduta. I magistrati sono obbligati ad ascoltare la denuncia senza dare consigli alle parti o insultarle. Poi, con l'aiuto di avvocati che appartengono per di più all'arte dei notai, una richiesta viene presentata con diversi *tituli* e trasmessa alla controparte, tramite un usciere della corte. Quando il difensore è ina-

---

<sup>18</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 471-473.

<sup>19</sup> BALARD 1988b, doc. 2, pp. 26-31.

dempiente, l'usciera si presenta tre volte e chiede ai vicini o ai famigliari dell'imputato se vogliono difendere la causa del contumace. Il notaio della *curia* accompagna l'usciera e registra le risposte. Il convenuto o il suo rappresentante dispone di tre giorni di tempo per rispondere, tramite un notaio, alla querela presentata dalla parte attrice. Così si spiega perché Michele Lomellino, che aveva sporto a Chio una querela contro Antonio Sagimbene, esattore della gabella dell'olio, respinge per decadenza la risposta della parte avversa, presentata dopo il termine stabilito di tre giorni<sup>20</sup>.

I querelanti possono chiedere il parere di esperti in legge, che viene presentato per iscritto come le pezze giustificative. Non sono tenuti a presentarsi di persona davanti al console o al podestà; possono essere rappresentati da un procuratore nominato con atto notarile. I notai della *curia* sono presenti al foro con il console o il podestà, il vicario, gli uscieri, gli interpreti pubblici e il banditore pubblico. Davanti al tribunale, le due parti devono presentare le pezze giustificative, compilate da un notaio, sentire le deposizioni testimoniali e la risposta del convenuto. Poi, con il consiglio del vicario e degli eventuali giuristi presenti, il console o il podestà pronuncia la sua sentenza, letta dal notaio che, raccogliendola dalla viva voce del giudice, la trascrive immediatamente nei registri della corte. Se si tratta di una querela contro un debitore inadempiente, l'usciera, accompagnato sempre dal notaio della *curia*, si presenta al recapito del condannato, chiede ai vicini o famigliari se vogliono pagare il creditore e le spese del processo. In caso di rifiuto, caso purtroppo generale, il vicario nomina un curatore, spesso un notaio, per curare l'inventario dei beni. Due commissarii (*publici extimatores*) li valutano a occhio e croce; e dopo una vendita all'asta, durante la quale un notaio registra i prezzi di vendita<sup>21</sup>, il vicario consegna al creditore la quota che gli spetta.

Rimane la possibilità per l'imputato di interporre appello presso i fori genovesi, ma le pene pecuniarie non sono sospese da questa procedura. Si tratta di un procedimento lungo e costoso, utilizzato soltanto quando si tratta di somme elevate. D'altra parte, i magistrati dell'Oltremare non accettano volentieri di vedere la loro sentenza sospesa: nel 1394 Raimondo Besacia protesta presso il vicario del podestà di Chio per ottenere i docu-

---

<sup>20</sup> *Ibidem*, doc. 13, pp. 53-54.

<sup>21</sup> Si vedano ad esempio gli atti rogati dal notaio Nicolò *de Bellignano* a Caffa nel 1381: AIRALDI 1974, pp. 45-104.



menti prodotti durante il processo per appellarsi al vicario del podestà di Genova. Gli viene risposto che non può interporre appello<sup>22</sup>. La procedura richiede la trasmissione di tutta la documentazione del processo, autenticata dal notaio della *curia*. Tenuto conto delle spese di viaggio, da una parte e dei rischi di atti arbitrarii, dall'altra, i Genovesi d'oltremare cercano altri mezzi per ottenere una amministrazione della giustizia più efficace e imparziale.

Il 20 luglio 1395, i Maonesi di Chio mandano una supplica al doge per ottenere il permesso di poter eventualmente sottoporre la sentenza di un podestà al suo successore. La supplica viene stesa dal notaio Giovanni *de Compagnono*, scriba della corte di Chio, nel cartolario dei consigli di questa colonia. Il governo ducale incarica allora Niccolò Fatinanti, podestà appena eletto, di una inchiesta nell'isola. Dopo aver consultato i rappresentanti delle diverse comunità, viene proposto di permettere l'appello per le cause minori (meno di 100 perperi) presso due nuovi podestà. Per le altre vertenze, la vecchia procedura di appello presso i fori genovesi rimaneva l'unica possibilità. Il 14 marzo 1396, il doge Antoniotto Adorno ratifica la proposta, che viene registrata nel cartolario *diversorum negociorum* del Comune dal notaio Antonio *de Credentia*<sup>23</sup>. Simili atti di suppliche sono stati redatti dal notaio della *curia* a Caffa e a Famagosta, al momento del passaggio di queste colonie sotto il governo del Banco di San Giorgio.

Per quel che riguarda il diritto familiare, l'atto notarile è richiesto tanto nelle colonie d'oltremare quanto nella metropoli. I notai sono chiamati per raccogliere le ultime volontà degli ammalati alla presenza di almeno cinque testimoni. Essi rogano anche le promesse di matrimonio, che prevedono il versamento della dote da parte dei genitori della futura sposa la quale conserva il possesso legale di questi beni, recuperabili alla morte del marito. Un atto notarile è necessario per confermare la maggiore età di un giovane, quando ha superato i diciotto anni, o quando il padre lo emancipa dalla paterna *potestas*. La legge genovese, applicata nelle colonie, limita la presenza della donna nei contratti notarili, i quali, per essere validi, richiedono la presenza di un *consiliator* della donna – marito, padre, zio od anche vicini di casa – al momento della stesura del contratto. Come a Genova, il notaio d'oltremare, sia esso notaio della *curia* o notaio privato, interviene nelle diverse fasi della vita quotidiana dei suoi clienti.

---

<sup>22</sup> BALARD 1988b, doc. 82, pp. 225-227.

<sup>23</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 141-159.

Per evitare le estorsioni e prevaricazioni dei suoi ufficiali, il Comune ha istituito una procedura di controllo, chiamata *sindicamentum*. Ne esistono due tipi diversi. In occasioni eccezionali, ad esempio al momento della Guerra del Bosforo (1351-1352), o dell'assedio di Costantinopoli da parte degli Ottomani, il governo genovese manda in Oriente sindacatori eletti a Genova per controllare la gestione degli ufficiali oltremare. D'altra parte, ogni anno, questo controllo viene fatto da quelli che entrano in carica, dopo aver dato un resoconto dell'amministrazione dei loro predecessori. In entrambi i tipi d'inchiesta il notaio stende gli atti della procedura.

Nel 1402 il governatore francese di Genova, il maresciallo Boucicault, provvede a far eleggere Branca Spinola, Antonio *de Via* e Venerio *de Podio*, i quali, una volta giunti a Pera, decidono di procedere all'elezione di due altri sindacatori coadiuvanti, Melchione Luciano e Luciano Marcello, per sindacare il podestà di Pera, appena uscito di carica, Lodisio Bavoso, il suo vicario, i suoi tesoriери (*massarii*) ed anche i patroni di navi che si trovano in Romania. L'inchiesta è aperta il 28 ottobre 1402<sup>24</sup>. Un secondo registro si apre il 22 novembre 1403, con l'elezione di un capitano inquisitore, Giovanni Centuriono, incaricato di sindacare *omnes et singulos officiales totius Orientis et extra*. Lo scriba della corte del podestà, Lavagnino di Murta, accompagna il banditore pubblico, Antonio di San Luca, che si reca nei diversi luoghi pubblici della città per invitare tutti gli abitanti – Genovesi, Veneziani, Catalani, Greci, Turchi, Tatari, Giudei o di altre nazioni, che sono stati danneggiati o insultati da Lodisio Bavoso e dai suoi collaboratori –, a comparire davanti agli inquisitori. Malgrado l'invito generale, soltanto i Liguri accettano di comparire. Il notaio registra le loro deposizioni, che accusano il podestà di non aver amministrato una giustizia equa, di aver inflitto diverse multe a gente innocente, di aver incarcerato diverse persone a dispetto della legge, di non essere stato presente al suo banco nei giorni prescritti, di aver inflitto la tortura senza la presenza di giudici e di notai, di aver ricevuto regali e bustarelle da diverse persone e di aver partecipato al commercio del grano e all'acquisto delle gabelle del Comune, malgrado il divieto legale emanato dal Comune. Le deposizioni sono presentate secondo capitoli (*tituli*) e lo scriba registra le testimonianze dell'accusatore e del convenuto, il quale ottiene quindici giorni di tempo per preparare la sua difesa. I lodi degli inquisitori riprendono il testo dell'inchiesta e sono pronunciati davanti a

---

<sup>24</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Sindicamenta, sala 34, 590/1306-1307.

tre notai e a due *burgenses* di Pera: i sindacatori infliggono condanne pecuniarie all'ex-podestà Lodisio Bavoso e ai suoi successori, riconoscendo risarcimenti ai singoli danneggiati, ma assolvono il vicario per mancanza di prove a suo carico<sup>25</sup>.

A Caffa, già dal 1344, abbiamo notizia di un sindacamento steso dal notaio Niccolò Beltrame, lo stesso scriba che ci ha lasciato una serie di atti da novembre 1343 ad agosto 1344<sup>26</sup>. Il testo più ampio è quello del *Liber Mandatorum* dei revisori dei conti di San Giorgio (1464-1469)<sup>27</sup>, i quali, dopo aver ricevuto lamentele presentate dalla popolazione di Caffa a proposito di irregolarità amministrative, decidono di eleggere una commissione di inchiesta sull'amministrazione pubblica dei luoghi sottoposti al Banco, in particolare il consolato di Caffa. La commissione era composta da quattro membri, tra cui almeno un notaio. Al contrario del sindacamento di Pera, la commissione non si reca sulle sponde della Crimea, ma espleta le sue indagini a Genova, utilizzando una documentazione venuta da Caffa e le testimonianze di alcuni notai, scribi, nunzi e inviati speciali in Crimea. Sei scribi diversi partecipano nel registrare i mandati dei revisori e le dichiarazioni dei nunzi. La prassi seguita durante i cinque anni di vita della commissione prevedeva, dopo l'emissione della sentenza, la stesura di un mandato con le modalità della sua esecuzione, la registrazione del mandato nel *Liber Mandatorum*, la redazione di una copia, completata anche dalla sottoscrizione notarile, che era presentata dal banditore agli interessati, i quali potevano ricorrere in appello contro la sentenza, disponendo della documentazione in possesso dei revisori<sup>28</sup>.

Il secondo tipo di sindacamento è conosciuto da due testi recentemente pubblicati, riguardanti il controllo della gestione di due capitani e podestà di Cipro nel Quattrocento<sup>29</sup>. Nei due casi si tratta della verifica da parte dei nuovi magistrati della gestione precedente. Nel novembre 1448, i sindacatori sono eletti secondo gli statuti genovesi di Famagosta: due cittadini di Genova, presenti in Cipro, e due « borghesi » della città. Gli inquisiti

---

<sup>25</sup> BALARD 1978, I, pp. 364-365 e FOSSATI RAITERI 1984, pp. XXXIII-XXXVI.

<sup>26</sup> BALBI - RAITERI, pp. 9-184.

<sup>27</sup> BOLDORINI.

<sup>28</sup> *Ibidem*, pp. 9-10.

<sup>29</sup> FOSSATI RAITERI 1984 e OTTEN-FROUX 2000a.

subito presentano fideiussori, che garantiscono in proporzione alla gravità delle denunce. Lo scriba della curia di Famagosta, Andrea Bovone, trascrive i documenti inseriti in un *folacio accusacionum* e in un *cartularium sententiarum*, libri originali dell'inchiesta, oggi perduti. Intervengono nella procedura altri notai: Giustiniano Fatinanti, chiamato *cintracus* e notaio, che roga un *apodixia* per impedire ad un debitore di uscire dalla città, Antonio *de Precipiano*, che corregge la copia stesa da Andrea Bovone, e un certo Domenico *de Xorba*, debitore nei riguardi della sua serva. Due notai sembrano disporre del *signum comunis*: Andrea Bovone e Carlo *de Anfossio* che ha sostituito Giacomo *de Frevante*. Il notaio segue un ordine logico nella stesura del processo: le denunce, le deposizioni dei testi favorevoli o contrarie agli imputati, le risposte degli inquisiti e poi degli accusatori e finalmente l'autenticazione del registro da parte del notaio Andrea Bovone<sup>30</sup>.

Dieci anni più tardi, un sindacamento, fortunatamente pervenutoci, dimostra quale fu la gestione del capitano Napoleone Lomellini e dei suoi collaboratori: il vicario, due cavalieri e il sottocastellano di Famagosta. Secondo gli statuti della città, i sindacatori sono eletti da una commissione di diciassette membri: due tra i cittadini genovesi, ivi residenti, e due tra i borghesi della città. Il banditore proclama l'apertura della procedura. Le accuse devono essere presentate entro otto giorni: nove persone si fanno conoscere, tra cui un certo Antonio Reibaldo, che fa registrare trentotto capi di accusa e fornisce come pezze giustificative otto estratti dai registri della Massaria. Entro tre giorni, gli imputati rispondono nell'ordine dei capi di accusa, fanno intervenire i testimoni a discarico e contestano quelli che li hanno accusati. Aperta il 5 settembre 1459, la procedura si chiude con la sentenza proclamata il 23 ottobre 1459: lo scriba si affretta a scrivere nel margine dei *tituli* di accusa le parole « absolutio », « remissio » o « condemnatio ». Ci fa anche sapere come sono state prese le decisioni, a maggioranza o, in caso di parità di voti, con il ricorso ad una quinta persona, e quanto denaro è stato speso per il processo: 32 bisanti per i registri, 25 bisanti per il notaio Gerolamo *de Palodio*, che ha steso un estratto del documento, e 25 bisanti al notaio Paolo di Voltaggio per la stesura della metà del *sindacamentum*. Si può notare che tra gli accusatori compare un notaio: Vincenzo de Savina, il quale accusa il capitano di avergli tolto la carica di scriba della Massaria che l'Ufficio di San Giorgio gli aveva attribuito. Le altre accuse riguardano la svogliatezza del capitano nella

---

<sup>30</sup> FOSSATI RAITERI 1984, doc. 279, pp. 228-229.

difesa della città e nel controllo dei soldati e delle munizioni. Condannato al pagamento di 167 ducati e di 700 bisanti, il capitano ricorre in appello ai protettori di San Giorgio, ma non si sa se sia stato assolto<sup>31</sup>.

Questi pochi testi fanno risaltare la figura del notaio nell'Oltremare genovese. Membro per di più dell'arte genovese dei notai, lo scriba nell'Oriente genovese è il vero specchio della società coloniale ed è incaricato dell'applicazione degli statuti e della legge della madrepatria. Presente ad ogni tappa del processo giurisdizionale, egli registra deposizioni e testimonianze, autentica le pezze giustificative depositate, stende la copia della procedura e accompagna il banditore e gli *extimatores* presso i debitori. Notaio pubblico, egli può anche rogare atti per una clientela privata, poiché il piccolo numero di notai insediati nell'Oltremare non permette una specializzazione nell'arte notarile. Al contrario della madrepatria, dove fa distinzione fra notai pubblici, notai giudiziari e notai di ufficio, il notaio d'Oltremare è scriba per tutti, clientela privata, uffici finanziari, corte di giustizia. Sa passare da un campo all'altro, o meglio, condurre due cariche diverse nello stesso tempo. Niccolò Beltrame a Caffa, Donato di Chiavari a Chio rogano i loro atti tanto per la *curia* genovese quanto per i clienti di passaggio. Benché nel Quattrocento certi notai nell'Oltremare siano stati rimproverati per le loro malversazioni<sup>32</sup>, la maggioranza del ceto notarile è senza dubbio l'elemento chiave dell'amministrazione della giustizia, del rigore dei conti pubblici e della buona armonia delle relazioni tra privati.

---

<sup>31</sup> OTTEN-FROUX 2000a, pp. 54-82.

<sup>32</sup> OLGATI 1994, p. 373.

## *L'amministrazione genovese e veneziana nel Mediterraneo orientale*

Trent'anni fa, l'eminente studioso italo-americano Roberto Sabatino Lopez, dopo una visita a Venezia in occasione del convegno 'Venezia e l'Oriente', tentava un paragone tra Genova e Venezia: due stili, una riuscita<sup>1</sup>. Benché genovese di origine, Lopez metteva in evidenza la debolezza dello Stato genovese «une société en nom collectif ... en état d'indigence perpétuelle», in preda a tutte le ambizioni, sprovvisto di risorse finanziarie, in balia di privati che hanno affittato la riscossione delle imposte a prezzo irrisorio. A Venezia, invece, tutta la popolazione si identifica con lo Stato, che garantisce la pace a tutti e la partecipazione dei 'cittadini veneziani' alla vita economica della città. Di fronte ai pericoli esterni, un fronte comune degli abitanti contribuisce in modo efficace alla difesa della libertà cittadina, mentre Genova, al di là di qualche occasione eccezionale, si rivela incapace di organizzare una flotta importante, lasciando i profitti delle imprese militari alle maone e ad associazioni di creditori dello Stato.

Il problema della debolezza o della forza dello Stato è al centro del pensiero lopeziano. Quali conseguenze avrebbe sull'organizzazione amministrativa dei territori d'Oriente? La questione dovrebbe essere considerata nell'ambito più vasto della storia della colonizzazione occidentale, concepita come un triplice sistema di dominazione: politica, in quanto le popolazioni indigene sono subordinate al potere e diritto esterno; economica, in quanto le risorse dei paesi conquistati sono orientate a soddisfare i bisogni della metropoli; culturale, in quanto i colonizzatori cercano di imporre il loro modo di vita, le loro tradizioni, la loro religione. Ci sarebbe dunque da controllare se, adottando la riflessione lopeziana, i due sistemi di amministrazione, genovese e veneziana, impongano in questi tre campi delle soluzioni diverse: centralizzazione più rigida da parte veneziana, dove gli ordini del Senato si impongono ovunque? decentramento da parte genovese, che lascerebbe una certa iniziativa ai suoi rappresentanti locali in oltremare e

---

<sup>1</sup> LOPEZ 1970, pp. 43-51, ristampato in LOPEZ 1975a, pp. 35-42.

una certa autonomia alle popolazioni soggette? Sembra tuttavia che il contrasto tra i due sistemi di amministrazione qui esaminati non sia forse così evidente, come pensava Lopez.

Le due repubbliche si assomigliano nel fatto che, entrambe, accanto al dominio pubblico d'oltremare, devono accettare dei piccoli principati, creati dai loro propri concittadini, ma sviluppatisi con un'autonomia quasi completa. Il fenomeno risale, per Venezia, all'indomani della Quarta Crociata, quando Veneziani, venuti da Costantinopoli, si insediano nelle isole dell'Egeo, incoraggiati da Venezia con il beneplacito dell'imperatore latino<sup>2</sup>: i Sanudo nel ducato dell'Arcipelago, i Querini a Stampalia, i Venier a Cerigo, i Barozzi a Santorini, i Ghisi a Tinos, Skiros e nelle Sporadi del nord, i Dandolo ad Andros, i Navigaioso a Lemnos, mentre i tre signori di Negroponte – i Terzieri – sono costretti dal bailo veneziano a lavorare per l'onore e l'interesse della Serenissima<sup>3</sup>. Queste grandi famiglie mantengono dei rapporti stretti con i rami della loro famiglia rimasti a Venezia e difendono gli interessi dei loro concittadini, benché la Repubblica non abbia tante possibilità di intervenire nella politica di questi principati egizi.

Una situazione simile si riscontra a Genova nella seconda metà del Duecento, quando Benedetto Zaccaria riceve dal *basileus* la donazione delle due Focee e, poi, il protettorato dell'isola di Chio. I suoi discendenti, e soprattutto Martino Zaccaria, che viene chiamato « re e despota dell'Asia minore », cercano di fondare una dinastia e adottano una politica guelfa, del tutto in contrasto con quella dei Genovesi d'oltremare in quel periodo. Si comportano quindi quasi come principi autonomi. La stessa cosa si può dire della signoria di Francesco Gattilusio, che ottiene da Giovanni V Paleologo la signoria di Lesbo, come dote della sorella dell'imperatore e come compenso per l'aiuto prestatogli nella sua lotta contro l'usurpatore Giovanni VI Cantacuzeno. Da Lesbo, la signoria del Gattilusio si estese ad Enos, in favore del fratello Nicolò, che troviamo insediato nell'isola dal 1384 in poi, a Lemnos e Samotraccia all'inizio del Quattrocento. I legami con la metropoli, assai stretti, non risultano, come per la Maona di Chio, da un trattato stipulato tra le due parti, ma solo da comuni interessi per la difesa degli stabilimenti genovesi d'oltremare<sup>4</sup>. Nel Mar Nero, i Ghizolfi creano a Matrega

---

<sup>2</sup> GALLINA 1993, pp. 32-33.

<sup>3</sup> THIRIET 1959, pp. 93-94.

<sup>4</sup> PISTARINO 1990, p. 387 e PISTARINO 1996, pp. 281-306.

una signoria, ma conducono una politica spregiudicata, non di rado in assoluto contrasto con gli interessi della madrepatria<sup>5</sup>. Questi principati, la cui autonomia viene rafforzata dal contesto isolano o territoriale nel quale si sviluppano, sfuggono all'autorità delle loro metropoli e costituiscono delle signorie 'private', ben lontane dalle colonie, nel senso stretto della parola.

Dal punto di vista dell'amministrazione coloniale, le esperienze veneziana e genovese sono pressappoco coeve. Risalgono al dodicesimo secolo. Tra i privilegi concessi alle repubbliche marinare dai sovrani del regno latino di Gerusalemme, infatti, l'autonomia amministrativa viene al secondo posto dopo le esenzioni doganali: Venezia è rappresentata da un console prima della Terza Crociata e, dopo il 1192, da un *bailo* generale, residente ad Acri e provvisto di autorità su tutti gli altri 'baili' del Levante latino; Genova, da un console generale per la Siria, mentre gli Embriaci hanno ricevuto in feudo l'amministrazione delle colonie nella contea di Tripoli<sup>6</sup>. Se i Veneziani godono di una posizione di sicuro vantaggio a Costantinopoli rispetto ai loro concorrenti, rimangono soggetti all'impero bizantino dal X al XII secolo, mentre i Genovesi sembrano aver avuto un rappresentante ufficiale nella capitale bizantina con un *vicecomes*, citato nel 1201. L'insediamento di una gerarchia amministrativa a Bisanzio è per le due repubbliche un fatto del Duecento: un podestà veneziano durante il periodo dell'impero latino di Costantinopoli, e dal 1268 un *bailo*; un console genovese citato nel 1251, e presto sostituito da un podestà dopo il 1261<sup>7</sup>.

Il cambiamento della terminologia dopo la restaurazione dell'impero bizantino a Costantinopoli ha un significato preciso e quasi identico per le due repubbliche italiane. Mentre Genova istituisce nella capitale greca un podestà, magistrato unico scelto in ragione delle sue competenze giuridiche e amministrative, al pari del suo collega che nei comuni italiani ha sostituito i consoli dall'inizio del tredicesimo secolo, ricevendo il potere esecutivo per un tempo limitato, Venezia sceglie un *bailo* (dal latino *bajulus*), cioè un governatore, rappresentante diplomatico presso la capitale del risorto impero bizantino, capace di gestire i rapporti diplomatici e commerciali con Bisanzio. Dal punto di vista della terminologia, le due parole sono quasi sinonime

---

<sup>5</sup> LOPEZ 1938, p. 279.

<sup>6</sup> PRATER 1982, p. 117; BYRNE 1928, pp. 139-180.

<sup>7</sup> MALTEZOU 1970, pp. 23-24; BALARD 1978, I, pp. 355-356.



per definire quel magistrato incaricato del potere esecutivo, in nome di una potenza superiore<sup>8</sup>.

Le condizioni della nomina sono quasi equivalenti. La creazione dell'istituzione del bailo veneziano a Costantinopoli risale al 1268, in conseguenza del trattato veneto-bizantino del 1265. Eletto dal Maggior Consiglio, prima per un periodo di un anno, poi per due anni, il bailo riceve un capitolare che definisce i suoi doveri e diritti, mentre al podestà genovese, nominato dalle autorità comunali, vengono consegnate una *commissio* e delle lettere credenziali, che gli impongono le linee direttrici della sua politica nei riguardi della corte imperiale. L'unica differenza nella scelta del rappresentante a Costantinopoli deriva dalla posizione sociale dell'ufficiale eletto: sempre un nobile a Venezia, mentre a Genova i nobili e i popolani condividono le cariche d'oltremare, soprattutto dopo la riforma del 1398, quando il governatore francese di Genova, Colart de Calleville, impone una divisione uguale delle cariche tra i due gruppi sociali. Ma, nella seconda metà del Duecento, la preponderanza dei nobili è quasi esclusiva: 15 nobili e soltanto due *popolari* sono scelti per gli uffici di podestà di Pera e di console di Caffa. Soltanto nel corso del Trecento sale la proporzione dei popolari eletti per le cariche d'oltremare<sup>9</sup>.

Il capitolare del bailo e la *commissio* del podestà accennano allo stipendio dell'ufficiale e alla composizione della famiglia che li accompagna oltremare. Dallo stipendio viene detratta una *stallia* a Genova, imposta sulla ricchezza mobiliare, per una somma di 200 libbre genovesi, la più alta di tutte le *stallie* d'oltremare nel Trecento<sup>10</sup>. A Venezia, il prelievo sullo stipendio è istituito soltanto nel Quattrocento, mentre prima il bailo era soltanto costretto a partecipare agli *imprestiti*, imposti dal Senato in caso di guerra. Lo stipendio del podestà genovese sembra molto più alto di quello del bailo veneziano: 5075 perperi per un anno nel 1391, contro 1000 ducati, cioè quasi 2500 perperi all'inizio del Quattrocento<sup>11</sup>. È vero però che il podestà genovese, secondo gli statuti di Pera estendeva

---

<sup>8</sup> NIERMEYER, pp. 77-78.

<sup>9</sup> BALARD 1981b, p. 162.

<sup>10</sup> Sulla *stallia*, si veda BUONGIORNO 1977, pp. 121-134.

<sup>11</sup> THIRIET 1959, pp. 194-195; Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria, 1391, c. 212.

la sua autorità sugli altri ufficiali genovesi di Romània e del Mar Nero. Ma nel Trecento l'ascesa del console di Caffa toglie al podestà una parte delle sue competenze originarie.

L'organizzazione amministrativa dell'oltremare deve tener conto della localizzazione e dell'importanza politica ed economica delle diverse colonie. Venezia distingue tra i suoi possedimenti diretti quelli dell'alta Romània, con il bailo di Costantinopoli e quello di Trebisonda, quest'ultimo subordinato al primo, e quelli della bassa Romània, con il duca di Creta e il bailo di Negroponte, dai quali dipendono i consoli e i castellani dei possedimenti minori. Per Genova, tre settori sono quasi autonomi: quello di Costantinopoli, che si restringe alla capitale imperiale e al consolato di Sinope; quello della Gazaria, dove il console di Caffa estende la sua autorità sugli altri consolati delle colonie pontiche; e quello di Chio, dove la funzione del podestà è definita dal testo delle convenzioni stipulate tra il comune di Genova e la Maona di Chio, che gode della *proprietas et dominium utile et directum*, cioè delle risorse dell'isola, mentre la metropoli si accontenta della sovranità senza grande profitto, finché non abbia rimborsato le spese degli armatori-colonizzatori<sup>12</sup>.

Malgrado queste differenze, le istituzioni delle colonie si assomigliano molto. Ciascuna è l'immagine, in scala ridotta, delle istituzioni della madrepatria. Sotto il nome di *regimen*, vengono radunati tutti gli uffici che reggono la vita delle colonie veneziane, rispettando il principio della collegialità, con un bailo o un duca assistito da consiglieri, sul modello della Signoria veneziana, dove il doge condivide il potere con i suoi sei consiglieri. Gli ordini del Senato sono inviati al bailo di Costantinopoli, al consiglio dei Dodici della colonia veneziana, e, in casi eccezionali, al Maggior Consiglio, composto da rappresentanti delle maggiori famiglie stabilite nella capitale imperiale. In Creta, coesistono un Maggior Consiglio, composto dai feudatari veneziani, che sceglie gli ufficiali minori dell'isola, e un'altra assemblea, nata dal Maggior Consiglio, il Senato, con larga competenza, soprattutto per la politica estera della colonia<sup>13</sup>.

Un sistema simile esiste nelle colonie genovesi. A Pera e a Caffa, il nuovo podestà e il nuovo console, al loro arrivo, devono convocare il Mag-

---

<sup>12</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 107-116; BALARD 1978, I, pp. 124-125; PISTARINO 1995, pp. 32-39.

<sup>13</sup> THIRIET 1959, pp. 191-192.

gior Consiglio della colonia, la cui competenza viene presto delimitata all'elezione del Minor Consiglio – otto membri a Pera, sei a Caffa –, composto da un uguale numero di nobili e di popolari<sup>14</sup>. Eppure la maggiore complessità degli affari rende più necessaria la creazione di commissioni specializzate, che poco a poco si sostituiscono al Minor Consiglio, le delibere del quale hanno lasciato poche tracce nelle fonti. Così i versi celebri dell'anonimo genovese – *und'eli van o stan, un atra Zenoa ge fan*<sup>15</sup> – si possono applicare dal punto di vista dell'amministrazione, non soltanto alle colonie genovesi, ma anche alle colonie veneziane, rette sul modello della madrepatria, sostituendo alla parola *Zenoa* quella di Venezia: collegialità nel potere esecutivo, gerarchia tra le diverse colonie, a seconda della loro importanza strategica ed economica, subordinazione agli ordini dei rispetti comuni, malgrado la lentezza della loro trasmissione, che lascia un certo grado di iniziativa ai poteri locali.

Esaminiamo ora i diversi settori dell'amministrazione coloniale. Le soluzioni adottate per le finanze locali sono quasi simili. La loro gestione è affidata a magistrati specializzati, detti *massarii* a Genova e *camerarii* a Venezia, mandati oltremare dalla madrepatria, per un tempo limitato che coincide più o meno con la carica del bailo, podestà o duca. Il denaro riscosso appartiene alla metropoli che controlla l'uso dei fondi. La Camera, da parte veneziana, e la Massaria, da parte genovese, riscuotono le imposte, gestiscono i beni del Comune e tengono la contabilità della colonia. Ciò che distingue l'amministrazione finanziaria genovese dalla veneziana è l'importanza del debito pubblico. Infatti, le risorse sono spesso inferiori alle spese, così che le autorità genovesi d'oltremare sono costrette a ricorrere ai prestiti, compensati con interessi prelevati sulle entrate delle imposte. Dando in affitto la riscossione delle imposte di consumo, i *massarii* genovesi rinunciano all'incasso diretto delle entrate. Il deficit cronico, così creato, non appare nei registri della Massaria, se non con l'uso di non chiudere il conto *Comunis Ianue in Peira* o *Comunis de Caffa*, che dà il bilancio sintetico della colonia. Il paragone con l'amministrazione veneziana d'oltremare è reso impossibile dalla perdita dei registri contabili veneziani<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> BALARD 1978, I, pp. 361, 370.

<sup>15</sup> ANONIMO GENOVESE, p. 566.

<sup>16</sup> THIRIET 1959, pp. 219-235; BALARD 1978, I, pp. 392-430.

Al di fuori di questa differenza, le soluzioni adottate per aumentare le entrate non sono diverse. Nei territori che furono sotto la dominazione bizantina, i colonizzatori mantengono il sistema fiscale preesistente: l'*akrostikon* in Creta e Chio sulla terra, l'*angaria*, pagata da tutti i non Genovesi a Chio, e il *kapnikon*, pagato da ogni focolare in Creta. Altrove, le imposte dirette rendono poco o non esistono del tutto. Esse gravano infatti soltanto sugli indigeni e fruttano poco, ad eccezione dei *cotuma*, prestiti forzati imposti in tempo di guerra. La maggior parte delle entrate deriva dalle imposte indirette, i *datia* o *gabelle* sul consumo, soprattutto sul vino importato, e dai *comerchia*, che riprendono l'uso bizantino dei diritti doganali, ma con tassi decisamente inferiori: 1,33% a Pera e 0,5% *ad valorem* per il commercio tra Pera e l'Orda d'Oro<sup>17</sup>. I *comerchia* ammontano più o meno al terzo delle entrate di Pera e al quinto delle entrate di Caffa alla fine del Trecento. Il declino del traffico pontico nel Quattrocento ebbe, senza dubbio, delle conseguenze negative sui bilanci, che non si possono misurare per Pera, in ragione della mancanza delle fonti, ma che costringono le autorità di Caffa e il Banco di San Giorgio, cessionario delle colonie pontiche dopo il 1453, ad aumentare il tasso fino al 3,85%<sup>18</sup>. D'altra parte, sotto il nome di *angarie* (*corvées*), i Veneziani mantengono in Creta i servizi forzati dei contadini, secondo l'uso bizantino, che si riscontra soltanto a Chio, per la raccolta del mastice<sup>19</sup>.

Tra le risorse, i due Comuni contemplano i monopoli di Stato: il mastice a Chio e l'allume a Focea sono prodotti per l'esportazione e nessuno, sotto gravi pene, può sottrarre una parte della produzione, per suo conto. Il monopolio veneziano è ancora più pesante in Creta. L'isola è costretta a fornire ai granai dello Stato una quantità di frumento, a prezzo fisso, determinato dal Senato, senza tener conto della raccolta isolana, in modo che, in caso di carestia, Creta deve importare delle partite di grano per poter rispondere alle richieste del Senato. Si è calcolato che l'isola contribuisce ad un terzo dell'approvvigionamento di Venezia in frumento<sup>20</sup>. Il sale della Canea e di Corfù, la *vallania* di Creta sono anch'essi oggetto di un rigido monopolio. A queste entrate si potrebbero aggiungere i redditi del demanio

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 405.

<sup>18</sup> BALARD 1993, p. 229.

<sup>19</sup> Sulla raccolta del mastice, si veda BALARD 1994a, pp. 223-228.

<sup>20</sup> GALLINA 1989, pp. 127-129.

pubblico: terre, case e negozi, affittati dal Comune di Caffa ai membri delle etnie locali, case e beni dello Stato, affittati ai Greci, ma anche ai Latini di Creta per 29 anni<sup>21</sup>.

Per quel che riguarda la giustizia, il diritto vigente è solo quello della metropoli. Le autorità comunali hanno la preoccupazione di amministrare una buona giustizia, come risulta dalle istruzioni affidate agli ufficiali in partenza. Pochi registri criminali si sono conservati fino ad oggi. Essi dimostrano che i rettori coloniali esercitavano tutti i diritti, pronunciando le sentenze, con l'aiuto degli avvocati nelle colonie veneziane e dei cavalieri del podestà o del console a Pera e Caffa. Al di fuori delle multe, la gerarchia delle pene va, a seconda della gravità dei delitti, dalla flagellazione a diverse mutilazioni, fino alla pena capitale. Per le cause civili, il ricorso all'arbitrato sembra più frequente nelle colonie genovesi che nei possessi veneziani. Nelle prime il vicario del podestà o del console può sancire la sentenza degli arbitri. L'appellarsi ai tribunali della madrepatria è giuridicamente possibile, ma le autorità locali cercano di impedirlo per non perdere la faccia: tanto a Chio quanto in Creta esse dichiarano la perdita dei documenti per evitare il ricorso alla metropoli; le multe arricchiscono di più i magistrati locali che le Camere delle colonie<sup>22</sup>.

Mantenere la pace e preservare il territorio coloniale sono tra i doveri principali delle autorità d'oltremare. Venezia e Genova dispongono di mezzi adeguati, quasi simili almeno per le forze terrestri. In Creta, dopo l'insurrezione del 1363, un capitano riceve tutti i poteri militari e di polizia. Prima della sua partenza da Venezia, procede al reclutamento di mercenari: piccole compagnie di una ventina di persone, al pari delle piccole guarnigioni alle quali è affidata la difesa delle colonie genovesi. Tanto a Caffa quanto a Famagosta, il numero dei soldati non supera le due o tre centinaia, e scende a una decina nelle piccole colonie pontiche. Invece, gli abitanti, inseriti nelle 'centinaie', sono costretti ad essere vigili di notte sulle mura di Caffa, e, sotto il comando del capitano, sulle mura di Candia. Soltanto nel Quattrocento, Genova e Venezia, per far fronte alla minaccia ottomana, sono costrette al reclutamento di indigeni, in numero ridotto, nelle loro guarnigioni<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> BALARD 1978, I, p. 414-415; THIRIET 1959, p. 234.

<sup>22</sup> BALARD 1978, I, p. 435; THIRIET 1959, p. 240.

<sup>23</sup> BALARD 1988, pp. 67-78.

Ciò che distingue i due comuni è l'importanza delle forze navali. Venezia affida al Capitano del Golfo la sorveglianza delle coste e delle colonie; le sue galere accompagnano le *mude* organizzate dal Senato sulle rotte dell'Oriente. Venezia riesce dunque a mantenere, anche in tempo di pace, una flotta di Stato nei suoi mari e richiede l'armamento di galere di guardia alle sue colonie: due ogni anno per Creta, una o due nelle altre colonie in caso di guerra. Dalla fine del Trecento in poi, tutte le colonie devono procedere all'armamento di galere contro la minaccia turca. Alle autorità locali spetta dunque il mantenimento degli arsenali d'oltremare<sup>24</sup>.

A Genova, invece, la debolezza finanziaria dello Stato impedisce di armare ogni anno delle galere pubbliche. In caso di guerra, le galee mercantili si trasformano in vascelli armati, e il Comune è costretto a ricorrere alle risorse navali degli arsenali rivieraschi e all'armamento privato, a tal punto che quest'ultimo spiega lo sviluppo delle maone, a Chio, per la spedizione di Simone Vignoso nel 1346, e a Cipro per quella di Pietro Fregoso nel 1373. L'unico mezzo permanente di difesa navale è costituito dalle galere o dai brigantini di guardia, che sorvegliano l'approdo alle tre grandi colonie genovesi<sup>25</sup>. Il Comune impone ai suoi possedimenti l'armamento di galere durante le grandi guerre navali del Trecento contro Venezia, e, soprattutto in occasione di quella di Chioggia, la proporzione dei marinai indigeni cresce negli equipaggi<sup>26</sup>.

Quale impatto ha avuto questo sistema di amministrazione sulle popolazioni locali? La resistenza dei Greci di Creta alla dominazione veneziana è ben conosciuta<sup>27</sup>. L'autonomia ristretta ottenuta dai grandi proprietari greci nel 1299 non ha impedito la loro partecipazione a nuove rivolte nel Trecento, soprattutto quando le esigenze della metropoli hanno provocato l'unione tra i feudatari veneziani e la maggior parte della popolazione greca contro le autorità di Venezia (rivolta di San Tito, 1363-1364)<sup>28</sup>. Una simile situazione caratterizza la storia delle colonie genovesi: rivolta dei Greci di

---

<sup>24</sup> THIRIET 1959, pp. 243-255.

<sup>25</sup> Su questi problemi, si veda BALARD 2000, V, pp. 63-69 e i due volumi *Guerra e commercio*.

<sup>26</sup> BALARD 1981, pp. 511-534.

<sup>27</sup> BORSARI 1963, pp. 27-66; MALTEZOU 1991, pp. 22-26.

<sup>28</sup> MALTEZOU 1991, pp. 24-25.

Chio, dopo la conquista da parte di Simone Vignoso, guerra dei Tartari contro le autorità genovesi di Caffa nel 1386-1387 e ribellione dei Maonesi contro il governatore francese di Genova, nel primo decennio del Quattrocento<sup>29</sup>. E, dappertutto, uno spopolamento, una fuga degli indigeni soggetti, per evitare o il servizio navale, o una fiscalità troppo pesante, o dei monopoli che li impoveriscono. In ogni caso, le metropoli reagiscono con ritardo, ma con violenza.

C'è forse un solo campo nel quale essi applicano una politica diversa: quello religioso. Si sa come Venezia, sostenuta dal papato, abbia imposto una gerarchia cattolica in Creta, sostituendola alla gerarchia ortodossa proibita. I *pappates* sono costretti ad andare nel Peloponneso per ricevere gli ordini sacri<sup>30</sup>. A Chio, se il metropolita è stato soppresso dopo la rivolta del 1347, la gerarchia ortodossa si mantiene accanto alla latina, al servizio dei colonizzatori. Nelle colonie pontiche, gli ordini mendicanti hanno seguito i mercanti e fondato una chiesa latina locale. Ma non sembra che le autorità genovesi abbiano incoraggiato il proselitismo dei preti cattolici; una certa prudenza, una certa tolleranza caratterizzano l'atteggiamento dell'amministrazione genovese almeno nel Trecento. L'intervento delle autorità nei contrasti della Chiesa armena nel sesto decennio del Quattrocento provocò gravi disordini, di cui approfittarono i Turchi per assediare e occupare Caffa nel 1475, prima della reazione della madrepatria<sup>31</sup>.

Infatti, la grande dispersione delle colonie pone gli stessi problemi alle autorità delle due metropoli: come mantenere la coesione delle colonie? come trasmettere gli ordini e sorvegliare la loro esecuzione? La volontà di centralizzazione si scontra con le grandi distanze che separano i territori di oltremare dalla madrepatria. Navigare da Genova verso Chio o verso Pera richiede da un mese a quaranta giorni, poi due a tre ulteriori settimane per giungere a Tana o a Trebisonda. Ci vogliono dunque quasi due mesi per arrivare a Caffa. Al ritorno, il viaggio dura ancora di più, a causa dei venti contrari: pressappoco cinquanta giorni da Pera a Genova e quaranta da Chio. Un esame attento delle lettere del Senato mandate al duca di Creta<sup>32</sup>,

---

<sup>29</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 573-574; BALARD 1978, I, pp. 352-354.

<sup>30</sup> PAPADAKI.

<sup>31</sup> MALOWIST; CIPERIS; DANILOVA, pp. 189-214; CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538.

<sup>32</sup> THIRIET 1978.

con la menzione dei giorni di partenza e di arrivo, fornisce i seguenti dati: il messaggio più rapido ha impiegato 17 giorni, ma è unico; il più lento è arrivato a destinazione dopo 20 mesi. Per le 154 lettere datate, la media del percorso tra Venezia e Candia è di 57 giorni, quasi due mesi; la maggioranza delle lettere impiega tra 31 e 56 giorni. Eppure, il Senato cerca di mantenere dei legami stretti con i suoi possedimenti: tredici lettere mandate al duca di Creta nel mese di marzo 1403, sedici in luglio, diciassette in novembre, ma soltanto due in ottobre e una in maggio. Ma purtroppo, non è mai sicuro dell'arrivo dei suoi ordini. Per i due comuni i limiti della centralizzazione risultano dall'impossibilità di rispondere in tempo breve alle necessità locali d'oltremare.

L'unico modo di controllo si effettua a posteriori o con l'invio periodico di inquisitori. Le due repubbliche costringono i loro rappresentanti a rendere i conti all'uscita di carica: si spiega in tal modo la salvaguardia dei registri delle Massarie di Pera, di Caffa e di Famagosta nell'archivio genovese. A Venezia, i conti dei baili o del duca di Creta sono esaminati dagli *officiales rationum* e, su mandato dei senatori, gli avvocati del Comune possono intentare un'azione contro un ufficiale disonesto. Più importante è l'invio di *sindici* del Levante che compaiono per la prima volta a Venezia nel 1363, in occasione della rivolta cretese, e a Genova nel 1351, in occasione della guerra degli Stretti. La loro competenza è assai ampia: la verifica dei conti, la riforma della fiscalità, la presa di decisioni che si impongono al bailo, podestà o console locale. Parecchi testi risultanti di queste inchieste ci sono pervenuti<sup>33</sup>. Essi dimostrano i difetti dell'amministrazione coloniale, messi in evidenza dai testimoni che rivelano la cupidigia o gli abusi di potere. Ma i responsabili non sono tanto penalizzati: sono condannati a pagare delle multe, che portano sì profitti allo Stato, ma non ai privati danneggiati. Come pensare, infatti, che i *sindici* possano infliggere delle pene gravissime ad ufficiali che appartengono allo stesso ceto sociale, agli stessi *alberghi*, alle stesse *case vecchie* o *nuove*? Al di fuori dei casi di alto tradimento, l'amministrazione coloniale rimane indenne dalle pene per abusi di autorità.

Abbiamo sfiorato le maggiori caratteristiche dell'amministrazione genovese e veneziana d'oltremare. Se il vocabolario distingue i *regimina* veneziani dai possedimenti genovesi, la realtà quotidiana risulta quasi simile.

---

<sup>33</sup> Ad esempio, si veda FOSSATI RAITERI 1984; OTTEN-FROUX 2000a.



Ciascuna colonia è un microcosmo della madrepatria, con il suo potere esecutivo, i suoi consigli e gli ufficiali che compongono la *familia* del bailo, del duca, del podestà o del console. I problemi finanziari sono risolti nello stesso modo, con la preoccupazione che essi non gravino sugli interessi della madrepatria. La giustizia viene amministrata secondo il diritto della metropoli, ma la sua applicazione non differisce del tutto dall'una all'altra. La difesa dell'oltremare è forse più solida da parte veneziana, ma le guerre coloniali hanno dimostrato la capacità di Genova di adattarsi a situazioni belliche. Insomma, il contrasto lopeziano tra le due città non risulta come una chiave di lettura adeguata per la gestione dell'oltremare: a problemi identici di colonizzazione, le due grandi repubbliche marinare reagiscono con soluzioni molto simili.

## V - L'OLTREMARE GENOVESE



## *L'Oriente genovese di Geo Pistarino*

Cinquant'anni dopo la pubblicazione della *Storia delle colonie genovesi nel Mediterraneo* di Roberto S. Lopez<sup>1</sup>, Geo Pistarino ha iniziato a raccogliere i suoi studi sparsi in diverse riviste o atti di convegni per offrirci un panorama generale dell'espansione genovese nel medioevo. Chiamato nel 1951 dal suo Maestro, Giorgio Falco, come assistente volontario nell'Ateneo genovese, Pistarino per quasi cinquant'anni ha dedicato i suoi studi alla storia della sua città, dell'Oltremare genovese e dei suoi mercanti. La *Collana Storica di Fonti e Studi*, da lui diretta, e l'organizzazione a Genova di molti Convegni gli davano la possibilità di ampie pubblicazioni, scritte da lui o dai suoi allievi riuniti dapprima nell'Istituto di Paleografia e Storia Medievale, da lui creato e diretto, e poi nell'Istituto di Medievistica. Pistarino rispondeva anche con entusiasmo agli inviti rivoltigli di volta in volta da colleghi italiani e stranieri di illustrare i risultati delle sue più recenti ricerche sul Medioevo genovese, ma doveva sistematicamente sintetizzare le sue relazioni in base al tempo imposto dagli organizzatori di questi incontri. Poi, nei mesi successivi, riprendeva il testo delle sue relazioni per svilupparlo, così che per tanti dei suoi studi si conservano due versioni, una più breve, per gli «Atti» dei Convegni ai quali aveva partecipato, e una più lunga, arricchita da tanti dettagli ed esempi per illustrare più ampiamente il tema in oggetto.

Con riferimento al Mediterraneo orientale, quattro sono le opere da ricordare: *I Gin dell'Oltremare*<sup>2</sup>, *Genovesi d'Oriente*<sup>3</sup>, *I signori del mare*<sup>4</sup> e, ultima, nella «Nuova Raccolta Colombiana», *Chio dei Genovesi, nel tempo di Cristoforo Colombo*<sup>5</sup>, alle quali si deve aggiungere un saggio pubblicato in

---

\* Pubblicato in «Memorie della Accademia Lunigianese di Scienze 'Giovanni Capellini'», LXXIX (2009) [2011], pp. 37-45.

<sup>1</sup> LOPEZ 1938.

<sup>2</sup> PISTARINO 1988.

<sup>3</sup> PISTARINO 1990.

<sup>4</sup> PISTARINO 1992.

<sup>5</sup> PISTARINO 1995.

un altro volume «Genova medievale tra Oriente e Occidente»<sup>6</sup>. Una messe ricchissima di informazioni e di fonti inedite, in cui il Mar Nero, Pera e Chio risultano maggiormente studiati rispetto alla storia di Cipro o della Terrasanta. Tralasciando la storia delle colonie pontiche, alle quali dedica il suo intervento Sergei Karpov, mi occuperò soltanto degli studi sul Mediterraneo orientale, sul Mar Egeo e su Pera-Galata, benché si tratti di studi strettamente correlati.

Per capire la storia del territorio che Pistarino definisce il Commonwealth genovese, bisogna spiegare il suo concetto della Genova medievale. Partendo dal contrasto lopeziano, spesso richiamato, tra la Superba e Venezia<sup>7</sup>, Pistarino non insiste sulla strutturale debolezza del potere politico a Genova, che molti considerano un ostacolo allo sviluppo della città, ma definisce lo Stato genovese «una società in nome collettivo», «una consociazione mercantile più che Stato vero e proprio», cioè un sistema basato sulla mobilità del capitale a livello internazionale, sulla ricerca dei massimi profitti nello sfruttamento dei traffici marittimi, sulla convivenza del pubblico e del privato nelle imprese oltremare. Vale a dire che, se i mutamenti e le scosse politiche si succedono spesso nella storia interna della città, essi hanno poca influenza sul sistema economico del Comune, condizionato dall'espansionismo oltremarino tanto ad Oriente quanto ad Occidente. I diversi clans familiari, opposti l'uno all'altro per il dominio della città, convergono nella difesa degli interessi economici genovesi in Oltremare e della talassocrazia ivi creata.

Al contrario di Lopez, il quale aveva avanzato una proposta sulle origini del capitale che aveva permesso ai Genovesi di affermarsi come «signori del mare» a partire dalla prima crociata, Pistarino non si sofferma sui tempi oscuri del decimo e dell'undicesimo secolo: le prime relazioni con l'Egitto dopo la conquista fatimide, le leggende accennate da Caffaro sui primi viaggi dei Genovesi in Terrasanta e le prime imprese contro i Saraceni nel Mediterraneo occidentale sono appena evocate. Invece, per descrivere «il miraggio della Terrasanta», Pistarino parte dal racconto di Caffaro e dei suoi successori, i quali, al di fuori delle imprese della prima crociata, si interessano poco delle vicende dell'Oriente. Nell'ambito delle relazioni di Genova col regno crociato di Gerusalemme si possono individuare tre periodi. L'analisi degli

---

<sup>6</sup> PISTARINO 1993, pp. 69-104.

<sup>7</sup> LOPEZ 1970, pp. 43-51, ristampato in LOPEZ 1975a, pp. 35-42.

investimenti commerciali, sulla base degli atti del notaio Giovanni scriba (1154-1164) e dei privilegi concessi dai re e dai signori della Terrasanta dimostra un « continuo progresso patrimoniale – in beni ed in diritti – per i Genovesi », benché essi traggano maggiori profitti dai privilegi medesimi in tempo di guerra più che in tempo di pace<sup>8</sup>.

Dopo la caduta di Gerusalemme in potere di Saladino, gli investimenti si mantengono costanti, fatta eccezione per il periodo della terza crociata, ma riprendono a salire subito dopo, come risulta dall'esame attento degli atti notarili della fine del dodicesimo secolo e dell'inizio del Duecento. I diplomi ottenuti per Acri, Tiro od Antiochia contengono precisazioni molto puntuali con riferimento ai privilegi di natura commerciale, territoriale e giurisdizionale. Pistarino segue poi le relazioni di Genova con gli Stati franchi di Siria-Palestina durante il tredicesimo secolo: la non partecipazione genovese alla quarta crociata, i conflitti in Acri tra Pisani e Veneziani da un lato e Genovesi dell'altro, che culminano nella guerra di San Saba, il ripiegamento degli interessi genovesi su Tiro, il dissidio tra il Comune e Benedetto Zaccaria a proposito del comune di Tripoli e, infine, il trattato con il sultano un anno prima della caduta di Acri. Le conclusioni sono molto rilevanti: Genova ha sperimentato in Terrasanta le forme del governo coloniale, diretto o indiretto, tramite le concessioni agli Embriaci; forme che saranno applicate in altre zone dell'Oltremare, a Pera e soprattutto a Caffa. Il Comune ha avuto un ruolo positivo come intermediario tra l'Occidente e il mondo musulmano, ruolo che sarà mantenuto negli due ultimi secoli del medioevo. D'altra parte un certo numero di Liguri ha avuto un posto di rilievo alla corte dei re di Gerusalemme e dei principi franchi, ma la cronachistica genovese è rimasta estranea agli eventi del Vicino Oriente, senza la minima percezione storica della sorte degli Stati franchi di Terrasanta. Purtroppo, Pistarino non ha avuto il tempo di occuparsi dello sviluppo commerciale dei Genovesi in Siria-Palestina nei secoli XIV-XV: un tema studiato nello stesso tempo da Eliyahu Ashtor, che ha messo in evidenza gli investimenti genovesi in Egitto e in Siria, paragonandoli con quelli dei Veneziani e delle altre nazioni occidentali<sup>9</sup>.

Pistarino ha dedicato parecchi studi alla colonia genovese di Pera, pilastro principale della rete commerciale di Genova, al punto di passaggio tra le

---

<sup>8</sup> *Miraggio di Terrasanta*, in PISTARINO 1990, pp. 7-94.

<sup>9</sup> ASHTOR 1983a.

zone pontica e mediterranea. Una prima relazione si è interessata delle fonti riguardanti la « Romania »: pochi sono i riferimenti nella cronaca ufficiale, da Caffaro a Iacopo Doria; molti, invece, nei cartolari notarili, di cui vengono esaminate le varie edizioni, che egli ha completato con l'edizione di parecchi atti inediti redatti a Trebisonda e a Samastri; l'Autore delinea anche il profilo della storiografia sulla « Romania » genovese dall'Ottocento ai giorni nostri, con ricca bibliografia<sup>10</sup>.

Il grande slancio genovese della seconda metà del Duecento viene studiato dapprima con l'evocazione degli investimenti genovesi sulla base degli atti notarili, che dimostrano una flessione in direzione della Siria dopo il 1261 a causa delle invasioni mongole in Terrasanta e della politica aggressiva dei Mamelucchi. Ciò spiega la rivincita genovese dopo la guerra di San Saba ad Acri: con l'alleanza con Michele VIII Paleologo e la riconquista di Costantinopoli da parte dei Greci di Nicea inizia una seconda fase dell'espansione genovese nel Levante, con l'apertura del Mar Nero, la creazione di una rete di « comptoirs » nelle regioni pontiche, l'acquisto da parte di Benedetto Zaccaria delle ricche allumiere di Focea e poi di Chio, le difficili relazioni con Andronico II e con il suo successore e, finalmente, con la cooperazione tra pubblico e privato, l'impresa di Simone Vignoso che restaura la sovranità del Comune su Chio e le due Focee<sup>11</sup>.

Questa progressione territoriale e commerciale viene ostacolata dalle rivalità veneziane e catalane. Appoggiandosi sul racconto di Ramon Muntaner, Pistarino dedica uno studio all'atteggiamento degli Almogàveri di Roger de Flor nei confronti dell'impero bizantino e dei Genovesi. Il suo saggio sottolinea la profonda avversione dello scrittore catalano per i Genovesi, che rimangono fedeli all'imperatore e capiscono bene quale pericolo la Compagnia catalana rappresenti per i loro interessi e per l'avvenire dell'impero. Pistarino descrive l'amministrazione della Compagnia e l'organizzazione della sua base a Gallipoli, rivelando così la complessa struttura di una truppa di ventura che finirà per stabilirsi dopo il 1311 nel ducato di Atene<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> *La « Romania » e il « Mare Maius » nelle fonti medievali genovesi*, in PISTARINO 1988, pp. 7-84.

<sup>11</sup> *Dal declino sul mare di Levante tra Cristiani ed Islamici alla conquista del Mar Nero*, in PISTARINO 1990, pp. 95-142.

<sup>12</sup> *L'impero greco tra Genovesi ed Almogàveri*, in PISTARINO 1992, pp. 155-206.

Ma ciò che interessa di più Pistarino sono lo sviluppo della colonia stessa e il suo tramonto. Insistendo sull'asse fondamentale della rete commerciale genovese, egli mette a confronto Pera e Caffa, il loro statuto giuridico, il loro sviluppo topografico e territoriale, il loro ruolo militare, la loro popolazione, composta di grandi clans familiari ma anche di artigiani e di gente povera<sup>13</sup>. La caduta di Costantinopoli nel 1453 è un colpo duro per la colonia genovese del Corno d'Oro. Basandosi sulla pubblicazione dei racconti dell'assedio pubblicati da Agostino Pertusi<sup>14</sup>, Pistarino analizza i momenti più drammatici dell'assalto, l'atteggiamento del famoso capitano Giovanni Giustiniani Longo, ultimo difensore della capitale bizantina, la sorte dei profughi che trovano riparo a Chio e poi il firmano del 1° giugno 1453, confermato dal podestà di Pera, ma non accettato sul momento dal Comune, dove la notizia della caduta di Costantinopoli non arriva prima del 6 luglio. Grazie alla recente edizione degli atti notarili rogati in Pera<sup>15</sup>, Pistarino può ricostruire le conseguenze dell'assedio turco e della resa della colonia sulla popolazione di Pera, distinguendo fra coloro che sono fuggiti, soprattutto a Chio, e coloro che sono rimasti, sottomessi all'autorità ottomana, con conseguenze anche sul giro degli affari, sulla continuità del movimento commerciale tra Chio e Caffa. Ma Pera si « turchizza », soprattutto dopo la caduta di Caffa nel 1475, e viene assimilata nella grande Istanbul, capitale di un impero in espansione. L'aspetto più originale della ricerca è rappresentato dall'illustrazione della permanenza genovese negli ultimi decenni del Quattrocento e nei primi del Cinquecento e dall'evocazione dei ricordi e delle leggende riguardanti i Genovesi in Oriente<sup>16</sup>.

Il Mar Egeo non viene trascurato nelle ricerche di Geo Pistarino. Il suo ultimo libro, stampato nella « Nuova Raccolta Colombiana » per ricordare il passaggio nell'isola di Cristoforo Colombo, è dedicato alla storia di Chio sotto la dominazione genovese nel corso di più di due secoli e mezzo. Il libro riprende parecchi studi pubblicati precedentemente in diverse riviste. Pistarino segue il filo cronologico delle relazioni tra Genova e Chio, dalla

---

<sup>13</sup> *Due secoli tra Pera e Caffa*, in PISTARINO 1988, pp. 199-228.

<sup>14</sup> PERTUSI 1976; PERTUSI 1983.

<sup>15</sup> ROCCATAGLIATA 1982a, I.

<sup>16</sup> *I Genovesi in Pera-Galata turca*, in PISTARINO 1988, pp. 409-456 e *La caduta di Costantinopoli: da Pera genovese a Galata turca*, in PISTARINO 1990, pp. 281-382, che riprende in gran parte lo studio precedente, non senza qualche ripetizione.



concessione imperiale dell'isola a Benedetto Zaccaria alla caduta sotto il dominio turco nel 1566. L'analisi delle diverse convenzioni tra il Comune e la Maona dei Giustiniani pone diverse domande: perché, se non per l'insufficienza finanziaria cronica della Repubblica, l'isola è rimasta durante due secoli proprietà e base delle risorse di un gruppo di privati? Perché la rivolta del 1408, se non per creare una signoria autonoma ed eliminare i versamenti dovuti al Comune? Soprattutto, richiedeva di essere chiarito il mantenimento del dominio genovese per più di cento anni dopo la caduta di Costantinopoli. L'isola di Chio è stata considerata un ponte, una cerniera tra l'Occidente cristiano e il mondo turco, che aveva bisogno di legami commerciali con le potenze occidentali. Quando l'isola passa, con Genova, dopo il 1528, nella sfera d'influenza spagnola, principale protagonista nel Cinquecento della lotta dell'Occidente cristiano contro gli Ottomani, quando i Maonesi sono accusati di praticare lo spionaggio per aiutare l'ordine di Malta, la Sublime Porta sceglie di eliminare quel punto avanzato dell'Occidente<sup>17</sup>.

I Maonesi hanno potuto resistere alla pressione ottomana e al peso del tributo imposto dalla Porta grazie alle loro risorse: non tanto l'allume di Focea, che sparisce dai circuiti commerciali dopo la conquista delle allumiere da parte dei Turchi nel 1455, ma soprattutto il mastice, la resina del lentisco, che costituisce nel Quattrocento la metà dei redditi dei Giustiniani. I racconti dei viaggiatori, che hanno tutti messo in risalto la produzione della resina, non concordano sull'epoca e le modalità della raccolta. Pistarino ha potuto determinare, grazie alle equivalenze metrologiche, il peso del « cuffino » di mastice, equivalente a 46,182 kg., la produzione limitata per mantenere i prezzi (attorno a 350 quintali alla fine del Trecento) e le quote per le diverse zone di vendita – Occidente, Mediterraneo orientale, « Romania » e Mar Nero –. È certo che l'alta qualità e il prezzo di questo prodotto monopolizzato dalla Maona abbiano spinto Cristoforo Colombo alla ricerca del lentisco nelle isole da lui scoperte<sup>18</sup>.

Non limitandosi alla storia politica e alla produzione del mastice, Pistarino esamina la topografia della città di Chio e ci fa viaggiare attraverso le campagne dell'isola, l'amena e verdeggiante Kampos e i borghi popolati

---

<sup>17</sup> *Duecentocinquanta'anni dei Genovesi a Chio*, in PISTARINO 1990, pp. 243-280 e il primo capitolo *Profilo storico della presenza genovese in Chio*, in PISTARINO 1990, pp. 7-78.

<sup>18</sup> *Terra del mastice*, in PISTARINO 1992, studio ampliato nel settimo capitolo dell'opera PISTARINO 1995, pp. 463-507.

della costa occidentale. Infatti, la vita dell'isola, come quella della vicina Lesbo, è totalmente rivolta verso la costa anatolica, e non verso l'Egeo, come se il mare costituisse un pericolo per gli isolani. Il testo delle convenzioni definisce la struttura della Maona, le norme del suo governo e dell'amministrazione, l'organizzazione economica alla quale partecipa un ceto ristretto di Greci e di Ebrei, la giurisdizione e il sistema fiscale, secondo il quale i Genovesi e coloro che usufruiscono della cittadinanza genovese godono di vaste esenzioni, mentre i Greci ed i forestieri sopportano un maggiore onere. Questa separazione tra Genovesi e indigeni è rivolta a favorire l'immigrazione latina ed a creare «vincoli e rapporti economici inscindibili entro il grande quadro del Commonwealth genovese nel Vicino Oriente»<sup>19</sup>.

La pubblicazione degli atti notarili rogati nell'isola<sup>20</sup> aiuta a chiarire chi sono gli abitanti di Pera che al momento della caduta di Costantinopoli hanno trovato riparo a Chio: una grande varietà di mercanti, tra cui i membri delle grandi famiglie della metropoli, un uomo d'affari di alto livello, Francesco Draperio, amico del sultano e fondatore di un'associazione per il commercio dell'allume, ed anche pirati che fanno carriera in tutto il Mediterraneo, ad esempio Giuliano Gattilusio, membro della famiglia signorile di Lesbo. Chio nel 1453 accoglie dunque molti profughi da Costantinopoli, di cui si conoscono il patrimonio e le relazioni commerciali. L'isola «afferma la sua posizione e funzione di epicentro del Levante», ponte verso l'Anatolia e pilastro di rapporti mantenuti con Pera ottomana e con Caffa in area tartara, almeno prima del 1475. Pistarino analizza il tramonto genovese in Oriente durante gli ultimi decenni del Quattrocento e la vita chiota al tempo della visita di Cristoforo Colombo attorno agli anni 1470-1475. Un altro capitolo è dedicato all'ultimo secolo di Chio genovese, con le riforme introdotte dal podestà Leonardo Marruffo nel 1487 per l'amministrazione dell'isola e il suo sistema monetario, riforme applicate fino alla resa dell'isola nel 1566<sup>21</sup>.

Nel Mar Egeo si trova un altro dominio, certo indiretto, di Genova: quello della Lesbo dei Gattilusio. Pistarino le dedica un piccolo studio, ba-

---

<sup>19</sup> *Una Maona per Chio e Il sistema fiscale: strumento di governo*, in PISTARINO 1995, pp. 79-145 e 147-184.

<sup>20</sup> ROCCATAGLIATA 1982b.

<sup>21</sup> *Caduta di Costantinopoli e resa di Pera; Tramonto in Oriente: la perdita delle Focee, la caduta di Lesbo, la resa di Famagosta, il dramma di Caffa; Da Chio greco-genovese a Chio genovese-turca: il segno del podestà*, in PISTARINO 1995, pp. 185-287, 289-401 e 509-569.

sato sui sessanta documenti notarili rogati nell'isola tra il 1454 e il 1460<sup>22</sup> e sulla corrispondenza tra il Comune ed i Gattilusio. Siamo in un momento di grande difficoltà per la loro signoria, estesa ad altre isole egee e ad Enos: crisi interna per l'omicidio di Domenico Gattilusio nel 1458, sviluppo della pirateria, pressione ottomana che costringe il governo locale ad indirizzarsi a Genova per l'invio di armi e di soldati, versamento di un tributo alla Porta che organizza nel 1462 una spedizione per la conquista dell'isola. La popolazione viene deportata e poco rimane del secolo di dominio dei Gattilusio nell'Egeo<sup>23</sup>.

L'ultima colonia alla quale Pistarino si è interessato è quella di Famagosta. Benché la documentazione sia molto ricca nell'Archivio di Stato di Genova, la relazione dell'Autore rimane un po' arretrata nei riguardi degli studi pubblicati sulla storia cipriota negli ultimi decenni. Essa inizia con la descrizione delle relazioni tra Genova e il regno dei Lusignano, dal trattato del 1232 fino all'occupazione genovese di Famagosta nel 1373. Le fonti sono descritte ed anche il piano previsto della loro pubblicazione, oggi in gran parte realizzata, fatta eccezione per gli atti del notaio Antonio Foglietta (1445-1458), che dovrebbero completare quelli dell'inizio del Trecento. Si aggiungono note relative a un viaggio nell'isola nel 1982<sup>24</sup>.

L'interesse di Pistarino per il Mediterraneo orientale non si esaurisce con gli studi sopra citati. Durante le sue ricerche ha voluto anche studiare i problemi generali della colonizzazione ligure, le strutture istituzionali del Commonwealth genovese con la separazione tra pubblico e privato, con la formazione di un corpo amministrativo di notai, scribi, interpreti ed ambasciatori, con la creazione a Genova di commissioni specializzate per gli affari dell'Oltremare<sup>25</sup>; lo studio della congiuntura economica, delle innovazioni tecniche che hanno accompagnato l'espansione commerciale, la « forma mentis » di tutti quelli che sono stati all'avanguardia della conquista del mondo – i precursori di Marco Polo, i Vivaldi, Benedetto Zaccaria –, l'invenzione dei manuali di mercatura che danno una ricca messe di informazioni sui pesi,

---

<sup>22</sup> ROCCATAGLIATA 1982a, II.

<sup>23</sup> *I Gattilusio di Lesbo e d'Enos, signori dell'Egeo*, in PISTARINO 1990, pp. 383-420. Su Lesbo, si veda MAZARAKIS.

<sup>24</sup> *Maona e mercanti genovesi in Cipro*, in PISTARINO 1990, pp. 421-476.

<sup>25</sup> *Riflessi d'Oltremare nelle istituzioni medievali genovesi*, in PISTARINO 1992, pp. 9-40.

le misure, le direzioni del traffico, le merci scambiate<sup>26</sup>; gli attori dell'espansione, mercanti soprattutto ma anche diplomatici, uomini di guerra e di ventura, giuristi, cancellieri e notai, corsari e pirati, eroi come l'ultimo difensore di Costantinopoli, Giovanni Giustiniani Longo, al quale Pistarino dedica uno studio basato sui racconti dell'assedio della capitale bizantina<sup>27</sup>.

Rimane un problema fondamentale, che non è sfuggito all'attenzione di Geo Pistarino: come si è realizzata alla fine del Quattrocento la « conversione » ad Occidente dei Genovesi, una conversione che ha salvato l'economia della città e ha trasformato i mercanti nei banchieri dell'Europa? Certo, la Repubblica ha cercato di resistere in Oriente, affidando al Banco di San Giorgio la cura delle sue colonie pontiche e di Cipro. Ma ha rapidamente capito che la disgregazione della sua dominazione in Oriente non poteva essere compensata se non con l'affermazione delle posizioni genovesi in Occidente. Già almeno dal Duecento, forti comunità genovesi si sono insediate nelle città della Castiglia: Siviglia, Denia, Murcia, Cordoba, Cadice, Granada e Malaga, senza parlare del Portogallo, dove i Pessagno ed i Lomellini sono presenti. Pistarino segue dunque lo spostamento degli investimenti genovesi e dei trattati politico-commerciali verso l'Occidente e spiega l'aiuto ricevuto da Colombo presso i suoi concittadini per la sua audace impresa oltre l'Oceano. D'altra parte, un certo numero di clans familiari mantengono rilevanti relazioni commerciali tanto in Oriente quanto in Occidente, in una complementarietà che è stata sempre una meta del Comune<sup>28</sup>.

Si può quindi giudicare quanto sia stata ampia l'opera di Geo Pistarino. Nelle sue ricerche ha cercato di illustrare tutte le zone d'espansione dei Genovesi nel Mediterraneo orientale, di ricostruire i loro giri d'affari e le biografie dei più illustri tra politici, marinai, soldati e mercanti. Sempre alla base dei suoi scritti, è fondamentale l'analisi precisa di documenti editi o inediti, che mettono in luce l'ampiezza delle relazioni commerciali dei Genovesi e l'estensione della loro rete dall'Inghilterra e dalle Fiandre al Vicino Oriente e alla Cina. In questo modo ha rinnovato l'opera del Lopeç, che non si inte-

---

<sup>26</sup> *Economia e società nel Mediterraneo genovese nel tempo degli orizzonti aperti*, in PISTARINO 1992, pp. 97-154.

<sup>27</sup> *Il grifo ed il biscione in terra d'Oltremare e I Signori del potere: mercanti e diplomatici, uomini di guerra e di ventura nel Medioevo genovese*, in PISTARINO 1992, pp. 245-300 e 301-376.

<sup>28</sup> *Dall'Oriente all'Occidente nel tramonto del Medioevo*, in PISTARINO 1992, pp. 377-464, e *Genova medievale tra Oriente e Occidente*, in PISTARINO 1993, pp. 69-104.

ressava della vita quotidiana di ciascuna delle colonie. L'unico rammarico che si potrebbe manifestare, dopo una lunga lettura dei suoi saggi, è che Geo Pistarino non abbia avuto il tempo di tentare una sintesi della storia dell'Oltremare genovese, per la quale avrebbe avuto sotto mano tutta la documentazione disponibile e la capacità di uno stile vivace e forbito.

## *The Black Sea in the international Trade of the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> Centuries*

«The Black Sea, focal point of international trade» was the title used by the great Rumanian historian, George Bratianu, for one of the chapter of his posthumous book published in 1969<sup>1</sup>. It invites us to investigate the role played by the Pontic regions in the vast network of international trade woven by Italian merchants from the thirteenth century onwards<sup>2</sup>. First question: in what conditions were they able to penetrate into the Black Sea and to assure their almost total domination of trade, not only to and from the Mediterranean, but also in the Pontic hinterland? Clearly the relations between the Italian maritime republics, particularly Genoa and Venice, and the Mongol khanates played a part in the merchants' control over the resources of the countries bordering the Black Sea, and beyond that, over the goods which arrived via the great intercontinental trade routes. Second question: between the first steps in the creation of Italian trading stations on the shores of the Black Sea and their conquest by the Ottomans at the end of the fifteenth century, conditions of trade had changed considerably. The Mongol khanates were shaken by xenophobic revolts which also attacked the Italians settled there. The rivalry between maritime and overland routes, which terminated at Alexandria, had a profound effect on the «Mongol silk and spice roads»<sup>3</sup>. Finally, after the establishment of the Ming dynasty, China closed all relations with the West, and thus ended a trade which had proved itself particularly fruitful from Marco Polo to the 1350s. The question, therefore, is to what extent had the Black Sea retained its position in international trade at the end of the fourteenth and the beginning of the fifteenth century? The political circumstances of the coastal

---

\* Pubblicato in *Maritimes Mittelalter. Meere als Kommunikationsräume*, a cura di M. BORGOLTE - N. JASPERT, Memmingen 2016 (Vorträge und Forschungen, LXXXIII), pp. 181-194.

<sup>1</sup> BRATIANU 1969, pp. 225-249.

<sup>2</sup> LOPEZ 1977, pp. 13-33; BALARD 1983b, pp. 31-54, and now in BALARD 1989, n. V.

<sup>3</sup> BAUTIER 1970, pp. 263-331; LOPEZ 1975a, pp. 83-186; BALARD 1978, II, pp.858-862.

regions imposed an economic redeployment with numerous consequences, which have to be taken into account.

These century-long changes are explained by the historical geography of the countries concerned, as Dimitri Obolensky emphasized several decades ago<sup>4</sup>. Throughout the Middle Ages, the Black Sea constituted a frontier zone between the world of pastoral nomads, trying to reach its shores, and the sedentary empires, situated further south, which wanted to create colonies on the Pontic coastland. The confrontation of these two civilizations imposes a rhythm on the history of the Inland Sea. If the nomads advance below the Danube or the Crimean Mountains, the Byzantine Empire seems immediately weakened and its food supply threatened. If on the other hand, Byzantium implants colonies on the northern shores of the sea, this pushes back the steppe peoples, assures Byzantine domination on the entire Pontos, while maintaining the indispensable feature of commercial relations with the nomads.

A second factor is of great importance: the fate of the Straits. The Pontic regions could only acquire a major role in the international economy if the passage of the Straits – Bosphoros and Dardanelles – was freely open to merchandise from all places, and could permit the dual movement agricultural produce, animal and steppe goods to the Mediterranean, and Mediterranean manufactured goods to the Pontic regions. If the Straits are closed by the power which controls them, then the Black Sea reverts to a secondary status, its commerce declines and its merchants disappear. In order for it to become fully integrated into the world economy, three conditions must be met: first, the presence in southern Russia of stable societies which appreciate the advantages of trade; second, the establishment in Crimea of communities specialized in commercial activities and in regular contact with Balkan and Mediterranean societies; and third, the ability of the coastal populations of the Mediterranean to absorb the surplus of steppe products and to provide the steppe peoples with their own manufactured goods by the control of the major trade routes.

Before the Fourth Crusade, the Black Sea had no international economic importance<sup>5</sup>. The principal routes between Asia and the Mediterranean

---

<sup>4</sup> OBOLENSKY 1971.

<sup>5</sup> NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 15-51; MARTIN 1993, pp. 227-248; KARPOV 2000a; KARPOV 2000b.

passed through Baghdad or through the Red Sea, and ended at the ports of Egypt and of the Near East<sup>6</sup>. The Pontic regions, under fairly loose Byzantine control, did no more than provide Constantinople with agricultural produce, grain, fish and salt. The Straits were closed to western ships. The chrysobulls issued by emperors for Venice and Genoa in the XII<sup>th</sup> century did not authorize entrance to the Black Sea, which remained an internal Byzantine lake<sup>7</sup>. No Venetian or Genoese notarial contract names the Black Sea as the target of a commercial expedition. Everything would change with the Fourth Crusade which made the Venetians masters of the Latin Empire, Constantinople and the Straits, while the Byzantine Empire was dismembered<sup>8</sup>. The imperial capital, even with a reduced population, still needed the resources of the Pontic lands for its food supply. Under Latin domination therefore, the continuation of commercial links established prior to 1204 would be expected<sup>9</sup>.

But according to the documentary evidence in the Venetian archives, the penetration of Venetian merchants into the Black Sea seems very modest, judging by the surviving commercial contracts. From the 25 drawn up in Constantinople before 1250, only three make reference to the Black Sea<sup>10</sup>. The investments they mention relate to modest sums: 100, 25 and 1.6 hyperpera, which seem to indicate a very limited activity. The merchants concerned use ships of small tonnage, a *sandalum*, for example, and collaborate with foreign traders. That does not indicate a special effort by the Venetians to establish a monopoly of trade with Pontic regions. In 1206 Zaccharia Stagnario, member of a merchant family well known in Venice, makes a contract with a merchant from Ancona to trade at Soldaïa on the Crimean Riviera with a capital of 100 hyperpera. But in 1260 the Polo brothers leave Soldaïa on their long journey to China, because (as Marco wrote): «there was no hope for their trade in that city»<sup>11</sup>. We must add that the *Partitio Romaniae* of 1204 quotes only five coastal towns in the Black

---

<sup>6</sup> BAUTIER 1970, pp. 263-331; MANSOURI, pp. 89-102 et 107-111.

<sup>7</sup> LILIE.

<sup>8</sup> PHILLIPS; *Urbs capta*; *Quarta Crociata*; PIATTI; MADDEN.

<sup>9</sup> JACOBY 2005a, pp. 195-214.

<sup>10</sup> LOMBARDO 1940; LOMBARDO 1953.

<sup>11</sup> MARCO POLO 1955, p. 3 MARCO POLO 2001, p. 119.



Sea, all of them attributed to the Latin emperor and not to Venice. All these indices prove that in the first half of the XIII<sup>th</sup> century, the Pontic regions offered western merchants very little hope of profit, and the Venetians did not really try to obtain a monopoly of the exploitation of Black Sea trade.

However, in a recent study, David Jacoby tried to demonstrate that the economy of Latin Constantinople remained flourishing, even if the finances of the Latin emperor were weak, and that Venetian merchants profited directly from the opening of the Black Sea<sup>12</sup>. Constantinople found itself at the intersection of two commercial networks: one, in the hands of the Venetians, linked Constantinople with the West, the other was controlled by the Greeks and the Seljuks, who both made treaties with Venice. In 1219 the Greeks accorded the Venetians exemptions from taxes in the Nicaean Empire, and in 1207, 1214 and 1220, Venice signed treaties with the Seljuks. The Venetians in Constantinople thus became the intermediaries between two networks without having themselves the obligation of penetrating into the Black Sea. This avoided a dispersion of their forces in a time when they had to set up their domination over the Aegean and Morean territories granted to them by the *Partitio Romaniae* of 1204. The surviving notarial contracts in no way reflect the volume, nature and level of merchant activity in the Black Sea.

The explanation is ingenious, but the examples chosen mainly concern the period after 1250. Now, at that moment, the Mongol conquest, which had been consolidated along the northern coasts of the Black Sea, opens new opportunities for Italian merchants and greatly expands the field of their commercial operations. As Bratianu emphasized, the meeting of Italian traders and the Mongols is a capital event in the thirteenth century<sup>13</sup>. It inaugurates direct trade and maritime links between the Black Sea and the Mediterranean, and leads to the integration of these two previously distinct networks. The *pax Mongolica* protects the movement of goods in the world of the steppe, and allows Italian merchants to establish their trading stations on the shores of the Black Sea and at the terminus of the two silk and spice routes on the interior Sea.

---

<sup>12</sup> JACOBY 2005a.

<sup>13</sup> BRATIANU 1969, pp. 204-224.

The years 1250 to 1265 witness this complete transformation. As early as 1246 a letter of Pope Innocent IV condemns Venetian, Genoese and Pisan traders who devote themselves to the trade in Greek, Bulgar and Ruthenian slaves, transported from the region of Constantinople to the Latin Kingdom of Jerusalem to be sold to the Saracens<sup>14</sup>. This is the beginning of the Pontic slave trade, which will develop in the XIVth century with the arrival of Tartar slaves in eastern and western markets. The following year in Kiev John of Plan Carpini, one of the first missionaries sent by the papacy to find out who the Mongols are, meets Constantinopolitan merchants who are going to Russia: a Genoese, a Venetian and an inhabitant of Acre of Pisan origin<sup>15</sup>. They can only have come to Kiev via the Black Sea. In 1253 the Venetians set up a small trading base at Soldaia, where William of Rubruck arrives on a Venetian ship on his exploration of Mongol territory by Saint Louis' order<sup>16</sup>. Four years later a Venetian fleet of a dozen ships occupies the port of Mesembria on the Bulgaria coast and removes the body of Saint Theodore, which was transferred to the church of San Salvatore in Venice. And it is well known that the Byzantine Caesar, Alexios Strategopoulos, was able to take advantage of the departure of the Venetian fleet for the little island of Daphnousa to recapture Constantinople, left without defences<sup>17</sup>. It is clear that during the years that precede the turning point of 1261, the Venetians had acquired a certain familiarity with Pontic countries.

These voyages predict the level that will be assumed by relations between the Mediterranean and the Black Sea in the 1260s. Two significant developments intervene. In 1258 the Mongols capture Baghdad and destroy it. The trade in oriental products which used to go through Iraq is diverted towards the Black Sea, resulting in a change to the major intercontinental trade routes. The division of Mongol territories into two rival khanates, the Il-khans in Persia and the Golden Horde, both equally open to western merchants, stimulates competition which gets worse after 1260<sup>18</sup>. The other major event is the complete opening of the Black Sea to western merchants.

---

<sup>14</sup> BERGER, I, p. 316, n. 2122.

<sup>15</sup> PLAN CARPIN, p. 132.

<sup>16</sup> NYSTAZOPOULOU 1965, p. 19.

<sup>17</sup> GEANAKOPOLOS, pp. 97-99.

<sup>18</sup> SPÜLER.

The treaty of Nymphaion (March 1261) authorizes the Genoese to develop their trade there without hindrance, on the condition of giving free rein to Pisan activities<sup>19</sup>. It is certainly at that time that the latter established Porto Pisano in the Sea of Tana, a little trading station sadly lacking in documentary evidence. In 1268 the Venetians in their turn are authorized by Michael VIII to trade in the Black Sea.

The meeting of Italian merchants and the Mongols presumes two conditions: the existence of easily practicable, grand intercontinental itineraries, and the establishment of western trading posts at their termini, posts which serve as *entrepôts* and intermediaries between the Mediterranean and Asian networks. The *pax Mongolica* guarantees the security of merchants along the two major routes which lead from the Black Sea to the heart of Asia<sup>20</sup>. One leaves Trebizond, goes by the mountain pass of Zigana, the valley of Harsit, Bayburt and then crosses the Kop Dag to Erzerum, Tabriz, capital of the Il-khans of Persia, and continues south of the Caspian Sea to Samarcand and Almaliq, finally to reach Khanbalig (Peking). The other is the famous route to Cathay described by Pegolotti: it leaves Tana, at the delta of the Don, goes through Saraï, then Astrakhan on the Volga, across the northern edge of the Caspian to Almaliq, centre of the Mongol khanate of Turkestan, where it joins on to the first route and diverge either towards Karakorum or Khanbalig. According to Pegolotti, it took a total of nine and a half months to traverse desert and steppe, the high plateaus of Pamir and the burning stretches of the Gobi desert<sup>21</sup>.

Not many Italian merchants venture on these long itineraries, although Marco Polo had some imitators, known thanks to some notarial documents. Most of them stop at the first stage of these routes especially in the Pontic staging posts, which the two great maritime republics have either created or obtained by negotiation with local powers, at the end of the thirteenth century<sup>22</sup>. These are Caffa on the Crimean shore, granted to the Genoese by the khan of the Golden Horde between 1270 and 1275; Vicina and later Kilia and Licostomo, at the mouth of the Danube, Tana, major trade centre for the Genoese from 1289/90 and for the Venetians officially from 1332;

---

<sup>19</sup> GEANAKOPILOS, pp. 87-91; BALARD 1978, I, pp. 44-45.

<sup>20</sup> LEMERCIER-QUELQUEJAY.

<sup>21</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 21-23.

<sup>22</sup> THIRIET 1959; BALARD 1978, I, pp. 30-162; KARPOV 1986.

and Trebizond, frequented by Genoese merchants from the 1280s and later the seat of Genoese and Venetian quarters, set up in 1314 and 1318. These large western establishments are surrounded by secondary ones – Moncastro to the west of the Black Sea, Cembalo and Soldaia on the Crimean littoral, Vosporo, Matrega and La Copa near the Straits of Kertch, Savastopoli on the eastern side, Samastri, Sinope and Simisso on the northern coast of Anatolia – which collect local products and bring them to the principal Black Sea *entrepôts* of Genoa and Venice. The long-distance trade organized by western traders is completely connected with the coasting-trade undertaken by indigenous merchants.

At the end of the thirteenth and in the early fourteenth century, the flourishing state of these western staging posts facilitates exchange between the Mediterranean world and the Mongol steppe. But does this mean that it was constant? that the nature of the trade hardly changed during the two centuries of western domination of the Pontic regions? To claim this would not take account of political, military and economic factors, which hinder or favour the movements of goods. While the acts of the Caffa notary, Lamberto di Sambuceto, permit a description of this trade from the 1280s<sup>23</sup>, relations between the Pontic regions and central Asia became more fragile after the conflict in 1290 between the Golden Horde and the Persian state of the Il-khans, which cuts communication between the two *ulus*. Three years later the Venetian-Genoese war extends the Mongol conflict and affects all trade activities of both rival cities until 1299. Then in 1307 the Genoese are chased out of Sarai and from Caffa the following year, to return only in 1313. The northern Mongol route terminating at Tana suffers from these shifts. So it is hardly surprising that among the 903 documents left by Lamberto di Sambuceto we find only five mentioning transactions concerning the trade in silk, and even those are in small quantities from Merv Chaigan in Central Asia. Spices are also poorly represented, even though at the same time Alexandria, the traditional market for Far Eastern products, was partly cut off from its suppliers by the conflict between the Il-khans of Persia and the Mamluks. After the fall of Acre and the loss of the Latin states in Syria-Palestine in 1291, the papacy forbade all commercial relations with Egypt.

So at this point at the end of the thirteenth century what is the nature of the trade of Caffa? The young Genoese trading post attracts the pro-

---

<sup>23</sup> BALARD 1973.

ducts of the Russian plains, of the Crimea and the regions bordering the Sea of Tana to send them to the West; it brings western manufactured goods to distribute throughout the regions of the Black Sea. Cereal crops are highly sought after by western merchants. Martino da Canale reminds us that from 1268 a general famine in Italy pushes the Venetians to go and buy grain from the Tatars, Alans, Circassians, Russians, Turks, Armenians and Greeks<sup>24</sup>. Lamberto di Sambuceto registers huge transports of cereals to the West, but also to Trebizond, especially wheat, millet and barley, objects of a seasonal trade with the capital of the Grand Komnenoi, to fill the need. Then come fish and salt from the sea of Tana and its salt pans. Temporary markets linked to the seasonal migration of sturgeons were set up at the mouths of the Kouban and the Don, where western merchants go to provision the principal cities of the south coast of the Black Sea and Constantinople. They resume the functions exercised by Greek merchants before 1204 for the supply of sea products for their capital. From the north, furs from the Russian countries arrive to be prepared at Caffa, where there is a large number of furriers; leather, which serves as a measure of value in exchange trade with Genoa; honey and wax from Gazaria. From the south come a few *botte* (barrels) of wine transported from Kerasont and especially alum from Coloneia (Karahissar) which is in the hands of Paolino Doria, son-in-law of Benedetto Zaccaria, the lord of Phocaea and of its alum, this crystalline substance essential to the dyeing of cloth and the fixing of colours in the Middle Ages<sup>25</sup>.

It's impossible to forget the slaves, who feed a very busy trade from 1275 onwards: Circassians or Zygiens, Abkhasians, Laz from Daghestan, Cumans, Turks transported from the Black Sea to the West or to Egypt, where they constitute the bulk of the Mamlûk forces. In Genoa at the end of the thirteenth century Tatars form a third of all known slaves. The currency of exchange is constituted by a few alimentary products – wine, carobs and oil, but essentially by products of the textile industry of the West, cloth from Champagne and Lombardy, linen from Ypres and Poperinghe and Châlons. The disequilibrium in balance of payments requires some compensation, in the form of silver bars from Genoa, the only precious metal appreciated by the Mongols. Thus at the end of the thir-

---

<sup>24</sup> MARTIN DA CANAL, p. 328.

<sup>25</sup> BALARD 1970, pp. 375-386, and now in BALARD 1989.

teenth century, the structure of Pontic trade is of a 'colonial' nature: the westerners bring finished products to acquire foodstuffs and natural products from the Black Sea. Luxury eastern products still count for little in this exchange<sup>26</sup>.

The situation is transformed on the northern coasts of the Black Sea in the second decade of the fourteenth century, marked by the peaceful reign of khan Özbek (1312-40), the return of the Genoese to Caffa, which is rebuilt according to a rational urban plan, and the official concession of quarters at Tana and Trebizond to the Genoese and Venetians. These new conditions are illustrated by the report addressed to the Pope by Marino Sanudo the Elder in 1321. He does not hesitate to recommend a total boycott of trade with Egypt, because a better route to the Far East already exists, through Central Asia and the Black Sea<sup>27</sup>. After Marco Polo, indeed, the majority of western merchants who go to Cathay travel between 1320 and 1345. Andalò di Savignone, Benedetto Vivaldi, Tommasino Gentile, Ingo Gentile, Leonardo Utamarino, Galeotto Adorno from Genoa, Giovanni Loredan and his relatives, Baldovino Querino and Franceschino Loredan from Venice, are among the entrepreneurial traders who seek huge profits in the silk trade with Cathay, recorded in the notarial acts preserved<sup>28</sup>. Chinese silk was inexpensive to purchase in exchange for fine linen, mechanical objects or jewels. It was partly woven in Caffa by Armenian, Georgian or Tatar workers. More than spices, silk seems to have been the most appreciated and most familiar Far Eastern commodity in Pontic markets up to the 1340s. This is also the high point of the trade in Tatar slaves, who overtake other victims of the trade in western markets, rising to 85% of slaves found at Genoa between 1350 and 1408<sup>29</sup>. They are also numerous in the great towns of the West.

With regard to the Venetians, their positions in the Black Sea trade is less favourable than those of the Genoese who dominated almost a dozen of trading posts on the shores of the Black Sea: despite some temporary stay in Soldaia, Provato, Moncastro and Sinope, they had only two major colo-

---

<sup>26</sup> BALARD 1978, II, pp. 870-879.

<sup>27</sup> SANUDO, p. 23.

<sup>28</sup> BALARD 1974a, pp. 149-164; LOPEZ 1975a, pp. 83-135; LOPEZ 1977a, pp. 445-458.

<sup>29</sup> GIOFFRÈ 1971; BALARD 1978, II, pp. 785-832; HEERS 1981.

nies, Trebizond and Tana, well studied by Sergej Karpov<sup>30</sup>, but created some decades after the establishment of their Genoese concurrents: Trebizond in 1319, while the Genoese had a colony there from at least 1289, Tana in 1332-1333, some forty five years after the arrival of the Genoese. But both trading posts were very active, as termini of the two great commercial routes to Central Asia and Cina. The concurrence was severe between Genoese and Venetian traders, and numerous were the conflicts with the local powers: in 1327-1328 and then in 1366, once again between 1415 and 1418 at Trebizond, which was deserted by the Westerners from 1347 to 1364; in 1343, 1395, 1410 and 1418 at Tana where, according to Villani, the Venetians lost 300.000 florins and the Genoese 350.000 during the Tatar attack of 1343<sup>31</sup>. The war of the Straits (1348-1355) and the war of Chioggia (1377-1381), brought about by the fierce commercial competition between Genoa and Venice interrupted the Black Sea trade, which went on again on usual only some years after the treaties of Milan (1355) and of Turin (1381)<sup>32</sup>.

The favourable period of exchange, when the products of the Far East are united with agricultural and primary local materials, ends with the closure of Mongol routes to western merchants. Revolts of a xenophobic nature at Tabriz in 1344; the expulsion of the Latins from Tana in 1343; the Mongol sieges of Caffa in 1344 and 1346; the war of the Straits which opposes Genoese to the Venetians, the Empire of John VI Cantacuzenos and the Catalans; the commercial rivalry of the two republics after the temporary return of their merchants to Tana, and then the advent of the Ming dynasty in Peking hostile to foreigners – all this turns the modalities of international trade in the Black Sea upside down, seeing that the westerners obtained from the papacy permission to return to Alexandria and Beirut, two ports which once again become the intermediaries between the Near East and the Mediterranean<sup>33</sup>. From this point, in the last decades of the fourteenth century, the route of Romania and the Black Sea loses its importance, as the new one which leads to Syria and Alexandria grows once more – as the figures of the *introitus pontis and ponderis* of Caffa demonstrate<sup>34</sup>.

---

<sup>30</sup> KARPOV 1986; KARPOV 2000a.

<sup>31</sup> ASHTOR 1983a, p. 63.

<sup>32</sup> BALARD 1997b, pp. 87-126.

<sup>33</sup> ASHTOR 1983a, pp. 64-102.

<sup>34</sup> BALARD 1978, II, pp. 685-687.

It also changes its nature: fewer precious goods and more agricultural and metal products circulate. At the beginning of the fifteenth century only a small trickle of trade in silk of regional origin and in spices survives in the Pontic ports, while a new current of trade is established from Bursa to Moncastro and the Moldavian route. Oriental silks exported from the Black Sea become a ‘curiosity’ (J. Heers)<sup>35</sup>. Regional trade from the hinterland predominates and coastal trading posts check most of it. Caffa becomes the outlet for the Russian plains, the port of cereals, fish, salt and caviar. The trade in slaves on the eastern shores of the sea survives, but falls progressively into the hands of Greeks, Armenians and Turks, although the accounts of the Venetian merchant Giacomo Badoer mention several large exports of Pontic slaves to the West between 1436 and 1439<sup>36</sup>. In Trebizond, wine, nuts, oil and local metal products take the place of the products of transit trade. Following the damages committed by Tamerlane’s armies, Tana loses most of its commercial activity at the beginning of the fifteenth century: its economic life consists of trade in slaves, the exploitation of its fisheries and sales of leather, which is enough to attract a certain number of western merchants – 482 persons known by the Venetian notarial deeds between 1407 and 1417 – for the redistribution of local products to Constantinople and the West<sup>37</sup>. But the Ottoman conquest of the Byzantine capital makes commercial links between the Black Sea and the Mediterranean increasingly difficult. The fall of Trebizond, Caffa and then the Danubian ports to the Ottomans in the years 1470s and 80s succeeds in destroying a languishing trade.

The Black Sea certainly was a ‘focal, point of international trade’, but only for a limited period, the first half of the fourteenth century, when western merchants created a real economic Commonwealth stretching from London to Peking. Silk and spices circulated along the Mongol routes, building the prosperity of the great emporia of Caffa, Tana and Trebizond. As this role of intermediary between the Mediterranean and Asiatic networks weakened, regional products became dominant, as it had been the case in the Byzantine period. All the same, the Italian businessmen brought with them tested commercial techniques, a spirit of initiative and an energy, which meant that the circulation of merchandise was accelerated. All the regions

---

<sup>35</sup> HEERS 1961, pp. 388-389.

<sup>36</sup> BALARD 1997, pp. 555-564.

<sup>37</sup> KARPOV 2002, pp. 77-89.



of the sea were invited to add their produce to the international trade dominated by the Italians, who became the indispensable intermediaries among the various Pontic regions. In this sense only can we say that the Black Sea played an essential role in international exchanges during two centuries.

## *Les formes militaires de la colonisation génoise*

Définir la nature des établissements génois d'Orient – car je laisserai de côté ceux d'Occident, corses ou sardes – est un préalable nécessaire. Colonies ou comptoirs? la réponse n'est pas indifférente. Seule l'île de Chio, conquise en 1346 et tenue par la Mahone jusqu'en 1566, pourrait être une colonie de peuplement, bien que de superficie réduite, 842 km<sup>2</sup>. En 1346, d'ailleurs, Simone Vignoso a pris soin de se faire livrer 200 maisons du *castrum*, afin de faciliter l'installation d'immigrants latins<sup>1</sup>. Hors de la ville de Chio, sur les 20% de la superficie insulaire utile à l'agriculture<sup>2</sup>, quelques Occidentaux ont acquis des terres, mais la plupart se contentent d'en percevoir le loyer et de résider en ville. Ailleurs, les établissements génois constituent un noyau isolé, aux franges de la chrétienté, dans un monde souvent hostile. Famagouste concédée de force par les Lusignan après l'expédition de 1373, est une ville sans hinterland; les alunières de Phocée sont exploitées en marge de l'Anatolie turque; Péra s'est développée au cœur de la capitale byzantine, mais aussi contre elle; sur les rives de la mer Noire, la fragilité des possessions génoises noyées dans le monde ottoman, grec ou tatar, est extrême. Caffa, à la tête de la Gazarie génoise, ne contrôle qu'un liseré côtier, une sorte de Riviera dont les accès terrestres sont aux mains de la Horde d'Or puis du khanat de Crimée. La seule ouverture est vers la mer: nécessaire pour le trafic mais dangereuse. Les possibilités d'extension vers l'intérieur sont réduites – on rappellera l'annexion des casaux de Gothie en 1365 – ou inexistantes. Plutôt que de colonies, mieux vaut parler de comptoirs, dont la défense est étroitement tributaire du mouvement des affaires et de l'environnement géopolitique.

Celui-ci impose ses contraintes un peu moins pesantes en milieu insulaire qu'ailleurs. L'île de Chio reconnaît en principe la souveraineté de Byzance à laquelle elle paie au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle un tribut symbolique, vite tombé en

---

\* Pubblicato in *Castrum 3. Guerre, fortification et habitat dans le monde méditerranéen au Moyen Age*, Roma-Madrid 1988, pp. 67-78.

<sup>1</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 28-32; BALARD 1978, I, p. 215.

<sup>2</sup> BOURAS, p. 7.

désuétude. Après 1373, souveraineté et juridiction reviennent à la Commune, propriété et droits d'exploitation à la Nouvelle-Mahone<sup>3</sup>. Mais les émirats turcs d'Asie mineure, puis l'unification ottomane au XV<sup>e</sup> siècle représentent une menace permanente pour la survie de la petite colonie occidentale, obligée de payer aux Turcs un tribut, modique à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, alourdi en 1455<sup>4</sup>. D'autre part, pour éviter les raids contre les villages insulaires de la côte ou de l'intérieur, un réseau de petites places fortes est constitué dans chacune des onze châtelainies entre lesquelles se divise l'île. Les Gattiluso, établis à Mytilène depuis 1355, connaissent une situation identique. L'insuffisance des sources ne permet pas de savoir comment ils y ont fait face. L'imposant *castrum* de Mytilène, face à la côte anatolienne, rappelle aujourd'hui encore d'où vient le danger auquel l'île succombe en 1462. Dernier comptoir insulaire: Famagouste. Ici les Génois doivent se garder à la fois des menaces internes et externes. Les conditions dans lesquelles la ville a été occupée en 1373 ont suscité une résistance durable des insulaires, un état de rébellion larvée contre l'occupant<sup>5</sup>. Vénitiens et Catalans, Mamlûks et Ottomans exercent une pression constante, entravent le trafic, et concourent au déclin de la ville, aggravé par la mauvaise administration génoise.

Hors du milieu insulaire, l'environnement géopolitique n'est guère plus favorable. Péra, face à Constantinople, subit les aléas de la ville impériale; si le comptoir profite des guerres civiles byzantines pour accroître son autonomie, il est tout aussi menacé que la capitale par Bayezid et Murad II, avant de succomber au siège mené par Mehmet II. Les comptoirs des rives septentrionales de l'Asie mineure ont un arrière-pays peu sûr. Le Leontokastron génois de Trébizonde est en butte à de nombreuses émeutes xénophobes et à la concurrence du comptoir vénitien favorisé par les Grands Comnènes. Les relations de Simisso, de Sinope, de Samastri avec les émirats turcs sont incertaines. Sur la côte de Crimée, Caffa et Soldaïa subissent les soubresauts des khanats tatars, l'invasion de Timour, qui affecte immédiatement La Tana, le plus exposé des établissements. Bref, placés aux marges de la Chrétienté, les comptoirs génois d'Orient doivent à la fois se protéger d'un monde extérieur généralement hostile et veiller au maintien d'une paix intérieure, souvent précaire.

---

<sup>3</sup> ARGENTI 1958, I, pp. 128-146; ARGENTI 1979, pp. 1-35 (surtout pp. 1-11).

<sup>4</sup> BALARD 1978, I, p. 471.

<sup>5</sup> HEYD, II, pp. 407-410; HILL, II, pp. 385-416.

La seconde contrainte vient en effet du déséquilibre entre les populations d'origine occidentale, toujours très minoritaires, et la masse de la population indigène. A défaut de chiffres précis, quelques évaluations peuvent être données. Pero Tafur, de passage à Constantinople en 1437, ne dénombre pas plus de 2.000 habitants à Péra, des Grecs en majorité, « gouvernés par des Génois qui occupent tous les postes »<sup>6</sup>. Cinquante ans plus tôt, le registre de la *Massaria* de Péra de 1391 et les actes du notaire Donato di Chiavari livraient un échantillon de 463 noms, dont 319 Latins, sur-représentés dans les registres de l'administration et les minutiers de leurs notaires.

Les estimations concernant Caffa sont beaucoup plus sujettes à caution. Au début du XV<sup>e</sup> siècle, Iohan Schiltberger compte 6.000 maisons à l'intérieur de la première enceinte, 11.000 hors les murs et 4.000 dans les faubourgs. D'après la lettre de Giustiniani de Chio et le témoignage du marchand florentin Benedetto Dei, la ville abriterait 8.000 maisons et 70.000 personnes en 1475. En revanche, le notaire Antonio Torriglia en 1467 n'accorde pas plus de 4.000 habitants à Caffa, éprouvée par la disette, tandis que les recensements ottomans de Kefe dénombrent un peu plus de 3.000 foyers au début du XVI<sup>e</sup> siècle. D'après le contexte économique et politique dans lequel Caffa se trouve après 1453, il paraît vraisemblable qu'aux derniers temps de la domination génoise, la population n'a pas dépassé 10.000 âmes, dont moins de 2.000 Occidentaux<sup>7</sup>. Ici, encore, face aux grosses communautés de Grecs, d'Arméniens et de Tatars, l'élément latin est très minoritaire. Dernier exemple: Fagamouste, dont le registre de la *Massaria* de 1391 nous donne le nom de 1.165 habitants<sup>8</sup>. Si la proportion des individus connus est du même ordre qu'à Péra ou à Caffa – entre 15 et 20% – le comptoir chypriote pourrait avoir un peu plus de 7.000 habitants à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais les Génois et Ligures y seraient encore une communauté restreinte par rapport aux Grecs et aux Juifs. Dans aucun de ces trois grands établissements d'outre-mer, les Occidentaux d'origine ne semblent avoir dépassé le cinquième de la population totale.

---

<sup>6</sup> PERO TAFUR 1926, p. 149.

<sup>7</sup> BALARD - VEINSTEIN, pp. 83-84. En revanche, BABINGER, p. 417, reprend sans le discuter le chiffre de 70.000 habitants. Voir également CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538.

<sup>8</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Famaguste Massaria, 1391.

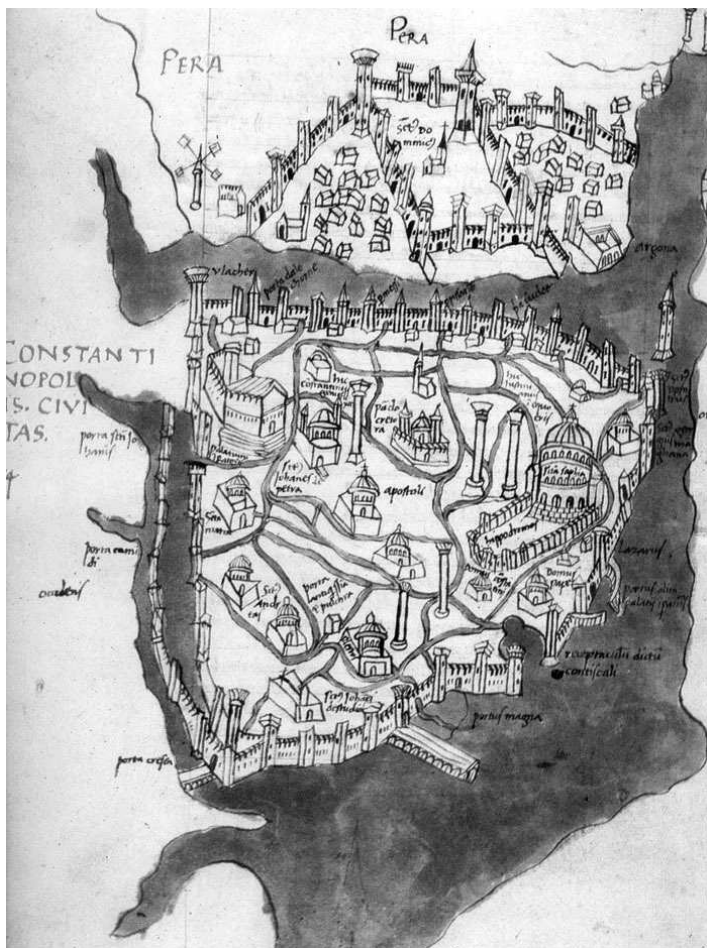


Fig. 1. Cristoforo Buondelmonti, description des îles de l'Archipel. Vue de Péra.

Si peu nombreux, les Latins se sont-ils retranchés des Orientaux, se sont-ils regroupés dans les parties de l'espace urbain les mieux défendues? L'impulsion donnée par Simone Vignoso à la colonisation chioite pourrait le faire croire. Les deux cents maisons du *castrum* que les Grecs sont astreints à livrer induisent les conquérants à occuper de préférence le quartier fortifié, au moins dans les premières décennies de la domination génoise. Mais des Grecs et des Juifs y résident à côté des Latins, de même que ceux-ci n'hésitent pas à s'installer dans les bourgs de Chio, peuplés majoritairement

de Grecs<sup>9</sup>. A Famagouste, la séparation est un peu plus nette: les Latins occupent le nord et l'est de la ville, les Grecs le sud, tandis que le quartier juif se trouve au sud-ouest, près de la porte de Limassol<sup>10</sup>. A Péra, les Occidentaux habitent de préférence le centre du comptoir, tel qu'il a été défini par les chrysobulles d'Andronic II et de Jean VI Cantacuzène, tandis que la population grecque occupe plutôt les bourgs de Lagirio et de Spiga, à l'est et à l'ouest du comptoir. Mais la juiverie se trouve à l'intérieur du *castrum* où résident aussi des Grecs. Il n'y a donc pas de séparation radicale dans l'habitat. Au contraire, à Caffa, le véritable plan d'urbanisme adopté en 1316 par l'*Officium Gazarie*, prévoit une différenciation plus nette des diverses ethnies: il favorise au cœur de la ville la colonisation génoise, sauf l'espace occupé par les églises des Grecs et des Arméniens. A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les Latins habitent plutôt la ville basse et la citadelle, alors que Grecs, Arméniens et Tatars se sont établis de préférence dans les bourgs. Mais les exceptions sont nombreuses: des Latins viennent se mêler dans les bourgs aux Orientaux, qui ne sont pas exclus pour autant du *castrum*<sup>11</sup>.

Certes, les Ligures se retrouvent en majorité au centre des comptoirs: ils tiennent la citadelle et les quartiers où s'épanouit la vie économique. Mais la ségrégation dans l'habitat n'est jamais totale, et une coexistence de fait s'impose. Lorsque plusieurs communautés vivent côte à côte – c'est le cas dans toute la Gazarie génoise – le pouvoir essaie de jouer de l'une contre l'autre. En 1385-87, au moment de la guerre contre les Tatars de Solgat, les autorités de Caffa s'efforcent de se concilier les communautés grecques et arméniennes. En 1474-75, les dissensions nées autour du choix d'un nouvel évêque arménien auraient dû provoquer un rapprochement avec les Tatars, mais certains d'entre eux, parmi les plus influents, mécontents des interventions douteuses du consul génois dans la nomination du nouveau *tudun*, appellent à l'aide Mehmet II. Les autorités génoises, par prévarication, n'ont pas su maintenir un équilibre entre les diverses ethnies et ont réalisé, malgré elles, la conjonction des mécontentements.

Dangers extérieurs et menaces intérieures induisent une politique particulière de défense. Celle-ci repose sur des moyens diplomatiques, sur le

---

<sup>9</sup> BALARD 1978, I, pp. 312-313.

<sup>10</sup> ARBEL, p. 26; BALARD 1985a, p. 288.

<sup>11</sup> Sur tout ceci, voir BALARD 1978, I, pp. 312-315.

détail desquels il est inutile d'insister. Dans chaque comptoir, les registres des *Massarie* mettent en évidence les échanges constants d'envoyés; la politique des cadeaux est moins dispendieuse que l'érection et l'entretien des fortifications. Celles-ci n'en sont pas moins nécessaires. Les comptoirs génois sont tous des villes encloses, dont les enceintes successives rythment le développement.

Les premiers éléments de défense ont un caractère très sommaire. Lorsque Michel VIII Paléologue accepte en 1267 l'établissement des Génois à Galata, il prend soin de faire raser les murailles maritimes et cantonne ses alliés dans le périmètre étroit de « la terre concédée par le basileus à la Commune des Génois »; la concession impériale est un quartier ouvert qui se distingue mal de la « terre du basileus à Péra ». Aussi n'est-il pas étonnant que la première colonie génoise ait été facilement ravagée par les Vénitiens en 1296, après que ses habitants aient trouvé refuge à Constantinople. La reconstruction s'effectue sur un territoire plus vaste, près de six hectares, concédés par Andronic II en mai 1303. L'année suivante, les Pérotes obtiennent de protéger leur établissement, sans toutefois l'entourer d'une muraille. Pachymère note avec quel empressement les Génois creusent un fossé, aux abords duquel ils fortifient leurs maisons. En 1313, le podestat Montano de Marini fait construire une première enceinte du côté terrestre, à la limite nord du quartier. Avant 1324, une muraille maritime est en place. Puis, au moment où Andronic II chasse de Mytilène le Génois Domenico Cattaneo, les Pérotes élèvent des tours sur les hauteurs de Galata; le basileus les fait incendier. Les guerres civiles byzantines donnent l'occasion d'une nouvelle progression: en 1348 les terres s'étendant jusqu'au sommet de la colline de Galata sont annexées par Gênes; au point le plus élevé est érigée la tour du Christ ou tour de Galata qui subsiste aujourd'hui. Cantacuzène est contraint de reconnaître en 1352 le fait accompli: il accorde aux Génois en pleine propriété toutes les terres comprises entre le sommet de Galata, le château de Sainte-Croix, en bordure de la Corne d'Or, et la tour de Traverio, dont on ignore l'emplacement exact; au-delà du fossé, un espace de cent coudées, soit environ soixante-quinze mètres, doit rester libre. A ce premier noyau, formant une sorte de trapèze entre la rive de la Corne d'Or et les hauteurs de Galata, s'adjoignent dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle les deux bourgs de Spiga à l'ouest et de Lagirio à l'est; entre 1387 et les premières années du XV<sup>e</sup> siècle, ils sont à leur tour fortifiés. Il est probable que les menaces de Bayezid contre la capitale byzantine ont hâté la réalisation des travaux: deux inscriptions de 1397 et de 1404 commémorent la construction

de deux tours, de part et d'autre des bourgs par deux podestats génois<sup>12</sup>. Ainsi complétée, l'enceinte de Péra a enfermé au début du XV<sup>e</sup> siècle, une superficie de trente-sept hectares, divisée en cinq quartiers, enclos de murs, et ne communiquant entre eux que par de rares portes, dont l'une est aujourd'hui encore en place<sup>13</sup>.

Vers 1420, les dessins du *Liber insularum* de Buondelmonti nous représentent la ligne continue de murailles, entrecoupée à espaces réguliers de tours rondes, carrées ou pentagonales. Le pivot du système de défense est la tour de Galata, au sommet de la colline; elle est reliée à la ville basse par deux murs renforcés de tours semi-cylindriques. Les érudits du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont pu examiner les ruines génoises, décrivent une muraille d'une épaisseur moyenne de deux mètres, précédée d'un fossé de quinze mètres de large. Elle était faite de moellons de schistes durs et d'arasements de briques. Du côté de la ville, deux étages de niches voûtées, percées de meurtrières, facilitaient la défense. Les tours, espacées d'une trentaine de mètres, portaient un toit conique recouvert de plaques de plomb. Les modalités et le coût d'érection ne sont pas connus: tout au plus sait-on que des travaux entrepris à la tour Sainte-Croix ont coûté, en 1390, 5.000 hyperpères<sup>14</sup>.

Pour pénétrer dans la ville, des portes peu nombreuses. D'après les dessins du *Liber insularum*, deux seules permettent de franchir l'enceinte des bourgs, Azap Kapisi à l'ouest, Top hane Kapisi à l'est. Vers le nord, une seule porte, gardée par la tour du Christ, la Meyt Kapisi conduisant au cimetière. En revanche, la muraille maritime était percée de six portes. Péra «ville bien marchande», selon l'expression de Bertrand de la Broquière, est ainsi davantage tournée vers la mer et Constantinople que vers les vignobles et les vergers couvrant la colline, au-delà des murailles. La chaîne tendue entre la tour de Galata et l'actuelle pointe du Sérail complète la défense du côté de la mer. Pour n'avoir pu la rompre, l'armée ottomane dut en 1453 tirer soixante-douze vaisseaux sur une sorte de piste de schlittage entre la baie de Dolma Baghçe et la Corne d'Or, afin de surprendre par cet effort gigantesque la flotte chrétienne à l'abri à l'intérieur du port<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> BELGRANO 1877, pp. 325-326; DÜLL, pp. 245-256.

<sup>13</sup> BALARD 1978, I, pp. 179-198.

<sup>14</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria, 1390, c. 76v.

<sup>15</sup> BABINGER, pp. 114-115.



Ouverture du côté de la mer, échelonnement de la défense, fermeture vers l'arrière-pays par cet ultime réduit défensif qu'est la tour de Galata, telles se présentent les fortifications de Péra; elles utilisent au mieux les pentes de la colline, isolent au centre le palais fortifié du podestat et les principaux monuments publics, laissant à l'écart les bourgs les plus récemment annexés.

Les trois autres grands comptoirs génois connaissent une organisation de la défense assez différente. Famagouste est bâtie dans une plaine littorale, basse, marécageuse et infertile; mais elle bénéficie du seul bon mouillage de l'île, à l'abri d'une barre rocheuse formant une digue naturelle à cinq cents mètres du rivage. Lorsqu'ils occupent la ville après 1373, les Génois trouvent un système défensif mis en place au début du siècle par le roi Henri II et par son frère l'usurpateur Amaury. La ville est entourée d'une enceinte quadrangulaire flanquée de tours régulièrement espacées. Les rôles des soudoyers régulièrement tenus, au début du XV<sup>e</sup> siècle, distinguent treize tours complétées, pour certaines, par de petits ouvrages (*turacus*) et des bretèches<sup>16</sup>. Du côté de la mer, l'un des points forts de la muraille est le château construit par Henri II avant 1310: rectangle allongé, comportant au centre une esplanade et aux angles des tours carrées, il défend l'entrée du port<sup>17</sup>. D'une de ces tours une chaîne est tendue jusqu'à la barre rocheuse fermant la baie; pour renforcer la défense maritime, le capitaine génois n'a pas hésité en 1441 à faire couler un petit bâtiment (*gripparia*) à l'entrée secondaire du port<sup>18</sup>. La muraille maritime n'est percée que de deux portes: celle de la marine, proche du *comerc*, où l'on perçoit les droits de douane et qui donne accès à la voie principale menant vers la cathédrale et le palais du capitaine, celle de l'arsenal de mer, au sud-est de la ville, que les autorités génoises font murer en cas de péril extérieur<sup>19</sup>. Du côté de la terre, les ouvertures sont tout aussi rares: la porte principale est celle de Limassol,

---

<sup>16</sup> Les registres de la *Massaria* de Famagouste contiennent la liste des lieux de service des mercenaires enrôlés pour la défense de la ville. Ainsi en 1460 peut-on distinguer: la tour de l'arsenal, la tour *medii*, la tour *sucii*, la petite tour *sucii*, la tour *parmerii*, la tour de la Juiverie, la tour de Limassol, la tour de la Roche, la tour *cave*, la tour de Goarco, la tour du mastic, la tour de l'abattoir, la petite tour de l'abattoir, la tour *Morfius*, la petite tour proche du château, la tour du « *comerc* » (cfr. ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famaguste Massaria, 1286 (années 1460-1461), cc. 209v à 303r).

<sup>17</sup> ENLART 1899, II, p. 616.

<sup>18</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famaguste Massaria, 1276 (année 1443), cc. 60v et 67r.

<sup>19</sup> *Ibidem*, 1269 (année 1407), c. 87v.

dans l'angle sud-ouest de l'enceinte, porte fortifiée doublée d'une bretèche; plus au nord, existe une porte secondaire dite *de Cava*, mais dont on ignore l'emplacement exact<sup>20</sup>. Il ne semble pas que les Génois aient apporté de grand remaniement au système de défense préexistant, en dehors des travaux d'entretien courants, qui seront évoqués plus loin.

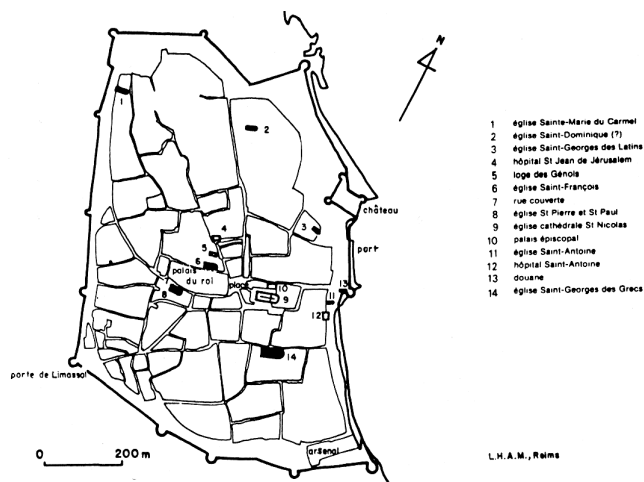


Fig. 2. Famagouste au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

A Chio, le *castrum* dont s'empare Simone Vignoso en 1346 est une construction des premiers maîtres génois, les Zaccaria. C'est en effet vers 1328 que Martino Zaccaria, pour s'affranchir de la tutelle byzantine, construit une nouvelle forteresse, à l'écart du Paleokastron byzantin, comme l'attestent le récit de la conquête et un acte notarié de 1405<sup>21</sup>. Calojane Tzybos en fait, au cours de l'été 1346, le bastion de la résistance aux Génois. Lorsqu'il capitule, Simone Vignoso s'en empare et y favorise, on l'a vu, la colonisation latine. Au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, la Mahone ne semble pas y avoir apporté de modification. Le *castrum* forme alors un pentagone irrégulier, dont trois côtés font face aux bourgs des Grecs; le quatrième domine le port et le dernier est parallèle à la côte. Par un contrat de 1461 conclu avec un maître-maçon, la Mahone ordonne l'édification d'un mur ayant à sa base 3,46 m d'épaisseur et à son sommet 2,97 m. Devant se

<sup>20</sup> ENLART 1899, I, pp. 257 et 264.

<sup>21</sup> BALARD 1978, I, p. 219.

raccorder au système défensif existant cet ouvrage en avait sans doute les mêmes caractéristiques<sup>22</sup>.

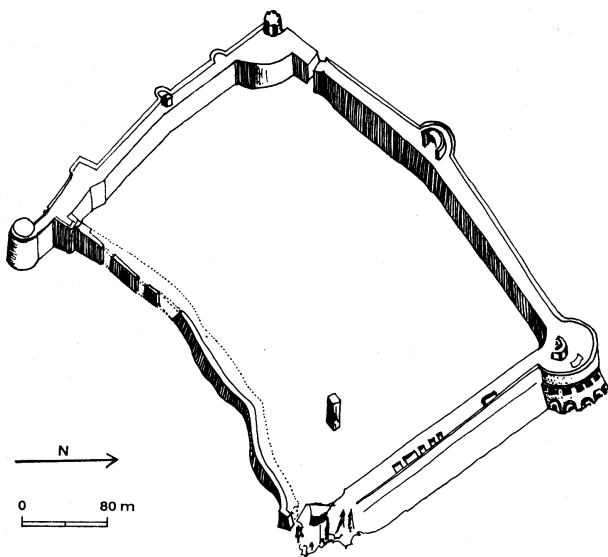


Fig. 3. Croquis de l'enceinte du *Castrum* de Chio. (d'après R. Fedden).

Le plan de la citadelle, levé par F.W. Hasluck, indique neuf tours, réparties à égales distances les unes des autres, sauf du côté de la mer. Thévet et Giustiniani s'accordent pour déclarer qu'au XVI<sup>e</sup> siècle le *castrum* a trois portes, deux d'entre elles donnant sur la place du marché, la troisième sur le port. Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, il n'en est pas de même: la citadelle n'a qu'une porte du côté des bourgs, avec de part et d'autre deux tours puissantes, pourvues d'une barbacane. Une autre porte donne vraisemblablement accès au pont, décrit par Thévet et Giustiniani et par lequel l'on accède au port depuis la citadelle. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le port était défendu par deux petits fortins, sis à l'extrémité de chacun des môles, mais on ne sait si ces défenses datent de l'époque génoise ou des premiers temps de la domination ottomane. Les bourgs, quant à eux, restent ouverts du côté de l'intérieur de l'île et seraient, d'après Cantacuzène, protégés par une muraille légère du côté du port<sup>23</sup>. Le système de défense est donc très voisin de celui adopté à

<sup>22</sup> ARGENTI 1958, I, p. 551.

<sup>23</sup> Sur tout ceci, voir BALARD 1978, I, pp. 219-220.

Famagouste: sur un site également plat, une seule enceinte, renforcée au point le plus sensible, contrôlant à la fois le port et l'entrée de la ville.

Lorsque les Génois prennent pied en Crimée vers 1275, ils ne trouvent sur le site de l'ancienne colonie grecque de Théodosie qu'une très modeste bourgade où se mêlent déjà quelques éléments grecs, coumans, turco-tatars et peut-être même arméniens. Au cours des premières décennies de son existence, Caffa ne possède encore qu'un petit fossé, un remblai de terre surmonté d'une palissade, qui s'interrompt à l'emplacement de l'unique porte de la ville. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, mal protégé, le comptoir n'ait pu résister longtemps aux armées tatares en 1308. Quelques années plus tard, les Génois obtiennent de revenir sur le site; ils s'emploient alors à le mieux protéger. L'*Officium Gazarie*, dans son règlement de 1316, distingue une citadelle ou *castrum*, correspondant à l'ancienne colonie d'avant 1308, et une cité, entourée de levées de terre et de palissades de bois, remplacées à partir des années 1340 par une enceinte de pierre. Longue de 718 mètres, elle est jalonnée de tours, à l'érection desquelles contribue le pape Clément VI; elle forme ce que les sources ottomanes d'après 1475 nomment la forteresse des Francs (*frenk hisari*) ou forteresse interne<sup>24</sup>. La ligne de défense achevée par le consul Gotifredo di Zoagli en 1352, est donc contemporaine des deux assauts menés par les Tatars contre Caffa en 1344 et 1346; que la ville ait pu résister démontre que l'enceinte de la citadelle était déjà en place à l'arrivée des armées de Djanibek en 1344. L'état de belligérance a hâté l'achèvement de la première ligne de fortifications.

Au-delà, des bourgs se sont formés au cours du XIV<sup>e</sup> siècle; les Génois se préoccupent de les défendre en les entourant d'une nouvelle enceinte, au moment où se détériorent les relations de Caffa avec le seigneur de Solgat. Les documents arméniens, aussi bien que les inscriptions génoises en place, fixent la construction de la « Grande Citadelle de Caffa » aux années 1382-1385, c'est-à-dire peu de temps avant que n'éclate la guerre contre Solgat<sup>25</sup>. La muraille se développe sur près de cinq kilomètres et demi, dessinant un arc de cercle autour de l'enceinte intérieure, à laquelle la relie les fortifica-

---

<sup>24</sup> BALARD - VEINSTEIN, pp. 86, 98-99.

<sup>25</sup> Le témoignage des historiens arméniens est rappelé par CAZACU - KEVONIAN, p. 502, note 13. Il est aventureux d'attribuer la construction aux seuls Arméniens. Les inscriptions conservées aussi bien que la levée en 1381 d'emprunts forcés attestent que l'initiative vient des autorités caffioties, en particulier des trois consuls qui se sont succédé à Caffa entre 1383 et 1385: cfr. SKRZINSKA 1928, pp. 49-55.

tions littorales. Du côté de la terre, d'après le témoignage d'Evliyâ Çelebi<sup>26</sup>, les murs comportent 117 bastions; ils sont bordés d'un fossé d'une profondeur de 13,50 m et d'une largeur de 33,50 m, fossés secs en raison de la déclivité du terrain où ils sont creusés. Sur la façade maritime, au contraire, pas de fossé, mais des portes ouvrant sur la rade et facilitant le transit des marchandises. Enfin une troisième ligne concentrique est appelée par les sources ottomanes « forteresse de terre »; un simple remblai protège du côté du Ponant les faubourgs qui se sont développés à la fin de l'époque génoise.

La chute de Constantinople puis la guerre vénéto-turque incitent les Protecteurs du Banco di San Giorgio, désormais maîtres des colonies pontiques, à revoir le système de défense de la ville; plus que d'une reconstruction, il s'agit de travaux de restauration, menés avec le concours de la population locale, et achevés, aux dires du chroniqueur Andréas d'Eudocie, à la fin de l'année 1467<sup>27</sup>. Huit ans plus tard, les Ottomans s'emparent de Caffa et héritent d'un complexe fortifié qu'ils se contentent ensuite d'entretenir et peut-être d'ajuster sur certains points.

Ainsi, les conditions historiques dans lesquelles les Génois se sont établis, la configuration physique du site qu'ils ont choisi ou conquis, déterminent l'aspect général des fortifications, diverses d'un comptoir à l'autre. D'un côté se distinguent des villes sans relief, sises en bordure d'une plaine littorale basse, qui ne comportent qu'une seule ligne de remparts, renforcés du côté du port par l'adjonction d'une petite citadelle ou d'un palais fortifié. C'est le cas de Famagouste et de Chio, en milieu insulaire, et sur des sites où les Génois ont hérité d'un système de défense préexistant. A ces villes fortes, basses et coupées des faubourgs ou de la campagne environnante, s'opposent des organismes plus complexes dont l'essor est entièrement dû à la domination génoise: Péra et Caffa sont de ce type. Le système de défense y a d'abord concerné un noyau urbain établi sur les pentes d'une colline dominant la mer. Puis il s'est étendu de manière concentrique ou latérale à des bourgs, fruits de la croissance urbaine. Au moment même où la métropole englobe ses propres faubourgs – *borghi* de Santo Stefano et de San Tommaso dont les enceintes datent des années 1320-1350<sup>28</sup> – Péra et Caffa incluent les leurs dans un espace fortifié et présentent désormais

---

<sup>26</sup> EVLIYÂ ÇELEBI, XI, pp. 237-238.

<sup>27</sup> CAZACU - KEVONIAN, p. 502, note 13.

<sup>28</sup> HEERS 1961, p. 37; POLEGGI - CEVINI, p. 65.

la même organisation du paysage urbain que la ville mère: *castrum* et *civitas* reliés par une même muraille, bourgs «extra muros castris et infra fossum», englobés dans une enceinte extérieure, et au-delà, l'espace ouvert et inorganique des faubourgs et des vignes, les pentes agrestes des collines ponctuées de moulins ou de quelques rares résidences estivales.

Ces fortifications constituent l'élément majeur du système de défense. Ce n'est pas le seul. La métropole, aussi bien que les autorités coloniales, mettent en œuvre une politique de défense qu'il faut maintenant nous efforcer de définir. Elle implique la disposition de moyens financiers importants, l'établissement de garnisons suffisamment nombreuses pour décourager l'adversaire et annihiler les rébellions internes, l'armement de petites unités navales pour surveiller les abords des comptoirs. Qu'en est-il à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et au début du XV<sup>e</sup> siècle, lorsque l'expansion ottomane menace les positions occidentales en Orient?

Le contraste entre la richesse individuelle et la modicité des ressources de l'État a toujours caractérisé la politique génoise. Il suffit de rappeler qu'en 1346 c'est une expédition d'armateurs privés qui s'empare de Chio. La Commune, se révélant incapable de rembourser sa dette, est amenée à traiter avec eux et à reconnaître la formation de la Mahone, à laquelle elle abandonne tous les revenus de l'île. La charge de la défense de l'Orient génois se révèle trop lourde pour les finances communales, grevées d'innombrables ponctions en faveur des créanciers de l'État. Sans se désintéresser de ses établissements orientaux auxquels elle se doit de procurer des armes, des hommes et des galères, la métropole met néanmoins les frais de défense à la charge des colonies elles-mêmes; envoie-t-elle des munitions ou un contingent de soudoyers, elle tire des lettres de change remboursables sur les revenus des comptoirs qui en bénéficient, ou bien augmente le taux des gabelles frappant le trafic; par le fait même, la dette publique génoise est transférée outre-mer; à Caffa aussi bien qu'à Péra, on voit se développer un système de *compere* regroupant les créanciers de l'État, et, parmi ces créances, les emprunts pour la défense occupent le premier rang. Il suffit de rappeler qu'à Péra de 1390 à 1401 – seule période pour laquelle nous possédons les registres de la *Massaria* – la part des dépenses militaires dans le budget général du comptoir passe de 12,6 à 34,5%; qu'à Caffa de 1374 à 1386, elle augmente de 43,1 à 59,3% après avoir atteint 60,4% au moment de la guerre de Chioggia<sup>29</sup>.

---

<sup>29</sup> BALARD 1978, I, pp. 420-421.

Si l'on ajoute que les colonies doivent participer à la défense de la métropole et de ses intérêts méditerranéens, quoi d'étonnant si le poids financier devient vite insupportable, et si les communautés orientales regimbent et se soulèvent, affaiblissant ainsi la capacité défensive des comptoirs eux-mêmes? L'ultime solution est de céder le gouvernement des colonies au Banco di San Giorgio qui regroupe à partir de 1407 la plus grande partie des *compere*, formées par les créanciers de l'État. En 1447, Famagouste passe ainsi sous le gouvernement du Banco, qui, après la prise de Constantinople en 1453, reçoit également la gestion des colonies pontiques. Malgré sa puissance, San Giorgio ne peut faire face à tous les besoins militaires et s'en excuse parfois auprès de ses représentants outre-mer « propter temporum condictiones »<sup>30</sup>.

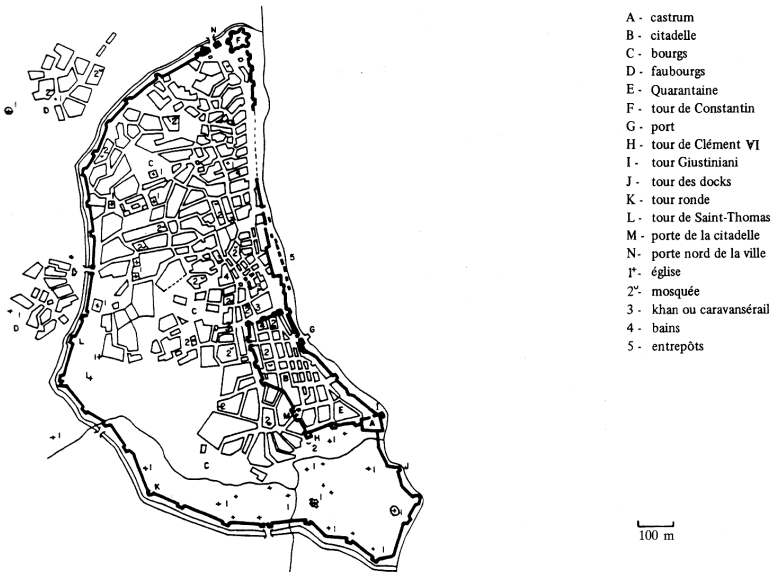


Fig. 4. Plan de Caffa, datant de 1784.

Les frais qu'imposent l'entretien et le développement des fortifications ne sont que partiellement connus, et encore pour les seuls comptoirs de Caffa et de Famagouste.

<sup>30</sup> VIGNA, VII/I-2, pp. 547-554.

Les autorités locales ont fort à faire: en 1455, le consul de Soldaia, Carlo Cicala, déclare avoir trouvé le comptoir mal défendu, une tour en ruine, des soudoyers en nombre insuffisant<sup>31</sup>. La même année, Antonio Assereto expose aux protecteurs du Banco l'état de dégradation des défenses de Caffa; il s'est occupé de restaurer un mur près de la porte de Gorgi, cette porte elle-même, la tour de la porte des Saints Apôtres, tous les merlons des murs et des tours de la *civitas*, la plus grande partie de la barbacane de la porte Caihadoris ainsi que les toits des tours<sup>32</sup>. Devant de telles urgences, il faut se contenter d'aménager et d'entretenir. A Caffa une *fabrica moenium*, sur laquelle veillent des *officiales fossorum* y pourvoit. Entre 1461 et 1472, les créneaux sont renforcés, des avant-fossés sont creusés; pour la seule année 1465, 1.410.906 aspres sont dépensés à divers travaux de fortification<sup>33</sup>; 713.518 aspres en 1470, sans compter les dépenses de munitions et de bombardes, qui s'élèvent à 447.043 aspres<sup>34</sup>. A Famagouste, les travaux sont plus modestes: réparations de murs et de tours, surélévements des archères, curage des fossés, retouches aux mantelets et aux barbicanes. En 1442, 1571 besants ont été dépensés pour l'entretien des murailles<sup>35</sup>, en 1458, 1048 besants<sup>36</sup>, en 1459, 2413 besants<sup>37</sup>: on le voit, le passage de la ville à l'administration de San Giorgio en 1447 a à peine accru les dépenses pour les fortifications. A en juger par ces comptes, aucun travail de quelque ampleur n'a été réalisé.

Un second chapitre budgétaire concerne l'armement. Le gros matériel militaire est acheté à Gênes, car seule la métropole est capable de fournir des armes et des munitions (poudre, salpêtre, viretons) en grosses quantités, et aux moments où les fabricants locaux ne peuvent faire face à la demande. Les registres des *Massarie* aussi bien que les lettres envoyées par les Protecteurs du Banco à leurs représentants en mer Noire donnent les listes de ces fournitures, cuirasses, harnais, arbalètes, caisses de viretons, lances, bombardes, barils de poudre. Des maîtres de bombardes et des experts en machines de

---

<sup>31</sup> *Ibidem*, VI/I-1, p. 304.

<sup>32</sup> *Ibidem*, VI/I-1, pp. 321-322.

<sup>33</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1465/1, cc. 63v, 122v; 1465/2, cc. 60v et 95r.

<sup>34</sup> *Ibidem*, 1470/1, cc. 179r et 197r-v.

<sup>35</sup> *Ibidem*, Famagouste Massaria, 1274 (année 1443), c. 57v.

<sup>36</sup> *Ibidem*, 1283 (année 1458), cc. 34r-v, 35r.

<sup>37</sup> *Ibidem*, 1286 (années 1460-1461), cc. 574v-575r.



guerre accompagnent ces envois. Sur place un *sabarbarius*, responsable de l'arsenal et de l'armement, peut s'adresser à des ateliers artisanaux fournissant les empenes de flèches, parfois même des bombardes.

Il ne suffit pas de pourvoir les comptoirs en armes et en munitions. Encore faut-il les conserver. Les Protecteurs de San Giorgio se plaignent des pertes; les armes sont détournées par des particuliers, au lieu d'être entreposées dans les magasins de l'État; elles sont chargées à bord des nefes ou cachées dans des maisons privées. Le Banco ordonne d'établir des inventaires réguliers à chaque passation de pouvoir, de procéder à des enquêtes pour recouvrer ce qui a été dérobé<sup>38</sup>; les fonctionnaires coloniaux sont rendus responsables des machines de guerre qui leur ont été confiées.

Une bonne défense suppose aussi des vivres suffisants. En même temps qu'ils se préoccupent du bon état de l'armement, les Protecteurs de San Giorgio veillent à la régularité des approvisionnements et au stockage des grains, entreposés dans les tours des enceintes<sup>39</sup>. Ils encouragent la construction de citernes et le forage de puits, entrepris aussi bien par les autorités coloniales que sur initiative privée<sup>40</sup>. Incontestablement, le Banco di San Giorgio cherche à concilier les moyens limités dont il dispose avec les nécessités d'une défense des colonies, envisagée dans ses moindres aspects.

Toutes ces mesures ne seraient rien sans les hommes d'armes aptes à les mettre en œuvre, aussi bien sur terre que sur mer. En théorie les obligations de la défense pèsent sur l'ensemble des habitants. En 1346, Simone Vignoso a obtenu des archontes grecs de Chio la promesse – sans doute illusoire – de défendre l'île même contre l'empire byzantin. Les Grecs doivent le service d'ost et de chevauchée, sur ordre du doge<sup>41</sup>. Lors de la guerre de Chioggia, l'enrôlement massif de Grecs, d'Arméniens et de Tatars – jusqu'au sixième des équipages – prouve que les mêmes obligations s'étendent aux habitants de Péra et de Caffa<sup>42</sup>. Toutefois la fidélité des indigènes peut être suspectée; leurs aptitudes militaires médiocres les réservent à n'être utilisés que dans

---

<sup>38</sup> VIGNA, VI/I-1, pp. 949-950.

<sup>39</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famaguste Massaria, 1276 (année 1443), c. 1r-v; Caffa Massaria, 1470/4, c. 35r.

<sup>40</sup> *Ibidem*, cc. 47r et 51r; VIGNA, VI/I-1, pp. 611-613 et 321-322.

<sup>41</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 28, 46 et 116.

<sup>42</sup> BALARD 1981, p. 524.

des circonstances exceptionnelles. Dès la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, on en vient à l'idée qu'une poignée de professionnels de la guerre suffit à maintenir l'ordre et à parer au plus pressé, en cas d'attaque extérieure. Les comptoirs génois sont dès lors normalement défendus par des soudoyers.

Les effectifs demeurent très modestes, même en temps de crise. Au moment de leur nomination à Gênes, podestats, consuls ou capitaines recrutent des mercenaires (*stipendiarii* ou *socii*) qui les accompagnent jusqu'à leur poste et sont soldés par les autorités coloniales jusqu'à leur licenciement: 25 arbalétriers suivent à Caffa le consul désigné Tedisio Fieschi en 1369, douze sergents partent pour Péra avec le podestat en 1390, quarante hommes sont envoyés à Famagouste l'année suivante. Au moment de la chute de Constantinople, les Protecteurs de San Giorgio envoient 200 hommes à Caffa; dans les années suivantes, ils préfèrent passer contrat avec des « capitaines d'aventure » auxquels ils fournissent solde, vivres et affrètements pour aller servir avec leur compagnie dans les lointaines colonies pontiques<sup>43</sup>.

Ainsi constituées, les garnisons évoluent, au hasard des circonstances et des moyens financiers disponibles. A Péra, en dehors des sergents constituant la suite du podestat, il ne semble pas que l'on emploie une troupe permanente de soudoyers. A Caffa, la garnison passe de 65 soldats en 1374-75 à 236 en 1386-87, sans compter les marins des galères de la Commune. Au XV<sup>e</sup> siècle, surtout après 1453, l'effectif est renforcé et dépasse habituellement trois cents hommes. La Mahone de Chio fait appel à plus de 250 hommes d'armes répartis en plusieurs compagnies: les *homines de colla* tiennent le *castrum*, des arbalétriers surveillent la porte de la citadelle avec des archers et des gardes; des cavaliers et des archers sont préposés aux services extérieurs, tandis que de petites unités de quelques hommes tiennent les *pyrgoi*, tours de défense des villages<sup>44</sup>. A Famagouste, le registre de la Masaria de 1391 dénombre 577 *socii* ou *stipendiarii*, mais celui de 1461 seulement 192. Les soldes, variables selon le lieu de service et la qualification du soudoyer, sont prises en charge par les finances locales, contraintes bien souvent de faire appel à l'emprunt. En 1443, par exemple, les soldes des soudoyers de Famagouste, s'élèvent à 66.357 besants 4 carats, ce qui représente près de la moitié des dépenses et absorbe les trois quarts des rentrées procurées par la vente des gabelles, le poste le plus important des revenus

---

<sup>43</sup> VIGNA, VI/I-1, pp. 282-284; VI/I-2, pp. 47-48.

<sup>44</sup> BALARD 1978, I, pp. 444-446.

publics<sup>45</sup>. Aussi la *Massaria* doit-elle emprunter 11.000 besants auprès de plusieurs marchands, auxquels elle affecte le produit des gabelles pendant deux mois.

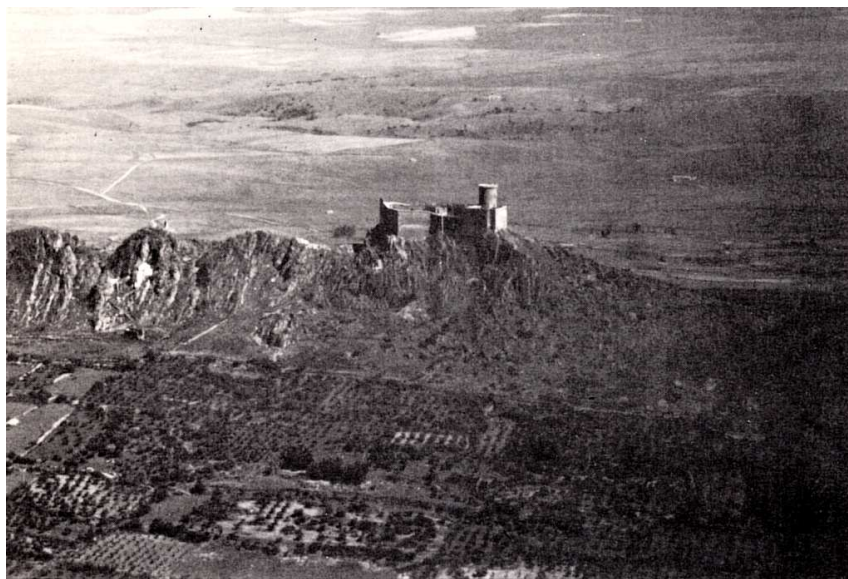


Fig. 5. Soldaia (Sudak). Vue générale de la forteresse génoise.

Les hommes de guerre sont rarement choisis dans la population locale. En 1391, un seul des 577 soudoyers de Famagouste est originaire de Chypre; 39% viennent de Gênes, 16% de la Riviera du Ponant, 14,5% de celle du Levant, 7,4% de l'Apennin, soit un recrutement ligure dépassant les trois quarts de l'effectif total. Soixante-dix ans plus tard, la composition géographique de la garnison n'a guère varié: 27% sont originaires de Gênes, 17% du Ponant, 25,3% du Levant, 9,1% de l'Apennin, soit 78% de Ligures. A Caffa, il en est de même: en 1374-75, les deux tiers des soudoyers viennent de Ligurie, les trois quarts en 1386-1387<sup>46</sup>. Les grandes villes de la plaine padane, de l'Italie du sud, de la côte orientale de l'Adriatique (Zara, Raguse) ainsi que les autres comptoirs génois d'Orient complètent l'effectif. Les

---

<sup>45</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famagouste Massaria, 1274 (année 1443), c. 57v.

<sup>46</sup> BALARD 1978, I, p. 444.

autorités coloniales prennent donc soin de recruter surtout des Latins d'origine. On ne fait appel que par exception aux Orientaux, dont la fidélité aux intérêts de la Commune est pour le moins suspecte. La défense des comptoirs d'Orient reste une affaire nationale.

Un second caractère peut être relevé, la grande mobilité de ces garnisons. Bien rares sont les hommes d'armes qui s'établissent à demeure: un seul en service en 1374 à Caffa l'est encore en 1386-87; cinq, arrivés en 1374, se maintiennent jusqu'en 1381-82, huit de 1381-82 jusqu'en 1386-87<sup>47</sup>. Après quelque temps de service à Caffa, le consul envoie des soudoyers à Soldaïa ou à Simisso, pour rompre les fâcheuses habitudes de laisser-aller, de routine et de paresse. Comment expliquer autrement que soient sans cesse répétées les obligations de résidence au *castrum*, les horaires d'ouverture des tavernes, la nécessité de procéder à des montres régulières des hommes et de leur armement? Irrégulièrement payés, les professionnels de la guerre sont tentés de fuir; peu nombreux, comment peuvent-ils tenir face à une armada ottomane, alors même que la majorité de la population ne soutient guère leurs efforts de résistance?

La défense est-elle plus solide du côté de la mer? Pour surveiller les grandes voies maritimes, combattre les pirates, assurer les contacts réguliers avec la métropole et les autres comptoirs, une police navale est nécessaire. Chaque colonie dispose en permanence d'une galère ou d'un brigantin de garde, toujours prêt à prendre la mer. D'autres unités, construites elles aussi dans les arsenaux locaux, peuvent s'y adjoindre en cas de danger ou de missions précises. Les frais d'armement – plus de 6.950 hyperpères pour une galère de Caffa en 1374<sup>48</sup> – la solde de l'équipage – 1.160 livres par mois à Chio<sup>49</sup> – les rations de biscuit, de vin et de pain représentent des frais très lourds pour les trésoreries coloniales. Que dire alors lorsque des conflits locaux ou les demandes d'aide de la métropole nécessitent des armements plus nombreux? Les dépenses navales deviennent alors insupportables, multiplient les emprunts, provoquent l'engagement des ressources à venir, attisent la résistance des communautés indigènes rebelles à un effort de guerre, dont elles ne comprennent pas toujours le sens. Il en résulte que les colonies,

---

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 443.

<sup>48</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1374, c. 323v.

<sup>49</sup> ARGENTI 1958, I, p. 385.

orientales se passent volontiers de l'aide intéressée de la métropole, mais réduites à leurs seules forces, elles sont contraintes d'élaborer une politique étrangère propre, où la diplomatie tient au moins autant de place que les moyens militaires, utilisés seulement en cas d'extrême nécessité.

La défense des comptoirs génois d'Orient se trouve ainsi placée sous le double signe de l'ouverture et de la fermeture. Ouverture nécessitée par le trafic commercial qui enrichit les finances locales et procure ainsi à la ville une meilleure protection matérielle et humaine. Fermeture, car c'est à la fois de l'intérieur, hostile à la domination étrangère, et de la mer livrée à la flotte ottomane au XV<sup>e</sup> siècle que viennent les ultimes périls. L'érection des murailles qui partout a accompagné l'état de belligérance se révèle une défense illusoire, dès lors que les Orientaux, majoritaires, perdent tout motif pour s'associer à la résistance des Génois d'Orient, diminués, appauvris et mal soutenus par leur métropole. C'est par un miracle de la diplomatie, et non par la force des murs et des armes, que Caffa a pu tenir vingt-deux ans après la chute de Constantinople, et Chio résister jusqu'en 1566. Dans l'Orient génois, les fortifications ont été davantage les symboles successifs de la croissance urbaine, qu'un instrument efficace de la guerre.

## *Les Génois dans l'ouest de la mer Noire au XIV<sup>e</sup> siècle*

Comme le remarquait R.H. Bautier il y a plus de vingt ans<sup>1</sup>, l'histoire des pays danubiens au Moyen Age peut être éclairée par les documents qu'ont laissés des Italiens ayant séjourné ou commercé dans ces pays. Parmi ces textes, on retiendra particulièrement le fragment de minutier du notaire génois Antonio di Podenzolo, qui se trouvait à Kilia en 1360 et en 1361, ainsi que des débris d'actes notariés rédigés à Licostomo en 1373, 1383 et 1384. Ces derniers documents, récemment retrouvés<sup>2</sup>, aident à dissiper le mystère qui entoure encore, malgré les travaux de N. Iorga, G.I. Bratianu, O. Iliescu et R. Manolescu<sup>3</sup>, l'histoire des établissements latins aux bouches du Danube.

Pour les Génois, le littoral pontique occidental ne présentait pas les mêmes attraits que les rives orientales. Aucun port digne de ce nom, mais un lacis de cours d'eau et de limans se perdant dans de vastes étendues marécageuses; aucune route caravanière acheminant vers la côte les précieuses épices ou les tissus chamarrés de l'Orient, mais un arrière-pays constitué de grands domaines fournissant des produits agricoles, céréales, miel et cire<sup>4</sup>. Il est naturel que les Génois établis en mer Noire dans des comptoirs dépourvus de ressources propres se soient intéressés très tôt à ces marchés, pour subvenir à leurs besoins, mais aussi à ceux de Constantinople, de Gênes même, cités dépendant entièrement d'apports extérieurs pour leur ravitaillement. Toutefois, des conditions naturelles peu propices à la navigation, l'insuffisance d'escales incapables d'accueillir les galères, coques et naves, au tonnage en constant accroissement, confèrent à ces échanges des caractères particuliers.

Les céréales de Bulgarie et de la plaine du Danube sont le principal produit d'exportation de ces régions pontiques. Une flottille de petites

---

\* Pubblicato in *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès international des Études byzantines*, 2, Bucarest 1975, pp. 21-32.

<sup>1</sup> BAUTIER 1948, pp. 187-188.

<sup>2</sup> MUSSO 1971, pp. 130-143.

<sup>3</sup> IORGA 1899; BRATIANU 1935; ILIESCU 1965, pp. 105-116; MANOLESCU, pp. 237-278.

<sup>4</sup> MANOLESCU, p. 239.

unités que le minutier d'Antonio di Podenzolo nous fait bien connaître vient jeter l'ancre dans les eaux du Danube, près de l'embouchure du fleuve, *ad bocham sumarie Chili*<sup>5</sup>. Entre la fin janvier et les premiers jours de mai 1361, trente-deux unités sont mentionnées dans les actes du notaire génois: si l'on excepte une coque, la «Santa Caterina» possédée par un bourgeois de Péra – navire par excellence des flottes marchandes génoises du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>, un panfile – bâtiment réservé au cabotage – et une galiote, les autres unités se répartissent en *cigute* et en linhs. Le premier type totalement inconnu à Gênes, à moins qu'il ne faille le rapprocher des saètes (*sagita*) utilisées pour la navigation de cabotage<sup>7</sup>, ne diffère guère des linhs, sinon par ses dimensions. En effet, la *ciguta* «S. Gregorius» d'Anthonius de Finario est aussi qualifiée de petit linh<sup>8</sup>. Le tonnage de ces bâtiments ne peut jamais être défini que par approximation, selon la quantité de grains que tel ou tel marchand y fait charger. Les cargaisons les plus fortes sont celles du linh de orlo de Francesco di Portovenere et du linh «S. Maria» de Giovanni Joardo di Recco, transportant chacun 200 muids de grain de Kilia à Péra<sup>9</sup>. Le muid, à la mesure de Kilia, équivaut à trois mines de Gênes<sup>10</sup>, soit à 2,46 quintaux<sup>11</sup>. Le tonnage minimum de ces deux linhs serait donc d'environ 50 tonnes métriques.

Entre janvier et mai 1361, 1438 muids de grains, près de 3500 quintaux, sont transportés de Kilia à Péra. Là, à moins que les céréales ne soient vendues sur place, d'autres bâtiments, de plus fort tonnage, viennent les charger. En effet, l'*Officium Victualium* institué à Gênes, comme en beaucoup d'autres villes d'Italie, pour organiser le ravitaillement en blé<sup>12</sup> passe des contrats

---

<sup>5</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Notai antichi*, n. 354, Antonio di Podenzolo, 1360, cc. 16v-17r.

<sup>6</sup> LIAGRE DE STURLER, I, p. CLXVII.

<sup>7</sup> HEERS 1958, pp. 107-118; la *ciguta* serait un bateau à fond plat; ce type de bateau conviendrait tout à fait à la navigation dans le delta du Danube.

<sup>8</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 354, Antonio di Podenzolo 1360, c. 22v.

<sup>9</sup> *Ibidem*, cc. 23v-24r et 25v-26r.

<sup>10</sup> ASGe, *Antico Comune*, Massaria Communis Ianue, n. 8, c. 164v et *Banco di San Giorgio*, 37/26, Gabella Grani 1361, c. 13r; ILIESCU 1965, III, p. 107 fait erreur en attribuant au muid un poids de 8 kgs.

<sup>11</sup> ROCCA, p. 110.

<sup>12</sup> SIEVEKING 1909, p. 5, pensait que cet Office était antérieur à 1359. On voit en effet en 1358 la Massaria de Gênes régler des achats de blé à des marchands engagés par contrats, conclus sans doute avec l'*Officium Victualium*.

avec des marchands auxquels la Commune promet une prime variable selon l'époque et la quantité de grain transporté. Péra et parfois Kilia et Licostomo sont parmi les ports cités dans ces contrats. Ainsi en 1357 arrivent de Péra à Gênes les coques de Clemente Baricanti di Noli, d'Antonio Cocoli sur lesquelles des marchands appartenant à la grande aristocratie commerciale – il y a là Agamelone Ceba, Raffaële di Negro, Giorgio Stancono, Giovanni Sauli, Moruele Lomelino, Marco Giambono et Raffaële Natono – ont chargé 2.760 muids de Licostomo soit plus de 6.800 quintaux<sup>13</sup>. En 1361 encore, Gaspale da Pinu transporte sur son linh jusqu'à Gênes 1052 muids de grains de Licostomo et l'on voit trois marchands, Simone da Uscio, Leonardo de Faxelli et Oberto Zucca mettre en vente sur le marché génois 1512 mines de blé de la même provenance<sup>14</sup>. Enfin il est hors de doute que dans les deux dernières décennies du siècle, Kilia participe encore au ravitaillement de Gênes. En effet, les registres de l'*Officium Victualium* qui nous ont été conservés à partir de l'année 1378, mentionnent séparément le blé de Caffa et le blé de Romanie, appellation désignant les grains de Thrace et des régions danubiennes. En 1393, 3.547 mines de blé de Romanie sont vendues par l'*Officium Victualium*, soit 7% de ses ventes<sup>15</sup>. Les régions danubiennes fournissent aussi du blé à Caffa, particulièrement en 1386, lorsqu'à l'occasion de la guerre de Solgat les autorités génoises de Crimée cherchent à se ravitailler partout en mer Noire<sup>16</sup>.

De si longs transports ne se justifient que par le faible coût du produit à l'achat. Nous savons, en effet, d'après une source génoise qu'en 1361, au moment même où Antonio di Podenzolo instrumentait à Kilia, la mine de blé y valait 7 sous 5 deniers<sup>17</sup>; transportée à Gênes, elle devait acquitter un « naulo » de 20 sous 9 deniers, trois fois le prix d'achat. Même si l'on tient compte de frais divers, tels que les nombreuses taxes à l'importation, que l'on peut évaluer d'après Pegolotti<sup>18</sup> et les calculs de Sieveking<sup>19</sup> à 3 sous 5 deniers

---

<sup>13</sup> ASGe, *Antico Comune*, Massaria Communis Ianue, n. 8, cc. 7v, 8r, 143r, 158v, 164r-165v, 202v.

<sup>14</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, 37/26, Gabella grani 1361, cc. 4v, 7v et 13r.

<sup>15</sup> *Ibidem*, *Antico Comune*, *Officium Victualium* n. 149.

<sup>16</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1386, c. 206r.

<sup>17</sup> *Ibidem*, 37/26, Gabella grani, c. 132.

<sup>18</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 218-219.

<sup>19</sup> SIEVEKING 1909, p. 5.



par mine, l'importation de grain de Kilia restait avantageuse puisqu'en janvier 1361, date de nos calculs, la mine de blé coûtait à Gênes 35 sous 6 deniers<sup>20</sup>. A ce point de vue, Kilia était pour les Génois une colonie d'exploitation, au sens moderne du terme.

En tonnage, les céréales l'emportent de loin sur les autres exportations des régions danubiennes. Viennent ensuite la cire et le miel. Il s'agit ici de cire de Bulgarie dont les mentions sont assez fréquentes dans les actes notariés génois<sup>21</sup>. Les acheteurs deux Génois et un Arménien s'adressent à des habitants de Kilia de diverses origines auxquels ils consentent une avance d'argent moyennant la promesse d'obtenir, dans un délai de deux à trois mois, la livraison de cantares de cire. Les quantités sont toujours réduites: vingt-quatre cantares en neuf contrats d'achat à terme, soit approximativement onze quintaux. Le miel est l'objet de cinq promesses de vente portant sur 119 cantares 1/2. Ces chiffres modestes invitent à ne pas exagérer l'ampleur des transactions commerciales se déroulant à Kilia. Il suffit de rappeler que les naves génoises de Roumanie rapportent à chaque voyage de 200 à 400 pains de cire<sup>22</sup>, qu'en 1383, d'après le correspondant génois de la firme Datini, la nave de Giovanni Ultramarino a un chargement de 4 à 500 cantares<sup>23</sup>, qu'enfin, en décembre 1383, 7.372 livres de cire de Roumanie sont achetées par la filiale Datini de Gênes et envoyées à Pise en un seul voyage<sup>24</sup>. Nul doute que, comme pour les céréales, la cire et le miel ne soient ainsi collectées par les marchands génois dans un grand nombre d'autres comptoirs d'importance moyenne pour être ensuite, par Pétra ou Caffa, transportés vers l'Occident.

En dehors de ces produits agricoles, les régions danubiennes fournissent aux Génois des esclaves. L'on ne saurait s'en étonner puisque vers les années 1345, les bouches du Danube dépendaient encore du Khan du Kiptchak<sup>25</sup>; on connaît la facilité avec laquelle les Génois exportaient les jeunes tatars

---

<sup>20</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, 37/26, Gabella grani, cc. 13v, 16v etc.

<sup>21</sup> Cfr. par exemple en 1347 et 1348, ASGe, *Notai antichi*, n. 232, c. 309v; n. 233, c. 5r.

<sup>22</sup> Archivio di Stato di Prato, *Archivio Datini*, B. 1171, Lettres de chargement, 19 octobre 1392, 6 janvier 1395, 12 janvier 1396.

<sup>23</sup> *Ibidem*, d. 505, *Carteggio Pisa da Genova*, 8 octobre 1383.

<sup>24</sup> *Ibidem*, 5 décembre 1383.

<sup>25</sup> GIURESCU 1965, pp. 55-70.

des États de la Horde d'Or<sup>26</sup>. A Kilia, la traite porte sur des sujets d'origine tatare, mis en vente par des compatriotes et achetés par des Génois, un Vénitien, un Grec de Constantinople. Il s'agit de jeunes filles âgées de 12 à 22 ans, récemment arrachées à leur tribu d'origine puisqu'elles portent toutes encore un nom païen. En ce sens, la traite aux bouches du Danube est tout à fait comparable à celle qui se pratique à Caffa<sup>27</sup>. D'autre part, tout au long du XIV<sup>e</sup> siècle, les exemples de sujets bulgares tombés en esclavage ne manquent pas. Ils sont au service de familles génoises qui les affranchissent sur leurs vieux jours. Voici par exemple en 1302 une jeune Catuchia, originaire de la région de Varna<sup>28</sup> en 1352, une jeune Margarita venant de Sozopolis<sup>29</sup>, et bien d'autres<sup>30</sup>. L'on hésite parfois sur leur sort, s'ils affirment être chrétiens; c'est ainsi qu'en 1391, l'esclave Michel est affranchi conditionnellement, il avait été pris pour un Tatar, mais était en fait d'origine bulgare<sup>31</sup>. A Péra, l'année précédente, l'on avait recueilli deux esclaves bulgares fuyant les Turcs, sans doute après la bataille de Kossovo. L'une est placée chez un particulier, l'autre libérée en raison de son âge<sup>32</sup>.

Céréales, cire et miel, esclaves, voilà quelques-uns des objets du commerce génois dans les régions danubiennes. Que représente celui-ci quantitativement dans le vaste réseau d'échanges tissé par les Génois en mer Noire? Les actes notariés de Gabriele de Predono, instrumentés à Péra en 1281, fournissent une première indication: le montant additionné des contrats de commande à destination de Vicina s'élève à 3453 hyperpères<sup>33</sup>, soit exactement le cinquième de l'ensemble des investissements des Génois de Péra en mer Noire. D'autre part, en 1361, les contrats de change de Kilia sur Péra, rédigés par un seul notaire entre Mars et Mai de cette année-là, qui constituent en fait la somme des dettes contractées par les Génois, c'est-à-dire vraisemblablement

---

<sup>26</sup> DELORT 1966, pp. 215-250; VERLINDEN 1950, II, pp. 1-25.

<sup>27</sup> VERLINDEN 1953, II, pp. 91-103 et BALARD 1968, p. 655.

<sup>28</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 137, c. 50v.

<sup>29</sup> *Ibidem*, n. 237, c. 303v.

<sup>30</sup> *Ibidem*, n. 204/II, c. 332; n. 118, c. 157v; n. 231, c. 255r; n. 287, c. 166r; n. 238, c. 138r; n. 239, c. 133r; n. 400, c. 106v; n. 409, c. 329r; n. 321, c. 190r.

<sup>31</sup> *Ibidem*, n. 448, cc. 93v-94 r.

<sup>32</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1390, c. 201v et IORGA 1902, p. 71.

<sup>33</sup> 4100 hyperpères d'après GIURESCU 1965, p. 56.

une grande partie de leurs achats, se montent à 7770 hyperpères<sup>34</sup>. Même en tenant compte des dévaluations de la monnaie byzantine<sup>35</sup>, la valeur du commerce génois aux bouches du Danube est largement supérieure à ce qu'elle était à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. L'on vient encore récemment de montrer, à l'aide de quelques actes notariés inédits rédigés à Licostomo en 1373 et en 1383, les liens financiers existant entre Kilia et Péra<sup>36</sup>.

Avec le nord de la mer Noire, les relations économiques des régions danubiennes semblent moins intenses. Un registre de la Massaria de Caffa mentionne en 1381 la perception d'un droit sur le trafic entre Caffa et Licostomo. Ce *comerchium* au taux de 3% rapporte 80 *sommi* et 1.486 aspres<sup>37</sup>. Si l'on tient compte que l'on taillait environ 135 aspres dans un *sommo*, d'argent à cette date<sup>38</sup>, la valeur totale des échanges entre Caffa et Licostomo ne serait que de 3.000 *sommi*, soit 37.500 hyperpères, puisque le *sommo* vaut alors 12 hyperpères 12 carats<sup>39</sup>. Rapprochons maintenant les deux chiffres: d'un côté 7.770 hyperpères en moins de trois mois, soit une trentaine de milliers d'hyperpères dans l'année<sup>40</sup> d'après les actes d'un seul notaire; de l'autre, 37.500 hyperpères représentant la somme totale des transactions entre Caffa et Licostomo. Il est évident que la balance penche en faveur de Péra. Les liens d'affaires des Génois de Caffa sont beaucoup plus forts avec les régions orientales et méridionales de la mer Noire<sup>41</sup>.

Utilisant les ports de la côte occidentale de la mer Noire comme points de ravitaillement, les Génois s'efforcèrent d'y établir leur domination territoriale, ou du moins d'obtenir des potentats locaux la concession d'un comptoir à l'abri duquel leurs marchands trouveraient protection. Ils y

---

<sup>34</sup> ILIESCU 1965, p. 109.

<sup>35</sup> GRIERSON, pp. 483-492 et ZAKYTHINOS 1948.

<sup>36</sup> MUSSO 1971, pp. 130-143.

<sup>37</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1381, cc. 40r et 277v.

<sup>38</sup> *Ibidem*, c. 8v, 56v.

<sup>39</sup> *Ibidem*, c. 317r.

<sup>40</sup> Antonio di Podenzolo n'a rédigé aucun contrat de change entre le 27 novembre et le 8 mars, mais les actes instrumentés pendant les mois d'été, où les échanges sont intenses, ne nous sont pas parvenus. La moyenne adoptée se justifie donc.

<sup>41</sup> On rappellera, par exemple, qu'en 1373, la valeur des échanges entre Caffa et Savastopoli s'élève à 12.000 *sommi* (ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1374, c. 211v).

réussirent en quatre points de ce littoral danubien, Vicina, Kilia, Licostomo et Moncastro, non sans rencontrer de sérieuses difficultés.

Vicina fut la première visitée par les Génois, car elle se trouvait à l'époque de Michel Paléologue dans la dépendance de l'empire byzantin<sup>42</sup>. La communauté génoise y était florissante à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, comme le montrent l'héritage d'Andrea Barbaria mort à Vicina en 1298 et l'existence d'un consulat génois à cette même date, tenu par Montano Embriaco<sup>43</sup>. La prohibition de tout commerce génois dans les états de Svetoslav en 1316 dut s'appliquer également à la région des bouches du Danube, car les mentions de Vicina disparaissent des documents génois dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle. Passée sous l'obédience tatare, puisque le règlement de douane de Péra la place en 1343 à la frontière des états d'Uzbek<sup>44</sup>, Vicina ne redevint un comptoir génois qu'après la retraite mongole provoquée par la victoire du voïvode André Lackfi sur les Tatars<sup>45</sup>. Les Hongrois de Louis 1<sup>er</sup>, avec lesquels les Génois entretenaient des relations amicales, durent permettre à ces derniers de se réinstaller à Vicina à une date comprise entre 1345 et 1351<sup>46</sup>. En effet, cette année-là, les instructions remises par le doge à ses envoyés en Orient parlent de Vicina en des termes tels que l'on peut y supposer l'existence d'une administration génoise. Ces deux enquêteurs sont chargés d'y percevoir une contribution de guerre en instituant une taxe sur les Génois qui y résident<sup>47</sup>. Il faut pour cela un trésorier, un embryon d'administration. En 1361, celle-ci est représentée par Bartolomeo di Marco, consul des Génois à Vicina<sup>48</sup>. D'autre part, un acte notarié génois de date incertaine, mais immédiatement postérieur à 1360, cite le notaire Bartolomeo de Ursetis di Voltaggio qui a instrumenté à Vicina en faveur de marchands qui se trouvaient à Kilia en 1361. Le même document parle d'une créance de 99 hyperpères *ad sagium*

---

<sup>42</sup> LAURENT 1945, pp. 250-255.

<sup>43</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 45, cc. 95v, 192r-v.

<sup>44</sup> BELGRANO 1877, p. 304.

<sup>45</sup> *Ibidem*, p. 282.

<sup>46</sup> Le retour des Génois à Vicina pourrait bien être une conséquence du privilège commercial que leur accorde Louis 1<sup>er</sup> en 1349, cfr. MANOLESCU, p. 250.

<sup>47</sup> BELGRANO 1885, p. 250.

<sup>48</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 354, Antonio di Podenzolo 1360, cc. 14v-15r.

*Vicine*, ce qui montre qu'à cette date, comme à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, Vicina vit encore dans l'orbite économique de Byzance<sup>49</sup>.

Après 1360, les mentions de Vicina dans les documents s'espacent. Une grande partie de la côte pontique au sud du Danube passe alors au pouvoir d'un dynaste local, Dobrotitch, avec lequel les Génois eurent des relations d'autant plus détestables<sup>50</sup> que celui-ci n'entendait pas leur laisser tous les profits du commerce danubien. Dobrotitch ne cessait pas de harceler les navires génois. En 1373, une de ses galères s'empara du bâtiment que les Génois de Licostomo avaient armé pour défendre leur comptoir et protéger leur commerce avec Péra<sup>51</sup>. Dès lors, la guerre ne tardait pas à éclater. En 1374, puis en 1375, les Génois de Caffa armaient une galère à l'occasion de la guerre de Dobroudja; elle se rendit dans la région du Danube, en faisant escale à Licostomo. Il en coûta au comptoir criméen plus de 130.000 aspres et 920 *sommi*<sup>52</sup>.

Les résultats d'une telle campagne nous sont inconnus. La paix ne fut conclue qu'en 1387 avec le fils de Dobrotitch, Ivanko, à la suite d'une ambassade envoyée de Péra<sup>53</sup>. Des privilèges commerciaux furent accordés aux Génois en Dobroudja<sup>54</sup>. Malgré ces faveurs, le consulat de Vicina avait bel et bien disparu, et les Génois avaient transféré à Kilia et Licostomo le centre de leurs activités économiques dans les régions danubiennes. Quelques habitants de Vicina suivirent les Latins dans leur retraite. Oberto de Vicina s'engage en 1378 sur la galère de Meliaduce Cattaneo<sup>55</sup>; Giovanni et Assalone de Vicina sont recrutés comme mercenaires par la Commune de Caffa en 1386-1387<sup>56</sup>, tandis que l'on rencontre Antonio de Vicina à Péra en 1390<sup>57</sup>. D'autres vont

---

<sup>49</sup> *Ibidem*, n. 461, Iohannes de Bozolo, c. 239r-v; cfr. ILIESCU 1969, pp. 109-118.

<sup>50</sup> Un acte notarié génois le qualifie de *pravo et crudeli inimico Comunis Ianue* (ASGe *Notai ignoti*, Busta XXIII, 18 sept. 1373).

<sup>51</sup> *Ibidem*, 20 sept. 1373.

<sup>52</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1374, cc. 15v, 82v, 256v, 258v, 323v, partiellement publié par IORGA 1902, p. 33.

<sup>53</sup> MANOLESCU, p. 250; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria, 1390, c. 66v et IORGA 1902, p. 66.

<sup>54</sup> BELGRANO 1877, pp. 145-146.

<sup>55</sup> ASGe, *Antico Comune*, Galearum introitus et exitus, n. 716 (1378).

<sup>56</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1386, cc. 523r et 549v.

<sup>57</sup> *Ibidem*, Peire Massaria 1390, c. 100v.

plus loin encore: en novembre 1387 la Commune de Gênes rétribue Manoli de Vicina qui a transporté du bois dans le port<sup>58</sup>. Il s'agit peut-être d'un ancien esclave, à l'instar de cette Cathalina de Vicina qui se trouvait en 1325 au service de Filippo de Grimaldi<sup>59</sup>.

Quoi qu'il en soit, dans le dernier quart du XIV<sup>e</sup> siècle, la colonie génoise de Vicina est bien morte. Celles de Kilia puis de Licostomo ont pris le relais. On doit distinguer ces deux villes, successivement occupées par les Génois. En effet, le notaire Antonio di Podenzolo a mentionné dans l'un de ses actes une coque ayant jeté l'ancre *in sumaria sive flumine Chi ...*; il reprit sa rédaction en rayant ce dernier mot et en le remplaçant par *Licostomo*<sup>60</sup>. Comme il s'agit de la seule coque mentionnée dans les actes de 1361, il est probable qu'elle s'est arrêtée près de l'embouchure du fleuve, en raison de son tirant d'eau supérieur à celui des linhs et des *cigute*; par conséquent, Kilia serait distincte de Licostomo («la bouche du loup») et située plus en amont sur le fleuve. Les Génois dans des circonstances peu claires ont déplacé leur comptoir de Kilia à Licostomo entre 1361 et 1373, puisqu'à cette date le notaire Domenico di Calignano instrumente à Licostomo, consulat génois tenu par Paolo di Podio<sup>61</sup>.

Sur la colonie de Kilia, les actes notariés d'Antonio di Podenzolo jettent une lueur vive, mais brève. Les clients du notaire se répartissent en deux groupes d'importance numérique sensiblement égale: les Italiens et les Orientaux. Chez les premiers, les Génois l'emportent; on en dénombre 48, parmi lesquels quelques membres des grandes familles ayant habituellement des affaires en Orient: 4 Ghizolfi, I Lomellino, I Lercaro, 4 Marocelli, I de Mari et I Salvago par exemple. Toutefois si l'on compare cet échantillon avec celui que nous présentent les Massarie de Péra et de Caffa, de grandes différences apparaissent. Les membres des grandes familles génoises sont à Kilia très peu nombreux: aucun Doria, aucun Spinola, aucun Cattaneo, aucun Adorno, aucun di Negro, aucune de ces grandes fortunes coloniales que l'on discerne par exemple à travers les actes notariés de Péra et de Caffa. De plus, parmi ce groupe de Génois, cinq seulement se disent *habitatores Chili*,

---

<sup>58</sup> *Ibidem*, *Antico Comune*, Massaria Communis Ianue, n. 19, c. 322.

<sup>59</sup> *Ibidem*, *Notai antichi*, n. 272, Oberto Mainetto, doc. 18; n. 140, Conrado de Castello de Rapallo, c. 142r.

<sup>60</sup> *Ibidem*, n. 354, Antonio di Podenzolo 1360, c. 27r.

<sup>61</sup> *Ibidem*, *Notai ignoti*, Busta XXIII, 20 septembre 1373.

la majorité des autres se proclamant *cives januenses*. Qu'est-ce à dire, sinon que la plupart de ces Génois ne sont que de passage, marchands attirés à Kilia par le marché des grains ou de la cire et repartant vers Péra, sitôt les affaires conclues. La même remarque s'applique aux 26 Ligures dénombrés, venus en égale proportion des deux *Riviere*, mais plus particulièrement des gros bourgs de la côte, Savone, Varazze, Arenzano à l'Ouest, Quarto, Rapallo et Recco à l'Est. Parmi eux, cinq *habitatores Chili* seulement. Les autres Italiens ne sont qu'une dizaine dont quatre Placentins – l'on sait quel rôle ils jouaient dans l'économie génoise<sup>62</sup> – et deux Vénitiens dont l'un est courtier à Kilia, l'autre capitaine d'un linh chargé de grain.

Nous rangerons parmi les Orientaux tous ceux qui se disent *habitatores* ou *burgenses*, tant de Péra, que de Caffa. Ce sont par leur origine des Génois ou des Ligures; mais, établis en Orient parfois depuis plusieurs générations, ils en connaissent mieux les usages. Ils servent d'intermédiaires dans les transactions conclues entre Orientaux et Latins; ils se nomment courtiers et interprètes, connaissant les rudiments de grec et d'arménien indispensables en affaires. A Kilia en 1361, l'on dénombre une cinquantaine de Pérotes, parmi lesquels des notaires, des courtiers, des banquiers. Ce chiffre, plus élevé que celui des Génois d'origine, indique bien la main-mise de Péra sur le commerce du bas-Danube, et confirme ce que l'examen des échanges et l'étude quantitative du trafic nous avaient appris: Péra est le but principal des exportations du bas-Danube et dans les échanges, les habitants de Péra jouent un rôle décisif, loin devant les gens de Caffa dont le nombre n'excède pas la vingtaine. Il ne faudrait pas négliger les autres groupes ethniques, qui semblent fort actifs: 45 Grecs, certains établis à Kilia, la plupart venant de toutes les régions hellénisées: Constantinople surtout, mais aussi Moncastro, Trébizonde, Césaronte, Simisso, Andrinople, Cembalo, Sinope, Mesemvria, Solumbria et Vicina. Quelques-uns s'associent en affaires avec des Latins: c'est ainsi que trois Grecs de Cerasonte possèdent des parts de deux linhs conduits par Pellegrinus Daniel de Savone<sup>63</sup>. Deux Grecs d'Andrinople consentent à un Pérote un prêt de dix *sommi* lui permettant de payer un achat de grain<sup>64</sup>.

Les Latins s'associent également avec les Arméniens, au nombre de six, mais parmi lesquels un certain Sarchis, originaire de Caffa, jouit d'une parti-

---

<sup>62</sup> LOPEZ 1957, I, pp. 215-253; LOPEZ 1956a; CASTIGNOLI - RACINE, pp. LXX-LXXX.

<sup>63</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 354, Antonio di Podenzolo 1360, cc. 6v-7r, 9v-10r.

<sup>64</sup> *Ibidem*, c. 18r.

culière aisance: il se fait livrer quarante cantares de miel par un Placentin, achète à terme des cantares de cire, dans des proportions telles qu'il semble dominer le marché, possède en commun avec un Génois et un Pérote deux *cigute*<sup>65</sup>. Seul le commerce des grains et des esclaves lui échappe. Ce dernier est aux mains des Tatars dont on dénombre six représentants à Kilia. Deux seuls Juifs comparaissent devant Antonio di Podenzolo: Chanea détient en gage une pièce de drap appartenant à une Grecque, Ibraim, boutiquier à Kilia, vend une esclave<sup>66</sup>. Les propriétaires féodaux aussi bien que les paysans, qui ne sont pas clients du notaire, nous restent inconnus, à l'exception de ce meunier, Manoli de Romania, auquel un Génois loue un moulin *in territorio Pendavogni*<sup>67</sup>.

Au total, les Génois venus de la métropole sont largement minoritaires. C'est là un trait particulier que l'on ne retrouve point à travers les actes de Péra et de Caffa, où l'élément grec n'est jamais aussi largement représenté, où le nombre des Génois d'Outremer équilibre celui de leurs compatriotes d'Italie. Il faut voir là plus qu'une coïncidence. Les grands marchands, ceux qui se livrent au commerce international entre la Crimée, Constantinople, l'Italie, Bruges ou Southampton ignorent Kilia et les régions danubiennes. Là, les transactions sont faites par des négociants de second rang, tel Raffael Vacca, facteur d'un Gentile<sup>68</sup>. Venus de Péra et de Caffa, ces auxiliaires des grands hommes d'affaires drainent vers ces deux places les ressources des régions danubiennes. Tant au plan du négoce qu'au plan de la population, une hiérarchie s'établit entre les comptoirs génois: au sommet, Caffa, Péra et Chio, grands *emporia* internationaux, cités peuplées d'une forte population génoise; au niveau inférieur, les autres comptoirs, liés à l'un ou l'autre des trois grands.

Au point de vue administratif, Kilia n'a pas un appareil très développé. En 1361, le consul est un notaire, Bernabo de Carpina, qui ne cesse pas pour autant d'exercer son art à l'usage des marchands<sup>69</sup>. Il dirige une petite cour comprenant un greffier, un planton, quelques arbalétriers, résidant à la maison de la Commune. Il rend la justice à la *loggia* des Génois, donne sa

---

<sup>65</sup> *Ibidem* cc. 2r, 5r-v, 6r, 7r, 9v, 13r, 15v, 16r-v, 19r-v, 20r.

<sup>66</sup> *Ibidem* cc. IIv, 31r.

<sup>67</sup> *Ibidem*, c. 12v.

<sup>68</sup> *Ibidem*, c. 16v.

<sup>69</sup> *Ibidem*, c. 8r.



sanction aux arbitrages et aux acquits conclus en sa présence<sup>70</sup>. Au centre du comptoir, une petite place sur laquelle donnent la *loggia*, la maison du consul et l'église Saint-Jean des Grecs<sup>71</sup>. Au bord du fleuve, les « échelles » réservées au chargement des céréales<sup>72</sup>. Là se concentrait toute l'activité économique, tant que les Génois purent se maintenir à Kilia. Les menées hostiles de Dobrotitch les en chassèrent avant 1373 et les contraignirent à trouver refuge plus en aval sur le fleuve, à Licostomo.

Que cet exil ait été provoqué par les pirateries de Dobrotitch semble hors de doute, à la lecture des actes notariés de 1373. Licostomo est alors aux mains d'une mahone, à laquelle participe Luciano de Nigro, qualifié de *gubernator insule Licostomi*<sup>73</sup>. Certains Génois intéressés par le commerce danubien ont dû avancer des fonds aux autorités locales et se charger, comme en témoigne un acte du 18 septembre 1373, d'armer une galère pour défendre la place contre Dobrotitch. Leurs créances ont été divisées en parts, auxquelles sont attribués les revenus de Licostomo, en particulier la gabelle du vin que prélève en 1372 un bourgeois de Péra, Bartolomeo di Langasco<sup>74</sup>. Les hostilités achevées, la Commune de Gênes reprend la gestion directe du comptoir. Un consul le dirige, assisté d'un notaire qui est en même temps scribe de la cour et de la Massaria, à laquelle est préposé un autre fonctionnaire<sup>75</sup>. Les services d'un interprète, le Génois Antonio Imperiale en 1373, le Grec Antipapa en 1391, sont rétribués sur les revenus de la Massaria de Péra<sup>76</sup>. L'île de Licostomo est fortifiée; une citadelle, construite avant 1373, est entourée d'un fossé et s'ouvre par une unique porte. À l'intérieur, se trouvent les bâtiments officiels, la *loggia* de la Commune, la chancellerie des gouverneurs de Licostomo, deux églises dédiées à saint François et à saint Dominique<sup>77</sup>.

---

<sup>70</sup> *Ibidem*, cc. 6v-7r, 4r-v, 8r, 12r.

<sup>71</sup> *Ibidem*, cc. 8r.

<sup>72</sup> *Ibidem*, cc. 9v-10r.

<sup>73</sup> *Ibidem*, *Notai ignoti*, Busta XXIII, 18 septembre 1373.

<sup>74</sup> *Ibidem*, 14 septembre 1373.

<sup>75</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1402, cc. 4v, 70v, 121v, 141v. Antonio di Nazaro, Lazarino di Levanto, Giacomo Bontempo ont été massiers de Licostomo avant 1402.

<sup>76</sup> *Ibidem*, *Notai ignoti*, Busta XXIII, 13 septembre 1373; *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1391, c. 137.

<sup>77</sup> *Ibidem*, *Notai ignoti*, Busta XXIII, 10, 14, 18, 20 septembre 1373; Oberto Grasso, 12 novembre 1383.

Une petite garnison, composée de mercenaires d'origine ligure, défend la place dès 1373. Elle est maintenue au moins jusqu'en 1402, date à laquelle des frais s'élevant à 4.746 hyperpères sont engagés pour l'entretien de la citadelle<sup>78</sup>. L'on craignait alors un débordement turc; ce fut le prince valaque Mircea qui, profitant de la victoire de Timour à Angora, rentra en possession de la Dobroudja, assurant ainsi plusieurs années de répit au comptoir génois<sup>79</sup>.

A l'embouchure du Dniestr, l'ancien Maurokastron byzantin (Moncastro, Cetatea Albă) a été très tôt un centre d'affaires pour les Génois<sup>80</sup>. Cela ne veut pas dire pour autant que ceux-ci y aient créé un comptoir doté d'une administration propre. En effet, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, il n'est jamais question de fonctionnaires génois à Moncastro, mais seulement d'investissements ou de navires génois. Lorsque cette place passe sous la domination du tzar Svetoslav, vassal de la Horde d'Or, des incidents ayant opposé Bulgares et Génois amènent la Commune à interdire à ses ressortissants tout commerce dans ces parages<sup>81</sup>. Le nom de Moncastro disparaît alors des documents génois. Nos marchands y retournent avant 1351, date à laquelle le doge déclare dans les commissions qu'il remet à ses deux envoyés en Orient que des Génois se trouvent à Moncastro et qu'il convient de les faire participer aux frais de la guerre menée contre les Vénitiens<sup>82</sup>. Mais jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle, les documents n'apportent aucune preuve qu'un comptoir pourvu d'une administration se soit développé à l'embouchure du Dniestr. Bien au contraire, lorsqu'au moment de la guerre opposant les gens de Caffa aux Tatars de Solgat deux ambassadeurs génois, Carlo dell'Orto et Illario Doria, sont dépêchés à Moncastro, cela signifie que l'on recherche une aide de cette cité, qu'elle soit encore une Commune autonome ou déjà passée sous la domination de la principauté moldave<sup>83</sup>. L'envoi d'ambassadeurs ne se justifierait pas s'il s'agissait d'un comptoir génois. Au XV<sup>e</sup> siècle encore,

---

<sup>78</sup> *Ibidem*, 18 septembre 1373; *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1390bis, c. 2v; 1391, c. 46; 1402, c. 70v.

<sup>79</sup> MANOLESCU, p. 251.

<sup>80</sup> *Ibidem*, pp. 243-244.

<sup>81</sup> MHP, *Imposicio Officii Gazarie*, col. 382 (22 mars 1316).

<sup>82</sup> BELGRANO 1885, p. 250.

<sup>83</sup> MANOLESCU, p. 253.

quand Moncastro connut grâce à la route moldave sa plus grande prospérité, les Génois y jouissaient d'une grande influence, non de privilèges exclusifs<sup>84</sup>.

Il est vrai qu'alors il s'agissait davantage pour Gênes d'utiliser librement les voies terrestres reliant l'Italie à la mer Noire par la Hongrie, que d'acheter des céréales dont l'exportation par les Détroits devenait de plus en plus difficile. Dès que s'organisent dans les régions danubiennes ces grands axes appelés dans l'histoire route valaque et route moldave, les courriers génois les fréquentent à l'égal des envoyés vénitiens. En mars puis en mai 1353, deux Allemands, Simone Teotonico et Bartolomeo de Teotonico arrivent à Gênes, en passant l'un par la Hongrie, l'autre par Cracovie<sup>85</sup>. Quatre ans plus tard, un nouveau messenger allemand, Enrico Teotonico, arrive de Caffa à Gênes, sans que l'on puisse connaître l'itinéraire qu'il a emprunté<sup>86</sup>. De nouveau, en mai 1381, des envoyés parcourent la route valaque: deux partent de Caffa pour Licostomo, le troisième poursuit jusqu'à Buda; quelques semaines plus tard, le Syrien Abram revient de Buda avec une lettre adressée au consul de Caffa<sup>87</sup>. En mars 1382, deux nouveaux messagers passés par Buda apportent à Caffa des lettres du doge; il en est encore de même en septembre<sup>88</sup>. C'est dire l'importance vitale de ces routes terrestres entre Gênes et ses colonies de la mer Noire, particulièrement en temps de guerre, lorsque les détroits sont fermés et que les escadres vénitiennes menacent tout bateau génois. C'est le cas en 1353 et en 1381, lorsque les documents génois nous signalent ce va-et-vient de messagers, d'autant plus aisé que les souverains angevins de Hongrie manifestaient aux Génois une particulière bienveillance, allant jusqu'à s'allier avec eux contre Venise au moment de la guerre de Chioggia<sup>89</sup>.

En 1392, des liens aussi étroits étaient renoués tant avec le prince valaque Mircea qu'avec le roi de Hongrie, Sigismond. Le voïvode envoyait à Péra en juin un messenger apportant de bonnes nouvelles de la Bulgarie,

---

<sup>84</sup> BRATIANU 1933, pp. 152-158.

<sup>85</sup> ASGe, *Antico Comune*, Officium Guerre, n. 216, cc. 24 et 45; cfr. PANAITESCU, pp. 172-193.

<sup>86</sup> ASGe, *Antico Comune*, Massaria Communis Ianue, n. 8, c. 40v.

<sup>87</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1381, c. 62r et IORGA 1902, pp. 36-37.

<sup>88</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1381, cc. 67v, 292v, 293r.

<sup>89</sup> AIRALDI 1969, pp. 139-140.

selon l'expression du scribe de la Massaria<sup>90</sup> et un Ragusain, Pasquale de Restis, ambassadeur de Péra auprès du roi de Hongrie, se trouvait en Valachie en juillet 1392, date à laquelle un certain Giovanni Daniel lui remit 60 hyperpères de Valachie<sup>91</sup>, pour le bon accomplissement de sa mission<sup>92</sup>. Le 17 octobre, l'ambassadeur était de retour avec des envoyés du roi de Hongrie, porteurs de lettres adressées au podestat de Péra<sup>93</sup>. Ces missions destinées sans doute à renforcer la ligue anti-turque que l'on négociait alors entre Rhodes, la Mahone de Chio, les Gattiludio de Lesbos et les Génois de Péra, ne pouvaient être un succès total, puisqu'au même moment ces derniers continuaient d'entretenir d'excellentes relations avec Bajazet<sup>94</sup>. Le refus de tout engagement décisif, le rejet de tout projet de croisade pouvant menacer la bonne marche des affaires caractérisent bien l'attitude réaliste des Génois vis-à-vis des Turcs. C'est au nom de ce réalisme que les Pérotés, comme les Génois de Caffa au temps de la guerre de Chioggia, cherchent à maintenir les communications avec la métropole par la route valaque.

Animés d'une politique exclusivement commerciale, les Génois ont d'abord recherché dans les régions danubiennes à se rendre maîtres des exportations de produits agricoles. Pour y mieux parvenir, ils ont obtenu des dynastes locaux des concessions leur permettant de créer un comptoir pourvu d'une administration protégeant leurs ressortissants. Ils rencontrèrent des difficultés, mais surent s'adapter, transférant leurs activités de Vicina à Kilia, puis à Licostomo, avant de comprendre à la fin du siècle le parti que l'on pouvait tirer de Moncastro, commandant la route moldave plus sûre que la route valaque menacée par les campagnes de Bajazet. En ce sens, la politique génoise dans les régions danubiennes fit preuve au XIV<sup>e</sup> siècle d'un étonnant réalisme, qui ne concorde pas toujours avec les intérêts supérieurs de la chrétienté, mais qui saisit avec clairvoyance toutes les occasions de faire des affaires.

---

<sup>90</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1391, c. 83.

<sup>91</sup> Cette unité monétaire imitant la monnaie byzantine valait beaucoup moins que celle-ci, 10 hyperpères de Valachie étant acceptés pour 3 hyperpères 12 carats de Péra (*Ibidem*, c. 83).

<sup>92</sup> *Ibidem*, c. 197.

<sup>93</sup> *Ibidem*, c. 85.

<sup>94</sup> *Ibidem*, cc. 80, 84, 175, 196.



## *Les Génois en Crimée aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*

La Gazarie a constitué au XIV<sup>e</sup> siècle l'un des plus beaux fleurons du réseau de comptoirs fondés par les Génois en Méditerranée orientale et dans le Pont-Euxin. Avec Péra et Chio, l'établissement de Caffa constitue une « autre Gênes », une « Genuensis civitas in extremo Europe », comme le disent les sources de l'époque, soulignant la position excentrique du comptoir par rapport aux régions du monde alors connues par les Occidentaux. Cette « autre Gênes », partie de rien, a connu un développement rapide entre 1280 et 1300, pour s'affirmer au XIV<sup>e</sup> siècle comme le grand *emporium* des Génois en mer Noire, point d'aboutissement des grandes lignes maritimes reliant l'Orient à l'Occident, mais aussi centre d'un trafic irriguant l'ensemble des régions pontiques en même temps que siège d'un consulat étendant son autorité à tous les comptoirs génois du Pont-Euxin. Pour comprendre cet étonnant essor, il faut donc évoquer les conditions dans lesquelles s'est effectuée la pénétration génoise en mer Noire, décrire le développement urbanistique et le mélange de populations qui se côtoient à Caffa; c'est alors que pourront être mises en relief les activités économiques multiples du comptoir et de la Gazarie génoise.

Byzance s'étant réservée jalousement jusqu'en 1204 le monopole du commerce pontique, il est peu probable que les Comnènes et les Anges aient autorisé les marchands occidentaux à pénétrer en mer Noire. Deux indices contraires ont cependant été retenus. Dans la convention qu'il accorde en 1169 à l'envoyé génois Amico de Murta, Manuel I<sup>er</sup> Comnène autorise les bateaux génois à naviguer dans toutes les régions de l'empire, « praeter Russiam et Matracham »<sup>1</sup>. Ce petit membre de phrase a suscité des interprétations divergentes. Pour les uns<sup>2</sup>, le nom de *Russia* désignerait l'ensemble de la mer de Russie, au sens où l'entend Geoffroy de Villehardouin qualifiant le Pont-Euxin de « mer de Russie », alors que par Matracha

---

\* Pubblicato in « Ἀρχαῖον Πόντου », 35 (1979), pp. 201-217.

<sup>1</sup> BERTOLOTTI, pp. 351-360.

<sup>2</sup> MANFRONI, p. 593; BRATIANU 1929, p. 50; BRATIANU 1969, pp. 165 et 175.

il faut entendre la principale ville de la péninsule de Taman, à l'est du Bosphore Cimmérien et, par extension, la mer de Tana.

D'autres<sup>3</sup>, sur la foi d'un passage imprécis du géographe Idrisi, croient reconnaître dans *Rosia* une ville située sur la côte occidentale du Bosphore Cimmérien, ou bien un territoire proche des bouches du Don, de sorte que l'interdiction édictée par Manuel I<sup>er</sup> Comnène ne concernerait que la mer de Tana; les marchands génois seraient donc autorisés à trafiquer dans les autres régions de l'empire, y compris sur les côtes pontiques. Un second indice d'une pénétration génoise en mer Noire avant la IV<sup>e</sup> Croisade est fourni par un passage de Nicéas Choniatès<sup>4</sup> citant quelques bateaux, probablement génois, qui franchissent le Bosphore dans les dernières années du XII<sup>e</sup> siècle; plutôt que de navires marchands ne s'agit-il pas de quelque raid de pirates à relier au développement de la piraterie dans l'empire sous les règnes d'Isaac II et d'Alexis III? Même si les marchands génois peuvent naviguer en mer Noire, la clause de 1169, renouvelée en 1192<sup>5</sup>, semble leur retirer le bénéfique du traitement privilégié dont ils jouissent dans le reste de l'empire. Le rôle économique de la mer Noire étant encore réduit, il est peu probable que nos marchands y aient déployé quelque activité avant 1204; les documents notariés génois n'en conservent, en tout cas, aucune trace. Les événements de 1204 ne changent rien à cette situation; au temps de la domination vénitienne sur Constantinople, les Génois se tiennent à l'écart de l'empire latin et donc du commerce pontique, à peine exploité par les Vénitiens<sup>6</sup>.

Le retournement de 1261 est de notre point de vue capital. L'on sait que par le traité de Nymphée, Michel VIII Paléologue autorise les Génois à commercer en mer Noire librement et en franchise du *Kommerkion*, tout en interdisant l'accès des régions pontiques aux autres marchands latins, à

---

<sup>3</sup> NYSTAZOPOULOU 1970, p. 19 et note 16; BANESCU 1941, pp. 18-19.

<sup>4</sup> *Historia* 1975, p. 528.

<sup>5</sup> DÖLGER, n. 1610; BERTOLOTTO, p. 432.

<sup>6</sup> BALARD 1966, pp. 482, 486 et 489; NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 22-23. Deux documents cependant attestent la présence de quelques marchands au nord de Constantinople; le témoignage de Jean de Plan Carpin (PLAN CARPIN, p. 132) qui rencontra à Kiev en 1247 plusieurs marchands latins, dont peut-être un Génois (Michel de Ian..., l'incertitude venant de l'altération du manuscrit) et la plainte d'Innocent IV contre les marchands génois, pisans et vénitiens qui transportent des esclaves grecs, bulgares et ruthènes de la région de Constantinople dans le royaume de Jérusalem, pour les vendre aux Sarrasins (BERGER, I, p. 316, n. 2122).

l'exception des Pisans<sup>7</sup>. De ces libéralités, les Génois ne profitent pas immédiatement: les incidents qui opposent le *basileus* à leur podestat dans la ville impériale, puis l'exil temporaire à Héraklée écartent les marchands du commerce pontique jusqu'en 1267-1268. Alors, solidement établis à Péra, ils peuvent se lancer à la conquête des nouveaux marchés, au-delà des Détroits.

Il n'est pas certain pourtant que la fondation de Caffa ait été immédiate. Il existait sur la côte de Crimée une ancienne ville byzantine, devenue après 1204 un comptoir vénitien, Soldaïa. C'est dans cet établissement qu'instrumente en 1274 le notaire Federico di Piazzalunga, venu de l'Aïas en passant par Siwas et Vatiza avant de s'installer en Crimée<sup>8</sup>. Tout laisse à penser qu'à l'exemple du notaire, des marchands génois connaissant bien la Petite Arménie et les routes anatoliennes menant vers la Perse et la mer Noire, ont établi des relations avec le comptoir de Soldaïa, jadis fréquenté par les Vénitiens et la famille de Marco Polo, avant de songer à fonder pour leur propre compte une petite base permanente, à quelque distance de Soldaïa: ils obtiennent pour ce faire l'autorisation du Khan mongol, celui que Nicéphore Grégoras, dans un passage célèbre qualifie de « grand chef des Scythes »<sup>9</sup>.

Quand se place l'évènement? la date de 1266, généralement retenue par les historiens<sup>10</sup>, doit être écartée, si l'on admet que l'expansion des Génois en mer Noire s'effectue à partir de leur établissement à Péra, guère antérieur à 1268, et touche d'abord Soldaïa. Dans les minutiers notariaux rédigés à Gênes, la première mention des aspres baricats, la monnaie de Caffa, est de novembre 1276<sup>11</sup> et, jusqu'en 1280, les aspres sont très rarement cités<sup>12</sup>. Ils constituent pourtant l'unique moyen d'échanges en ces régions, si l'on se souvient de la méfiance que manifestaient les Tatars devant les hyperpères byzantins, au dire de Guillaume de Rubruck<sup>13</sup>. D'autre part, les investisse-

---

<sup>7</sup> MANFRONI, p. 796. Ce texte a été fréquemment commenté: CARO, p. 108; BRATIANU 1929, p. 82; LOPEZ 1933, p. 4; VITALE 1955, I, p. 72; GEANAKOPOLOS, p. 88; DE NEGRI, p. 382; NYSTAZOPOULOU 1970, pp. 24-25.

<sup>8</sup> BRATIANU 1929, pp. 158-159, 300-309.

<sup>9</sup> N. Grégoras, éd. de Bonn, t. II, pp. 683-684.

<sup>10</sup> BRATIANU 1929, pp. 205-206; SPÜLER, p. 392; NYSTAZOPOULOU 1965, p. 31; ZEVAKIN - PENČKO, p. 15.

<sup>11</sup> Archivio di Stato di Genova (= ASGe) *Notai ignoti*, Busta 12, fragment 113, c. 16v.

<sup>12</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 118, c. 48v et *Notai ignoti*, Busta 22, fragment 4, c. 5r.

<sup>13</sup> ROCKHILL, pp. 42-49.



ments effectués dans l'Orient grec par le moyen des contrats de commande ou de *societas* sont conclus en monnaie génoise ou en hyperpères et concernent la Romanie, parfois plus précisément Constantinople, alors que Caffa n'est jamais citée avant les années 1280. Dans ces conditions, on peut admettre que la fondation du comptoir a dû s'effectuer dans les années 1268-1275 et très probablement vers cette dernière date, puisque le notaire Federico di Piazzalunga, de passage à Soldaïa en 1274, ignore Caffa. Quelques marchands partis de Constantinople ou de Petite Arménie ont d'abord négocié à Soldaïa puis se sont fixés sur le site de l'antique Théodosie, où, rejoints par des compatriotes, ils ont rapidement développé une petite colonie, à la tête de laquelle figure un consul dès juillet 1281<sup>14</sup>. Après 1285, les mentions de Caffa dans les actes notariés génois se multiplient. Le comptoir connaît une réelle prospérité en 1289-1290, lorsque les minutiers de Lamberto di Sambuceto nous le font mieux connaître<sup>15</sup>.

Il n'est encore pourtant qu'une bien petite bourgade: pas de tours, pas de murailles, mais un simple fossé et un remblai de terre garni d'une palissade qui s'interrompt à l'emplacement de l'unique porte de la ville<sup>16</sup>. Mais déjà quelques maisons poussent à l'extérieur de l'enclos, près des collines, des moulins et des bois. La ville est divisée en *contrade* et les membres des diverses ethnies qui la composent cohabitent. La croissance est telle que des maisons se vendent par quart et qu'une spéculation foncière voit le jour<sup>17</sup>. Des entrepôts, qualifiés de fondouks, appartiennent à des Génois, aux habitants de Savone et à quelques hommes d'affaires. La loge des Génois, la maison du consul, l'église Saint-François des frères mineurs et l'hôpital Saint-Jean sont les quelques édifices publics connus.

Ce premier essor de Caffa est brutalement interrompu. Après avoir résisté, sans grand dommage, à l'attaque de la flotte vénitienne en 1296<sup>18</sup>, le comptoir est attaqué à la fin de l'année 1307 par les armées tatares du Khan Tohtu. La disproportion des forces est telle qu'après huit mois de résistance,

---

<sup>14</sup> BRATIANU 1927, doc. XII, p. 79.

<sup>15</sup> BALARD 1973.

<sup>16</sup> *Ibidem*, doc. 730 et GRÉGORAS, II, p. 684.

<sup>17</sup> BALARD 1973, docc. 595, 853, 860 et 783.

<sup>18</sup> *Iacopo da Varagine*, II, p. 413; Continuateur d'A. Dandolo in *RIS*, t. XII, coll. 406-407; cfr. HEYD, II, p. 169; MANFRONI, p. 687; CARO, II, p. 222; BRATIANU 1929, pp. 270-271; NYSTAZOPOULOU 1965, p. 39; LAIOU 1972, pp. 106-107.

les Génois décident d'abandonner la ville assiégée, non sans l'incendier avant leur départ<sup>19</sup>. Pendant plusieurs années ils cessent de fréquenter le nord de la mer Noire, à l'exception de marchands protégés par le soudan, tel Segurano Salvaygo qui peut se rendre sur les marchés de la Horde d'Or après 1308<sup>20</sup>. La mort du Khan Tohtu, en août 1312, permet à la Commune de nouer de meilleures relations avec son successeur Ozbek qui autorise le retour des Génois à Caffa<sup>21</sup>. La métropole prend alors en main la reconstruction du comptoir. Une commission, appelée à devenir *l'Officium Gazarie*, élabore en mars 1316 un véritable plan d'urbanisme qui s'ajoute à des mesures fiscales et commerciales devant soutenir la jeune colonie renaissante<sup>22</sup>. Ce plan de reconstruction distingue deux zones: un espace entouré de murs, qui correspond à la superficie de l'ancien comptoir avant la destruction de 1308, et le territoire hors des murs. Dans le premier, il est prescrit au consul de recouvrir toutes les terres et de les vendre aux enchères, à l'exception des terrains réservés à la voierie et à quelques institutions religieuses; les acheteurs disposent de délais précis pour construire une maison. Hors des murs, dans l'espace qui formera les bourgs, les terres recouvertes par l'autorité publique seront louées aux Grecs, aux Arméniens et aux autres chrétiens qui garderont néanmoins leurs églises. Les abords de la route de Solchat resteront dégagés, sans doute afin d'y faciliter la défense, face aux Tatars.

Caffa est-elle devenue dès lors cette cité fortifiée, riche, belle, entourée de vastes terres, dont parle Grégoras?<sup>23</sup> A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, elle comprend trois parties protégées par deux lignes de murailles concentriques. Le centre de la ville, proche du port, est occupé par une citadelle, le *castrum*; en contre-bas s'étend la *civitas*, quartier fort peuplé, défendu par l'enceinte intérieure, commencée vers les années 1340 et achevée par le consul Gotifredo di Zoagli en 1352; d'une longueur de 718 mètres, cette muraille jalonnée de plusieurs tours – celle du pape Clément VI, la tour du Christ – enferme les bâtiments officiels, le palais du consul, le nouveau palais achevé en 1382, la loge des Génois, les entrepôts de la Commune, et résiste par deux fois aux troupes de Djanibek entre 1344 et 1346. Cette enceinte se révèle vite

---

<sup>19</sup> PROMIS 1874, pp. 500-501.

<sup>20</sup> KEDAR 1977, p. 82.

<sup>21</sup> PROMIS 1874, p. 502.

<sup>22</sup> *Imposicio Officii*, coll. 406-409.

<sup>23</sup> GRÉGORAS, III, 19.

insuffisante car, au-delà, se sont développés des bourgs très peuplés qu'il importe de protéger, surtout lorsque se dégradent les relations de Caffa avec le seigneur de Solchat, dans les années 1380. Aussi, entre 1382 et 1385, trois consuls successifs font construire l'enceinte extérieure, longue de plus de cinq kilomètres, et qui se termine par un cap reconnaissable sur les anciennes estampes de Feodosia<sup>24</sup>. Une soixantaine de *contrade*, elles-mêmes divisées en centaines et en dizaines, se partagent la ville. Un port admirable, décrit par Ibn Battuta comme capable d'abriter deux cents vaisseaux<sup>25</sup>, une quarantaine d'églises partagées entre les Latins, les Grecs et les Arméniens et au-delà des bourgs les collines piquetées de moulins: Caffa est bien, dans son organisation topographique une autre Gênes; comme la métropole elle a étendu son influence sur le *contado* proche, qui forme la Gazarie génoise.

L'objectif est ici de constituer au long de la côte de Crimée une chaîne d'escales et de comptoirs assurant la liberté des communications vers les ports du bas Danube et Péra à l'ouest, et vers Tana à l'est. Point de vastes conquêtes territoriales donnant aux Génois la maîtrise d'espaces continentaux: quelques échelles protégées par une petite garnison et administrées par un gouverneur suffisent. Il s'agit de Cembalo (Balaklava), à l'extrémité occidentale de la presqu'île de Crimée: un notaire y instrumente en 1344<sup>26</sup>, un consul qui est en même temps châtelain y construit une citadelle en 1357<sup>27</sup>; il est entouré d'une garnison d'une trentaine d'hommes et d'une suite restreinte d'huissiers, scribe et interprète. Vosporo qui contrôle le détroit de Kertch est également placé sous l'autorité d'un consul<sup>28</sup>.

La plus importante acquisition est celle de Soldaïa et des villages voisins, qui constituent les casaux de Gothie; elle est réalisée en 1365 et reconnue par le Khan à la suite de deux guerres que les Génois durent soutenir pour défendre leur nouvelle conquête. Celle-ci est dirigée par un consul, assisté d'une vingtaine d'auxiliaires et serviteurs et d'une garnison placée sous le commandement d'un châtelain; son effectif s'élève en 1381 à 80 mercenaires – tous d'origine latine. Les Génois édifient une enceinte dès

---

<sup>24</sup> SKRZINSKA 1928, 2 et 4; SKRZINSKA 1934, pp. 137 et 149. Le lecteur pourra se référer sur ces questions à BALARD 1978.

<sup>25</sup> IBN BATTÛTA 1854, II, p. 358.

<sup>26</sup> BALBI - RAITERI, p. 62.

<sup>27</sup> SKRZINSKA 1928, p. 129.

<sup>28</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1381, c. 195r.

1371 et la complètent jusqu'à la fin du siècle. Les revenus de Soldaïa, provenant surtout de la gabelle du vin, sont insuffisants et Caffa doit subvenir aux dépenses de la ville voisine<sup>29</sup>. Les dix-huit villages de Gothie complètent la Gazarie génoise, mais la fidélité de leurs habitants aux nouveaux maîtres est incertaine; les casaux, excédés par la lourde fiscalité génoise se soulèvent aux côtés des Tatars de Solchat en 1385-1386 et ne reviennent que l'année suivante sous l'obédience génoise à la suite du traité conclu entre le seigneur de Solchat, Cottolbogha, et le consul de Caffa<sup>30</sup>. Ainsi toute la frange littorale de la Crimée est aux mains de la Commune et placée sous l'autorité de Caffa; la liberté des communications maritimes et la domination commerciale des marchands génois sont solidement établies à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Le milieu humain ne peut être connu que par les actes notariés et les registres de la Massaria de Caffa<sup>31</sup>. Ces sources permettent d'identifier 1600 noms en 1289-1290, que l'on peut comparer aux 1516 personnes dénombrées dans le registre de la Trésorerie de 1386. Deux groupes d'inégale importance s'y distinguent: les Occidentaux et les membres des communautés orientales.

Parmi les Latins, la domination des Ligures est écrasante puisqu'ils forment de 76 à 85% de l'échantillon examiné. Les plus grands noms de Gênes sont là, di Negro, Mallone, Doria, Spinola, Grillo, Salvago, Cigala, bref les noyaux des *alberghi* en formation dans la métropole, alors que les familles des *popolani* qui dominent la vie politique génoise dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, sont ici mal représentées. A Caffa, tout comme à Péra, est prépondérante la vieille aristocratie du sang et de la fortune, parmi laquelle la vigueur des liens familiaux en affaires est remarquable<sup>32</sup>. Les Ligures renforcent par leur nombre la population d'origine génoise: ils constituent plus des deux tiers des noms d'origine identifiés. L'attrait de l'Outre-Mer a gagné quatre-vingt-dix-sept villages, hameaux ou lieux-dits répartis de Menton à La Spezia. Les gros villages côtiers sont les principaux points de départ des émigrants, et davantage la Riviera du Levant que celle du Ponent; mais les plus modestes bourgades de l'Apennin n'ont pas résisté à l'appel de

---

<sup>29</sup> Les renseignements qui précèdent proviennent des trois registres de la Trésorerie de Caffa à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle: ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1375, 1381 et 1386.

<sup>30</sup> *Ibidem*, *Archivio Segreto*, Materie Politiche, B. 10/25 (10 août 1387); SACY, XI, pp. 62-64.

<sup>31</sup> BALARD 1973; BALBI - RAITERI; AIRALDI 1974; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1375, 1381 et 1386.

<sup>32</sup> BALARD 1970, pp. 375-376.

l'Outre-Mer qui touche aussi les franges des terres ligures, d'où proviennent des gens de Serravalle, d'Arquata, de Cuneo et d'Asti. Le peuplement ligure de Caffa est donc la suite naturelle du vaste mouvement d'*inurbamento* par lequel la métropole puis ses comptoirs d'Outre-Mer puisent leurs ressources humaines dans un vaste *contado* devenu le pourvoyeur d'hommes de la Commune-État en expansion. D'abord instable, cette société latine de Caffa se stabilise au cours du XIV<sup>e</sup> siècle: des Génois de plus en plus nombreux se disent *habitatores et burgenses Caffa*, tout en maintenant des liens de famille avec leur paroisse ou leur bourgade d'origine, dont ils se souviennent au moment de dicter leurs dernières volontés.

La proportion des non-Ligures parmi les Latins de Caffa n'est pas considérable: elle oscille de 9 à 7% entre 1290 et 1386. Ces émigrants proviennent en majorité des grandes villes et des bourgs de la plaine du Pô, en relations commerciales avec Gênes; il y a là des gens d'Asti, d'Alexandrie, de Bergame, de Milan, Parme, Plaisance et Crémone, dont certains ont effectué un séjour plus ou moins long à Gênes, avant de s'expatrier. Quelques Toscans, Anconitains et Napolitains complètent l'effectif dans lequel le très petit nombre de Vénitiens ne surprend pas. En dehors de l'Italie, la Catalogne, Valence, Séville, Murcie et Montpellier ont envoyé quelques marchands en Crimée, où se fixent aussi des Latins originaires de Rhodes et de Péra. Ces provenances diverses ne doivent pas cacher que par le nombre de ses habitants d'origine ligure, Caffa est bien fille de Gênes.

Elle se différencie de la métropole par la variété des communautés orientales qui y sont représentées, quoiqu'on ne puisse établir de comparaison entre elles et les Occidentaux, en raison de la distorsion de nos sources, rédigées d'abord pour l'élément latin de Caffa. Les Grecs, avec plus de 50% des noms connus forment le plus fort contingent d'Orientaux. Il en vient de Trébizonde, de Sinope, de Ponteracchia, de Savastopoli, de Constantinople. Ils participent largement à l'activité commerciale et artisanale, particulièrement dans le commerce et la distribution, mais n'occupent pas de très hautes fonctions dans l'entourage du consul. Comme gardes nocturnes, ils prennent part à la défense de la ville et beaucoup sont recrutés comme marins sur les galères de la Commune, lors de la guerre de Chioggia et du conflit de 1386 avec les Tatars. Le nombre élevé de fugitifs dénote leur peu d'empressement à servir. Pourtant les autorités génoises ont soin de se ménager les faveurs des chefs spirituels de la communauté orthodoxe, en protégeant les églises lors du plan de reconstruction de 1316, et en offrant quelques présents aux grandes fêtes, Pâques et Épiphanie.

La seconde communauté est celle des Arméniens. Elle dispose d'au moins trois églises à Caffa; ses membres habitent les bourgs, n'exercent pas de fonction administrative importante et, comme les Grecs, servent avec réticence les autorités lors de la guerre contre les Tatars de Solchat en 1385-1386. Leur rôle dans la vie économique du comptoir est insignifiant en ce qui concerne le grand commerce, mais essentiel dans l'exercice des métiers artisanaux: les pelletiers, les bouchers, les boutiquiers du bazar, les travailleurs des métaux appartiennent en majorité à la communauté arménienne.

Les Turco-Tatars constituent le troisième groupe ethnique, toujours surveillé parce que suspect de complaisances envers le seigneur de Solchat, représenté à Caffa par un *tudun* (*titanus*), chargé de juger les sujets du Khan. Exclus de toute fonction publique, les Tatars participent en assez grand nombre aux activités commerciales et artisanales (courtiers, bouchers, fabricants de chausses et de camocats, artisans du fer), mais ne constituent jamais, comme à Soldaïa<sup>33</sup>, un groupe numériquement ou économiquement prépondérant.

D'autres communautés orientales sont représentées à Caffa. A côté de «Syriens», descendants de Francs exilés à la suite de la débâcle latine en Terre Sainte, et qui occupent une grande place dans l'administration et la vie économique du comptoir, des Sarrasins d'origine syrienne exercent de petits métiers. Quelques Russes – dont le cuisinier du consul – des Géorgiens, artisans ou marchands, des Juifs originaires du monde byzantin ou des états mongols, des Coumans, des Goths, des Circassiens, des Bulgares complètent l'extraordinaire bigarrure ethnique de Caffa et côtoient la foule des esclaves tatars ou circassiens établis en Crimée au service de maîtres qui les ont baptisés, ou bien récemment asservis et prêts à être vendus sous d'autres cieux. Un tel mélange de races est exceptionnel. Il impose aux Génois qui jouissent d'une supériorité économique et politique, mais en aucune façon numérique, une attitude tolérante, mais assez habile pour jouer d'une communauté contre une autre, assez énergique aussi pour réagir efficacement contre les défections et assurer dans la paix les activités commerciales, qui sont pour eux l'essentiel<sup>34</sup>.

Les conditions dans lesquelles se développent les échanges après 1261 sont dans l'ensemble favorables, comme l'ont fortement souligné G. Bra-

---

<sup>33</sup> NYSTAZOPOULOU 1965, pp. 68-70.

<sup>34</sup> L'agriculture – essentiellement le vignoble – n'intéresse guère les Génois établis en Crimée.

tianu<sup>35</sup> et D. Obolensky<sup>36</sup>. Dans le sud de la Russie existent désormais des sociétés stables comprenant les avantages du commerce, et les Mongols ont rétabli une certaine unité politique dans les régions septentrionales de la mer Noire. Les communautés marchandes italiennes, et surtout génoises, fixées en Crimée sont liées au monde méditerranéen avec lequel elles entretiennent des relations maritimes constantes; elles y répandent les surplus de la steppe pontique et les produits de la lointaine Asie, détournés vers les ports de la mer Noire, à la suite du déplacement vers le nord des grands axes du commerce international à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est dire toute l'importance des relations entre la côte criméenne et la steppe par les fleuves russes, et des routes mongoles de la soie et des épices, maintes fois décrites<sup>37</sup>.

Le lien que ces itinéraires établissent entre la mer Noire et l'Extrême-Orient n'a pas été constant. L'activité de Caffa, premier relais aux débouchés de ces routes (Tana, Trébizonde) dépend donc au premier chef de la chronologie de leur fonctionnement. On admet généralement que l'ouverture de ces routes mongoles se place vers 1260, à l'époque où le père et l'oncle de Marco Polo entreprennent leur premier voyage jusqu'au Cathay; la sécurité des marchands y serait assurée jusqu'aux années 1344, lorsque Djanibek au Kiptchak et les Il-Khans de Perse adoptent une politique hostile aux Occidentaux. En fait les étapes de la route mongole sont dispersées sur quatre Khanats: Horde d'Or, Il-Khans, Djagataïdes d'Asie centrale et grands Khans de Chine. Il s'en faut de beaucoup que l'accord ait été constant entre ces quatre *ulus*. A partir de 1269, les Djagataïdes s'opposent à Kubilai; le conflit coupe les branches nord et sud de la route mongole en 1270-1275, de 1277 à 1278 puis de 1287 à 1290 et se prolonge jusqu'en 1301<sup>38</sup>. D'autre part le Kiptchak, mené par Teleboga s'oppose à l'Il-Khan de Perse, Argoun, soutenu par les Génois et nous savons par un chroniqueur arménien que la route mongole est coupée dans la vallée de la Kura, sur une initiative du Khan Abaga en 1267<sup>39</sup>. La réconciliation générale des Khans n'intervient qu'après 1303<sup>40</sup>; or cinq ans plus tard les Génois sont expulsés de Caffa et

---

<sup>35</sup> BRATIANU 1969, pp. 218-220 et 231-232.

<sup>36</sup> BOLENSKY 1971, p. 31.

<sup>37</sup> BAUTIER 1970, pp. 263-331.

<sup>38</sup> GROUSSET 1969, pp. 373, 405-407.

<sup>39</sup> HAYTON, II, p. 336.

<sup>40</sup> *Lettre du Khan Olgaïtu à Philippe le Bel*, in MOSTAERT - CLEAVES, pp. 56-57.

ne reconstruisent leur comptoir qu'après 1312. L'activité de nos marchands n'est donc stimulée par le bon fonctionnement des routes mongoles que pendant une trentaine d'années. Davantage peut-être, si l'on considère qu'après les sièges de Caffa et l'expulsion des Occidentaux de Tabriz, quelques rares hommes d'affaires ont encore pu s'aventurer sur les routes de l'Extrême-Orient: la présence d'un Adorno à Peshawar en 1372, d'un Basso en Chine vers 1360<sup>41</sup> atteste le maintien de relations commerciales, bien précaires alors, entre la mer Noire et l'Extrême-Orient.

De ces relations, Caffa profite au premier chef. A partir des années 1280, le comptoir criméen est devenu la tête de ligne du grand trafic entre l'Orient et l'Occident et concentre dans ses entrepôts les produits à destination ou en provenance de Tana et de Trébizonde. En 1290, Tana vient largement en tête des investissements effectués par les marchands de Caffa: 314.164 aspres, tandis que Siwas et Trébizonde suivent avec 119.251 et 34.822 aspres. La capitale des Grands Comnènes est citée toutefois dans vingt-sept documents – contrats de nolisement, commandes ou procurations – tandis que quarante-et-un actes concernent Tana. A cette date pourtant sévit la guerre entre les deux Khanats: elle n'empêche pas la soie de Merv-Chadidjan de parvenir en Crimée. Pendant près d'un siècle, mais surtout jusqu'en 1340, Caffa pourvoir l'Occident en épices et en soie, à une époque où les interdits pontificaux pesant sur le commerce avec l'Égypte sont assez bien observés. Par Tabriz et Trébizonde arrive en mer Noire le courant asiatique des épices, tandis que Tana voit affluer toutes les qualités de soie caucasienne et chinoise<sup>42</sup>. En dehors de quelques denrées alimentaires – au premier rang le vin – et des barres d'argent constamment citées, la monnaie d'échange est constituée par les produits de l'industrie textile d'Occident, toiles de Champagne et de Lombardie, draps des Flandres, de Châlons et d'Italie du Nord, dont les diverses qualités apparaissent mentionnées dans le célèbre *Codex cumanicus*<sup>43</sup>.

Qu'en est-il après 1350, lorsque les routes de l'Asie se ferment? Le trafic des épices par Caffa ne s'interrompt pas totalement mais fait preuve d'une

---

<sup>41</sup> BALARD 1974a, pp. 158-159.

<sup>42</sup> Sur les controverses portant sur la soie du Cathay, cfr. en dernier lieu LOPEZ 1977a, pp. 445-458 et BALARD 1978, II, pp. 723-733. Sur la soie caucasienne, quelques remarques in STAROKADOMSKAJA, p. 169.

<sup>43</sup> *Codex Cumanicus* et GRONBECH 1936; cfr. également GRONBECH 1942; DRIMBA; *Codice cumanico*.



grande irrégularité et ne soutient plus la comparaison avec les chargements provenant de Beyrouth et d'Alexandrie; c'est ainsi qu'en 1397, deux nef de Romanie déchargent à Gênes 46 *pondi* de poivre, alors que la seule nef de Paolo Lercario transporte d'Alexandrie en Flandre 600 *pondi* de poivre, 37 de cannelle, sans compter une liste impressionnante de *spezie minute*<sup>44</sup>. A en juger par les lettres de chargement conservées dans les archives Datini, les Génois trouvent dans les régions pontiques à peine 5% du poivre et des épices lourdes que leurs compatriotes vont charger à Beyrouth et à Alexandrie. En ce qui concerne la soie, les transactions diminuent, sans cesser complètement: en 1402 encore, un Génois meurt à Trébizonde en laissant un chargement valant 9000 hyperpères<sup>45</sup>; pourtant la soie du Cathay disparaît après 1344, la Géorgie et les régions transcaspennes réduisent leurs fournitures et les Vénitiens plus solidement installés que les Génois à Trébizonde et à Tana se rendent maîtres d'un marché languissant. Les troupes de Timour, qui détruisent les villes situées sur la branche nord de la route de la soie – Majar, Saraï, Urgendj – achèvent de désorganiser des circuits commerciaux fragiles.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que le trafic de Caffa, connu par les variations de l'*introtytus pontis et ponderis*, et quelques valeurs du *commerchium* de 1% s'affaisse à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. De 1375 à 1395, la valeur des échanges baisse de 75%<sup>46</sup>; guerre de Chioggia, conflit avec les Tatars, ravages de Timour bouleversent l'activité du comptoir criméen, qui ne se relève que vers 1410 et résiste beaucoup mieux aux difficultés de la seconde moitié du siècle que Péra, où en 1398 la valeur du commerce maritime n'est que le dixième de ce qu'elle était en 1342<sup>47</sup>. Caffa est en effet adossée à un vaste ensemble continental auquel il sert de débouché; ses hommes d'affaires ont su compenser un déclin du grand commerce international en s'intéressant aux produits de la mer, de la steppe et de la forêt, et en organisant les échanges entre les diverses régions pontiques pour lesquelles ils deviennent des intermédiaires obligés.

---

<sup>44</sup> Archivio di Stato di Prato (ASPo), *Archivio Datini*, Busta 1171, 6 janvier 1397.

<sup>45</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Sindicamenta Peire, I, c. 108v.

<sup>46</sup> Les valeurs de l'*introtytus pontis et ponderis Caffa* sont données par divers registres des *Compere* de Gênes; pour plus de précisions, nous nous permettons de renvoyer aux tableaux et graphiques contenus dans BALARD 1978, I, pp. 429-430.

<sup>47</sup> DAY 1963, I, pp. XX-XXI.

Dès l'origine, Caffa doit davantage son essor aux produits régionaux qu'aux épices et à la soie. Approvisionné par les foires d'Ovidovo et de Solchat ou par les marchands qui se rendent à Saraï, Caffa est devenue un grand centre de concentration des fourrures russes et tatares; les expéditions vers l'Occident portent davantage sur des peaux de vair que sur les fourrures précieuses, martes ou hermines. De nombreuses cargaisons de cuirs et de cire partent pour Gênes et servent de valeur de référence pour des opérations de change. Caffa rassemble les blés de Crimée et des plaines de l'intérieur: trafic considérable, signalé par Pegolotti qui tient le blé de Caffa pour le meilleur de toute la mer Noire<sup>48</sup>; il contribue pour 10 à 15% selon les années au ravitaillement en céréales de la métropole et des villes pontiques. Le trafic des produits de la mer est tout aussi important. Les salines de Crimée – Ciprico – et de la mer de Tana procurent des cargaisons de sel envoyées vers Trébizonde, Constantinople et dans une moindre mesure vers Gênes. Les marchés de poissons de La Copa, à l'embouchure du Kouban, et de Tana sont activement fréquentés aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles; d'après les lettres de chargement des archives Datini, les nefes génoises de Roumanie rapportent régulièrement des faisceaux d'esturgeons, des *botti* de poissons salés et des barils de caviar<sup>49</sup>.

Reste la marchandise humaine, les esclaves. Le sujet est trop connu pour qu'on le traite ici en détail<sup>50</sup>. Il suffit de rappeler l'ampleur prise par la traite en mer Noire au cours du XIV<sup>e</sup> siècle. Importante en 1289-1290, elle est stimulée par les besoins de main-d'oeuvre que connaît l'Occident après les méfaits de la Peste Noire qui provoquent un brutal renchérissement des esclaves. Caffa dirige tout ce trafic depuis la maison des esclaves où se trouvent placés les *officiales capitum S. Anthonii* qui afferment plusieurs taxes sur les esclaves et s'efforcent d'obliger tous les traitants à passer par Caffa. En 1385-1386, près de 1500 esclaves sont vendus chaque année, alors que la population servile fixée à Caffa s'élève à 530 têtes<sup>51</sup>. Ces sujets jeunes – uniformément qualifiés de Tatars, et en majorité de sexe masculin –

---

<sup>48</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, p. 42.

<sup>49</sup> ASPo, *Archivio Datini*, Busta 1171, 17 mars 1383, 27 mars 1391, 24 décembre 1394, 6 janvier 1395, 11 janvier 1395, 21 mai 1396.

<sup>50</sup> Cfr. les nombreux travaux de Ch. Verlinden et, entre autres, VERLINDEN 1953, II, pp. 91-103; VERLINDEN 1968, pp. 83-202; DELORT 1966, pp. 215-250; BALARD 1968, pp. 627-680; GIOFFRÉ 1971.

<sup>51</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1386, c. 236v.

prennent le chemin de l'Occident et d'Alexandrie où le sultan mameluk était d'après Emanuel Piloti un gros acquéreur<sup>52</sup>. Une partie de ce trafic est assurée par mer jusqu'à Sinope et de là par terre vers Attalia.

C'est dire l'ampleur du réseau commercial établi par les Génois de Crimée. Mieux que les Pérotés, ils ont su faire face aux retournements de la conjoncture. La diminution des échanges avec l'Occident, qui fait suite à l'effondrement des Khanats mongols et aux ravages de Timour, est compensée par le développement des courants commerciaux régionaux. Caffa ravitaille les centres urbains de la côte méridionale du Pont-Euxin, Trébizonde, Sinope, Simisso, Savastopoli et jusqu'à Constantinople même: blé, poissons, sel, miel et cire convoyés par les Génois y sont indispensables. Caffa s'assure le quasi-monopole des produits du Nord dont elle devient le principal débouché sur la mer Intérieure. En un sens, le trafic régional, déjà actif aux beaux temps de la route mongole, a sauvé Caffa de l'asphyxie; le comptoir génois, ancien relais du grand trafic Orient-Occident, est devenu à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle la principale place commerciale des régions pontiques.

Ainsi, de la mer Noire byzantine à la mer Noire génoise, les facteurs de continuité sont évidents; la Crimée fournissait à Byzance les matières premières et les produits alimentaires de l'intérieur et des côtes pontiques. Sous le contrôle des Génois bénéficiant d'une paix mongole parfois troublée, la Gazarie pourvoit aux besoins de l'Occident et au ravitaillement des régions pontiques pour ces mêmes denrées. De la domination byzantine à la mainmise génoise, ce qui change c'est le dynamisme plus grand donné à l'activité commerciale: fondée sur la grande route de Romanie et ses prolongements continentaux jusqu'au cœur de l'Asie, elle s'effectue pendant près d'un demi-siècle, dans le cadre d'une «free trade community» s'étendant de Londres et de Bruges jusqu'à Pékin. Lorsqu'après 1350 les grands axes du commerce international s'éloignent de la mer Noire, les Génois de Caffa savent s'adapter: leur rôle d'intermédiaires régionaux s'intensifie et le commerce des produits alimentaires, des matières premières et des hommes passe au premier plan. Le rôle régional l'emporte sur le rôle colonial du comptoir: changement de structure qui éloigne la Gazarie de la métropole et qui explique peut-être le peu d'empressement que Gênes apportera à défendre ses lointains comptoirs contre la pression ottomane au XV<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>52</sup> VERLINDEN 1970, pp. 10-11.

## *La défense de la Gazarie génoise*

Initiée dans les années 1270 et complétée par l'annexion en 1365 de Soldaïa et des casaux de Gothie, la Gazarie génoise a constitué aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles le fleuron de l'empire maritime que la Superbe a établi en Méditerranée orientale et en mer Noire<sup>1</sup>. Mais ces possessions situées sur une zone frontière entre la chrétienté et les mondes ottoman et mongol sont exposées à de multiples dangers. A l'intérieur, la juxtaposition de multiples ethnies, les rivalités entre les factions arméniennes et la présence d'une forte minorité tatare, titillée par le khanat de Crimée, imposent aux autorités génoises des mesures de protection: le statut de Caffa de 1449 dit des musulmans qu'ils sont «*plurimum fidei christiane inimicissimi*» et leur interdisent de posséder des armes et d'en faire venir par mer<sup>2</sup>. A l'extérieur, la perpétuelle concurrence de Venise pour la domination des axes commerciaux pontiques, l'avance inexorable des armées ottomanes et les raids des Tatars de Solgat et de la Horde d'Or, se conjugant avec les révoltes des seigneurs de Théodoro-Mangoup, attisées par la Sérénissime, engendrent au début du XV<sup>e</sup> siècle l'une des plus graves crises qu'ait connues la domination génoise dans les régions pontiques<sup>3</sup>. Pour la préserver, la Commune de Gênes doit donc recourir à la fois à une protection navale de ses comptoirs et à la construction de solides fortifications défendues par des corps de mercenaires, à défaut de ses concitoyens peu portés eux-mêmes aux engagements militaires, même lorsqu'il s'agit de leur propre sécurité.

La surveillance des grandes voies maritimes et la prévention contre les attaques des pirates imposent l'organisation d'une police navale, donc l'établissement d'un arsenal pour l'entretien ou la construction des navires qui la

---

\* Pubblicato in «*Bulgaria Mediaevalis*», 3 (2012), pp. 217-226.

<sup>1</sup> Sur l'histoire de la Gazarie voir BRATIANU 1969, pp. 253-328; BALARD 1978, I, pp. 150-162; PISTARINO 1988.

<sup>2</sup> VIGNA, VII/II-2, pp. 679-680.

<sup>3</sup> AGOSTO 1977, pp. 507-517; AGOSTO 1981, pp. 23-35; DUPUIGNET DESROUSSILLES, pp. 111-122; PAPACOSTEA 1994, pp. 179-190, repris in PAPACOSTEA 2006, pp. 259-275; KARPOV 1995a, pp. 36-39.

composent. En fait, seule Caffa semble avoir disposé d'une *darsena*, proche de la douane et de l'octroi, bien que Cembalo soit plus favorisé par sa configuration naturelle pour abriter un chantier naval bien protégé. Les registres de la *Massaria* (Trésorerie) de Caffa nous font connaître tout un petit peuple de calfats, de maîtres de hache, de ferronniers et de fabricants de rames et de voiles, que l'administration génoise emploie à la journée sur son chantier naval. Celui-ci est approvisionné par les espaces boisés de Soldaïa et d'Alusta où se rendent des maîtres de hache de Caffa sur ordre des autorités<sup>4</sup>. Les frais d'armement, à l'exclusion de la solde de l'équipage, sont fort élevés. En 1374, la guerre contre Dobrotitch nécessite l'envoi aux bouches du Danube de deux galères, dont les frais d'armement s'élèvent à près de 1.850 *sommi*<sup>5</sup>. Cinq ans plus tard, le déclenchement de la guerre de Chioggia porte à près de 7.500 *sommi* les dépenses pour cinq galères armées par Caffa entre avril 1379 et janvier 1382, date du retour de la cinquième unité en Crimée. En outre, la trésorerie de Caffa a dû prendre à sa charge l'envoi d'un brigantin pour la garde de Tana, et de plusieurs barques, pour faire respecter l'interdit de navigation prononcé par les autorités génoises<sup>6</sup>. Lors du conflit contre les Tatars de Solgat en 1386, bien que les opérations aient surtout été menées dans l'arrière-pays de Caffa, les autorités doivent néanmoins envoyer un brigantin surveiller les abords de Matrega et maintenir deux galères en état d'alerte pour la sauvegarde de la mer Noire<sup>7</sup>.

Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, les menaces croissantes des seigneurs de Theodoro, des khans de Crimée et des Ottomans imposent une surveillance accrue. En 1433, la révolte des Grecs de Cembalo, qui avec l'appui de Venise se tournent vers le prince Alexis de Theodoro, nécessite l'envoi par Gênes d'une flotte de dix galères, sous le commandement de Carlo Lomellini. La perte des registres de la *Massaria* de Caffa, contemporains de ces événements, ne permet pas de savoir quelle fut la contribution des comptoirs criméens à cet effort de guerre. Dans les décennies suivantes, particulièrement après la chute de Constantinople, des frais d'entretien et d'armement figurent parmi les dépenses enregistrées par les trésoriers de Caffa: 1.702 aspres pour la réparation d'une

---

<sup>4</sup> Archives d'Etat de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa *Massaria*, n. 1241 (année 1458), c. 9v.

<sup>5</sup> BALARD 1978, I, p. 450.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 451.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 450.

galère en 1460, 6.617 aspres pour l'envoi d'une fuste à Tana cette même année, près de 38.000 aspres pour la construction de nouvelles fustes en 1471<sup>8</sup>. Et il est vraisemblable qu'au cours des ultimes années de la domination génoise, les armements navals ont encore requis d'importants investissements.

Une fois les navires construits, il faut leur donner un équipage. Une galère armée porte plus de 200 hommes sous le commandement d'un capitaine ou *patronus*, assisté de plusieurs officiers, à la tête d'une quarantaine ou d'une cinquantaine d'hommes d'armes. Les brigantins ont un effectif beaucoup plus réduit: un capitaine, un officier, un scribe, une trentaine de rameurs et quelques soldats ou *socii*. Le recrutement des volontaires génois ou ligures étant fort réduit, les autorités de Caffa sont contraintes de recruter un grand nombre de rameurs indigènes, mais excluent systématiquement les Orientaux de l'infanterie de marine; sur les galères de la Commune, comme dans les garnisons urbaines, on se défie des indigènes en armes. Le coût de ces recrues est fort élevé: en 1374, la solde de 180 marins s'élève à 15.840 aspres par mois, soit 113 *sommi*, celle des officiers et des soldats à 41 *sommi*, soit au total 154 *sommi*<sup>9</sup>. Le recrutement des rameurs orientaux n'est jamais sûr: aussi les oblige-t-on à trouver un garant acceptant de payer une caution de 1.500 aspres pour leur engagement<sup>10</sup>. Même ainsi, renoncements et fuites ne sont pas rares: en 1471, huit marins engagés sur une fuste de la Commune, dont quatre Grecs, un Arménien, un Syrien et un Tatar, refusent de partir, bien qu'ils aient reçu une avance sur leur solde<sup>11</sup>. L'armement d'une galère est donc un poids très lourd pour la trésorerie de Caffa et une préoccupation constante pour les autorités soucieuses des difficultés du recrutement, d'autant que celles-ci doivent aussi pourvoir aux moyens de défense des autres comptoirs génois en mer Noire.

Le gros matériel militaire est le plus souvent acheté à Gênes. En 1374, les trésoriers de Caffa se procurent cent caisses de viretons et 58 pavois auprès de deux marchands d'armes ligures. La guerre de Chioggia accroît considérablement les besoins: un ancien consul de Caffa, Tedisio Cibo, fait transporter de Gênes à Caffa 150 cuirasses, 150 pavois, 150 cervelières et 150 caisses de viretons, qui s'ajoutent à un nombre presque égal de cuirasses et de cervelières

---

<sup>8</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1228 (année 1460), cc. 69r, 194r; n. 1257 (année 1471), cc. 31r, 35r, 38v.

<sup>9</sup> *Ibidem*, année 1374, c. 82v.

<sup>10</sup> *Ibidem*, *Notai antichi*, n. 548. Giovanni Labaino, filza 1, doc. 25 (8. April 1411).

<sup>11</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1257 (année 1471), c. 77r.

commandées par Elliano de Camilla, à d'autres cuirasses, couvre-nuques, cervelières et chemises de toile, fournies par Dexerino de Bellignano. En 1386, la *Massaria* dépense 323 *sommi* pour faire venir des armes de Gênes, 26 *sommi* pour des pavois achetés à Naples, et elle envoie Niccolò Portonario se procurer à Péra des caisses de viretons<sup>12</sup>. De fortes dépenses sont effectuées au lendemain de la prise de Constantinople par les Ottomans: 122.158 aspres pour l'achat de munitions figurent au passif de la Trésorerie en juillet 1454<sup>13</sup>. Les statuts de Caffa prescrivent des inspections régulières des armes entreposées dans les tours de la ville sous la responsabilité d'un *sabarbarius*: une longue liste nous en est fournie pour les années 1459-1460<sup>14</sup>. Il est vraisemblable que l'armement des autres comptoirs pontiques passe également par Caffa.

La meilleure défense terrestre de la Gazarie génoise est constituée par le réseau de forteresses établi depuis la dernière décennie du XIII<sup>e</sup> siècle et rebâti à Caffa après l'attaque des armées mongoles à la fin de l'année 1307. L'*ordo de Caffa*, publié le 18 mars 1316 par l'*Officium Gazarie*, prévoit la restauration des murs de l'ancienne colonie, tels qu'ils étaient avant son abandon par les Génois en 1308: le *castrum*, dominant le littoral, en occupe le centre. L'enceinte est ensuite étendue à la ville basse par le consul Giovanni di Scaffa qui fait construire une grosse tour ronde en 1342<sup>15</sup>, un élément de l'enceinte intérieure, achevée par le consul Gotifredo di Zoagli en 1352 et qui enferme la *civitas* et les principaux bâtiments publics<sup>16</sup>. Cette enceinte se révèle vite insuffisante, à mesure que se développent les bourgs de Caffa, que trois consuls successifs, Pietro Cazano, Jacopo Spinola et Benedetto Grimaldi se préoccupent de protéger, en construisant une seconde ligne de remparts, extérieure à la première, entre 1383 et 1385. Ceux-ci se développent sur près de cinq kilomètres et demi et se terminent au nord de la ville par l'imposante tour de Constantin<sup>17</sup>.

Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, des réparations s'avèrent nécessaires, surtout après 1453, quand le Banco di San Giorgio a pris en main le destin des

---

<sup>12</sup> *Ibidem*, année 1374, cc. 146v, 131r; année 1381, cc. 14r, 226v, 269r; année 1386, cc. 278v, 419v, 471v.

<sup>13</sup> *Ibidem*, n. 1236, c. 61r.

<sup>14</sup> *Ibidem*, n. 1228, cc. 404r-433v.

<sup>15</sup> SKRZINSKA 1934, pp. 137, 149; JAKOBSON 1964, p. 114.

<sup>16</sup> Sur cette topographie, voir BALARD 1978, I, pp. 208-212.

<sup>17</sup> BALARD - VEINSTEIN, pp. 79-131; DANILOVA, pp. 189-214.

colonies pontiques. Un *Officium meniorum civitatis Caffè* coordonne les travaux<sup>18</sup>. Pour le financement, il crée des parts de la dette publique (*loca*) vendues ou imposées aux habitants sous la forme d'emprunts forcés. Selon le système génois, les détenteurs de ces parts recevront un intérêt provenant de la perception de nouvelles taxes imposées sur le commerce ou sur les biens de consommation. En 1465, sont ainsi créés 41 *loca* pour la restauration des murs, soit une somme de 178.329 aspres; en 1469, 60 nouveaux *loca*, soit une somme de 339.360 aspres et en 1472, 65 autres *loca* rapportant 350.300 aspres<sup>19</sup>. A ces très fortes sommes, s'ajoutent des dons ponctuels provenant de legs testamentaires, tel celui de Clemente di Valdetaro qui, en mars 1467, fait une donation de cent aspres pour la construction des murs de Caffa<sup>20</sup>.

Les autres comptoirs de la Gazarie génoise sont aussi fortifiés, mais les informations les concernant sont naturellement plus restreintes. Cembalo (Balaklava) occupé dans les années 1340 est doté d'une citadelle par le consul Simone dell'Orto en 1357. L'un de ses successeurs, Argono di Savignone, poursuit l'édification des murailles au début de l'année 1386, au moment du soulèvement des Tatars contre les autorités génoises. Giorgio Spinola puis Giovanni di Podio font construire quatre tours, dont l'une est placée sous le vocable de saint Nicolas<sup>21</sup>. Il en subsiste aujourd'hui de beaux restes. Dès que les Génois s'emparent de Soldaïa en 1365, ils entreprennent la construction d'une enceinte, commémorée par une inscription dès 1371. Trois ans plus tard, les registres de la *Massaria* de Caffa portent trace d'une dépense de 4.000 aspres *pro murando Soldaia*, à la suite d'une délibération du consul et de l'*Officium Monete* de Caffa<sup>22</sup>. L'on s'empresse de compléter la défense de la ville, lors de la guerre de Chioggia. Le consul Raffaele Ultramarino fait construire en 1380-1381 une grosse tour et un mur de 53 mètres de long. Les comptes de 1386 font état de dépenses pour la restauration de la porte de la ville. Dans les années suivantes, l'enceinte est complétée; elle comporte à son sommet la citadelle Sainte-Croix et une muraille inférieure, hérissée de tours et portant le nom de Saint-Elias<sup>23</sup>.

---

<sup>18</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1252 (année 1469), c. 156v.

<sup>19</sup> *Ibidem*, n. 1260 (année 1465), c. 182r; n. 1259 (année 1472/1), c. 144r.

<sup>20</sup> *Ibidem*, *Notai antichi*, n. 683bis, Cristoforo de Rapallo, filza 14.

<sup>21</sup> BALARD 1978, I, p. 157.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 159.

<sup>23</sup> SEKIRINSKIJ, pp. 63-71; NYSTAZOPOULOU 1965, p. 55; SEKIRINSKIJ - VOLOBUJEV - KOGONASVILI; VISOTSKIJ.



L'ensemble est impressionnant de puissance et paraît décourager toute tentative ennemie pour s'emparer de la place. En revanche, les dix-huit villages constituant les casaux de Gothie, sous l'autorité du consul de Soldaia, ne semblent pas avoir été fortifiés, alors que l'était Illice (Lerici), dotée d'une citadelle au début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>.

Bien que la guerre, comme le soulignait Philippe Contamine<sup>25</sup> soit à l'arrière-plan de la conscience collective et présente à tous les niveaux de la hiérarchie et des pouvoirs, les autorités génoises de Caffa ne peuvent guère compter pour y faire face sur le zèle des colons ligures qui, comme tous les citoyens des communes italiennes, manifestent peu de goût pour les opérations militaires, même lorsqu'il s'agit de leur propre sécurité. Leur petit nombre – à peine deux milliers de résidents permanents – et leur inaptitude au métier des armes rendrait vite inefficace la défense du comptoir. Force est de recourir à des mercenaires, dont la solde, pas toujours régulièrement payée, ne garantit pas la totale fidélité<sup>26</sup>.

Contrairement aux compagnies *di ventura* recrutées par les Etats italiens de la fin du Moyen Age et où se mêlent des soldats venus de partout, la défense de Caffa exclut en principe le recours à des indigènes considérés comme peu sûrs, qu'il s'agisse des Tatars souvent en révolte, des Arméniens turbulents et même des Grecs. Il faut donc recourir à des levées de soudoyers en Occident, avec tout ce que le transfert d'hommes d'armes sur de longues distances implique de frais et d'incertitudes – fuite aux escales, blessures ou morts d'hommes. Point d'entrepreneurs de guerre à Caffa, mais des hommes recrutés vaille que vaille localement, mais surtout à Gênes et en Italie, en récupérant les laissés pour compte des *condotte* non renouvelées.

Les rôles de mercenaires, conservés en séries discontinues dans les registres de la *Massaria* de Caffa, éclairent le recrutement, le nombre, l'origine géographique et professionnelle de ces hommes, la durée de leur service outre-mer, ainsi que la hiérarchie des fonctions et des salaires. Ils permettent de mesurer également l'implication du Banco di San Giorgio dans la défense de l'outre-mer génois, en comparant les listes du début du XV<sup>e</sup> siècle avec celles qui furent établies après le passage des colonies pontiques sous l'auto-

---

<sup>24</sup> BELGRANO 1877, p. 219.

<sup>25</sup> CONTAMINE 1980, p. 232.

<sup>26</sup> CARDINI 1992, pp. 164-165.

rité du Banco en 1453. Les années 1410-1411, marquées par une paix relative, contrastent avec les dernières décennies de la présence génoise en Crimée, lorsque l'étau ottoman se resserre sur la Gazarie, après la chute de Constantinople en 1453, de Samastri et de Trébizonde en 1462, et au moment où les Turcs sont engagés dans une longue guerre contre Venise, qui ne présage rien de bon pour la survie des colonies génoises<sup>27</sup>. En cette même année 1462, Caffa, possession du Banco depuis neuf ans, se place sous la souveraineté du roi de Pologne, ce qui lui permet de se mettre provisoirement à l'abri des troupes turques, en se glissant dans la paix turco-polonaise<sup>28</sup>.

A Caffa, la hiérarchie des fonctions est soulignée par la différenciation des soldes. A la tête des soudoyers, un certain nombre d'officiers placés sous l'autorité directe du consul: le *capitaneus orguxiorum* commande le corps des *orguxii*, suite montée du consul. Le capitaine de la porte Caihadoris est le chef de la petite garnison qui contrôle les entrées et les sorties par l'une des grandes portes du comptoir. Le capitaine des bourgs est chargé de la surveillance des Orientaux et de la police des bourgs; sa juridiction s'étend jusqu'à un mille au-delà des murailles de la ville; dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, il est aidé par un capitaine des faubourgs, affecté à la surveillance de ces espaces inorganiques qui se développent le long des principales voies de communication menant à la ville. Le capitaine des murs dirige les corps de gardiens et les gardes nocturnes répartis sur les remparts. Enfin, le châtelain de Saint-Constantin commande cet important ouvrage militaire situé au nord-est de la ville, à l'opposé du *castrum*, et de création tardive, puisque la fonction n'existait pas au début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>29</sup>. Les corps de soudoyers, affectés à chacun de ces officiers, répondent donc à une division topographique de l'espace à défendre.

La terminologie utilisée par le scribe de la *Massaria* distingue plusieurs corps de mercenaires. Le mot *provixionati* désigne à Caffa des titulaires de fonctions civiles, gardiens, barbier, médecin et maître d'école recrutés à Gênes et venus pour un temps à Caffa. Mais dans les autres comptoirs, particulièrement à Soldaïa, il est utilisé comme synonyme de *socii*, terme désignant les hommes d'armes. Parmi les fonctions militaires se distinguent les *orguxii*, qui escortent le consul et son vicaire dans leurs déplacements. Ils doivent, selon

---

<sup>27</sup> MALOWIST; CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538.

<sup>28</sup> PAPACOSTEA 1977, p. 136.

<sup>29</sup> Sur cette hiérarchie, voir VIGNA, p. 612.

les statuts, posséder un cheval et leur propre armement et n'être ni esclaves ni anciens esclaves<sup>30</sup>. La plupart sont recrutés sur place parmi les indigènes, mais sont placés sous le commandement d'un capitaine d'origine ligurie. Ils se distinguent des *servientes* (sergents) chargés du maintien de l'ordre à l'intérieur de la ville. Les *socii* forment le gros des soudoyers, affectés à un poste précis; ils possèdent leurs armes et une arbalète pour deux. Ils sont parfois désignés comme *stipendiarii*, à moins de comprendre que ce terme désigne des supplétifs, sans qualification particulière. Restent enfin les gardes nocturnes, chargés de veiller à la sécurité de Caffa pendant la nuit, sous les ordres du capitaine des murs. Toutes ces fonctions soulignent le caractère essentiel de la stratégie génoise: une défense passive reposant sur le bon entretien des murailles et sur la vigilance des hommes d'armes chargés de les défendre. En cas d'attaque ennemie, on s'enferme dans la place fortifiée et l'on attend l'échec du siège, comme ce fut le cas lors des attaques des armées mongoles en 1344 et 1346. Mais il n'est pas certain que cette stratégie soit appropriée lorsque se présente devant la ville une armée puissante, comme en juin 1475, avec l'arrivée de la flotte ottomane.

L'effectif des hommes d'armes affecté à la défense de Caffa n'est en effet pas considérable. Il ne peut pas toujours être défini avec précision. Des comptes provenant d'un exercice antérieur révèlent un arriéré de solde, mais pas nécessairement la présence réelle du titulaire du compte. Au cours d'un même exercice budgétaire, des soudoyers n'effectuent qu'un service partiel, soit pour cause de maladie, de fuite ou de mort. La difficulté des comptages vient aussi de la mauvaise qualité des pages enregistrant les rôles des mercenaires, ou de leur caractère incomplet.

En ce qui concerne le principal comptoir, Caffa, l'effectif des soudoyers a beaucoup évolué entre la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et les dernières années de la domination génoise. En 1374-75 et 1381-82, il ne dépassait pas 65 personnes. Il s'est élevé à 236, au moment de la guerre de 1386-87 contre les Tatars de Solgat, qui menaçaient la survie de la colonie génoise. Il revient à 180 au début du XV<sup>e</sup> siècle, si l'on ajoute aux *socii*, les seuls véritables combattants, l'effectif des *provixionati*, des *orguxii* et des gardes de nuit. En fait, le nombre des hommes d'armes recrutés à l'extérieur de l'espace pontique, oscille entre 80 et 120 dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle, et ne s'élève qu'après la prise de Constantinople en 1453: 175 soldats en 1456, 203 en 1457, 202 en

---

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. 613.

1458, seulement 154 en 1459 et de nouveau 203 en 1463<sup>31</sup>. Le maximum est atteint en 1471, avec 251 combattants, alors que se précise la menace ottomane. Tous ces chiffres paraissent quelque peu dérisoires pour assurer la défense d'une agglomération si peuplée<sup>32</sup>. Ils traduisent l'insuffisance des ressources communales, même si le Banco di San Giorgio a réalisé un effort financier certain, bien que limité à ce que peuvent supporter les détenteurs génois des *loca*, plus attentifs au paiement de leurs intérêts qu'au salut des lointaines colonies pontiques.

La mobilité des personnes s'ajoute à la faiblesse de l'effectif. Le recrutement des soudoyers est quasi permanent et s'efforce de suivre le flux des départs et des disparitions. Lorsque le consul entre en charge, le plus souvent en automne, il amène avec lui un contingent recruté en Occident, et qui vient compenser les départs des soudoyers fidèles au consul précédent. C'est ainsi qu'en 1411, un grand renouvellement a lieu en novembre, lors de la cessation de fonction du premier magistrat de la colonie, qui emmène avec lui un certain nombre de soudoyers, remplacés par 85 nouveaux arrivants. En 1463, 27 soldats sont engagés pour se substituer à 43 autres qui ont fait défection. En 1470-71, 40 *socii* ont été licenciés par le consul, sans doute insatisfait de leur service, un autre a pris la fuite et quatre sont morts au cours de l'année. Dans ces conditions, une partie seulement de la garnison effectue un temps de service complet, correspondant à celui des autorités qui l'ont recrutée. En 1410-1411, par exemple, 96 personnes seulement demeurent en fonction pendant seize mois, durée d'exercice du consul. La mobilité est grande dans le corps des *socii*, mais un peu moindre dans celui des *orguxii* qui accompagnent le consul dans ses déplacements et entretiennent par ce fait une plus grande familiarité avec lui. En 1463, la stabilité est un peu plus grande, puisque 71% du corps des soudoyers effectue un service d'une année complète. Licenciements, maladies, décès, mutation d'un comptoir à l'autre ou démission, tels sont les motifs des départs au cours d'un exercice budgétaire. Ils obligent les autorités à des recrutements incessants.

Ceux-ci sont opérés surtout en Occident, dans la mesure où les Orientaux sont jugés peu sûrs. L'origine ethnique des individus recrutés ressort soit

---

<sup>31</sup> BALARD 1992, II, p. 170.

<sup>32</sup> Une étude très poussée du registre de la Massaria de Caffa de 1381 conduit cependant A. Ponomarev à restreindre la population de la ville à environ 9.000 habitants: voir PONOMAREV, pp. 317-443.

de l'étude des patronymes et des noms de baptême, soit de mentions explicitant la provenance géographique de la personne. En 1410-1411, 85,6% des soudoyers appartiennent au groupe occidental, et essentiellement aux Italiens qui constituent l'énorme majorité de l'effectif, à côté d'un Allemand, d'un Catalan et d'un Gascon. Le recrutement revêt donc un caractère quasi national, au moins au début du XV<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce qu'avait noté Franco Cardini, qui attribuait à l'Europe pauvre, marginale et périphérique, la fourniture de mercenaires aux États développés de l'Europe méditerranéenne<sup>33</sup>. Mais la croissance des périls dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle bat en brèche la supériorité italienne. En 1463, la proportion d'Occidentaux dans la garnison de Caffa tombe à 73,2%, mais seulement à 49% si l'on considère les seuls Italiens. En 1470-1471, les provenances géographiques des soudoyers (*socii*) s'établissent comme suit:

- Génois: 113 personnes
- Ligures: 48 personnes, dont 34 de la Riviera du Levant (mer et intérieur)
- Piémont et plaine du Po: 15 personnes
- Italie du Centre et du Sud: 8 personnes
- Espagne: 6 personnes
- Iles méditerranéennes (Chio, Corse, Malte): 5 personnes
- Flan dre et Zélande: 3 personnes
- Allemagne: 2 personnes
- France: 2 personnes
- Divers (Pologne, Raguse, Dalmatie, Hongrie, Morée): 10 personnes
- Non identifiés: 34 personnes

La Ligurie fournit donc encore la grande majorité de l'effectif, 54%. Mais, alors qu'au début du siècle les Occidentaux recrutés hors d'Italie provenaient surtout des autres comptoirs génois en Méditerranée – Famagouste, Bonifacio, Phocée, Tana – dans les années 1460 apparaissent des soudoyers recrutés dans l'Europe pauvre: dans l'Empire, en Bohême, en Hongrie, en Pologne, ce dernier pays envoyant des soudoyers à Caffa, peut-être pour manifester sa solidarité avec le comptoir génois qui s'est donné au royaume de Pologne en 1462. Le recrutement local, fort limité au début du XV<sup>e</sup> siècle,

---

<sup>33</sup> CARDINI 1992, p. 180.

s'est élargi après 1453, en raison des difficultés des engagements en Occident et du moindre coût financier des Orientaux. Mais il ne concerne pas l'ensemble des corps militaires. Si l'on trouve encore 17 Arméniens, 11 Grecs, 4 Juifs, 2 Russes, 2 Syriens et 1 Turc en 1463, ils se répartissent entre les *orguxii* et les *provixionati*, mais en très petit nombre parmi les combattants (*socii*). En 1470-71, ils ont disparu parmi la garnison proprement dite et ne subsistent que dans la suite armée du consul et parmi les sergents chargés de la police intérieure. Aucun Oriental n'accède au rang d'officier: les *orguxii*, un corps majoritairement indigène, sont sous le commandement d'un capitaine d'origine ligure. Les autorités génoises ont une confiance limitée envers les Orientaux, dont les quelques membres recrutés se trouvent répartis au sein d'unités auxiliaires, et non parmi les hommes d'armes assurant de manière privilégiée la défense de la ville. Les fonctions proprement militaires ne sont qu'entrouvertes aux Orientaux, qui n'apparaissent jamais dans les fonctions d'encadrement, et en proportion réduite parmi les soldats, par crainte d'éventuels débordements et surtout par suspicion envers leur fidélité.

La hiérarchie des salaires place en tête les officiers, dont la solde moyenne s'établit à 987 aspres par mois en 1410-1411, à 1431 aspres en 1463. Viennent par ordre d'importance salariale le châtelain, le capitaine des *orguxii*, le capitaine des murs, le capitaine de la porte Caihadoris et le capitaine des bourgs. Les salaires des *orguxii* sont quasiment identiques: 150 aspres par mois entre 1410 et 1441, mais seulement 120 aspres en 1470-71, conformément au statut de Caffa de 1449<sup>34</sup>. Ils sont donc victimes d'une baisse relative des salaires, qui affecte d'ailleurs l'ensemble des soudoyers. Le personnel proprement militaire paraît un peu mieux payé. En 1410-1411, la solde des *socii* de Caffa s'élève à 150 aspres par mois; en 1471, elle passe à 200 aspres, bien que 34 d'entre eux ne touchent encore que 150 aspres. Les sergents (*servientes*) ne gagnent en moyenne que 75 aspres en 1410-1411, alors que les statuts de Caffa de 1449 ne leur accordent que 50 aspres par mois<sup>35</sup>. Enfin, les gardes nocturnes figurent parmi les moins payés: 54 aspres en moyenne en 1410-11, sans doute parce qu'ils peuvent exercer une profession civile pendant une partie de la journée et arrondir ainsi leur traitement. Dans la comptabilité des trésoriers, pleine de reports de paiements d'un exercice à l'autre, l'échelle des salaires est inversement proportionnelle à celle des

---

<sup>34</sup> VIGNA, p. 612.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 612.

reports: les *orguxii* et les *provixionati* en souffrent davantage que les officiers, dont la solde est plus régulièrement payée.

Dans les autres comptoirs de la Gazarie génoise, Soldaïa et Cembalo, pour lesquels la comptabilité des trésoriers de Caffa a été préservée, les efforts militaires sont naturellement moindres. A Soldaïa, l'ensemble des *provixionati* et des *socii* oscille de 53 personnes en 1420 à 79 en 1441, mais se réduit à 55 personnes en 1466. Les *orguxii* ne sont qu'une dizaine pour constituer la garde du consul local, et les sergents à peine une demi-douzaine. Cembalo voit fluctuer ses effectifs d'hommes d'armes, en fonction de la conjoncture politique du moment: 31 personnes en 1420, 50 en 1423, mais 114 en 1441, sans doute pour prévenir de nouvelles révoltes des Grecs, qui s'étaient donnés en 1433 à la seigneurie de Theodoro. En 1466, l'effectif retombe à 29 personnes et se stabilise jusqu'à la fin de la domination génoise. Il n'y a pas là de quoi résister longtemps à une forte armée étrangère.

La faiblesse de la défense montre le désintérêt que suscite à Gênes au XV<sup>e</sup> siècle le sort des lointaines colonies pontiques, mal gérées, peu rentables du point de vue économique et troublées par d'incessantes querelles ethniques ou religieuses. Rien n'incite les Génois à s'expatrier pour les défendre. Entre 1410 et le troisième quart du XV<sup>e</sup> siècle, les soldes ont été dans l'ensemble revues à la baisse, au moins pour les soudoyers, d'autant qu'il faut également tenir compte de la perte du pouvoir d'achat de la monnaie. Seuls les salaires des *socii* ont été préservés pour maintenir un minimum d'attrait vers ces fonctions indispensables à la défense de la Gazarie génoise. Cette politique ne suffit pas à enrayer une crise des recrutements en Ligurie, qui contraint les autorités à faire appel à de plus nombreux non-Italiens, et même parfois à des Orientaux. Le Banco di San Giorgio, administrateur des colonies pontiques depuis 1453 s'est certes efforcé par des mesures de rigueur d'augmenter les effectifs militaires. Mais il ne peut longtemps investir à fonds perdus, contre les intérêts mêmes des participants du Banco, ni modifier la stratégie de défense reposant sur des enceintes urbaines solides, mais tenues par des garnisons réduites. A travers le sort des soudoyers se devine la situation difficile de Caffa et de toute la Gazarie, dans les dernières décennies de l'administration génoise: des comptoirs de frontière, menacés, livrés à leurs propres forces et en grande partie délaissés par une métropole qui ne peut plus les soutenir.

## In extremo Europae: *les soudoyers dans l'Orient génois (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*

« Famagouste est jalousement gardée nuit et Jour  
par les Génois de peur du roi de Chypre... »

Nicolas de Martoni, 1394-95.

Le recours au mercenariat est un phénomène général dans l'Occident des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, et particulièrement en Italie. Les élites urbaines accaparées par leurs activités professionnelles, et surtout par la pratique de la marchandise, se désintéressent des activités militaires et préfèrent engager des stipendiés dont la valeur et la réputation sont bien établies. L'avènement du régime des seigneuries va dans le même sens: la crainte du *popolo* pousse les « seigneurs » à recourir à des mercenaires recrutés soit parmi les habitants de la cité-État, soit dans d'autres régions italiennes, soit auprès de pays étrangers. Spécialiste du maniement des armes, sans attaches vis-à-vis d'une communauté politique particulière, uniquement mû par l'appât du gain, le mercenaire devient l'homme-clef du jeu politico-militaire dans l'Italie de la fin du Moyen Age<sup>1</sup>.

Les comptoirs génois d'Orient n'échappent pas à la diffusion du mercenariat. Mieux même: les soudoyers y sont encore plus nécessaires qu'ailleurs. La population d'origine occidentale y est très minoritaire: peut-être moins de 10% de l'ensemble des habitants<sup>2</sup>. Composée de résidents permanents, mais aussi de marchands en séjour saisonnier, elle n'a guère les moyens humains pour pourvoir elle-même à sa propre défense qui requiert des soins vigilants et constants. En effet, la situation de Caffa aux franges du monde turco-tatar

---

\* Pubblicato in *Histoire et Société. Mélanges offerts à Georges Duby*, Aix en Provence 1992, II, pp. 167-180.

<sup>1</sup> CONTAMINE 1980, pp. 205-207, 285-291.

<sup>2</sup> Sur l'évaluation de la population de Caffa, voir BALARD 1978, I, pp. 245-252, 258-259 et BALARD 1989, pp. 82-83 et 93; MALOWIST, p. 21 estime à 400 le nombre de familles italiennes présentes à Caffa en 1475, soit moins de 2000 personnes. Pour la population occidentale de Famagouste, voir BALARD 1985a, pp. 289-295.



expose la ville à tous les dangers. Famagouste, kyste génois dans le royaume de Lusignan, n'est pas plus sûre: menacée par les troupes chypriotes qui veulent rétablir la souveraineté royale, la ville est aussi attaquée par les Catalans et les Mamlûks, sans parler de l'hostilité des Vénitiens et des pirates<sup>3</sup>. Que dire de Péra, le quartier génois de Constantinople, tout aussi exposé que la capitale byzantine aux attaques des Ottomans, et de Chio où la Mahone craint tout autant ses voisins turcs d'Asie mineure qu'un soulèvement des Grecs de l'île?

L'appel aux soudoyers est donc une nécessité impérieuse pour les autorités coloniales. Mais il s'avère plus délicat qu'en Italie: l'éloignement des comptoirs génois par rapport aux zones traditionnelles de recrutement, les relations parfois difficiles avec les ethnies orientales, la nécessité de prélever sur les ressources locales la solde des stipendiés et, pour ceux-ci, l'absence de tout espoir d'autre profit que leur rétribution contractuelle, l'enfermement dans un espace citadin restreint, tout concourt à donner une coloration différente au mercenariat dans l'Orient génois<sup>4</sup>. Faute de sources, son histoire à Péra et à Chio échappe à toute investigation<sup>5</sup>. En revanche les registres des *Massarie* (Trésoreries) de Caffa et de Famagouste conservent des rôles qui mettent en évidence l'origine de ces soudoyers, leur nombre et leur solde, pendant près d'un siècle pour *Caffa* et plus de soixante-dix ans pour Famagouste.

Les qualificatifs utilisés dans ces rôles ne sont pas exempts d'ambiguïté. A Caffa, les soudoyers se répartissent entre *stipendiarii* et *socii*, le premier terme désignant les fantassins sans qualification particulière, le second

---

<sup>3</sup> Voir PAPADOPOULLOS, IV-V et HILL, II-III.

<sup>4</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, nn. 1225 à 1261: 37 registres de 1374-1375 à 1472. Certains d'entre eux sont incomplets (nn. 1257, 1258) ou conservent des fragments de comptes d'années très diverses (nn. 1228, 1241, 1245bis, 1249). On notera que ces registres concernent aussi les garnisons de Soldaïa, de Cembalo et de Samastri sur lesquelles le consul de Caffa et ses trésoriers avaient droit de regard. Pour Famagouste, *Ibidem*, Famagouste Massaria, nn. 1268 à 1287: 20 registres de 1391 à 1464 à compléter par deux registres *Stipendiatorum* de 1461, nn. 1296 et 1297.

<sup>5</sup> Les quatre registres de la Massaria de Péra (ASGe, *Banco di San Giorgio*, Peire Massaria 1390, 1390bis, 1402 et *Antico Comune*, Massaria Communis Ianuae, n. 22) ne mentionnent aucun professionnel de la guerre en dehors des sergents qui forment la suite du podestat. Les soudoyers de Chio ne sont connus que par les décrets pris par les Mahonais de l'île; aucun rôle n'a conservé leurs noms et leurs soldes; voir par exemple le décret du 24 mars 1403 dans ARGENTI 1958, II, pp. 184-192: soudoyers pour le *castrum* de Chio, 48 arbalétriers à la garde des portes; 32 stipendiés pour les tours (*Ibidem*, p. 187).

s'appliquant à des soudoyers affectés à un poste précis – on parlera des *socii castrorum Soldaie*, c'est à dire de la garnison affectée aux fortifications de Soldaia – ou dotés d'une spécialisation qui les distingue de la masse: *sabarbarius* c'est-à-dire gardien des armes et des munitions, *balistrarius*, *ferrarius*, etc.... A Famagouste, les trésoriers utilisent deux termes: *stipendiarii* pour désigner ceux qui sont affectés à la défense d'un élément de l'enceinte – les rôles sont toujours établis par point fortifié, tour ou bretèche, dans un ordre quasi immuable – et *residium* sorte d'armée de réserve non affectée, mais qui regroupe près de 50% de l'effectif total<sup>6</sup>. Ces divers qualificatifs ne recourent pas les distinctions d'origine géographique ou ethnique.

La plupart des soudoyers sont recrutés à Gênes. Au moment de leur nomination, les podestats et les consuls enrôlent des *stipendiarii* qui les accompagnent jusqu'à leur poste. Les autorités coloniales prennent à leur charge la solde de ces mercenaires, depuis leur départ de Gênes jusqu'à leur licenciement<sup>7</sup>. Des caporaux, eux-mêmes désignés par les autorités de la métropole, encadrent le groupe<sup>8</sup>. Le prix du passage de Gênes à Famagouste – 3 livres 15 sous pour les soudoyers, 15 besants pour les caporaux – est prélevé sur leurs premiers gages.

Le recrutement s'élargit à l'ensemble du monde méditerranéen et même à l'Europe centrale et septentrionale. A Caffa, les autorités coloniales enrôlent la majorité des mercenaires parmi les Ligures: les deux tiers en 1374-75, 60% en 1381-82, plus des trois quarts en 1386-87, 68,9% entre 1456 et 1460<sup>9</sup>. Les autres recrues viennent des grandes villes de la plaine padane – Alexandrie, Milan, Crémone, Pavie, Plaisance, Bergame – et de Toscane (Lucques, Florence), de Corse et plus rarement du sud – Naples, Sorrente, Salerne, Catane et Syracuse. L'Espagne médiocrement représentée à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle – moins de 5% de l'effectif total avec des Catalans, des gens de Valence, de Séville et de Murcie disparaît presque totalement après 1450, alors que le recrutement s'élargit à la France, à l'Empire, à la Pologne, à la Bohême et à l'Écosse; les Occidentaux non italiens représentent

---

<sup>6</sup> Une partie de l'étude sur la garnison de Famagouste a été confiée à DEBORDE, qui a pu enregistrer 12.590 noms en utilisant les logiciels D base III et Framework II.

<sup>7</sup> ASGe, *Antico Comune*, Magistrorum rationalium, n. 55, cc. 25v et 36r; *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1374, cc. 305v et 334v, Caffa Massaria 1381, c. 380v.

<sup>8</sup> Voir les lettres de nomination dans BANESCU 1946, pp. 53, 56, 60, 63, 67, 68.

<sup>9</sup> BALARD 1978, I, p. 444 et BAZIN: l'enregistrement porte sur 483 individus.

alors 6,6% de l'effectif. Le recrutement oriental reste faible à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle: à peine 3% de la garnison de Caffa provient des régions pontiques; encore faut-il exclure de ce chiffre les Latins habitant Vosporo et Vicina qui viennent s'enrôler à Caffa. Après 1450, le pourcentage des Orientaux passe à 6,8%, mais près de la moitié d'entre eux est constituée de Latins établis en Orient: gens de Péra, de Chio, de Rhodes et de Famagouste, à côté de neuf Grecs, sept Arméniens et un Turc. Malgré les difficultés du recrutement après 1453, les autorités de la Commune aussi bien que le Banco di San Giorgio réservent le soin de défendre les comptoirs pontiques à des Latins d'origine. On ne fait appel que par exception à des Orientaux, dont la fidélité aux intérêts de la Commune est pour le moins suspecte.

A Famagouste, le recrutement, presque identique à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, évolue notablement dans les dernières années de la domination génoise. En 1391, un seul des 577 soudoyers est originaire de Chypre; 39% viennent de Gênes, 16% de la Riviera du Ponant, 14,5% de celle du Levant, 7,4% de l'Apennin, soit un recrutement ligure dépassant les trois quarts de l'effectif total<sup>10</sup>. Les autres origines ne comptent guère, à l'exception de la péninsule italienne (10%) et du bassin oriental de la Méditerranée (7,4%) surtout représenté par les comptoirs génois de Péra, Caffa, Chio et Mytilène. Au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, le tableau est quelque peu différent<sup>11</sup>.

Certes l'Occident a encore une nette prédominance, mais seulement avec 57% de l'effectif total. La part des Génois et des Ligures tombe de 30,8% entre 1442 et 1446 à 21,6% en 1456-1457: tout se passe comme si le Banco di San Giorgio, cessionnaire de Famagouste depuis 1447, avait quelque difficulté à recruter en Ligurie et devait faire appel à des étrangers plus nombreux. Le reste de la péninsule italienne et les îles tyrrhéniennes sont de modestes pourvoyeurs: la Sicile (4,7%), la Vénétie (3,9%), l'Émilie-Romagne (3,2%), le Piémont (2,1%), la Toscane (1,8%), l'ensemble Corse-Sardaigne (1,4%) et la Lombardie (1,1%). Quelques Français (0,3%), Allemands (0,5%) Espagnols (1,2%) complètent l'effectif des Occidentaux, plus réduit, on le voit, qu'en mer Noire.

Famagouste se distingue en effet de Caffa par l'apport beaucoup plus large de soudoyers orientaux. L'est du bassin méditerranéen forme le deuxième

---

<sup>10</sup> BALARD 1988, p. 78.

<sup>11</sup> DEBORDE a fait porter son étude des noms d'origine sur 279 mercenaires de 1442 à 1446 et de 1456 à 1457.

grand foyer de recrutement avec 32,6% de l'ensemble: 14,7% des stipendiés viennent de Chypre même, 11,1% de Syrie-Palestine (Gibelet, Laodicée) et 6,8% de Petite Arménie (Sis et l'Aïas). Les zones égéenne (7,5%) et pontique (5,4%) ajoutent quelques représentants à l'effectif des « Orientaux ». Encore faut-il s'entendre sur ce terme qui englobe à la fois des Latins d'Orient et des mercenaires grecs, juifs et arméniens. La part des Latins d'Orient s'élève à 7,2% de l'ensemble; elle s'accroît surtout lorsque Famagouste, après la prise de Constantinople, apparaît comme un lieu plus sûr que les comptoirs pontiques directement menacés par les Ottomans. Parmi les ethnies orientales, les Grecs viennent au premier rang, avec 13 à 14% de l'effectif total, devant les Arméniens de Cilicie (7 à 9%) et les Juifs (3 à 5%). C'est dire que les autorités génoises font largement appel au recrutement local et régional et davantage confiance aux indigènes que leurs homologues de Caffa; à Famagouste le danger vient davantage des armées des Lusignan et des autres nations occidentales que des Grecs ou des Arméniens. Cependant, un recrutement partiel effectué à Gênes en 1461 redonne aux Ligures la prééminence (79%) et exclut presque totalement les soudoyers d'origine orientale: il n'en subsiste que six sur un effectif de 186<sup>12</sup>. Autant dire qu'à la veille de la perte de leur comptoir, les autorités coloniales ont cherché à diminuer la proportion des soudoyers orientaux, jugés peu sûrs, au bénéfice des Ligures qui retrouvent l'écrasante supériorité numérique qu'ils possédaient à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle dans les garnisons génoises d'Orient.

Les variations dans la provenance des soudoyers sont liées, certes, à des considérations politiques, mais elles s'expliquent aussi en partie par les ressources dont disposent les comptoirs pour assurer leur défense. L'effectif des garnisons est loin d'être constant, en mer Noire comme à Chypre.

A Caffa, le consul commande un contingent de 65 soldats en 1374-75 et en 1381-1382, de 236 hommes en 1386-1387, au moment où la ville doit combattre une insurrection des Tatars. En 1381, l'effort de recrutement avantage Soldaïa, plus directement menacée par les entreprises vénitiennes, lors de la guerre de Chioggia. On y envoie 92 arbalétriers, alors que l'effectif de la garnison n'était que de 42 hommes en 1374 et retombe à 62 en 1386, lorsque les dangers sont écartés. Simisso qui dépend de Caffa, bien que située sur la rive méridionale de la mer Noire, est protégée par neuf mercenaires en 1374 quarante en 1381, quarante-cinq en 1386. Cembalo a une garnison

---

<sup>12</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famagustae Massaria 1461, n. 1296.

d'une vingtaine d'hommes placés sous l'autorité d'un châtelain<sup>13</sup>. L'accroissement des effectifs à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle ne satisfait guère les populations locales, sur lesquelles pèsent des charges assez lourdes. Aussi, en 1398, les représentants de la commune de Caffa demandent-ils à la métropole de limiter à cinquante le nombre des arbalétriers entretenus par la colonie en temps de paix, le consul gardant toutefois la possibilité d'augmenter l'effectif en cas de nécessité<sup>14</sup>.

C'est le cas après la chute de Constantinople. Le Banco di San Giorgio qui a reçu la gestion des colonies pontiques de Gênes, renforce la garnison en envoyant deux cents hommes à Caffa. Dans les années suivantes, il passe contrat avec des « capitaines d'aventure », auxquels il s'engage à fournir solde, vivres et affrètements pour aller servir avec leur compagnie dans la lointaine colonie pontique: Jacopo de Capoue emmène 80 hommes en 1455 et Lodisio di Borlasca une compagnie de 70 soldats en 1460<sup>15</sup>. Dans les années qui suivent la prise de Constantinople par les Ottomans, la garnison de Caffa comprend 175 stipendiés en 1456, 203 en 1457, 202 en 1458, 154 en 1459. Les autres comptoirs pontiques sont moins bien pourvus: une quinzaine de soudoyers à Soldaia, une soixantaine à Samastri, une quarantaine à Cembalo<sup>16</sup>. Pour le Banco di San Giorgio, la défense de Caffa, clef de voûte des possessions génoises en mer Noire, prime sur celle des autres établissements. Mais les difficultés de trésorerie en limitent vite les moyens: en 1468, le Banco est contraint d'effectuer un prélèvement de 4% sur les salaires de ses représentants en mer Noire et de 6 aspres sur ceux des soudoyers<sup>17</sup>. Lors de la clôture des exercices de 1469 et de 1470, le déficit s'élève à plus de 370.000 aspres<sup>18</sup>. Comment s'étonner qu'une garnison diminuée et démoralisée n'ait pu faire face ni aux troubles suscités par les Arméniens ni à l'arrivée des forces de l'escadre ottomane, qui s'emparent de Caffa le 6 juin 1475?

A Famagouste, l'effectif des soudoyers a beaucoup évolué entre la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et les dernières années de la domination génoise:

---

<sup>13</sup> BALARD 1978, I, p. 444.

<sup>14</sup> ROSSI, p. 104.

<sup>15</sup> VIGNA, VII/I, pp. 282-284 et VII/II, pp. 47-48. Un document d'avril 1460 (*Ibidem*, pp. 63-64) donne la liste de 170 soudoyers conduits à Caffa.

<sup>16</sup> BAZIN.

<sup>17</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1251 (année 1468), cc. 163r-165r.

<sup>18</sup> *Ibidem*, cc. 365r-370r et n. 1252 (année 1469) cc. 377r-382r.

Année	Effectif des soudoyers	Effectif des caporaux et officiers
1391	537	33
1408	325	17
1437	285	?
1442	290 à 322	?
1443	309 à 350	?
1444	332 à 424	?
1445	338 à 389	?
1446	329	?
1448	359 à 386	?
1449	335 à 361	12
1457	493 à 587	?
1458	351 (non compris la réserve)	?
1459	407 à 437	?
1460	503 à 559	?
1461	372	?
1462	467	?

Le fléchissement de l'effectif est constant jusque dans les années 1440; on peut l'attribuer à la crise financière que connaît la colonie. Ainsi en 1427, la commune décide de comprimer les dépenses de Famagouste et les salaires des officiers et des stipendiés. Les sommes versées à ces derniers ne devraient pas dépasser 60000 besants par an, sans que soit pour autant diminué le nombre des soudoyers<sup>19</sup>. En 1447, le Banco di San Giorgio devient cessionnaire de Famagouste. Il s'engage alors à dépenser jusqu'à 10000 livres par an pour assurer le salut de la colonie<sup>20</sup>. De fait, il consent un effort important: entre 1446 et 1456, le nombre des mercenaires s'élève de plus de 66% et la somme totale dépensée de plus de 71%. Cependant, avec 467 soudoyers en 1462, la garnison de Famagouste est encore inférieure à ce qu'elle était en 1391<sup>21</sup>. Ici encore, le Banco, dont le premier objectif est de défendre les intérêts de ses « actionnaires » génois, doit calquer ses dépenses sur les recettes qu'il espère pouvoir tirer de la colonie. Mais l'échec de sa politique commerciale, fondée

<sup>19</sup> BANESCU 1946, p. 78. A raison d'une solde bimensuelle d'une trentaine de besants, le plafond de dépenses prévues permettrait d'entretenir une garnison de 330 hommes. Pour la solde, voir par exemple ASGe, Famagouste Massaria, année 1391, cc. 227-228.

<sup>20</sup> DE MAS LATRIE 1852, III, p. 34 et sq.; BANESCU 1946, p. 111; VITALE 1935, p. 394.

<sup>21</sup> En 1390, la Massaria de Famagouste a dépensé 209.011 besants 18 *keratia* pour la solde des hommes d'armes (cfr. *Banco di San Giorgio*, Famagostae Massaria, année 1391, cc. 472v-476v).

sur la pratique du dépôt obligatoire et du monopole, a des répercussions immédiates sur la défense du comptoir et la réduction des effectifs des soudoyers. La reconquête des Lusignan en 1464 est le signe visible de l'échec militaire, mais aussi politique et financier du Banco di San Giorgio en Chypre.

Les conditions d'existence des soudoyers nous sont assez mal connues. En ce qui concerne la solde, les sergents qui entourent le consul de Caffa sont moins bien payés que les archers et les arbalétriers: 60 aspres par mois d'un côté, *1 sommo*, soit 202 aspres de l'autre en 1386. Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, les soldes varient selon le lieu d'exercice et la qualification du soudoyer. Entre 1456 et 1460, le salaire type du mercenaire à Caffa est de 229 aspres par mois et s'applique à environ 75% des effectifs. En revanche, la garnison de la citadelle de Soldaïa ne touche que 200 aspres, de même que celle de Samastri, alors qu'à Cembalo la majorité des gens d'armes ne touche que 150 aspres par mois. La qualification du soudoyer est un autre élément discriminant: l'armurier de Caffa (*sabarbarius*) gagne 31 aspres de plus que le simple soudoyer; le salaire maximum peut atteindre 786 aspres par mois, certaines catégories – caporaux et *armigeri* – recevant 328 et 557 aspres par mois et un maître de bombarde 500 aspres<sup>22</sup>. Le contrat passé par le Banco di San Giorgio avec Jacopo de Capone le 3 février 1455 prévoit une solde de 62 livres 10 sous par mois pour le *condottiere* et de 8 l. 10 sous par mois pour chacun de ses hommes<sup>23</sup>. Le consul de Caffa touchant 50 *sommi* par mois, soit l'équivalent de 275 livres de Gênes<sup>24</sup>, on mesure la hiérarchie des soldes entre le plus haut magistrat de la colonie et le soudoyer sans qualification particulière: le rapport est de 1 à 32.

L'échelle des rémunérations est plus élevée encore à Famagouste. En 1391, le capitaine touche une solde de 17500 besants par an, soit 1460 besants par mois, pour lui et sa suite privée, alors que le soudoyer ne dépasse pas vingt besants, près de soixante-dix fois moins<sup>25</sup>. Entre 1442 et 1457, la répartition des soldes des gens d'armes s'établit comme suit: 42,2% sont inférieurs à 10

---

<sup>22</sup> BAZIN, et ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1257 (1471), c. 87r.

<sup>23</sup> VIGNA, pp. 282-284.

<sup>24</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1250 (année 1467) c. 18r.

<sup>25</sup> *Ibidem*, Famagustae Massaria, année 1391, cc. 187r, 389r, 396r. Il faut compter en 1391, 4 besants de Famagouste par livre de Gênes soit 5 sous par besant (*Ibidem*, c. 104v), alors qu'en 1468, dans les changes officiels, le besant ne vaut plus que 3 sous 9 deniers de Gênes (cfr. BOLDORINI, p. 93).

besants, 42,9% sont comprises entre 10 et 20 besants et seulement 14,9% dépassent cette dernière somme. Dix besants par mois peuvent être considérés comme la solde de base des hommes affectés aux postes de garde de l'enceinte et à la réserve. Un *armiger* touche environ 30 besants, un caporal 60 besants. L'origine ethnique affecte le montant de la solde: les mercenaires ligures gagnent en moyenne dix-huit besants, contre quinze pour les autres Occidentaux, onze et demi pour les Grecs, douze pour les Juifs et les Arméniens. Il est vrai que les postes à responsabilité, qui entraînent une solde élevée, sont davantage occupés par des soudoyers occidentaux et plus particulièrement ligures; l'encadrement de la garnison est en majorité d'origine génoise<sup>26</sup>. On remarquera enfin que la solde des gens d'armes s'est affaïssée entre 1391 et 1460, passant de 20 à moins de 15 besants, alors que le besant se déprécie par rapport à la monnaie génoise et au ducat: c'est un indice de plus des difficultés financières que connaît la colonie.

En effet, avant 1447, la Commune et ses représentants ont beaucoup de mal pour assurer les versements bimensuels ordinaires. En février 1444, la Trésorerie de Famagouste, à court d'argent, est contrainte d'emprunter 11000 besants auprès de plusieurs marchands, auxquels elle affecte le produit des gabelles de mars et, si besoin, d'avril 1444<sup>27</sup>. En revanche, à partir de 1448, le Banco di San Giorgio s'efforce de verser les soldes de manière plus régulière, tous les deux mois, puis, entre 1457 et 1461, tous les six mois. Un complément en grain vient s'ajouter à la solde<sup>28</sup>. Le gros effort financier et militaire soutenu par le Banco depuis 1448 ne suffit pas à rétablir les stipendiés dans la condition qui était la leur à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Il s'ensuit, on s'en doute, une baisse dans la qualité du recrutement. Les autorités s'efforcent de combattre les relâchements dans la discipline, les conséquences amollissantes de la routine, les tentatives de désertion, en concluant des contrats à court terme et en déplaçant les soudoyers d'un comptoir à l'autre. Bien rares en effet sont les hommes d'armes qui s'établissent à demeure à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle: un seul en service en 1374 à Caffa l'est encore en 1386-87; cinq stipendiés arrivés en 1374 se maintiennent jusqu'en 1381-82, huit de 1381-82 jusqu'en 1386-87. Après quelque temps de résidence à Caffa, le consul envoie des soudoyers à Soldaïa ou à Simisso

---

<sup>26</sup> DEBORDE.

<sup>27</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famagustae Massaria, n. 1276, c. 2r.

<sup>28</sup> *Ibidem*, n. 1268, cc. 227-228.



et les remplace par leurs devanciers dans ces comptoirs<sup>29</sup>. Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, le recrutement se fait plus difficile et la mobilité de l'emploi par conséquent moindre: entre 1456 et 1459, 5% des soudoyers se maintiennent pendant les quatre années, 27% pendant trois années, 27% durant deux années et 41% ne restent qu'un an<sup>30</sup>.

A Famagouste, le renouvellement des effectifs est un peu plus lent: des 322 mercenaires inscrits dans les registres du 22 février 1442, ils ne sont que 187 encore présents le 6 juin 1444, soit 58%; 123 le 26 février 1446, soit 38%, et 37 le 22 avril 1457 (11,5%). En moins de quinze ans, la garnison s'est donc renouvelée à près de 90% et pour ceux qui se fixent pendant plusieurs années, les changements de fonction ou d'affectation sont courants<sup>31</sup>. Nul doute que l'on veuille ainsi rompre les fâcheuses habitudes de laisser-aller, de routine et de paresse.

Le comportement des soudoyers n'est pas exempt de tout reproche. A Caffa, certains quittent la ville pour aller faire du commerce sur mer. D'autres négligent leurs armes et passent du temps dans les tavernes. Les «protecteurs» du Banco ordonnent au consul d'y mettre bon ordre: chaque soudoyer devra faire la montre de ses armes tous les deux mois. On devra revoir la liste pour éliminer tous les inutiles et ceux qui sont *ex natione suspecta*<sup>32</sup>. A Famagouste, le Banco oblige le capitaine à effectuer une montre des soudoyers chaque semaine et à interdire les sorties nocturnes hors du *castrum*<sup>33</sup>. De tels relâchements, condamnés à maintes reprises par les autorités de la métropole, traduisent la démoralisation de garnisons mal payées et numériquement insuffisantes pour faire face aux périls qui guettent constamment les deux comptoirs génois, pointe avancée de la Chrétienté face aux Tatars et aux Ottomans, alors même que la majorité de la population ne soutient guère leurs efforts de résistance.

Bien que l'enquête sur la défense de l'Orient génois n'ait pas encore porté tous ses fruits, les premiers résultats mettent en évidence le caractère particulier du mercenariat dans les comptoirs génois d'Orient. Loin d'être sans attaches avec une communauté politique particulière, les soudoyers sont en majorité d'origine ligure, bien qu'à Famagouste, ils fassent place à une proportion notable

---

<sup>29</sup> BALARD 1978, I, p. 443.

<sup>30</sup> BAZIN.

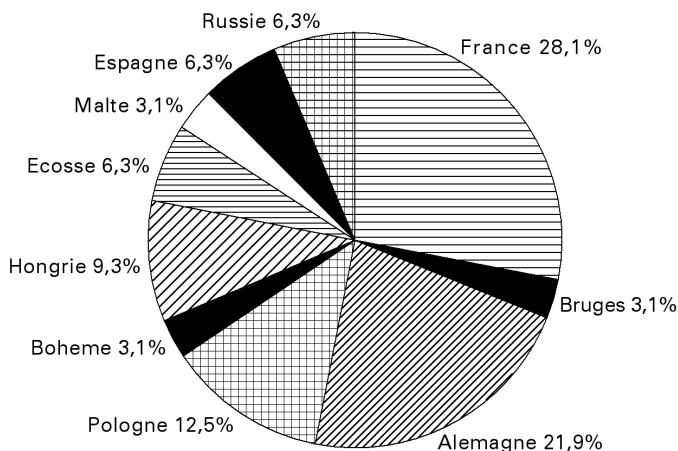
<sup>31</sup> DEBORDE.

<sup>32</sup> VIGNA, pp. 370-373.

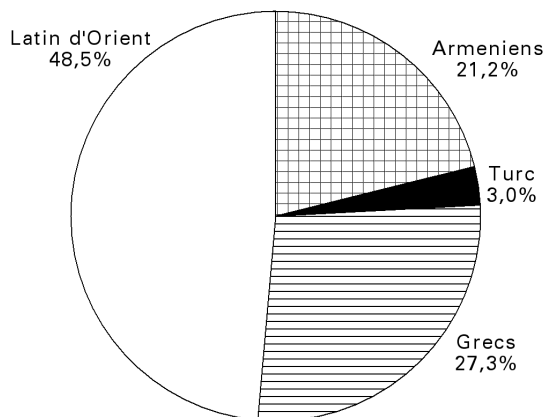
<sup>33</sup> VITALE 1935, pp. 397-398, 411-412.

d'Orientaux. Bénéficiant d'une solde et de conditions de vie favorables à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, ils sont de moins en moins attirés par une carrière outre-mer, à mesure que la prospérité économique se dégrade dans l'Orient génois, que les soldes se réduisent ou deviennent irrégulières. La gestion du Banco di San Giorgio n'apporte qu'une embellie passagère à ce mercenariat, dont la destinée suit pas à pas celles des communautés génoises qui sont censées l'entretenir.

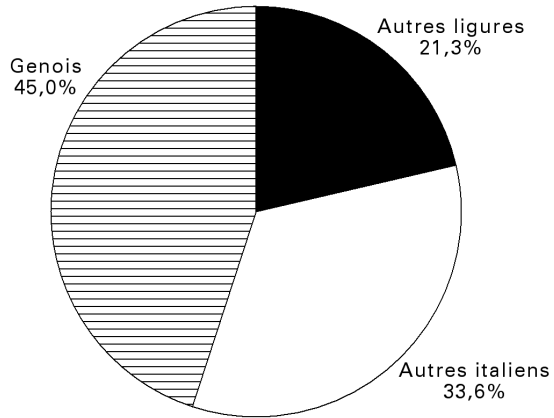
Caffa (1456-1460) - Origines des occidentaux



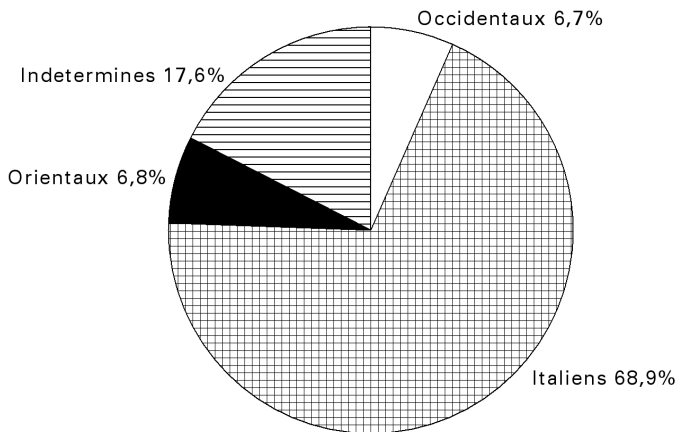
Origines des Orientaux

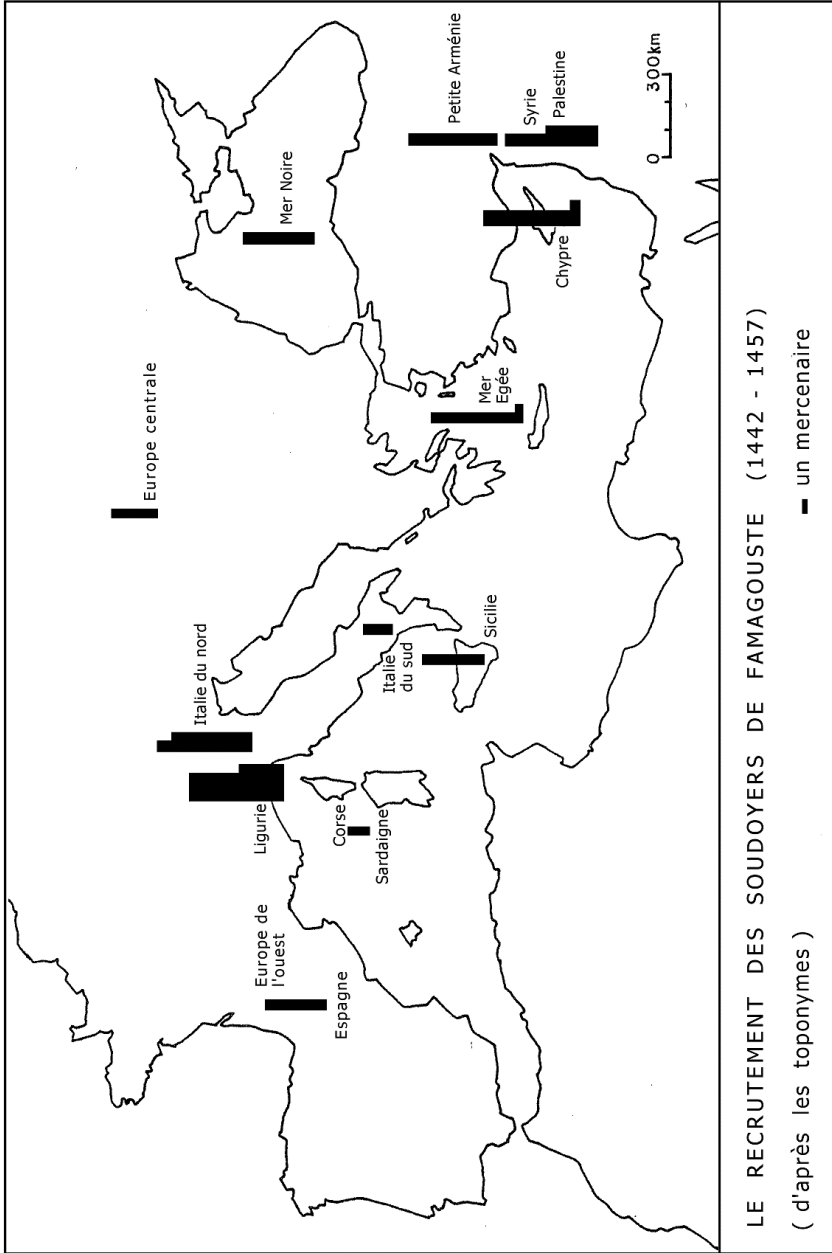


### Origines des Italiens



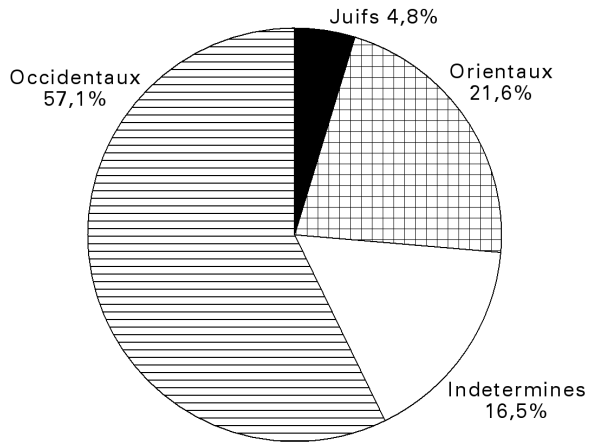
### Répartition ethnique des mercenaires



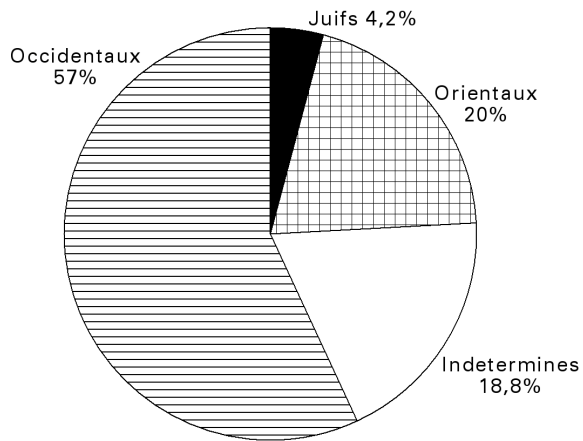


LE RECRUTEMENT DES SOUDOYERS DE FAMAGOUSTE (1442 - 1457)  
 ( d'après les toponymes )      — un mercenaire

Composition ethnique de l'effectif total (1442/1446)



Composition ethnique de l'effectif total (1456/1457)



## *Caffa e il suo porto (secc. XIV-XV)*

« Poi scesemmo verso il porto e videmmo che era meraviglioso. Vi si trovavano pressa poco duecento navi, di guerra o per il trasporto delle merci. Questo porto è fra i più famosi del mondo »<sup>1</sup>.

L'enfasi di Ibn Battuta, 'viaggiatore dell'Islam'<sup>2</sup> non è, certo da prendere alla lettera: benchè sia stato uno scalo frequentatissimo, la colonia genovese del litorale della Crimea non è paragonabile con i porti mediterranei dell'epoca contemporanea. Ma la sorpresa e l'ammirazione di un Marocchino, sbarcato nella Gazaria genovese nel 1334, e che, poche righe prima, disprezzava una città popolata da Infedeli, ci induce a esaminare da dove viene lo sviluppo straordinario di una città di mare, fondata appena sessant'anni prima dell'arrivo di Ibn Battuta, sulle rovine di una vecchia colonia greca comparsa nell'alto Medioevo. Difatti, le condizioni geografiche, molto favorevoli, e la politica abile del comune genovese spiegano la crescita rapida del porto e della città, chiamati ad essere durante i due ultimi secoli del Medioevo l'*emporium* per eccellenza dei mercanti occidentali nel Mar Nero.

Le circostanze nelle quali la colonia genovese è stata fondata sono ormai ben conosciute. Dopo il loro insediamento a Pera nel 1267, colla benevolenza dell'imperatore bizantino, i Genovesi, ai quali Michel VIII° Paleologo aveva concesso la libertà di commercio nel Mar Nero, hanno dapprima frequentato il vecchio scalo di Soldaia, punto di partenza della prima spedizione dei fratelli Polo verso l'Estremo-Oriente<sup>3</sup>. Ma scontenti dalla concorrenza dei Veneziani, hanno cercato un altro sito per creare uno scalo proprio. Il golfo della vecchia Theodosia si prestava ad un insediamento nuovo, creato, senza dubbio, con il permesso del khan mongolo della Orda d'Oro, sovrano della zona dal 1249 in poi. Non si sa quale tipo di habitat i

---

\* Pubblicato in *Città di mare del Mediterraneo medievale*, Amalfi 2005, pp. 61-77.

<sup>1</sup> IBN BATTUTA 1982, II, p. 204.

<sup>2</sup> L'espressione è di JANSSENS 1948

<sup>3</sup> MARCO POLO 1955, p. 3.

Genovesi vi hanno trovato negli anni 1270-1275: forse un casale con case occupate da Greci e da Tartari, presso i quali i primi mercanti liguri hanno costruito una piccola città già sviluppata nell'ultimo decennio del secolo, quando vi roga il notaio Lamberto di Sambuceto di cui i 903 atti superstiti ci fanno conoscere le prime tappe della crescita urbana<sup>4</sup>. Alla fine del Duecento, Caffa non era che un piccolo villaggio senza torri e senza mura. Negli atti notarili, il termine *licias* è utilizzato per indicare i limiti della città: si tratta di un fossato, accennato da Niceforo Gregoras e di un terrapieno sormontato da una palizzata interrotta per fare spazio all'unica porta della città<sup>5</sup>. Una difesa così debole non poteva bastare contro l'armata tartara che costringe i Genovesi a ritirarsi nel 1308, dopo otto mesi di feroce resistenza. Essi mettono il fuoco alla città che rimane deserta fino alla morte del khan Tohtu. Il successore, Özbek, permette ai mercanti di ritornare sul posto dopo il 1312. L'*Officium Gazarie*, creato per dirigere la politica del Comune nella zona pontica, istituisce nel 1316 un piano di ricostruzione della colonia con l'*ordo de Caffa*<sup>6</sup>. Il documento distingue una zona centrale, intorno alla cittadella, corrispondente alla superficie della colonia prima della sua distruzione nel 1308, dedicato all'insediamento della popolazione di origine latina (*castrum* e *civitas*, scondo il modello genovese) e d'altra parte i borghi dove il suolo viene affittato alle diverse etnie del luogo<sup>7</sup>. La prima zona è circondata da una muraglia iniziata negli anni 1340 e alla quale collabora il console Gotifredo di Zoagli, con contributi del papa Clemente VI<sup>8</sup>.

Il secondo momento dello sviluppo urbanistico della colonia corrisponde agli anni successivi alla guerra di Chioggia: tra il 1352 e il 1383 accanto al castello e alla *civitas* si sono formati dei borghi popolati soprattutto da Orientali, provenienti dalla vicina campagna, ma anche da qualche Occidentale. In tre anni, tre consoli della colonia furono incaricati di proteggere i borghi: vi costruirono una lunga fila di mura per un arco di circa cinque chilometri, al di là della muraglia interna e che raggiunge la costa in un punto più fortificato

---

<sup>4</sup> BALARD 1978, I, pp. 114-118; BALARD - VEINSTEIN, pp. 79-131, adesso in BALARD 1989, étude XII.

<sup>5</sup> GRÉGORAS, p. 684.

<sup>6</sup> *Imposicio Officii*, I, pp. 377-382.

<sup>7</sup> BALARD 1978, I, pp. 202-205.

<sup>8</sup> SKRZINSKA 1928, pp. 38-39; JAKOBSON 1964, p. 113.

degli altri, dove fu edificata nei primi anni del Quattrocento la massiccia torre di San Costantino<sup>9</sup>. Questi ingenti lavori furono gli ultimi nella storia della colonia; dopo il 1400 le autorità genovesi si accontentarono di mantenere o di consolidare quello che c'era. Soltanto il Banco di San Giorgio, concessionario delle colonie pontiche dopo il 1453, adotta per la protezione di Caffa il sistema del debito pubblico, creando dei *loca* per favorire la *fabbrica moenium* o gli *officiales fossorum*: rafforzamento dei merli, creazione di anti-fossi e diverse spese di consolidamento appaiono così nei conti della Massaria di Caffa<sup>10</sup>. Dunque, già alla fine del Trecento, la colonia ha sdoppiato il paesaggio urbano della metropoli: da una parte il *castrum* e la *civitas* uniti dalla medesima cinta, dall'altra, borghi *extra muros castris et infra fossam*, secondo lo statuto del 1449<sup>11</sup>, e, al di là della seconda linea di muri, lo spazio aperto e piano dei sobborghi, con le capane di terra cotta dei Tartari, i mulini e in cima ai colli, i boschetti e le terre incolte per l'allevamento del bestiame. Durante il Trecento, un regolamento per lo sviluppo del porto costringe infatti i patroni di navi salpando per il Mar Nero a far scalo a Caffa all'andata e al ritorno, in modo che i dazi pagati (i diritti di ancoraggio) procurassero il denaro per la ricostruzione della città<sup>12</sup>. Così, fin dall'inizio, la crescita di Caffa è legata a quella del suo porto: il Comune ha voluto creare una nuova città portuale, figlia di Genova.

La congiuntura politica era molto favorevole al suo sviluppo. Basta ricordare, dopo il grande storico rumeno Georges Bratianu e Dimitri Obolensky<sup>13</sup>, che l'incontro tra i mercanti occidentali e i Mongoli costituisce un evento di primo ordine nella storia europea. Per la prima volta, dopo i secoli dell'Antichità, il Mar Nero viene integrato alla civiltà cristiana occidentale. Difatti, grazie alla sicurezza offerta agli imprenditori stranieri, relazioni intense si creano tra le sponde del Mar Nero, ormai aperte al commercio italiano e il retroterra del continente asiatico. Tra gli anni 1290 e 1340 molti mercanti occidentali si recano nelle Indie e in Cina, ricalcando le orme di

---

<sup>9</sup> BALARD - VEINSTEIN, p. 87.

<sup>10</sup> Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1465/1, cc. 63v; 1465/2, cc. 60v, 95r; 1468/1, c. 58r.

<sup>11</sup> VIGNA, VII/II, p. 620.

<sup>12</sup> VITALE 1951, pp. 143-144; cfr. FORCHERI, p. 19.

<sup>13</sup> BRATIANU 1969, pp. 204-224; OBOLENSKY 1974, pp. 50-51.



Marco Polo<sup>14</sup>. In queste relazioni, Caffa svolge un ruolo importante, a causa del sito e della situazione della città e, soprattutto, della politica genovese che ha sfruttato bene le condizioni geografiche del luogo.

La colonia è difatti situata al punto dove i monti Aila calano per lasciare posto a una piccola pianura costiera che viene a morire sulle sponde del Bosforo cimmeriano. Di conseguenza, le comunicazioni di Caffa verso ovest, cioè verso Eski-Krim, la capitale del khanato di Crimea nel Quattrocento, sono facilitate. Di là, le vie attraversano la penisola di Crimea verso nord e la legano con la Russia meridionale. Dalla parte del mare, Caffa sfrutta anche condizioni assai privilegiate. La città si è sviluppata sopra un piccolo colle, dominando la riva, mentre il porto si è insediato nella curva del lido, protetta dai venti di ovest e di sud-ovest, ma non da quelli del nord. Benchè sia mediocre, questo porto è l'ultimo riparo prima degli stretti di Kertch, tra il Mar Nero e il Mar di Tana (oggi di Azov). Può quindi controllare la navigazione che si avvia alle bocche del Dono o che ne proviene. Le relazioni terrestri con l'entroterra sono anche facilitate dallo sbocco, non troppo lontano, di parecchi fiumi – Dono, Dniepro – tra i quali passava nel tempo glorioso dell'impero bizantino il traffico con i principati russi, la famosa strada dei Vareghi.

Queste condizioni geografiche favorevoli sono state valorizzate da una politica abile tanto da parte dei Genovesi insediati in Crimea quanto dai Tartari, sovrani dell'entroterra. Genova ha dapprima cercato di dominare tutto l'arco rivierasco della penisola. Uno scoppo raggiunto nel 1365 quando il Comune ha potuto impadronirsi dell'ultimo appoggio dei Veneziani, Soldaia, e costituire la così detta Gazaria genovese, sotto l'autorità del console di Caffa<sup>15</sup>. La zona rivierasca fornisce quindi alla colonia le risorse locali (legno, miele, cera, vino). Nello stesso tempo, l'obbligo imposto dall'*Officium Gazarie* del rilasciare almeno tre giorni a Caffa per le navi genovesi nel Mar Nero ha contribuito allo sviluppo della colonia alla quale ha fornito i redditi dei dazi doganali importanti. Per quel che riguarda il governo dell'Orda d'Oro, al di fuori di tre aggressioni assai limitate e dovute a fattori estranei alla vita della colonia, le relazioni con il khanato sono buone; esse

---

<sup>14</sup> LOPEZ 1975a, pp. 83-186; BALARD 1974a, pp. 149-164, adesso in BALARD 1989, étude XIV.

<sup>15</sup> NYSTAZOPOULOU 1965, p. 50.

poggiano sui trattati che permettono all'Orda di trarre profitto del commercio genovese, o con il prelevamento di qualche dazio tramite il rappresentante tartaro nella colonia, il *tudun*, o colla diffusione dei prodotti dell'industria occidentale trasmessi dai mercanti genovesi. Caffa si trova quindi al punto nodale di una vasta rete di traffico che unisce l'Occidente con le steppe asiatiche e il sud della Russia.

Per sfruttare questi vantaggi, di quale attrezzature portuali dispone la colonia? È da ricordare che Genova stessa si è dotata di una infrastruttura portuale molto tardi: ponti di pietra per l'approdo e lo sbarco, calate in muratura, bitte di marmo per l'ormeggio soltanto nel Trecento. Lo stesso succede per Caffa. Durante i secoli qui esaminati, non si fa menzione di scali di pietra per l'allaggio delle imbarcazioni. I registri della Massaria non hanno conservato nessuna traccia di allestimenti del porto, di investimenti specifici per facilitare il trasbordo delle merci. C'è quindi da concludere che, durante il periodo della sovranità genovese, Caffa abbia disposto soltanto di un ponte di legno al quale si accedeva da due porte, l'una grande, l'altra più piccola, *hosteum marine magnum* e *hosteum parvum*, quest'ultima nella vicinanza del portico della corte consolare<sup>16</sup>. Un disegno che accompagna il racconto di viaggio di Jean Bordier nel 1607 dimostra l'esistenza di un solo ponte, perpendicolare alla riva. Ancora negli anni 1468 e 1469, viene citato la scala del ponte della dogana<sup>17</sup>, ciò che significa che all'estremità del ponte chiamato in un atto notarile *pons pedaggi Caffè*<sup>18</sup>, verso la città si trovava la *logia pontis et ponderis*, dove si pagava l'*introitus pontis et ponderis*, equivalente del *commerchium* o dei *karati Peyre* pagati negli altri porti genovesi, e dove i *mensuratores* tassavano le merci da pesare. Le navi più grosse non potevano approdare: lo dimostra il fatto che nel 1410, il Comune di Caffa deve pagare le spese di armamento di una barca varata per prelevare la corrispondenza portata da una nave arrivata da Pera<sup>19</sup>. Invece, il ponte permette l'approdo del medio e piccolo tonnello, *sacarae*, *lembi*, *monerii*, *barcae* e *barchatae*, utilizzate da Greci o da Armeni per la navigazione costiera.

---

<sup>16</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 318, Giovanni Ognibono 1342, c. 38r; *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1381, c. 173v.

<sup>17</sup> *Ibidem*, n. 590/1251, c. 80r.

<sup>18</sup> *Ibidem*, *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, atto del 25 luglio 1403.

<sup>19</sup> *Ibidem*, *Banco di San Giorgio*, Massaria Caffa, n. 590/1227 (anno 1410), c. 54v.

Un altro elemento di debolezza viene dal fatto che il porto di Caffa non è stato posto sotto una responsabilità specifica. Mentre a Genova l'*officium* dei *salvatores portus et moduli* è incaricato dal 1281 della gestione del porto e dell'utilizzazione dei fondi raccolti dalla tassa di 10% sui legati testamentari<sup>20</sup>, a Caffa due uffici hanno tra diversi impegni quello di gestire il porto: da una parte, il *sabarbarius* dal quale dipendono i provvedimenti di difesa della città, ma anche, come si vede nel 1455, l'allestimento delle scale marittimi<sup>21</sup>; dall'altra l'*Officium provisionis Caffe*, incaricato di provvedere, secondo gli statuti di Caffa del 1449, ai lavori della darsena, ma anche a quelli delle mura e dei fossati, delle fontane e delle cisterne<sup>22</sup>. Benché esistesse a Caffa il legato testamentario, *decenium portus et moduli*, non si sa a quale ufficio sia stata affidata la gestione dei legati. Un custode della porta della darsena e sei per le navi durante il loro svernamento sono pagati dall'amministrazione comunale<sup>23</sup>.

Sprovvedute di allestimenti stabili, le attrezzature portuali sono nondimeno completate dalle costruzioni tradizionali per l'armamento delle navi: l'arsenale e la darsena. I testi, molto brevi, della Massaria ci hanno trasmesso due parole per definire il luogo di costruzione delle navi a Caffa: da una parte l'arsenale, forse situato al sud della cittadella, è oggetto di piccole riparazioni durante il Quattrocento<sup>24</sup>, dall'altra uno 'scario', parola utilizzata in Liguria per denominare un cantiere navale, insediato soprattutto sulle spiagge delle Riviere. A Caffa, lo scario si trova nella vicinanza della *logia ponderis*, cioè del ponte di approdo per le navi: qui sono costruite al tempo della guerra di Chioggia le galere che sono poi mandate nell'Adriatico contro la flotta veneziana<sup>25</sup>. Di nuovo, nel 1386, una galea di 22 banchi e una galeotta sono costruite nello 'scario' di Caffa, ma il termine serve anche a definire la parte della riva da dove sono tirate a terra le galere per lo svernamento<sup>26</sup>. Le vecchie galere o le navi, prese di guerra, vi sono vendute all'asta<sup>27</sup>. Negli ultimi

---

<sup>20</sup> GROSSI BIANCHI - POLEGGI, p. 100.

<sup>21</sup> ASGe, *Manoscritti*, n. 849, 1° luglio 1455.

<sup>22</sup> VIGNA, p. 598.

<sup>23</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1386, c. 62r e 1441, c. 350r.

<sup>24</sup> *Ibidem*, n. 590/1228 (anno 1472), c. 69v; 590/1264 (anno 1424-25), c. 56v.

<sup>25</sup> *Ibidem*, 1381/1382, cc. 85r e 391v.

<sup>26</sup> *Ibidem*, n. 590/1228 (anno 1460), c. 197r; 1381-1382, cc. 87r e 90v.

<sup>27</sup> *Ibidem*, 1381-1382, c. 126v; 1386, cc. 366r e 62v.

anni della dominazione genovese, l'arsenale viene coperto da un tetto<sup>28</sup>. La darsena è piuttosto dedicata al riparo delle navi: un testo del 1455 la localizza nel quartiere di Vonitica, cioè nella parte settentrionale della riva<sup>29</sup>. Nella vicinanza, il Comune affitta un magazzino per custodire le rami delle sue navi, i pezzi nuovi, fabbricati nella Gazaria genovese, essendo sbarcati direttamente sulla riva<sup>30</sup>. Un faro dedicato a Sant'Antonio e fanali sopra il colle di San Giorgio, al sud della cittadella completano le attrezzature del porto<sup>31</sup>. Non si sa se, come a Genova, una *ripa* con magazzini, depositi, botteghe e alloggi per mercanti, esisteva lungo la costa. Lo statuto di Caffa del 1449 si accontenta di menzionare i caravanserragli all'interno della cittadella, sottolineando quindi il legame stretto tra il porto e il *castrum* di Caffa. Ma la questione dell'interpenetrazione delle vie terrestri nel tessuto portuale rimane incerta. Gli scavi effettuati sul luogo si sono interessati alla muraglia, ma non agli impianti economici della città<sup>32</sup>.

Dotato dalle attrezzature di base, il porto ha potuto sfruttare la situazione geografica dei principali punti di scambio, che inferisce un doppio sistema di relazioni con il retroterra: relazioni terrestri con la penisola di Crimea e il sud della Russia, legami marittimi con gli sbocchi delle grandi vie mongole della seta e delle spezie, dove arrivano i prodotti ricercati dell'Estremo Oriente.

Un brano del famoso libro di mercatura di Pegolotti descrive i trasporti terrestri nelle steppe asiatiche all'inizio del Trecento<sup>33</sup>. Le prime tappe del viaggio si fanno con carrette tirate da buoi o da cavalli. Difatti, lo statuto di Caffa del 1449 mette in evidenza l'approvvigionamento della città con carrette provenienti dal contado vicino. Carrette a quattro ruote apportano grano, miglio, orzo, verdure, frutta, legno, sale e carbone<sup>34</sup>. Carrette più piccole a due ruote, chiamate *telegana*, sono caricate dalle stesse merci ma pagano un dazio minore. L'ingresso in città è controllato dal *ibagatarius*, incaricato del vettovagliamento. Dalla campagna vicina provengono anche, sotto la sorve-

---

<sup>28</sup> *Ibidem*, n. 590/1257 (anno 1471), c. 39v.

<sup>29</sup> *Ibidem*, *Manoscritti*, n. 849, 1° luglio 1455.

<sup>30</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1386, c. 98r; 1420, c. 41r.

<sup>31</sup> *Ibidem*, 1386, c. 94v; n. 590/1228 (anno 1469), cc. 387r e 389r.

<sup>32</sup> JAKOBSON 1964; JAKOBSON 1973; KRAMAROVSKY, pp. 249-280.

<sup>33</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 21-23.

<sup>34</sup> VIGNA, p. 649.

gianza del *ministralis*, incaricato del controllo dei prezzi, dei pesi e misure, le carrette a quattro ruote, piene di cavoli capucci, di cocomeri, di peperoni e di castagne. La città è quindi circondata da giardini e da terre produttive che la forniscono della maggior parte dei suoi approvvigionamenti in prodotti agricoli. Dalla porta Gorgi a ovest della città dove arriva la via che porta a Eski Krim (Solgat), o dalla porta Caihadoris al sud, le vie terrestri legando Caffa all'interno della penisola irrigano tutta la città e si concentrano verso la zona portuale per facilitare l'esportazione delle derate indigene. La vitalità del porto risulta della complementarietà tra vie terrestri e rote di mare.

Accanto alle merci della penisola, le vie settentrionali ed occidentali attraggono i viaggiatori che trovano a Caffa le navi salpando per Costantinopoli o al di là degli Stretti. I pellegrini russi che si recano nella capitale bizantina di solito attraversano Caffa. Nel 1381, l'archimandrita Pimen, eletto metropolita di Kiev e della Grande Russia, con l'appoggio del denaro genovese, è trasportato da Pera a Caffa con una galera del Comune, dietro pagamento di un noleggio di 150 *sommi*<sup>35</sup>. Può allora continuare il suo viaggio verso la nuova sede tramite le vie della Crimea interna. Un altro chierico, Michele-Mityai, nominato metropolita dal gran principe Dimitri, segue la via inversa, tramite una nave genovese di Caffa, per sollecitare a Costantinopoli l'introizzazione dal patriarca<sup>36</sup>. Teofano il Greco, che adorna la chiesa della Trasfigurazione a Novgorod, lavorò a Caffa prima di andare in Russia<sup>37</sup>. In somma, la colonia genovese è la tappa per eccellenza sugli itinerari che conducono i pellegrini russi verso Costantinopoli o Gerusalemme<sup>38</sup>. E d'altra parte, è un focolaio per la tratta nel Mar Nero: vi passano gli schiavi tartari, circassi, abkhazi o mingreli, acquisiti presso le tribù della costa caucasiana. Le autorità di Caffa, che traggono dei redditi cospicui dai dazi sugli schiavi, costringono i mercanti a rilasciare a Caffa, un obbligo meno pesante nel Quattrocento, quando la tratta scappa dalle mani dei Liguri per passare a quelle dei Greci e dei Sarraceni<sup>39</sup>.

---

<sup>35</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, 1381-1382, c. 301r; cfr. BALARD 1996a, p. 28.

<sup>36</sup> MEYENDORFF, pp. 212 e 218.

<sup>37</sup> *Ibidem*, pp. 140-141.

<sup>38</sup> MAJESKA.

<sup>39</sup> BALARD 1996, pp. 77-87.

Se le vie verso l'ovest e il nord della Crimea sono accessibili, i legami tra Caffa e le altre colonie genovesi della Riviera si fanno tramite cabotaggio, tanto difficili sono le strade littorali. Gli statuti del 1449 impongono agli ufficiali che si recano nella Gazaria genovese di prendere una barca o una piccola nave. Una buona parte degli approvvigionamenti della città arriva via mare: i cocomeri, ma soprattutto i pesci e frutta di mare – storioni, murene, muggini, rombi e ostriche – il consumo dei quali cresce in tempo di quaresima o di digiuno <sup>40</sup>.

Ma il retroterra di Caffa si estende al di là della Crimea. Difatti, la colonia genovese può essere considerata come il punto ultimo della via mongola della seta e delle spezie, la quale, partendo da Khanbalig (Pekino) arriva a Tana, alla bocca del Dono, percorrendo le diverse tappe dell'itinerario di oltre 8.000 chilometri, descritto da Pegolotti <sup>41</sup>. L'ultimo tratto di questa via è marittimo, attraverso il mare di Tana, il Bosforo cimmeriano e lungo la costa della Crimea. I Genovesi vi hanno conquistato una dominazione incontrastabile, benchè i Veneziani, tramite la *muda* di Romania, prolungata da Trebisonda a Tana, abbiano potuto mantenere il loro traffico <sup>42</sup>. Su questo tratto, una vera divisione del lavoro si è istituita. Gli Orientali, Greci e Armeni, patroni di piccole navi, esercitano il cabotaggio e fanno confluire verso il deposito centrale della colonia genovese i prodotti del retroterra: sale della zona di Ciprico (ad est di Caffa), storioni e caviale di Matrega, biade dei *caricatoria frumenti* segnalati da Pegolotti <sup>43</sup>. I trasporti di massa sono invece nelle mani degli armatori occidentali che utilizzano navi, cocche e galee per il vettovagliamento di Costantinopoli, di Trebisonda, la capitale dei Grandi Comneni, e delle grandi città dell'Occidente <sup>44</sup>.

I mercanti occidentali non si accontentano di aspettare all'foce del Dono o a Caffa l'arrivo delle caravane mongole. Essi vanno incontro a queste, penetrando nel cuore delle steppe asiatiche. Tutti i viaggi degli uomini d'affari genovesi, che, dietro Marco Polo, si sono recati nelle Indie o in Cina, cominciano a Caffa dove caricano i panni, le telle e le verghe di argento

---

<sup>40</sup> VIGNA, pp. 625-626.

<sup>41</sup> Si veda sopra nota 26.

<sup>42</sup> STÖCKLY 1995a, pp. 101-119.

<sup>43</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 54-55.

<sup>44</sup> BALARD 1978, II, pp. 749-768.

indispensabili per il commercio con i Tartari, dove affluiscono i fardelli di seta o le pellicie molto apprezzate sul mercato occidentale. Ma queste vie intercontinentali non sono state frequentate ugualmente nei Trecento e Quattrocento. Le relazioni regolari tra Caffa e il mondo tartaro non cominciano prima degli ultimi decenni del Duecento – si rammenta il ramarico degli Polo scontenti di non poter commerciare a Soldaia nel 1260. A questa data, la seta cinese, ben conosciuta in Occidente, arrivava tramite Laiazzo, il porto della Piccola Armenia<sup>45</sup>. Lo spostamento verso il nord di quel grande asse del commercio internazionale è stato lento; non funziona davvero prima dell'ultimo decennio del Duecento. Poi i primi disturbi nei khanati mongoli appaiono attorno al 1344. L'assedio di Caffa dalle truppe mongole e poi la guerra degli Stretti tra Genova e Venezia interrompono le relazioni, riprese dopo il 1355, ma l'arrivo al potere della dinastia Ming in Cina nel 1368 chiude per secoli il paese ai mercanti occidentali. Ormai, questi devono accontentarsi di percorrere le prime tappe della via del Cataio, come risulta dall'esame dei testamenti di Tana dell'inizio del Quattrocento<sup>46</sup>. Tamerlano ha distrutto le colonie occidentali che si ricostruiscono poco a poco dopo il 1400; i mercanti di Tana si recano fino ad Astrakhan, mai al di là di questa città. Pochi fardelli di seta, perle e pietre preziose caratterizzano un povero filo di traffico, poco paragonabile con la rete degli affari nella prima metà del Trecento.

L'evoluzione dell'entroterra condiziona quindi lo sviluppo o il declino economico della colonia genovese. Diventato in pochi decenni il principale *emporium* delle regioni pontiche, Caffa svolge un doppio ruolo. Da una parte, è l'intermediario quasi di obbligo su una delle vie più frequentate del commercio internazionale, quella che unisce l'Occidente ai paesi dell'Estremo-Oriente, tramite il Mar Nero e le steppe asiatiche. Sotto questo aspetto, controlla un vasto hinterland al quale fornisce i prodotti dell'industria occidentale, vino e verghe di argento per compensare senza dubbio il deficit strutturale degli scambi. Il retroterra lo provvede della seta e delle spezie nella misura in cui si può seguire al sicuro le vie dell'Asia, sotto la protezione della 'pace mongola': vie marittime fino alle foci del Dono e terrestri per la maggior parte del loro percorso nei khanati. Caffa concentra quindi gli

---

<sup>45</sup> RACINE 1970, pp. 403-417; BALARD 1978, II, pp. 723-733.

<sup>46</sup> PROKOFIEVA, pp. 36-174; TALYZINA, pp. 19-35. Cfr. DOUMERC 1988, p. 363-379; DOUMERC 1989, p. 251-266; KARPOV 1999, pp. 181-188.

scambi tra due mondi e due economie complementari e svolge il ruolo di un porto coloniale che riceve dall'Occidente i prodotti fini e gli trasmette materie prime, di diverso valore.

Ma, d'altra parte, la colonia crimeana diventa, a causa della chiusura delle vie mongole un porto regionale che assicura la distribuzione in un vasto paese dei tessuti occidentali e riceve dalle pianure russe biado, pellicie, miele, cera, dai porti del mar di Tana sale, pesci e caviale, dalle sponde orientali del Mar Nero gli schiavi, un insieme di prodotti indispensabili alle città d'Italia, alla penisola iberica e alle Fiandre, ma anche al vettovagliamento delle città pontiche stesse<sup>47</sup>. L'approvvigionamento di Trebisonda e di Costantinopoli dipende in gran parte dell'attività dei mercanti occidentali, diventati intermediari indispensabili tra le regioni pontiche. In questo sistema economico, creato dagli Occidentali, i mercanti indigeni sono ridotti a un ruolo di provveditori, i quali con piccole navi percorrono le sponde della Crimea con un continuo cabotaggio. Questi indigeni occupano la scala più bassa di una vera gerarchia commerciale.

Varietà degli itinerari, diversità dei mezzi di scambio, gerarchia degli imprenditori, tali sono i caratteri maggiori dell'attività del porto di Caffa nelle sue relazioni con l'entroterra durante i due secoli della dominazione genovese: una situazione del tutto paragonabile con quella del grande porto ligure, polmone della pianura padana, ma anche centro di consumo legato alle importazioni di tutto il mondo mediterraneo. Anche in questo senso, Caffa è una vera figlia di Genova.

---

<sup>47</sup> BALARD 1983b, pp. 31-54.





## *Les soudoyers de Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*

*Genuensis civitas in extremo Europae*, telle est la définition qu'un chancelier du Banco di San Giorgio donne du comptoir génois de Caffa au XV<sup>e</sup> siècle: une ville peuplée et opulente, sise aux confins du monde tataro-mongol, menacée par l'inexorable avancée des armées ottomanes, et où une majorité d'Orientaux de toutes origines vit sous la domination d'un petit nombre de Génois et de Ligures. C'est dire que, placée dans une zone de frontière, Caffa doit faire face à une double menace quasi permanente: à l'extérieur, celle des Tatars de Solgat et de la Horde d'Or, qui se manifestent par des raids violents (contre Tana en 1410), ou par des conflits d'ampleur régionale (guerre de 1386-87, guerre de Cembalo en 1422); à l'intérieur, les conflits ethniques, sociaux ou religieux engendrés par une fiscalité opprimente, une administration souvent corrompue, l'appui donné par les Génois à une élite indigène restreinte et sans influence sur la masse. Bref, la guerre est, comme le soulignait Ph. Contamine<sup>1</sup>, à l'arrière-plan de la conscience collective; elle est présente à tous les niveaux de la hiérarchie et des pouvoirs.

Or, pour y faire face, les autorités génoises de Caffa ne peuvent guère compter sur le zèle des colons ligures qui, comme tous les citoyens des républiques maritimes italiennes, manifestent peu de goût pour les opérations militaires, même lorsqu'il s'agit de leur propre sécurité. Leur petit nombre – à peine deux milliers de résidents permanents – et leur inaptitude au métier des armes rendrait vite inefficace la défense de la ville. Force est de recourir à des mercenaires, dont la solde, pas toujours régulièrement payée, ne garantit pas la fidélité<sup>2</sup>. Mais, contrairement aux compagnies *di ventura* recrutées par les États italiens et où se mêlent des soldats venus de partout, la défense de Caffa exclut le recours à des indigènes considérés comme peu sûrs; elle rend nécessaire la levée de soudoyers en Occident, avec tout ce que le transfert d'hommes d'armes sur de longues distances implique

---

\* Pubblicato in « Méditerranées », 26-27 (2001), pp. 139-149.

<sup>1</sup> CONTAMINE 1980, p. 232.

<sup>2</sup> CARDINI 1992, pp. 164-165.

de frais et d'incertitudes. Point d'entrepreneur de guerre (*condottiere*) à Caffa, mais des hommes recrutés vaille que vaille à Caffa même, mais surtout à Gênes ou en Italie, en récupérant les laissés-pour-compte des *condotte* non renouvelées.

Le recrutement, l'origine géographique et professionnelle de ces hommes, la durée de leur service outre-mer, la hiérarchie des fonctions et des salaires, sur tous ces thèmes une investigation approfondie peut être conduite grâce aux registres de la *Massaria* (Trésorerie) de Caffa, qui conservent, en séries chronologiques discontinues, les rôles de ces mercenaires servant à Caffa et dans les autres comptoirs pontiques placés sous la direction du grand port criméen. Comme il ne pouvait être question de dépouiller la quarantaine de registres conservés, nous avons choisi deux périodes distinctes, les années 1410-1411, marquées par une paix relative<sup>3</sup> et l'année 1463 où l'état ottoman se resserre sur la colonie génoise, après la chute de Constantinople en 1453, de Samastri et de Trébizonde en 1462, et au moment où les Turcs sont engagés dans une longue guerre contre Venise qui ne présage rien de bon pour la survie des colonies génoises<sup>4</sup>. En cette même année 1462, Caffa, possession du Banco di San Giorgio depuis neuf ans, se place sous la suzeraineté du roi de Pologne, ce qui lui permet de se mettre provisoirement à l'abri des troupes turques, en se glissant dans la paix turco-polonaise<sup>5</sup>.

Les soudoyers de Caffa se rangent dans diverses catégories correspondant à des fonctions différentes. A leur tête, bien que placés sous l'autorité directe du consul, un certain nombre d'officiers qualifiés de *capitanei*: le *capitaneus orguxiorum*, qui commande le corps des *orguxii*, suite montée du consul; le capitaine de la porte Caihadoris, chef de la petite garnison qui contrôle les entrées et les sorties par l'une des grandes portes du comptoir; le capitaine des bourgs qui est chargé de la surveillance des Orientaux et de la police des bourgs et dont la juridiction s'étend jusqu'à un mille au-delà des murailles des bourgs et qui, dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, sera aidé par un capitaine des faubourgs, affecté à la surveillance de ces espaces inorganiques, progressivement habités le long des voies menant à la ville; le capitaine des murs qui dirige les corps de gardiens et les gardes nocturnes,

---

<sup>3</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 590/1227. Ce registre a fait l'objet d'un mémoire de maîtrise de BELIARD-PERCHOT.

<sup>4</sup> *Ibidem*, n. 590/1243. Ce registre a été étudié par ANDRÉ.

<sup>5</sup> PAPACOSTEA 1977, p. 136.

répartis sur les remparts; enfin le châtelain de Saint-Constantin, qui commande un important ouvrage militaire situé au nord-est de la ville, à l'opposé du *castrum*, et de création tardive, puisque la fonction n'existait pas au début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Les corps de soudoyers répondent donc à une division topographique de l'espace à défendre.

Mais ils se distinguent aussi par leurs fonctions que les rôles de la *Mas-saria* n'omettent pas de signaler. Mettons à part les *provigionati*, auxquels semblent dévolues surtout des fonctions civiles: gardien de l'horloge, gardien de la tour du Christ, gardien des eaux, barbier, médecin et maître d'école, recrutés à Gênes pour un temps limité et venus outre-mer avec le consul. Parmi les fonctions militaires, se distinguent les *orguxii*, qui escortent le consul et son vicaire dans leurs déplacements en Gazarie génoise. Ils doivent impérativement posséder un cheval et leur propre armement et n'être ni esclaves ni anciens esclaves<sup>7</sup>. Viennent ensuite les *servientes* (sergents), chargés du maintien de l'ordre à l'intérieur de la ville et qui se confondent parfois avec les *socii*. Ces derniers forment le gros des soudoyers, mercenaires affectés à un poste précis; ils possèdent leurs armes et une arbalète pour deux. Ils se distinguent mal des *stipendiarii*, à moins de comprendre que ceux-ci forment un corps de supplétifs, sans qualification particulière. Viennent enfin les gardes nocturnes qui, comme leur nom l'indique, sont chargés de veiller à la sécurité de Caffa pendant la nuit, sous les ordres du capitaine des murs. Toutes ces fonctions soulignent le caractère essentiel de la stratégie génoise: une défense passive reposant sur le bon entretien des murailles et sur la vigilance des gardes chargés de les défendre. En cas d'attaque ennemie, l'on s'enferme dans la place fortifiée et l'on attend l'échec du siège. Autant dire que les quelques centaines de soudoyers ne peuvent espérer décourager une armée puissante qui se présenterait sous les murs de Caffa, comme ce fut le cas en juin 1475, à l'arrivée de la flotte ottomane.

L'effectif des hommes d'armes, affectés à la défense de Caffa, n'est en effet pas considérable. On ne peut pas toujours l'évaluer avec une grande précision. En effet, il faut distinguer les effectifs établis en fonction du nombre de comptes ouverts dans le registre de la *Massaria*, les effectifs fondés sur le nombre de personnes réellement engagées et en troisième lieu les effectifs estimés de la garnison permanente, établis après étude des durées de service.

---

<sup>6</sup> Sur toutes ces fonctions, voir VIGNA, VII/II, statuto di Caffa, XXI, p. 612.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 613.

En 1463, la mauvaise qualité de bien des pages du registre rend approximative l'estimation.

En 1410-1411, le nombre des fonctionnaires permanents à Caffa s'élève à 200 personnes, ce qui représente 60% des fonctionnaires payés par la *Massarìa*<sup>8</sup>. Sur ce chiffre, 90%, soit 180 personnes, ont une fonction militaire: 50 *provixionati*, 40 *socii*, autant de gardes nocturnes, 30 *orguxii* et 20 sergents. A titre de comparaison, on rappellera qu'en 1374-75 et 1381-1382, l'effectif des soudoyers ne dépassait pas 65 personnes; il s'est élevé à 236, au moment de la guerre de 1386-1387 contre les Tatars de Solgat, revient à 180 au début du XV<sup>e</sup> siècle, et se maintient à ce niveau dans les années qui suivent la prise de Constantinople: 175 soldats en 1456, 203 en 1457, 202 en 1458, seulement 154 en 1459 et de nouveau 203 en 1463<sup>9</sup>. Tous ces chiffres paraissent dérisoires pour assurer la défense d'une agglomération si peuplée. Ils traduisent en vérité l'insuffisance des ressources communales, les autorités estimant que les troupes sont toujours trop importantes en proportion de ce qu'elles coûtent en salaires et en entretien. Même après 1453, lorsque les colonies pontiques passent sous l'autorité du Banco di San Giorgio, l'effort financier reste limité à ce que peuvent supporter les détenteurs de *luoghi* du Banco, plus attentifs au paiement de leurs intérêts qu'au salut des lointaines colonies pontiques.

La mobilité des personnes – un trait récurrent dans tous les comptoirs génois – s'ajoute à la faiblesse de l'effectif. Le recrutement des soudoyers est quasi continu et s'efforce de suivre le flux des départs. En 1410, le consul de Caffa entre en fonction le 9 juillet: il dispose alors de 208 personnes, fonctionnaires ou mercenaires venus d'Italie avec lui ou déjà en place. De juillet 1410 à octobre 1411, les recrutements s'effectuent à un rythme inégal qui va de deux personnes en janvier 1411 à 26 en décembre 1410. Le plus grand renouvellement a lieu en novembre 1411 (85 recrutements) et correspond à la cessation de fonction du consul, avec lequel repartent un certain nombre de soudoyers qui doivent donc être remplacés. En 1463, vingt-sept soldats sont engagés pour se substituer à quarante-trois autres qui ont fait défection. Dans ces conditions, une partie seulement de la garnison effectue un temps de service complet, correspondant à celui des autorités qui l'ont recrutée.

---

<sup>8</sup> Les 40% restants se répartissent entre Soldaia (21,5%), Cembalo (15%) et Simisso (3,5%).

<sup>9</sup> BALARD 1992, II, p. 170.

L'examen attentif des durées de service le confirme. En 1410-1411, 96 personnes seulement demeurent en fonction pendant seize mois, durée d'exercice du consul. Mais, parmi elles, la stabilité n'est pas égale selon les catégories. Les *orguxii*, qui accompagnent le consul dans tous ses déplacements et entretiennent par ce fait une plus grande familiarité avec lui, restent à 54% en fonction pendant seize mois, de même que les *provixionati*. La stabilité tombe à 38% avec les gardes nocturnes, mais seulement à 9% avec les *socii* et à 2% avec les sergents. En revanche, 102 soudoyers sont en fonction pendant plus de six mois et 125, essentiellement des *socii*, pendant moins de six mois. En 1463, la mobilité est un peu moins grande, puisque 71% du corps des soudoyers effectue un service d'une année complète. Malgré tout, l'instabilité paraît grande parmi les soldats de base, les moins bien payés, alors que les *orguxii* et les *provixionati*, aux fonctions mieux définies, restent en place le plus longtemps.

Les départs au cours de l'exercice budgétaire peuvent avoir plusieurs motifs: licenciement par les autorités de la Commune insatisfaites du service, maladie, décès, mutation d'un comptoir à l'autre ou démission. En 1410-1411, trente *socii* de Caffa sont renvoyés sur ordre du consul, dont un groupe de dix-huit qui n'a servi que pendant un mois et vingt jours. A la fin du mandat du consul, le 9 novembre 1411, tous les *socii* voient leur compte arrêté: vraisemblablement ils repartent avec le consul sortant de charge ou attendent un nouveau recrutement de la part de son successeur. Pendant ce même exercice, douze soudoyers, dont le capitaine des murs, décèdent; s'ils n'ont pas d'héritier sur place, le consul se charge de liquider leur succession. Sept mutations établissent à Caffa des *socii* et des *orguxii* provenant d'autres comptoirs pontiques: le taux de rotation est suffisamment faible pour ne pas être lié à une politique systématique de la Commune s'efforçant par ce moyen d'éviter que ses soudoyers ne prennent de mauvaises habitudes de relâchement dans un poste conservé de trop longs mois. Quatre démissions, provenant de trois *socii* et d'un sergent, sont enregistrées par le scribe de la *Massaria*. En 1463, dix-huit départs ont lieu au cours des six premiers mois de l'exercice budgétaire (3 janvier-25 décembre) et sont compensés par autant d'engagements. En revanche, les quarante-deux départs du second semestre sont loin d'être compensés par des recrutements. Tout se passe comme si la *Massaria* cherchait à rétablir un équilibre financier difficile, en reportant sur l'exercice suivant (1464) le déficit de la garnison.

Dans ses rangs, on l'a dit, les Occidentaux l'emportent de loin sur les Orientaux jugés peu sûrs. L'origine ethnique des individus ressort soit de

l'étude des patronymes et des noms de baptême, soit de mentions explicitant la provenance géographique de la personne. Sur 314 fonctionnaires et mercenaires cités en 1410-1411, 269, soit 85,6% appartiennent au groupe occidental, et essentiellement aux Italiens qui, avec 266 personnes, constituent l'énorme majorité de l'effectif, à côté d'un Allemand, d'un Catalan et d'un Gascon. Le recrutement revêt donc un caractère national, au moins au début du XV<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce qu'avait noté F. Cardini, qui attribuait à l'Europe pauvre, marginale et périphérique la fourniture de mercenaires aux États développés de l'Europe méditerranéenne<sup>10</sup>. La supériorité italienne s'amointrit beaucoup dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle. En 1463, la proportion d'Occidentaux dans la garnison de Caffa tombe à 73,2%, mais seulement à 49% si l'on considère les seuls Italiens. Le recrutement perd donc en grande partie son caractère national, sans doute en raison des réticences de plus en plus grandes des Ligures de se rendre dans des postes exposés outre-mer. La conséquence en est l'appel à des non-Italiens plus nombreux et à l'introduction d'une bonne minorité d'Orientaux dans les rangs de la garnison caffiotte.

D'où viennent plus précisément les soudoyers? En 1410-1411, la Ligurie fournit la grande majorité de l'effectif: Gênes elle-même avec 136 personnes, la banlieue immédiate avec 13, la Riviera du Ponant avec 12, les bourgs de l'Apennin avec 7, la Riviera du Levant avec 17 noms. Une fois encore se vérifie un certain déséquilibre entre les deux *Riviere*: celle du Levant, plus pauvre, a davantage recours au mercenariat pour compléter ses ressources agricoles réduites. L'émigration outre-mer y est une constante depuis le XIII<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>. En 1463, l'origine géographique des Ligures est quasi identique: 62 Génois, 5 proviennent des bourgs de la très proche banlieue, 15 de la Riviera du Ponant, 4 des hameaux de l'Apennin, 15 de la Riviera du Levant.

Entre ces deux dates, la proportion des Ligures a bien diminué. En 1410-1411, on comptait 23 soudoyers originaires de la plaine du Pô et seulement trois de l'Italie centrale et méridionale, soit 14% de l'effectif des Ligures. En revanche, en 1463, 15 soudoyers sont originaires de l'Italie du Nord, 7 de l'Italie centrale et méridionale, soit 20% des Ligures. Surtout, le nombre d'Occidentaux non-Italiens s'est beaucoup accru. On en dénombrait 23 en 1410-1411, soit 12,4% des Ligures, mais 28 en 1463, soit 25,2% du même

---

<sup>10</sup> CARDINI 1992, p. 180.

<sup>11</sup> BALARD 1978, I, p. 238.

groupe. Les origines géographiques de ces Occidentaux recrutés hors d'Italie se sont aussi bien diversifiées: en 1410-1411, ils provenaient surtout des autres comptoirs génois en Méditerranée: Famagouste, Bonifacio, Phocée, Tana, Gibelet dont un grand nombre de rescapés se sont réfugiés en mer Noire après 1291. En 1463, apparaissent des soudoyers recrutés dans l'Europe pauvre: dans l'Empire, en Bohême, en Hongrie, en Pologne. Ce dernier pays envoie 9 soudoyers à Caffa, manifestant ainsi sa solidarité avec le comptoir génois qui s'est donné au royaume de Pologne l'année précédente.

Le recrutement local, fort limité au début du XV<sup>e</sup> siècle, ne fait que croître par la suite. En 1410-1411, les 14% d'Orientaux que comporte la garnison se répartissent entre 21 Grecs, groupe ethnique le mieux représenté, 7 Arméniens, organisés comme les précédents dans le vieux système d'origine tatare des dizaines et des centaines<sup>12</sup>, 4 Tatars, 3 Juifs, 3 Hongrois, 1 Syrien et 1 Couman. Le recrutement local reste donc étroitement limité. Il s'élargit après 1453, en raison des difficultés des engagements en Occident et du moindre coût financier des Orientaux. En 1463, on dénombre 17 Arméniens, 11 Grecs, 4 Juifs, 2 Russes, 2 Syriens et 1 Turc. L'élargissement du recrutement ne doit pas faire illusion. D'une part, aucun Oriental n'accède au grade d'officier. D'autre part, les *socii* étant au cœur de la défense de la colonie, on n'y trouve que huit Orientaux, les autres se répartissant entre les *orguxii* et les *provixionati*. Enfin, on ne rencontre parmi eux aucun véritable profil de mercenaire, venu d'un pays lointain pour servir à Caffa: ce sont des locaux recrutés par hasard, pour boucher les trous d'un recrutement occidental désormais insuffisant. Les autorités génoises ont une confiance limitée envers ces groupes indigènes, dont les quelques membres recrutés se trouvent répartis au sein d'unités composées pour l'essentiel d'Occidentaux.

Peut-on déceler un rapport quelconque entre l'origine ethnique et géographique des individus recrutés et l'activité exercée au sein de la garnison de Caffa? A l'exception d'un scribe de la cour du consul en 1463, on ne rencontre aucun Oriental parmi les officiers. Les fonctions importantes d'encadrement et de commandement leur sont fermées et sont réservées aux grands clans (*alberghi*) de la métropole qui dominent la vie politique et financière de la colonie<sup>13</sup>. Parmi les *orguxii*, suite montée du consul, Grecs,

---

<sup>12</sup> BALARD 1995a, pp. 25-26. Sur les Arméniens, voir BALARD 1996b, pp. 139-141 et KHOSDEGIAN, pp. 390-409.

<sup>13</sup> BALARD 1998, pp. 75-84.



Juifs, Coumans et Arméniens représentent 43% de l'effectif en 1410-1411 et seulement 33% en 1463. Ayant une bonne connaissance de la topographie de la Gazarie génoise et des routes qui la traversent, ils jouissent d'une certaine confiance de la part des autorités génoises qui n'hésitent pas à recourir à leur service et à leur assurer une certaine stabilité d'emploi. Les *provixionati* comptent 16% d'Orientaux, Grecs, Juifs, Arméniens et Tatars, mais on compte dans ce groupe les scribes en langue étrangère utilisés par la cour du consul. En revanche, la proportion des Orientaux chute à d'infimes proportions lorsque l'on passe aux *socii* et aux sergents. Chez les premiers, quelques Grecs et un Hongrois en 1410-1411, un Grec, deux Juifs et cinq autres Orientaux en 1463; cela dénote un manque de confiance dans la loyauté de ces indigènes. Il en est de même chez les sergents, qui assurent la police du comptoir: la fonction est attribuée à des Occidentaux et, par exception, à un Arménien et un Hongrois en 1410-1411. A cette même date, et sans doute pour les mêmes raisons, le pourcentage de gardes nocturnes recrutés chez les indigènes ne dépasse pas 13%. Au total, les fonctions proprement militaires ne sont qu'entre-ouvertes aux étrangers, qui n'apparaissent jamais dans les fonctions d'encadrement, en proportion réduite parmi les soldats, par crainte d'éventuels débordements et surtout par suspicion envers leur fidélité. Une évolution timide vers une plus grande ouverture de ces fonctions aux Orientaux apparaît après 1450; mais elle résulte plus des difficultés du recrutement en Ligurie que d'une confiance accrue envers les communautés indigènes, dont les différends allaient d'ailleurs contribuer à la chute de la colonie génoise en 1475<sup>14</sup>.

Les faibles effectifs recrutés ne pouvaient pas grand chose contre une puissante armada. Il aurait fallu une armée nombreuse, bien payée et motivée. Mais le Banco di San Giorgio était, tout autant que la Commune avant 1453, dans l'impossibilité de faire face à des besoins financiers exorbitants et en constante augmentation. Lors de l'exercice de 1410-1411, qui porte sur seize mois, rappelons-le, la Commune de Caffa a déboursé 1.016.311 aspres pour la solde de ses fonctionnaires et mercenaires, dont 124.990 pour les seuls *socii* de Caffa, soit 658 *sommi*. A titre de comparaison, pendant la guerre de 1386-1387 contre les Tatars de Solgat, les soldes des hommes d'armes et des arbalétriers se sont élevées à 2769 *sommi*, pour la seule ville de Caffa. Les dépenses militaires, il est vrai exceptionnelles en 1386-87, ont donc été

---

<sup>14</sup> CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538.

considérablement réduites. Malgré tout, la *Massaria* n'est pas capable de régler l'ensemble des salaires et procède à des reports sur l'exercice suivant: en 1410-11, les sommes reportées s'élèvent à 155.919 aspres, soit plus de 15% du budget. En 1463, les frais salariaux s'élèvent pour douze mois seulement à 1.798.208 aspres, dont 13,5% représentent des arriérés de solde. La gestion de cette année-là dut être particulièrement saine, puisque les reports sur l'exercice suivant ne s'élèvent qu'à 47.291 aspres, soit 2,6% du total.

La hiérarchie des salaires place en tête les officiers et distingue ceux de Caffa, mieux payés, de ceux qui exercent leur fonction dans les autres comptoirs pontiques. Leur solde moyenne s'établit à 987 aspres par mois en 1410-1411, à 1431 aspres en 1463. Viennent par ordre d'importance salariale le châtelain, le capitaine des *orguxii*, le capitaine des murs, le capitaine de la porte Caihadoris et le capitaine des bourgs. Parmi les *provixionati*, qui regroupent des professions très différentes, allant du barbier au forgeron, en passant par le maître de l'horloge et le maître d'école, les écarts sont notables; la moyenne par mois s'établit à 175 aspres en 1410-11, mais seulement à 171 aspres en 1463. Au contraire, les salaires des *orguxii* sont quasiment identiques, 150 aspres par mois en 1410, 155 en 1463, alors que les statuts de Caffa de 1449 prévoyaient une solde mensuelle de 120 aspres<sup>15</sup>. Il y a donc eu, au cours du XV<sup>e</sup> siècle, une baisse relative du niveau de salaire des auxiliaires de l'administration génoise.

En revanche, le personnel proprement militaire paraît un peu mieux payé. En 1410-11, la solde des *socii* de Caffa s'élève à 150 aspres par mois, trois d'entre eux dépassant cette somme, sans doute en raison de fonctions de commandement. Cinquante ans plus tard, la solde mensuelle s'établit à 271 aspres en moyenne, ce qui souligne l'importance attachée par les autorités à ces soldats, base de la défense. Les sergents touchent en moyenne 75 aspres en 1410-11, alors que les Statuts de Caffa de 1449 ne leur accordent que 50 aspres par mois<sup>16</sup>. L'information sur le salaire des sergents en 1463 fait défaut. Enfin, les gardes nocturnes figurent parmi les soudoyers les moins bien payés, 54 aspres en moyenne en 1410-11, sans doute parce qu'ils peuvent exercer une profession civile pendant une partie de la journée et arrondir ainsi leur solde. Quelques-uns d'entre eux, grâce à leur rang hiéar-

---

<sup>15</sup> VIGNA, VII/II-2, p. 612.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

chique, peuvent néanmoins toucher de 60 à 100 aspres par mois. L'échelle des salaires est inversement proportionnelle à celle des reports: les officiers subissent un pourcentage de reports minime sur l'année suivante, alors que les *orguxii* et les *provixionati* souffrent davantage des mécomptes de l'administration génoise.

La responsabilité de celle-ci est grande dans le désintérêt que suscitent au cours du XV<sup>e</sup> siècle les fonctions d'outre-mer. Entre 1410 et 1463, comme le démontrent les chiffres donnés par les statuts de 1449, les soldes ont été dans l'ensemble revues à la baisse, d'autant qu'il faut également tenir compte de la perte de pouvoir d'achat de la monnaie. Seuls les salaires des *socii* ont été préservés pour maintenir un minimum d'attrait vers ces fonctions indispensables à la défense de la ville. Cette politique ne suffit pas à enrayer une crise des recrutements en Ligurie, qui contraint à faire appel à de plus nombreux non-Italiens et même à des Orientaux. D'autre part, le Banco di San Giorgio qui hérite de l'administration des colonies pontiques, ne peut, malgré des mesures de rigueur, enrayer le déclin des ressources de la colonie ni investir à fonds perdus, contre l'intérêt même des participants du Banco. A travers le sort des soudoyers se devine la situation difficile de Caffa, dans les dernières décennies de l'administration génoise: un comptoir de frontière, menacé, livré à ses propres forces, délaissé par une métropole qui ne peut plus le soutenir.

## *Pouvoir et argent à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*

La collusion entre les puissances d'argent et le pouvoir politique affecte nos démocraties contemporaines et conduit parfois à des scandales dont s'émeut l'opinion publique, avertie par les media aux aguets. Au XV<sup>e</sup> siècle, en un temps où entre Gênes, métropole d'Occident, et Caffa, sa lointaine colonie de Crimée, les lettres mettaient plus de deux mois pour parvenir à destination, et en un lieu où une minorité de Latins s'efforçait de dominer depuis près de deux siècles une majorité d'ethnies orientales composites<sup>1</sup>, est-il possible de mettre au jour des liens effectifs entre ceux qui détiennent le pouvoir politique et le monde des affaires et de l'argent?

Il faut d'abord essayer de cerner ces deux ensembles, à l'aide des sources disponibles. Le pouvoir politique est représenté par les titulaires des fonctions d'outre-mer, nommés par la métropole et envoyés dans la lointaine colonie criméenne et dans ses satellites – les autres comptoirs des régions pontiques qui dépendent administrativement de Caffa. Les consuls, châtelains, trésoriers et notaires sont accompagnés d'une suite nombreuse, de recrutement local, qui participe plus ou moins à l'exercice du pouvoir, en faisant exécuter les décisions prises par le consul et ses auxiliaires. Le contrôle exercé par la métropole reste lointain et épisodique: le successeur du consul sortant de charge est théoriquement apte à contrôler les actes et les comptes de son prédécesseur, tandis que dans des circonstances exceptionnelles des *sindici* sont envoyés par la métropole pour mener des enquêtes approfondies<sup>2</sup>. À partir de 1453, date de la cession des colonies pontiques au Banco di San Giorgio, association des créanciers de l'État génois, la surveillance des autorités locales par la métropole se fait plus rigoureuse: des ordres sont régulièrement envoyés et des comptes-rendus d'exercice demandés. Mais, en raison de la lenteur et des difficultés des communications, surtout après la prise de Constantinople par les Ottomans, la plénitude du pouvoir local est en fait assumée sans grande retenue par le consul et ses auxiliaires les plus proches.

---

\* Pubblicato in *Eupsuchia. Mélanges en l'honneur d'Hélène Abrweiler*, Paris 1998, p. 75-84.

<sup>1</sup> MALOWIST; DANILOVA, pp. 189-214; CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538; BALARD 1978.

<sup>2</sup> BALARD 1978, I, pp. 473-494.

Le monde de l'argent est plus difficile à distinguer, dans la mesure où manquent pour le XV<sup>e</sup> siècle les actes notariés qui ont permis de dresser un tableau de la situation économique et sociale de la colonie aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles<sup>3</sup>. Point de testaments, d'inventaires après décès, de contrats de ventes de biens immobiliers. Il faut se contenter de l'abondante correspondance officielle<sup>4</sup> et des registres de la *Massaria* ou Trésorerie de Caffa: une série discontinue où sont consignés de 1410 à 1473 les comptes de l'administration génoise<sup>5</sup>. Parmi les recettes de la colonie figure en premier lieu l'encaissement des gabelles, ensemble des taxes indirectes sur les produits de consommation et sur l'activité commerciale, dont la perception est affermée à intervalles réguliers. À l'occasion d'une étude sur la fiscalité de Caffa<sup>6</sup>, nous avons pu dresser la liste de tous ceux qui, de 1410 à 1472, se sont portés acquéreurs des gabelles. Ils représentent, à n'en pas douter, une partie importante, sinon la totalité, de l'élite financière de la colonie génoise.

Rapprocher cette liste de celle des fonctionnaires des colonies pontiques, telle qu'elle nous est livrée par A. Vigna et par les registres de la *Massaria*, conduit à se demander dans quelle mesure l'exercice de charges administratives facilite l'affermage ultérieur des gabelles et l'accession au monde de la finance, et inversement si l'argent obtenu par la levée des impôts affermés donne accès ensuite à des pouvoirs de commandement. Il y aura lieu, pour ce faire, de distinguer la politique des grands clans familiaux ou *alberghi* génois<sup>7</sup>, diversement intéressés par les fonctions publiques et la perception des gabelles, les relations établies par les fonctionnaires les plus importants entre leurs charges et le monde des financiers, enfin le comportement des petits auxiliaires de l'administration, qui profitent de leur poste pour s'introduire dans les affaires.

---

<sup>3</sup> BRATIANU 1929; AIRALDI 1974; BALLETO 1976a; BALARD 1978, PISTARINO 1988.

<sup>4</sup> VIGNA, VII/II-2.

<sup>5</sup> Ces registres, conservés aux Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, nn. 1224 à 1262) présentent pour le XV<sup>e</sup> siècle de nombreuses solutions de continuité: le premier d'entre eux couvre les mois de juillet 1410 à mai 1412; la série s'interrompt de 1412 à 1420, puis de 1426 à 1441, de 1443 à 1446, enfin de 1448 à 1454; elle ne retrouve une certaine régularité qu'à partir de 1455 et ce jusqu'en 1473, les derniers registres ayant sans doute disparu dans la tourmente de la conquête ottomane deux ans plus tard.

<sup>6</sup> BALARD 1993, pp. 224-241.

<sup>7</sup> HEERS 1974; GRENDI 1975a, pp. 241-302.

Dans la vie politique de la métropole, comme dans celle de ses colonies d'outre-mer, le rôle des principaux clans familiaux est fondamental<sup>8</sup>. Mais il est inégal, en fonction de leurs traditions familiales et de leurs intérêts du moment. Les clans nobles paraissent plus attachés à la gestion des colonies d'outre-mer que les clans «popolani», à l'exception toutefois des Giustiniani, groupe dirigeant de la Mahone de Chio. Les distinctions entre familles guelfes et gibelines, «noires» et «blanches», s'estompent au XV<sup>e</sup> siècle, dans la mesure où la constitution de la Commune a prévu un partage égal des charges entre nobles et *popolani*, «noirs» et «blancs»<sup>9</sup>.

Parmi les anciennes familles gibelines, les Spinola occupent le devant de la scène, avec quinze représentants ayant exercé de hautes responsabilités dans les colonies pontiques. Celles-ci semblent de tout premier plan: Niccolò exerce la charge de consul en 1411<sup>10</sup>, Federigo en 1423-1424, après avoir été trésorier de la ville et avant de le redevenir jusqu'en 1426<sup>11</sup>. Giacomo et Antonio sont consuls de Soldaia respectivement en 1446 et 1475<sup>12</sup>. À cela s'ajoutent des charges secondaires, comme celles de capitaine des *orguxii* – la suite armée du consul –, capitaine des bourgs ou de la porte Caiadoris. Les Spinola occupent aussi quelques consulats de moindre importance, comme ceux de Samastri, pour Francesco en 1459-1462<sup>13</sup>, de Sinope pour Alberto en 1454<sup>14</sup>, et de Tana pour Carlo en 1460-1461<sup>15</sup>. Ces trois fonctionnaires n'ont avant ou après leur charge aucun contact avec le monde des «traitants».

Il n'en est pas de même pour leurs parents établis à Caffa ou à Soldaia: Martino Spinola, avec la caution de Leonardo, se porte acquéreur en 1420 du *commerchium magnum*, la principale taxe sur le trafic maritime<sup>16</sup>. Quatre autres membres du clan sur les quinze individualisés cumulent charges administratives et financières ou se mêlent au monde des «traitants»: Federigo

---

<sup>8</sup> HEERS 1961; BALARD 1981b, pp. 159-181, repris in BALARD 1989, n. III.

<sup>9</sup> HEERS 1961, pp. 585-590.

<sup>10</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1227, c. 224v.

<sup>11</sup> *Ibidem*, n. 1231, c. 250r.

<sup>12</sup> *Ibidem*, n. 1234, c. 286v; VIGNA, p. 911.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 947.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 951.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 969.

<sup>16</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1229, c. 156r.

perçoit la *cabella bestiaminum* de Caffa en 1421, avant de devenir trésorier l'année suivante, puis consul deux ans plus tard<sup>17</sup>. Giovanni Spinola di Cassano est capitaine des bourgs en 1472-1474, châtelain de Cembalo en 1472-1473 et acquéreur de la *cabella ibegatatrie* en 1474<sup>18</sup>. Lorenzo est actif entre 1467 et 1472: il afferme en 1467 la gabelle des draps, celle des terrains de la Commune et la gabelle de 1% qu'il conserve en 1468; quatre ans plus tard, on le retrouve fermier de la gabelle de La Copa<sup>19</sup>. Giacomo Spinola, enfin, est consul de Soldaïa en 1446, percepteur de la gabelle de la ville en 1447, de la taxe sur les approvisionnements par mer en 1470 et se retrouve en 1469 *ministralis* de Caffa, c'est-à-dire responsable des métiers et de la police économique de la ville<sup>20</sup>. Les autres membres du clan ne se signalent que par l'exercice d'une charge secondaire ou l'affermage d'une gabelle mineure. Il n'en reste pas moins que les Spinola sont puissamment engagés dans la vie politique et financière des colonies génoises en mer Noire. Ils cumulent les charges de haut niveau et des intérêts de premier plan dans la perception des gabelles, tant à Caffa que dans les colonies secondaires.

Les Doria y brillent tout autant. Sur dix représentants, deux font partie de ces groupes de trois fonctionnaires que le Banco di San Giorgio envoie simultanément à Caffa pour y exercer à tour de rôle les charges de consul et de trésorier. En 1463, Baldassare est consul en titre, après avoir été les deux années précédentes trésorier (*massarius*) du lieu; il meurt d'ailleurs en fonction au cours de son consulat<sup>21</sup>. Cinq ans plus tard, Alaone est trésorier, puis consul en 1469-1470, et à nouveau trésorier de 1470 à 1471, mais ne semble pas avoir terminé son mandat<sup>22</sup>. Au début du siècle, Giacomo est trésorier de Caffa en 1410-1411<sup>23</sup>, mais la disparition des registres antérieurs et postérieurs à cette année-là ne permet pas de savoir s'il a exercé la charge de consul avant ou après cette date. Parmi les Doria, l'on trouve un capitaine

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, c. 93v.

<sup>18</sup> VIGNA, pp. 829 et 939.

<sup>19</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1250, cc. 227r, 217r; n. 1249, c. 173r; n. 1251, c. 130r; n. 1259, c. 150v.

<sup>20</sup> *Ibidem*, n. 1235, c. 54r; n. 1253, c. 136r; VIGNA, p. 897.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 775.

<sup>22</sup> *Ibidem*, pp. 780-781.

<sup>23</sup> ASGe, Caffa Massaria, n. 1227, c. 224v.

des bourgs de Caffa, Giovanni en 1464<sup>24</sup>, un châtelain de Soldaïa, Luciano en 1473-1475<sup>25</sup>, et deux de Cembalo, Matteo en 1410 et Bartolomeo en 1455-1456<sup>26</sup>. Par contraste avec l'exercice de ces nombreuses fonctions, peu d'affermages de gabelles chez les Doria. Le seul qui s'y intéresse durablement est Ansaldo, qui partage avec trois autres fermiers la perception du *commercium magnum* en 1424, poursuit avec la gabelle de Cembalo, et termine en 1425 avec la *tamoga parva*, impôt sur la vente des camelots et de quelques autres tissus<sup>27</sup>. Chez les Doria, aucun passage direct des fonctions administratives à l'affermage des impôts, mais une certaine continuité dans l'exercice des fonctions publiques.

Parmi les clans guelfes, le contraste est éclatant entre les deux principaux, Fieschi et Grimaldi. Ces derniers, solidement ancrés sur la Riviera du Ponant, ne s'intéressent guère aux affaires d'Orient: Borruel tient le consulat de Caffa en 1453<sup>28</sup>, puis disparaît de l'histoire pontique; Simone en 1460 exerce la modeste fonction de capitaine de la porte Caiadoris<sup>29</sup> et Luca afferme en 1426 la gabelle de 11% sur le vin<sup>30</sup>. En revanche, les Fieschi, avec douze représentants, dominent la vie politique et sociale de Caffa et des autres colonies pontiques au XV<sup>e</sup> siècle: deux charges de consul exercées par Pietro et Antonio Maria en 1425 et 1447<sup>31</sup>; deux de trésorier de Caffa, en 1422-1424 pour Pietro, et en 1474 pour Francesco qui avait été consul de Vosporo en 1456<sup>32</sup>; le capitanat des faubourgs pour Tommaso en 1470<sup>33</sup>, la châtelainie de Cembalo pour Contino en 1469<sup>34</sup>, et surtout les charges de consul de Soldaïa pour Giacomo en 1441 et pour Giuliano en 1454, ce dernier occupant

---

<sup>24</sup> VIGNA, p. 828.

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 919.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 936.

<sup>27</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1231, cc. 57v et 17v; n. 1232, c. 6r.

<sup>28</sup> VIGNA, p. 762.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 860.

<sup>30</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1232, c. 16v et n. 1264, c. 154r.

<sup>31</sup> VIGNA, p. 761.

<sup>32</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1231, c. 253r; VIGNA, pp. 783 et 978.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 838.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 939.



aussi le consulat de Cembalo en 1469<sup>35</sup>. Giuliano Doria est sans doute le plus parfait exemple de la collusion entre responsabilités administratives et enrichissement personnel par la collecte des impôts. Consul de Soldaïa en 1454-1455, il acquiert dès sa sortie de charge la gabelle des esclaves, en 1457 la *tamoga parva*, impôt sur les camelots. En 1458, il cumule l'affermage de l'hôtel des monnaies, la gabelle de Soldaïa et la *cabella 0,5 aspri vini* qu'il conserve en 1459. Il reparaît en 1462 pour affermer la gabelle de 0,25%. L'année suivante, il afferme l'une des plus importantes perceptions de Caffa, la gabelle de 11% sur le vin, l'impôt sur les approvisionnements par mer, renouvelé en 1465 et 1466, et surtout le *commerchium magnum* qu'il conserve pendant trois ans de suite, y ajoutant en 1466 à nouveau la gabelle de 11% sur le vin. Il est alors au sommet de sa puissance: il contrôle les principales gabelles et prête sa caution à d'autres « traitants », parents et amis. Jusqu'en 1473, où il afferme à nouveau une gabelle sur le vin, Giuliano a investi en dix-huit ans 1.952.918 aspres dans l'affermage de diverses gabelles, soit plus de 100.000 aspres par an<sup>36</sup>. Il s'est enrichi en accaparant la perception des taxes de consommation les plus rentables, tout en contrôlant, par l'intermédiaire de ses proches, toute la vie administrative et financière de Caffa.

On le retrouve en effet comme garant de tout un groupe de fermiers des gabelles, au premier rang desquels figure un de ses parents, Teodoro Fieschi. Celui-ci afferme la gabelle de 11% sur le vin en 1454, puis, l'année suivante, avec la caution de Giuliano Fieschi, la perception de cette même taxe, du *commerchium magnum*, de la gabelle de 1% et de la taxe sur les approvisionnements venus par mer. Il conserve en 1456 l'affermage du *commerchium magnum*, toujours avec la caution de Giuliano Fieschi<sup>37</sup>. En trois ans, ce fermier investit 999.142 aspres dans les adjudications: une fortune colossale! Il cautionne, de pair avec Giuliano, un autre de ses proches, Lodisio, fermier de la *cabella ponderis et scaliatici* (taxe de pesage et d'appontement) en 1463, de la gabelle de 11% sur le vin et de celle d'un aspre par *mitrum* de vin en 1470<sup>38</sup>. On peut dès lors conclure que pendant les vingt dernières années de la domination génoise en Crimée, tant par les fonctions

---

<sup>35</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1233, c. 359v; VIGNA, pp. 906 et 930.

<sup>36</sup> BALARD 1993, pp. 237-238.

<sup>37</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1236, c. 53r; n. 1237, cc. 51r, 129r, 129v, 42v; n. 1239, c. 100r.

<sup>38</sup> *Ibidem*, n. 1243, c. 131r; n. 1256, c. 152r.

qu'il exerce que par les impôts qu'il prélève, le clan Fieschi a été au tout premier rang de la société caffiotte.

On ne peut en dire autant des clans «popolani» qui se disputent le pouvoir à Gênes. Les Fregoso sont totalement absents de Crimée, comme d'ailleurs des autres colonies génoises<sup>39</sup>. Leurs rivaux, les Adorno, y occupent une place modeste: Giorgio est consul de Caffa en 1410 et Pietro consul de Soldaia à la même date<sup>40</sup>. Mais ils semblent s'être désintéressés de la gestion coloniale après cette date; peu de membres du clan apparaissent dans les fonctions secondaires des divers comptoirs génois: Ottaviano, contrôleur des prix (*ministerialis*) en 1469 est une exception<sup>41</sup>. Le seul domaine qui les occupe vraiment est celui de l'affermage des gabelles. Leonardo acquiert celle de la *tamoga parva* en 1421<sup>42</sup>, Taddeo celle sur les approvisionnements par mer en 1456<sup>43</sup>. Quant à Babillano, il commence par affermer le consulat de La Copa en 1457, puis partage avec Gregorio Senarega la perception du *commerchium magnum* de Caffa l'année suivante; en 1463 il réapparaît comme acquéreur de la gabelle de 0,25% et de la taxe sur les approvisionnements venus de l'intérieur de la Crimée (*cabella victualium campanie*), passe en 1468 à la perception de la taxe sur les approvisionnements par mer, tout en affermant à nouveau le consulat de La Copa et termine en 1470 par l'achat du consulat de Tana<sup>44</sup>. Mais, contrairement aux Fieschi, Babillano Adorno ne semble pas intégré à une parentèle; aucun de ses proches n'apparaît parmi les garants qui le cautionnent. Il est une brillante individualité, à l'écart des membres de son clan, plus préoccupé des affaires de Gênes que de celles de l'Outre-Mer.

Le seul *albergo* « populaire » qui détienne à la fois des fonctions administratives importantes et des places dans la hiérarchie des « traitants » est celui des Giustiniani. Formé par les familles participant à la Mahone de Chio, ses activités débordent l'île égéenne pour s'étendre à l'ensemble des colonies génoises d'Orient. En Crimée, les Giustiniani détiennent quatre fois le con-

---

<sup>39</sup> BALARD 1981b, p. 165.

<sup>40</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1227, cc. 224v, 319r.

<sup>41</sup> VIGNA, p. 897.

<sup>42</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1229, c. 149r.

<sup>43</sup> *Ibidem*, n. 1237, c. 133v.

<sup>44</sup> *Ibidem*, n. 1238, c. 34r; n. 1240, c. 28r; n. 1243, cc. 26r, 25r; n. 1251, c. 32v; n. 1249, c. 181v; n. 1256, c. 36r.

sulat de Caffa, avec Gabriele en 1428, Giovanni en 1448, Martino en 1459 et Battista en 1473<sup>45</sup>; trois charges de trésorier avec Geronimo en 1423, Martino en 1458 et 1460, Battista en 1470<sup>46</sup>; un consulat de Soldaia avec Paulo en 1442<sup>47</sup>, de Cembalo avec Gregorio en 1446<sup>48</sup>, de Trébizonde avec Giuliano en 1458<sup>49</sup>. En revanche, les deux Giustiniani qui se portent acquéreurs de gabelles ne jouent aucun rôle dans la vie politique de Caffa: Francesco pour la gabelle de 11% sur le vin en 1445 et Giovanni pour la *cabella ponderis et scaliatici* et pour la taxe sur la jauge du vin (*stazia vini*) en 1469<sup>50</sup>. Quelques parents viennent apporter leur caution lors des enchères, mais, eux compris, le clan Giustiniani est loin d'avoir la cohésion et l'influence qu'exercent les Fieschi à Caffa.

Il ne saurait être question de passer en revue les intérêts des autres clans familiaux génois. Tout au plus, faut-il signaler quelques familles neuves implantées en Orient et qui n'ont guère d'attaches avec la métropole. C'est le cas des Gaspe, parfaitement inconnus à Gênes<sup>51</sup>. Ils se désintéressent totalement des fonctions administratives à Caffa ou dans les autres comptoirs. En revanche, entre 1446 et 1473, huit membres de cette famille occupent un rang éminent parmi les adjudicataires des gabelles. Lodisio a la concession des deux gabelles sur les tissus (*tamoga magna* et *tamoga parva*)<sup>52</sup> que reprend ensuite Antonio, en y ajoutant l'hôtel des monnaies<sup>53</sup>. Giuliano se porte acquéreur des deux *tamoghe*, de la gabelle de 1%, de celles de la soie et des approvisionnements venus de la campagne, cette dernière étant acquise par Lodovico en 1468<sup>54</sup>. Domenico perçoit pendant cinq années la gabelle sur

---

<sup>45</sup> VIGNA, pp. 761, 771, 782.

<sup>46</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1231, c. 253r; VIGNA, p. 773; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1257, c. 117v.

<sup>47</sup> *Ibidem*, n. 1233, c. 359v.

<sup>48</sup> *Ibidem*, n. 1234, c. 267v.

<sup>49</sup> VIGNA, p. 956.

<sup>50</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1234, c. 86r; n. 1256, cc. 113v et 117r.

<sup>51</sup> Le nom n'apparaît pas dans les listes de familles dressées par GRILLO.

<sup>52</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1234, c. 116r; n. 1237, c. 94r; n. 1241, c. 115v.

<sup>53</sup> *Ibidem*, n. 1239, c. 13v; n. 1237, c. 15v.

<sup>54</sup> *Ibidem*, n. 1238, c. 116v; n. 1240, c. 107r; n. 1247, c. 111r; n. 1260, c. 126v; n. 1242, c. 113v; n. 1251, c. 128r.

les velours et les camocats (*tamoga magna*), achetée par Niccolò en 1466<sup>55</sup>. Francesco afferme la gabelle sur les courtages en 1473<sup>56</sup>. Enfin, Lorenzo mène des activités financières très diversifiées entre 1458 et 1471: gabelles de 1%, des courtages, des approvisionnements, du grain, des tissus et perception du *commerchium magnum*<sup>57</sup>. Avec tous ces « traitants », il y a là un clan familial nouveau qui a construit toute sa fortune outre-mer, en monopolisant d'abord la perception des gabelles sur les tissus, puis en diversifiant ses investissements dans l'achat de gabelles plus importantes, par le jeu classique de l'accumulation progressive du capital mobilier.

Guelfes ou gibelins, « noirs » ou « blancs », nobles ou « popolani », beaucoup de clans familiaux concourent à la fois aux fonctions administratives coloniales et à la levée des taxes par le système de l'affermage<sup>58</sup>. Les titulaires des principales fonctions ne restent pas toujours étrangers aux profits faciles de la perception des gabelles. Pourtant, comme le rappelle le statut de 1449 dans un des premiers paragraphes consacrés aux devoirs de la fonction<sup>59</sup>, le consul de Caffa ne peut participer personnellement ou par personne interposée à l'achat des gabelles, sous peine d'une amende très lourde de cent *sommi*. Aussi n'est-il pas étonnant que peu de titulaires de la charge se trouvent mêlés à la levée des impôts. S'ils s'y livrent, c'est bien avant ou après l'exercice de leur fonction. Damiano Leone afferme la gabelle de Simisso en 1441 et ne devient consul de Caffa qu'en 1457<sup>60</sup>; inversement Giovanni Giustiniani est consul en 1449 et n'acquiert la perception de la *stazia vini* que vingt ans plus tard<sup>61</sup>.

S'ils ne peuvent obtenir pour eux-mêmes la perception d'un impôt, les consuls pourraient éventuellement favoriser un membre de leur clan et lui faciliter une adjudication plus favorable. En fait, les rapprochements effectués entre la liste des consuls et celle des « traitants » ne sont pas concluants.

---

<sup>55</sup> *Ibidem*, n. 1237, c. 46v; n. 1247, c. 111r.

<sup>56</sup> *Ibidem*, n. 1260, c. 90v.

<sup>57</sup> *Ibidem*, n. 1260, c. 126v; n. 1246, c. 115r; n. 1247, c. 111r; n. 1241, c. 115r; n. 1228, c. 190r; n. 1241, cc. 106r et 118r; n. 1246, c. 113r; n. 1247, c. 64r.

<sup>58</sup> Sur le mécanisme de l'affermage à Gênes, voir GIOFFRÈ 1967, pp. IX-XVIII.

<sup>59</sup> VIGNA, p. 582.

<sup>60</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1233, c. 132v; VIGNA, p. 771.

<sup>61</sup> *Ibidem*, p. 761 et ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1256, c. 113v.

Demetrio Vivaldi est consul en 1452-1453; Guirardo, son parent, détient sept gabelles, mais entre 1456 et 1469. Gherardo Lomellini occupe la charge consulaire en 1461, mais son allié Gianotto doit attendre 1463 pour lever la gabelle de Cembalo. Chez les Gentile, cinq membres du clan participent à la collecte des impôts, mais à des dates qui ne concordent pas avec celle du consulat détenu par Bartolomeo en 1458-1459. Il en est de même chez les Lercari, Salvago et de Franchi: l'exercice de la charge de consul ne semble pas avoir favorisé l'adjudication des gabelles à des proches. Les trésoriers de Caffa sont tenus à la même réserve.

En revanche, le statut de Soldaïa n'interdit pas au consul du lieu de se porter adjudicataire des gabelles de Caffa. On a vu comment Giuliano Fieschi, consul de Soldaïa en 1454-1455<sup>62</sup>, a acquis dès 1456 la perception de la gabelle sur les esclaves et développé dans les années suivantes une activité financière de grande envergure. Cela implique qu'il ait soumissionné dans les derniers mois d'exercice de sa fonction. Trois autres consuls de Soldaïa ont allié charges publiques et profits d'affermage. Gianotto Lomellini, consul en 1457-1460, se voit adjuger la gabelle de Cembalo en 1463<sup>63</sup>. Antonio de Borlasca, consul de Soldaïa entre 1464 et 1467, se retrouve deux ans plus tard adjudicataire de la gabelle de la ville et, en 1471, d'une des gabelles du vin à Caffa<sup>64</sup>. Quant à Bartolomeo di Sant'Ambrogio, consul en 1469, sa charge vient couronner plusieurs années d'activité financière dans les colonies de Crimée: dès 1460, il acquiert la perception de la gabelle de 0,25% puis, en 1463, les deux *tamoghe*, en 1466 l'impôt sur les approvisionnements venus de la campagne et l'année suivante sur ceux qui viennent par mer<sup>65</sup>. Deux châtelains de Soldaïa s'illustrent également comme adjudicataires des gabelles: Giovanni Battista et Giuliano Squarciafico, châtelains en 1461 et 1466, se rendent après leur sortie de charge acquéreurs de gabelles sur les esclaves et sur la vente du vin<sup>66</sup>.

---

<sup>62</sup> VIGNA, p. 906.

<sup>63</sup> *Ibidem*, p. 907 et ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1243, c. 115r.

<sup>64</sup> VIGNA, p. 909 et ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1228, c. 379v; n. 1260, c. 126v.

<sup>65</sup> VIGNA, p. 910; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1228, c. 209v; n. 1243, cc. 24v et 25r; n. 1247, c. 111r; n. 1249, c. 173r.

<sup>66</sup> VIGNA, p. 918; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1248, c. 166r; n. 1238, c. 118r; n. 1237, c. 89r; n. 1234, c. 102v.

Des intérêts identiques se retrouvent chez les consuls et châtelains de Cembalo. Andrea Senestrario, Giacomo Casanova, Battista de Oliva, Giuliano Marchesano, Vinciguerra Vivaldi et, bien sûr, Giuliano Fieschi, dont nous avons suivi l'itinéraire, détiennent des charges dans l'administration de la colonie, après avoir soumissionné aux enchères de diverses gabelles à Caffa, et, pour trois d'entre eux, à Cembalo même. Pour ces représentants de la Commune dans les colonies pontiques soumises à l'autorité du consul de Caffa, l'interdiction de participer à la perception des impôts ne s'applique qu'au moment précis où ils exercent leur fonction<sup>67</sup>, mais rien ne leur interdit de jouer des relations qu'ils se sont faites et de l'influence qu'ils ont acquise pour obtenir une adjudication favorable à leurs intérêts, lors de la mise aux enchères des gabelles. Une partie des consuls et châtelains profite de cette situation privilégiée.

Si l'on passe, enfin, aux titulaires de fonctions secondaires, force est de constater que l'exercice d'un pouvoir administratif et politique, même modeste, constitue la porte d'entrée au monde de la finance et un moyen privilégié de promotion sociale. Il en est ainsi pour les fonctions militaires et civiles de la suite du consul de Caffa. En 1455, Baldassare de Marini est capitaine de la tour Saint-Constantin, qui défend l'accès nord-est de la ville. L'année suivante, on le retrouve adjudicataire de la *stazia vini*<sup>68</sup>. Niccolò de Camogli afferme la gabelle sur les légumes (*cabella ihegatarie herbe*) un an après avoir été capitaine des faubourgs de Caffa, et avant d'être nommé responsable de l'approvisionnement en bois de la ville (*ihegatarius ligni*)<sup>69</sup>. En revanche, Antonio de Carreto commence par affermer la taxe sur les legs des défunts, avant de devenir capitaine de la porte des faubourgs<sup>70</sup>.

Néanmoins, la fonction secondaire qui prédispose le mieux à l'affermage des gabelles est celle de scribe au service du consul ou des trésoriers. Ces personnages, souvent de second rang et n'appartenant pas aux clans familiaux qui monopolisent les fonctions publiques, sont en effet au courant de toutes les procédures, détiennent l'information, connaissent les moyens de chacun. Ils

---

<sup>67</sup> VIGNA, p. 664: « Item statuimus quod consul dicti loci modo aliquo vel ingenio per se vel interpositam personam non possit emere vel colligere et seu colligi facere in dicto loco aliquod comerchium drictum vel cabellam, neque etiam comerchium seu aliquam ex cabellis Caphe ».

<sup>68</sup> VIGNA, p. 851; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1239, c. 22v.

<sup>69</sup> *Ibidem*, n. 1250, c. 151r et VIGNA, pp. 836 et 886.

<sup>70</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1235, c. 2r; n. 1237, c. 10r.

ont l'entregent nécessaire pour se faire valoir et profiter des occasions. Chaque année, ou presque, un ou deux scribes se glissent dans le monde des « traitants ». En 1455, Clemente de Valdettaro quitte son poste de *scribanus* pour acheter le consulat de Vosporo, puis affermer le *commerchium magnum* en 1457 et la gabelle sur les courtages deux ans plus tard<sup>71</sup>. En 1456, le scribe Giacomo Onesto afferme pour l'année suivante la taxe sur l'approvisionnement en légumes, tandis que son collègue Giacomo Casanova vient de prélever la taxe sur les courtages et sur les velours (*tamoga magna*)<sup>72</sup>. En 1459, le scribe Melchione de Garbarino quitte ses écritures pour acheter la charge de consul de Savastopoli<sup>73</sup>. Les responsables des approvisionnements en bois, en grains, en armes (le *sabarbarius*), les contrôleurs des métiers et des prix (*ministrales*) ajoutent aussi les profits de la perception des gabelles aux émoluments de leur office: Francesco Castellazzo, peseur de la soie, Gabriele di Promontorio, responsable des grains, Niccolò di Camogli, préposé au bois, Gregorio de Sorba, armurier de la Commune, Gianotto Lomellini, Lazzaro di Torriglia, Giacomo Spinola et Filippo Usodimare, tous *ministrales*, sont dans ce cas. Et généralement la fonction officielle précède pour eux l'affermage d'une gabelle.

La mise en parallèle des listes de titulaires d'offices et d'acheteurs des gabelles à Caffa conduit ainsi à mettre en valeur la collusion entre le pouvoir et l'argent dans cette lointaine colonie génoise, aux confins de l'Europe et du monde des steppes d'Asie. Mais cette collusion revêt divers caractères, selon les agents qui y participent. Quatre grands clans familiaux, Doria, Spinola, Fieschi et Giustiniani, occupent le devant de la scène, éclipsant les Grimaldi, Adorno et Campofregoso. C'est parmi eux que se recrutent à la fois les titulaires des principales charges, consul et trésorier, et les acheteurs des principales gabelles, *commerchium magnum* et taxes sur le vin, qui nécessitent d'importantes mises de fonds, dès l'organisation des enchères. Pour ce faire, de véritables sociétés de « traitants » se forment, soit pour se partager la perception, soit pour se prêter caution entre leurs membres et éliminer ainsi du marché des capitaux des concurrents plus faibles ou isolés.

---

<sup>71</sup> VIGNA, pp. 801-802; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1237, c. 44r; n. 1228, c. 258v; n. 1241, c. 41v; n. 1240, c. 50r.

<sup>72</sup> VIGNA, pp. 803-804; ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1238, c. 121v; n. 1236, cc. 52r et 104r.

<sup>73</sup> *Ibidem*, n. 1241, c. 118r.

Ce ne sont pas encore des professionnels du fisc ou de la finance: plutôt un homme d'affaires, un banquier, un armateur, qui ajoute à son activité habituelle la perception des impôts – qu'il peut d'ailleurs déléguer à un tiers après l'adjudication – et pour un temps l'exercice d'une charge publique.

En contraste avec ces puissants détenteurs d'influence et de capitaux, viennent des gens plus modestes qui s'expatrient pour occuper un office secondaire dans l'administration coloniale et s'élever progressivement dans la hiérarchie sociale. Lorsqu'ils peuvent participer à l'affermage des gabelles, ils commencent par acquérir la perception de taxes qui ne requièrent pas la mobilisation de gros capitaux et, la chance aidant, ils peuvent s'introduire auprès des principaux « traitants » et espérer de plus gros profits. Pour ces gens des *Riviere* et de l'Apennin, comme pour les *popolani* de Gênes, les lointaines colonies d'Orient offrent une occasion unique de promotion sociale, à condition de bénéficier d'un peu de chance et de relations auprès des grands. Malheureusement, la sécheresse des livres de comptes ne permet guère de mesurer la force des liens sociaux entre officiers et « traitants », ni de suivre jusqu'au bout les succès et les échecs des aventuriers du fisc et de la finance.





## *Notes sur la fiscalité génoise à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*

Pendant près de deux siècles (vers 1275-1475), la ville de Caffa (Feodosja) a constitué le plus beau fleuron dans la chaîne d'escales et de comptoirs que les Génois ont établis au long des principales routes maritimes de la Méditerranée et de la mer Noire<sup>1</sup>. Une colonie qui atteignit sans doute, au temps de sa splendeur, plusieurs dizaines de milliers d'habitants: Arméniens, Grecs, Turco-Tatars coexistant avec une minorité de Latins, quelques milliers tout au plus<sup>2</sup>. La ville, dirigée par un consul, se trouvait à la tête des divers établissements créés par les Génois sur les rivages de la mer Noire: Soldaïa, Cembalo (Balaklava), Matrega, La Copa, Savastopoli, Sinope, Samastri et Simisso. Elle représentait surtout le grand *emporium* des régions pontiques aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, acheminant vers l'Occident à la fois les productions des régions bordières – céréales, sel, poissons, caviar, fourrures, cire, miel et esclaves – et les marchandises venues d'Extrême-Orient par les caravanes qui suivaient les deux routes traditionnelles de la soie, aboutissant l'une à Tana, à l'embouchure du Don, l'autre à Trébizonde.

Née sur le site d'une antique colonie grecque, Theodosia, la ville a-t-elle préservé dans son administration des traditions byzantines, ou a-t-elle plus simplement copié les institutions de Gênes, sa métropole? Le problème du modèle peut être examiné à partir de l'organisation de la fiscalité locale. Les gros registres de la Trésorerie de Caffa permettent en effet de définir la structure des taxes en vigueur dans la colonie, et de retracer les grandes lignes de l'évolution conjoncturelle du produit fiscal. Ils nous font connaître également le milieu des financiers de Caffa, leurs origines sociales et leurs relations avec les officiers nommés par la métropole pour administrer la ville. On se demandera, enfin, si l'étude de la fiscalité est une des clefs permettant de comprendre le déclin, puis la chute de la colonie au cours du XV<sup>e</sup> siècle.

---

\* Pubblicato in « Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France », 1993, pp. 224-241.

<sup>1</sup> BRATIANU 1929; BALARD 1978; BALARD 1989.

<sup>2</sup> Discussion sur l'effectif de la population dans MALOWIST, p. IV et dans BALARD 1989, XII, pp. 82-83 et 94-95.

Deux grandes catégories de sources éclairent l'histoire de Caffa au cours de cette période. D'abord, la correspondance officielle échangée entre la commune de Gênes et ses représentants à Caffa, puis, à partir de 1453, entre le Banco di San Giorgio, cessionnaire des colonies génoises et ses administrateurs outre-mer<sup>3</sup>. Du point de vue strictement fiscal, l'apport de cette correspondance est décevant, si l'on excepte le concert de lamentations sur la diminution des ressources de la colonie. D'un intérêt exceptionnel pour notre propos sont en revanche les registres comptables de la *Massaria* (Trésorerie) de Caffa, où se trouvent consignés, sous la forme d'une comptabilité en partie double, les recettes et les dépenses de la colonie, les créanciers et les débiteurs de l'administration génoise.

Dans leur état actuel, ces registres présentent, pour le XV<sup>e</sup> siècle, de nombreuses solutions de continuité<sup>4</sup>: le premier d'entre eux va du 9 juillet 1410 au 19 mai 1412, de sorte que, selon la date de vente aux enchères des diverses gabelles, nous pouvons disposer d'une ou de deux références fiscales pour chacune d'entre elles. La série s'interrompt de 1412 à 1420, puis de 1426 à 1441, de 1443 à 1446, enfin de 1448 à 1454; elle ne retrouve une certaine régularité qu'à partir de 1455 et ce jusqu'en 1473, les derniers registres de l'administration génoise ayant sans doute disparu dans la tourmente de la conquête ottomane deux ans plus tard. Encore faut-il remarquer que les années bien représentées ne le sont pas de manière continue. Certains registres peuvent correspondre à une année fiscale et administrative complète, d'autres, en revanche, ne comporter que des cahiers arrachés à des registres aujourd'hui disparus et portant sur des années échelonnées tout au long du siècle<sup>5</sup>.

Sur ces gros livres, les annotations de caractère fiscal peuvent apparaître sous le nom de l'acquéreur d'une gabelle mise aux enchères: le compte donne alors le nom de la gabelle, la date de la vente, la somme due et en regard les divers règlements effectués, le nom du ou des acquéreurs et celui des garants ayant offert leur caution. Ou bien, si les comptes individuels

---

<sup>3</sup> Seule la correspondance du Banco di San Giorgio a fait l'objet de la publication VIGNA.

<sup>4</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, registres nn. 1224 à 1262.

<sup>5</sup> À titre d'exemple, le registre n. 1228 contient 13 cahiers répartis de 1420 à 1473. Un catalogage en cours devrait permettre dans un avenir proche de pouvoir dater et utiliser ces fragments épars.

ont disparu, la rubrique « *Introytus gabellarum* » ou « *Venditio gabellarum* » permet d'avoir une vue d'ensemble des diverses gabelles mises aux enchères. Dans ces conditions, la reconstitution du système fiscal en vigueur à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle ne peut être que partielle. Elle laisse dans l'ombre l'évolution annuelle de la conjoncture et ne permet pas toujours de saisir les transformations affectant la nature des impôts indirects, dont le libellé, mais aussi le taux, peuvent changer d'une année à l'autre. Il suffit d'une lacune dans nos registres pour masquer ces changements.

Alors qu'à Gênes les recettes de l'État proviennent d'une part des impôts directs, sous la forme de l'*avaria capitum* ou capitation, et de l'*avaria mobili* portant sur les revenus mobiliers, et d'autre part de divers impôts sur la consommation ou gabelles, Caffa ne connaît pas d'impôt direct régulier<sup>6</sup>, tout au plus quelques contributions extraordinaires, comme le *cotumum* perçu en 1381-1382 sur les revenus mobiliers des Orientaux, afin de faire face aux dépenses provoquées par la guerre de Chioggia et ses séquelles<sup>7</sup>, puis quelques emprunts forcés levés au cours du XV<sup>e</sup> siècle, dans des circonstances exceptionnelles. Les taxes de consommation, ou gabelles, fournissent l'essentiel des ressources caffiotes. Leur perception est affermée. Au cours de ventes aux enchères à périodicité plus ou moins régulière, des « traitants » reçoivent pour un an, parfois pour deux ou cinq ans, s'il s'agit de petites gabelles, le monopole de la perception de telle ou telle taxe. Aussi les registres de la Massaria ne donnent-ils jamais le montant réel de la perception, sans doute supérieur de 25 à 50% au montant des enchères, afin de couvrir les frais et de procurer quelque bénéfice au « traitant »<sup>8</sup>. La vente des gabelles se fait en public, à la loge du consul, en présence de celui-ci, des deux trésoriers, des quatre *officiales monetae* et du crieur public. Les candidats doivent déposer un *sommo* d'argent pour se porter acquéreurs. L'attribution se fait au plus offrant qui prête alors serment et présente ses garants. Le paiement s'effectue en quatre versements, de trimestre en trimestre, ce qui devrait assurer des rentrées régulières à la Massaria de Caffa<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Sur les finances des comptoirs génois d'outre-mer, voir BALARD 1978, I, pp. 392-431.

<sup>7</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria 1381, c. 277v.

<sup>8</sup> Même remarque chez HEERS 1961, p. 126.

<sup>9</sup> Voir, par exemple, la description de la procédure dans ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1229 (année 1420), c. 4r.

Les *comerchia* sont les plus importantes des gabelles levées à Caffa, comme d'ailleurs dans les autres comptoirs génois d'outre-mer. On peut y voir un héritage du *kommerkion* byzantin, taxe de 10% *ad valorem* frappant l'importation, l'exportation, la circulation des marchandises et la vente sur les marchés<sup>10</sup>. On sait que les Génois, dès le règne de Manuel Comnène, bénéficièrent d'un taux réduit à 4%, puis d'une exemption totale lors du traité de Nymphée de 1261<sup>11</sup>. À Caffa, l'origine de l'institution du *comerchium* remonte à 1316, lorsque l'*Officium Gazarie*, pour promouvoir la reconstruction du comptoir, ordonne au consul de prélever une taxe sur les navires et les marchands s'arrêtant en Crimée, taxe variant d'un demi hyperpère à deux hyperpères, selon la capacité du bateau et les fonds transportés par les hommes d'affaires. Navires et marchands ne seraient imposables qu'une fois l'an<sup>12</sup>. Ce système complexe d'étape obligatoire dut être remplacé, à une date que l'on ignore, par une taxe de 0,5%, affermée par les fonctionnaires de l'*Officium Gazarie* et dont une des premières mentions remonte à 1344<sup>13</sup>. Cette imposition demeure en vigueur jusqu'en 1351, lorsque les deux envoyés de la Commune en Roumanie, au temps de la guerre des Détroits, la remplacent par une taxe de 1% sur l'entrée et la sortie de toutes les marchandises<sup>14</sup>.

Au XV<sup>e</sup> siècle, la situation est quelque peu différente. On trouve d'abord un *comerchium magnum* au taux de 1%, sans doute héritier de la taxe instituée en 1351 (tableau 1). Le produit en est élevé: 2291 *sommi* en 1410, soit l'équivalent de 462.782 aspres<sup>15</sup>. Les enchères ont lieu régulièrement à partir du 1<sup>er</sup> décembre. S'y ajoute un *comerchium parvum* (tableau 2) au taux de 1,5% en 1411, puis de 1,6%, en raison d'une augmentation partielle (*salsa*) décidée par le Banco di San Giorgio après 1453<sup>16</sup>. En 1411, cette taxe rapporte 1880 *sommi*, soit 379.760 aspres, presque autant que le premier *comerchium*. Cessionnaire des colonies pontiques, le Banco di San Giorgio institue deux nouveaux *comerchia*: une gabelle de 1% affermée pour la première fois en 1455

---

<sup>10</sup> ANTONIADIS-BIBICOU, pp. 97-155.

<sup>11</sup> BALARD 1978, I, pp. 29 et 44.

<sup>12</sup> VITALE 1951, p. 144.

<sup>13</sup> ASGe, *Notai antichi*, Tommaso Casanova, 1344, c. 78v.

<sup>14</sup> BELGRANO 1885, p. 250.

<sup>15</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1227 (année 1410), c. 135r.

<sup>16</sup> Cette augmentation est de 10% sur les deux tiers du taux, soit 0,10%: cfr. ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1236 (année 1454), c. 131r et n. 1240 (année 1458), c. 38r.

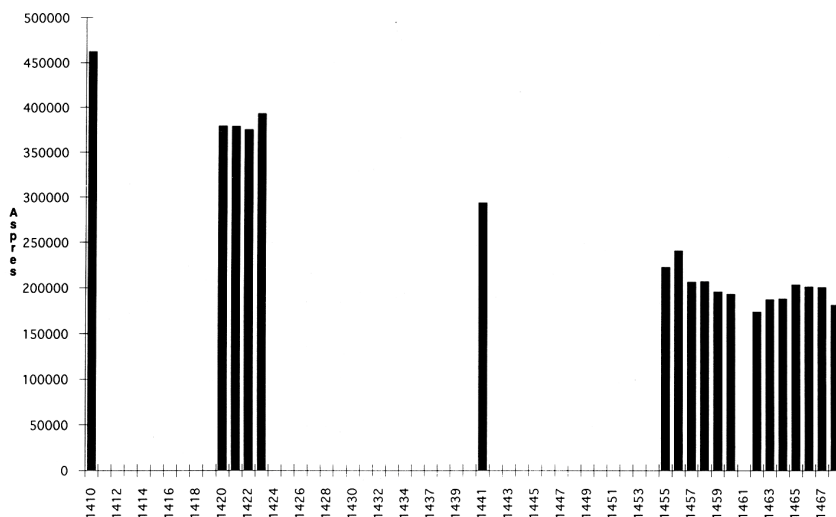


Tableau 1 - *Comerchium magnum* (1410-1468)

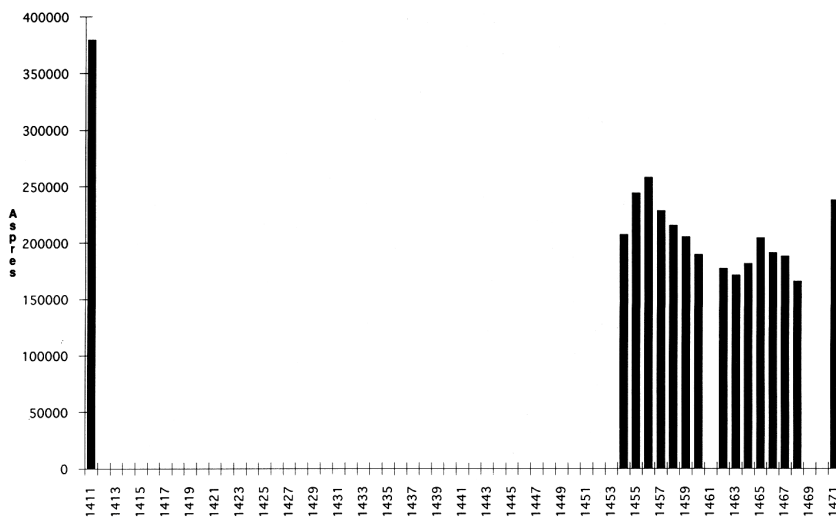


Tableau 2 - *Comerchium parvum* (1411 et 1454-1471)

pour une durée de 2 ans 9 mois, et une gabelle de 0,25% affermée en 1457 pour une durée de 28 mois. À partir de 1469, et sans doute jusqu'à la fin de

la domination génoise, une unification s'opère: les quatre *comerchia* sont vendus à un seul acheteur et rapportent désormais entre 460 et 636.000 aspres. Ces augmentations successives du *comerchium* en portent le taux à 3,85%, que l'on comparera aux 5,43%, taux de base des *karati maris* perçus à Gênes au début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Malgré un net alourdissement après 1453, le régime douanier de Caffa demeure plus favorable aux hommes d'affaires que celui de la métropole.

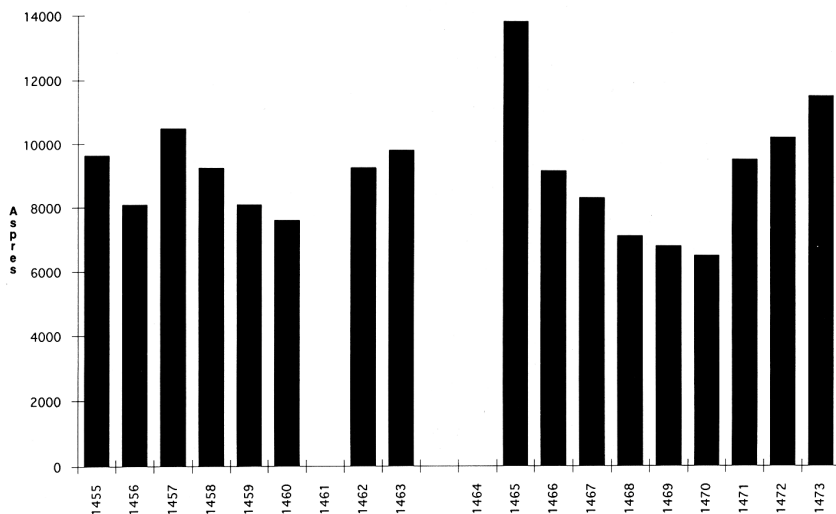


Tableau 3 - *Cabella ponderis et scaliatici* (1455-1473)

D'autres taxes pèsent néanmoins sur le trafic: la *cabella ponderis et scaliatici* (tableau 3), héritière de l'*introitus pontis et ponderis Caffè* qui frappait au XIV<sup>e</sup> siècle la pesée des marchandises chargées ou déchargées sur les quais du port<sup>18</sup>. Il s'agit ici encore d'une nouvelle taxe instituée par le Banco di San Giorgio en 1455, de même qu'une *cabella salse* au taux de 4%, qui apparaît dès 1441 et est imposée pour trois ans le 1<sup>er</sup> juin 1455<sup>19</sup>. S'y ajoute la *cabella censarie*, taxe sur les courtages d'un aspre 1/2 pour un *sommo*, soit 0,75%,

<sup>17</sup> SIEVEKING 1905, pp. 166-167; DAY 1963, I, p. XII.

<sup>18</sup> BALARD 1978, I, pp. 409-410 et 429-430.

<sup>19</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1233, c. 204r et n. 1237, c. 66r.

qui rapporte près de 200.000 aspres en 1410 (tableau 4)<sup>20</sup>. Elle est due pour chaque vente effectuée avec ou sans l'intervention d'un courtier. De sorte que le montant des sommes perçues peut être un bon indice de l'évolution des affaires.

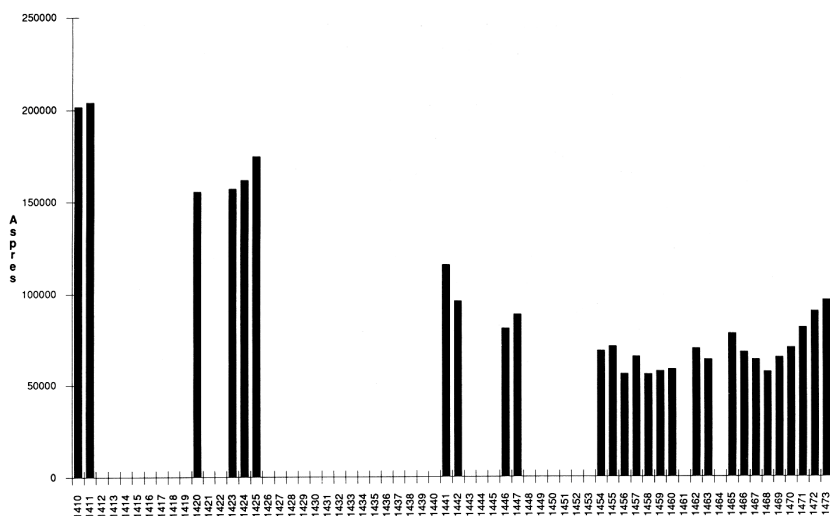


Tableau 4 - *Cabella censarie* (1410-1473)

Avec les gabelles sur le vin, nous entrons dans le domaine très vaste des taxes sur la consommation qui sont d'un gros profit pour l'administration coloniale. La plus importante est l'*introytus* de 1,5% par *metreta* (mesure d'environ 95 l.<sup>21</sup>) qui rapporte 3.000 *sommi*, soit plus de 600.000 aspres en 1411, une imposition très forte qui procure un rendement supérieur à celui du *comerchium magnum*<sup>22</sup>. Vient ensuite la *cabella* 11% (tableau 5) sur la vente du vin, qui rapporte 321.180 aspres en 1411<sup>23</sup>. Le Banco di San Giorgio, en quête de ressources après 1453, ne pouvait manquer de s'intéresser aux taxes sur ce gros produit de consommation. Aussi voit-on apparaître en 1456 une

<sup>20</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1227, c. 185r.

<sup>21</sup> ROCCA, p. 108.

<sup>22</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1227, c. 137v.

<sup>23</sup> *Ibidem*, c. 133r.



gabelle de 0,5 aspre sur la vente du vin<sup>24</sup> et, en 1462, une autre d'un aspre par *mítrum* (mesure)<sup>25</sup>. Avec la *stazia vini*, petite taxe sur la jauge du vin, ce sont cinq prélèvements différents qui frappent la commercialisation du produit. À Caffa, comme à Gênes, le vin procure à la Commune la plus grosse part des recettes sur la consommation. D'ailleurs, dans les autres colonies génoises de Crimée, le vin a donné son nom aux principales gabelles: *introytus seu cabella vini* à Cembalo<sup>26</sup>, *introytus seu cabella vini, rudie et bestiaminum* à Soldaia<sup>27</sup>.

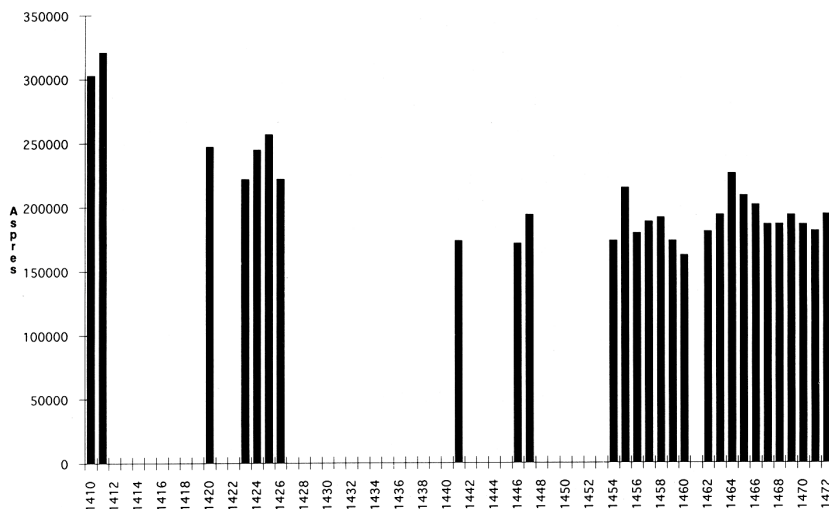


Tableau 5 - *Cabella vini* 11% (1410-1472)

Les autres produits de consommation n'échappent pas à une taxation spécifique. Les grains sont soumis à la *cabella ihegatarie granorum*, et les légumes verts à la *cabella ihegatarie erbarum*. Le mot *ihegataria* est sans aucun doute d'origine mongole et démontre que l'administration génoise a utilisé des pratiques fiscales antérieures. Le statut de Caffa de 1449 précise que les *ihegatarii victualium* perçoivent un aspre par muid sur le grain vendu au bazar et 6 aspres par charrette de grain, de mil ou d'orge entrant à Caffa; quant aux légumes verts,

<sup>24</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1239, c. 14v.

<sup>25</sup> *Ibidem*, n. 1242, c. 39r.

<sup>26</sup> *Ibidem*, n. 1227, c. 6v (pour l'année 1410).

<sup>27</sup> *Ibidem*, c. 82r (pour l'année 1410).

ils sont soumis à un droit d'un aspre par charrette<sup>28</sup>. D'origine mongole sont aussi deux taxes sur les tissus, l'*introytus tamoge parve*, frappant la vente des camelots et des toiles de chanvre, et l'*introytus tamoge magne*, qui concerne les velours, les camocats et les bocassins. Le mot *tamga*, faut-il le rappeler, est la marque du khan, que l'on retrouve aussi sur les monnaies de Caffa<sup>29</sup>. On ajoutera encore les taxes sur les cuirs (*cabella sive appaltus coreorum*), sur la soie (*officium ponderis septe*), sur le drap (*cabella pannorum*), sur le bétail (*cabella bestiaminum*), ainsi que les diverses impositions sur la traite des esclaves, pour laquelle Caffa joue un rôle décisif jusqu'à la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle: *cabella capitum februaryi* (tableau 6) et *cabella capitum iunii* (tableau 7)<sup>30</sup>. Enfin, de même qu'à Gênes, les approvisionnements venus par mer et par terre sont frappés de droits particuliers: la *cabella victualium maris* (tableau 8) rappelle la *ripa grossa*<sup>31</sup> prélevée en métropole et la *cabella victualium campanie* (tableau 9), perçue à la porte des faubourgs de Caffa, évoque l'ancien péage de Gavi et de Voltaggio pour les produits venus à Gênes par les routes de l'Apennin<sup>32</sup>.

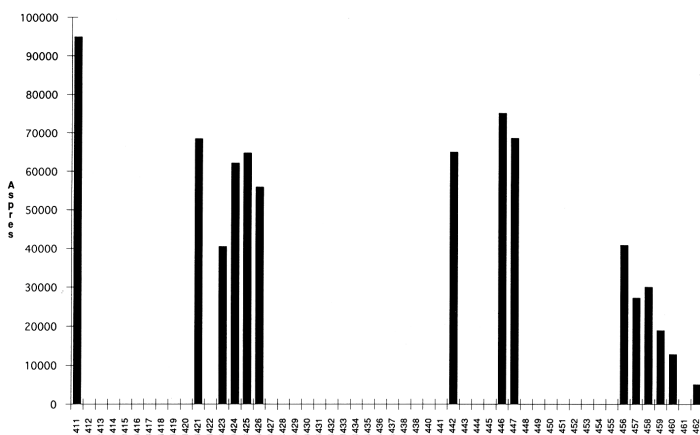


Tableau 6 - *Cabella capitum februaryi* (1411-1462)

<sup>28</sup> VIGNA, VII/II, pp. 647-649.

<sup>29</sup> SPÜLER, pp. 262-264; SCHLUMBERGER, pp. 465-466; BALARD 1978, II, p. 662; LUNARDI, pp. 38-39.

<sup>30</sup> Voir VERLINDEN 1977, II, pp. 914-924 et BALARD 1996, pp. 77-87.

<sup>31</sup> GIOFFRÈ 1967, p. 86.

<sup>32</sup> DAY 1963, I, p. IX.

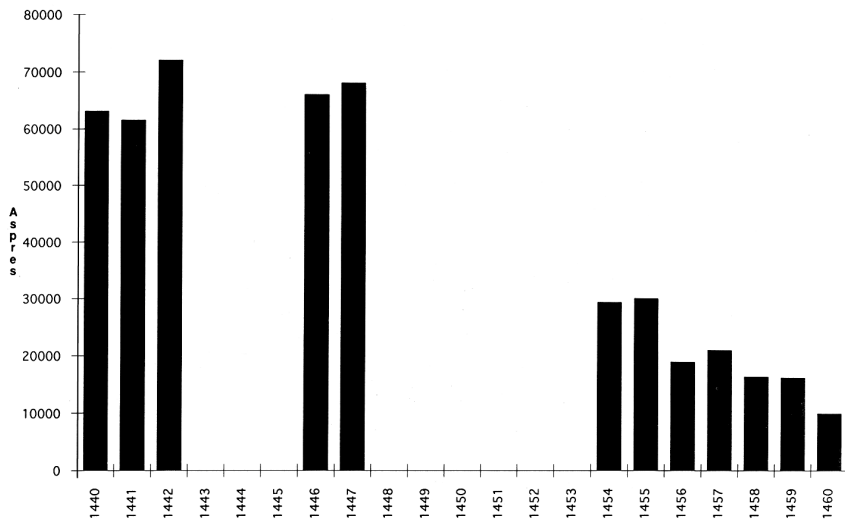


Tableau 7 - *Cabella capitum iunii* (1440-1460)

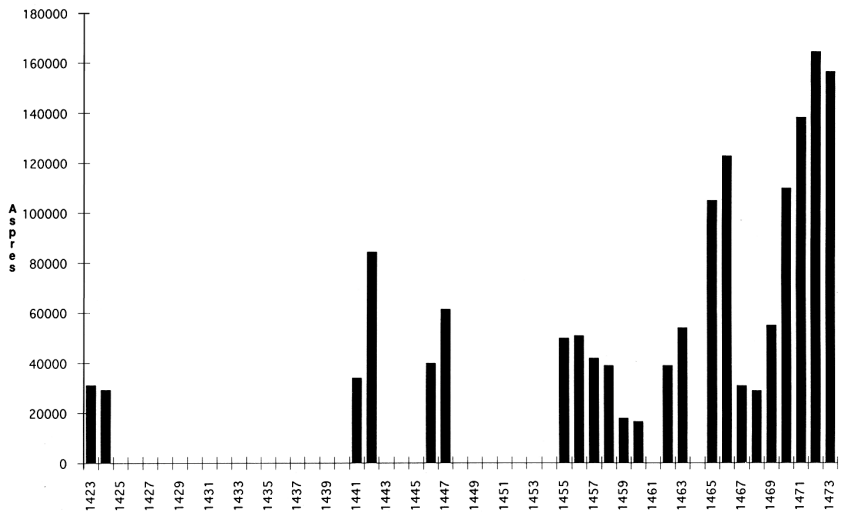


Tableau 8 - *Cabella victualium maris* (1423-1473)

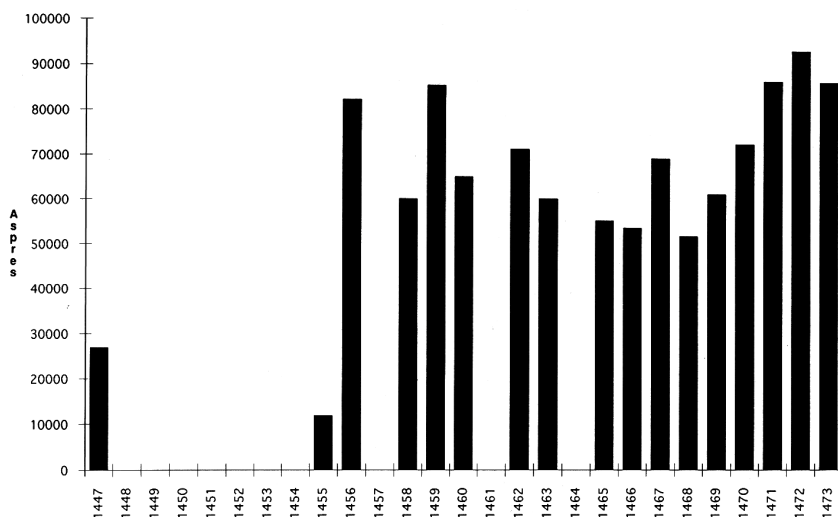


Tableau 9 - *Cabella victualium campanie (1447-1473)*

La plus grosse partie des recettes de la Commune vient, on le voit, des taxes sur la consommation et du *comerchium*, piliers de la fiscalité à Caffa. Malgré tout, les recettes se révèlent vite insuffisantes, avant même que les menaces ottomanes se précisent et contraignent les autorités génoises à de coûteuses dépenses pour la défense de la ville. Dès la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, la Commune est contrainte d'instituer une dette publique (*compere*) résultant d'emprunts forcés, amortis par la dévolution aux « protecteurs », gestionnaires des associations de débiteurs de l'État, du produit de plusieurs impositions indirectes. Par voie de conséquence, les revenus réguliers de la Commune diminuent; le recours aux emprunts se fait plus fréquent, et le paiement des intérêts nécessite de nouvelles taxes ou l'abandon aux *compere* du produit des taxes existantes: ainsi, à partir de 1460, la *cabella pannorum* passe sous la gestion des « protecteurs » des *compere*<sup>33</sup>. Face à la diminution du produit fiscal, le Banco di San Giorgio s'efforce après 1453 d'instaurer de nouvelles impositions pour redresser la situation financière de la colonie. Mais cette tentative ne peut que susciter l'hostilité de la population, atteinte dans ses revenus par la langueur croissante de l'activité économique. De sorte que

<sup>33</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1242, c. 164r.

l'effort de redressement des finances publiques est voué à l'échec, comme le montre l'évolution des recettes fiscales tout au long du XV<sup>e</sup> siècle.

L'étude de la conjoncture appelle quatre séries de remarques. On constate d'abord une baisse importante du produit fiscal entre le début du XV<sup>e</sup> siècle et les derniers temps de l'occupation génoise. Le *comerchium magnum* rapporte 460.000 aspres en 1410 et seulement 180.000 dans les années 1460. Le *comerchium parvum* passe de 380.000 à 190.000 aspres au cours de la même période. La *cabella censarie* tombe de 200.000 à 60.000 aspres. On peut estimer qu'à taux constant, les taxes frappant le trafic commercial ont diminué de plus de moitié, signe d'un affaïssissement comparable des échanges.

Mais, seconde remarque, cette baisse n'est pas constante. L'ensemble des graphiques montre l'effondrement du produit fiscal à la fin des années 1450, mais aussi un certain relèvement vers 1465-1470: la *cabella ponderis* qui rapportait moins de 8.000 aspres en 1460, procure près de 14.000 aspres en 1465, et de nouveau, plus de 10.000 après 1470. La *cabella censarie*, qui produit moins de 60.000 aspres entre 1456 et 1460 remonte à près de 100.000 en 1473. La plupart des taxes frappant l'activité commerciale connaissent ainsi une embellie dans les dernières années de la domination génoise. Ce regain peut être expliqué par un retournement de la conjoncture que l'on constate partout en Occident à partir de 1460. La reprise des affaires parvient jusqu'en Crimée, même si la situation politique et militaire n'est guère favorable à l'activité commerciale. Or, précisément, de 1463 à 1473, Caffa connaît une décennie de répit. La guerre vénéto-turque occupe Mahomet II en mer Égée, tandis qu'un conflit entre la Porte et le seigneur du Mouton Blanc, Ouzoun Hassan, détourne le sultan de la Crimée<sup>34</sup>. Ainsi l'évolution générale de la conjoncture et une décennie de paix relative, plus que les efforts de rigueur du Banco di San Giorgio, procurent à Caffa des ressources renouvelées.

La baisse du produit fiscal n'affecte pas autant les taxes sur la consommation, beaucoup plus stables que le *comerchium*. Certes, la gabelle de 11% sur le vin a atteint son apogée en 1410-1411, avec plus de 300.000 aspres. Mais après un déclin qui la porte à 170.000 aspres dans les années 1440, le produit demeure étonnamment stable entre 1455 et 1472, autour de 190.000 aspres. Les gabelles sur les approvisionnements atteignent leur rapport maximum dans les dernières années de l'administration génoise. La *cabella*

---

<sup>34</sup> BABINGER, pp. 272-361.

*victualium maris* qui produisait moins de 30.000 aspres en 1423-1424 dépasse les 160.000 en 1472. Malheureusement on ne peut affirmer que le taux en est resté constant; il est possible que de petites gabelles aient été agrégées à la *cabella maris* dans les années 1460, puisque le produit s'élève rapidement à partir de 1469. Quant à la *cabella victualium campanie*, ses recettes oscillent entre 60.000 et 90.000 aspres entre 1456 et 1473, les dernières années étant meilleures que les premières. Le maintien des taxes sur la consommation semblerait attester que la population de Caffa n'a guère évolué d'un point de vue quantitatif, si l'on excepte le reflux de la population d'origine ligure, qui a toujours constitué une minorité au sein de la colonie criméenne<sup>35</sup>.

En revanche, il faut signaler la disparition à peu près totale de la traite dans les années 1460. La *cabella capitum februarii*, qui rapporte encore près de 75.000 aspres en 1446, s'effondre après 1455 et disparaît après 1462. La *cabella capitum iunii* qui produisait plus de 60.000 aspres entre 1440 et 1447, tombe à 20.000 en 1456 et s'éteint après 1460. C'en est fini du rôle considérable que les Génois de Crimée ont joué pendant près de deux siècles dans les circuits de la traite tant vers l'Occident que vers l'Égypte. Le sultan désormais réussit à contrôler le trafic des esclaves et à empêcher que celui-ci ne bénéficie à ses ennemis, les Mamlûks.

À cette exception près, l'évolution du produit fiscal à travers les recettes des diverses gabelles montre que la colonie de Caffa a connu une embellie dans les dernières années de la domination génoise et qu'elle n'a pas succombé à un étranglement financier. Mais le rétablissement d'un certain équilibre, dû aussi bien au retournement de la conjoncture qu'à une décennie de paix relative, est très fragile. L'institution de nouvelles taxes pèse lourdement sur la population locale mais ne permet pas, néanmoins, au Banco di San Giorgio de prendre toutes les mesures de défense qu'imposerait la situation du comptoir face au monde ottoman. De cette ultime amélioration des ressources locales a toutefois bénéficié tout un monde de financiers, adjudicataires des diverses gabelles, un milieu restreint que les comptes de la Massaria de Caffa mettent en évidence.

Il ressort d'abord des listes qu'aucun Oriental n'a participé à l'adjudication, à l'exception de quatre individualités qui n'ont toutefois pas un rôle majeur dans la vie financière de la colonie: Anthonius Tatoli, peut-être d'ori-

---

<sup>35</sup> BALARD 1978, I, pp. 254-259.

gine grecque, prend à ferme l'*introitus ponderis et scaliatici* en 1459 et 1460, avec la caution d'un Génois Antonio Usodimare<sup>36</sup>. Le Grec Vaxillis de Janachi acquiert pour 12.550 aspres en 1459 la gabelle de l'Hôtel des monnaies (la Zecca), tandis que le juif Cochos s'en rend acquéreur pour 62.700 aspres en 1471, mais se retrouve débiteur de 21.341 aspres à la fin de sa gestion<sup>37</sup>. Enfin, un certain Christofforus Narice (ou Narexe), probablement d'origine grecque, devient fermier de la gabelle du vin de Cembalo en 1460, puis en 1466, avec la caution de trois Ligures<sup>38</sup>. À ces exceptions près, il est clair que la gestion des gabelles et toute la vie financière de la colonie se trouve aux mains des Génois.

Parmi eux, quelques personnalités se détachent, obtiennent l'adjudication de nombreuses gabelles et se maintiennent dans le groupe des fermiers plusieurs années de suite. En 1410, Agostino de Marinis achète ainsi la gabelle du vin de 11% et le *comerchium magnum*, tandis qu'un de ses parents Gregorio lui succède dans la perception de la gabelle du vin l'année suivante<sup>39</sup>. Gregorio de Pinu est actif entre 1447 et 1467; il afferme successivement l'*introitus* d'un aspre par *metreta* de vin, la gabelle de 11% sur ce même produit, la gabelle de 1%, celle de Cembalo, la *cabella victualium maris* et l'Hôtel des monnaies<sup>40</sup>. Quant à Battista de Gibelet, entre 1466 et 1469, il afferme deux fois le *comerchium magnum* et la gabelle d'un aspre par *metreta* de vin: en quatre ans, il investit dans ces enchères 852.717 aspres, mais doit encore 168.110 aspres en mars 1470: l'adjudication n'a pas été aussi fructueuse que le pensait le fermier des gabelles<sup>41</sup>.

À côté de ces individualités qui peuvent mobiliser d'importants capitaux pour l'adjudication, se distinguent quelques groupes familiaux rattachés aux grands *alberghi* génois<sup>42</sup>. C'est le cas des Fieschi, particulièrement actifs à Caffa. Entre 1423 et 1425, Luchino se porte acquéreur de la gabelle de 11%

---

<sup>36</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1240, c. 38r et 118r; n. 1241, c. 18v.

<sup>37</sup> *Ibidem*, n. 1240, c. 171r; n. 1260, c. 126v et n. 1259, c. 102r.

<sup>38</sup> *Ibidem*, n. 1241, c. 118r et n. 1247, c. 52v.

<sup>39</sup> *Ibidem*, n. 1227, cc. 135r, 133r et 173v.

<sup>40</sup> *Ibidem*, n. 1249bis, cc. 110v et 111r; n. 1241, c. 105r; n. 1235, c. 46r; n. 1240, c. 98r; n. 1238, c. 96r; n. 1247, c. 102v.

<sup>41</sup> *Ibidem*, n. 1253, c. 33r.

<sup>42</sup> HEERS 1974; GRENDI 1975a, pp. 241-302.

sur le vin, de la *cabella censarie* et de la gabelle de Soldaia<sup>43</sup>. En 1447, Innocenzo afferme la gabelle de 11% sur le vin pour 194.122 aspres<sup>44</sup>. De 1454 à 1456, Teodoro lui succède dans cette même perception, à laquelle il ajoute la *comerchium magnum*, la gabelle de 1% et la *cabella victualium maris*<sup>45</sup>; en trois ans, ce fermier investit 999.142 aspres dans les adjudications: une fortune colossale! Il est encore dépassé par son parent Giuliano, le plus gros traitant de Caffa entre 1456 et 1473. Sa carrière, telle qu'elle peut être reconstituée, le fait passer de la gabelle des esclaves en 1456, à celle des camelots (*tamoga parva*) l'année suivante. En 1458, il acquiert la gabelle de Soldaia, et, à Caffa celle d'un demi aspre sur le vin – qu'il conserve l'année suivante – et l'Hôtel des monnaies. En 1462, il afferme la gabelle de 0,25 aspre%, puis, en 1463 et 1466, la gabelle de 11% sur le vin, la *comerchium magnum* dont il conserve la perception de 1463 à 1466. Il passe ensuite à la *cabella victualium maris* et termine, en 1473 par l'*introitus asperi 1,5* sur le vin. Au total, Giuliano Fieschi a investi 1.952.918 aspres dans l'affermage des diverses gabelles, soit plus de 100.000 aspres par an.

À côté de l'*albergo* des Fieschi, les autres clans familiaux font pâle figure. Six Spinola apparaissent parmi les fermiers des gabelles, mais pour des sommes modestes, à l'exception de Martino, acquéreur du *comerchium magnum* en 1420 pour 379.260 aspres<sup>46</sup> et de Lorenzo qui, entre 1467 et 1472, se partage entre la gabelle de 1%, celles des draps et de La Copa<sup>47</sup>. Trois Doria et trois Grimaldi figurent dans la liste, mais comme acquéreurs de petites gabelles; trois Adorno, Leonardo, Tadeo et surtout Babilano, actif entre 1457 et 1470, particulièrement comme acheteur du *comerchium magnum* en 1458 en compagnie de Gregorio de Senarega, pour la somme de 207.858 aspres<sup>48</sup>. Aucun Fregoso, en revanche, ne s'est intéressé à la perception des gabelles de Caffa. Ces représentants des grands *alberghi* génois ont des liens étroits avec l'administration de la colonie: les mêmes hommes qui se portent acquéreurs ont été précédemment consuls ou trésoriers de Caffa, ou le deviennent après

---

<sup>43</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1230, c. 129v; n. 1231, c. 152v; n. 1232, c. 6r.

<sup>44</sup> *Ibidem*, n. 1235, c. 55v.

<sup>45</sup> *Ibidem*, n. 1236, c. 53v; n. 1237, cc. 51r, 42v, 129v et 132v; n. 1239, c. 100r.

<sup>46</sup> *Ibidem*, n. 1229, c. 156r.

<sup>47</sup> *Ibidem*, n. 1249, c. 173r; n. 1251, c. 130r; n. 1250, c. 217r; n. 1259, c. 150r.

<sup>48</sup> *Ibidem*, n. 1240, c. 28r.



avoir été adjudicataires. On peut rappeler que les quatre grands clans familiaux nobles, avec en tête les Spinola, détiennent la majeure partie des charges d'outre-mer entre 1261 et 1435, alors que les Adorno et Fregoso ne jouent pas un rôle majeur dans les comptoirs d'Orient<sup>49</sup>.

Malgré tout, dans le milieu des traitants, s'introduisent quelques familles neuves, implantées en Orient et qui n'ont guère d'attaches avec la métropole. C'est le cas, par exemple, des de Gaspe, parfaitement inconnus à Gênes<sup>50</sup>. Entre 1446 et 1473, huit membres de cette famille occupent un rang éminent parmi les adjudicataires des gabelles. Lodisio a la concession des deux gabelles sur les tissus (*tamoga magna* et *tamoga parva*)<sup>51</sup>, que reprend ensuite Antonio en y ajoutant l'Hôtel des monnaies<sup>52</sup>. Giuliano se porte acquéreur des deux *tamoge*, de la gabelle de 1%, de celles de la soie et des approvisionnements venus de la campagne, cette dernière étant acquise par Lodovico en 1468<sup>53</sup>. Domenico détient pendant cinq années la gabelle sur les velours et les camocats (*tamoga magna*), achetée par Niccolo en 1466<sup>54</sup>. Francesco afferme la gabelle sur les courtages en 1473<sup>55</sup>. Enfin Lorenzo diversifie ses activités entre 1458 et 1471: gabelles de 1%, des courtages, des approvisionnements, du grain, des tissus et perception du *comerchium magnum*<sup>56</sup>. Il y a là un clan familial nouveau qui a construit toute sa fortune outre-mer, en monopolisant d'abord la perception des gabelles sur les tissus, puis en diversifiant ses investissements dans l'achat de gabelles plus importantes, par le jeu classique de l'accumulation progressive du capital mobilier.

Ainsi, l'étude de la fiscalité caffiote ne se limite pas à démonter des mécanismes financiers complexes. Elle débouche sur celle des hommes qui, par le mécanisme de l'affermage, ont pu constituer de véritables dynasties

---

<sup>49</sup> BALARD 1989, III, p. 165.

<sup>50</sup> Le nom n'apparaît pas dans les listes dressées par GRILLO.

<sup>51</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 1234, c. 116r; n. 1237, c. 94r; n. 1241, c. 115v.

<sup>52</sup> *Ibidem*, n. 1239, c. 13v; n. 1237, c. 15v.

<sup>53</sup> *Ibidem*, n. 1238, c. 116v; n. 1240, c. 107r; n. 1247, c. 111r; n. 1260, c. 126v; n. 1242, c. 113v; n. 1251, c. 128r.

<sup>54</sup> *Ibidem*, n. 1237, c. 46v; n. 1247, c. 111r.

<sup>55</sup> *Ibidem*, n. 1260, c. 90v.

<sup>56</sup> *Ibidem*, n. 1260, c. 126v; n. 1246, c. 115r; n. 1247, c. 111r; n. 1241, c. 115r; n. 1228, c. 190r; n. 1241, cc. 106r et 118r; n. 1246, c. 113r; n. 1247, c. 64r.

financières et contrôler toute la vie économique et sociale de la colonie génoise. Dans celle-ci, le poids de l'héritage byzantin est faible: les *comerchia* constituent une réminiscence du *kommerkion* de l'empire, mais à taux différents. Des traditions mongoles provient le nom de quelques-unes des impositions indirectes en vigueur: *ibegataria*, *tamoga magna* et *tamoga parva*. Mais, faute de documentation, on ne peut dire si l'assiette de l'impôt reste identique d'une domination à l'autre. En fait, par sa structure, par ses insuffisances, par le poids de la dette publique représentée par la création de *compere*, gérées par des «protecteurs», le système fiscal de Caffa est calqué sur celui de Gênes<sup>57</sup>. Les taxes sur les marchandises et les impôts sur la consommation sont du même ordre. Dans les deux cas, l'affermage de la perception s'impose.

L'évolution de la fiscalité caffiotte reflète le sort que connaît la lointaine colonie pontique au XV<sup>e</sup> siècle. Le produit des impôts s'effondre jusqu'à la cession de Caffa au Banco di San Giorgio en 1453. Les efforts de redressement ne donnent pas de grands résultats, sinon d'aggraver la pression fiscale par la création de nouvelles gabelles ou la majoration du taux des taxes existantes. L'embellie constatée entre 1463 et 1473 est due davantage aux circonstances extérieures favorables qu'à un véritable retour de la prospérité. Elle permet néanmoins d'affirmer que la chute de Caffa n'intervient pas au terme d'un épuisement financier: l'administration locale garde quelques ressources, dans les années 1470, même si elle ne peut faire face aux dépenses considérables qu'aurait entraînées une mise en défense sérieuse de la ville et que le milieu local n'aurait de toute façon pas acceptées<sup>58</sup>.

Il aurait fallu que le Banco di San Giorgio se décidât à des investissements importants, mais les élites génoises détentrices des *luoghi* (parts de la dette publique) du Banco sont avant tout soucieuses de profit immédiat. Elles manifestent peu d'intérêt pour une colonie qui ne rapporte rien, mais au contraire pèse sur les ressources du Banco. Dans ces conditions, Caffa ne doit compter que sur elle-même. Or son système fiscal montre très vite ses limites en temps de crise. Les Orientaux partagent les charges de l'impôt, mais non les bénéfices de sa perception. Quant aux Ligures, le contraste est étonnant entre la richesse vite acquise d'un milieu restreint de fermiers des gabelles, également associés au pouvoir public, et les revenus de la Commune, restreints par la pratique de l'affermage et par la dévolution d'une

---

<sup>57</sup> SIEVEKING 1905, auquel on pourra ajouter l'ouvrage de BUONGIORNO 1973.

<sup>58</sup> MALOWIST; M. Cazacu et CAZACU - KEVONIAN, pp. 495-538; DANILOVA, pp. 189-214.

partie des impôts indirects aux détenteurs des parts de la dette publique. Délaissée par la métropole, minée par des conflits internes, asphyxiée dans ses ressources, la ville ne peut résister longtemps en juin 1475 à la flotte ottomane, conduite par le grand vizir Gedik Ahmed pacha.

## *Les controverses politico-religieuses à Caffa (1473-1475)*

Au cœur de la Riviera criméenne, le grand comptoir génois de Caffa (Feodosya), créé dans les années 1275, s'est caractérisé tout au long de ses deux siècles d'existence, par un multiethnisme, sans doute plus important que dans l'ensemble de l'Outre-mer génois ou vénitien. A côté de l'élément latin, toujours minoritaire, Grecs, Arméniens, Turco-Tatars, Valaques, Polonais, Georgiens, Russes, Hongrois ou Coumans, sans oublier la bigarrure des esclaves d'origine pontique ou asiatique, ont constitué des communautés sujettes, pas toujours dociles vis-à-vis des autorités génoises gouvernant le comptoir<sup>1</sup>.

Que représente parmi ces populations la communauté arménienne? Un document génois de 1475, rédigé par le prieur et les officiers de l'*Officium Monete*, à la veille de la chute de Caffa, déclare que les Arméniens constituent les deux tiers de la population du comptoir et qu'ils manifestent une grande fidélité envers le gouvernement génois<sup>2</sup>. Il n'en a pas toujours été ainsi. En effet, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, et encore cent ans plus tard, comme l'attestent les premiers registres conservés de la *Massaria* (Trésorerie) de Caffa, la communauté arménienne n'arrivait qu'en seconde position après les Grecs<sup>3</sup>. La situation change au tournant des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, en raison d'un brutal afflux de population, dont on connaît mal les circonstances. Fixés à Saraï, capitale de la Horde d'Or, les Arméniens refluent vers Caffa, lorsque s'ébauche le processus d'islamisation favorisé par le khan Özbek, à partir de 1330. Les conquêtes violentes de Tamerlan obligent bien des Arméniens des pays tatars à trouver refuge en Crimée, où les autorités génoises se montrent hospitalières à leur égard. Les sources disponibles ne permettent pas de suivre ces transformations qui font des Arméniens la communauté majoritaire dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle.

---

\* Pubblicato in *L'Eglise arménienne entre Grecs et Latins (fin XI<sup>e</sup>-milieu XV<sup>e</sup> s.)*, éd. I. AUGÉ - G. DÉDEYAN, Paris 2009, pp. 183-192.

<sup>1</sup> Sur la population de Caffa, voir BALARD 1978, I, p. 238-243, 245-252.

<sup>2</sup> VIGNA, VI, p. 365.

<sup>3</sup> BALARD 1995a, p. 240.

Ils l'emportent aussi sur les autres ethnies par leur richesse. Lorsqu'en 1455, pour faire face à l'obligation de payer un tribut à Mehmed II et au khan de Crimée Haggi Giray, les autorités génoises imposent un emprunt forcé aux différentes communautés du comptoir, les Arméniens doivent verser 75.746 aspres, la plus lourde contribution après celle des Latins. Cent quinze d'entre eux participent à cette levée, pour des sommes allant de 50 à 6.296 aspres, les plus fortes contributions venant de «Coiha Amirbei» (= *xoja* Amirbei) de Santa Caterina et de «Paronchorc» (= Baron Kork) de Atoralgal, tous deux qualifiés d'*Armenus*. Trois ans plus tard, les Arméniens doivent souscrire des parts de la dette publique pour une valeur de 28.000 aspres sur les 40.400 aspres de parts créées pour le paiement du tribut<sup>4</sup>. Parmi les Arméniens les plus aisés on peut encore citer Edilbey Sorgonac qui, en 1472, possède huit parts (*loca*) de la dette publique, qui lui sont débités pour rembourser une dette de 49.758 aspres envers deux percepteurs des gabelles, Pietro de Alegro et Paolo de Restropis<sup>5</sup>. De nombreux Arméniens figurent dans les derniers registres de la *Massaria* de Caffa, en tant que débiteurs pour un emprunt forcé qu'ils n'ont pas payé, l'un d'eux Caiharus de Sonihi, pour la somme importante de 10.000 aspres<sup>6</sup>. Incontestablement, les Arméniens constituent à la fin du XVe siècle la fraction la plus aisée de la population du comptoir génois.

Leurs activités professionnelles sont d'une grande diversité. Le corps de métier le mieux représenté est celui de boutiquier du bazar. D'après un acte du notaire Antonio de Torriglia, la vente ambulante, à l'occasion d'une foire – *bazalis* – ou d'un marché est une occupation choisie par plusieurs Arméniens de Caffa. En 1454, un certain Mirza de Dorinam, arménien, témoigne devant notaire que son compatriote Edilbei de Caffa a organisé plusieurs ventes temporaires de toiles, de bijoux, de perles, de soie et de taffetas dans les lieux-dits Samachi, Sirias et Comao, pour des sommes considérables allant de 25.000 à 40.000 *dangas* (*tamga*) d'argent<sup>7</sup>. Un autre document de 1411 nous montre l'Arménien Baron Nasil bénéficiaire à Faxium (Lo Vati) du droit de repréailles à l'encontre d'un certain Achi, sujet du roi

---

<sup>4</sup> BALARD 1996c, p. 140.

<sup>5</sup> Archives d'Etat de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 590/1259, c. 79v.

<sup>6</sup> *Ibidem*, n. 590/1260, c. 37r.

<sup>7</sup> BALARD 1996c, p. 140.

Zachial, dans la province de Ghilan, pour un chargement de soie qui lui a été dérobé<sup>8</sup>. Ce sont là des indices sûrs d'une activité économique qui dépasse les horizons limités de Caffa et de la Crimée pour s'étendre à l'ensemble des régions pontiques. Toutefois, on ne rencontre aucun Arménien parmi les propriétaires de navires qui se livrent à la traite des esclaves entre la Crimée et les rives méridionales de la mer Noire: un trafic partagé entre traitants génois, grecs et tatars<sup>9</sup>.

L'adjudication des gabelles de Caffa leur échappe: tous les fermiers des impôts sur la consommation sont d'origine ligure, à l'exception de trois Grecs et d'un Juif, adjudicataires de gabelles mineures. Toutefois un certain Agopso, Arménien de Caffa, est devenu commerçant (percepteur des droits de douane) des sujets du khan de Crimée et va jusqu'à devoir 40.400 aspres aux autorités génoises à la suite d'une condamnation prononcée par le consul. La fortune de ce personnage doit être au moins égale à celle des Latins, fermiers des gabelles de Caffa<sup>10</sup>. Parmi les autres métiers exercés par les Arméniens de la colonie génoise, on rencontre cinq revendeurs de soie, cinq fabricants de chandelles; puis viennent, en moindre nombre, des boulangers, des marchands d'épices, des taverniers, des teinturiers, des forgerons, un meunier, un courtier, un pelletier. Bref, une large gamme d'activités, tant dans le grand commerce que dans la transformation et la vente des produits du négoce, s'ouvre à la communauté arménienne. Certains de ses membres ont été aussi recrutés pour figurer dans la suite armée du consul, à titre d'*orguxius*<sup>11</sup>.

Mais, face à ces gens actifs, bénéficiant d'une aisance dont profitent les autorités caffiottes, combien de pauvres hères et de misérables qui nous échappent en grande partie? En 1465, par exemple, la liste des condamnés à une amende comporte quinze Arméniens sur une centaine de noms, en 1472 vingt-deux sur cent dix-sept noms, en 1473 cinquante-six noms<sup>12</sup>. Le motif de la condamnation n'est malheureusement pas cité. De même, les listes des créanciers de la *Massaria*, par lesquelles s'ouvre chacun des registres de

---

<sup>8</sup> BALARD 1978, II, p. 733.

<sup>9</sup> BALARD 1996, pp. 77-87.

<sup>10</sup> BALARD 1996c, p. 140.

<sup>11</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 590/1259, cc. 45r-v, 339r; n. 590/1260, cc. 34r, 265r; n. 590/1261, c. 234v.

<sup>12</sup> BALARD 1996c, p. 140.

comptes de la colonie, comportent toujours quelques noms d'Arméniens, revenant d'une année à l'autre: sans doute des débiteurs insolvables, dont le meilleur parti a été de fuir la ville pour échapper aux poursuites. Ainsi donc, loin de jouir d'une condition uniforme, les Arméniens se répartissent sur les divers degrés de la fortune et de la hiérarchie sociale.

Leur diversité et même leurs divisions apparaissent dans un tout autre domaine, celui de la religion. Dans les registres de la *Massaria* de Caffa, il est fait fréquemment mention d'Arméniens *catholici*, qui ont donc adopté croyances et rites de l'Eglise romaine. On les rencontre particulièrement parmi les membres de la suite du consul ou les soldats de la garnison<sup>13</sup>. S'agit-il d'opportunistes qui pour bénéficier d'une solde régulière ont accepté de se couper de leur communauté d'origine? Les autorités génoises soulignent à plusieurs reprises dans leur correspondance avec le Banco di San Giorgio le prosélytisme excessif de l'évêque Giacomo Campora qui jette le trouble parmi la population arménienne de Caffa<sup>14</sup>.

Mais surtout dans les dernières années de la domination génoise, de violents conflits politico-religieux éclatent, malgré le souci du Banco di San Giorgio d'instaurer une bonne administration dans les colonies pontiques qui lui ont été confiées après la chute de Constantinople. Les dangers auxquels est exposée Caffa, en raison de la proximité du khanat de Crimée, du khanat de la Horde d'Or et des menaces de conquêtes ottomanes, font fuir les meilleurs candidats aux fonctions d'outre-mer. Ceux qui les acceptent cherchent trop souvent à arrondir leur fortune aux dépens de leurs administrés. La corruption des autorités est fréquemment dénoncée par les Protecteurs du Banco di San Giorgio qui reprochent, par exemple, aux officiers génois de s'intéresser personnellement ou par l'intermédiaire d'un homme de paille à l'adjudication des gabelles ou taxes sur la consommation, ou bien de s'immiscer, en contrepartie des sommes qu'ils reçoivent, dans les affaires des différentes communautés. Mais les autorités génoises elles-mêmes se divisent et chacun soutient son intérêt particulier, au détriment de l'intérêt général. Le notaire Nicolò di Torriglia, dont les actes nous fournissent de précieuses indications sur les dernières années de la colonie génoise, se serait vu promettre 400 *somme* par les partisans de l'évêque arménien déposé, Der Carabet, s'il obtenait du nouveau consul de Caffa désigné le rétablissement de son favori sur le siège

---

<sup>13</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Caffa Massaria, n. 590/1261, c. 169v.

<sup>14</sup> CAZACU - KEVONIAN, p. 497.

épiscopal<sup>15</sup>. De même en 1474 les deux trésoriers génois et l'évêque de Caffa s'opposent au consul Antoniotto Cabella et l'accusent de s'être laissé corrompre pour laisser en place l'évêque Der Ovanez, dit Pangiager, dont la légitimité est récusée par une partie de la population arménienne<sup>16</sup>. Bref, un climat de violence, de rixes et de suspicions règne sur le comptoir génois, au moment où les menaces de conquête ottomane se précisent et où la communauté arménienne se déchire en factions opposées.

Deux affaires retiennent particulièrement l'attention. En 1472 ou 1473 – les documents génois ne permettent pas de dater précisément l'événement – une jeune fille arménienne a été enlevée par son amant. L'affaire déchaîne aussitôt les passions dans la communauté arménienne qui se divise en deux camps, après que l'évêque se fut prononcé. Son jugement impliquait la restitution de la jeune fille à sa famille, mais se heurtait à la résistance de ceux qui détenaient la prisonnière. Avertis, les Protecteurs du Banco di San Giorgio ordonnent au consul et à ses auxiliaires de forcer les ravisseurs à libérer la jeune fille et à la remettre à une personne ayant la confiance des deux parties en présence. En outre, les autorités de Caffa devront faire élire par la communauté arménienne une douzaine de représentants invités, sous serment, à approuver la sentence de l'évêque, en disant si elle est conforme aux coutumes et statuts de la colonie. Après approbation à la majorité des deux tiers, les autorités seront chargées de faire exécuter la sentence; à défaut, les documents sur cette affaire devront être envoyés au Banco di San Giorgio qui transmettra ses instructions dans un délai d'un mois<sup>17</sup>.

C'était là méconnaître les temps de transmission des ordres envoyés par les Protecteurs à leurs représentants outre-mer. Un délai de quatre à cinq mois était nécessaire pour qu'un rapport des autorités de Caffa parvienne à Gênes et fasse l'objet d'une réponse détaillée du Banco di San Giorgio. On le constate dans la seconde affaire, beaucoup plus importante, qui, pendant près de quatre années, est venue troubler la communauté arménienne et la dresser contre le gouvernement génois, accusé d'inopportune et d'injuste immixtion dans les affaires religieuses des populations sujettes, c'est-à-dire l'élection de l'évêque arménien de Caffa.

---

<sup>15</sup> VIGNA, VII/II-1, pp. 197-198.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 185.

<sup>17</sup> *Ibidem*, pp. 101-102.



Faute de pouvoir accéder à l'ouvrage de Mik'ayelean<sup>18</sup>, essayons de reconstituer la chronologie des événements, telle qu'elle ressort de la correspondance de la chancellerie du Banco di San Giorgio<sup>19</sup>. Quels sont d'abord les protagonistes de cette affaire? Sont en présence deux compétiteurs au siège épiscopal arménien de Caffa, Der Carabet et Der Ovanez, dit Pangia-ger, deux catholicos arméniens amenés à se prononcer successivement sur la légitimité de l'évêque nommé, et les autorités de Caffa, représentées par quatre Génois ayant occupé la charge de consul de Caffa entre 1472 et 1475: Filippo Chiauroia, en poste en 1472, Goffedo Lercari qui lui succède et qui est remplacé par Battista Giustiniani, en fonction jusqu'au 4 septembre 1474, enfin par Antoniotto Cabella, arrivé à Caffa au début de ce même mois 1474. Dans le débat interviennent également les deux trésoriers de Caffa et les procureurs de l'évêque Der Carabet, qui viennent devant les autorités de la colonie pour soutenir la cause de leur candidat.

L'analyse des documents génois permet de reconstituer la chronologie des événements. Dès 1472, des troubles, des tumultes en armes, des séditions se manifestent à Caffa, à la suite de l'immixtion de l'évêque latin dans les affaires religieuses des Grecs et des Arméniens, une attitude que réprouvent les Protecteurs du Banco di San Giorgio<sup>20</sup>. Sous le consulat de Filippo Chiauroia, en 1472-1473, l'évêque arménien élu, Der Ovanez, est déposé et expulsé de la ville, en dépit des protestations d'une grande partie de la communauté arménienne. Il est remplacé par un concurrent, Der Carabet, originaire de Caffa et jugé sage et modéré par les autorités génoises; le consul Goffedo Lercari lui apporte un appui total<sup>21</sup>. Les Protecteurs s'émeuvent des troubles suscités par ces bouleversements dans la hiérarchie ecclésiastique arménienne. Le 25 février 1473, ils adressent au consul et aux trésoriers, puis à l'évêque latin de Caffa, une lettre leur enjoignant de ne pas se mêler de l'élection de l'évêque: qu'ils consultent plutôt le clergé et le peuple arménien et installent sur commission du catholicos le candidat qui sera agréé par la communauté<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> MIK'AYELEAN.

<sup>19</sup> VIGNA.

<sup>20</sup> VIGNA, VII/I-3, pp. 861 et 871.

<sup>21</sup> *Ibidem*, VII/II-1, pp. 13-17.

<sup>22</sup> *Ibidem*, pp. 30-31.

Sur ces entrefaites, le catholicos qui avait approuvé la désignation de Der Carabet disparaît<sup>23</sup>. Un clerc, nommé Charabet par les sources génoises, s'en va trouver le nouveau catholicos<sup>24</sup> et le convainc que Der Ovanez a été injustement déposé. Le catholicos envoie alors un légat à Caffa qui, avec le soutien du consul Battista Giustiniani, fait déposer Der Carabet et installe à sa place Der Ovanez, dont le trésorier génois, Oberto Squarciafico, dénonce la richesse et les liens d'argent avec les petits fonctionnaires de Caffa, qui sont ses débiteurs<sup>25</sup>. Devant les troubles suscités par ce nouveau renversement, et la perversion que suscitent les prédications de l'évêque devant la population arménienne, les Protecteurs en mai 1474 écrivent au consul et aux trésoriers de surveiller les agissements de l'évêque et de leur en rendre compte<sup>26</sup>. Le consul, Battista Giustiniani, se contente de convoquer toutes les parties, en présence de l'ensemble des autorités de Caffa, et leur ordonne de faire cesser tout tumulte, sous peine d'une amende de 2.000 *sommi*. Il se refuse à toute innovation et demande des instructions précises aux Protecteurs car, dit-il, le catholicos est susceptible de prendre parti tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre des compétiteurs.

Le 4 septembre 1474, Battista Giustiniani est remplacé dans sa charge de consul par Antoniotto Cabella. Quelques jours après son installation, celui-ci adresse un long rapport aux Protecteurs<sup>27</sup>. Il récrit l'histoire de toute cette affaire et déclare qu'un certain Caihares, fils de Cotulbei, a essayé de le corrompre en lui faisant parvenir une somme de 200 ducats, qu'il a refusée et dont il a fait état devant le conseil. Il suggère même aux Protecteurs de faire citer à Gênes le dit Caihares, qui croit pouvoir tout acheter et qui est le créancier de nombreux Caffiotes. Quelques jours plus tard, le trésorier de Caffa, Oberto Squarciafico, prend à son tour la plume pour accuser son supérieur hiérarchique de favoriser l'évêque installé, en dépit des ordres du Banco di San Giorgio, et des lettres du catholicos qui avait ordonné de remettre en place Der Carabet, homme de grande qualité et originaire de Caffa, alors que l'autre occupe le siège épiscopal par la force et la

---

<sup>23</sup> Il s'agirait de Sarchis II, catholicos de 1469 à 1474.

<sup>24</sup> Hovhannès VII, catholicos de 1474 à 1484.

<sup>25</sup> VIGNA, VII/II-1, pp. 324-325.

<sup>26</sup> *Ibidem*, pp. 101-103.

<sup>27</sup> *Ibidem*, pp. 117-120.

corruption<sup>28</sup>. Le même jour – 14 septembre 1474 – Der Carabet comparait devant le consul, les trésoriers et les anciens de Caffa pour demander l'exécution des décisions des Protecteurs, tandis que l'évêque latin, Girolamo Panissaro, déclare au consul que le seul vrai et légitime évêque arménien est Der Carabet, qu'il conseille de rétablir sur son siège. En réponse, Antoniotto Cabella décide d'attendre l'avis du vicaire, un juriste, que Gênes s'est engagée à lui envoyer.

L'affaire n'en reste pas là. Dans les mois qui suivent, le ton monte. Le 21 novembre 1474, le trésorier Oberto Squarciafico accuse le consul de partialité, en raison des pots de vin qu'il aurait reçus. Il proteste en son nom et en celui du second trésorier et de l'évêque latin de Caffa. Les témoignages des partisans de Der Carabet affluent auprès des autorités. Ce sont d'abord deux Arméniens, Assassador Bazarbassi et Avedic, qualifiés de procureurs de Der Carabet, qui déclarent que les légats envoyés par le catholicos étaient munis de faux documents; ils voulaient prouver que Der Carabet avait tenté de soudoyer le consul *cum moneta*. Ils rappellent que des lettres patriarcales sont arrivées en faveur de ce dernier, que les autorités génoises ne peuvent intervenir dans les affaires ecclésiastiques et qu'un ami du consul a sollicité 150 ducats auprès de Caihares pour soutenir la cause de Der Ovanes. Le 17 décembre, une nouvelle déposition de l'Arménien Avedic va dans le même sens. Le témoin déclare que les lettres du patriarche ont été falsifiées par Der Ovanes et que son concurrent a été légitimement désigné, ce dont témoigne un acte du notaire Francesco di Pastino, alors chancelier de Caffa.

Les derniers documents sur cette affaire datent du début de l'année 1475. En janvier, une nouvelle lettre d'Oberto Squarciafico accuse le consul Antoniotto Cabella de concussion: bénéficiant de pots de vin pour soutenir Der Ovanes, il n'a pas consulté les trésoriers et s'est immiscé dans les affaires ecclésiastiques des Arméniens, en contravention des coutumes et du statut de Caffa<sup>29</sup>. Sur ces entrefaites, un vicaire-juriste arrive de Gênes, mais ne peut rien faire, en raison de la visite du khan à Caffa. Le 12 février 1475, Antoniotto Cabella se défend des accusations portées par son trésorier. Il déclare aux Protecteurs subir la pression de Caihares et de son ami Nicolò di Torriglia, le notaire, pour faire déposer Der Ovanes, mais décide de ne

---

<sup>28</sup> *Ibidem*, pp. 127-129.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 185.

rien faire, tant qu'il n'aura pas reçu d'instruction précise du Banco di San Giorgio. Il fait état de la haine que lui vouent les obligés de Der Ovanes et une partie de la communauté arménienne<sup>30</sup>.

A une date incertaine, mais antérieure à la chute de Caffa le 6 juin 1475, une dernière lettre des Protecteurs donne l'ordre au consul de réunir les principaux religieux arméniens, dont un représentant de chaque église, et de leur faire élire comme évêque de la communauté un troisième homme. Ceci fait, le consul et l'évêque latin devront écrire au catholicos pour lui demander de confirmer l'élection du nouvel évêque<sup>31</sup>.

Que conclure de tant de déchirements et de tergiversations? Il est certain que la responsabilité des autorités génoises est grande dans cette affaire. Les consuls successifs se sont mêlés de ce qui ne les regardait pas; ils ont vu se dresser contre eux une partie de leur propre administration et surtout la majorité de la communauté arménienne, scandalisée par les rumeurs de concussion. L'opposition irréductible entre les deux prétendants à l'épiscopat est-elle favorisée par l'indécision du catholicos et des autorités génoises? Représente-t-elle la division en deux factions au sein de la communauté pour des raisons que la documentation génoise ne permet pas d'élucider? Il est certain que les troubles suscités par ces controverses n'ont pas peu contribué à affaiblir la résistance de la colonie génoise face aux Ottomans, autant que les problèmes provoqués par la succession de Mamak, le *tudun* ou représentant des Turco-Tatars. L'arrivée de la flotte ottomane, conduite par Guedik Ahmed Pacha devant les murs de Caffa le 31 mai 1475 et la rapide reddition de la ville laissèrent en tout cas l'affaire sans solution<sup>32</sup>. Le bouleversement qui s'en suivit fit cesser ces controverses qui impliquaient à la fois les autorités génoises, l'Eglise latine et l'Eglise arménienne. Mais peut-être s'agissait-il davantage d'une division au sein du gouvernement génois que d'un véritable schisme à l'intérieur de la communauté arménienne.

---

<sup>30</sup> *Ibidem*, pp. 197-199.

<sup>31</sup> *Ibidem*, pp. 222-223.

<sup>32</sup> HEYD, II, pp. 402-403.



## *C'est la fête à Caffa (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*

Nous vivons aujourd'hui dans une civilisation des loisirs, au moins dans les pays à l'économie florissante. Tout est fait pour y diminuer la part du travail dans la vie quotidienne et offrir aux salariés des journées de congé sans cesse plus nombreuses. En France, la fixation du maximum légal de travail à 35 heures a augmenté le temps libre de tous. Les clubs de loisirs se développent, les agences de voyages prospèrent, la fête est à l'ordre du jour. Aussi beaucoup de nos contemporains regardent avec une grande commisération les générations du passé, qui ne bénéficiaient ni de vacances ni de congés payés, et dont le travail était rythmé par la longueur du jour, ample en été, plus courte en hiver. Bref, une vie sans relief, où les nécessités de gagner chichement de quoi vivre obligeaient à un travail continu, proche de l'esclavage.

Cette vision du passé est sans aucun doute excessive. C'est oublier toutes les fêtes que les villes médiévales pouvaient offrir à leurs habitants: il y avait là des occasions de renforcer les solidarités sociales, de regrouper les membres des communautés urbaines dans la célébration de leurs saints patrons, d'affirmer enfin les valeurs sociales et politiques du plus grand nombre<sup>1</sup>. Ce qui est manifestation normale de la psychologie collective dans les villes d'Occident devient encore plus important dans des communautés expatriées, comme celles des comptoirs occidentaux en mer Noire et en Méditerranée orientale, où la fête apparaît comme un moyen de consolider l'identité d'une minorité occidentale isolée et de rallier, peut-être, à la domination que celle-ci exerce tout ou partie des différentes ethnies établies dans ces colonies d'outre-mer.

---

\* Pubblicato in *Mope u bepeza / Mare et litora. Essays presented to Sergei Karpov for his 60<sup>th</sup> Birthday*, R. SHUKUROV (ed.), Mosca 2009, pp. 493-500.

<sup>1</sup> Sur le sens de la fête au Moyen Age, voir HEERS 1971. Sur le thème des fêtes en mer Noire, *Chto i kak prasnovaly v Kaffe v XV v.*, in KARPOV 2000b, pp. 206-214.

L'exemple de Caffa est à cet égard éclairant. En réunissant en effet une documentation tirée des documents notariés instrumentés *in loco*<sup>2</sup>, des statuts promulgués par le Banco di San Giorgio, auquel la Commune de Gênes a concédé l'administration des comptoirs pontiques en 1453<sup>3</sup>, et des registres de la Trésorerie du comptoir (*Massaria Caffè*)<sup>4</sup>, le calendrier et le contenu des fêtes peuvent être mis en valeur. Ils soulignent quelles sont les dévotions que privilégient les autorités, quelles sont les faveurs qu'elles accordent aux établissements religieux, aux fonctionnaires qui sont à leur service, et parfois même, à des éléments de la population résidant à Caffa.

En 1289-1290, un des notaires les plus importants pour l'histoire de l'outre-mer génois, Lamberto di Sambuceto, instrumente à Caffa, où il se trouvait déjà en juin 1288. Pendant les mois du printemps et de l'été, le notaire a rédigé huit cent dix-neuf actes répartis sur cent quatre-vingt treize jours, soit un peu plus de quatre actes par jour. Une activité intense qui ne se relâche que pendant trente-huit jours entre le 24 avril et le 13 novembre 1289, et pendant vingt et un jours entre le 13 mars et le 17 août 1290, au cours desquels aucun document n'a été rédigé. Laissons de côté la période du 1<sup>er</sup> au 6 août 1289 où l'absence de tout document s'explique sans doute par un déplacement du notaire, car à la même période de 1290, son activité est particulièrement intense. Il est tentant d'expliquer les lacunes du minutier par les célébrations de fêtes, auxquelles participe toute la population, y compris le notaire qui, à cette occasion, abandonne son banc pour se mêler à la liesse collective. Les tableaux ci-dessous indiquent les jours qui ne sont représentés par aucun acte dans le minutier de Lamberto di Sambuceto et les saints dont on célébrait la fête<sup>5</sup>:

---

<sup>2</sup> BALARD 1973. Sur le bilan de ces actes notariés, voir BALLETO 2005, pp. 22-34.

<sup>3</sup> VIGNA, VII/II-2, pp. 567-680.

<sup>4</sup> Archives d'Etat de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, *Massaria Caffè*, n. 590/1225 et sgg. Il n'y a, en revanche, aucune indication sur le thème de la fête dans les fragments d'actes de la chancellerie de Caffa publiés par AIRALDI 1974, pp. 9-110.

<sup>5</sup> Voir les *Acta sanctorum*.

## Année 1289

26 avril:	saint Clet	24 juillet:	dimanche
7 mai:	saint Sixte	25 juillet:	saint Jacques
15 mai:	dimanche	27 juillet:	Sept Dormants d'Éphèse
19 mai:	Ascension	1 <sup>er</sup> au 6 août:	Absence probable du notaire
24 mai:	saint Donatien	9 août:	saint Romain
25 mai:	saint Grégoire	12 août:	sainte Claire
29 mai:	Pentecôte	13 août:	saint Huppolyte
12 juin:	dimanche	14 août:	dimanche
18 juin:	saints Marc et Marcellin	15 août:	Assomption de la Vierge
19 juin:	dimanche	29 octobre:	saint Etienne évêque
24 juin:	Nativité de saint Jean-Baptiste	30 octobre:	saint Donat
3 juillet:	dimanche	31 octobre:	vigiles de Toussaint
8 juillet:	sainte Priscille	5 novembre:	sainte Elisabeth
9 juillet:	saint Felix	6 novembre:	dimanche
10 juillet:	dimanche	11 novembre:	saint Martin
14 juillet:	saint Rufin	12 novembre:	saint Martin
16 juillet:	saint Eugène	13 novembre:	dimanche

## Année 1290

17 mars:	saint Patrick	28 juin:	saint Leon
18 mars:	saint Alexandre	29 juin:	saints Pierre et Paul
19 mars:	dimanche	2 juillet:	dimanche
21 mars:	saint Benoit	16 juillet:	dimanche
30 avril:	dimanche	22 juillet:	sainte Marie-Madeleine
1 <sup>er</sup> mai:	saint Philippe	23 juillet:	dimanche
21 mai:	Pentecôte	25 juillet:	saint Jacques
3 juin:	sainte Clotilde	31 juillet:	sainte Deodata
4 juin:	dimanche	10 août:	saint Laurent
12 juin:	saint Denis	13 août:	dimanche
25 juin:	dimanche		



Parmi les cinquante-quatre jours d'inactivité du notaire, on compte vingt dimanches; on pourrait donc penser que le repos dominical est strictement observé. Mais il faut toutefois noter que Lamberto instrumente quelques actes lors d'autres dimanches, comme si les besoins urgents de ses clients l'emportaient sur le respect des fêtes d'obligation. Certaines célébrations de saints patrons honorés dans la chrétienté toute entière, ou plus particulièrement à Gênes, sont prétexte à un chômage total: le 25 juillet, par exemple, fête de saint Jacques. Mais d'autres fêtes, tout aussi importantes dans la piété du temps, n'incitent pas toujours notre notaire à suspendre temporairement son activité: il chôme le 24 juin 1289 pour la saint Jean Baptiste, second patron de l'Église de Gênes, mais non le 24 juin 1290. De même il célèbre saint Pierre et saint Paul (29 juin), sainte Marie Madeleine (22 juillet) et la saint Laurent (10 août), fête de l'église métropolitaine, en 1290, mais non en 1289. Le repos de l'Ascension est respecté en 1289, mais non en 1290, alors que la Pentecôte (29 mai 1289 et 21 mai 1290) est totalement chômée. Il y a donc chez notre notaire une propension à respecter les grandes fêtes religieuses en s'abstenant de toute rédaction d'actes, mais il sait aussi répondre aux requêtes de sa clientèle en instrumentant quelques actes même lors de fêtes religieuses importantes. Lorsqu'il s'agit de célébrations de saints mineurs du calendrier liturgique, l'absence d'actes dans le minutier signifie simplement que le notaire ne voyait aucun client s'arrêter à son banc.

Le calendrier de ces fêtes est indiqué par un article des statuts de Caffa de 1449<sup>6</sup>, article qui prescrit les offrandes de cierges que doivent accorder les autorités à différentes églises de la ville, selon la chronologie suivante:

- 25 décembre: à l'église Sainte-Agnès pour la fête de Noël
- 6 janvier: à l'église Sainte-Marie du Bazar pour l'Épiphanie
- 17 janvier: à l'église Saint-Antoine pour la fête de ce saint
- 20 janvier: à l'église Sainte-Marie du Bazar pour la fête des saints Fabien et Sébastien
- 21 janvier: à l'église Sainte-Agnès pour la fête de cette sainte
- 2 février: à l'église Sainte-Marie du Bazar pour la fête de la Purification de la Vierge
- 25 mars: à l'église Sainte-Marie du Bazar pour la fête de l'Annonciation
- 4<sup>e</sup> semaine de Carême: à l'église Saint-Lazare pour la fête de ce saint

---

<sup>6</sup> VIGNA, pp. 615-617.

Pâques:	à l'église Sainte-Agnès
23 avril:	en faveur de l'évêque de Caffa pour la fête de saint Georges
Pentecôte:	à l'église Sainte-Agnès
juin:	à l'église Sainte-Agnès pour la fête du Corps du Christ
24 juin:	à l'église Saint-Jean Baptiste pour la fête de ce saint
29 juin:	à l'église des saints Pierre et Paul pour la fête de ces saints
22 juillet:	à l'église Sainte-Marie Madeleine pour la fête de cette sainte
25 juillet:	à l'église Saint-Jacques le Mineur pour la fête de ce saint
4 août:	à l'église Saint-Dominique pour la fête de ce saint
10 août:	à l'église Saint-Laurent pour la fête de ce saint
12 août:	à l'église Sainte-Claire pour la fête de cette sainte
15 août:	à l'église Saint-Marie du Bazar pour l'Assomption
8 septembre:	à l'église Sainte-Marie de Coronato pour la Nativité de la Vierge
14 septembre:	à l'église Sainte-Croix pour la fête du même nom
30 septembre:	à l'église Saint-Michel pour la fête de ce saint
4 octobre:	à l'église Saint-François pour la fête de ce saint
28 octobre:	à l'église Sainte-Agnès pour la fête des saints Simon et Thaddée
1 <sup>er</sup> novembre:	à l'église Sainte-Marie du Bazar pour la Toussaint
25 novembre:	à l'église Sainte-Catherine pour la fête de cette sainte
6 décembre:	à l'église Saint-Nicolas pour la fête de ce saint.

Cette liste met en évidence la vénération particulière des autorités génoises de Caffa pour deux églises, Sainte-Agnès, église cathédrale, et Sainte-Marie du Bazar, objets toutes deux de six donations au cours de l'année liturgique, alors que les autres églises citées, une quinzaine, se contentent d'une donation le jour de la fête de leur saint patron. On notera particulièrement qu'en 1466 le consul et l'*Officium Monete* de Caffa décident de dépenser 12.000 aspres pour la reconstruction complète de l'église Sainte-Agnès<sup>7</sup>. Deux ans plus tard, l'évêque de Caffa, Geronimo Panissario, reçoit pour son église cathédrale des offrandes de cierges à l'occasion de huit fêtes échelonnées tout au long de l'année: Noël, le 12 janvier pour l'intronisation de Callorio Ghisolfi, pour la saint Lazare,

---

<sup>7</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Massaria Caffè, n. 1248, c. 188v (11 décembre 1466).

Pâques, la Pentecôte, le Corps du Christ, la saint Georges et la Sainte Croix (14 septembre)<sup>8</sup>. La liste des églises bénéficiaires de ces dons est assez restrictive, puisqu'elle ne concerne que les églises latines, et non pas toutes, puisque les documents du XVe siècle permettent de dénombrer une quarantaine d'autres bâtiments du culte dans la cité et dans les bourgs, y compris la chapelle de Saint-Georges, à l'intérieur du palais du consul<sup>9</sup>. On peut donc supposer que ces offrandes ont lieu lors de fêtes officiellement célébrées dans le comptoir génois, soit vingt-huit jours, s'ajoutant aux dimanches ordinaires. Les habitants de Caffa pouvaient ainsi bénéficier au moins d'une soixantaine de jours de fête, deux mois de suspension de toute activité de travail.

Que comportaient ces fêtes? Les comptes de la *Massaria* de Caffa permettent d'en esquisser les modalités, au moins pour les plus importantes d'entre elles. Le 25 décembre 1424, les trésoriers offrent 500 aspres à l'*Officium Misericordie* pour être distribués aux pauvres. On fait venir du bois pour allumer un grand bûcher, semble-t-il près du palais illuminé. Vin et sucreries (65 livres achetées à un marchand d'épices) sont distribués à la foule et des cierges traditionnellement remis à l'église cathédrale Sainte-Agnès. Il en coûte 2.895 aspres à la *Massaria*, 2.871 aspres, l'année suivante<sup>10</sup>. Dans les années qui suivent la cession de Caffa au Banco di San Giorgio (1453), les frais se restreignent. En 1465, les achats ne portent que sur 40 livres de sucreries utilisées pour la collation offerte par le consul ou distribuées aux officiers de l'*Officium Monete*. D'autres achats portent sur des fruits, des gaufres, cinq *metrete* de vin, dont deux un quart de Malvoisie, et un *mitrum* de vin remis à l'*Officium Monete*. De faibles pourboires sont accordés aux porteurs de bois, aux trompettes, aux sergents, aux huissiers et au crieur public, et les cierges habituels sont remis à l'église Sainte-Agnès. Les dépenses se limitent à 1.585 aspres<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> *Ibidem*, n. 1250, c. 158r (11 janvier 1468).

<sup>9</sup> BALARD 1978, I, p. 213.

<sup>10</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Massaria Caffè, n. 1264, cc. 78r (23 décembre 1424) et 88v (décembre 1425).

<sup>11</sup> *Ibidem*, n. 1247, c. 72r (23 décembre 1465).

Quelques jours plus tard est célébrée l'Épiphanie. Les Grecs viennent alors en délégation chanter « Calimera » en l'honneur du consul: en 1466, cinq chœurs se succèdent devant les autorités du comptoir, tandis qu'un grand bûcher est allumé par la communauté hellénique sur la place du palais. Les prêtres arméniens viennent également chanter les laudes. Ils reçoivent une gratification, de même que les Grecs et les chefs de la communauté musulmane (« pro sichis seu sacerdotibus Sarracenorum », dit un compte de la Massaria en 1466). Les pappates grecs viennent bénir la mer, dont la froideur ne décourage pas des adolescents de s'y jeter. Peut-être s'agit-il d'un *palia* maritime, une joute rappelant la vogue du *palia*, cette forme de sociabilité urbaine si développée dans l'Italie du Centre et du Nord<sup>12</sup>. Les enfants reçoivent quelques aspres pour ce bain hivernal. Du vin et des fruits sont distribués et des cierges remis à l'église Sainte-Agnès, comme le prescrivent les statuts, tandis que les cloches sonnent à toute volée et que l'on hisse sur la tour Saint-Antoine l'étendard de saint Georges<sup>13</sup>. Il s'agit bien là d'une fête rassemblant l'ensemble des communautés du comptoir.

Ce saint guerrier paraît être l'objet d'une grande vénération à Caffa aussi bien qu'à Gênes. Le *Banco di San Giorgio*, qui regroupe les créanciers de la Commune, s'est placé sous son patronage et son effigie orne mainte maison ligure. Le 16 novembre a lieu une procession solennelle autour des murailles, rite propitiatoire pour la protection de la ville. Les autorités achètent 2000 pains, deux bœufs, du vin pour plus de 1050 aspres, 31 *tocheti* de caviar distribué à la population grecque qui, ce jour-là, fait abstinence d'aliment carné. Une messe solennelle à laquelle participe l'évêque de Caffa est célébrée à la tour Saint-Georges, puisque la ville ne semble pas avoir, en dehors du palais du consul, d'église consacrée à celui qu'elle honore ce jour-là. Les huissiers (*placerii*) reçoivent une modeste rétribution pour la sonnerie des cloches<sup>14</sup>. Des cierges sont allumés sur l'autel du palais, dans la chapelle dédiée à saint Georges, d'autres sont remis à l'évêque avec lequel, la veille de la fête, les autorités partagent un

---

<sup>12</sup> RACINE 1997, pp. 23-34.

<sup>13</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Massaria Caffè, n. 1247, c. 72v et n. 1264, c. 78v.

<sup>14</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Massaria Caffè, n. 1247, cc. 83v (17 novembre 1466) et 86v (11 décembre 1466).

repas où sont consommés vin, légumes, amandes, fruits secs et noisettes<sup>15</sup>.

Les autres fêtes donnent lieu à de moindres réjouissances. Pour Pâques, les trésoriers de Caffa offrent 500 aspres à l'*Officium Misericordie*, organisme de charité officielle, une centaine d'aspres aux pappates qui sont venus chanter les laudes de Pâques sur la place du palais et quelques aspres aux *placerii* qui ont sonné les cloches<sup>16</sup>. La veille de la saint Jean Baptiste (23 juin), des achats de bois, de vin, de fruits et de légumes annoncent le repas de fête du lendemain, tandis que les porteurs et les huissiers sont rétribués pour le portage des denrées et les sonneries de cloches. Des régates de barques à voile sont organisées et toute la population de la ville se retrouve au long de la côte pour des danses et des jeux. Le 28 juin, veille de la fête des saints Pierre et Paul, des dépenses sont également engagées pour l'achat de bois, de vin et de cerises<sup>17</sup>. Il faut imaginer que le vin coule à flots sur des places illuminées par de grands brasiers. Là, de petits spectacles attirent la foule autour des « échafauds » (tréteaux) où ont lieu des représentations théâtrales chargées de signes symboliques ou de réminiscences chrétiennes<sup>18</sup>. Soulignant la hiérarchie des fortunes et des rangs sociaux, ces fêtes entraînent pour la population des dépenses certaines, dont on ignore tout, en raison de l'absence de tout document privé sur la vie de la communauté caffiotte.

Quel sens donner à toutes ces fêtes? Organisées par les autorités génoises du lieu, mais en étroite collaboration avec l'Église, elles renforcent sans aucun doute le sentiment religieux et cherchent à affirmer le triomphe du catholicisme, face aux groupes ethniques qui ne partagent pas la foi de Rome. Elles confirment l'union du peuple chrétien autour de ses églises, de la célébration de ses martyrs et de ses saints, tout en incluant d'anciennes traditions fondamentales de la culture populaire, brasiers, banquets et beuveries, joutes, danses et jeux, mêlés aux processions solennelles en l'honneur des saints. Il est vraisemblable que derrière la sécheresse des chiffres de dépenses retenues par les trésoriers de Caffa, se

---

<sup>15</sup> *Ibidem*, n. 1264, c. 80v.

<sup>16</sup> *Ibidem*, n. 1247, c. 74v (28 mars 1466).

<sup>17</sup> *Ibidem*, n. 1247, c. 76r; n. 1264, c. 82r.

<sup>18</sup> SKRZINSKA 1934, pp. 113-151.

cachent des traditions populaires comme la Fête des Brandons: la nuit de la Saint Jean, hommes et femmes porteurs de torches ou de cierges parcourent les rues de Caffa en s'arrêtant pour de brefs moments liturgiques ou des prières devant les principales églises<sup>19</sup>. Ces manifestations sont aussi l'occasion d'affirmer les solidarités des groupes sociaux concernés, par exemple les confréries, sur lesquelles les documents de l'outre-mer génois sont malheureusement silencieux, les dizaines et les centaines qui, selon des traditions venues du monde mongol, encadrent la population, et les quartiers ou *contrade* qui, à Gênes comme dans ses comptoirs d'outre-mer, forment une communauté sociale très vivante<sup>20</sup>. Moment de débordement salutaire, de refuge dans le merveilleux chrétien ou païen, la fête est à Caffa, comme ailleurs, intimement liée aux structures sociales et aux mentalités collectives; elle renforce les solidarités, tout en n'effaçant pas complètement les traditions de chaque groupe ethnique qui compose la population bigarrée de ce comptoir génois « aux extrémités de l'Europe ».

---

<sup>19</sup> HEERS 1971, pp. 53-54.

<sup>20</sup> BALARD 1978, I, pp. 214-215.



## *Sur les traces de Buscarello de' Ghisolfi*

Pendant la dernière décennie du XIII<sup>e</sup> siècle et la première du XIV<sup>e</sup> siècle, les projets de coopération entre l'Il-khanat de Perse et l'Occident chrétien ont donné lieu à de multiples échanges de lettres et d'ambassades entre les deux parties concernées: il s'agissait de mettre au point des opérations communes contre les Mamlûks, afin de sauver les États francs de Terre sainte ou, après 1291, d'en permettre la reconquête<sup>1</sup>. Sous l'égide de la papauté et avec le concours des deux plus puissants souverains d'Europe, les rois de France et d'Angleterre, une croisade devait être organisée et se joindre en Syrie du Nord aux troupes mongoles. La restitution de Jérusalem aux chrétiens d'Occident serait le prix de la victoire espérée sur les armées du Caire.

Les distances séparant l'Il-khanat de Rome, de Paris et de Londres, les difficultés de communication linguistique impliquaient que l'on eût recours à des intermédiaires connaissant bien les itinéraires reliant l'Occident au khanat mongol et ayant acquis, à l'exemple de l'auteur du *Codex cumanicus*<sup>2</sup>, des rudiments de la langue en usage à la cour de Tabriz. Nul mieux que les marchands italiens, qui depuis les années 1260 fréquentaient les rives de la mer Noire<sup>3</sup>, ouvertes à leur commerce, ne pouvait remplir ces fonctions. Génois, Vénitiens et Toscans s'illustrèrent tour à tour comme envoyés des khans auprès de la cour pontificale ou comme porteurs des missives royales ou papales à Tabriz, capitale des Il-khans de Perse. L'interprète Ughetto et le Génois Tommaso degli Anfossi, Giovanni Barlaria et Balaba de Gênes, les Vénitiens Pietro Viadro et Simeone Avintaturo, le Pisan Isol et le Florentin Guicciardo de' Bastari furent quelques-uns de ces intermédiaires. Pour beaucoup d'entre eux, ils ne sont que des noms parvenus jusqu'à nous, au hasard de documents isolés<sup>4</sup>.

---

\* Pubblicato in *Dei gesta per Francos*, éd. M. BALARD - B.Z. KEDAR - J. RILEY-SMITH, Aldershot 2001, pp. 71-78.

<sup>1</sup> MORGAN, pp. 175-87; SCHEIN; HOUSLEY, pp. 7-29.

<sup>2</sup> *Codex Cumanicus*; GRONBECH 1936; GRONBECH 1942; DRÜLL.

<sup>3</sup> BRATIANU 1969, pp. 204-249; OBOLENSKY 1974, pp. 50-51, 335-37; BALARD 1978.

<sup>4</sup> PETECH, pp. 549-574; RICHARD 1970, pp. 186-94.



Buscarello de' Ghisolfi est un peu mieux connu, ne serait-ce qu'au travers des comptes de l'ambassade anglaise de Geoffroy de Langley, qu'il guida en 1292 vers Trébizonde et Tabriz<sup>5</sup>. Rappelons, avec Jacques Paviot, le peu que l'on sait de son activité au service de l'Il-khan mongol, de la papauté et du roi d'Angleterre, Édouard 1er. Le Génois apparaît dans nos documents en 1274: il participe alors financièrement au voyage d'une galée, ce qui implique qu'à cette date il avait au moins atteint sa majorité. Cinq ans plus tard, par un acte instrumenté à L'Aïas (Petite-Arménie), l'un de ses frères, Pietro, le charge de le représenter dans ses affaires<sup>6</sup>. Buscarello est à Gênes en 1280-81: deux actes nous apprennent les noms de ses parents, Giovanni et Alda de' Ghisolfi, de son frère Percivalle et de son neveu Corradino, fils de Lanfranco. Il entre ensuite au service de l'Il-Khan Argoun qui lui confère le titre de porte-carquois et l'envoie en avril 1289 en mission en Occident. Il passe par Caffa où, le 4 juillet de cette même année, il charge son parent Giacomo de s'occuper de toutes ses affaires; de fait, une semaine plus tard, son procureur reçoit en son nom une somme de 2.266 aspres qu'il promet de rembourser à Gênes avec les intérêts que rapporterait cette somme, si elle avait été investie en cuirs transportés de Caffa en Occident<sup>7</sup>. L'envoyé du khan mongol ne néglige pas les affaires commerciales.

Après avoir rencontré le pape à Rieti en septembre 1289, Buscarello se rend à Londres où il présente à Édouard 1er en janvier 1290 une lettre d'Argoun, qu'il remet ensuite à Philippe le Bel. Cette missive est accompagnée d'un document en français qu'il a rédigé lui-même pour faire connaître au souverain les intentions de l'Il-khan: organiser une expédition conjointe contre l'Égypte en 1290-1291. La réponse de l'Occident tardant à venir, Argoun dépêche à Rome de nouveaux envoyés, Zaganus et Gorgi, qui acceptent le baptême et accompagnent Buscarello auprès du roi d'Angleterre en décembre 1290. Le Génois dut rentrer ensuite dans sa patrie; c'est là en effet que le rejoint au cours de l'été 1291 l'ambassade de Geoffroy de Langley, partie de Londres vers le 23 juin 1291. Buscarello, en effet, emprunte en août 1291 919 livres génoises pour un voyage vers la Roumanie, qui l'amène à passer l'hiver à Pétra, avec l'ambassade anglaise, son frère Percivalle et son

---

<sup>5</sup> Sources: BELGRANO 1867, pp. CXXVII-CXXIX et CC-CCVI; DESIMONI 1879, pp. 554-556. Travaux: PETECH, pp. 562-65; RICHARD 1990, p. 569; PAVIOT 1991, pp. 107-17.

<sup>6</sup> DESIMONI 1879, pp. 554-55; BALLETO 1989, pp. 356-357, n. 118.

<sup>7</sup> BALARD 1973, docc. 255 et 263, pp. 115 et 117.

neveu Corrado. Les comptes de l'ambassade signalent Buscarello à Trébizonde en mai 1292, à Tabriz entre la fin juillet et la mi-septembre, de retour à Trébizonde le 13 octobre. L'ambassade y loue une galée qui fait escale à Constantinople en novembre et arrive à Otrante à la fin de ce même mois. Par voie de terre elle gagne Rome, où elle passe Noël, puis Gênes, où Buscarello se sépare des Anglais le 23 janvier 1293<sup>8</sup>.

Pendant neuf années, Buscarello disparaît de la scène: il n'est pas question de lui en Chypre où sont présents quelques membres de sa famille, dont un certain Balianus. Il faut attendre l'année 1302 pour le voir à nouveau envoyé par l'Il-khan Ghazan à Rome, en réponse à une lettre que Boniface VIII avait fait porter à Tabriz par notre Génois. Il s'agissait toujours d'un plan d'opérations conjointes en Terre sainte contre les Mamlûks. Le pape fit poursuivre l'ambassade jusqu'à Londres, où Édouard 1er répondit à l'Il-khan par lettre du 12 mars 1303: il demandait un report des opérations désirées par le souverain mongol<sup>9</sup>.

Si l'on distingue bien le rôle de Buscarello à travers toutes ces ambassades, il était jusqu'ici plus difficile de savoir qui il était. La découverte de son testament dans les archives de Gênes<sup>10</sup> permet de lever un coin du voile et de situer le personnage au sein d'une famille élargie. Le testament a été instrumenté le 20 juin 1303, c'est-à-dire au retour du dernier voyage effectué par Buscarello auprès du roi d'Angleterre. De passage à Gênes, notre homme était sans doute encore en bonne santé, puisqu'il envisage la possibilité d'une mort en mer, donc l'imminence d'un nouveau voyage. En ce cas, il s'appropriait sans doute à repartir pour la Perse, porteur de la dernière lettre d'Édouard 1er à l'Il-khan, datée du 12 mars précédent.

Le testament révèle l'origine de Buscarello et la composition de sa famille. On peut voir dans son désir d'être inhumé dans l'église du monastère Saint-André de Sestri Ponente, seul établissement ecclésiastique cité dans le texte, son attachement à un petit bourg de la banlieue génoise, sans doute à l'origine géographique de sa famille. Celle-ci comporte son épouse, Grimaldina, et ses sept enfants: trois filles et quatre garçons. Le surnom affectueux

---

<sup>8</sup> PAVIOT 1991, pp. 110-12; PAVIOT 1987, pp. 47-54.

<sup>9</sup> PAVIOT 1991, p. 112.

<sup>10</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Notai ignoti*, Busta 8, fragment 93, cc. 127v-128v. Je remercie Laura Balletto d'avoir bien voulu collationner ce document que nous publions en annexe.

attribué à la seule fille mariée et déjà veuve, *Spreciosa*, en fait sans doute l'aînée de la famille, ses deux soeurs ayant moins de seize ans. Les quatre fils, encore célibataires, ont moins de vingt ans: leur naissance doit donc se situer à la fin des années 1280 et au début de la décennie suivante. On remarque en effet que l'un se nomme *Argonus*, en souvenir des services rendus au khan *Argoun*, et qu'un autre porte le prénom d'*Odoardus*, réminiscence de la familiarité de *Buscarello* avec le roi d'Angleterre, Édouard 1er. La mention de sept enfants par un testateur est peu ordinaire, si l'on en croit l'étude des généalogies réalisée par *Steven Epstein* à partir des testaments génois<sup>11</sup>: elle situerait *Buscarello* dans la tranche supérieure des testateurs les plus féconds.

Notre Génois appartient par ailleurs à une famille très large. Les documents notariés qui le concernent mettent en évidence quatre et peut-être cinq de ses frères: *Guglielmo* et *Pietro* cités à *L'Aias* en 1279, *Percivalle* qui l'accompagne au cours de son ambassade de 1291-92, *Lanfranco*, père de son neveu *Corrado*, autre membre de la même ambassade, et peut-être *Giacomo*, le procureur de *Buscarello* à *Caffa* en 1289. Le comptoir génois de *Crimée* accueille un grand nombre de membres de la famille *Ghisolfi* qui, avec onze représentants, se situe dans les tout premiers rangs de l'aristocratie marchande génoise expatriée en 1289-90<sup>12</sup>. Possédant de solides intérêts économiques à *Caffa*, les *Ghisolfi* ont cherché très tôt à pénétrer vers le coeur de l'Asie, et plus particulièrement vers la capitale de l'*Il-khanat* de *Perse* qui commandait l'une des routes menant vers l'Inde et la Chine<sup>13</sup>. *Buscarello*, marchand et aventurier, s'est mis au service du prince, tout comme *Marco Polo*, devenu officier du *Grand Khan*<sup>14</sup>.

Gagna-t-il dans ces ambassades une coquette fortune? Le détail des legs testamentaires illustre une aisance dont l'origine n'est pas uniquement le fruit de l'activité du testateur. Celui-ci possède une maison à *Gênes* et une villa hors les murs, au lieu-dit *Gaiano*, que nous n'avons pu identifier: deux éléments d'une richesse foncière assez communs dans l'aristocratie génoise. En revanche, l'argent liquide disponible situe *Buscarello* parmi les privilégiés.

---

<sup>11</sup> EPSTEIN 1984, p. 73.

<sup>12</sup> BALARD 1978, I, p. 236.

<sup>13</sup> BAUTIER 1970, pp. 263-331.

<sup>14</sup> HEERS 1983, pp. 225-272.

Notre Génois a fait un beau mariage: son épouse Grimaldina lui a apporté 700 livres de dot, une somme énorme qui dépasse les dots obtenues par le très puissant Fulco de Castello, consul de Gênes en 1175 et 1188, puis podestat en 1205<sup>15</sup>, qui reconnaît avoir touché une dot de 500 livres, ou par Oberto Lomellino qui a reçu la même somme de Simona Grillo<sup>16</sup>.

A cette belle dot, s'ajoute une *extrados* de 400 livres, provenant soit d'une part d'héritage reçue par sa femme de sa propre famille, soit d'une augmentation de la dot avant le mariage<sup>17</sup>. Grimaldina devait appartenir à l'une des plus riches familles de Gênes, qu'il est jusqu'à présent impossible d'identifier (peut-être une Grimaldi?). Sur ces 400 livres, 300 ont été confiées en commande aux fils de Buscarello, seule mention d'un investissement commercial dans le testament. Grimaldina, selon la tradition génoise, a la propriété de sa *parapherna*, constituée par ses vêtements et son linge de maison, et de sa *massaricia*, formée des bijoux et bagues qu'elle a pu recevoir<sup>18</sup>. Contrastant avec l'importance de la dot, le douaire (*antefactum*) accordé par Buscarello paraît bien modeste: 100 livres, soit l'équivalent de ce que Fulco di Castello a consenti à son épouse. Alors que le douaire représente généralement la moitié de la dot, il tend à diminuer quand celle-ci est élevée<sup>19</sup>. L'aisance de Buscarello est encore illustrée par le montant de la dot et du douaire de sa fille Spreciosa, soit 800 livres. La famille dispose donc de près de 2.000 livres d'argent liquide au moment de la rédaction du testament.

La propriété de deux esclaves n'est pas exceptionnelle dans les couches supérieures de la société génoise<sup>20</sup>. Cependant le fait que ces deux femmes portent encore un nom païen, Camosa et Mana, paraît attester une importation récente, puisqu'une des premières préoccupations des maîtres est de faire baptiser leur esclave. Il est vraisemblable que les deux servantes ont été acquises lors du dernier voyage de Buscarello dans les régions pontiques.

Le testament met enfin en relief l'attachement particulier que notre Génois porte à son épouse, Grimaldina. Elle est la seule tutrice de ses enfants,

---

<sup>15</sup> *Annales Genuenses*, pp. 60-62.

<sup>16</sup> EPSTEIN 1984, pp. 106 et 111.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 106.

<sup>18</sup> Sur ces termes, voir EPSTEIN 1984, p. 107.

<sup>19</sup> BELLOMO 1966, pp. 135-45; BALLETO 1975, pp. 3-13; EPSTEIN 1984, p. 104.

<sup>20</sup> BALARD 1978, II, p. 818.

ce qui est très rare à Gênes où d'ordinaire la veuve est assistée de parents ou de proches pour la bonne exécution des clauses testamentaires et pour l'assistance à apporter aux enfants mineurs<sup>21</sup>. Ce n'est pas le cas ici. Non seulement Grimaldina recouvre sa dot, son douaire et ses affaires personnelles, mais seule elle a la responsabilité du devenir de ses enfants: choix du mariage ou de l'entrée au monastère pour les filles, gestion des biens du couple au mieux des intérêts de ses fils tenus de la croire sur simple parole et non d'après des témoignages écrits. Buscarello accorde ainsi à son épouse un pouvoir considérable, qui dépasse de loin le rôle économique que peut assumer la femme dans la société génoise<sup>22</sup>. Une réserve cependant: comme dans l'ensemble des testaments de chefs de famille, le texte contient un encouragement pour la femme à ne point se remarier: le veuvage lui permet d'être maîtresse des biens, des comptes et de la tutelle des enfants.

En ce sens, le testament de Buscarello, si original par la place, l'attention et sans doute l'affection manifestée à l'égard de l'épouse, affiche la préoccupation constante des chefs de famille: assurer la continuité familiale, en donnant une préférence aux enfants mâles dans l'héritage, en désignant ensuite les neveux en ligne masculine comme héritiers potentiels, en cas de mort prématurée des fils. La continuité fut-elle assurée? Le testament est l'ultime document qui nous mentionne Buscarello vivant. En 1317, il n'était plus de ce monde, puisqu'un acte notarié mentionne Argonus de Ghisolfi, fils de feu Buscarellus<sup>23</sup>. Ce même Argonus obtient du pape Jean XXII en 1329 une dispense de mariage pour sa fille<sup>24</sup>. Les Ghisolfi se créèrent à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle une seigneurie à Matrega; ils se maintinrent jusqu'en 1482 dans cette ville de la péninsule de Taman, sur la route des khanats mongols, où s'était illustré deux siècles plus tôt leur ancêtre, Buscarello de' Ghisolfi.

---

<sup>21</sup> EPSTEIN 1984, p. 90.

<sup>22</sup> JEHEL 1975, pp. 193-215; PISTARINO 1978, pp. 157-69.

<sup>23</sup> PAVIOT 1991, pp. 112-13.

<sup>24</sup> MOLLAT - LESQUEN, doc. 45331, cité par RICHARD 1977, p. 248, n. 75.

## Annexe

### Testament de Buscarello de' Ghisolfi

20 juin 1303.

*Buscarello de' Ghisolfi fait faire son testament. Il désire être enterré en l'église du monastère Saint-André de Sestri Ponente. Il fait de sa femme Grimaldina son exécutrice testamentaire et lui confère la tutelle de ses sept enfants.*

(Archives d'État de Gênes, *Notai ignoti*, Busta 8, fram. 93, cc. 127v-128v).

In nomine domini amen. Ego Buscarellus<sup>a</sup> de Guisulfo, Dei gratia sanus mente et corpore, divinum timens iudicium cuius hora nescitur, contemplatione mee ultime voluntatis, volens testari ne intestatus decederem<sup>b</sup>, de me et rebus meis per presens noncupativum testamentum ut infra ordino et dispono. In primis si me mori contingerit in civitate Ianue, eligo sepulturam meam apud ecclesiam monasterii sancti Andree de Sexto. Item lego pro exequis funeris et sepulture mee libras quindecim ianuinorum; et si forte, quod absit, decederem in mari, ita quod dicte expense non possent fieri pro sepultura mea, volo quod dicte libre quindecim dentur pro anima mea in distribucione<sup>c</sup> Grimaldine uxoris mee. Item lego pro anima mea libras centum ianuinorum, dandas et distribuendas orphanis, viduis, infirmis hospitalium et aliis egenis et miserabilibus personis et religiosis et pro missis canendis, in distribucione dicte<sup>d</sup> Grimaldine uxoris mee, et ad ipsas dandas et distribuendas pro anima mea facio, dimitto, constituo et ordino dictam Grimaldinam, uxorem meam, distributricem, solutricem<sup>e</sup> et executricem et in voluntate ipsius et secundum quod eidem videbitur<sup>f</sup>. Item lego pro anima mea omnes vestes meas in distribucione dicte Grimaldine, uxoris mee. Item lego dicte Grimaldine, uxori mee, dotes et raciones suas, que dotes sunt libre septingente<sup>g</sup> ianuinorum, et libras centum antefacti. Item lego ei libras centum, quas habeo de suis extradotibus. Item dico et protestor et confiteor quod dicta uxor mea habet ultra predicta de suis extradotibus libras trescentas ianuinorum, quas filii mei ab ea habent in accomendacione et quas volo quod ipsa possit habere semper, ad suam voluntatem. Item lego eidem Grimaldine, uxori mee, omnes vestes suas de dorso, quas ipsa habet pro suo vestire et dorso persone sue<sup>h</sup> et annulla et joias suas. Item lego dicte uxori mee totum lectum meum, furnitum cum omnibus pannis et paramentis ipsius lecti et pro ipso lecto. Item lego dicte uxori mee terram meam de Gaiano, cum domo

superposita ad usufructandum et<sup>i</sup> tenendum et gaudendum<sup>i</sup> in vita sua tantum. Item relinquo<sup>k</sup> Argentine et Manfreine, filiabus meis, et cuilibet earum, iure institucionis et falcidie<sup>l</sup> tantum quantum videbitur dicte<sup>m</sup> Grimaldine, uxori mee, et volo quod ipse et quelibet earum debebeant<sup>n</sup> dedicari, monachari vel maritari secundum quod videbitur dicte Grimaldine, uxori mee, et de<sup>o</sup> in eo quod cuilibet earum dicta uxor mea dederit et solverit ad earum maritare vel dedicare, nec aliquid ultra in bonis meis petere possint ipse vel aliqua earum, et volo quod de eo quod ipsa Grimaldina expenderit vel erogaverit in ipsis filiabus meis seu pro ipsis vel aliqua earum maritandis seu monachandis credatur soli verbo dicte uxoris mee, sine testibus et absque aliqua probacione. Et id quod expenderit vel erogaverit possit accipere auctoritate sua propria de bonis meis, absque contradicione heredum meorum et cuiuscumque alterius persone. Item confiteor quod habui et recuperavi dotes<sup>p</sup> Spreciose, filie mee, de bonis quondam Lanfranci Cantelli, olim viri sui, et libras centum pro antefacto, et que dotes et antefactum sunt libre DCCC ianuinarum, quas volo quod ipsa habeat et habere possit semper, ad suam voluntatem, de bonis meis<sup>q</sup> absque condicione heredum meorum. Reliquorum bonorum meorum, mobilium et immobilium, mihi heredes equaliter instituo Raphetum, Argonum, Odoardum et Vivaldinum filios meos, quibus filiis et filiabus meis do et constituo tutricem et curatricem dictam Grimaldinam, uxorem meam. Et volo et ordino quod, si dicta Grimaldina steterit et stare voluerit cum filiis meis predictis absque viro, quod ipsa sit dona et domina omnium bonorum meorum et predictorum filiorum meorum, et quod ipsa utatur camera domus mee, in qua iaceo cum ea, tam illa<sup>r</sup> de civitate quam de villa, et omnibus aliis rebus, sicut faciebat mecum; et volo quod non teneatur nec cogi possit per heredes meos seu per aliquam aliam personam ad aliquam rationem reddendam de tutela predicta seu de eo quod gesserit seu administraverit seu gerere vel administrare debuerit occaxione ipsius tutelle, set soli verbo dicte Grimaldine stetur et credatur de predictis. Et volo et ordino quod, si predictae filie mee decesserint, vel aliqua earum decesserit, infra etatem annorum sexdecim absque herede legitimo de se nato, volo quod filii masculi, qui tunc vivent, ei et eis succedant, et ipsos<sup>s</sup> dictis filiabus meis sic decedentibus, substituo, et si aliqui vel aliquis ex dictis filiis meis decesserit seu decesserint infra etatem annorum XX, absque herede legitimo et de legitimo matrimonio de se nato, volo quod superstes vel superstites ei et eis succedant, et ipsos ad invicem usque ad dictum tempus in dictam formam et modum<sup>t</sup> substituo, prout melius possum. Et si omnes predicti filii mei decesserent infra dictam etatem annorum XX, absque

herede legitimo et de legitimo matrimonio de se nato, substituo ultimo, sic decedenti, fratres meos seu heredes ipsorum masculos in stirpem et non in capita. Item volo et ordino quod sclave mee, videlicet Camosa et Mana, debeant servire dicte Grimaldine, uxori mee, et stare cum ea ad suam voluntatem et quandocumque fuerit de voluntate dicte Grimal(dine)<sup>u</sup> ... de bonis meis prestandis, ita quod heredes mei dominium vel possessionem alicuius rei immobilis per me eis... relicte habere non possint nisi prius quam super se scribi fecerint in cartulario dispendi Comunis Ianue ad expendendum de ea quantitate pro qua expendere consuevi. Et casso et irrito per presens testamentum omnia alia testamenta et quascumque alias ultimas voluntates hinc retro a me facta seu factas<sup>v</sup> et cassa et irrita et nullius valoris esse volo, isto semper firmo manente. Hec est mea ultima<sup>w</sup> voluntas, quam valere volo iure testamenti, que si non valet, saltem valeat iure codicillorum vel iure alicuius alterius ultime voluntatis, prout melius valere et tenere potest. Actum Ianue, in porticu domus domini Egidii Lercarii<sup>x</sup>, anno dominice nativitatis M<sup>o</sup>CCC<sup>o</sup> tertio, indictione quintadecima, die XX iunii, inter nonam et vespas. Testes vocati et rogati Obertus Tregia de Nervio, Manuel Durantis, Gotifredus de Guisulfo, Iohanes Tavayronus de Albario, Franceschinus Lercarius filius domini Egidii, Ardoinus de Lavania et Georgius Fenogius faber.

<sup>a</sup> L: *cancelle*    <sup>b</sup> contemplacione mee ultime: *cancelle*    <sup>c</sup> dicte: *cancelle*    <sup>d</sup> dicte: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>e</sup> et solutricem: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>f</sup> et secundum quod eidem videbitur: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>g</sup> septigente: *le e final est corrigé sur as*  
<sup>h</sup> et dorso persone sue: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>i</sup> signe tachygraphique pour et corrigé sur un signe précédent    <sup>j</sup> et gaudendum: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>k</sup> suit iure institucionis *cancelle*    <sup>l</sup> iure instucionis et falcidie: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>m</sup> dicte: *ajouté dans un second temps entre videbitur et Grimaldine*    <sup>n</sup> sic dans le texte    <sup>o</sup> suit ea...tellio ultra. Et habere possit semper ad suam voluntatem ab...meorum *cancelle*    <sup>p</sup> suit Sple *cancelle*    <sup>q</sup> de bonis meis: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>r</sup> illa: *ajouté au-dessus de la ligne*    <sup>s</sup> ipsos: *o corrigé sur i*    <sup>t</sup> in dictam formam et modum: *ajouté au-dessus de la ligne*  
<sup>u</sup> *suit une ligne illisible en raison de la dégradation du papier en haut de page*    <sup>v</sup> *suit fca seu cancelle*    <sup>w</sup> *suit mea cancelle*    <sup>x</sup> porticu domus dicti Egidii Lercarii: *écrit dans l'interligne au-dessus de domo dicti Buscarelli quam ipse habitat cancelle.*





## *Clarence, escale génoise aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*

«Sa puissance maritime permit à Venise de dominer les eaux de l'Adriatique et d'expulser les Génois tant de l'Adriatique que de la Morée». L'auteur de ces propos, Anthony Luttrell, en écrivant ces mots dans un article sur les relations de Venise avec la principauté d'Achaïe<sup>1</sup>, pensait sans doute que la division entre les régions dominées par les Vénitiens – l'Adriatique, la mer Ionienne et l'ouest de la mer Egée – et celles où s'imposaient les Génois – l'est de la mer Egée – excluait les marchands ligures de la Morée, et, en particulier, du port de Clarence, une ville neuve créée par les Francs dans les premières années de leur conquête du Péloponnèse.

En vérité, l'on sait peu de chose sur les activités d'une ville que bien des historiens présentent comme le principal port de la principauté de Morée, mais sans donner aucun détail. Antoine Bon consacre cinq pages à l'histoire de Clarence dans ses recherches historiques et archéologiques sur la Morée, Hélène Saranti-Mendelovici une dizaine de pages qui portent sur l'histoire et la topographie de la ville, tandis qu'Anna Ilieva s'efforce de rassembler quelques images des villes moréotes à partir des chroniques de Morée et des Tocco<sup>2</sup>. En outre, des études détaillées ont été consacrées au château de Chlémoutsi, près de Clarence, souvent considéré comme l'hôtel des monnaies de la Principauté<sup>3</sup>, et à la monnaie elle-même de Clarence, qui circula en Morée au moins pendant un siècle et demi<sup>4</sup>.

Mais les marchands occidentaux, créateurs de ces activités, restent dans l'ombre la plus complète, si l'on excepte deux pages que Zakythinos leur dédie dans son livre sur le despotat de Morée<sup>5</sup>. Il existe pourtant des sources,

---

\* *Publicato in Byzance et ses périphéries. Hommage à Alain Ducellier*, Toulouse 2004, pp. 185-203.

<sup>1</sup> LUTTRELL 1958, p. 408.

<sup>2</sup> BON, pp. 320-325; SARANTI-MENDELOVICI, pp. 61-71; ILIEVA, pp. 94-119.

<sup>3</sup> SOTIRIOU 1918; SOTIRIOU 1957, pp. 425 et sq.

<sup>4</sup> BON, I, pp. 324-325; DOUROU-ELIOPOULOU, p. 157.

<sup>5</sup> ZAKYTHINOS 1975, II, pp. 256, 263.

parfois bien connues. Les cinq volumes de régestes du Sénat et des autres assemblées de Venise, publiés par Freddy Thiriet<sup>6</sup>, apportent une documentation que vient compléter l'ouvrage de Barisa Krekic sur Raguse et le Levant<sup>7</sup>. La « *pratica della mercatura* » du Florentin Francesco Balducci Pegolotti accorde trois pages à Clarence, qui est aussi mentionnée dans d'autres parties de l'ouvrage, s'intéressant à divers ports méditerranéens<sup>8</sup>. La découverte dans les archives de Gênes de dix-sept actes notariés, échelonnés de 1277 à 1345<sup>9</sup>, apporte un nouvel éclairage sur l'activité commerciale et la monnaie en usage à Clarence, ainsi que sur les marchands génois et leurs affaires dans le plus célèbre port de la Morée.

Un bref historique de la ville de Clarence est un préalable nécessaire. La ville est une création des conquérants, ces chevaliers francs qui en l'espace de quelques années se sont emparés de la presque totalité du Péloponnèse. Ils avaient besoin d'un bon port pour consolider les relations entre la nouvelle principauté et les Etats d'Occident. Ils choisirent l'extrémité septentrionale d'une petite péninsule, Chelonatas, en Elide, le point le plus occidental de la Morée, projeté en mer Ionienne. Comme le rappelle le panégyrique anonyme de Manuel et de Jean VIII Paléologue<sup>10</sup>, la nouvelle ville occupe l'espace où se trouvait dans l'Antiquité la cité de Kyllènè, dont rien ne subsistait au début du XIII<sup>e</sup> siècle. La version française de la Chronique de Morée souligne le fait que l'endroit choisi par les Francs était l'un des meilleurs ancrages de la région et le mieux situé eu égard aux relations avec l'Italie, un fait essentiel à partir du moment (1267) où la Principauté passe pratiquement sous la souveraineté du royaume angevin de Naples<sup>11</sup>. Il suffisait de deux à trois jours de navigation pour aller de Brindisi à Clarence.

Sur la date de la fondation de la ville, la documentation est inexistante. Quand elle rapporte l'arrivée de Robert, cousin de Guillaume de Champlitte, venu de Champagne en se proclamant le seul héritier légitime du prince de Morée, seule la version italienne de la Chronique affirme l'existence de la

---

<sup>6</sup> THIRIET 1958; THIRIET 1966.

<sup>7</sup> KREKIC 1961.

<sup>8</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 116-119, 145, 154, 167.

<sup>9</sup> Cfr. en appendice.

<sup>10</sup> LAMPROS, 4/3, p. 195.

<sup>11</sup> LEONARD, p. 104; GALASSO, pp. 69-74.

ville de Clarence<sup>12</sup>, alors que les versions française, grecque et aragonaise se contentent de dire que le prétendant débarque à Saint-Zacharias, où se trouve maintenant la ville de Clarence<sup>13</sup>. Cela signifie que la ville n'existe pas encore en 1210, lorsque Geoffroy de Villehardouin réussit à expulser son rival. Seule la version aragonaise établit un lien entre la fondation de la ville et la construction de nombreuses fortifications par Guillaume II de Villehardouin<sup>14</sup>, alors que les versions française et grecque mentionnent la ville de Clarence au moment de la campagne victorieuse du prince contre les Grecs à Makryplagi (1264)<sup>15</sup>. On peut en déduire que la fondation de la ville eut lieu pendant le règne de Guillaume II en Morée. A partir de cette période, le nom de Clarence revient souvent dans les différentes versions de la Chronique, surtout après 1278, quand la Principauté passe sous l'autorité de Charles 1<sup>er</sup>, le roi angevin de Naples. Ce nouveau régime favorisa le développement économique de la Morée et les activités des marchands italiens dans son principal port, Clarence.

Quelques mots sur la topographie de la ville. L'existence des murailles a été parfois mise en doute. Traquair, au début du XX<sup>e</sup> siècle, et plus récemment Sotiriou attribuaient la construction des murs à une période postérieure, après la conquête de la ville par les Grecs en 1428<sup>16</sup>. Il paraît invraisemblable qu'une telle cité marchande, où se tinrent d'importants parlements des barons francs, ait pu demeurer sans protection. La publication en 1975 par Schiro de la chronique des Tocco ôte tout doute à cet égard<sup>17</sup>. Quand l'armée de Céphalonie ravagea la place en août 1407, la ville possédait des murailles, au moins deux tours protégeant le port, et une porte<sup>18</sup>. La description révèle la richesse de la ville, bien que la population n'ait pas dépassé trois cents feux, selon le Livre des amendes pour le prince de Savoie<sup>19</sup>, soit environ 1200

---

<sup>12</sup> « La gallea gionse a Chiarenza, fece smontare un uomo a S. Zacaria », HOPF 1873, pp. 431-432.

<sup>13</sup> LONGNON 1911, § 146: « au port de Saint Zacharie ou la ville de Clarence est ores »; SCHMITT, vers 2217-2218; MOREL-FATIO, § 163.

<sup>14</sup> MOREL-FATIO, § 217.

<sup>15</sup> LONGNON 1911, § 407-408; SCHMITT, vers 5843.

<sup>16</sup> TRAQUAIR, pp. 272-279; SOTIRIOU 1957, pp. 477-480.

<sup>17</sup> SCHIRO, vers 648-652.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> SARANTI-MENDELIVICI, p. 65.

habitants. La documentation révèle l'existence d'un couvent et d'une église Saint-François, où se tinrent plusieurs parlements, un hôpital, deux églises, l'une des frères prêcheurs<sup>20</sup>, l'autre consacrée à saint Marc, le patron des Vénitiens qui, sans aucun doute, l'emportaient en nombre sur les autres marchands italiens.

Pegolotti dans sa célèbre « *Pratica della mercatura* » consacre plusieurs pages au commerce de Clarence. Après une brève description de la monnaie en usage, dont nous reparlerons plus avant, et l'exposé des dépenses pour l'hôtel de la monnaie, Pegolotti dresse la liste des droits payables par les marchands: une taxe de 3% sur la valeur des marchandises pour les étrangers, de 2% pour les *burgenses*, c'est-à-dire les habitants de la ville. A l'exportation, les droits sont de 2,25% pour les marchandises devant être pesées, de 1,25% pour les autres. Les biens apportés de l'étranger à Clarence et non vendus sur place peuvent être réexportés en franchise<sup>21</sup>. L'accent principal est mis sur les équivalences de poids et mesures entre Clarence et les autres places de commerce. La liste qui en est dressée indique les liens commerciaux du port moréote: Venise d'abord, puis Thèbes, Nègrepont, Corinthe, Durazzo, Patras et, en Italie, Naples, Ancône, Florence, les Pouilles et la Sicile; de plus Pegolotti donne l'équivalence des poids entre Clarence d'une part, Acre, Alexandrie et Famagouste de l'autre.

Cinquante ans plus tard (entre 1385 et 1386), la « *Pratica datiniana* » élaborée pour les agents de Francesco di Marco Datini, ressemble tout à fait à l'ouvrage de Pegolotti, au moins pour les places de commerce en relations avec Clarence<sup>22</sup>. Pegolotti ne donne une liste des marchandises qu'à propos des relations avec Venise, ce qui signifie que la Sérénissime est le principal partenaire commercial. Le trafic de Venise à Clarence est constitué de draps fins, de cuivre, d'étain et de marchandises légères en caisse. Dans la direction opposée, Clarence envoie à Venise du grain, du sel, de la vélanède, un colorant utilisé par les teinturiers, de la soie, du bougran, des tissus de soie, des raisins, de la cire et des épices, celles-ci apportées de Méditerranée orientale à Clarence qui sert d'entrepôt. L'aspect proprement colonial de ce trafic est ainsi

---

<sup>20</sup> Les deux églises des deux ordres mendiants sont citées dans un document d'Amédée de Savoie, prince d'Achaïe en 1391: cfr. CHRYSOSTOMIDES 1995, p. 196.

<sup>21</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, p. 117.

<sup>22</sup> CIANO 1964, p. 53-57.

souligné: des produits industriels et des métaux en provenance de l'Occident, des produits agricoles venus de l'Orient.

Clarence est en effet souvent considérée comme un port d'escale sur les routes suivies par les galées vénitiennes, mais pas toujours régulièrement; de ce point de vue, Coron et Modon sont des entrepôts plus importants sur les routes maritimes vers l'Orient. Depuis les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle, le Sénat de Venise autorise ses concitoyens à commercer de Clarence en Pouilles et à utiliser la monnaie tournois, celle de la Principauté<sup>23</sup>; ce fait souligne la domination des marchands vénitiens dans l'économie de l'Italie du Sud aussi bien que dans celle de la Morée. En 1289, les frères Stefano et Bartolomeo de Sanella sont établis à Clarence et peuvent consentir un prêt de 1.000 hyperpères en faveur de Galeran d'Ivry<sup>24</sup>. Les décisions du Sénat confirment les écrits de Pegolotti: les Vénitiens apportent des draps de laine et d'autres produits textiles à Clarence, tandis que les exportations sont surtout composées de grain, de sel et de coton. En 1297, un consul vénitien à Clarence est mentionné pour la première fois<sup>25</sup>. Il dut avoir beaucoup à faire, si l'on en juge par le nombre élevé de plaintes déposées par les Vénitiens contre les autorités de la Principauté: en 1309, 1341, 1357 plusieurs d'entre eux sont arrêtés et leurs biens confisqués. Il n'y a pas à s'étonner si de temps en temps le Sénat interdit le commerce avec la Morée et réclame un dédommagement pour ses concitoyens lésés, ainsi que la totale application de l'exemption douanière, dont les Vénitiens ont bénéficié dès la fondation de la Principauté<sup>26</sup>. C'est encore pire à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, quand le pouvoir des Latins s'effondre; les marchands vénitiens ne fréquentent plus Clarence et sa foire de la saint Demetrius qui se tenait le 26 octobre. On peut considérer que l'apogée du commerce vénitien à Clarence se situe entre les années 1280 et le second tiers du XIV<sup>e</sup> siècle. L'enquête effectuée en 1402 pour savoir si la population locale accepterait une souveraineté vénitienne ne donna aucun résultat positif<sup>27</sup>.

---

<sup>23</sup> THIRIET 1966, nn. LV et CXVI.

<sup>24</sup> BON, I, p. 164.

<sup>25</sup> THIRIET 1966, n. CCX.

<sup>26</sup> THIRIET 1958, I, nn. 131, 209, 271.

<sup>27</sup> *Ibidem*, II, nn. 1082 et 1084.

La documentation est plus rare sur les activités des autres Occidentaux à Clarence. A en croire Pegolotti et la «Pratica datiniana», les relations les plus étroites sont établies avec les centres voisins, Thèbes, Patras, Corinthe et Nègrepont, dont les mesures sont indiquées en équivalence avec celles de Clarence. Les marchandises sont différentes d'une place à l'autre: Thèbes envoie du grain et du vin, Nègrepont de la cire, Corinthe ses célèbres raisins; mais les produits de Patras ne sont mentionnés que dans la «Pratica datiniana», où la soie, les grains et un produit colorant, la *grana*, sont les principales exportations<sup>28</sup>.

En dehors de Venise, les autres villes italiennes occupent peu de place dans les manuels de marchandise. Vers Ancône, Clarence envoie aussi des produits agricoles, la vélanède, du chanvre, des raisins, du sel, des grains et de l'orge; vers les Pouilles et Naples, des grains, de l'argent, de la soie, et du *kermes*, autre produit colorant. Florence reçoit des grains, la vélanède et des raisins. La «Pratica datiniana» reprend exactement ce que Pegolotti écrivait plusieurs décennies plus tôt.

Mais certaines villes, non mentionnées dans les manuels de marchandises, avaient des relations commerciales avec Clarence. Raguse est de celles-là. Les documents publiés par Barisa Krekic démontrent que les marchands ragusains fréquentaient les marchés de la Morée dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>29</sup>. Ils allaient y chercher du millet, de l'orge, du sel et de la cire. Ces marchands ragusains sont souvent associés à des Ancônitains. Mais, eu égard aux contrats de nolisement qui concernent de très petits bâtiments montés par une dizaine de marins tout au plus, le niveau de leurs affaires dans la Principauté n'était pas très élevé. Ce n'est qu'au XV<sup>e</sup> siècle que les despotes de Mistra s'efforcèrent de les attirer vers le Péloponnèse, pour leur faire prendre la place des Vénitiens ayant préféré éviter le Despotat qui s'est emparé de Clarence en 1428<sup>30</sup>.

Gênes n'est jamais mentionnée dans les livres de marchandise du Moyen Age comme un centre de commerce actif avec Clarence. Pourtant, des documents inédits des archives notariales génoises révèlent les activités des marchands ligures dans une région qui était jusqu'ici considérée comme un monopole vénitien. Il s'agit de dix-sept actes notariés instrumentés entre

---

<sup>28</sup> CIANO 1964, pp. 53-58, 60, 85.

<sup>29</sup> KREKIC 1961, docc. 9, 17, 84.

<sup>30</sup> *Ibidem*, pp. 50-51.

1277 et 1345, provenant de neuf minutiers différents, dont sept rédigés par le même notaire.

Douze actes sont de simples *acomendaciones*, l'instrument typique des contrats notariés aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles: ils mettent en présence un marchand sédentaire apportant le capital à investir, et un marchand itinérant qui s'engage à faire fructifier à l'étranger les sommes ou les biens qui lui sont confiés, la répartition des bénéfices étant habituellement de trois quarts pour le marchand sédentaire et d'un quart pour son partenaire<sup>31</sup>. Dans les documents génois concernant Clarence, la part de bénéfice n'est mentionnée que dans cinq actes, parmi lesquels, contrairement à l'usage, elle atteint la moitié dans deux contrats. Cela peut indiquer que l'activité commerciale est exceptionnelle dans une région ou une ville considérées comme dangereuse ou presque inconnue du voyageur qui, en conséquence, se voit promettre une part plus grande de bénéfice. Deux contrats de change, rédigés selon la forme habituelle qui cache la somme réellement accordée à Gênes, un prêt, un contrat de nolisement pour une modeste cargaison, et une procuration pour recouvrer une créance et investir l'argent à Clarence, complètent les contrats de commande.

Ces actes se répartissent sur une longue période de temps, à l'exception de onze d'entre eux, instrumentés entre février 1287 et mars 1288. Correspondraient-ils à des événements particuliers dans l'histoire de la Principauté? L'année 1277, qui précéda le passage de la Morée sous la souveraineté angevine, n'est guère représentée dans les sources. Dix ans plus tard, selon Antoine Bon<sup>32</sup>, la paix régnait en Morée au temps du bailliage de Guillaume de la Roche, le premier duc d'Athènes. Or, dans son duché, Guillaume avait ordonné de mettre en circulation une monnaie tournois, sur le modèle des deniers génois, symbolisés par une porte<sup>33</sup>. Les Génois qui organisèrent l'expédition commerciale de 1287-288, auraient-ils voulu tirer avantage de l'amitié du bailli envers leur ville, amitié se traduisant par le choix du symbole génois sur la monnaie moréote? Le contrat de 1304 est rédigé en juillet, bien avant le conflit entre Charles II et Philippe de Savoie, privé de son pouvoir en Morée, au bénéfice de Philippe de Tarente, le fils du roi

---

<sup>31</sup> PRYOR 1977, p. 5-37; BALARD 1978, II, pp. 600-608.

<sup>32</sup> BON.

<sup>33</sup> METCALF 1960, pp. 38-59; METCALF 1979, pp. 247-254.



angevin<sup>34</sup>. En 1317, les chefs des principales familles guelfes de Gênes renversent le gouvernement gibelin avec l'aide de Robert de Naples<sup>35</sup>. Il n'y a pas à s'étonner si la même année les Génois s'efforcent de rétablir des liens avec Clarence, où le roi angevin renforce son contrôle<sup>36</sup>. Le dernier contrat, daté de 1345, n'est lié à aucune circonstance particulière; il intervient un an avant l'expédition victorieuse de Simone Vignoso contre Chio et la montée de la tension entre Venise et Gênes, un conflit qui peut interdire la poursuite des activités commerciales génoises dans la Principauté.

Regardons maintenant les parties en présence dans les actes notariés. Ceux-ci mettent d'abord en évidence les liens de famille. Deux contrats sont conclus entre un beau-père et son gendre, mais, curieusement c'est ce dernier qui apporte le capital à son beau-père, partenaire actif de l'association. Le contrat de 1288 présente le système habituel dans lequel un père aide son fils en lui fournissant le capital commercial, qui s'élève ici à 800 livres de Gênes, le plus gros investissement rencontré dans nos actes. Les contractants représentent tout l'éventail de la société génoise à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle: des investisseurs d'un rang social moyen, tels ces Ligures installés depuis peu à Gênes et qui conservent le nom de leur ville d'origine, Arenzano, Sestri ou Varese; des artisans plaçant quelques modestes sommes dans le commerce d'outre-mer: Giacomo Codotto et Ansaldo di Arenzano, deux drapiers, appartiennent au métier le plus intéressé par le commerce à longue distance, tandis que les tailleurs, comme Niccolò Monca, réalisent des investissements modiques<sup>37</sup>. Enfin, la liste comprend des membres de l'aristocratie marchande de Gênes. Les di Negro, par exemple, viennent au second rang des investissements vers Constantinople et le Levant, après la célèbre famille des Zaccaria<sup>38</sup>. Les Malocello, Maruffo, Guercio comptent aussi parmi les grandes familles commerçantes et appartiennent à des clans familiaux (*alberghi*) nobles de Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle<sup>39</sup>.

---

<sup>34</sup> LONGNON 1949, pp. 281-288.

<sup>35</sup> VITALE 1955, p. 101.

<sup>36</sup> BON, pp. 194-195.

<sup>37</sup> BALARD 1978, II, p. 518.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 524.

<sup>39</sup> HEERS 1974; GRENDI 1975a, pp. 241-302.

Le groupe des actes rédigés en 1287 exprime la véritable organisation d'une entreprise commerciale. Ils mettent en présence huit marchands sédentaires, mais seulement quatre associés itinérants en dix contrats: Manuele Guercio, Pietro de Domo, Andriolo Gabernia et Simone Malocello. Si les marchands sédentaires s'efforcent de diviser les risques du commerce d'outre-mer en accordant leurs capitaux à plusieurs partenaires actifs, ceux-ci ont donc besoin de plusieurs investissements provenant de différentes personnes pour entreprendre un voyage fructueux. Les contrats soulignent également la rotation rapide des capitaux, car les sommes confiées proviennent d'*accomendaciones* antérieures, remboursées par les partenaires actifs, qui de nouveau se lient par contrat avec leurs précédents investisseurs. Grâce au système des procurations, ils n'ont pas besoin d'être présents lors de la rédaction de l'acte: le 19 février 1287, Ansaldo de Maraboto représente les intérêts d'Andriolo Gabernia, tandis que le 26, ce dernier, devant le notaire, est chargé de recouvrer auprès de Ghisolfino de Guisulfo à Clarence une certaine somme au profit de Simone Malocello. Ainsi un échantillon limité d'actes notariés souligne les liens complexes entre les membres de la classe marchande génoise.

Leurs affaires sont étroitement imbriquées. D'un acte à l'autre, les sommes investies présentent une grande disproportion. Le prêt, *gratis et amore*, selon la formule notariale habituelle, accordé par Andriolo della Scala à Manuele Guercio en 1287 n'est que l'argent peu à peu économisé par un pauvre diable qui le confie à un riche marchand chargé de le remettre au propre fils d'Andriolo à Clarence. Comme dans d'autres contrats de ce genre, il est probable que le montant initial était inférieur à celui qu'indique le notaire, afin d'échapper à la prohibition du prêt à intérêt par l'Eglise. D'autre part, trois contrats de commande concernent des sommes importantes: Manuele Guercio porte à Clarence 428 livres de Gênes, Pietro de Domo 562 livres en trois contrats et surtout Giacobino Mariono 800 livres en un seul contrat. Ces investissements supposent un niveau d'affaires élevé, car ces marchands ont pu conclure d'autres actes, aujourd'hui perdus, avec d'autres partenaires pour le même voyage. Mais si l'on considère le montant total des sommes investies dans le commerce avec Clarence, la conclusion est quelque peu différente. De fait, avec 2.395 livres de Gênes investies en quinze contrats, la moyenne est de l'ordre de 160 livres par acte, alors qu'elle est de 235 livres pour les investissements dans le commerce de Romanie aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles<sup>40</sup>. Si l'on

---

<sup>40</sup> BALARD 1978, II, p. 512.

excepté les trois gros investissements indiqués ci-dessus, il semble patent que les Génois n'ont que des intérêts mineurs à Clarence, en comparaison de leurs activités dans d'autres régions méditerranéennes à la même période.

Parmi ces actes notariés figurent deux contrats de change, rédigés selon la formule habituelle: la somme confiée à Gênes au partenaire actif n'est pas indiquée, mais seulement le montant réel à rembourser en monnaie étrangère. Le contrat permet le rechange, de sorte que le formulaire pour des « changes secs » est en place au début du XIV<sup>e</sup> siècle, une pratique habituellement estimée plus tardive. Ces deux contrats font référence à plusieurs monnaies. L'*hyperperon* de Clarence n'est qu'une monnaie de compte dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle. Pegolotti dans son traité déclare que l'*hyperperon* équivaut à sept *grossi* ou à vingt *sterlini* ou à quatre-vingt tournois<sup>41</sup>. Dans l'acte de 1317, l'*hyperperon* est donné comme équivalant à sept *ducati de argento* et trois *denarii*. L'expression *ducati de argento* semble étrange, puisque le ducat vénitien, frappé à partir de 1284, est la principale monnaie d'or utilisée dans le commerce à longue distance dans toute la zone méditerranéenne. On attendrait plutôt les mots *grossi* ou *solidi*, désignant tous deux la monnaie d'argent. Vraisemblablement, *ducati de argento* est synonyme de *grossi* et souligne la prééminence de la monnaie vénitienne en Grèce centrale<sup>42</sup>. En 1317, l'*hyperperon* de Clarence paraît surévalué, en comparaison avec les équivalences données par Pegolotti, en raison sans doute de la rapide dévaluation de la monnaie d'argent à Gênes avant 1328, plus rapide que l'évolution de la monnaie d'argent à Venise où la ratio argent/or reste un peu plus basse qu'à Gênes<sup>43</sup>. Si l'on accepte les chiffres de Pegolotti, l'*hyperperon* équivaut à 13,6 g. d'argent, alors que le montant des *denarii* équivaudrait à 15,7 g. d'argent<sup>44</sup>; le rechange donnerait au prêteur 21,6 g. d'argent. La disproportion entre change et rechange représenterait un coût élevé pour un voyage si court, ce qui est souvent le cas pour les places de commerce où la pratique du change ne correspond pas à un niveau élevé d'activités commerciales.

---

<sup>41</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 116-117; METCALF 1979, p. 261.

<sup>42</sup> STAHL, p. 2.

<sup>43</sup> PESCE - FELLONI, pp. 223-224; LUZZATTO, pp. 97 et 215; BALARD 1978, II, p. 650.

<sup>44</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 116 et 149 et METCALF 1979, p. 261.

Le second contrat de change, daté de 1345, fait place à la monnaie la plus utilisée dans la Principauté, les deniers tournois, qui, selon Metcalf<sup>45</sup>, furent frappés pour la première fois en Morée au début des années 1260, sur le modèle de la petite monnaie capétienne. Le mot utilisé par le notaire génois *tornaselis parvis* pourrait faire naître une confusion avec la frappe vénitienne des *torneselli*, mais ces derniers n'ont été émis qu'à partir de 1353<sup>46</sup>. Notre document se réfère aux deniers tournois, frappés par l'hôtel des monnaies de Clarence jusqu'aux années 1330, mais qui ont circulé dans toute la Morée au cours du XIV<sup>e</sup> siècle. Comme c'est l'usage dans un contrat de change, la somme remise à Gênes est inconnue, mais le taux de rechange manifeste une nouvelle dévaluation de la monnaie d'argent génoise, qui équivalait à 2,16 g. d'argent dans les années 1320 et tombe à 1,71 g. vers 1340<sup>47</sup>. Le taux de rechange indiqué dans le document de 1345 ne correspond pas à la valeur réelle de la monnaie d'argent génoise.

L'activité commerciale n'est pas seulement affaire d'investissements et de monnaie, mais aussi de marchandises et de moyens de transport. Trois contrats citent les navires utilisés par les marchands: une *navis* en 1277, c'est-à-dire un navire rond équipé d'une voile latine et de gouvernails latéraux, deux galères en 1287 et, à une date incertaine, un navire long utilisé pour le transport de marchandises précieuses et navigant *de conserva*, afin d'éviter les méfaits des pirates. Une seule marchandise est clairement mentionnée, les draps de laine, qui constituaient une grande part des cargaisons d'Occident vers l'Orient. Peut-être que les investissements effectués par les deux drapiers comportaient aussi des draps. On ignore tout du fret de retour; il faudrait disposer de reçus dans les archives notariales pour déterminer quelles marchandises revenaient vers l'Occident.

Les actes notariés génois de Clarence nous conduisent à trois conclusions. Le type de commerce qu'ils révèlent est tout à fait semblable à celui que mettent en œuvre les autres marchands occidentaux en Morée: un commerce de type colonial, fondé sur l'importation des draps de laine et d'autres produits industriels de l'Occident, et l'exportation de denrées agricoles, de grains et de matières premières utilisables par l'artisanat occidental. Ces actes

---

<sup>45</sup> *Ibidem*, pp. 247-254.

<sup>46</sup> STAHL, p. 7-8.

<sup>47</sup> BALARD 1978, II, p. 650.

démontrent d'autre part la solution de continuité des liens commerciaux, limités à de courtes périodes qui correspondent à des temps de paix dans la Principauté, gouvernée par des baillis ou des rois angevins, tels que Robert de Naples, allié de Gênes. Enfin, bien que ces contrats montrent l'effort des marchands génois pour pénétrer dans des régions dominées par les Vénitiens, cet effort tourne court. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et dans les premières décennies du XIV<sup>e</sup> siècle, la Principauté de Morée reste le domaine des hommes d'affaires vénitiens. La division de la mer Egée entre les possessions vénitiennes à l'ouest et celles de Gênes à l'est demeure une réalité incontestable.

## *Les Grecs de Chio sous la domination génoise au XIV<sup>e</sup> siècle*

Les destins des petites communautés passées sous une domination étrangère se ressemblent: elles succombent à une guerre-éclair menée par des forces supérieures à celles dont elles disposent; elles prennent la route de l'exode qu'interrompt la conclusion d'un armistice; elles organisent face à l'occupant une résistance passive ou active, avant d'accepter la coexistence et, pour certains de leurs membres, la collaboration avec l'étranger, en attendant une hypothétique libération. Tous ces épisodes se retrouvent dans l'histoire de Chio au XIV<sup>e</sup> siècle; on y voit une communauté vaincue essayer de secouer la domination génoise, avant de s'y résigner, et d'essayer d'en tirer parti.

En 1346, les Génois n'étaient pas des inconnus pour les Grecs de Chio. Pendant vingt-cinq ans, de 1304 à 1329, l'île avait été occupée par les Zaccaria qui l'avaient reçue du basileus en concession temporaire et renouvelable. Le désir de Martino Zaccaria de s'affranchir de toute sujétion à l'égard de Constantinople avait provoqué l'intervention navale d'Andronic III qui, en s'appuyant sur un mouvement nationaliste, avait réussi à réoccuper Chio en 1329, malgré une ultime tentative de Benedetto II Zaccaria<sup>1</sup>. De 1329 à 1346, l'île, dirigée au nom du basileus par un gouverneur grec, installé dans la citadelle édiflée par les Zaccaria, partage le sort de l'empire byzantin.

Les Génois ne pouvaient renoncer aussi facilement à un territoire qui fournissait des produits aussi recherchés que le mastic et constituait un excellent poste pour contrôler les échanges commerciaux avec l'Anatolie voisine; le port de Chio assurait en outre aux convois chargés de l'alun de Phocée une protection contre les pirates turcs, catalans ou vénitiens. Le 15 juin 1346, une flotte de vingt-neuf galères, placées sous le commandement

---

\* Pubblicato in *Byzantinische Forschungen*, 5, Amsterdam 1977, pp. 5-15.

<sup>1</sup> Sur la première domination génoise à Chio, cfr. HEYD, pp. 463 et 486; MILLER, pp. 42-55; LOPEZ 1938, p. 283; LOPEZ 1933, pp. 213-233; GATTO, pp. 325-345; LEMERLE, pp. 51-56; ARGENTI 1958, I, pp. 54-65; PISTARINO 1969a, pp. 10-17; LAIOU 1972, pp. 153-154 et 261 n. 75; BALARD 1978, I, pp. 119-126.

de Simone Vignoso, bat de vitesse les Vénitiens et l'expédition pontificale du dauphin Humbert du Viennois et vient mettre le siège devant Chio. Près de 4.500 hommes s'emparent en huit jours de l'île tout entière, sauf de la forteresse où s'enferment la noblesse grecque et la garnison byzantine. La crise politique, alors à son paroxysme à Byzance, la faiblesse des moyens dont pouvait disposer l'impératrice-régente empêchent Anne de Savoie de secourir les assiégés qui capitulent le 12 septembre 1346, au moment même où, nous dit Cantacuzène<sup>2</sup>, quelques trirèmes commandées par Phakeolatos prenaient la mer pour porter secours aux défenseurs. Ayant appris la reddition de ses compatriotes, l'amiral byzantin fit rapidement demi-tour<sup>3</sup>.

Avant même la capitulation de la forteresse, les premiers succès des Génois avaient incité les Grecs à quitter leur établissement d'origine. Ce fut par exemple le cas de la Nea Moni, le plus célèbre couvent de l'île. D'après un récit tardif, rédigé par le didascale Nicéphore à partir de traditions répandues dans les milieux monastiques, la Nea Moni aurait été alors désertée<sup>4</sup>. Les moines, partis précipitamment, auraient perdu une partie des objets sacrés et des dons accordés par les basileis à leur couvent. L'un d'eux, originaire de Pyrghi, petite bourgade au sud de l'île, aurait emporté avec lui l'icône de la Theotokos et serait venu la cacher dans son village. A sa mort, le pappate du lieu rapporta la sainte image au couvent et s'y fit moine en compagnie de ses deux fils. Quoique les faits allégués dans le recueil *Tà Neamonisiá* soient incontrôlables, ces récits populaires, fortement imprégnés de légendes, ont une part de vérité. Pour les « puissants » de Chio – la Nea Moni, grand propriétaire, en était – la conquête génoise livrait l'île à des hérétiques et à des spoliateurs.

Aussi, pour éviter un tel bouleversement et calmer la grande peur des Grecs, Simone Vignoso, le jour même de la reddition de la forteresse, prend soin de conclure avec la noblesse de l'île un traité réglant les rapports entre les Génois et les Grecs<sup>5</sup>. Une telle prévoyance prouve que les conquérants ont systématiquement préparé leur entreprise et n'ont rien négligé pour

---

<sup>2</sup> CANTACUZÈNE, II, pp. 583-584.

<sup>3</sup> Sur tout ceci, cfr. ARGENTI 1958, I, pp. 91-95.

<sup>4</sup> *Neamonisia*, pp. 102-103.

<sup>5</sup> Édition du traité par ARGENTI 1958, II, pp. 28-32, qui en donne un résumé au I, pp. 97-100.

qu'elle réussisse, en offrant aux vaincus des mesures d'apaisement<sup>6</sup>. Au point de vue religieux, les Génois promettent de ne point toucher aux églises, aux monastères et à leurs revenus, de laisser au clergé orthodoxe la possibilité de choisir un métropolitain. Le statut des personnes n'est guère modifié: les Grecs jouissent d'une entière liberté de mouvement; les privilèges jadis accordés à des particuliers par *prostagma* ou par chrysobulle<sup>7</sup> sont reconnus, la Commune de Gênes se contentant de substituer son autorité à celle du basileus, en matière de juridiction, de défense et d'imposition. Enfin les biens et propriétés des Grecs ne font l'objet d'aucune confiscation, à l'exception de 200 maisons de la citadelle de Chio qui seront vendues aux Latins à un prix fixé par une commission mixte. La modération de ces clauses pouvait faire espérer aux compagnons de Vignoso que les Grecs accepteraient les cadres ainsi définis d'une paisible coexistence inter-ethnique. En fait, le sentiment national, l'attachement à Byzance et à l'orthodoxie sont si vifs que les Grecs ne peuvent supporter une capitulation imposée par la force des armes, et la domination d'étrangers dont l'appartenance à l'Église de Rome suscite au moins autant de répugnance que la violation perpétrée contre les droits du basileus.

La résistance des Grecs de Chio est d'abord soutenue par une intervention extérieure. Tzybos, l'ancien gouverneur de l'île, que les Génois avaient peut-être imprudemment placé à la tête de la Nouvelle-Phocée, réunit quelques mercenaires, sans attendre l'aval du basileus, débarque à Chio non sans résistance et contraint la garnison génoise à s'enfermer dans la citadelle. Les assiégés sont secourus par des compatriotes, Tzybos tué dans une bataille qui tourne vite à l'avantage des Latins<sup>8</sup>. Ayant perdu l'espoir d'être secourus de l'extérieur, les Grecs de l'île n'ont d'autre solution que de se débarrasser des compagnons de Vignoso, à la faveur d'un complot dont le métropolitain prend la tête. Il s'agit, nous apprend une source tardive mais digne de foi<sup>9</sup>, de rendre l'île à l'empire en assassinant les chefs génois réunis pour célébrer la fête de Pâques. Les conjurés, dénoncés aux Mahonais, sont arrêtés, jugés sommairement et pendus à la porte de la citadelle, à l'exception du métro-

---

<sup>6</sup> PISTARINO 1969a, pp. 24-25.

<sup>7</sup> Sur la diplomatie byzantine, cfr. DÖLGER - KARAYANNOPOULOS, pp. 109-128.

<sup>8</sup> CANTACUZÈNE, III, p. 83.

<sup>9</sup> Biblioteca civica Berio, Gênes, Sezione di conservazione, m.r. I, 1.21, *Istoria dell'Isola di Scio*, cc. 28-29.



polite qui est exilé et remplacé par un *dichaios*, dont la désignation doit être à l'avenir approuvée par les Mahonais, au lieu de l'être par le patriarcat de Constantinople. Les biens des condamnés, qualifiés de *xelimata* en grec et de *chisilima* dans la langue des notaires<sup>10</sup>, sont confisqués, distribués aux dénonciateurs, aux Mahonais et à des colons latins attirés dans l'île. L'aide extérieure et la résistance intérieure ayant ainsi échoué, il faut s'installer dans une coexistence, rendue plus supportable à partir du moment où le basileus lui-même accepte le fait accompli. Deux chrysobulles de Jean V, en 1355 et en 1367, sauvent les apparences d'une souveraineté impériale, tout en accordant l'île de Chio aux Mahonais: pratiquement délaissés par Constantinople, les Grecs sont contraints à la soumission<sup>11</sup>. C'est alors que les documents génois, à défaut de sources grecques trop rares, nous font mieux connaître cette communauté sujette qui passe en quelques décennies de l'hostilité à certaines formes de collaboration avec ses vainqueurs.

Quantitativement, les Grecs de Chio ne sont pas très nombreux au XIV<sup>e</sup> siècle. Un rapport du podestat Nicolo Fatinanti, rédigé en 1395, dénombre 2142 chefs de famille d'origine grecque, y compris les marins de la galère des Mahonais et 130 personnes de plus de soixante-dix ans ou infirmes, mais à l'exclusion des travailleurs occupés aux soins du lentisque et à la production du mastic<sup>12</sup>. Au total, le nombre des feux ne doit guère dépasser le chiffre de 2.200, de telle sorte qu'à peine plus de 10.000 Grecs habiteraient l'île à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, la densité étant alors voisine de 12 habitants au kilomètre carré<sup>13</sup>. La répartition est tout à fait inégale: alors que le Kampos, la côte orientale et le sud de Chio sont assez bien occupés, l'ouest et le centre, région très montagneuse, sont pratiquement vides, à l'exception de quelques gros villages isolés<sup>14</sup>. Un tel contraste n'est pas particulier à Chio: comme Mytilène, toute proche, l'île est tout entière tournée vers la côte micrasiatique. Les nécessités des échanges et les impératifs de la défense militaire et navale jettent Chio du côté de l'Asie.

---

<sup>10</sup> Sur ce terme, cfr. ARGENTI 1958, I, p. 653 n. 2.

<sup>11</sup> *Ibidem*, II, pp. 173-175 et 176-177.

<sup>12</sup> *Ibidem*, II, p. 148.

<sup>13</sup> L'île de Chio a une superficie de 858 km<sup>2</sup>, cfr. PHILIPPSON, IV, pp. 245-257. A titre de comparaison, on peut rappeler que le recensement grec de 1971 attribue à l'île de Chio une population de 53.948 habitants.

<sup>14</sup> Sur la topographie de Chio, cfr. ZOLOTAS, pp. 5-281.

Unis dans leur opposition aux vainqueurs, les Grecs de Chio sont socialement très divisés. En tête vient la noblesse locale, les archontes, héritiers des « puissants » de jadis, grands propriétaires, protecteurs des couvents, bénéficiaires des faveurs impériales, porteurs de titres auliques byzantins, tels le grand fauconnier Argenti et le grand sacellaire Micali Coresi, qui représentent la communauté grecque lors de la conclusion du traité de septembre 1346<sup>15</sup>, ou comme Caloianni Tzybos que Cantacuzène nomme « le plus puissant des Chiotès »<sup>16</sup>. Ces archontes n'ont pas tous également participé au complot mené par le métropolitain; si les biens de Vasili Argenti ont été confisqués, d'autres membres de la même famille (Leonidas, Baptistus et Julianus) sont en relations d'affaires avec des Génois<sup>17</sup>. Les Schilizzi, Coresi, Agelasto ont maintenu leur rang et conservé, c'est probable, leurs domaines fonciers dans l'île<sup>18</sup>. La prudence des Génois fut de ne rien changer aux habitudes de la noblesse locale, à condition bien sûr qu'elle n'ait point été mêlée au complot contre les Mahonais. Bien plus, les nouveaux maîtres s'efforcèrent d'attirer ces élites en les faisant participer au renouveau de la vie économique.

Une moyenne bourgeoisie, d'importance numérique très limitée, est également l'objet de quelques faveurs: des banquiers aux services desquels recourent les Mahonais souvent à court d'argent, des notaires qui instrumentent exclusivement pour la communauté grecque, mais dont les actes acquièrent valeur légale auprès des Latins, des hommes d'affaires enfin auxquels l'on confie quelques responsabilités administratives au sein des commissions gouvernementales<sup>19</sup>. Les actes notariés génois mentionnent en outre des artisans et boutiquiers, fabricants de chausses, bouchers, boulangers, tenanciers de tavernes, maçons, maîtres de hache, menuisiers et calfats, ces trois derniers métiers étant exonérés du paiement de l'*angaria*.

---

<sup>15</sup> ARGENTI 1958, II, p. 29.

<sup>16</sup> CANTACUZENE, I, p. 371.

<sup>17</sup> ARGENTI 1958, III, pp. 545-547; Archivio di Stato di Genova (= ASGe), *Notai antichi*, n. 542, Donato di Chiavari 1394, docc. 212 et 213 (BALARD 1988b, docc. 33 et 34, pp. 98-106).

<sup>18</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 422; n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 141; n. 542, Donato di Chiavari 1394, docc. 203 et 207 (BALARD 1988b, docc. 24 et 48, pp. 79-80, 136-140). Sur toutes ces familles nobles, on consultera surtout ARGENTI 1955.

<sup>19</sup> GIOFFRÈ 1962a, p. 356; ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 112; n. 603, Giovanni Balbi, docc. 363 et 434; n. 175, Antonio Fellone, cc. 108v, 112r, 148r.

La masse de la population vit toutefois à la campagne, sur les terres fertiles du Kampos, dans les bassins intérieurs de la Catomorea ou dans les vallées verdoyantes de l'Apanomorea<sup>20</sup>. Quelques-uns de ces paysans se voient confier les terres *chisilimata*, concédées à des colons latins qui ne les exploitent pas directement, mais se contentent d'en percevoir les revenus<sup>21</sup>. Les formes de subordination sont-elles semblables sous la domination génoise à ce qu'elles étaient à l'époque byzantine? Question difficile, à laquelle on ne peut apporter que quelques éléments de réponse. Le chroniqueur de la Nea Moni déclare par exemple qu'avant même la conquête de 1346 les moines avaient abandonné la vie communautaire, en raison du manque de blé et de l'insuffisance numérique des douloparèques<sup>22</sup>. Il y eut donc déclin de la grande propriété monastique, ce qui ne signifie pas que les « puissants » laïcs aient eu des difficultés à maintenir leur domination économique. Les Mahonais, quant à eux, se sont surtout souciés d'assurer la production régulière du mastic. Les obligations pesant sur les travailleurs qui soignent les lentiques rappellent peut-être les contraintes auxquelles étaient assujettis les parèques. Dispensés de l'*angaria*, ces paysans sont astreints sous surveillance à livrer chaque année une quantité déterminée de mastic, et de lourdes peines corporelles et financières frappent les contrevenants<sup>23</sup>. Le changement de domination ne s'est donc point accompagné d'un allègement du système fiscal. Les Génois se sont substitués à l'administration impériale pour tirer profit des contraintes pesant de longue date sur les paysans.

La coexistence de la communauté grecque avec les nouveaux maîtres ne réussit pas également aux divers niveaux de la société. Coexister signifie d'abord partager les mêmes quartiers, parfois le même toit. Bien qu'ils aient exigé qu'on leur livrât 200 maisons de la citadelle en 1346, les Génois n'ont pas provoqué un bouleversement total dans l'habitat. Des Grecs continuent à résider dans le *castrum* de Chio, à côté des Juifs et des Mahonais<sup>24</sup>. Le mélange ethnique est surtout important dans les bourgs, par exemple dans les quartiers de Vlataria et de Parrichia où les maisons des Latins et des Grecs se

---

<sup>20</sup> ZOLOTAS, pp. 181-195.

<sup>21</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, c. 139r.; n. 542, Donato di Chiavari 1394, doc. 201 (BALARD 1988b, doc. 22, pp. 72-76).

<sup>22</sup> *Neamonisia*, p. 114.

<sup>23</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 192-197.

<sup>24</sup> *Ibidem*, III, p. 526 et ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, c. 149v.

touchent<sup>25</sup>. Dans la riche plaine du Kampos, les Mahonais se sont constitué de vastes domaines, à Sklavia, Stous Hephta, au Kamenos Pyrgos, au détriment des biens des conjurés, mais à côté des grandes propriétés des Argenti et des Schilizzi<sup>26</sup>. Dans le reste de l'île, les rapports quotidiens sont très réduits: deux ou trois hommes d'armes seulement assurent dans les gros villages une présence génoise qui ne dut guère modifier les coutumes ancestrales<sup>27</sup>.

Coexister implique aussi des échanges linguistiques. La Mahone entretient plusieurs interprètes officiels, dont un Grec portant le titre de scribe de Chio<sup>28</sup>. Mais il y a aussi beaucoup d'interprètes occasionnels et de Grecs qui connaissent des rudiments de latin ou de génois. Plusieurs actes notariés sont conclus entre membres des deux communautés, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à un quelconque interprète<sup>29</sup>. Le rapprochement alla-t-il jusqu'au mélange des sangs? malgré la pauvreté de nos sources, l'on peut constater que les mariages mixtes ne sont pas rares dans le cercle des Mahonais, mais très peu nombreux dans les couches sociales inférieures<sup>30</sup>. Incontestablement l'élite génoise a voulu se rapprocher de la noblesse de Chio, en se l'associant par des liens familiaux.

Dans le domaine religieux, la communauté grecque préserve jalousement ses traditions et les contacts sont peu fructueux, dans la mesure où l'orthodoxie est le principal support du nationalisme hellénique. Après l'échec du complot de 1347, les Mahonais savent respecter les usages des habitants; leur témoignage en justice, domaine où les Grecs jouissent de droits égaux à ceux des Génois, s'accompagne d'un serment prêté sur les icônes<sup>31</sup>. Ils assu-

---

<sup>25</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 144r et 149v; n. 542, Donato di Chiavari 1394, docc. 207 et 258 (BALARD 1988b, docc. 28 et 64, pp. 79-80, 174-176).

<sup>26</sup> SMITH, pp. 48-50 et 117.

<sup>27</sup> Cfr. le tableau des *stipendiarii* à la solde de la Mahone in ARGENTI 1958, I, pp. 385-386.

<sup>28</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, cc. 140r, 141r, 142r-v-143r, 145v, 151r; n. 523, Gregorio Panissaro, docc. 62, 100, 122; n. 603, Giovanni Balbi, docc. 360, 434, 508; n. 418, Cristoforo Revellino, c. 8v.

<sup>29</sup> ARGENTI 1958, III, pp. 516, 526; ASGe, *Notai antichi*, n. 175, Antonio Fellone, r. 152r; n. 523, Gregorio Panissaro, docc. 48, 49.

<sup>30</sup> *Ibidem*, n. 603, Giovanni Balbi, docc. 336 et 430; n. 542, Donato di Chiavari 1394, doc. 255 (BALARD 1988b, doc. 17, pp. 58-60).

<sup>31</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 603, Giovanni Balbi, doc. 371; n. 542, Donato di Chiavari 1394, doc. 221 (BALARD 1988b, doc. 42, pp. 123-126).

rent aussi une entière liberté de culte qu'illustre symboliquement le retour de l'icône de la Theotokos à la Nea Moni et le repeuplement du célèbre couvent<sup>32</sup>. L'essor de l'Église latine, limité à la capitale de l'île, n'entraîne pas de nombreuses conversions de sujets grecs: les sources du XIV<sup>e</sup> siècle n'en ont conservé aucun exemple. Les deux Églises, romaine et orthodoxe, restent donc séparées, l'une représentant le parti des vainqueurs, l'autre celui des vaincus.

Les efforts de rapprochement rencontrent d'autres obstacles, par exemple la lourdeur des charges pesant sur la communauté grecque. A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les autorités génoises constatent que l'*angaria* provoque l'émigration de nombreux habitants, donc un danger pour la défense de l'île. Les Mahonais sont assez avisés pour le comprendre et, après consultation de représentants grecs des bourgs, du Kampos et des podestaties de l'île, remplacent l'*angaria* par un *kapnikon* de deux hyperpères et une augmentation des impôts indirects; la procédure qui associe les Grecs à la décision ne manque pas d'habileté<sup>33</sup>.

Les Chiotés ne jouissent pourtant d'aucun droit civique, pas plus que les Latins d'ailleurs. Par la conquête que légitiment les conventions passées avec la Commune et les chrysobulles accordés par Jean V, les Mahonais se sont assuré pour eux seuls le droit d'administrer l'île. Ils accordent toutefois à quelques Grecs triés sur le volet le titre de *burgensis* qui les exempte de l'*angaria* et des droits frappant l'activité commerciale<sup>34</sup>.

Tous les autres sont *habitatores, subditi, incolae* et doivent, à l'exception des familles nobles, prêter hommage aux Mahonais lors des grandes fêtes liturgiques; ils sont aussi tenus de participer aux chevauchées et à l'armée que le doge peut réunir pour la défense de l'île<sup>35</sup>. En ce domaine, les Grecs n'ont aucun droit, sinon celui d'obéir, de payer les taxes et de se battre pour garder Chio au pouvoir des Mahonais. Certains, choisis parmi l'élite, reçoivent des responsabilités dans des organismes administratifs, en particulier

---

<sup>32</sup> *Neamonisia*, p. 114.

<sup>33</sup> ARGENTI 1958, II, pp. 141-159 (rapport de Nicolo Fatinanti et décret d'application sanctionné par le doge Antoniotto Adorno 1395-1396).

<sup>34</sup> GIOFFRÈ 1962a, pp. 349 et 398; ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 27.

<sup>35</sup> ARGENTI 1958, I, p. 591.

dans l'*Officium Provisionis* de Chio, qui s'occupe des approvisionnements; mais ces charges ne sont pas toujours honorifiques, puisque les membres de l'*Officium* offrent leur caution lors de la rédaction des contrats passés avec des patrons de navires<sup>36</sup>. Ils sont donc solidaires, si les Mahonais ne respectent pas leurs obligations financières.

Le rôle économique de la communauté grecque est étroitement limité à quelques domaines bien précis. L'agriculture reste aux mains des archontes et des établissements ecclésiastiques, dont le plus célèbre, celui de la Nea Moni, possédait, croit-on, près du tiers de la surface de l'île<sup>37</sup>. Sur leurs stases, les paysans ont hérité des obligations des parèques dues aux anciens ou aux nouveaux « puissants », les Mahonais. Dans le petit commerce et les productions artisanales, les Grecs occupent une place de choix, surtout dans les métiers de l'alimentation et le commerce de distribution<sup>38</sup>, mais également parmi les calfats, les menuisiers, les maîtres de hache, protégés par la Mahone. Dans le grand commerce, très peu de Grecs sont associés aux activités des Latins: patrons de petites unités, ils assurent dans les îles voisines ou sur la côte micrasiatique le ramassage des produits que réexportent vers l'Occident les galées génoises. On voit aussi Antonius Argenti entrer dans une *societas* qu'il forme avec deux Génois<sup>39</sup>. C'est là une exception. Dans l'ensemble, la haute société grecque a davantage conservé les coutumes et le genre de vie de l'aristocratie foncière byzantine que subi de profondes transformations au contact des Génois et de leur esprit mercantile. Mais peu de chose – les droits civiques – la sépare des Mahonais dont la politique prudente a favorisé les rapprochements au plus haut degré de l'échelle sociale.

En moins d'un demi-siècle, l'élite des archontes est passée d'une hostilité systématique envers les Génois à une attitude plus nuancée, conduisant même certains à la collaboration avec les nouveaux maîtres. En effet, à partir du moment où les « puissants » ont vu leurs biens, leur liberté de culte, leurs droits sur les paysans préservés, la communauté d'intérêts a rapproché les

---

<sup>36</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 112; n. 542, Donato di Chiavari 1394, doc. 153 (BALARD 1988b, doc. 61, pp. 164-166).

<sup>37</sup> *Neamonisia*, p. 114.

<sup>38</sup> ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, doc. 95; n. 603, Giovanni Balbi, docc. 363 et 434.

<sup>39</sup> ARGENTI 1958, III, p. 539; ASGe, *Notai antichi*, n. 523, Gregorio Panissaro, docc. 37 et 96.

archontes des Mahonais dont le pouvoir se trouvait justifié par les chryso-bulles impériaux. Au contraire, le petit peuple est astreint au paiement de l'*angaria*, à des règles de succession contraignantes, à la livraison obligatoire d'une quantité déterminée de mastic, quelle que soit la récolte, à la défense de l'île, quel que soit l'agresseur, fût-il le basileus lui-même. Abandonnés par leurs élites, paysans, artisans, boutiquiers grecs n'ont d'autre ressource que de fuir, de telle sorte qu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle les autorités génoises prennent es mesures de réforme indispensables. Les Mahonais évitent ainsi une crise grave. Toutefois, en dehors d'une étroite minorité, exemptée des droits les plus lourds, associée aux bénéfiques du grand commerce et aux charges administratives, la communauté grecque de Chio à l'orée du XV<sup>e</sup> siècle reste assujettie à la Mahone, avec beaucoup d'obligations et peu de droits, sans espoir de réduire les unes et d'accroître les autres.

N.B. Le minutier du notaire Gregorio Panissaro a été publié postérieurement à cet article par P. PIANA TONIOLO, *Notai Genovesi in Oltremare, Atti rogati a Chio da Gregorio Panissaro (1403-1405)*, Genova 1995 (Accademia Ligure di Scienze e Lettere, Serie Fonti, 2). Le lecteur voudra bien désormais se référer à cette édition.

## *I Genovesi in Siria-Palestina (secc. XI-XV)*

La cronachistica genovese, nata con l'opera di Caffaro, collega la fondazione della *Compagna*, matrice del Comune di Genova, con in primi interventi dei Genovesi in Siria-Palestina, all'occasione della Prima Crociata<sup>1</sup>. Rispondendo all'appello del pontefice Urbano II, i Genovesi organizzano le flotte che, per la prima volta, salpano per l'Oriente e aprono in questo modo la via all'espansione commerciale di Genova nel Vicino Oriente.

Realtà o mito storiografico? Benché abbia partecipato con entusiasmo alla spedizione ed agli eventi descritti nella sua cronaca, Caffaro non ricorda mai – al di là di un pellegrinaggio in Oriente di Goffredo da Buglione, salpato su una nave genovese prima della crociata – le imprese nel Levante dei suoi concittadini durante l'undicesimo secolo. Per lui, come per tanti storici del secolo passato, il commercio occidentale in Oriente comincia con le crociate, che assicurano ai mercanti italiani la creazione di colonie e l'apertura di nuovi mercati; essendo egli dotato di una mentalità di agente di commercio e di diplomatico, l'apertura delle rotte marittime verso l'Oriente, la nascita del comune e la crescita della potenza marittima genovese sono del tutto concomitanti. È necessario dunque verificare se le crociate abbiano veramente impresso uno slancio iniziale all'espansione genovese nel Mediterraneo orientale e siano state all'origine di una nuova forma istituzionale per la città. Ciò richiede un attento esame dei fatti militari e politici, per potere ricostruire le modalità di sviluppo della colonizzazione genovese in Oriente e le conseguenze che ne derivarono.

I documenti della Geniza del Cairo hanno messo in evidenza le relazioni dei Genovesi con Alessandria d'Egitto, almeno a partire dell'insediamento dei Fatimidi sulle rive del Nilo<sup>2</sup>. D'altra parte, un'altra opera di Caffaro, il *De liberatione civitatum Orientis liber* accenna ad una navigazione precoce

---

\* Pubblicato in *Genova, una "porta" del Mediterraneo*, a cura di L. GALLINARI, Cagliari-Genova-Torino 2005, I, pp. 1-29.

<sup>1</sup> Sull'opera di Caffaro, si vedano PETTI BALBI 1973, pp. 256-260; PUNCUH 1973, pp. 445-449; PLACANICA, pp. 1-62.

<sup>2</sup> KEDAR 1983, pp. 19-30 e GOITEIN, p. 318.



dei Genovesi verso la Siria- Palestina, a proposito del primo viaggio verso Gerusalemme di Goffredo da Buglione<sup>3</sup>. Partito da Genova a bordo di una nave chiamata *Pomella*, il signore della Lorena viene assalito e picchiato da un musulmano davanti al Santo Sepolcro e costretto a pagare un diritto di ingresso: furibondo, giura a se stesso di tornare con forze armate ed a bordo della medesima nave genovese ritorna in Occidente. Benché Caffaro si preoccupi di piazzare i Genovesi ai primordi della prima crociata, la leggenda si innesta senz'altro sulla realtà di veri viaggi genovesi verso il Levante prima del 1098, tanto più che, in un altro passo della medesima opera<sup>4</sup>, il cronista rammenta l'invio a Genova da parte di papa Urbano II di due vescovi per esortare i cittadini ad armare navi per l'Oriente ed a combattere gli Infedeli accanto ai principi cristiani. Il pontefice conosceva l'esperienza di navigazione dei Genovesi non soltanto nel Mediterraneo occidentale – la campagna dei medesimi contro Mahdiya nel 1087 doveva essere ancora presente nella mentalità dei fedeli – ma anche nelle acque del Levante. Poco aggiunge la notizia dello pseudo-Ingulfo, un falso tardo-medievale, secondo il quale i partecipanti al grande pellegrinaggio tedesco del 1065 si sarebbero imbarcati a Giaffa su navi genovesi, se non il fatto che ribadisce ancora la vecchia tradizione marittima dei Genovesi esperti nella navigazione verso il Levante nei primordi della Crociata<sup>5</sup>. La potenza della flotta genovese, aumentata gradatamente durante la riconquista del Tirreno contro i Saraceni, è così nota da suscitare la chiamata pontificia in soccorso della Terrasanta.

Secondo il cronista, le discordie e le tensioni civili che dividevano la società genovese si placano e si organizzano le spedizioni per aiutare i crociati. La prima, composta da dodici galere e da un sandalo, salpa nel giugno 1097, ha carattere privato, trattandosi dell'iniziativa di alcuni armatori senz'altro abituati alla navigazione verso l'Oriente, i quali decidono di partire per il nord della Siria, dove i crociati sono ancora impegnati nell'assedio di Antiochia<sup>6</sup>. La meta prescelta fa supporre che gli armatori avessero una buona conoscenza degli eventi della crociata. Secondo il cronista, ai Genovesi, appena giunti nel porto di San Simeone, viene richiesto da una scorta inviata da

---

<sup>3</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 99-100.

<sup>4</sup> *Ibidem*, pp. 101-102. Si vedano a proposito FLORI, p. 81 e BELLOMO 2001, p. 113.

<sup>5</sup> GALE - FELL, I, p. 74; si veda JORANSON, pp. 3-43.

<sup>6</sup> DE NEGRI, pp. 222-223; PETTI BALBI 1982, p. 120; EPSTEIN 1996, pp. 28-29; *Storia di Genova*, p. 133.

Boemondo di partecipare all'assedio della città ed essi acconsentono subito, mandando 600 soldati per rafforzare l'armata latina<sup>7</sup>. Alcuni di loro sono massacrati dai Turchi, ma i Genovesi superstiti, dopo la presa della città, vengono ricompensati da Boemondo con un importante privilegio con il quale viene a loro riconosciuta la concessione di una chiesa, di un fondaco, di trenta case e di un pozzo e viene promessa un'esenzione doganale perpetua<sup>8</sup>. Beneficiario del privilegio non è il Comune di Genova, che non è ancora nato, e neppure il vescovo della città, detentore del potere di fatto, ma sono « tutti i Genovesi presenti nella città di Antiochia », cioè tutti coloro che hanno aiutato i crociati nell'assedio. I vincitori riportano bottino e reliquie in patria, dove vengono accolti trionfalmente nel maggio del 1098.

L'esito fortunato della prima spedizione induce altri cittadini, ancora a titolo privato, ad organizzarne una seconda l'anno successivo, condotta da Guglielmo e Primo Embriaco, membri di una famiglia che giocherà un ruolo importante nelle vicende degli stati crociati in Oriente<sup>9</sup>. Salpati per Giaffa, i Genovesi vi arrivano al momento dell'assedio di Gerusalemme. Gli assalitori sono sprovvisti di legname per costruire gli ordigni necessari per l'assedio; chiamato in soccorso, subito il comandante genovese fa demolire le sue due galere e portare a Gerusalemme il legname, che verrà utilizzato per la costruzione di due torri: un bel racconto che unisce storia e leggenda. Il cronista sottolinea dunque l'attiva partecipazione dei suoi concittadini alla presa della città santa e poi alla vittoria di Ascalona, la quale procura ai capi genovesi un bottino ingente in oro, argento e pietre preziose, tra i beni lasciati sul campo dal sultano egiziano. Gli Embriaci tornano in patria con lettere dei capi crociati che richiedono rinforzi.

È la terza spedizione, definita da Giovanna Petti-Balbi come « la vera crociata dei Genovesi »<sup>10</sup>, quella che riveste un carattere ufficiale: essa è opera della *Compagna*, un'associazione spontanea di concittadini, abituati a condividere il rischio di viaggi marittimi, la quale vedeva riuniti la vecchia aristocrazia viscontile ed i più abili e ricchi tra gli *habitatores* in una collaborazione

---

<sup>7</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 102-103.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 109; UGHELLI, IV, coll. 846-847; PUNCUH 1962, pp. 40-41, n. 23; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 120; PISTARINO 1986, p. 77; ASBRIDGE, pp. 135, 140.

<sup>9</sup> Su Guglielmo Embriaco, si veda CARDINI 1978, pp. 405-436, ed ora in CARDINI 1993, pp. 61-83; AIRALDI 2006.

<sup>10</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 110-111; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 121.

temporanea al servizio della città e della crociata. Composta da 26 galere e da 4 navi da carico, la spedizione organizzata dalla *Compagna*, per la quale si è conclusa una tregua nei contrasti interni della città, arriva in Terrasanta nell'inverno del 1100. Amplificando il ruolo dei suoi concittadini, Caffaro attribuisce a loro la chiamata di Baldovino di Edessa e di Tancredi, rispettivamente per rimpiazzare Goffredo da Buglione, morto da poco tempo, e per sostituire Boemondo, caduto prigioniero dei musulmani. I Genovesi avrebbero incontrato Baldovino a Laodicea e l'avrebbero convinto ad accettare la corona del regno di Gerusalemme. La successione dei fatti, ricostruita da Joshua Prawer<sup>11</sup>, smentisce il racconto del nostro cronista, che pure aveva partecipato di persona alla spedizione. I crociati, dopo la morte di Goffredo, avvenuta il 18 luglio 1100, non aspettano l'inverno per indirizzarsi a Baldovino, il quale si affretta verso Gerusalemme, dove arriva il 10 novembre 1100, quando i Genovesi erano appena sbarcati nei pressi di Laodicea. I compagni di Caffaro si impegnano in diverse incursioni contro le fortezze saracene, prima di salpare per Haifa e poi per Giaffa, dove incontrano due saette di Baldovino. Con il re i Genovesi trascorrono il sabato santo al Santo Sepolcro e lo aiutano nell'assedio di Arsûf nel maggio 1101 e poi in quello di Cesarea, al quale Caffaro dedica un lungo brano nelle prime pagine dei suoi *Annali*, sottolineando l'importanza del bottino raccolto e diviso tra i membri dell'armata<sup>12</sup>.

Dopo quel grande successo, non si fermano le spedizioni dei Genovesi nel Levante. È probabile che alcuni di loro abbiano partecipato alla disastrosa crociata dei Lombardi nel 1101, mentre maggior fortuna hanno conosciuto le armate successive, a partire da quella del 1102, composta da 40 galere, che si ferma due anni nel regno di Gerusalemme e aiuta Baldovino I ad impadronirsi di Gibelletto (28 aprile 1104) e soprattutto di Acri (26 maggio 1104), dove il privilegio concesso da Baldovino – la cui autenticità è tanto discussa<sup>13</sup> – permette ai Genovesi di disporre della prima grande colonia in Terrasanta.

---

<sup>11</sup> PRAWER 1969, I, pp. 258-265.

<sup>12</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 11-13; cfr. PETTI BALBI 1982, p. 122; PRAWER 1969, I, p. 266. Il Sacro Catino non è menzionato da Caffaro, ma, cento cinquanta anni più tardi, da Iacopo da Varagine nella sua cronaca di Genova: *Iacopo da Varagine*, II, p. 308. Sul Sacro Catino si veda DI FABIO, pp. 106-108 e soprattutto POLONIO 2001, pp. 354-361.

<sup>13</sup> MAYER - FAVREAU-LILIE, pp. 22-95; FAVREAU-LILIE 1989, p. 328; MAYER, pp. 21-60, autori che mettono in dubbio l'autenticità di quel diploma, riconosciuto come autentico da KEDAR 1986, pp. 317-335 e ROVERE 1996, pp. 95-133.

Cinque anni più tardi una flotta di 60 galere aiuta gli eredi di Raimondo di Saint Gilles nell'assedio di Tripoli, e tra il 1110 e il 1114 un'altra spedizione partecipa alla presa di Beirut e di Mamistra nella Piccola Armenia<sup>14</sup>. Gli eventi della Terrasanta occupano dunque un grande spazio, anzi uno spazio quasi esclusivo, negli *Annali* di Caffaro almeno fino al 1117<sup>15</sup>: il bottino, i privilegi e gli insediamenti ottenuti dai signori latini sono messi bene in evidenza dal momento che condizionano lo sviluppo marittimo e commerciale della città per i decenni successivi. Già il numero delle navi impiegate in queste spedizioni simboleggia la potenza crescente di Genova, capace di sostenere la concorrenza delle altre repubbliche marinare, soprattutto di Venezia, la quale, disponendo di insediamenti sicuri a Costantinopoli e nell'impero bizantino, manifesta un interesse inferiore a quello di Genova per le imprese crociate. Ma, una volta narrate le conquiste oltremarine, la Siria-Palestina quasi scompare dal racconto di Caffaro, che rivolge ora la sua attenzione alla lotta contro Pisa, ai dissidii interni e alla cosiddetta crociata di Tortosa e Almeria. Nei primi due decenni del dodicesimo secolo sono state impiantate le basi di un vasto impero coloniale genovese e, contestualmente, Genova ha inserito nella sua vita religiosa e nel simbolismo comunale i frutti delle sue conquiste nel Levante. Dopo questi felici eventi, il Vicino Oriente scompare nella cronachistica genovese, se non in due occasioni: un intervento della autorità comunali presso i pontefici per far rispettare i privilegi concessi dal re di Gerusalemme, dal principe di Antiochia e dal conte di Tripoli e poi l'armamento della flotta genovese per il trasporto delle truppe di Filippo Augusto in occasione della Terza Crociata.

Nel corso del dodicesimo secolo, Genova ha dunque costruito una rete di colonie e di scali nel Mediterraneo orientale, grazie alla sua potenza navale e ai privilegi ottenuti in compenso dell'aiuto massiccio e costante da lei prestato alla conquista franca. Dalla successione cronologica dei privilegi si può dedurre inequivocabilmente che tempi forti succedono a periodi privi di concessioni<sup>16</sup>. Le prime carte si riferiscono ai primi decenni del dodicesimo secolo<sup>17</sup>: dal diploma di Boemondo I del 1098 a quello di Boemondo II

---

<sup>14</sup> *Annali genovesi*, I, pp. 13-15; UGHELLI, IV, col. 849; si veda PISTARINO 1993, pp. 189-191.

<sup>15</sup> PISTARINO 1986, p. 67.

<sup>16</sup> PRAWER 1980, pp. 218-249; BALARD 1994, pp. 313-348.

<sup>17</sup> Si veda la tabella in appendice.

del 1127, comprendendo quello di Baldovino I del 1104, sul quale mi pare debba fondarsi autenticamente – malgrado le critiche di Hans Eberhard Mayer<sup>18</sup> – l'insediamento dei Genovesi in Acri. I due primi re di Gerusalemme ed i principi latini della Siria hanno un tale bisogno nelle prime fasi della conquista dell'aiuto navale dei Genovesi, che riconoscono a loro concessioni esorbitanti: talvolta interi quartieri di città, che sarebbero incapaci di mantenere con un pugno di uomini. Una fase più stabile si apre negli ultimi anni del regno di Baldovino II e nei primi anni del suo successore Fulco, facendo sì che re e signori cerchino di ridimensionare gli eccessivi privilegi accordati, tentando di recuperare in tempo di pace quanto avevano concesso in tempo di guerra. Soltanto Raimondo di Poitiers, principe di Antiochia, conferma ai Genovesi le concessioni elargite dai suoi predecessori, ma egli si trova nella condizione di subire la pressione del *basileus*, il quale vuol estendere sulla città la sua sovranità<sup>19</sup>. I privilegi vengono rinnovati od addirittura ampliati quando Saladino minaccia l'esistenza degli Stati latini, costringendo nuovamente i loro principi a ricorrere all'aiuto degli Italiani: tra il 1186 e il 1195 i diplomi si susseguono, garantendo e promettendo larghe esenzioni e concessioni nelle città da riconquistare. Dopo la resa di Acri nel luglio 1191, Genova approfitta delle rivalità tra Corrado di Monferrato e Guido da Lusignano per far confermare ed estendere i suoi diritti<sup>20</sup>. «Lo stato di guerra procura privilegi alle repubbliche italiane; la pace prolungata li logora»<sup>21</sup>.

Questo fatto si verifica durante la prima metà del Duecento. Le carte rilasciate a Genova perdono il loro carattere generale e diventano più precise e particolaristiche. I privilegi riguardano non più l'intero regno di Gerusalemme, ma una sola città. I Genovesi ottengono concessioni a Tripoli nel 1203, a Beirut nel 1221, 1223 e 1233, ad Haifa nel 1234, a Tiro nel 1264 e, nella Siria del Nord, ad Antiochia nel 1199 e 1216<sup>22</sup>. Le clausole sono esplicitate in modo minuzioso: libertà per gli uomini, le navi e le merci, esenzione delle tasse sul traffico marittimo, descrizione precisa degli insediamenti, impegni politici delle parti, tutto viene descritto e consegnato nella carta.

---

<sup>18</sup> MAYER, pp. 21-60 e contra PISTARINO 1986, pp. 78-79 e ROVERE 1996, pp. 95-133.

<sup>19</sup> RÖHRICHT, I, p. 57; CAHEN 1940, p. 367; MAGDALINO, pp. 66-76.

<sup>20</sup> RÖHRICHT, nn. 659, 680, 682, 691, 692, 693, 695, 702, 704, 724. Cfr. FAVREAU-LILIE 1989, pp. 230-326.

<sup>21</sup> PISTARINO 1986, p. 96.

<sup>22</sup> RÖHRICHT, nn. 792, 950, 963, 1047, 1050, 1331, 753 e 885.

Ma, soprattutto, si sa a quel punto l'indebolimento del potere regio, il trasferimento del titolo ad un sovrano forestiero, la crescita della potenza baronale, favoriscono la concorrenza tra le repubbliche marine, che litigano a proposito dei limiti dei proprii quartieri. Così nel 1222 i Pisani distruggono la torre dei Genovesi ad Acri<sup>23</sup>. Poi nella lotta tra gli « Imperiali » di Riccardo Filangieri, luogotenente di Federico II e il clan baronale, i Genovesi sostengono i baroni, mentre Pisa ghibellina è nella parte dell'imperatore. Dopo il soggiorno di San Luigi in Terrasanta, le passioni si risvegliano al tempo della guerra di San Saba (1256-1258) nella quella si oppongono Pisani, Veneziani, Templari, Marsigliesi e Teotonici da una parte e i Genovesi sostenuti dagli Ospedalieri, dai Catalani e dagli Anconitani<sup>24</sup>. Vinti, i Genovesi abbandonano i loro quartiere di Acri e si rifuggono a Tiro, mentre la loro rivincita risulta dalla loro alleanza con Michele VIII Paleologo per la riconquista greca di Costantinopoli<sup>25</sup>. Dopo il 1261, i Genovesi, sostenuti dal signore di Tiro, Filippo di Montfort, tentano di ritornare ad Acri, con pieno successo dopo la disfatta di Pisa alla battaglia navale della Meloria (1284). Ma l'opposizione della Serenissima impedisce Benedetto Zaccaria nel sostenere il comune di Tripoli<sup>26</sup>. Poco dopo (1291), gli insediamenti genovesi spariscono con la conquista mameluccha della Terrasanta.

Prima di quel rovescio disastroso, dove si trovavano le concessioni più importanti ottenute da Genova? Il primo Stato creato dai crociati, la contea di Edessa, non interessa i nostri mercanti<sup>27</sup>. Senza sbocco sul mare, sprovvista di popolazione di origine occidentale, fatta eccezione per un pugno di soldati, la contea non attira i mercanti. Intermediari tra l'Occidente e la Terrasanta, i Genovesi hanno bisogno di basi marittime sicure per l'approdo delle loro navi. Ciò significa, dunque, che le città del retroterra non attraggono per nulla gli Italiani: in Gerusalemme, presa con l'aiuto dei Genovesi, i medesimi non hanno cercato il beneficio di uno specifico quartiere.

Le città costiere offrono un maggior interesse, ma non tutte. Se Balduino I ha autorizzato i Genovesi ad insediarsi a Giaffa, Arsûf e Cesarea, ciò

---

<sup>23</sup> PRAWER 1969, II, p. 170.

<sup>24</sup> *Ibidem*, pp. 359-373.

<sup>25</sup> BALARD 1978, I, pp. 42-45.

<sup>26</sup> PRAWER 1969, II, pp. 530-531, 535-536.

<sup>27</sup> AMOUROUX-MOURAD, p. 135.

non significa che in questi centri si sia realmente sviluppato un insediamento genovese. Le loro infrastrutture portuali sono troppo ristrette, le comunicazioni con l'interno troppo deboli per una vita economica intensa. I mercanti hanno bisogno di ripari sicuri per i loro natanti, di case e di depositi, di comunicazioni facili con il retroterra carovaniero. Soltanto alcuni porti offrono queste opportunità: Acri, Tiro e Beirut, nel regno di Gerusalemme, Tripoli e Laodicea, nella contea di Tripoli, ed Antiochia, legata al mare dal fiume Oronte, tramite il Porto San Simeone. In quest'ultima città, benché insediatisi tra i primi, i Genovesi godono di una *curia* con piena giurisdizione soltanto nel 1189<sup>28</sup>. Nella contea di Tripoli, i Genovesi ricevono nel 1109 il possesso di Gibelletto, che concedono alla famiglia Embriaci, e la terza parte di Tripoli, che viene poi a loro tolta da Bertrando, erede di Raimondo di Saint-Gilles<sup>29</sup>. Nel regno di Gerusalemme la colonia più importante è quella di Acri, concessa nel 1104 in una posizione un po' sfavorevole, lontana della riva, benché i Genovesi si siano insediati per primi nel principale porto del regno<sup>30</sup>. Almeno otto diplomi riguardano il quartiere genovese di Acri durante il dodicesimo secolo: in successione di tempo, Guido da Lusignano, Corrado di Monferrato e Enrico di Champagne ne confermano il possesso ai Genovesi tra il 1186 e il 1195<sup>31</sup>. Invece, la loro colonia di Tiro sembra avere avuto, in quest'epoca, un ruolo di minore importanza.

Mercanti prima di tutto, i Genovesi cercano vantaggi per facilitare il buon andamento dei loro affari. Un primo tipo di diritti richiesti riguarda l'esenzione dalle tasse sulle compra-vendite e sui diritti doganali, vale a dire sul *comerchium*, secondo la terminologia bizantina<sup>32</sup>. Di tale tipo di esenzione si trova sempre menzione nei diplomi concessi a Genova: ne abbiamo contate trenta cinque. Ma come distinguere una merce o un mercante privilegiato da quelle o quelli che non lo sono? Ai rappresentanti del Comune viene spesso richiesto di confermare la cittadinanza degli esenti presso gli ufficiali della dogana. Raramente comunque si tratta di esenzioni totali, perché non vi si comprendono i diritti per le merci in transito tra i paesi musulmani e

---

<sup>28</sup> *Libri Iurium*, 1/2, pp. 160-163; CAHEN 1940, pp. 490-500; SETTON, I, pp. 445-446; FAVREAU-LILIE 1989, pp. 486-493; PISTARINO 1986, p. 104.

<sup>29</sup> UGHELLI, IV, col. 849; *Libri Iurium*, 1/1, p. 182.

<sup>30</sup> JACOBY 1979, pp. 19-36 ed ora in JACOBY 1989, n. V.

<sup>31</sup> Si veda la tabella in appendice.

<sup>32</sup> ANTONIADIS-BIBICOU, pp. 97-155.

l'Occidente. I Genovesi cercano inoltre di poter utilizzare i proprii pesi e le proprie misure e non quelli o quelle delle autorità locali, che, tramite i *mensuratores*, riscuotono una tassa speciale per quell'uso. C'è poco da dire sulle concessioni finanziarie: ad esempio, nel famoso diploma del 1104, Baldovino I ha concesso ai Genovesi 300 bisanti e il terzo dei redditi del porto di Aciri; benché la concessione sia stata rinnovata da Conrado di Monferrato nel 1192<sup>33</sup>, non si ha nessuna traccia di una riscossione in questo senso da parte dei Genovesi.

Le concessioni fondiari servono di base alle comunità genovesi d'Oltremare. Nei primi decenni esse consistono in qualche casa, poi in un intero quartiere, una *ruga*, e, quando si tratta di una città da conquistare, spesso comprendono tutto l'agglomerato. Di fatto, i Genovesi utilizzano soltanto i quartieri dei grandi porti, dove dispongono di tutte le attrezzature necessarie alla vita quotidiana di una comunità: una chiesa, dedicata a San Lorenzo, un deposito o *fondaco*, una piazza, un palazzo, un forno, un mulino, un macello, dei bagni. La concessione di una chiesa, con il relativo *jus parrocchiale*, sotto il patrocinio della chiesa metropolitana, provoca qualche dissidio con le autorità ecclesiastiche di Terrasanta<sup>34</sup>. Ogni colonia possiede lo spazio indispensabile all'attività commerciale – deposito per le merci, alloggi per i mercanti, case per i custodi – vale a dire il cosiddetto *fondaco*, la prima menzione del quale risale al 1098 e si contiene nel diploma di Boemondo in favore dei Genovesi ad Antiochia<sup>35</sup>. Per completare i palazzi cittadini, Genova procede all'acquisto di terre, giardini, villaggi o *casali*, al di fuori delle mura della città, ad Arsûf, Cesarea, Gibelletto e al nord-est di Aciri, dove sono state ritrovate tre pietre confinarie con il nome IANVA<sup>36</sup>. Tutti questi beni fondiari permettono il vettovagliamento delle comunità genovesi d'Oltremare.

Si sa ben poco sulla popolazione permanente delle colonie genovesi. Esempio è il caso degli Embriaci, una famiglia vescontile che ha dato origine ad una discendenza nel Levante. Guglielmo II, nipote del concessionario di Gibelletto, è il capostipite di tre rami degli Embriaci di Siria, ivi compresi i signori di Besmedin. Essi contraggono alleanze con le grandi famiglie latine,

---

<sup>33</sup> *Libri Iurium*, I/2, pp. 144-146.

<sup>34</sup> FAVREAU-LILIE 1987, pp. 15-101.

<sup>35</sup> RÖHRICHT, I, p. 2 n. 12; si veda ASBRIDGE, pp. 135, 140.

<sup>36</sup> FRANKEL, pp. 691-695.



arrivando a costituire uno dei più potenti clan baroniali della Terrasanta<sup>37</sup>. Nei contratti notarili del dodicesimo secolo e nei diplomi rilasciati ai Genovesi dai principi di Terrasanta è possibile reperire i nomi di alcuni Genovesi, o di personaggi di origine presumibilmente genovese: Guglielmo Bruno, Anfosso Faitavanti, Guglielmo Buonfancello, Ottone Murzio nel diploma di Boemondo II del 1127<sup>38</sup>; Lanfranco Alberico e Enrico Guercio di Savona, nel diploma di Guglielmo Embriaco del 1168<sup>39</sup>; Guglielmo Piperata, visconte dei Genovesi in Tiro, nel diploma dei baroni del regno nel 1187<sup>40</sup>; Giovanni Stralera, Baldovino *comes*, Ogerio Pane, Ugo e Belmusto Lercario, nella cerchia di Corrado di Monferrato nel 1190<sup>41</sup>; Gualterio Duro, marescalco dei Genovesi, Ansaldo Guaraco, Simone Bufferio, Arloto *vicecomes*, Rollando Piccio e Guglielmo Beccorosso, nella medesima cerchia a Tiro nel 1192<sup>42</sup>. Non c'è dubbio che i residenti permanenti rappresentano una minoranza della popolazione, sotto la direzione di ufficiali inviati dalla metropoli, i quali gestiscono l'amministrazione delle colonie. Nel corso del Duecento, le colonie genovesi si accrescono con molti emigrati, i quali acquistano beni fondiarii elencati nei pochi inventarii conservati<sup>43</sup>. Le ritroviamo in parte tra i superstiti agli eventi del 1291 che hanno potuto sfuggire a Cipro<sup>44</sup>.

Non c'è molto da aggiungere al vecchio studio del Byrne sulla gestione delle colonie d'oltremare<sup>45</sup>. Per la prima volta Genova è di fronte alla difficoltà di gestire dei territori così lontani, il regolare controllo dei quali è ostacolato dalla distanza, dall'insicurezza dei mari, dalle ambizioni individuali dei suoi concittadini colà espatriati. Il Comune, sprovvisto di mezzi finanziari, soprattutto dopo la sfortunata impresa della cosiddetta crociata di Tortosa ed Almeria, è costretto alla cessione di una parte almeno dei suoi

---

<sup>37</sup> REY 1895, pp. 398-422; RICHARD 1945, pp. 73-74; RICHARD 1985, pp. 214-215; CARDINI 1994, pp. 36-45; AIRALDI 2006.

<sup>38</sup> *Libri Iurium*, I/2, p. 154.

<sup>39</sup> RÖHRICHT, n. 445.

<sup>40</sup> *Ibidem*, n. 659.

<sup>41</sup> *Ibidem*, n. 692.

<sup>42</sup> *Ibidem*, n. 704.

<sup>43</sup> DESIMONI 1884a, pp. 213-230.

<sup>44</sup> JACOBY 1984, pp.143-179, repris dans JACOBY 1989, n. VIII.

<sup>45</sup> BYRNE 1928, pp. 139-180.

possedimenti oltremare ai membri della vecchia classe viscontile, che riscuotevano i redditi del Comune e avevano partecipato alle imprese genovesi nel Levante.

Tra costoro emerge la famiglia degli Embriaci, i quali sono i principali beneficiari delle concessioni del Comune. Già dal 1125, per un periodo di vent'anni, Guglielmo Embriaco ottiene, dietro pagamento di un censo annuo, la gestione dei beni del Comune a Gibelletto, Solino, Laodicea e Antiochia, che quindi dovrebbero venire restituiti al Comune nel 1145. Due anni più tardi, cioè al momento della crisi bancaria a Genova e della Seconda Crociata, una transazione permette al Comune di riscuotere una somma di 300 lire genovesi<sup>46</sup>. Poi, nel gennaio 1154, tutti i possedimenti genovesi nel principato di Antiochia sono concessi in feudo per un periodo di 29 anni ai fratelli Ugo e Nicola Embriaco a fronte di un versamento di 80 bisanti a titolo di censo annuale<sup>47</sup>. I medesimi ottengono per 29 anni anche la concessione della colonia genovese in Acri dietro pagamento di 50 lire ogni anno, mentre Guglielmo Embriaco II riceve Gibelletto e una parte di Laodicea promettendo di versare 270 bisanti per anno<sup>48</sup>.

Nella seconda metà del dodicesimo secolo gli Embriaci cercano di trasformare le concessioni in un feudo di famiglia, approfittando delle loro buone relazioni con il ceto aristocratico che domina il commercio genovese con la Siria. Essi conducono una politica quasi autonoma, si rendono padroni di Gibelletto, dove comunque concedono la libertà commerciale ai loro concittadini<sup>49</sup>, e cessano ad un certo momento di rispettare i loro obblighi feudali, malgrado l'intervento del Comune, appoggiato da diversi pontefici<sup>50</sup>. Essi delegano l'amministrazione della *ruga* genovese di Acri ad un visconte già dal 1169. Otto Judex de Castello, mandato da loro ad Acri nel 1200, è incaricato di riscuotere i redditi del quartiere genovese, di amministrare la giustizia e di gestire la comunità, dietro uno stipendio di 150 bisanti all'anno e un prestito di 325 bisanti ai due signori Embriaci, che sarà rimborsato sui red-

---

<sup>46</sup> *Libri Iurium*, I/1, pp. 202-203.

<sup>47</sup> *Ibidem*, pp. 241-242.

<sup>48</sup> *Ibidem*, pp. 239-241.

<sup>49</sup> *Ibidem*, pp. 156-157.

<sup>50</sup> Ad esempio, l'intervento di Urbano III presso i vescovi di Tripoli e di Byblos (Gibelletto), i patriarchi di Antiochia e di Gerusalemme, *Ibidem*, pp. 129-134.

diti dei medesimi in Acri<sup>51</sup>. Benché il Comune sia rappresentato in Tiro da un visconte nel 1187<sup>52</sup>, almeno una parte dell'amministrazione dei possedimenti genovesi in Terrasanta sfugge al suo controllo.

Le nuove concessioni, ottenute dopo la Terza Crociata, permetteranno tuttavia al governo genovese di riprendere in mano e di riorganizzare la gestione delle sue colonie nei primi decenni del Duecento, grazie alla sostituzione delle concessioni di tipo feudale con un'amministrazione diretta, affidata a due *consules et vicecomites*, il cui titolo rammenta da una parte il potere dei consoli del Comune e dall'altra quello dei giudici del regno di Gerusalemme, anche essi chiamati *vicecomites*. Designati dal Comune per un periodo di un anno, hanno residenza ad Acri, ma devono visitare le città dove esistono comunità genovesi e vi designano dei rappresentanti locali, anche essi chiamati *vicecomites*. Dopo il 1258, viene menzionato un podestà la cui competenza si estende su tutti i consoli non soltanto di Siria – Palestina, ma anche di Lajazzo e di Famagosta. Una cinquantina di questi consoli sono conosciuti tra il 1187 e il 1291; si tratta di uomini già consoli a Genova o mercanti di un alto livello. Nel regno di Gerusalemme, potevano acquisire feudi o partecipare al grande commercio: ad esempio Simon Malocello, console ad Acri nel 1249-1250, si impegna nell'esportazione di tessuti occidentali verso la Siria e vice versa all'importazione di seta e di spezie a Genova. La carica di console costituisce quindi una prima tappa verso la prosperità commerciale per quello che la esercita. Un consiglio di Genovesi espatriati assiste il console, prendendo decisioni in grave circostanze, ad esempio al momento della guerra di San Saba. In questo modo, nel 1264, tutti i Genovesi residenti in Tiro si radunano per prestare giuramento al signore della città, Filippo di Montfort<sup>53</sup>. Accanto al console, i testi citano giurati o inquisitores, incaricati di condurre inchieste, placerii, notai, censarii e tesorieri per la gestione dei beni del Comune, sui quali i consoli devono compiere inventarii, tali quelli degli anni 1249 e 1250, finora conservati<sup>54</sup>. Difatti, uno dei primi compiti del console o del podestà è il mantenere i diritti del Comune sui suoi possessi, desiderati dai Veneziani, dai Pisani o dagli ordini militari. Per farlo, possono trattare direttamente con le potenze estere (con Riccardo

---

<sup>51</sup> BYRNE 1928, pp. 156-160.

<sup>52</sup> RÖHRICHT, n. 659.

<sup>53</sup> *Ibidem*, n. 1331.

<sup>54</sup> *Ibidem*, nn. 1184 e 1187.

Cuor di Leone nel 1191 o con Cipro nel 1233) con una certa libertà nei riguardi del Comune, armare galee per aiutare Enrico I a prendere possesso dell'isola o per salvare Tiro assediato nel 1264. Un secondo compito consiste nella presidenza delle corti di giustizia per giudicare i cittadini genovesi esenti dalla giurisdizione della « cour des bourgeois » e per proteggere un cittadino genovese accusato dai signori franchi. In terzo luogo, tocca al console l'amministrazione dei beni e redditi del Comune nelle città della Siria franca: un terzo dei redditi del porto a Tiro, l'affitto di palazzi, case, forno, mattatoio, botteghe e banchi. Ha anche da sorvegliare i pesi e misure, i contratti di cambio, l'edilizia e può comprare e vendere i beni del Comune, essendo sottointeso che deve rendere dei conti alla metropoli. In fine, ha il compito di proteggere i mercanti, con la sanzione dei contratti, dei testamenti, con la nomina di procuratori, con la liquidazione dei beni dei morti, con l'obbligo di comporre i liti sui possessi e di ricevere le testimonianze nei processi. In somma, ha la prerogativa della gestione delle colonie e il controllo della loro attività marittima, che costituisce la loro ragion d'essere.

L'importanza economica, marittima e commerciale degli stabilimenti genovesi d'oltremare, è stata sottolineata da parecchi studiosi<sup>55</sup>. È sufficiente riassumere, in questa sede, i risultati finora raggiunti. Dal punto di vista della navigazione, le colonie genovesi d'oltremare e i bisogni diversificati degli Stati crociati hanno imposto l'organizzazione di rotte percorse dai natanti secondo un ritmo bi-annuale: galere per le scorte, le imprese militari e il carico di qualche merce di valore; navi per il trasporto di merci pesanti e di pellegrini. I contratti di noleggio dimostrano una duttilità corrispondente ai bisogni dei mercanti. Essi contraggono, prima della partenza, i soliti contratti davanti al notaio: *societates e accomendaciones*, con una nota preferenza per le *societates* nei primi due terzi del secolo dodicesimo, quando un piccolo gruppo di grossi mercanti dominano il commercio genovese con la Siria, e, invece, una sostituzione in favore delle *accomendaciones* nell'ultimo quarto del secolo, quando piccoli e medii fattori approfittano dell'espansione del commercio per investire un piccolo capitale o ricevere più grossi investimenti da parte della nobiltà vescontile<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> LOPEZ 1938; PISTARINO 1986; PISTARINO 1990; PISTARINO 1992; ASHTOR 1986b, pp. 15-56; BALLETO 1986a, pp. 175-279.

<sup>56</sup> BYRNE 1916, pp. 128-170; KRUEGER 1957, I, pp. 415-426; si veda anche *Libri Iurium*, I/2, doc. 336, pp. 149-152.

La stessa duttilità si riscontra nell'organizzazione dei viaggi marittimi. I contratti di noleggio prevedono il pagamento del nolo prima della partenza della nave da Genova; è un momento in cui il mercante è sprovvisto di denaro, tutto il suo capitale essendo stato investito nel comprare la merce trasportata oltremare. La soluzione più adeguata consiste nel pagamento del nolo al suo arrivo in Siria, qualche giorno dopo aver venduto il suo carico, sotto il promesso di ritornare a Genova sulla stessa nave dietro condizioni favorevoli<sup>57</sup>. Nel corso del dodicesimo secolo, le partenze per la Terrasanta si collocano in due momenti dell'anno: in primavera, tra il 15 marzo e il 1 maggio, ed alla fine dell'estate tra il 15 agosto e la fine di settembre. Gli arrivi a Genova avvengono durante l'estate per i natanti che sono partiti dalla Siria in primavera, e in novembre e dicembre per quelli che hanno lasciato Acri alla fine dell'estate od all'inizio dell'autunno<sup>58</sup>. Ciò significa che i mercanti soggiornano da tre a quattro mesi nei porti siriani, mentre lo svernamento, benché limitato a qualche settimana, interrompe il ritmo della navigazione. Non c'è ancora traccia, nel dodicesimo secolo, dell'organizzazione di convogli, ma la concentrazione dei contratti notarili in un periodo ristretto, prima della partenza delle navi, lascia presupporre almeno una navigazione di conserva, per motivi di sicurezza. Il fenomeno si riscontra nelle leggi marittime del Trecento: istituto contrattuale che risale alla Tavola di Amalfi, la conserva a Genova risulta essere l'obbligo di far navigare insieme le navi salpate per l'Oriente, con lo scopo di reciproca assistenza<sup>59</sup>.

Nel dodicesimo secolo, il Mediterraneo orientale rappresenta la meta privilegiata degli investimenti genovesi, mediante i contratti di *societas* e di *accomendacio*, rogati dai notai. Se negli anni a cui risale il primo cartolare notarile conservato – quello del notaio Giovanni scriba<sup>60</sup> – il commercio internazionale di Genova sembra distribuito in maniera quasi uniforme tra l'Italia, l'Occidente e l'Oriente, dai calcoli fatti per il settore orientale risultano 58 contratti per Alessandria, 34 per la Siria, 20 per Costantinopoli, ma risulta altresì che la Siria è in testa per l'importo dei capitali investiti: 10.057 lire, contro 9.031 per Alessandria e 2.007 per Costantinopoli. L'importo medio, per contratto, è quasi il doppio per la Siria rispetto a quello per Ales-

---

<sup>57</sup> BYRNE 1930; KRUEGER 1985.

<sup>58</sup> BALARD 1987b, II, pp. 89-122.

<sup>59</sup> FORCHERI, pp. 87-89.

<sup>60</sup> *Giovanni Scriba*.

sandria: 300 contro 156 lire<sup>61</sup>. L' 80% del commercio genovese-siriaco risulta essere nelle mani di un pugno di capitalisti, *socii stantes*, che affidano il loro denaro a mercanti di ceto medio: ricordiamo il siriano Ribaldo de Saphaelia, il presunto ebreo Blancardo ed alcuni membri dei clan viscontili di Genova – Ingo della Volta, Guglielmo Burono, Baldizzone Usodimare, Guglielmo Vento e i figli di Ansaldo Mallone – i quali utilizzano per lo più il contratto di *societas*, con impiego di denaro liquido, dal momento che sono ancora scarsi i prodotti che l'Occidente può vendere oltremare.

Nell'ultimo ventennio del dodicesimo secolo, quando si ha di nuovo a disposizione una serie di atti notarili, la Siria appare ancora ai primi posti del commercio internazionale di Genova, con un rialzo dal 1184 in poi, una flessione nel 1190, dovuta alle vicende politico-militari, e una ripresa nel 1191, dopo il ricupero di Acri da parte dei Latini. Il traffico risulta ancora in mano di un gruppo di grossi capitalisti – Mallone, Burone, Malfigliastro – ma alcuni piccoli imprenditori si infiltrano nel traffico genovese-siriaco, mediante l'uso più generalizzato dell'*accomendacio*, che consente la partecipazione di un maggiore numero di *socii stantes*, con modesti finanziamenti e con maggiore divisione del rischi<sup>62</sup>. Dalla nostra tabella, che riassume i dati notarili tra il 1179 e il 1203, risulta che la Siria si trova al primo posto per gli investimenti genovesi, prima della Sicilia, e soprattutto dell'Egitto e di Costantinopoli, i quali ultimi mercati sono preceduti da Ceuta e dalla Sardegna<sup>63</sup>. Lo sviluppo del commercio genovese-siriaco è dunque all'origine di profonde trasformazioni nel movimento marittimo, nelle pratiche notarili e, infine, nella società genovese, dove una parte sempre più numerosa della popolazione si interessa ai profitti del commercio internazionale.

Il primo Duecento può essere considerato come l'età d'oro del commercio genovese con la Siria-Palestina franca. Mentre prevaleva l'Egitto negli investimenti genovesi prima del 1200, l'area siriano-palestinese si trova sempre ai primi posti nel commercio internazionale genovese nei primi decenni del Duecento, tanto per il numero dei contratti quanto per la quantità dei capitali impegnati<sup>64</sup>. I rogiti dei notai Salmone, Ursone da Sestri e Lanfranco

---

<sup>61</sup> BACH, p. 50; ABULAFIA, pp. 85-122; PRAWER 1982, p. 466; PISTARINO 1986, pp. 71-72. Si vedano anche le tabelle dettagliate di ASHTOR 1986b, pp. 31-33.

<sup>62</sup> KRUEGER 1957, I, pp. 415-426.

<sup>63</sup> PISTARINO 1986, pp. 90-91; BALARD 1966, pp. 471-472, ed ora in BALARD 1989, n. 1.

<sup>64</sup> BALARD 1966.

mettono in evidenza gli investimenti di qualche grosso nome di origine viscontile, come i della Volta, gli Embriaci e i fratelli de Carmadino, ma già si rivelano nomi nuovi, piccoli imprenditori, socii stantes o fattori di grandi nomi della mercatura. Nel secondo quarto del Duecento, l'Oltremare è ancora sistematicamente in testa negli investimenti genovesi nel Mediterraneo<sup>65</sup>. Le cifre assolute non hanno senso, ma la quota della Siria-Palestina oscilla tra il 71% nel 1233 ed il minimo del 41% nel 1248 e 1250, senza dubbio in corrispondenza ritardata con la crociata di San Luigi. Una nuova crescita degli investimenti segue all'inizio degli anni '50, ma la guerra di Acri tra il 1256 e il 1258 provoca un callo rapidamente superato quando i Genovesi trovano un riparo più sicuro in Tiro. La restaurazione dell'impero greco a Costantinopoli e le prospettive aperte dal trattato di Ninfedo da una parte e il conflitto tra Mamelucchi e Mongoli nel 1261-1262 dall'altra provocano una drastica riduzione del commercio tra Genova e le città siriano-palestinesi, riduzione che si mantiene fino alla caduta degli Stati franchi nel 1291<sup>66</sup>.

La consistenza delle merci rivela l'importanza dei tessili nelle esportazioni genovesi<sup>67</sup>. Nell'ultimo quarto del dodicesimo secolo Genova è diventata lo sbocco principale sul Mediterraneo dei vari tessuti di lana e di lino delle Fiandre, della Champagne e della Lombardia<sup>68</sup>. La qualità la più menzionata nei contratti è il panno di Stamford, di origine inglese, ma si trovano anche panni della Fiandra, brunetti di Ypres, panni di Gand, panni francesi di Amiens e di Corbie, di Châlons e di Saint-Quentin, panni catalani e, certo, panni e telle della Lombardia, ed anche sargie di varie colori e origini. La lista dei tessili include ancora tela di Reims e della Champagne, tovaglie, veli, filo d'oro, già una specialità dell'entroterra ligure. Ferro e legno, corazze, arme e chiodi approvvigionano il regno di Gerusalemme in materiale bellico, di cui rimaneva intensa l'esportazione pure proibita verso i paesi islamici. Non si può trascurare l'esportazione di prodotti agricoli dell'Europa verso il regno di Gerusalemme: frumento, olio d'oliva, zafferano impiegato nella farmacia e nella cucina. Ma c'è anche da menzionare corallo, pellame, oro e argento, metalli preziosi che riguardano transazioni con la Terrasanta. Quindi, la diversità delle merci importate dai paesi europei nella Siria-Palestina franca è

---

<sup>65</sup> ASHTOR 1986b, pp. 15-56.

<sup>66</sup> PISTARINO 1986, pp. 115-117; BALLETO 1986a, pp. 188-190.

<sup>67</sup> ASHTOR 1986b, pp. 15-56; BALARD 1986, pp. 171-172.

<sup>68</sup> ASHTOR 1976; ASHTOR 1978a, II, p. 303 e sgg.

paragonabile alla diversità delle merci comprate colà dai mercanti genovesi ed esportate verso la loro madrepatria<sup>69</sup>.

Benche sia piuttosto raro nei rogiti notarili l'elenco delle merci importate a Genova dall'Oriente, due fonti quasi coeve all'epoca della dominazione cristiana in Terrasanta colmano questa deficienza: la tariffa doganale di Aciri<sup>70</sup>, che risale alla metà del Duecento e il libro di mercatura del Pegolotti<sup>71</sup>, di cui l'informazione risale alla fine del tredicesimo secolo. Entrambi elenchi comprendono tutte le spezie, ma ciò non significa che Aciri sia stato il grande mercato per tutte. Difatti, era certamente più conveniente di comprare il pepe e le spezie grosse ad Alessandria, mentre il trasporto tramite carovane delle spezie fine, garofano, noce muscada, cubebe e mace, offriva migliori condizioni commerciali ad Aciri. Se la Siria settentrionale non avesse ancora i grandi piantagioni di cotone che le lettere mercantili veneziane ci fanno conoscere alla fine del Quattrocento<sup>72</sup>, i manuali di commercio della fine del Duecento e dell'inizio del Trecento menzionano il cotone pesato in Aciri con il kintar di questa città, ciò che sottintende un'esportazione già importante del prodotto. I mercanti genovesi esportano anche dalla Siria tessuti di cotone e di seta e la carta di Damasco, molto stimata, secondo Pegolotti.

Lo sviluppo del commercio genovese con la Siria-Palestina viene bloccato dalla caduta degli Stati franchi nei mani dei Mamelucchi nel 1291. Tra le reazioni dell'Occidente è da notare il rinforzo delle proibizioni del commercio con i Sarraceni, decretate dal papato<sup>73</sup>. Non è certo la prima volta che il papa interviene per limitare il traffico dei mercanti cristiani con quelli che sono considerati come nemici della fede cristiana: già nel terzo concilio del Laterano (1179), il papa Alessandro III aveva minacciato tutti quelli che commerciavano con i Sarraceni di essere scomunicati. La caduta di Aciri induce il papato a interventi più duri: il 23 agosto 1291 un decreto papale sancisce i mercanti che si recano dai paesi mamelucchi; il testo è mandato a Genova, a Venezia e al patriarca di Antiochia. Bonifacio VIII, Benedetto XI e, soprattutto Clemente V si indirizzano alle repubbliche marittime per proibire

---

<sup>69</sup> ASHTOR 1986b, pp. 45-53.

<sup>70</sup> *Assises*, p. 171 e sgg.

<sup>71</sup> BALDUCCI PEGOLOTTI, pp. 63-69.

<sup>72</sup> VALLET.

<sup>73</sup> RICHARD 1984, pp. 120-134, ristampato in RICHARD 1992; SCHEIN.



ogni forma di commercio con i Sarraceni. Poi, durante il concilio di Vienna (1311-1312), gli Ospedalieri vengono autorizzati ad impadronirsi di ogni natante cristiano recandosi presso i Mamelucchi; Martino Zaccaria, signore genovese di Chio, si associa alla caccia dei trasgressori<sup>74</sup>.

Le relazioni commerciali dei Genovesi con l'Oriente musulmano non-dimeno si fermano, ma è certo che il loro volume diminuisce, senza che sia possibile di determinare l'importanza di questo calo. Per aggirare l'ostacolo delle proibizioni papali, basta trovare altri intermediari. Gli atti rogati a Cipro dal notaio Lamberto di Sambudceto tra il 1296 e il 1307<sup>75</sup> dimostrano l'ingente esportazione di prodotti orientali – seta, spezie, cotone – comprate direttamente in Siria o tramite mercanti indigeni. Si è notato che il numero dei natanti mandati in Cipro e in Piccola Armenia nella prima metà del Trecento è stato pressa poco uguale a quello armati per la Romania e il mar Nero<sup>76</sup>. Ciò significa dunque che i porti ciprioti e Laiazzo sono diventati i porti di trasbordo delle merci provenienti dall'Oriente musulmano.

Dopo un periodo di stretto embargo, che corrisponde ai primi quattro decenni del Trecento, la crisi dei khanati tatarsi e gli assalti delle truppe mongole contro Caffa, inducono i mercanti italiani a chiedere alla Santa Sede un rilassamento delle proibizioni. In un primo tempo, il papato si decide a mettere in vendita permessi di commercio con i Sarraceni, per un gruppo di mercanti occidentali. Poi, a partire del 1344, le nazioni mercantili vengono autorizzate a mandare di nuovo i loro natanti verso la Siria e l'Egitto<sup>77</sup>. Da questa data, un traffico regolare riprende con questi paesi, non senza disturbi causati o dall'intervento di pirati o da imprese di crociata. Ad esempio nel 1357, quattro galere di Genovesi esiliati fanno vela per pirateria lungo le coste siriane<sup>78</sup>. Il più grave disturbo risulta dalla spedizione di Pietro I di Lusignano che con la sua flotta dà l'assalto ad Alessandria nell'ottobre 1365, provocando danni ai beni dei mercanti e gravi ritorsioni da parte dei musulmani nei mesi successivi; i mercanti occidentali sono molestati a Damasco, Beirut e Tripoli nell'autunno del 1366, ciò che induce il re di Cipro ad attaccare

---

<sup>74</sup> ASHTOR 1983a, pp. 17-44.

<sup>75</sup> PAVONI 1982; POLONIO 1982; BALARD 1983c; BALARD 1984b; PAVONI 1987.

<sup>76</sup> ASHTOR 1983a, pp. 48-50; BALARD 1978, II, pp. 577-584.

<sup>77</sup> ASHTOR 1983a, pp. 65-67.

<sup>78</sup> *Ibidem*, p. 83.

Tripoli, Tortosa e Lajazzo l'anno successivo, e Genova, in pieno accordo con Venezia, a mandare un'ambasciata presso il sultano, senza grandi risultati immediati<sup>79</sup>.

Alla fine del Trecento, i Genovesi si interessano meno dei Veneziani al commercio con la Siria-Palestina. Le loro relazioni con il sultano non sono sempre pacifiche. Se nel maggio 1383 mandano un'ambasciata ai Mamelucchi, tre mesi più tardi uno dei loro connazionali, Niccolò Maruffo attacca Sidone e poi Beirut<sup>80</sup>. Altri atti di pirateria sono noti nell'ultimo decennio del secolo. L'invasione di Timur-Leng che conquista Aleppo nel 1400 e Damasco l'anno successivo mette in fuga i mercanti insediati in Siria, che trovano rifugio in Cipro<sup>81</sup>. I Veneziani accusano i Genovesi del furto delle merci lasciate a Tripoli, tanto più che nel 1403 la flotta del maresciallo Boucicaut, governatore francese di Genova, organizza una spedizione contro gli stabilimenti commerciali dei Veneziani a Tripoli, Beirut e Sidone<sup>82</sup>. Secondo le lettere di carico dell'Archivio Datini, le navi genovesi tornano dalla Siria alla fine dell'anno, tra ottobre e dicembre, con carichi di spezie, di zucchero, di lacca, di cotone e un po' di allume<sup>83</sup>. Ivi portano soprattutto dei tessuti, olio d'oliva, metalli – stagno, ferro e rame – e corallo. Malgrado il numero alto dei natanti salpati da Genova verso Beirut – 262 tra il 1394 e il 1408, cioè una media di 17 per anno<sup>84</sup> – il commercio genovese con la Siria non supera mai il 10% del commercio estero genovese.

I dati per il Quattrocento non sono del tutto diversi. In Siria i Genovesi rimangono sempre indietro, rispetto ai Veneziani. I loro investimenti non superano 150.000 ducati all'anno, un terzo di quelli dei loro concorrenti<sup>85</sup>. Sono più concentrati nel traffico con Alessandria dove le spezie costano di meno, mentre in Siria-Palestina il cotone rimane la merce per eccellenza dell'esportazione, i tessuti occidentali, il corallo, l'ambra il mastice di Chio, l'olio, l'uva secca ed i noci, i principali carichi all'importazione. I Genovesi

---

<sup>79</sup> *Ibidem*, pp. 88-100.

<sup>80</sup> *Ibidem*, pp. 128-130.

<sup>81</sup> *Ibidem*, pp. 112-114.

<sup>82</sup> SURDICH, pp. 242-254; ASHTOR 1983a, pp. 217-220.

<sup>83</sup> HEERS 1955a, p. 157-209, ristampato in HEERS 1979, n. I.

<sup>84</sup> MELIS 1970, pp. 371-373.

<sup>85</sup> ASHTOR 1983a, pp. 479-486.

mantengono quindi un traffico intenso con la Siria-Palestina fino alla fine del secolo, ma mai paragonabile con quello dei Veneziani.

Nella storia dell'espansione genovese, il Vicino Oriente rinveste una grande importanza. Per la prima volta, dalla fine del decimo secolo in poi, i Genovesi escono del loro ambiente abituale per insediarsi in un altro paese, di cultura diversa. La loro emigrazione, se non fosse ancora massiccia, prolunga il fenomeno dell'inurbamento, interessando tutto il contado di Genova all'emigrazione oltremare. Nei paesi franchi di Siria-Palestina, i Genovesi hanno accumulato un mazzo di esperienze, di profitti e di relazioni economiche e politiche, utilizzati nei secoli successivi in altre zone, in altri campi di colonizzazione. È da mettere in rilievo lo sviluppo delle costruzioni navali indispensabili per l'organizzazione delle crociate, la crescente duttilità dei contratti notarili che permettono di radunare il denaro, di facilitare i trasporti mercantili, di rimpiazzare nel giro degli affari un mercante allontanato o di recuperare i beni dei morti oltremare. È certo, come lo sottolineava Geo Pistarino<sup>86</sup>, che i Genovesi stabiliti in Siria-Palestina, non si sentivano in una vera e propria patria, come lo fu più tardi nelle grandi colonie di Pera, Caffa o Chio. Il suolo non gli apparteneva, la giurisdizione era divisa tra le autorità locali ed i rappresentanti della madrepatria, l'esenzione delle tasse era soltanto parziale. Ma toccava a loro di giocare un ruolo importante di mediazione tra l'Occidente e il mondo islamico, contribuendo così allo sviluppo delle economie locali, se non ad intercambi culturali che furono assai modesti. In poche parole, le relazioni dei Genovesi con il Vicino Oriente sono state una scuola di colonizzazione, ricca di esperienze usufruite in altri campi negli ultimi secoli del Medioevo.

---

<sup>86</sup> PISTARINO 1986, pp. 137-139.

## Tabella dei diplomi e atti di cancelleria.

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1098, 14 lug.	Antiochia	Boemondo I	Homines Ianue in civitate Antiochiaie	RRH p. 2 n. 12; CD 1, p. 11; LP, pp. 40-41, n. 23
1101	Antiochia, Laodicea, Solino	Tancredi	Consules Ianuensium	RRH p. 5 n. 34; CD 1, p. 16; LP, p. 42, n. 25
1104, 24 set.	Acri, Giaffa, Cesarea, Arsur, Gerusalemme	Baldovino I	Ecclesia B. Laurentii Ianue	RRH p. 8, n. 43; CD 1, n. 15; LI 1, pp. 99-100
1105, 26 mag.	Gerusalemme	Lapide S. Sepolcro	Ianuenses	RRH p. 8 n. 45; CD 1, n. 18; LI 1, p. 97
1109, 26 giu.	Gibelletto, Tripoli	Bertrando di Saint-Gilles	Ecclesia S. Laurentii Ianuensis	RRH p. 11 n. 55; CD 1, n. 24; LI 1, pp. 182-183
1127, dic.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo II	Genuenses	RRH pp. 29-30 n. 119; CD 1, n. 47; LI 2, pp. 152-154
1144, mag.	Gibelletto	Ugo Embriaco	Comunis Ianue	RRH p. 57 n. 224; CD 1, n. 133; LI 1, pp. 206-208
1144	Antiochia, Laodicea, Solino	Raimondo di Antiochia	Genuenses consules	RRH p. 57 n. 228; CD 1, n. 140; LI 2, pp. 154-155
1147, gen.	Gibelletto, Laodicea, Antiochia	Consules comunis Ianue	Figli del fu Nicola Embriaco	RRH p. 62 n. 247; CD 1, n. 170; LI 1, p. 202-203
1151, mag.	Proibizione del commercio con i Sarraceni	Consules	Concittadini liguri	CD 1, n. 224; LI 1, p. 223
1154, gen.	Gibelletto, Laodicea	Consules	Guglielmo Embriaco	RRH p. 72 n. 286; CD 1, n. 246; LI 1, pp. 239-240
1154, gen.	Acri	Consules	Ugo e Nicola Embriaco	RRH p. 72 n. 287; CD 1, n. 248; LI 1, pp. 240-241
1154, gen.	Antiochia	Consules	Ugo e Nicola Embriaco	RRH p. 72 n. 285; CD 1, n. 247; LI 1, pp. 241-242
1167, 12 ott.	Gerusalemme	Alessandro III	Re Amalrico di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 27; LI 2, pp. 114-115
1167, 12 ott.	Gerusalemme	Alessandro III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 28; LI 2, pp. 113-114
1168, mar.	Gibelletto	Ugo Embriaco	Omnes homines Ianue	RRH pp. 115-116 n. 445; CD 2, n. 30; LI 2, pp. 156-157
1169, ott.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo III di Antiochia	Ianuenses	RRH p. 124 n. 471; CD 2, n. 49; LI 2, pp. 157-159

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1179, 25 apr.	Gibelletto	Alessandro III	Ugo Embriaco	RRH p. 154 n. 580; CD 2, n. 118; LI 2, pp. 118-119
1179, 26 apr.	Gerusalemme	Alessandro III	Baldovino IV	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 119; LI 2, p. 116
1186, 11 mar.	Gibelletto	Urbano III	Patriarca di Antiochia	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2, n. 153; LI 2, pp. 132-133
1186, 11 mar.	Gibelletto	Urbano III	Ugo Embriaco	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2, n. 152; LI 2, pp. 133-134
1186, 12 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Baldovino V	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 155; LI 2, pp. 119-120
1186, 12 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 156; LI 2, pp. 125-126
1186, 12 mar.	Gibelletto	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH pp. 154-155 n. 580; CD 2 n. 154; LI 2, pp. 126-127
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Arcivescovo di Nazareth, Maestri dei Templari e dei Gerosolimitani	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 158; LI 2, pp. 120-121
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Priore e canonici del Santo Sepolcro	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 159; LI 2, pp. 121-122
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 160; LI 2, pp. 122-123
1186, 13 mar.	Gerusalemme	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	RRH p. 114 n. 438; CD 2, n. 157; LI 2, pp. 123-124
1186, 13 mar.	Tripoli	Urbano III	Vescovo di Tripoli	RRH p. 80 n. 312; CD 2, n. 162; LI 2, pp. 127-128
1186, 13 mar.	Tripoli	Urbano III	Raimondo di Tripoli	RRH p. 80 n. 312; CD 2, n. 161; LI 2, pp. 128-129
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Vescovo di Tripoli	RRH pp. 154-155 n. 580; LI 2, pp. 129-130
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Patriarca di Gerusalemme	LI 2, pp. 130-131
1186, 13 mar.	Gibelletto	Urbano III	Vescovo di Byblos	LI 2, pp. 131-132
1187	Tiro	Barones regni Ierosolimitani	Genuenses	RRH p. 175 n. 659; CD 2, n. 170; LI 2, pp. 135-137
1189, apr.	Antiochia, Laodicea, Solino	Boemondo III	Consules et Ianuenses	RRH pp. 181-182, n. 680; CD 2, n. 184; LI 2, pp. 160-161

Anno	Luogo	Mittente	Destinatario	Riferimento
1190, 16 feb.	Trasporto crociati	Ugo III di Borgogna	Consules Ianuensium de comuni	CD 2, n. 191; LI 6, pp. 11-14
1190, apr.	Tiro	Corrado di Monferrato	Guido Spinola, consul de comuni	RRH pp. 183-184, n. 691; CD 2, n. 194; LI 2, pp. 137-140
1190, 4 mag.	Acri	Guido di Lusignan	Ianuenses et Comunis	RRH pp. 184-185, n. 693; CD 2, n. 196; LI 2, pp. 140-142
1190, ago.	Terrasanta	Filippo Augusto	Consules Ianue et comunis	CD 2, n. 198; LI 2, pp. 189-192
1190, 1 set.	Antiochia, Laodicea, Gabala	Boemondo III	Consulatus Ianuensium	RRH p. 185, n. 695; CD 2, n. 200; LI 2, pp. 162-163
1191, 11 ott.	Egitto	Riccardo Cuor di Leone	Arcivescovo, podestà, consoli, consiglio, tutti Genovesi	RRH p. 187, n. 1; CD 3, n. 7; LI 6, pp. 16-17 e 17-18
1191, 26 otto.	Acri	Guido di Lusignan	Ianuenses et Comunis	RRH pp. 187-188, n. 702; CD 3, n. 8; LI 2, pp. 142-143
1192, apr.	Acri, Ascalona, Giaffa, Gerusalemme	Corrado di Monferrato	Guilielmus Ricius et Comunis	RRH p. 188, n. 704; CD 3, n. 19; LI 2, pp. 144-146
1192	Tiro	Enrico di Champagne	Consules Ianue et Comunis	RRH p. 189, n. 707; CD 3, n. 28; LI 2, pp. 146-149
1195, set.	Tiro, Acri	Enrico di Champagne	Gafforius amiratus et civitas Ianue	RRH pp. 193-194, n. 724; CD 3, n. 40; LI 2, pp. 149-152
1199, apr.	Antiochia, Laodicea, Gabala	Boemondo III	Ianuenses	RRH p. 200, n. 753; <i>Liber Iurium</i> 1, p. 432

RRH = RÖHRICHT.

CD = *Codice Diplomatico*.

LI 1 = *Libri Iurium*, 1/1.

LI 2 = *Libri Iurium*, 1/2.

LI 6 = *Libri Iurium*, 1/6.

LP = PUNCUH 1962.



## *Les soudoyers de Famagouste génoise au XV<sup>e</sup> siècle*

L'expansion économique de Gênes en Orient s'appuie sur un réseau de comptoirs obtenus soit par concession des autorités locales, soit à la suite d'une intervention des forces militaires et navales génoises. Les principaux comptoirs, Péra, Caffa et Chio, résultent d'une concession accordée par les basileis ou le khan tatar, ce qui n'empêche pas le concessionnaire de prendre des mesures de défense et de recruter une garnison apte à protéger les territoires acquis.

A Famagouste la situation est radicalement différente. Jusqu'en 1372, bénéficiant de privilèges concédés par les rois Lusignan, la petite colonie génoise n'a guère besoin d'assurer sa propre défense. Les forces chypriotes y pourvoient, le cas échéant. Mais en 1373, l'expédition navale génoise, commandée par Pietro Campofregoso, vient en Chypre venger l'injure subie par la communauté génoise lors des fêtes du couronnement du roi Pierre II de Lusignan. Victorieuse, Gênes impose à Pierre II le traité de 1374 qui livre aux Génois Famagouste, devenue gage de la dette des Lusignan envers les vainqueurs. Le roi conserve ses droits sur la ville, mais pour peu de temps. Lorsqu'il meurt en 1382, Gênes fait accepter à son successeur, Jacques 1<sup>er</sup>, qu'elle tient prisonnier, la cession de Famagouste et d'un territoire environnant de deux lieues<sup>1</sup>. La Commune fait de la ville l'unique port de l'île ouvert au commerce d'importation et d'exportation. Ce régime de monopole éloigne rapidement les marchands des autres pays et, bien que des licences leur aient été accordées au fil du temps, Famagouste perd sa situation de « carrefour de l'Orient et de l'Occident », pour n'être plus qu'une colonie génoise où la rapacité et les malversations des fonctionnaires poussent bien des indigènes à fuir. Menacée de l'intérieur par la turbulence des Grecs et les désirs de revanche des Lusignan, aussi bien que de l'extérieur par les raids mamlûks, la colonie génoise a besoin d'une défense solide, s'appuyant sur

---

\* Pubblicato in inglese in *The Harbour of all this Sea and Realm. Crusader to Venetian Famagusta*, M. WALSH - T. KISS - N. COUREAS (ed.), Budapest 2014, pp. 77-90.

<sup>1</sup> LEFÈVRE, pp. 399-408; RICHARD 1972, pp. 227-228, repris dans RICHARD 1976a; OTTEN-FROUX 2006, pp.115-116.



des fortifications constamment surveillées et sur une garnison efficace de professionnels de la guerre.

Le capitaine-podestat nommé par les autorités de la métropole aurait pu recourir à ses concitoyens établis à Famagouste, largement minoritaires au sein de la population de la ville. Mais avant tout marchands, ils renâclent à accomplir leur devoir militaire, ne serait-ce que la garde nocturne aux murailles. Il faut donc engager à grands frais des stipendiés, leur fournir armes, logement et une solde régulière pour s'assurer de leur fidélité. Ces soudoyers participent à l'essor du mercenariat, bien connu en Occident à partir du XIII<sup>e</sup> siècle et qui définit le mercenaire comme « un soldat professionnel dont la conduite est avant tout dictée non par son appartenance à une communauté politique, mais par l'appât du gain »<sup>2</sup>. La définition d'Yves Garland, rappelée par Philippe Contamine, supposerait que le mercenaire réunisse la triple qualité de spécialiste, d'apatride et de stipendié, ce qui n'est pas tout à fait le cas à Famagouste, puisque les soudoyers sont en partie d'origine ligure, et en partie des gens de métier employés pour un certain temps seulement aux besoins de la défense.

Pour les connaître, il faut recourir aux registres de la *Massaria* (trésorerie) de Famagouste, livre de comptes de la gestion de la colonie génoise. Sans aucun doute, comme le rappelle une liste des registres qui se trouvaient en 1448 dans la maison des trésoriers génois<sup>3</sup>, l'administration a tenu un livre de comptes dès 1374 et a maintenu cette pratique jusqu'à la reprise de Famagouste par les troupes de Jacques II en 1464. Aujourd'hui, malheureusement, vingt-six registres ont été perdus sur soixante-quinze ans d'activité, bien que les deux trésoriers, nommés par la métropole, aient été tenus, à leur sortie de charge, de rapporter à Gênes un exemplaire de leur registre, afin d'obtenir un quitus des autorités. La liste des volumes aujourd'hui conservés prouve qu'il n'en fut rien, ou bien que des pertes importantes ont pu se produire à l'occasion des vicissitudes qu'ont connues au cours des âges les Archives d'État de Gênes<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> CONTAMINE 1980, p. 205.

<sup>3</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, Famagustae Massaria (= FM), n. 590/1277, c. 4v.

<sup>4</sup> BALARD 2008, pp. 234-249.

Ces registres contiennent les rôles des soudoyers, rétribués en principe tous les deux mois. Mais leur discontinuité chronologique et leur fréquent désordre interne, dû à la mauvaise réorganisation des archives après le bombardement de Gênes par la flotte de Louis XIV, ne permettent pas de suivre, année par année, leur recrutement. Aussi, a-t-on choisi cinq registres échelonnés de 1407 à 1461, préservant les comptes de 1407-1408, 1437-1439, 1442-1443, 1459-1460 et 1460-1461, pour étudier la composition du groupe des hommes d'armes assurant la défense de Famagouste. Chaque rôle comporte le nom de baptême et l'anthroponyme ou le nom de métier du soudoyer, parfois son origine géographique, son temps de service exprimé par la date de son recrutement et celle de son licenciement, le lieu d'exercice représenté par une tour ou une bretèche de la ville, le montant de sa solde et les motifs éventuels de son congédiement.

La base de données constituée sur un logiciel Excel permet d'abord d'évaluer l'effectif des soudoyers recrutés: 592 en 1407, 618 en 1437, 316 en 1442, 636 en 1459-1460 et 487 en 1460-1461, soit un total de 2649 noms. La fluctuation importante des effectifs reflète sans aucun doute la conjoncture économique et sociale que doivent affronter les autorités génoises. Le fléchissement des années 1440 illustre les difficultés financières du gouvernement, contraint de céder la gestion de Famagouste au Banco di San Giorgio en 1447, à la suite d'une délégation de la population famagoustaine venue à Gênes faire part de ses malheurs. Le Banco, qui hérite ensuite de la cession des colonies génoises en mer Noire, accomplit un gros effort pour redresser la gestion de la ville et y rétablir une défense viable: il s'engage à dépenser jusqu'à 10.000 livres de Gênes chaque année pour subvenir aux besoins de la colonie, et surtout à sa défense<sup>5</sup>. Mais il est vite obligé de restreindre son effort, faute d'un bon retour sur investissement exigé de ses actionnaires, qui ne peuvent consentir des dépenses à fonds perdus. La faiblesse des effectifs à partir de 1461 est la principale cause de la faible résistance opposée aux troupes royales de Jacques II qui reprennent la ville en janvier 1464.

Les soudoyers seraient-ils des apatrides attirés par l'appât du gain et vite démoralisés devant des forces supérieures? L'étude des origines géographiques, illustrée par le tableau suivant, apporte quelques nuances à la caractérisation classique du mercenaire.

---

<sup>5</sup> VITALE 1935, pp. 392-395; BANESCU 1946; HILL, III, p. 505-508; POLONIO 1966, pp. 211-237; BALARD 2007, p. 136.

	1407	1437	1442	1459	1460
Nb. de soudoyers	591	613	315	602	483
Lieux d'origine (%)					
Gênes	23,7%	27%	23,4%	16,9%	13,6%
Riviera du Ponant	7,6%	2,3%	1,6%	3%	4,3%
Riviera du Levant	3,9%	2,1%	1,2%	2,3%	0,1%
Apennin ligure	7,8%	2,4%	2,2%	4,6%	4,1%
Total:	43%	33,8%	28,4%	26,8%	22,1%
Italie (hors Ligurie)	6,1%	5,2%	5,4%	6,1%	5,8%
Occident	4,5%	3,2%	3,2%	4,3%	2,9%
Orient génois (Péra, Chio, Caffa)	5,6%	1,4%	2,8%	3,1%	3,9%
Orient vénitien (Corfou, Crète, Morée)	1,5%	0,1%	1%	1%	1%
Chypre	5,2%	6,3%	4,8%	5,9%	5,4%
Grecs	4,9%	8,5%	7,3%	12,4%	12,2%
Arméniens	—	4,7%	6,1%	3,1%	3,7%
Syriens	5,1%	5,9%	3,8%	4,5%	4,3%
Juifs	0,7%	3,6%	1,6%	1,3%	1,2%
Égyptiens	—	1,4%	2,9%	0,8%	1%
Divers	3,5%	2,8%	3,5%	3,5%	3,5%
Indéterminés	20,4%	23,1%	29,2%	27,2%	33%

Le recrutement se fait en partie à Gênes. Plusieurs actes indiquent en effet que le capitaine-podestat de Famagouste, nouvellement nommé, emmène avec lui, lors de son départ, un petit effectif de soudoyers, majoritairement originaires de Ligurie. Bien qu'environ 25% des noms enregistrés par les scribes de la *Massaria* échappent à toute identification, soit en raison de toponymes inconnus ou de noms de familles étrangers à la Ligurie, la base de données révèle que près d'un tiers des soudoyers est originaire de Gênes (19%, dont des clients de quelques grandes familles, Doria et Spinola par exemple) ou des bourgs des *Riviere* et de l'Apennin ligure (12%): pauvres paysans attirés par la promesse d'une solde régulière, marins sans emploi, petits artisans ou marchands espérant compléter par un apport d'argent les

revenus de leur activité coutumière. Le recrutement et l'émigration, sur la base du volontariat, sont un aspect du grand mouvement d'*inurbamento*, par lequel Gênes attire vers elle une partie des populations de son *contado*.

Naturellement l'appel aux hommes d'armes dépasse largement les frontières de la Ligurie. L'Italie, terre du mercenariat par excellence au XV<sup>e</sup> siècle, fournit près de 7% de la garnison. Toutes les grandes villes du Nord, à l'exception de Milan, de Turin et de Venise sont représentées: Plaisance envoie 5 concitoyens, Crémone 4, Novare, Parme et Vicence 3, Padoue, Pavie, Modène 2, Bologne, Ferrare, Alba, Rimini, Bobbio, Carrare et Vérone 1 seul chacune. Les conditions dans lesquelles les Génois se sont emparé de Famagouste et la vieille rivalité entre Gênes et Venise expliquent l'absence de tout homme originaire de la Lagune, mais on notera, en revanche, la présence de quelques représentants des colonies vénitiennes parmi l'effectif: soudoyers de Nègrepont, de Corfou, de Modon, de Coron et de Candie, qui attestent l'existence dans ces grands ports «coloniaux» d'une population d'aventuriers et de marins sans attache, prêts à s'engager sous les armes pour trouver des moyens de vivre. De l'Italie centrale proviennent des hommes de Borgo San Sepolcro, d'Urbino, de Sienne, d'Ancône, d'Incisa, de Florence, de San Gimignano, de Pise, de Faenza et de Rome. L'Italie du Sud est terre d'émigration: Famagouste accueille des soudoyers provenant de Tarante, de Naples, de Syracuse, de Messine, de Ragusa, de Modica, de Trapani, de Gaète, de Palerme, de Monopoli, d'Otrante, de Catane, des Pouilles et de Calabre, sans autre précision. Des émigrés de Bonifacio, de Calvi, du cap Corse et de Sassari complètent l'effectif originaire d'Italie. Les autres Occidentaux, Allemands (10), Français (8), Espagnols (6 dont cinq de Séville) et Maltais (5) ne sont que des individualités isolées à côté du groupe italien.

Le contingent le plus nombreux, après celui des Ligures, est constitué par des Chypriotes, en particulier par des gens de Famagouste portant un nom latin: des résidents récents ou anciens, parfois de basse extraction, intéressés par le versement d'une solde régulière. Ils représentent près de 9% de l'effectif total. C'est parmi eux que l'on rencontre un bon nombre d'artisans ou de serviteurs de l'administration génoise, engagés pour plusieurs années au service de la Superbe et de ses représentants locaux. Déterminés par leur patronyme, des Grecs constituent une part importante de l'effectif, soit 13%, venus aussi bien de l'île de Chypre elle-même que de Thessalonique et des îles de Cos et de Milos. Vient ensuite un groupe de Syriens, 4%

de l'échantillon recueilli. Ils illustrent le rôle de refuge joué par Chypre dans les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle, quand disparaissent les États francs de Syrie-Palestine sous les coups de boutoir des Mamlûks. Parmi eux, 37 hommes d'armes originaires de Gibelet rappellent que cette ville fut une importante colonie génoise en Terre sainte sous la direction de la célèbre famille des Embriaci. Mais on rencontre aussi 21 soudoyers qui se disent de Laodicée, 11 de Neffin, 9 de Tripoli, 3 d'Acre et d'Alep, 2 de Margat et de Jaffa et un seul d'Antioche. Près d'un siècle et demi après la chute des États latins, ces descendants des réfugiés portent encore le nom de la cité d'origine de leurs familles, bien que pour la plupart celles-ci soient établies en Chypre depuis plusieurs générations.

On peut se demander si tel n'est pas aussi le sort de ces Arméniens engagés au service de Gênes: un demi siècle après la conquête de la Cilicie par les Mamlûks en 1375, beaucoup ont trouvé refuge en Chypre, et particulièrement trois dizaines d'hommes d'armes originaires de Sis, dont la chute a provoqué une émigration de la noblesse et de pauvres hommes du peuple arménien vers le royaume des Lusignan, comme l'atteste le témoignage de Jean de Vérone<sup>6</sup>. Parmi ces Arméniens il y a sans doute aussi des descendants de tous ceux qui ont suivi Isaac Comnène, duc byzantin de Cilicie, replié en Chypre en 1183. La garnison comprend aussi 55 Juifs, soit 2% de l'échantillon, mais il est impossible de connaître leur origine, qu'elle soit indigène ou extérieure à l'île.

Une assez forte émigration a caractérisé les comptoirs génois d'Orient, qui ont envoyé des représentants conforter la garnison génoise de Famagouste: 21 proviennent de Péra, 18 de Caffa, 13 de Mytilène, possession de la famille génoise des Gattilusio, 8 de Chio, et quelques individus venant de Simisso d'Illice, de Varna, de Licostomo, de Chilia, de Phocée, de Soldaïa et de Trébizonde. S'y ajoutent curieusement 15 soudoyers de Rhodes, alors que l'île des Hospitaliers aurait besoin de toutes ses forces face aux Ottomans. La diversité des horizons géographiques de ces hommes reflète l'internationalisation du mercenariat au cours des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Le recrutement s'étend à l'ensemble du monde méditerranéen, mais constitue à Famagouste de petites communautés soudées par la même origine, les mêmes croyances et le même esprit d'aventure et de lucre.

---

<sup>6</sup> Sur les Arméniens en Chypre, voir DÉDEYAN, pp. 122-131.

Toutefois, certains changements interviennent dans la composition ethnique de la garnison. Entre 1407 et 1460, la part des soudoyers d'origine ligure a baissé de moitié, pour ne plus représenter que 22% de l'effectif. La crainte de troubles en Orient, à la suite de la progression rapide des Ottomans, a certainement diminué le flux de l'émigration ligure vers l'outre-mer; au milieu du XV<sup>e</sup> siècle les renoncements de maint officier génois désigné pour occuper une charge dans les comptoirs génois d'Orient ont la même signification. La diminution est aussi sensible pour les Latins d'Occident venus des villes italiennes, d'Espagne, de France et d'Allemagne, pour quelques-uns. En revanche, la proportion des Orientaux dans la garnison s'est accrue, en particulier celle des Grecs, qui passe de 4% en 1407 à 19% en 1459. Les autorités génoises d'outre-mer sont contraintes de développer le recrutement local, ce qui ne va pas sans risques pour la sécurité du comptoir confiée en partie à des Grecs prêts à pactiser avec leurs congénères, sujets des Lusignan.

Ces soudoyers ne sont pas tous des professionnels de la guerre. Dans l'échantillon réuni de 2649 mercenaires, 192 s'identifient par le métier qu'ils exercent, provisoirement délaissé au profit d'un engagement dans les troupes de la garnison. Une cinquantaine de métiers différents sont mentionnés dans les listes: 43 pratiquent les métiers du textile et de l'habillement: fabricants de chausses, de couvertures et de camelots, tailleurs, cordonniers, drapiers, peaussiers, ce qui souligne la part prépondérante de l'artisanat textile dans la vie économique du comptoir génois. Les besoins de la vie quotidienne sont satisfaits par les métiers de bouche qui comptent 36 représentants dans la garnison: bouchers, épiciers, boulangers, taverniers, meuniers, mesureurs de grain paraissent indispensables dans leur office qu'ils délaissent néanmoins pour un poste dans la garnison. Viennent ensuite les arts du fer et des métaux, avec 28 représentants (fabricants de bombardes, forgerons, couteliers, chaudronniers), les détaillants du bazar, les métiers de santé (barbiers et médecins) avec 20 membres, les jardiniers au nombre de 14, les métiers de la mer (marins et pêcheurs, maîtres de hache, fabricants de rames, calfats) avec 11 représentants et les artisans du bâtiment avec quatre. Ont-ils abandonné définitivement leur art pour entrer au service de la garnison? Les rôles consultés ne donnent pas de réponse.

L'onomastique de l'échantillon confirme totalement les résultats des enquêtes anthroponymiques menées dans tout l'Occident<sup>7</sup>. Comme en Bour-

---

<sup>7</sup> *Genèse*.

gogne ou dans le Vendômois, le nom de baptême *Johanes* vient au premier rang avec 233 occurrences, soit près de 9% de l'échantillon. Il est suivi par *Georgius*, avec 223 mentions, chiffre d'autant plus élevé que ce saint guerrier est considéré comme le second patron de la ville de Gênes. *Antonius*, *Nicolaus* et *Petrus* viennent ensuite, avec des valeurs moindres, mais à considérer ces cinq premiers noms de baptême, ils confirment en représentant 26,5% de l'échantillon l'onomastique du Midi de la France, où les cinq noms dominants représentaient le quart du stock des noms en usage. L'évolution de l'onomastique est parallèle à celle des provenances géographiques: le nom de baptême *Georgius*, prépondérant en 1407, passe au second rang après 1440, signe peut-être de la diminution progressive du recrutement en Ligurie.

La permanence et la solidité de la garnison sont un élément majeur de la défense de Famagouste. Pour ce qui est des temps de service, ils sont déterminés par la date d'engagement, généralement le premier jour de la mise en place de la nouvelle administration génoise, changée tous les douze à quatorze mois, et par la date de licenciement correspondant à l'arrivée de la nouvelle équipe à Famagouste. Mais que de variétés dans les temps de service! Sur l'ensemble de la période considérée, 22% seulement de l'effectif effectue une année complète, 13% ne restent en poste que durant cinq à six mois, 12% durant sept à huit mois, mais 11% quittent leur poste durant les six premières semaines de leur engagement. La plus forte permanence est réalisée en 1407-1408, alors que Gênes est sous la poigne ferme du gouverneur français, le maréchal Boucicault, et en 1459, alors que le Banco di San Giorgio a repris en mains la gestion de Famagouste. Une quinzaine seulement de mercenaires se maintient de 1437 à 1461 et effectue donc toute leur carrière dans la colonie génoise, sans que l'on puisse savoir s'ils sont venus avant ou restés après leur signalement dans les rôles de 1437 et de 1460: ce sont de véritables professionnels de la guerre, qui n'ont exercé aucun autre métier et qui ont la confiance des autorités locales. Les recrutements intermédiaires, assez nombreux, correspondent à des remplacements, soit en raison de licenciements anticipés « sur ordre du capitaine-podestat » génois prenant acte d'un refus du soudoyer d'assurer la garde nocturne aux murailles, soit en raison d'une autre affectation: certains partent exercer une autre fonction (armiger ou ministralis par exemple), sont envoyés à Limassol où se tient également une garnison génoise, ou sont engagés comme membres de l'équipage d'un navire en partance. Ce type de licenciement concerne 23% de l'effectif. Les cessations de service sont aussi provoquées par abandon de poste et fuite (3,5% de l'effectif) souvent dans les premiers temps de la

prise de fonction ou quelques mois plus tard, soit en raison d'un décès (4,3% de l'échantillon).

Nos listes évoquent par exemple des événements venus troubler la vie citadine. En 1407, 41 soudoyers prennent la fuite et 29 décèdent, ce qui réduit de 11,8% l'effectif de la garnison. Le siège de la ville par les troupes du roi Janus, bien qu'il ait été infructueux, est sans doute la cause de ces défections et disparitions<sup>8</sup>. Dans le registre daté de 1437, un nombre élevé de décès (34, soit 5,5% de la troupe), survenus pour la plupart entre le 2 avril et le 15 mai 1439, ne peut s'expliquer que par la propagation d'une épidémie, puisqu'aucun fait militaire n'est attesté au cours de ces deux mois<sup>9</sup>. Entre octobre 1460 et février 1461, le scribe de la *Massaria* signale 23 décès dans la garnison, dont cinq le 26 octobre 1460 et six le 22 février 1461, ces derniers, écrit le scribe, « tués par les Maures ». Il s'agit sans doute des victimes de l'expédition composée d'une centaine de Sarrasins, faisant partie de l'armée mamlûke, qui, sous la direction de Rizzo di Marino, officier de Jacques II, vient ravager les environs de Famagouste, comme le signale George Bustron<sup>10</sup>. Quelques victimes de raids catalans sont aussi signalées par le scribe de la *Massaria*. Toutes ces raisons expliquent l'importance du « turn over » au sein de la garnison et le recours de plus en plus fréquent aux soudoyers d'origine orientale. Ainsi les rôles de mercenaires peuvent indirectement illustrer les vicissitudes subies par la population, du fait des guerres civiles entre les Lusignans ou des raids contre Chypre menés par les Mamlûks.

La solde serait-elle moins attractive au cours du XV<sup>e</sup> siècle? Elle est en principe versée tous les deux mois, en besants blancs de Chypre, et est parfois complétée par une allocation en grains. Elle varie naturellement selon l'emploi occupé et la hiérarchie au sein de la garnison. La majorité des soudoyers (59%) touche entre 20 et 30 besants par mois, les caporaux commandant une tour de l'enceinte 60 besants. Seuls quelques spécialistes (arbalétriers, fabricants de bombardes) peuvent gagner plus de 100 besants. Le tableau suivant résume la répartition des soldes au sein de la garnison. Moins de 2% des hommes d'armes bénéficie d'un salaire supérieur à 80

---

<sup>8</sup> HILL, II, p. 458.

<sup>9</sup> *Ibidem*, III, p. 503, note 2.

<sup>10</sup> *Ibidem*, III, p. 566.



besants. La moyenne des soldes se situe à 28 besants entre 1407 et 1437, s'abaisse à 26 en 1442, en raison des difficultés financières de la Commune, et se relève à 35 besants en 1459, une hausse qui manifeste le souci du Banco di San Giorgio de conforter la garnison par des soldes attrayantes. Mais dès 1460-1461, la moyenne retombe à 31 besants. La diminution relative de la solde et l'introduction d'une proportion plus grande de Grecs dans la garnison expliquent sans doute la faible résistance opposée aux troupes de Jacques II en janvier 1464 et la fin de la domination génoise.

Les rôles des mercenaires sont également une source précieuse pour l'étude des fortifications de Famagouste. Edifiée, d'après Etienne de Lusignan, au cours du règne d'Henri II (1285-1324), l'enceinte est complétée, pendant son exil en Cilicie, par son frère l'usurpateur Amaury en 1310<sup>11</sup>. A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, lorsque les Génois en prennent possession, la muraille se compose d'une succession de tours, d'échelles et de bretèches, qui se développe depuis l'arsenal au sud-est de la ville jusqu'à la bretèche Saint-Antoine au nord de celui-ci. Les comptes de la *Massaria* énumèrent successivement: l'échelle de l'arsenal, la tour de l'arsenal, la tour du Milieu, la tour *Sucii*, la bretèche et la tour *Parmerii*, la tour et la bretèche de la Juiverie, la tour, l'échelle et la bretèche de Limassol, la tour et la bretèche de la Rocca, la bretèche et la tour de La Cava, la tour *Maruffus*, la tour de *Goarco*, les bretèches et la tour du Mastic, les tours de l'abattoir, la tour et la bretèche Morfi, une petite tour sans nom près du *castrum*, la tour du *Comerc*, la bretèche de la Loge, la bretèche et l'échelle de Saint-Antoine et deux échelles sans nom près de l'arsenal<sup>12</sup>. Le pivot de la défense est constitué par le *castrum* dans l'angle nord-est de la ville, où loge la plus grande partie de la garnison, en particulier le *Residium*, sorte de réserve, placée sous le commandement de deux châtelains jusqu'en 1443, puis sous celui du capitaine et des deux trésoriers<sup>13</sup>. La topographie actuelle des fortifications, profondé-

---

<sup>11</sup> LUSIGNAN, pp. 24-25. Cette assertion acceptée par RICHARD 1972, p. 222, est contestée par JACOBY 1984, I, p. 149, pour qui les fortifications de Famagouste ne peuvent être exactement datées.

<sup>12</sup> ASGe, FM, n. 1276 (année 1443), c. 110 et sgg; n. 1279 (année 1456), cc. 69r-82r; n. 1280 (année 1456), cc. 100r-133r, etc. On comparera cette liste avec celle qui figure sur un plan du port de Famagouste à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, in FRIGERIO, II, pp. 299-300. Sous la domination vénitienne subsistent les noms des tours du Mastic, du Milieu (ou tronquée), de la porte de Limassol et de la Juiverie.

<sup>13</sup> ASGe, FM, n. 1276, c. 1r (6 mai 1443).

ment modifiées à l'époque ottomane, ne permet pas de retrouver l'ensemble des tours et des bretèches signalées au temps de la domination génoise. Alors chaque tour et bretèche était desservie par un petit effectif de 4 à 6 hommes d'armes, placés sous le commandement d'un caporal.

Les rôles des mercenaires génois de Famagouste donnent l'image d'une organisation militaire précise, où les soldes sont assez régulièrement versées, où les affectations des soudoyers permanents à tel ou tel poste sont stables au cours d'une même année. Mais on y discerne néanmoins des défaillances dues à la proximité du danger, que ce soit les raids mamlûks ou les tentatives de reprise de la ville par les armées chypriotes, ou à la présence de plus en plus importante, à mesure que l'on avance dans le XV<sup>e</sup> siècle, d'éléments indigènes, et en particulier de Grecs, dans la garnison. Celle-ci ne peut résister aux troupes de Jacques II qui mettent fin en janvier 1464 à une domination génoise qui n'a profité ni à la métropole, où les élites marchandes retrouvent dès 1350 la route de Beyrouth et d'Alexandrie, ni à Famagouste elle-même, en grande partie ruinée et dépeuplée au milieu du XV<sup>e</sup> siècle.



## *Les mercenaires de Famagouste sous domination génoise au XV<sup>e</sup> siècle*

Le 3 octobre 1373, afin de tirer vengeance de l'opprobre subi par les Génois lors des fêtes du couronnement de Pierre II, une troupe de 14 000 hommes, sous le commandement de l'amiral Pietro di Campofregoso, débarque à Chypre (fig. 1).

Sept jours plus tard, elle s'empare de Famagouste et, après douze mois de combats et de négociations, elle contraint le souverain à livrer la ville à la Commune de Gênes, en garantie du paiement des colossales indemnités de guerre imposées aux Lusignan<sup>1</sup>. À court d'argent le successeur de Pierre II, Jacques I<sup>er</sup>, longtemps détenu en otage par ses vainqueurs, est contraint en 1383 de céder aux Génois Famagouste et un territoire environnant de deux lieues, les droits de juridiction et les revenus des gabelles. Tout navire venant commercer à Chypre devra relâcher à Famagouste, devenu l'unique port de l'île ouvert au commerce d'importation et d'exportation<sup>2</sup>.

Traités léonins sans aucun doute, ces conventions d'octobre 1374 et de février 1383 obligent la Commune à organiser la défense de la ville, menacée par le désir de reconquête des Lusignan et par les raids mamlouks et catalans. De puissantes fortifications y pourvoient gardées par une garnison composée en grande partie de professionnels de la guerre. Certes le capitaine-podestat génois aurait pu recourir à ses concitoyens établis à Famagouste, une minorité parmi la population de la ville. Mais étant surtout des marchands, ceux-ci étaient peu enclins à accomplir un service militaire, même s'il s'agissait de la garde de nuit des murailles. Les autorités génoises étaient

---

\* Pubblicato in « Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », III (2015), pp. 1225-1246.

<sup>1</sup> *Liber Iurium*, IX-2, coll. 806-815 et LISCIANDRELLI, n. 639, pp. 125-126 pour le traité du 21 octobre 1374, analysé par LEFÈVRE, pp. 399-403; HILL, II, pp. 414-415; RICHARD 1972, pp. 225-227, repris dans RICHARD 1976; OTTEN-FROUX 1995, pp. 61-75; EDBURY 1991, pp. 202-208; EDBURY 1995, pp. 118-126.

<sup>2</sup> Texte du traité du 19 février 1383 dans SPERONE, pp. 116-137 et *Libri Iurium*, II/3, pp. 750-777; analyse du traité par HILL, II, pp. 433-434; EDBURY 1995, pp. 135-137.

donc contraintes d'engager des mercenaires à grands frais, de leur fournir armement, logement et solde régulière et de s'assurer de leur fidélité.

Mais s'agit-il vraiment de mercenaires, au sens où l'entend par exemple Yves Garlan qui les définit comme des « soldats professionnels dont la conduite est avant tout dictée non par leur appartenance à une communauté politique, mais par l'appât du gain » ?<sup>3</sup> Si la plupart des historiens qui ont étudié le mercenariat médiéval s'accordent sur le fait que les notions de profit et d'origine étrangère à la communauté desservie sont inhérentes au concept de mercenariat, il n'en est pas tout à fait de même dans la garnison de Famagouste qui comprend à la fois une forte proportion de Ligures, des artisans se louant pour un temps limité et de véritables professionnels de la guerre venus parfois de fort loin. Les mots qui les désignent se limitent à trois: *stipendiarius*, *socius* et *armigerius*, alors que *mercenarius* n'apparaît jamais dans nos sources. C'est donc par commodité qu'est ici employé le mot « mercenaire », pour désigner cet ensemble composite que les registres de la *Massaria* (Trésorerie) de Famagouste nous font connaître: à la fois des recrues ligures et des hommes de guerre venus de toute l'Europe.

De 1374 à 1463, les trésoriers étaient astreints de tenir un livre de comptes enregistrant dépenses et revenus de l'administration génoise en Chypre, et de le rapporter à Gênes à leur sortie de charge<sup>4</sup>. Mais les archives ayant été gravement endommagées par le bombardement de Gênes en 1684 par la flotte de Louis XIV, une grande partie des registres a été perdue: il n'en subsiste aujourd'hui que 19, souvent incomplets, sur les 90 qui auraient été rédigés sous la domination génoise de Famagouste<sup>5</sup>. Ils contiennent les rôles des mercenaires, mais leur discontinuité dans le temps ne permet pas de suivre année par année le processus de recrutement (fig. 2).

Ont donc été retenus dix registres comprenant des rôles à peu près complets. Chaque liste contient le nom de baptême du mercenaire, suivi de son nom de famille, d'un toponyme ou d'un nom de métier. L'origine géographique, les dates de recrutement et de licenciement, le lieu d'affectation,

---

<sup>3</sup> Définition reprise par CONTAMINE 1980, p. 205. Sur la distinction entre stipendiés, mercenaires et membres d'armées politiques, voir VRIES, et MORILLO.

<sup>4</sup> Archives d'État de Gênes (= ASGe), *Banco di San Giorgio*, *Famagustae Massaria*, 590/1277, f. 4v.

<sup>5</sup> BALARD 2008, pp. 234-249.

le montant de la paye et les raisons de sa suspension complètent les données sur chaque membre de la garnison.

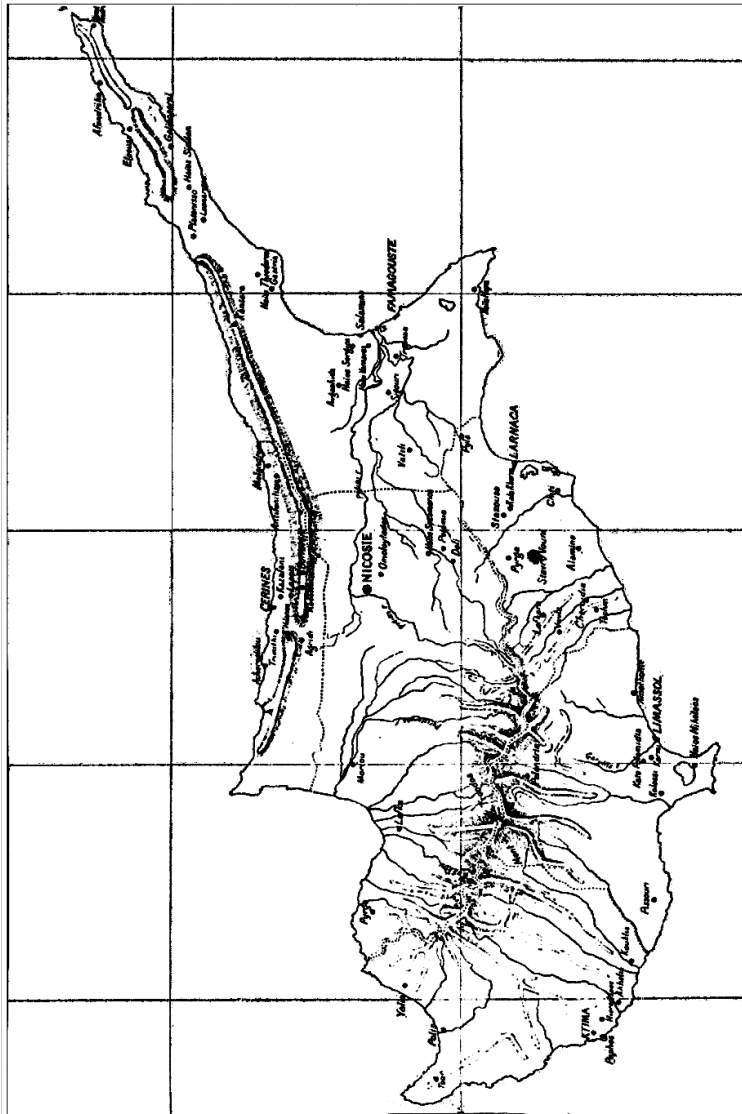


Fig. 1 - Carte de Chypre.



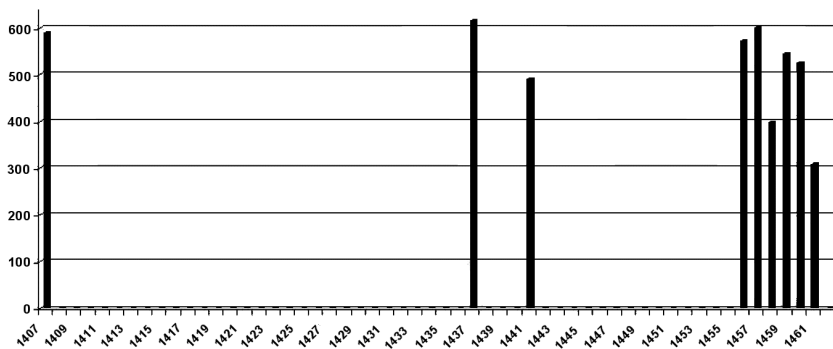


Fig. 3. Recrutement des mercenaires de 1407 à 1461.

Ces rôles ont permis de réunir 5082 noms, mais si l'on élimine ceux qui sont cités plusieurs années de suite, notre étude utilisant le logiciel Excel porte en fait sur 3789 noms. Entre 1407, date du premier registre et 1461, date du dernier, le recrutement a beaucoup évolué: 590 en 1407-1408, 616 entre 1437-1439, 448 en 1442, 573 en 1456, 601 en 1457, 399 en 1458, 545 en 1459, 525 en 1460 et 309 en 1461 (fig. 3).

Ces importantes fluctuations reflètent l'état économique et social de la Commune de Gênes. La baisse du recrutement dans les années 1440 est due aux difficultés financières du gouvernement génois, contraint de céder en juillet 1447 l'administration de Famagouste au Banco di San Giorgio, organisme regroupant l'ensemble des créanciers de la Commune. Celui-ci s'est efforcé de remettre de l'ordre dans l'administration et les finances de la colonie, d'envoyer des renforts et des armes pour restaurer un puissant système de défense. Il entreprend de dépenser chaque année 10 000 livres de Gênes pour satisfaire les besoins les plus urgents, et particulièrement la défense<sup>6</sup>. D'où l'augmentation du recrutement que l'on constate dans les années 1456 à 1460. Mais le Banco fut obligé de restreindre ses efforts, faute d'un retour sur investissement exigé de ses actionnaires. Dès 1461, l'effectif baisse et c'est une garnison diminuée qui s'incline devant les troupes royales en janvier 1464<sup>7</sup>.

Serait-ce qu'apatrides et mus seulement par l'amour du gain, ces mercenaires auraient renoncé à se battre contre des forces armées supérieures? La

<sup>6</sup> VITALE 1935, pp. 392-395; BANESCU 1946; HILL, III, pp. 505-508; POLONIO 1966, pp. 211-237; BALARD 2007, p. 136.

<sup>7</sup> HILL, III, pp. 589-590; EDBURY 1995a, pp. 218-219.



recherche menée sur les origines géographiques des membres de la garnison conduit à nuancer les caractères que l'on attribue habituellement au mercenaire: un combattant pour le profit et un étranger non intégré à la société de son employeur. Bien qu'environ 24% des noms échappent à toute identification (lieux inconnus, noms sans précision d'origine), la base de données met en évidence l'importance du recrutement à Gênes même (fig. 4).

De fait, plusieurs documents montrent qu'après sa nomination, le nouveau capitaine-podestat de Famagouste emmène avec lui un petit contingent de soldats natifs de Gênes, des *Riviere* ou de l'Apennin ligure, recrutés soit par volontariat, soit par conscription dans les bourgades sujettes à la Commune, comme c'est l'usage en temps de guerre. Il s'agit de paysans pauvres attirés par la perspective d'une solde régulière, de marins sans affectation, de modestes artisans ou même de marchands qui souhaitent augmenter leur revenu. Le recrutement et l'émigration volontaire constituent deux aspects du mouvement intense d'*inurbamento*, par lequel Gênes, comme beaucoup d'autres villes italiennes, attire à elle une partie de la population de son *contado*. Sur l'ensemble de la période, les Génois de souche représentent 36% de l'échantillon, les habitants de l'Apennin ligure 7,5%, ceux de la *Riviera* du Ponant 7,1% et ceux de la *Riviera* du Levant 4,4%. L'écart entre les deux *Riviere* contredit ce que l'on observe dans l'étude de l'émigration ligure au cours des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, l'attrait de l'Outremer étant alors plus important chez les Ligures du Levant que chez ceux du Ponant<sup>8</sup> (fig. 5).

Naturellement le recrutement s'étend bien au-delà des limites de la Ligurie. L'Italie, terre par excellence du mercenariat au XV<sup>e</sup> siècle, fournit 11,5% de la garnison, si l'on inclut les îles, Sicile, Corse et Sardaigne. Toutes les grandes villes de l'Italie du Nord sont représentées, bien que la participation des sujets de Venise soit insignifiante (3 Padouans, 2 Vénitiens, 1 Véronais), alors que Crémone, Plaisance et Vicence ont envoyé 11 de leurs citoyens, Novare et Faenza 5, Bologne 4, Parme, Pavie et Bobbio 3, Ferrare, Mantoue et Milan 2. La longue rivalité entre Gênes et Venise explique la présence réduite de sujets vénitiens, alors que le nombre de recrues des colonies vénitiennes n'est pas négligeable: 23 Crétois, 8 Nègrepontains, 4 habitants de Corfou, 3 de Modon et 2 de Coron témoignent de l'existence dans ces grands ports coloniaux d'une population de soldats de fortune et de marins sans emploi, prêts à s'enrôler dans l'espoir d'un revenu assuré.

---

<sup>8</sup> BALARD 1978, 1, pp. 246 et 251.

Région	Chiffres	Pourcentage
Bohême	1	0%
Écosse	1	0%
Flandre	1	0%
Hollande	1	0%
Ile d'Elbe	2	0%
Balkans	3	0%
Anatolie	5	0,10%
Adriatique (+ Durazzo)	7	0,24%
Mer Noire (avec bouches du Danube)	7	0,24%
Anatolie (en face de Chio)	8	0,27%
Malte	8	0,27%
Toscane	9	0,31%
Sardaigne	14	0,48%
Espagne	16	0,55%
Adriatique	19	0,66%
Lombardie	21	0,72%
Allemagne	22	0,76%
Crète	23	0,79%
Italie centrale	27	0,93%
Égypte	30	1,04%
Crimée	32	1,10%
Grèce (en incluant le Péloponnèse)	35	1,20%
France	36	1,25%
Corse	38	1,30%
Rhodes	42	1,40%
Sicile	44	1,50%
Piémont (en incluant Montferrat + Piémont près de Tortona)	46	1,60%
Cilicie	47	1,60%
Italie du nord	47	1,60%
Constantinople	53	1,80%
Italie du sud	67	2,30%
Mer égée	89	3,10%
Levant	127	4,40%
Ponant	207	7,10%
Syrie	213	7,40%
Apennin Nord (Hors ville de Gênes + environs de Gênes, Savone...)	216	7,50%
Chypre	299	10,30%
Gênes	1.048	36,30%
<b>Total</b>	<b>2.887</b>	

Fig. 4. Origines géographiques des mercenaires.

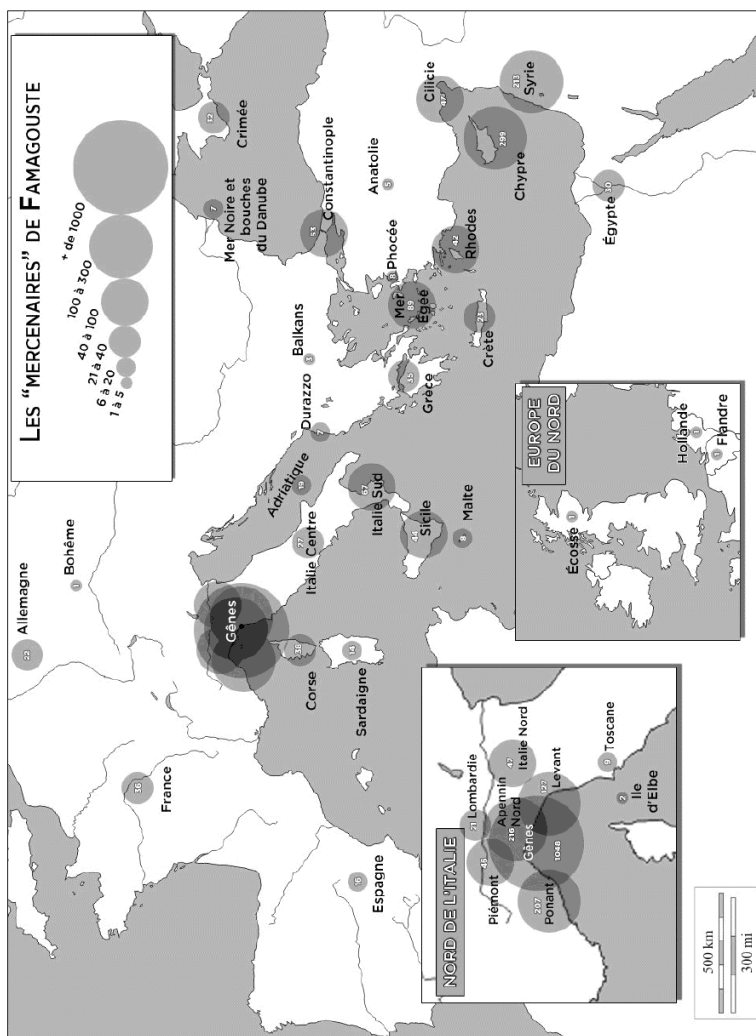


Fig. 5 - Carte des origines géographiques.

De l'Italie centrale proviennent 12 Siennois, 8 Anconitains, 7 Florentins, 4 Pisans et autant d'habitants de Borgo San Sepolcro, 2 d'Incisa et de Rome, 1 de San Gimignano et de Rimini. L'Italie du Sud est aussi une terre d'émigration: Famagouste accueille des mercenaires de Naples (27), de Tarente (24), de Syracuse (17), de Messine (13), d'Andria, de Modica, de Trapani, de Monopoli, d'Otrante, de Catane et de Palerme. La Corse avec

38 représentants venant en majorité de Bonifacio, colonie génoise, et la Sardaigne avec 14 complètent le recrutement opéré en Italie. Les autres Occidentaux, Allemands (22), Français (36), Espagnols (16) forment de petites minorités au sein d'un groupe italien dominant.

En dehors des Ligures, le contingent le plus nombreux, avec 10,3% de l'ensemble, est constitué de Chypriotes, soit des habitants de Famagouste portant un nom latin, soit des Grecs originaires de l'île. Les premiers sont des résidents, souvent de basse extraction, qui sont attirés par la perspective d'une solde régulière. Parmi eux, un nombre notable d'artisans et de membres de l'administration génoise, enrôlés pour plusieurs années au service de Gênes ou de ses officiers locaux. Clairement identifiés par leur patronyme, les Grecs de la garnison sont originaires soit de Chypre, soit de Thessalonique et des îles de Kos et de Milos et représentent 12% de l'effectif total. La défense de la tour et de la bretèche de Limassol, dans le sud de la ville, est assurée à près de 40% par des Grecs, ce qui souligne peut-être l'importance du peuplement grec dans ce quartier. Avec 7%, les Syriens constituent un groupe remarquable qui rappelle le rôle joué par Chypre à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle comme refuge, au moment de la chute des dernières places franques de Syrie-Palestine. Dans ce groupe se distinguent 91 mercenaires originaires de Gibelet, un vieil établissement génois de Terre sainte, longtemps placé sous l'administration de la famille des Embriaci. Que ce soit des immigrés récents répondant à l'appel au peuplement de la ville par les autorités génoises<sup>9</sup>, ou des descendants d'anciens réfugiés du XIII<sup>e</sup> siècle, l'attachement de ces Syriens à l'administration génoise n'en est que plus remarquable. Parmi eux, il faut aussi compter 60 mercenaires de Laodicée, 25 de Tripoli, 20 de Neffin, 12 d'Alep, 9 d'Acre et autant d'Antioche, 4 de Margat et 3 de Jaffa. Il est impossible de déterminer s'il s'agit de descendants des réfugiés du XIII<sup>e</sup> siècle, portant encore le nom de la ville d'origine de leur famille, ou d'immigrés récents, comme c'est sans doute le cas pour les 24 Cairotes et les 6 habitants de Damiette venus s'engager dans les rangs de l'armée génoise (fig. 6 et 7).

---

<sup>9</sup> Voir par exemple l'appel adressé particulièrement aux Arméniens le 10 juillet 1441 pour favoriser leur installation à Famagouste: ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famagostae Diversorum Cancellarie, 590/1292, f. 127v.

Origine ethnique	Année engagement									Total général
	1407 1408	1437 1439	1441 1445	1456	1457	1458	1459	1460	1461	
Grec	16	69	69	88	87	58	75	76	12	550
Oriental	5	34	14	26	26	20	21	7	1	154
Juif	3	22	13	16	13	3	11	5		86
Arménien		20	15	5	7	10	13	8	4	82
Égyptien		7	7	3	3	2	3	5		30
Hongrois	1		3	1						5
Nestorien						1	2	1		4
Allemand			2							2
Albanais									1	1
Tatar	1									1
Bulgare			1							1
Catalan		1								1
<b>Total général</b>	26	153	124	139	136	94	125	102	18	917

Fig. 6. Origines ethniques des mercenaires (en nombre).

Origine ethnique	Année engagement									Total général
	1407 1408	1437 1439	1441 1445	1456	1457	1458	1459	1460	1461	
Grec	2,73%	11,20%	14,05%	15,58%	14,50%	14,57%	14,02%	14,48%	3,88%	11,89%
Oriental	0,85%	5,52%	2,85%	4,60%	4,33%	5,03%	3,93%	1,33%	0,32%	3,33%
Juif	0,51%	3,57%	2,65%	2,83%	2,17%	0,75%	2,06%	0,95%	–	1,86%
Arménien	–	3,25%	3,05%	0,88%	1,17%	2,51%	2,43%	1,52%	1,29%	1,77%
Égyptien	–	1,14%	1,43%	0,53%	0,50%	0,50%	0,56%	0,95%	–	0,65%
Hongrois	0,17%	–	0,61%	0,18%	–	–	–	–	–	0,11%
Nestorien	–	–	–	–	–	0,25%	0,37%	0,19%	–	0,09%
Allemand	–	–	0,41%	–	–	–	–	–	–	0,04%
Albanais	–	–	–	–	–	–	–	–	0,32%	0,02%
Tatar	0,17%	–	–	–	–	–	–	–	–	0,02%
Bulgare	–	–	0,20%	–	–	–	–	–	–	0,02%
Catalan	–	0,16%	–	–	–	–	–	–	–	0,02%
<b>Total général</b>	26	153	124	139	136	94	125	102	18	917
<b>(Données salaires)</b>	586	616	491	565	600	398	535	525	309	4.625

Fig. 7. Origines ethniques des mercenaires (en pourcentage).

Un cas particulier est représenté par les Arméniens passés au service de l'administration génoise, près d'un demi-siècle après la conquête de la Cilicie par les Mamlouks. Avant même 1375, Chypre a constitué un refuge aussi bien pour la noblesse que pour les plus humbles, comme le signale le frère Jacques de Vérone décrivant l'arrivée à Famagouste des Arméniens fuyant les Mamlouks, après la chute de l'Ayas<sup>10</sup>. Il en est de même pour les habitants de la capitale de la Cilicie, Sis, d'où proviennent, selon nos listes, pas moins de 46 mercenaires. Ces Arméniens étaient d'autant plus recherchés que, dès l'époque des croisades, on appréciait leurs compétences techniques, en tant qu'ingénieurs et spécialistes de poliorcétique<sup>11</sup>. Leur grande science des fortifications était reconnue et l'on ne doit pas s'étonner que certains figurent parmi les mieux payés de toute la garnison de Famagouste. Celle-ci comprend aussi 44 juifs, soit 1,5% de l'effectif, certains établis à Chypre de longue date, d'autres provenant d'Antioche, du Caire, de Damiette, de Gibelet, de Jaffa, de Péra, de Thessalonique et de Tripoli. un ou deux juifs participent à la défense de la tour *Judaice*, dont le nom évoque sans doute un peuplement majoritaire dans ce quartier.

Un fort courant d'émigration caractérise les colonies génoises d'Orient et d'autres possessions occidentales dans le Levant, d'où proviennent nombre de mercenaires: Péra envoie 51, Chio 33, Caffa et Mytilène 31; quelques unités aussi viennent de Simisso, d'Illice, de Varna, de Licostomo, de Chilia, de Phocée, de Soldaïa et de Trébizonde. Rhodes, où pourtant les Hospitaliers avaient besoin de beaucoup de recrues pour s'opposer aux Ottomans, envoie 42 mercenaires à Famagouste. Cette diversité des origines géographiques démontre le caractère international du recrutement au cours des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Il s'étend à l'ensemble du monde méditerranéen, et parfois au-delà. À Famagouste de petites communautés se forment, unies par l'origine de leurs membres, la foi, le même esprit d'aventure et l'appât du gain.

Entre 1407 et 1461 des modifications interviennent dans la répartition géographique des membres de la garnison, surtout un net fléchissement du recrutement des Ligures qui d'environ 56% de l'échantillon passent à moins de 40%. La peur des troubles en Orient, à la suite des rapides conquêtes ottomanes, a certainement réduit le flux de l'émigration ligure. À partir de

---

<sup>10</sup> Sur les Arméniens en Chypre, voir DÉDÉYAN 1995, pp. 122-131.

<sup>11</sup> PROUTEAU.

1450, un certain nombre de notables génois, nommés à un office outre-mer, renoncent à leur fonction et doivent être remplacés. Le déclin est aussi perceptible en ce qui concerne les Occidentaux venus des autres régions d'Italie, de France, d'Espagne ou d'Allemagne. En revanche, la proportion de chrétiens orientaux dans la garnison s'accroît, particulièrement celle des Grecs qui passe de moins de 3% en 1407 à près de 15% en 1460. Les autorités génoises en Chypre sont contraintes de faire appel au recrutement local, ce qui constitue un grand risque pour la ville, confiée en partie à des Grecs enclins à pactiser avec leurs compatriotes du royaume des Lusignan.

Tous les membres de la garnison ne sont pas des professionnels de la guerre. Sur l'échantillon de 3789 personnes, 594 sont identifiées par le nom d'un métier, qu'ils ont provisoirement abandonné au moment de leur recrutement. Nos listes mentionnent près de 90 métiers différents. Viennent en tête, avec 25% de l'échantillon, les arts du textile et du cuir, fabricants de chausses, de camelots, tailleurs, couturiers, fileurs, tondeurs de draps, pelletiers et peaussiers, lainiers et teinturiers, toutes activités qui soulignent le rôle prépondérant des métiers vestimentaires dans la vie économique de la colonie génoise. Viennent ensuite les métiers des métaux et du bois avec 91 artisans, soit 15% de l'échantillon: forgerons, fabricants de bombardes, de cuirasses et de caisses, tonneliers, couteliers, chaudronniers et tourneurs. Les gens de mer sont bien représentés avec 38 pêcheurs, 19 maîtres de hache, 16 calfats, 6 marins et 4 gardiens du port. Les besoins de la vie quotidienne sont satisfaits par les métiers de l'alimentation et de l'approvisionnement: 20 bouchers, 18 meuniers, 15 mesureurs de grain, 8 épiciers et autant de boulangers, 6 tenanciers du bazar et 1 tavernier. On ajoutera 41 préposés aux services médicaux, barbiers et médecins, ainsi que 15 maçons, 23 sonneurs de cloches, des charretiers, des serviteurs, des maîtres d'école, des courtiers, des trompettes et même 3 prêtres affectés à la garde des fortifications. Tous ces hommes ont-ils abandonné leur métier habituel pour s'enrôler dans la garnison? Nos listes ne permettent pas de répondre.

Elles donnent en revanche des informations précises sur l'ononastique médiévale. Les résultats sont tout à fait conformes à ceux qu'a livrés la grande enquête conduite par Monique Bourin sur la genèse médiévale de l'anthroponymie moderne<sup>12</sup>. Comme en Bourgogne et dans la région de

---

<sup>12</sup> BOURIN.

Vendôme, le nom de baptême Iohannes arrive en tête avec 495 occurrences, soit 10% de l'échantillon. Il est suivi par Georgius, cité 464 fois, un chiffre élevé rappelant sans doute que ce saint est considéré comme le second patron de la ville de Gênes, après saint Jean-Baptiste. Mais ce nom de baptême, prépondérant en 1407, passe au second rang après 1440, en raison du relatif déclin du recrutement ligure. Viennent ensuite Anthonius (276 occurrences), Domenicus (172), Nicolaus (124), Petrus (118) et Iacobus (114). Ces sept noms de baptême sont portés par le tiers des membres de la garnison, une proportion identique dans l'anthroponymie de la France méridionale, où ces noms constituent plus du quart du stock anthroponymique. Du côté grec, les noms de baptême les plus fréquents sont Dimitri (78 occurrences), Micali (67), Jani (51), Manoli (36) et Chiriacos (35), tandis que les juifs se placent sous la protection de Salamon(us) (46 occurrences), Joxif (35), Jacop (20), Mosse (17) et Elias (10).

Les défenses de Famagouste se renforcent en proportion de la permanence et de la fiabilité de la garnison. La durée du service de chaque mercenaire est indiquée par la date de recrutement, en général le jour de l'installation de la nouvelle administration génoise, remplacée tous les douze ou quatorze mois, et par la date de la clôture de la solde, correspondant à l'arrivée à Famagouste de nouvelles autorités. Entre 1407 et 1461, seulement 16% de la garnison restent en service pendant une année complète, tandis que 18% n'effectuent que de quatre à sept mois, 15% de sept à dix mois et 12% pas plus de deux mois. Le plus haut taux de permanence est réalisé en 1407, alors que la ville de Gênes est passée sous la rude poigne du gouverneur français, le maréchal Boucicault, et en 1456, premier rôle conservé après la cession de Famagouste au Banco di San Giorgio. Le *turn over* est donc particulièrement important, puisque 50% des stipendiés effectuent moins de 300 jours de service. Seuls soixante-treize mercenaires restent en poste de 1437 à 1461, en consacrant toute leur carrière au service de la colonie génoise, et peut-être étaient-ils déjà en fonction avant 1437 ou le restaient-ils après 1461. Beaucoup d'autres font partie de la garnison six ans de suite, soit de 1437 à 1443 ou de 1456 à 1462. Il s'agit là de véritables professionnels de la guerre, qui n'avaient pas d'autre métier que celui des armes et qui avaient réussi à gagner la confiance des autorités locales (fig. 8).



	Année															Total général
	1407	1408	1437	1438	1439	1441	1442	1443	1444	1456	1457	1458	1459	1460	1461	
20-69 jours	43	11	9	4	39	43		4	20	53	63	46	62	60		457
70-119 jours	35	8	18	7	23		24	2	2	9	5	7	5	16	11	172
120-169 jours	56	1	11	8	13		11	1		18	13	29	75	79		315
170-219 jours	78	1	5	6	11		11	1	1	29	14	6	66	146		375
220-269 jours	82	1	9	4	31		20	1	3	12	5	13	47	185		413
270-319 jours	24	2	11	4	11		12		3	11	8	18	42	22		168
320-369 jours	98		12	5	26		6			48	156	20	237			608
370-419 jours	3		9	9		7	274			6			2			310
420-469 jours			7	5		1	3	1		415		28	2			462
470-519 jours			8	6				2				193	2			211
520-569 jours			8	10				1	1				1			21
570-619 jours	1		8	2				6		1						18
620-669 jours			7	1				2								10
670-719 jours			8	2			40									50
720-769 jours			6	8												14
770-819 jours				11												11
820-869 jours				37												37
870-919 jours				16												16
920-969 jours				10												10
970-1019 jours				14												14
1020-1069 jours				11												11
1070-1119 jours				93												93
<b>Total</b>	420	24	328	81	154	8	445	17	13	569	254	377	525	510	71	3.796

Fig. 8. Durée des services par année.

Ces fidélités sont-elles le lot de tous les mercenaires, quelle que soit leur origine géographique ou l'ethnie à laquelle ils appartiennent? La durée des engagements est en effet très variable, plus courte chez les Orientaux, plus longue chez les Occidentaux. En effet si dans l'ensemble 12% des mercenaires ont un temps de service inférieur à 70 jours, cette proportion passe à 29,8% chez les Orientaux. À l'inverse, moins de 10% d'entre eux restent en fonction pendant une année complète, alors que dans l'ensemble de la garnison 16% effectuent au moins un service d'un an. Il semble donc que, contraintes de recruter des Grecs, des Juifs ou des Arméniens, les autorités génoises de Famagouste n'hésitent pas à licencier, au bout de quelques semaines de service, des recrues dont la fidélité est douteuse et à instaurer ainsi un renouvellement rapide de la garnison (fig. 9).

Elles furent donc obligées d'effectuer des recrutements partiels pour remplacer les soldats remerciés sur ordre du capitaine-podestat, les déplacés

vers d'autres fonctions, les fuyards ou les morts. Les licenciements, effectués pour des raisons que les listes ne mentionnent pas, concernent 514 personnes, soit 13% de l'effectif. Près de 150 stipendiés sont affectés à d'autres fonctions au cours de leur engagement: certains deviennent *armiger*, garde rapprochée du podestat, *ministralis*, officier chargé de la surveillance des marchés, stipendié au château de Limassol, où est installée une petite garnison génoise, ou bien membre de l'équipage d'un des navires en partance pour l'Occident. Ces remplacements concernent près de 29% de l'effectif, diminué aussi par la fuite et la désertion (2,3% des membres) le plus souvent dans les premières semaines de l'engagement, ou par la mort (3,1% de la force totale).

Nombre de jours de service	Nombre de mercenaires	
20-69 jours	457	12%
70-119 jours	172	5%
120-169 jours	315	8%
170-219 jours	375	10%
220-269 jours	413	11%
270-319 jours	168	4%
320-369 jours	608	16%
370-419 jours	310	8%
420-469 jours	462	12%
470-519 jours	211	6%
520-569 jours	21	1%
570-619 jours	18	0%
620-669 jours	10	0%
670-719 jours	50	1%
720-769 jours	14	0%
770-819 jours	11	0%
820-869 jours	37	1%
870-919 jours	16	0%
920-969 jours	10	0%
970-1019 jours	14	0%
1020-1069 jours	11	0%
1070-1119 jours	93	2%
Total général jours	3796	100%

Fig. 9. Temps de service des mercenaires orientaux.

Nos listes se font l'écho d'événements importants venus troubler la vie de la colonie. En 1407, 41 mercenaires prennent la fuite et 29 décèdent, soit 11,9% de la garnison. Ces pertes sont dues en toute vraisemblance au siège de Famagouste effectué par les troupes du roi Janus qui ne réussissent pas à prendre la ville<sup>13</sup>. Le registre de l'année 1437 mentionne un nombre élevé de morts (34, soit 5,5% de l'effectif) entre le 2 avril et le 15 mai 1439: la raison en est certainement la propagation de la peste commencée en 1438 et qui, selon Amadi, a duré seize mois, aucun événement militaire de quelque importance n'étant signalé au cours de cette période<sup>14</sup>. De nouveau, entre octobre 1460 et février 1461, 22 décès dans la garnison sont signalés par le scribe de la *Massaria*, dont 5 le 26 octobre et 6 le 22 février 1461, tués, dit le scribe, « par les Maures ». Ils furent sans doute les victimes d'une troupe d'une centaine de Sarrasins, commandés par Rizzo di Marino, qui, agissant pour le compte du futur Jacques II, vinrent ravager les environs de Famagouste, si l'on en croit la chronique de George Bustron<sup>15</sup>. Des raids catalans sont aussi la cause de quelques pertes parmi les mercenaires. Tout cela explique l'important *turn over* au sein de la garnison et le recours fréquent à des stipendiés d'origine orientale.

Le peu d'attrait exercé par la fonction chez les volontaires occidentaux viendrait-il de la médiocrité de la solde? En règle générale, les soldats sont rétribués tous les deux mois en besants blancs de Chypre, une paye éventuellement complétée par des distributions de grain, dont il est difficile de mesurer l'importance. La solde varie selon la hiérarchie à l'intérieur du corps de la garnison. Les deux tiers des stipendiés touchent de 20 à 30 besants par mois, tandis que les caporaux commandant l'une des tours gagnent de 60 à 70 besants. Seuls quelques spécialistes (fabricants de bombardes et d'arbalètes, arbalétriers, forgerons, médecins et barbiers) obtiennent plus de 70 besants. En 1456 la plus haute rémunération est celle du capitaine-podestat, rétribué 1830 besants par mois, de telle sorte que l'écart de salaire entre le stipendié de base à 31 besants et le chef de l'administration génoise est de 1 à 59. La moyenne des soldes s'établit à 28 besants entre 1407 et 1437, décline à 26 en 1442, en raison des difficultés financières de la Commune, remonte à 35 besants en 1459 grâce aux efforts du

---

<sup>13</sup> HILL, II, p. 458.

<sup>14</sup> *The Chronicle of Amadi*, p. 466.

<sup>15</sup> HILL, III, p. 506.

Banco di San Giorgio pour soutenir la défense en offrant des soldes plus attractives. Mais dès 1460-1461, la moyenne redescend à 31 besants par mois (fig. 10).

Nb de salaires Besants	Année																	Total général	
	1407	1408	1437	1438	1439	1441	1442	1443	1444	1445	1456	1457	1458	1459	1460	1461	nc		
10-30	373	55	104	18	42	4	285	18	13	1	442	419	245	284	127	6	359	2.795	
30-50	12	1	95	20	21	2	91					82	122	105	153	127	13	33	877
50-70	127		17	5	4		9					30	47	36	84	77	9	9	454
70-90	14	4	1		5		3					5	8	7	8	4	2	3	64
90-110			2												5				7
110-130												3	3	3				1	10
150-170			1		1		1						1	1	1	1		1	8
170-190												3		1					4
410-430							1												1
Total général	526	60	220	43	73	6	390	18	13	1	565	600	398	535	336	30	406	4.220	

Fig. 10. Soldes des mercenaires.

Les stipendiés de Famagouste sont-ils pour autant défavorisés? Que représente par exemple une solde de 20 besants par mois en termes de niveau de vie? En 1407, le prix du muid de grain s'élève à 5 besants<sup>16</sup>, le stipendié pourrait donc disposer de 4 muids de grain par mois, c'est-à-dire selon les équivalences entre le muid de Famagouste et la mine de Gênes, l'équivalent de 100 kg de grain par mois. En 1460, la solde de base du stipendié est passée à 31 besants par mois, alors que le muid de grain, vendu par les autorités vaut 6 besants 6 carats<sup>17</sup>. Le soldat bénéficierait donc de l'équivalent d'environ 124 kg de grain par mois, soit une amélioration d'environ 24%. Mais, en comparaison de la solde journalière d'un homme de pied en France, relevée par Philippe Contamine<sup>18</sup> et estimée à l'équivalent de 3,34 gr d'argent pur par jour en 1295, la solde de 20 besants en 1407 n'équivaldrait qu'à 2,94 gr d'argent par jour<sup>19</sup>. Le niveau de vie des

<sup>16</sup> ASGe, *Banco di San Giorgio*, Famagustae Massaria, 590/1269, f. 109v.

<sup>17</sup> *Ibidem*, 1283, f. 216r pour le taux de change entre besant et sou de Gênes; 1284, f. 47v et 48v, pour le prix du grain en 1462.

<sup>18</sup> CONTAMINE 1980, p. 198.

<sup>19</sup> FELLONI 1975, p. 312; BALARD 1978, 2, p. 650.

mercenaires de Famagouste, autant que l'on puisse l'estimer, serait donc inférieur à celui des hommes de guerre en Occident à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, tout en étant un peu meilleur en 1460 que celui de leurs devanciers du début du XV<sup>e</sup> siècle. Ajoutons que contrairement aux hommes de guerre actifs en Italie<sup>20</sup>, les soldats de Famagouste, en garnison, ne bénéficient ni des produits du pillage, du butin ou des rançons et doivent se contenter d'une solde régulière, tout juste agrémentée de quelques suppléments en nourriture, dont les sources ne permettent pas d'évaluer l'importance.

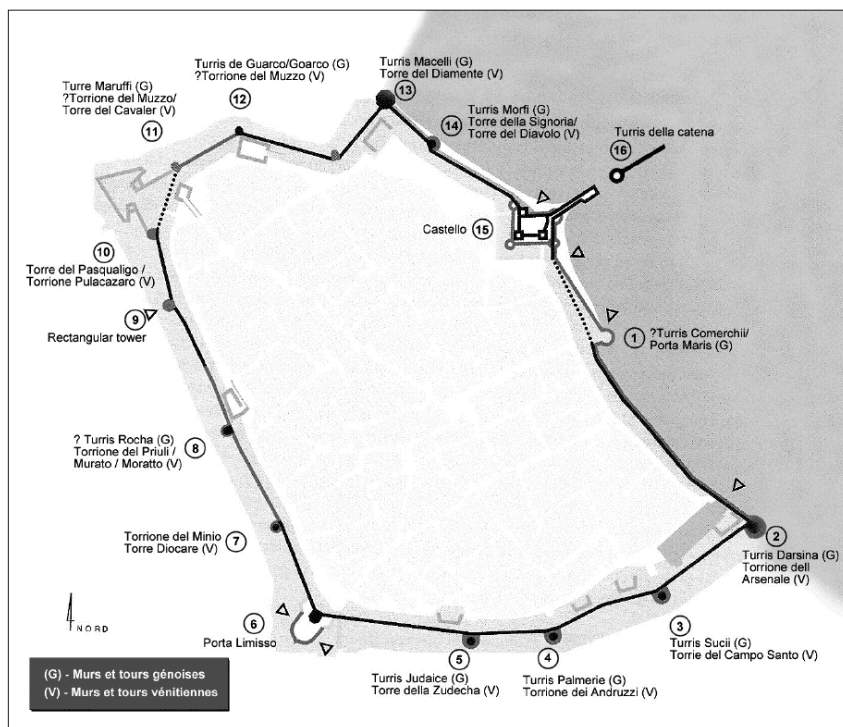


Fig. 11. Plan de Famagouste génoise.

<sup>20</sup> GUERRI DALL'ORTO, p. 76.

Les stipendiés sont affectés à la garde des tours, des bretèches et des échelles (*scallai*) de Famagouste. Les rôles constituent donc une source irremplaçable pour la nomenclature des fortifications de la ville et complètent le plan proposé par J. Petre en 2012<sup>21</sup> ils y ajoutent la tour du Milieu entre la tour de l'arsenal et la tour *Sucii*, une petite tour sans nom près du *castrum*, la bretèche de la *logia* entre la tour du Comerc et l'arsenal, ainsi que la bretèche et la *scalla* de Saint-Antoine à proximité de l'arsenal. Le pivot de la défense est constitué par le *castrum* dans l'angle nord-ouest de la ville, où la plus grande partie de la garnison a ses quartiers, en particulier le *Residium*, constitué d'une réserve placée sous le commandement de deux châtelains jusqu'en 1443, puis du capitaine-podestat lui-même et de ses deux trésoriers. La topographie actuelle des fortifications a été profondément bouleversée durant la période ottomane et ne permet pas d'identifier l'ensemble des tours et bretèches en place pendant la domination génoise. Pendant celle-ci chaque tour et bretèche était sous la garde de 4 à 8 hommes, commandés par un caporal (fig. 11).

Les rôles des mercenaires de Famagouste offrent l'image d'une organisation militaire précise, où la paye est régulièrement assurée et en légère augmentation au cours du XV<sup>e</sup> siècle, où l'affectation des soldats à des postes spécifiques est relativement stable tout au long de l'année. Mais cette organisation militaire souffre d'évidentes faiblesses: l'insuffisance des ressources de Famagouste restreint le recrutement, la présence croissante des éléments orientaux, particulièrement des Grecs, au sein de la garnison en diminue la loyauté, le désintérêt des élites génoises pour les postes à risque outre-mer compromet la survie des colonies d'Orient face aux raids mamlouks ou ottomans, et, dans le cas de Famagouste, face aux tentatives des Lusignan de reprendre le contrôle de la ville. Toutes ces faiblesses expliquent que la garnison, trop peu nombreuse et composée d'éléments pas toujours fiables, n'ait pu résister aux troupes de Jacques II en janvier 1464. La domination génoise pendant près d'un siècle n'a profité ni à la métropole, dont les marchands ont repris le chemin d'Alexandrie et de Beyrouth dès 1350, ni à Famagouste elle-même rendue quasi ruinée et dépeuplée au pouvoir des Lusignan.

---

<sup>21</sup> PETRE, p. 165.



## *Bibliografia degli scritti di Michel Balard*

1. *Les Génois en Roumanie entre 1204 et 1261. Recherches dans les minutiers notariaux génois*, in «Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École Française de Rome», 78 (1966), pp. 467-502.
2. *Remarques sur les esclaves à Gênes dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle*, in «Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École Française de Rome», 80 (1968), pp. 627-680.
3. *Notes sur l'activité maritime des Génois de Caffa à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, in *Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'Océan Indien*. Actes du VIII<sup>e</sup> colloque international d'Histoire maritime, Beyrouth 1966, ed. M. MOLLAT, Paris 1970, pp. 375-386.
4. *A propos de la bataille du Bosphore. L'expédition génoise de Paganino Doria à Constantinople 1351-1352*, in «Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines», IV (1970), pp. 431-469.
5. *Borborino (Borbonino, Bulboninus, Bolborinus), Lanfranco, detto della Turca*, in *Dizionario biografico degli Italiani*, XII, Roma 1970, pp. 500-501.
6. *Histoire de Gênes*, in *Encyclopædia Universalis*, 7, Paris 1970, pp. 545-547.
7. *Histoire de l'Italie médiévale*, in *Encyclopædia Universalis*, 9, Paris 1971, pp. 241-247.
8. *Histoire de Milan et du Milanais*, in *Encyclopædia Universalis*, 11, Paris 1971, pp. 14-16.
9. *Bufferio, Ansaldo*, in *Dizionario biografico degli Italiani*, XIV, Roma 1972, pp. 811-813.
10. *Bulgari (Bolgheri), Ranieri conte di; Bulgaro, Guglielmo di*, in *Dizionario biografico degli Italiani*, XV, Roma 1972, pp. 38 e 55-56.
11. *Gênes et l'Outre-Mer*, I, *Les actes de Caffa du notaire Lamberto di Sambuceto. 1289-1290*, Paris-La Haye 1973 (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Age, XII), pp. 420.



12. (coll. à) *Thesaurus de l'Encyclopædia Universalis*, 18-20, Paris 1973: *Condottieri, Andrea Doria, Frédéric II, Guelfes et Gibelins, Gonfalonnier, Ludovic le More, Sforza, Jean Galéas Visconti*.
13. *Les Génois en Asie centrale et en Extrême-Orient au XIV<sup>e</sup> siècle: un cas exceptionnel?*, in *Economies et sociétés du Moyen Age. Mélanges offerts à E. Perroy*, Paris 1973, pp. 681-689.
14. *Escales génoises sur les routes de l'Orient méditerranéen au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Les grandes escales* («Recueils de la société Jean Bodin», 32/1, 1974), pp. 233-258.
15. *Precursori di Cristoforo Colombo: i Genovesi in Estremo Oriente nel XIV secolo*, in *Atti del Convegno internazionale di Studi Colombiani*, Genova, 13-14 octobre 1973, Genova 1974, pp. 149-164.
16. *Les Génois dans l'ouest de la mer Noire au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès international des Études byzantines*, 2, Bucarest 1975, pp. 21-32.
17. (éd.) *Les Croisades*, 4, *2000 ans de Christianisme*, Paris 1976.
18. *Amalfi et Byzance aux X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles*, in «Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines», 6 (1976), pp. 85-95.
19. *Les Grecs de Chio sous la domination génoise au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Byzantinische Forschungen», 5 (1977), pp. 5-15.
20. *La Romanie génoise (XII<sup>e</sup>-début du XV<sup>e</sup> s.)*, Genova-Roma 1978 («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XVIII, 1978; Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, 235), pp. 1008.
21. *Assurances et commerce maritimes à Gênes, dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Les transports au Moyen Age*, Actes du VII<sup>e</sup> Congrès des médiévistes de l'enseignement supérieur public, Rennes, juin 1976 («Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest», 85, 1978), pp. 273-282.
22. *Les Génois en Crimée aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*, in «Ἀρχαῖον Πόντου», XXXV (1979), pp. 201-217.
23. *Notes sur les ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Südost-Forschungen», XXXVIII (1979), pp. 1-12.
24. *Gênes et l'Outre-Mer*, II, *Actes de Kilia du notaire Antonio di Ponzó 1360*, Paris-La Haye 1980 (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Age, XIII), pp. 212.

25. *Un document génois sur la langue roumaine au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Revue des études sud-est européennes», 18/2 (1980), pp. 233-238.
26. *Alaun*, in *Lexikon des Mittelalters*, 1, München-Zürich 1980, coll. 272-273 [con G. JÜTTNER].
27. *Les Génois et les régions bulgares au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Byzantino-bulgarica», 7 (1981), pp. 87-97.
28. *Continuité ou changement d'un paysage urbain? Caffa génoise et ottomane*, in *Le paysage urbain au Moyen Age. Actes du XI<sup>e</sup> Congrès des Historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public*, Lyon 1981, pp. 79-131 [con G. VEINSTEIN].
29. *Les milieux dirigeants dans les comptoirs génois d'Orient (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *La Storia dei Genovesi. 1. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova, 7-8-9 novembre 1980, Genova 1981, pp. 159-181.
30. *L'apport des archives italo-dalmates à la connaissance du Proche-Orient médiéval*, in *Akten des XVI. Internationaler Byzantinistenkongress*, I, Wien 1981 [con A. DUCELLIER].
31. *Notes sur l'activité économique des ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines», 8 (1981), pp. 35-43.
32. *Les équipages des flottes génoises au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5), pp. 511-534.
33. *Gênes dans l'histoire économique de la mer Noire*, contributo presentato al II<sup>ème</sup> symposium *Bulgaria Pontica Medii Aevi*, Nessebar 1982.
34. *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Cipro da Lamberto di Sambuceto (11 ottobre 1296 - 23 giugno 1299)*, Genova 1983 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 39), pp. 236.
35. *Les minorités ethniques à Gênes (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *L'Histoire à Nice*, Nice 1983, pp. 105-128.
36. *Le minoranze orientali a Genova (secc. XIII-XV)*, in *La Storia dei Genovesi. 3. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova, 10-11-12 giugno 1982, Genova 1983, pp. 71-90.
37. *Gênes et la mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in «Revue Historique», CCLXX/1 (1983), pp. 31-54.

38. *Caffa (Kaffa); China*. I. *China, Byzanz und Europa; Chios*, in *Lexikon des Mittelalters*, 2, München-Zürich 1983, coll. 1370-1371, 1827-1830 e 1842-1844.
39. *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Cipro da Lamberto di Sambuceto (31 marzo 1304 - 19 luglio 1305, 4 gennaio - 12 luglio 1307). Giovanni de Rocha (3 agosto 1308 - 14 marzo 1310)*, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 43), pp. 418.
40. *La popolazione di Famagosta all'inizio del secolo XIV*, in *La Storia dei Genovesi. 4. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova, 28-29-30 aprile 1983, Genova 1984, pp. 27-40.
41. *Génois et Pisans en Orient (fin du XIII<sup>e</sup> - début du XIV<sup>e</sup> siècle)*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria, [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XXIV/II, 1984), pp. 179-209.
42. *L'activité commerciale en Chypre dans les années 1300*, in *Crusade and Settlement*, P. EDBURY (ed.), Cardiff 1985, pp. 251-263.
43. *Le chiffre dans la correspondance diplomatique à Gênes au XV<sup>e</sup> siècle*, in *La Communication dans l'Histoire*, Reims 1985, pp. 169-187.
44. *Il paesaggio urbano di Famagosta all'inizio del secolo XIV*, in *La Storia dei Genovesi. 5. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova, 12-13-14 aprile 1984, Genova 1985, pp. 277-291.
45. *Le commerce du blé en mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Aspetti della vita economica medievale*, Atti del Convegno di studi nel X anniversario della morte di Federico Melis, Firenze 1985, pp. 64-80.
46. *Les ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Le pouvoir central et les villes en Europe de l'Est et du Sud-Est du XV<sup>e</sup> siècle aux débuts de la révolution industrielle - Les villes portuaires*. Actes du colloque international d'histoire maritime de Varna, Sofia 1985, pp. 151-155.
47. *Famagouste au début du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Fortifications, portes de villes, places publiques dans le monde méditerranéen*, éd. J. HEERS, Paris 1985, pp. 279-300.
48. (coll. à) *Histoire de Byzance et du monde orthodoxe*, dir. A. DUCÉLLIER, Paris 1986.

49. *Etudes sur Etat et colonisation au Moyen Age*, cahier ronéotypé, Presses universitaires de Reims, 1986.
50. (éd.) *Fortunes de Jacques Amyot*, Actes du colloque international de Melun (avril 1985), Paris 1986.
51. *Monnaies occidentales et monnaies byzantines à Byzance (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *La cultura bizantina: oggetti e messaggio. Moneta ed economia*, Roma 1986 (Corsi di studi dell'Università degli studi di Bari. Centro di studi bizantini, 4), pp. 237-289.
52. *Les transports génois vers la Terre Sainte*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48), pp. 141-174.
53. *Drap(p)erio, Francesco, genuesischer Unternehmer († nach 1455); Embriaci*, in *Lexikon des Mittelalters*, 3, München-Zürich 1986, coll. 1368 e 1877-1878.
54. *Les Italiens à Byzance*, Paris 1987, pp. 196 [con A-E. LAIOU e C. OTTEN].
55. *Les Orientaux à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Byzantinische Forschungen », XI (1987), pp. 223-238.
56. *Les Vénitiens en Chypre dans les années 1300*, in « Byzantinische Forschungen », XII (1987), pp. 589-603.
57. *Importation des épices et fonctions cosmétiques des drogues*, in *Les soins de beauté au Moyen Age*, Actes du III<sup>e</sup> colloque international, Grasse (26-28 avril 1985), Nice 1987, pp. 125-133.
58. *Génois et Sarrasins: l'image de l'autre*, in *Atti del IV convegno internazionale di Studi colombiani*, Genova 1987, pp. 281-287.
59. *Le film des navigations orientales de Gênes au XIII<sup>e</sup> siècle*, in *Horizons marins. Itinéraires spirituels (V<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, 2, éd. H. DUBOIS - J.-C. HOCQUET - A. VAUCHEZ, Paris 1987, pp. 99-122.
60. *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Chio da Donato di Chiavari (17 febbraio - 12 novembre 1394)*, Genova 1988 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 51), pp. 306.
61. *Les Croisades*, Paris 1988, pp. 215.
62. *Infidèles ou Comans? A propos des «Sarraceni» de Caffa*, in *La Storia dei Genovesi. 8. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle*

- Istituzioni della Repubblica di Genova, Genova, 10-11-12 giugno 1987, Genova 1988, pp. 9-16.
63. *Les formes militaires de la colonisation génoise*, in *Castrum 3. Guerre, fortification et habitat dans le monde méditerranéen au Moyen Age*, éd. A. BAZZANA, Madrid-Roma 1988, pp. 67-78.
  64. *Concept et images de l'Orient au Moyen Age*, in *L'Orient, concept et images*, Actes du colloque organisé par l'IRCOM (Université de Paris IV), Paris 1988, pp. 17-26.
  65. *Du navire à l'échoppe: la vente des épices à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Asian and African Studies », 22/1-3 (1988), pp. 203-226.
  66. *Navigations génoises en Orient d'après les livres de bord du XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Comptes-rendus » de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, nov.-déc. 1988, pp. 781-793.
  67. (dir.) *Etat et colonisation au Moyen Age*, Actes du colloque international de Reims (2-4 avril 1987), Lyon 1989, pp. 552.
  68. *La mer Noire et la Romanie génoise (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, London 1989.
  69. *La Révolution française dans le Val-de-Marne*, dir. M. BALARD - A. CROIX, Créteil 1989.
  70. *Villes portuaires et fondouks génois en mer Égée et en Méditerranée orientale*, in *Le città portuali nel Mediterraneo*, a cura di E. POLEGGI, Genova 1989, pp. 75-84.
  71. *Les transports des Occidentaux vers les colonies du Levant au Moyen Age*, in *Maritime Aspects of Migration*, K. FRIEDLAND (ed.), Köln 1989, pp. 1-25.
  72. *Habitat, ethnies et métiers dans les comptoirs génois d'Orient (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *D'une ville à l'autre: Structures matérielles et organisation de l'espace dans les villes européennes (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> s.)*, Actes du colloque organisé par l'Ecole française de Rome (1<sup>er</sup>-4 déc. 1986), Roma 1989, pp. 107-132.
  73. *Le système portuaire génois d'Outre-Mer*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19), pp. 21-40; trad. it. in *Il sistema portuale della Repubblica di Genova*, a cura di G. DORIA - P. MASSA PIERGIOVANNI, Genova 1988, pp. 329-350.

74. *The Genoese in the Aegean (1204-1566)*, in «Mediterranean Historical Review», 4/1 (1989), pp. 158-174.
75. *Navigazione, arsenali e cibo dei marinai genovesi in Oriente nel Trecento*, in *La Storia dei Genovesi. 9. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova 7-8-9-10 giugno 1988, Genova, pp. 235-244.
76. *La croisade de Thibaud IV de Champagne*, in *Les Champenois et la croisade*, éd. Y. BELLENGER - D. QUERUEL, Paris 1989, pp. 85-95.
77. *Galata. I. Byzantinische und genuesische Zeit; Gattilusi(o), Familie; Gattilusi(o), Familie. 1. Die Gattilusi(o) von Lesbos; Gattilusi(o), Francesco, Abenteurer und Pirat († 1384); Gattilusi(o), Familie. 2. Die Gattilusi(o) von Aenos; Hafen. F. Mittelmeerraum*, in *Lexikon des Mittelalters*, 4, München-Zürich 1989, coll. 1080-1081, 1139-1140 e 1831-1834.
78. *Etat et colonisation au Moyen Age. Bilan et perspectives*, in *Etat moderne: Genèse. Bilans et perspectives*, éd. J.-PH. GENET, Paris 1990, pp. 65-73.
79. *La femme esclave à Gênes (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *La femme au Moyen Age*, éd. M. ROUCHE et J. HEUCLIN, Maubeuge 1990, pp. 299-313.
80. *Course et piraterie à Gênes à la fin du Moyen Age*, in *El comerç alternatiu, Corsarisme i contraban (ss. XV-XVIII)*, VIII Jornades d'Estudis Històrics Locals, G. LÓPEZ NADAL (coord.), Palma 1990, pp. 29-40.
81. (éd.) *L'Histoire médiévale en France. Bilan et perspectives*, Paris 1991, pp. 526.
82. *Bilan des publications sur Péra-Galata à l'époque génoise*, in *Première Rencontre Internationale sur l'Empire ottoman et la Turquie moderne*, éd. E. ELDEM, Istanbul-Paris 1991, pp. 5-15.
83. *L'organisation des colonies étrangères à Constantinople (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Hommes et richesses à Byzance, 2. VIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, éd. V. KRAVARI - J. LEFORT - C. MORRISSON, Paris 1991, pp. 261-276.
84. *I Pisani in Oriente dalla guerra di Acri (1258) al 1406*, in «Bollettino Storico Pisano», LX (1991), pp. 1-16.
85. *Colonie genovesi in Romania: un crocevia tra Occidente, Bisanzio ed Europa orientale*, in *Itinerari di idee, uomini e cose fra Est ed Ovest Europeo*, Atti del convegno internazionale, Udine, 21-24 novembre 1990, a cura di M. FERRAZZI, Udine 1991, pp. 429-434.
86. *Kilia; Levantehandel*, in *Lexikon des Mittelalters*, 5, München-Zürich 1991, coll. 1135-1136 e 1921-1923.

87. (éd.) *Bibliographie de l'histoire médiévale en France (1965-1990)*, Paris 1992, pp. 486.
88. *Christophe Colomb. Journal de bord du premier voyage en Amérique (1492-1493)*, Paris 1992, pp. 212.
89. *Byzance et les régions septentrionales de la mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in « *Revue Historique* », n. 583 (1992), pp. 19-38.
90. *In extremo Europae: les soudoyers dans l'Orient génois (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *Histoire et Société. Mélanges offerts à Georges Duby*, 2, Aix-en-Provence 1992, pp. 167-180.
91. *Épices et condiments dans quelques livres de cuisine allemands (XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> s.)*, in *Du manuscrit à la table. Essais sur la cuisine au Moyen Âge*, éd. C. LAMBERT, Montréal-Paris 1992, pp. 193-201.
92. *Il mondo bizantino visto da Genova, in Europa e Mediterraneo tra Medioevo e prima Età Moderna: l'osservatorio italiano*, a cura di S. GENSINI, San Miniato 1992, pp. 281-295.
93. *Biscotto, vino e... topi. Dalla vita di bordo nel Mediterraneo medievale*, in *L'uomo e il mare nella civiltà occidentale: da Ulisse a Cristoforo Colombo*, Atti del Convegno, Genova, 1-4 giugno 1992 (« *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », n.s., XXXII/II, 1992), pp. 241-254.
94. *Caffa « Ianuensis civitas in extremo Europae »*, in « *Rivista di Bizantinistica* », 3 (1993), pp. 165-182.
95. *Mercanti-viaggiatori a Cipro nel Quattrocento*, in *Columbeis V*, Genova 1993, pp. 271-282.
96. *Communes italiennes, pouvoir et habitants dans les Etats francs de Syrie-Palestine au XII<sup>e</sup> siècle*, in *Christians and Muslims in XII<sup>th</sup> Century Syria*, M. SHATZMILLER (ed.), Leiden 1993, pp. 43-63.
97. *L'emigrazione monferrino-piemontese in Oriente (secc. XII-XIV)*, in *Atti del Convegno Internazionale « Dai feudi monferrini ai nuovi mondi oltre gli Oceani »* (Alessandria, 2-6 aprile 1990), Alessandria 1993, pp. 249-261.
98. *Notes sur le commerce génois en Tunisie au XIII<sup>e</sup> siècle*, in « *Cahiers de Tunisie* », 43/155-156 (1993), pp. 369-386.
99. *Christophe Colomb et les épices*, in « *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* », 1991-1992, pp. 127-133.
100. *Notes sur la fiscalité génoise à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in « *Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France* », 1993, pp. 224-241.

101. *La place de Famagouste génoise dans le royaume des Lusignans (1374-1464)*, in *Les Lusignans et l'Outre-Mer*, Actes du colloque Poitiers-Lusignan, 20-24 octobre 1993, Poitiers 1994, pp. 16-27.
102. *Lykostomion; Mahona (Maona) de Chio; Mittelmeerhandel; Nymphaion, Vertrag von (1261); Paterio, genuesische Adelsfamilie; Persien*, in *Lexikon des Mittelalters*, 6, München-Zürich 1993, coll. 39, 106, 688-692, 1327, 1781 e 1898-1900.
103. *Coastal Shipping and Navigation in the Mediterranean*, in *Cogs, caravels and Galleons. Conway History of the Ship*, London 1994, pp. 131-138.
104. *Georges I. Bratianu, historien de la mer Noire*, in « Il Mar Nero », 1 (1994), pp. 9-15.
105. *Les républiques maritimes italiennes et le commerce en Syrie-Palestine (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s.)*, in « Anuario de Estudios Medievales », 24 (1994), pp. 313-348; trad. araba in مختارات فلسطينية [Antologia palestinese], Bairût 1994, pp. 180-216.
106. *La papauté et les Croisades*, in *Dictionnaire historique de la Papauté*, dir. PH. LEVILLAIN, Paris 1994, pp. 487-491.
107. *Note sull'amministrazione di Cipro nel Quattrocento*, in *La Storia dei Genovesi. 12. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova*, Genova 11-12-13-14 giugno 1991, Genova 1994, pp. 83-93.
108. *I Piacentini in Cipro nel Trecento*, in *Precursori di Cristoforo Colombo: Mercanti e banchieri piacentini nel mondo durante il Medioevo*, Piacenza, 1994, pp. 181-189.
109. *Les Normands vus par les chroniqueurs byzantins du XII<sup>e</sup> siècle*, in *Les Normands en Méditerranée dans le sillage des Tancrede*, colloque de Cerisy-la-Salle, 24-27 septembre 1992, Caen 1994, pp. 225-234.
110. *Le mastic de Chio, monopole de la Mahone génoise*, in *Res Orientales VI. Hommages à Claude Cahen*, Paris 1994, pp. 223-228.
111. *Le transport des denrées alimentaires en Méditerranée au Moyen Age*, in *Maritime Food Transport*, K. FRIEDLAND (ed.), Köln 1994, pp. 91-175 [con H. BRESC - J. GUIRAL-HADZIOSSIF - J.-C. HOCQUET].
112. *I mercanti genovesi dall'Atlantico alla Cina*, in *Storia illustrata di Genova*, fasc. 16, Milano 1994, pp. 241-256.
113. (coord.) *Coloniser au Moyen Age*, Paris 1995.



114. (postface à) P. ALPHANDÉRY - A. DUPRONT, *La chrétienté et l'idée de croisade*, Paris 1995, pp. 565-588.
115. *Constantinople vue par les témoins du siège de 1453*, in *Constantinople and its Hinterland*, C. MANGO - G. DAGRON (ed.), Cambridge 1995, pp. 169-177.
116. *Le Moyen Age*, in *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, éd. F. BÉDARIDA, Paris 1995, pp. 235-240.
117. *Rhodes vue par les voyageurs des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, in « Mediterranean Historical Review », 10/1-2 (1995), pp. 24-34.
118. *Le guerrier à travers les illustrations de la chronique de Guillaume de Tyr*, intervento presentato alla Journée d'études de l'Université de Montpellier III, *Stratégie, tactique et modes de combat dans l'Orient des Croisades de 1097 à 1187* (2 dicembre 1995) [inedito].
119. *L'apport de l'œuvre d'André-E. Sayous à l'historiographie génoise*, in *La place de la France dans l'historiographie médiévale génoise*, Textes rassemblés par G. JEHEL, Genova 1995, pp. 57-63.
120. *The Greeks of Crimea under Genoese Rule in the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> Centuries*, in « Dumbarton Oaks Papers », 49 (1995), pp. 23-32.
121. *Christophe Colomb et les traditions maritimes méditerranéennes*, in *Images du Nouveau Monde en France*, Paris 1995, pp. 119-128.
122. *La fiscalità di Caffa nel Quattrocento*, in *Mediterraneo genovese. Storia e Architettura*, a cura di G. AIRALDI - P. STRINGA, Genova 1995, pp. 39-45.
123. *Les Génois dans le royaume médiéval de Chypre*, in *Ιστορία της Κύπρου* [*Storia di Cipro*], a cura di TH. PAPADOPOULLOS, IV, Nicosia 1995, pp. 259-332.
124. *Chypre, les républiques maritimes italiennes et les plans de croisade (1274-1370)*, in *Cyprus and the Crusades*, N. COUREAS - J. RILEY-SMITH (ed.), Nicosia 1995, pp. 97-106.
125. *Les Génois à Famagouste (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Kyprios character: quelle identité chypriote?* (« Sources et Travaux historiques », 43-44, 1995), pp. 85-93.
126. *Schwarzes Meer*, in *Lexikon des Mittelalters*, 7, München-Zürich 1995, coll. 1621-1624.
127. (co-dir.) *Constantinople 1054-1261*, éditions Autrement, Paris 1996.

128. (éd. française revue et corrigée) J. RILEY-SMITH, *Atlas des Croisades*, Paris 1996.
129. *Un'area a confronto: lo spazio bizantino e latino di Oriente*, in *Strutture del potere ed élites economiche nelle città europee dei secoli XII-XVI*, a cura di G. PETTI BALBI, Napoli 1996, pp. 3-14.
130. *Esclavage en Crimée et sources fiscales génoises au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Figures de l'esclave au Moyen Age et dans le monde moderne*, éd. H. BRESCH, Paris 1996, pp. 77-87.
131. *La preparazione economica delle crociate*, in *Il concilio di Piacenza e le crociate*, Piacenza 1996, pp. 193-200.
132. *Les Arméniens à Caffa du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Arménie entre Orient et Occident*, Paris 1996, pp. 139-141.
133. *L'organisation politique et administrative du royaume de Jérusalem au XIII<sup>e</sup> siècle*, comunicazione al convegno *Federico II e le Cinque Corone* organizzato dall'Università della Calabria (Cosenza, 2-4 maggio 1996), in «Il Serratore. Bimestrale di vita, storia, cultura e tradizioni di Corigliano e della Sibaritide», 42 (1996), pp. 48-49.
134. *Croisades et Orient latin: un bilan des recherches*, in «Cahiers de Recherches Médiévales et Humanistes», 1 (1996), pp. 7-13.
135. (prefazione a) R.S. LOPEZ, *Storia delle colonie genovesi nel Mediterraneo*, Genova 1996, pp. VII-XXXI (con aggiornamento bibliografico).
136. (éd.) *Autour de la Première Croisade*, Actes du colloque de la Society for the Study of the Crusades and the Latin East, Clermont-Ferrand, 22-25 juin 1995, Paris 1996 (Publications de la Sorbonne. *Byzantina Sorbonensia*, 14).
137. (co-dir.) *Les civilisations du monde aux environs de 1492*, Paris 1997.
138. *Deux historiens du commerce occidental en Afrique du Nord: Louis de Mas-Latrie et André Sayous*, in «Cahiers de Tunisie», 169-170 (1997), pp. 189-195.
139. *Prix et salaires du bâtiment à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Oriente e Occidente tra Medioevo ed Età moderna. Studi in onore di Geo Pistarino*, a cura di L. BALLETTTO, Genova 1997 (Collana di Fonti e Studi dell'Università degli studi di Genova, sede di Acqui Terme, 1), pp. 47-59.
140. *Le musulman d'après les illustrations de Guillaume de Tyr*, in *De Toulouse à Tripoli. Itinéraires de cultures croisées*, Toulouse 1997, pp. 143-166.

141. *La lotta contro Genova*, in *Storia di Venezia dalle origini alla caduta della Serenissima*, III, *La formazione dello stato patrizio*, a cura di G. ARNALDI - G. CRACCO - A. TENENTI, Roma 1997, pp. 87-126.
142. *Les instruments monétaires et le commerce en Europe au Moyen Age*, intervento presentato al colloquio dell'*Europaeum*, Paris, novembre 1997.
143. *Gesta Dei per Francos: l'usage du mot «Francs» dans les chroniques de la Première Croisade*, in *Clovis. Histoire et mémoire*, éd. M. ROUCHE, 2, Paris 1997, pp. 473-484.
144. *Les hommes d'affaires occidentaux ont-ils asphyxié l'économie byzantine?*, in *Europa medievale e mondo bizantino. Contatti effettivi e possibilità di studi comparati*, Tavola rotonda del XVIII Congresso del Comité International des sciences historiques, Montréal, 29 agosto 1995, a cura di G. ARNALDI - G. CAVALLLO, Roma 1997 (Nuovi studi storici, 40), pp. 255-265.
145. *Temps et espace du voyage chez Liutprand de Crémone*, in « Cahiers de recherche médiévale », 3 (1997), pp. 51-56.
146. *Giacomo Badoer et le commerce des esclaves*, in *Milieux naturels, espaces sociaux. Etudes offertes à Robert Delort*, Paris 1997, pp. 555-564, ripreso in *Les Espaces sociaux de l'Italie urbaine XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, éd. P. BOUCHERON - O. MATTEONI, Paris 2005, pp. 65-75.
147. *Le film des croisades. Les institutions du royaume latin de Jérusalem*, in *Le Crociate. L'Oriente e l'Occidente da Urbano II a San Luigi, 1096-1270*, Catalogo della Mostra tenuta a Roma nel 1997, a cura di M. REY-DELQUÉ, Milano 1997, pp. 3-37, 269-271.
148. *L'Europe en 1492*, in *Les civilisations du monde vers 1492*, dir. M. BALARD - R. MUCHEMBLED, Paris 1997, pp. 9-17, 30-52, 61-68 e 71-79.
149. *L'image de l'autre: Génois et Sarrasins*, in *De Toulouse à Tripoli. Itinéraire de cultures croisées*, Tripoli 1997, pp. 11-20.
150. Rec. a P.F. SIMBULA, *Corsari e pirati dei mari di Sardegna*, in *Medioevo. Saggi e rassegna*, 20 (1997), pp. 523-529.
151. (coll. à) *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Age*, dir. A. VAUCHEZ, Paris 1997: *Amalfi, Baudouin I<sup>er</sup>, Baudouin II, Caffa, Chypre, Colomb, Crète, Crimée, Epices, Etats latins, Gênes, Monnaie, Nicopolis, Or, Ports, Soie, Tamerlan*.

152. *Il sale a Genova tra Mar Nero e Mediterraneo occidentale*, in *Storia del commercio del sale tra Mediterraneo e Atlantico*, a cura di S. PIRA, Cagliari 1997, pp. 43-55.
153. *Sugdaiia; Tàbriz*, in *Lexikon des Mittelalters*, 8, München-Zürich 1997, coll. 291-292 [con G. PRINZING] e 397-398.
154. (co-dir.) *Le partage du monde, échanges et colonisation dans la Méditerranée médiévale*, Paris 1998 (Publications de la Sorbonne. *Byzantina Sorbonensia*, 17).
155. *Pouvoir et argent à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Εὐφροσύνη. Mélanges en l'honneur d'Hélène Ahrweiler*, Paris 1998, pp. 75-84.
156. *Les marchands italiens dans les villes de la péninsule balkanique XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles*, intervento presentato al colloquio dell'A.I.E.S.E. *Le sud-est européen, carrefour de civilisations* (Paris, Unesco, febbraio 1998).
157. *Les soudoyers de Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, intervento presentato al colloquio franco-russo di Mosca (settembre 1998).
158. *Le comunicazioni di Pisa con la Romania*, intervento presentato al colloquio *Pisani viri in insulis et transmarinis regionibus potentes*, Pisa (ottobre 1998).
159. *L'impact des produits du Levant sur les économies européennes (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Prodotti e tecniche d'Oltremare nelle economie europee, secoli XIII-XVIII*, Atti della Ventinovesima Settimana di Studio, Prato, 14-19 aprile 1997, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1998 (Publicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 29), pp. 31-57.
160. *Etat de la recherche sur la Latinocratie en Méditerranée orientale*, in *Πλούσιοι και φτωχοί στην κοινωνία της ελληνολατινικής Ανατολής / Ricchi e poveri nella società dell'Oriente grecolatino*, a cura di CH. MALTEZOU, Venezia 1998, pp. 17-36.
161. *I possedimenti degli Ospedalieri nella Terra Santa*, in *Cavalieri di San Giovanni e territorio. La Liguria tra Provenza e Lombardia nei secoli XIII-XVII*, Atti del Convegno, Genova-Imperia-Cervo, 11-14 settembre 1997, a cura di J. COSTA RESTAGNO, Bordighera 1999 (Atti dei convegni dell'Istituto internazionale di studi liguri, 2), pp. 473-505.
162. *La poliorkétique des croisés lors de la Première Croisade*, in «Byzantinische Forschungen», XXV (1999), pp. 221-231.

163. *Il Mar Nero, Venezia e l'Occidente intorno al 1200*, in *Venedig und die Weltwirtschaft um 1200*, a cura di W. VON STROMER, Stuttgart 1999, pp. 191-202.
164. *Byzance vue de l'Occident*, in *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, éd. J. LE GOFF - J.-C. SCHMITT, Paris 1999, pp. 126-135.
165. *Notes sur le commerce occidental dans l'Egypte fatimide*, in *Les Fatimides. Art et histoire*, Paris 1999, pp. 627-633.
166. *Naufrages sur les routes d'Orient (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Le Naufrage*, éd. C. BUCHET - C. THOMASSET, Paris 1999, pp. 33-43.
167. *Voyages et voyageurs français au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Art et société en France au XV<sup>e</sup> siècle*, dir. C. PRIGENT, Paris 1999, pp. 741-750.
168. *L'Occident, Byzance et la mer Noire vers 1200*, in *Itinerari medievali e identità europea*, a cura di R. GRECI, Bologna 1999, pp. 49-59.
169. *Bisanzio ed i mercanti occidentali (secc. XII-XIII)*, in «Rassegna del Centro di Cultura amalfitana», 17 (1999), pp. 15-24.
170. *Georges I. Bratianu, historien de la mer Noire*, in «Revista Istorică», X/1-2 (1999), pp. 5-12.
171. (coll. à) *Pays d'Islam et monde latin X<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles. Textes et documents*, Paris 2000.
172. *Les forces navales génoises en Méditerranée aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, in *Guerre, pouvoir et noblesse au Moyen Age. Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*, Paris 2000, pp. 63-69.
173. *Latins in the Aegean and the Balkans in the Fourteenth Century*, in *New Cambridge Medieval History*, VI, M. JONES (ed.), Cambridge 2000, pp. 825-838.
174. *Marchés et circulation monétaire en Méditerranée orientale*, in *XXVI Semana de Estudios Medievales*, Estella, 19 a 23 de julio de 1999, Pamplona 2000, pp. 257-275.
175. *L'historiographie des croisades au XX<sup>e</sup> siècle*, in «Revue historique», 616 (2000), pp. 973-999.
176. *Les Picards et la Croisade au XII<sup>e</sup> siècle*, in *Orient et Occident du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, éd. G. JEHEL, Paris 2000, pp. 13-27.
177. *Voyageurs italiens à Byzance (VI<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> s.)*, in *Voyages et voyageurs à Byzance et en Occident du VI<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle*, éd. A. DIERKENS - J.-M. SANSTERRE, Genève 2000, pp. 255-272.

178. *Genova di fronte ad Alfonso V*, in *La Corona d'Aragona ai tempi di Alfonso il Magnanimo: i modelli politico-istituzionali; la circolazione degli uomini, delle idee, delle merci; gli influssi della società sul costume*, Atti del XVI Congresso Internazionale di Storia della Corona d'Aragona, Napoli-Caserta-Ischia, 18-24 settembre 1997, a cura di G. D'AGOSTINO - G. BUFFARDI, II, Napoli 2000, pp. 1047-1054.
179. (co-dir.) *Dei gesta per Francos. Etudes sur les croisades dédiées à Jean Richard*, Aldershot 2001.
180. *Genovesi coloni moderni*, in *Finestra sul Mediterraneo*, a cura di S. BUONADONNA, Genova 2001, pp. 192-203.
181. *Les conditions de la production sucrière en Méditerranée orientale*, in *La route du sucre du VIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dir. E. EADIE, Fort de France 2001, pp. 41-48.
182. *Sur les traces de Buscarello de' Ghisolfi*, in *Dei gesta per Francos*, éd. M. BALARD - B.Z. KEDAR - J. RILEY-SMITH, Aldershot 2001, pp. 71-78.
183. *Problèmes de succession à Andros au XV<sup>e</sup> siècle*, in «Thesaurismata», 31 (2001), pp. 65-75.
184. *1284 - Oberto Doria, amiral génois, écrase la flotte de Pise à la bataille de la Meloria*, in M. VERGÉ-FRANCESCHI - A.-M. GRAZIANI, *Les Doria, la Méditerranée et la Corse*, Ajaccio 2001, pp. 41-51.
185. *La société pérote aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles: autour des Demerode et des Draperio*, in *Byzantine Constantinople. Monuments, Topography and Everyday Life*, N. NECIPOGLU (ed.), Leiden 2001, pp. 200-311.
186. *Gli statuti della Terra Santa*, in *Legislazione e prassi istituzionale nell'Europa medievale*, a cura di G. ROSSETTI, Napoli 2001, pp. 367-377.
187. *Les Orientaux en Chypre au début du XIV<sup>e</sup> siècle*, intervento presentato al colloquio *Les chrétiens orientaux à l'époque des croisades* (Montpellier - Aigues-Mortes, 20-22 febbraio 2001).
188. *L'apport de Runciman à l'histoire des croisades*, intervento presentato al colloquio *Half a Century of Studies on Crusades and Military Orders 1951-2001* (Teruel, luglio 2001).
189. *L'amministrazione genovese e veneziana nel Mediterraneo orientale*, in *Genova, Venezia, il Levante nei secoli XII-XIV*, Atti del Convegno Internazionale di Studi. Genova-Venezia, 10-14 marzo 2000, a cura di G. ORTALLI - D. PUNCUH, Genova-Venezia 2001 («Atti della Società

- Ligure di Storia Patria», n.s., XLI/I, 2001; Istituto veneto di scienze, lettere ed arti), pp. 201-212.
190. *Les soudoyers de Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Méditerranées », 26-27 (2001), pp. 139-149.
  191. (co-dir.) *Migrations et diasporas méditerranéennes X<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, Actes du colloque de Conques (octobre 1999), Paris 2002 (Publications de la Sorbonne. *Byzantina Sorbonensia*, 19).
  192. (coll. à) *Dictionnaire du Moyen Age*, dir. C. GAUVARD - A. DE LIBERA - M. ZINCK, Paris 2002: *Chine, Chypre, Colonisation, Colons, Constantinople latine, Croisades, Epices, Etats croisés, Fondaco, Gênes, Jérusalem, Krak, Marco Polo, Mongols, Morée, Ports, Rhodes, Syriens, Tripoli*.
  193. *Il Mezzogiorno svevo e la Quarta Crociata*, in *Il Mezzogiorno normanno-svevo e le Crociate*, Atti delle quattordicesime giornate normanno-sveve, Bari, 17-20 ottobre 2000, a cura di G. MUSCA, Bari 2002, pp. 145-157.
  194. *Genuensis civitas in extremo Europae: Caffa from the Fourteenth to the Fifteenth Century*, in *Medieval frontiers: Concepts and Practices*, D. ABULAFIA - N. BEREND (ed.), Aldershot 2002, pp. 143-151.
  195. *Consoli d'Oltremare (secc. XII-XV)*, in *Comunità forestiere e «nationes» nell'Europa dei secoli XIII-XVI*, a cura di G. PETTI BALBI, Napoli 2002, pp. 83-94.
  196. *Il commercio dell'Egitto con le città italiane nel Medioevo*, in « Levante », XLIX/1-2 (2002), pp. 11-22.
  197. *Chio, centre économique en mer Egée (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Mélanges G. Dagron*, Paris 2002 (Travaux et Mémoires, 14), pp. 13-20.
  198. *Veneziani e Genovesi nel mondo egeo del Trecento*, in *Bisanzio, Venezia e il mondo franco-greco (XIII-XV secolo)*, a cura di CH. MALTEZOU - P. SCHREINER, Venezia 2002, pp. 189-202.
  199. *Genova e il Levante (secc. XI-XII)*, in *Comuni e memoria storica. Alle origini del Comune di Genova*. Atti del Convegno di Studi. Genova, 24-26 settembre 2001 (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XLII/I, 2002), pp. 527-549.
  200. *Venise et Chypre à la fin du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Κύπρος-Βενετία. Κοινές ιστορικές τύχες / Cipro-Venezia. Comuni sorti storiche*, Atti del simposio internazionale (Atene, 1-3 marzo 2001), a cura di CH. MALTEZOU, Venezia 2002, pp. 45-58.

201. *La culture du marchand occidental en Méditerranée orientale*, in *El Mediterraneo medieval y renacentista. Espacio de culturas y mercados*, ed. J. AURELL, Pamplona 2002, pp. 35-49.
202. *Le Moyen Age en Occident. Des Barbares à la Renaissance*, Paris 2003, pp. 280 [con M. ROUCHE e J.-PH. GENET].
203. *Croisades et Orient latin (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle)*, Paris 2003.
204. (dir.) *Dictionnaire de la France médiévale*, Paris 2003.
205. *Genoese Naval Forces in the Mediterranean during the Fifteenth and Sixteenth Centuries*, in *War at Sea in the Middle Ages and Renaissance*, J.B. HATTENDORF - R.W. UNGER (ed.), Woodbridge 2003, pp. 137-149.
206. *La route de la foi. Les chemins de la croisade*, in *La Corse, carrefour des routes de Méditerranée*, éd. M. VERGÉ-FRANCESCHI - A.-M. GRAZIANI, Ajaccio 2003, pp. 15-27.
207. *Les Catalans dans l'Outre-mer génois aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*, in *Els Catalans a la Mediterrània oriental a l'Edat mitjana*, Barcelona 2003, pp. 103-111.
208. *Costantinopoli e le città pontiche all'apogeo del Medioevo*, in *Le città del Mediterraneo all'apogeo dello sviluppo medievale: aspetti economici e sociali*, Diciottesimo convegno internazionale di studi (Pistoia, 18-21 maggio 2001), Pistoia 2003, pp. 1-18.
209. *Pisa e il mondo bizantino*, in *Pisa e il Mediterraneo*, a cura di M. TANGHERONI, Milano 2003, pp. 228-234.
210. *A Christian Mediterranean, 1000-1500*, in *The Mediterranean in History*, D. ABULAFIA (ed.), London 2003, pp. 183-217.
211. *Introduction*, in *L'expansion occidentale (XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles). Formes et conséquences*, Actes du XXIII<sup>e</sup> Congrès de la SHMES, Paris 2003, pp. 11-22.
212. *La circulation monétaire à Péra dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Χρήμα και αγορά στην εποχή των Παλαιολόγων / Money and Markets in the Paleologan Era*, N.G. MOSCHONAS (ed.), Athens 2003, pp. 365-371.
213. *Mélisende, reine de Jérusalem*, in *Retour aux sources. Textes, études et documents d'histoire médiévale offerts à M. Parisse*, Paris 2004, pp. 449-455.
214. *Clarence, escale génoise aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*, in *Byzance et ses périphéries. Hommage à A. Ducellier*, Toulouse 2004, pp. 185-203.



215. *Comercio local y comercio internacional: las mercancías*, in *Mediterraneum. El esplendor del Mediterraneo medieval*, s. XIII-XV, Barcelona 2004, pp. 269-287.
216. *La puissance maritime en Méditerranée au Moyen Age*, in *La puissance maritime*, éd. C. BUCHET - J. MEYER - J.-P. POUSSOU, Paris 2004, pp. 39-48.
217. *Carlo I d'Angiò e lo spazio mediterraneo*, in *Le eredità normanno-sveve nell'età angioina: persistenze e mutamenti nel Mezzogiorno*, Atti delle quindicesime giornate normanno-sveve, Bari, 22-25 ottobre 2002, a cura di G. MUSCA, Bari 2004, pp. 85-100.
218. *Vendere nel dominio e fuori: botteghe di città e colonie mercantili*, in *Storia della cultura ligure*, 2, a cura di D. PUNCUH, Genova 2004 («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XLIV/II, 2004), pp. 99-116.
219. *Les flottes de la quatrième Croisade*, in *The Fourth Crusade Revisited*, Atti della Conferenza internazionale nell'ottavo centenario della IV Crociata, 1204-2004, Andros, 27-30 maggio 2004, a cura di P. PIATTI, Città del Vaticano 2008, pp. 95-105.
220. *Spezie e farmacopea nel Medioevo*, intervento presentato alle *Giornate della Scuola Medica Salernitana* (maggio 2004).
221. *Costantinopoli nella prima metà del Quattrocento*, in «Medioevo greco», 4 (2004), pp. 7-17.
222. (co-dir.) *Byzance et le monde extérieur: contacts, relations, échanges*, Actes de trois seances du 20. Congres international des Etudes byzantines, Paris, 19-25 août 2001, Paris 2005 (Publications de la Sorbonne. *Byzantina Sorbonensia*, 21).
223. *L'eau et son utilisation à Gênes à la fin du Moyen Age*, in *Famille, violence et christianisation au Moyen Age. Mélanges offerts à Michel Rouche*, éd. M. AURELL - TH. DESWARTE, Paris 2005, pp. 119-131.
224. *Bilan de la Quatrième Croisade*, in *Quatrième Croisade. De Blois à... Constantinople. Eclats d'empires* («Revue française d'Héraldique et de Sigillographie», 73-75, 2003-2005), pp. 79-85.
225. *The Black Sea in the International Trade of the 14<sup>th</sup> and 15<sup>th</sup> Centuries*, intervento presentato al convegno *Crimea at the Crossroads. Byzantine, Russian and Western influences across the Black Sea in the medieval and early modern periods* (Londra, febbraio 2005).

226. *Le regard de l'Europe médiévale sur l'Orient*, rapporto presentato al 20<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques (Sydney, luglio 2005).
227. *Orientalis in Cyprus at the Beginning of the XIV<sup>th</sup> Century according to Genoese Notaries*, comunicazione presentata al simposio SSCLE *From the West to the Holy Land in the Age of the Crusades* (Sydney, luglio 2005).
228. *L'historiographie occidentale de la Quatrième Croisade*, in *Urbs capta: The Fourth Crusade and its Consequences / La IV<sup>e</sup> Croisade et ses conséquences*, éd. A.E. LAIOU, Paris 2005, pp. 161-174.
229. *Conclusion* del XXXV<sup>e</sup> Congrès de la Société des Historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public *Les ports maritimes et les ports fluviaux au Moyen Age* (La Rochelle, juin 2004), Paris 2005, pp. 277-281.
230. *Caffa e il suo porto (secc. XIV-XV)*, in *Città di mare del Mediterraneo medievale*, Amalfi 2005, pp. 61-77.
231. *I Genovesi in Siria-Palestina (secc. XI-XV)*, in *Genova, una «porta» del Mediterraneo*, a cura di L. GALLINARI, Genova 2005, pp. 1-29.
232. *Les Latins en Orient XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, Paris 2006 (Nouvelle Clío), pp. 455.
233. *La Méditerranée médiévale. Espaces, itinéraires, comptoirs*, Paris 2006 (Les Médiévistes français), pp. 200.
234. *L'Italie du Sud et la Quatrième Croisade*, in «Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France», 2001, pp. 254-266.
235. *Les relations de Caffa avec son arrière-pays*, in *Entre Monts et Rivages. Les contacts entre la Provence orientale et les régions voisines au Moyen Age*, éd. PH. JANSEN, Antibes 2006, pp. 265-273.
236. *Les actes notariés génois*, in *Univers du texte. Genèse, fonction et constellation*, a cura di SH. SATO, Nagoya 2006, pp. 252-264 [in giapponese].
237. *Il notaio e l'amministrazione della giustizia nell'Oltremare genovese*, in *Hinc publica fides. Il notaio e l'amministrazione della giustizia*, Atti del Convegno Internazionale di Studi Storici, Genova 8-9 ottobre 2004, a cura di V. PIERGIOVANNI, Milano 2006 (Consiglio Nazionale del notariato. Per una storia del notariato nella civiltà europea, VII), pp. 353-369.
238. *Il Banco di San Giorgio e le colonie d'Oltremare*, in *La Casa di San Giorgio: il potere del credito*, Atti del convegno, Genova, 11 e 12 novembre 2004, a cura di G. FELLONI, Genova 2006 (anche in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s. XLVI/II, 2006), pp. 63-73.

239. *La méthode historique et son renouvellement*, in « Les Cahiers de la Société historique et archéologique des VIII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> arrondissements », 16 - juin (2006).
240. *Il Mediterraneo, crocevia delle culture*, in *Storie del mare*, a cura di L. CAPOCACCIA ORSINI - S. FIORENTINI ANGELLINI, Genova 2006, pp. 13-36.
241. *Gli aspetti tecnici del commercio italiano e di quello dell'Europa occidentale*, in *L'Italia alla fine del Medioevo: i caratteri originali nel quadro europeo*, a cura di F. CENGARLE, 2, Firenze 2006, pp. 195-210.
242. *Bilan de la Quatrième Croisade*, in « Nichifutsu Bunka. Revue de collaboration culturelle franco-japonaise », 72 - mars (2006), pp. 107-122.
243. *Les marchands italiens à Chypre*, Nicosie 2007 (Centre de Recherche Scientifique. Recueil de travaux, II), pp. 254.
244. *Crociate e Giovanniti*, in *Alle origini dell'Europa Mediterranea. L'ordine dei Cavalieri giovanniti*, a cura di A. PELLETTIERI, Firenze 2007, pp. 29-42.
245. *Les actes notariés génois*, in *Quel mar che la terra inghirlanda. In ricordo di Marco Tangheroni*, a cura di F. CARDINI - M.-L. CECCARELLI LEMUT, 1, Ospedaletto 2007, pp. 103-115.
246. *Les relations économiques entre l'Occident et le monde islamique à la fin du Moyen Age. Quelques remarques*, in *Relazioni economiche tra Europa e mondo islamico secc. XIII-XVIII*, Atti della Trentottesima Settimana di Studi, 1-5 maggio 2006, a cura di S. CAVACIOCCHI, 1, Firenze 2007 (Fondazione Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 38), pp. 193-218.
247. *La guerre au nom de Dieu*, rec. a CH. TYERMAN, *God's War. A New History of the Crusades*, London 2007, in « Sociétal », 57 - juillet (2007), pp. 117-120.
248. *L'historiographie des croisades tardives XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, intervento presentato all'omonimo colloquio internazionale (Toulouse, marzo 2007).
249. *Constantinople dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle d'après les récits de voyages et les témoins du siège de 1453*, in *Constantinopla 550 años desde su caída*, ed. E. MOTOS GUIRAO - M. MORFAKIDIS FILACTOS, Granada 2007, pp. 311-322.
250. *Latin Sources and Byzantine Prosopography: Genoa, Venice, Pisa and Barcelona*, in *Byzantines and Crusaders in Non-Greek Sources 1025-*

- 1204, M. WHITBY (ed.), London 2007 (Proceedings of the British Academy, 132), pp. 39-58.
251. *Caffa e il suo porto*, in *In laudem Hierosolymitani. Studies in Crusades and Medieval Culture in honour of B.Z. Kedar*, I. SHAGRIR - R. ELLENBLUM - J. RILEY-SMITH (ed.), Aldershot 2007, pp. 447-455.
252. *Les épices au Moyen Age*, in «Revue de la Société d'Histoire de Montmorency», 25 (2007), pp. 92-108.
253. Rec. a C. REIGNIER CONDER, *The Latin Kingdom of Jerusalem, 1099 to 1291*, in «Medieval Encounters», 14/1 (2008), pp.141-143.
254. *L'empire génois au Moyen Age*, in *Les Empires. Antiquité et Moyen Age. Analyse comparée*, éd. F. HURLET, Rennes 2008, pp. 181-197.
255. *Population et administration de Famagouste au début du XV<sup>e</sup> siècle*, intervenuto alla tavola rotonda su *L'histoire de Famagouste* (Nicosia, ottobre 2008).
256. *Latins in the Aegean and the Balkans (1300-1400)*, in *The Cambridge History of the Byzantine Empire c. 500-1492*, J. SHEPARD (ed.), Cambridge 2008, pp. 834-851.
257. *La Massaria génoise de Famagouste*, in *Diplomatics in the Eastern Mediterranean 1000-1500. Aspects of Cross-Cultural Communication*, A.D. BEIHAMMER - M.G. PARANI - C.D. SCHABEL (ed.), Leiden-Boston 2008, pp. 235-249.
258. Rec. a D. REITZ, *Die Kreuzzüge Ludwigs IX. von Frankreich 1248/1270*, in «Francia», 35/4 (2008).
259. Rec. a *Saladin und die Kreuzfahrer*, a cura di A. WIECZOREK - M. FANSA, H. MELLER, in «Francia», 35/4 (2008).
260. (co-dir.) *Au Moyen Age, entre tradition et innovation*, Paris 2009.
261. (dir.) *Les ordres militaires et la mer*, Paris 2009.
262. *Bilan de la recherche française sur les ordres militaires*, in *As Ordens militares e as Ordens de Cavalaria entre o Ocidente e o Oriente*, Actas do V Encontro sobre Ordens Militares, ed. I.C.F. FERNANDES, Palmela 2009, pp. 27-45.
263. *C'est la fête à Caffa (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Mope u bepeza / Mare et litora. Essays presented to Sergei Karpov for his 60<sup>th</sup> Birthday*, R. SHUKUROV (ed.), Mosca 2009, pp. 493-500.

264. *Tradition et innovation: l'exemple du notariat médiéval italien*, in *Au Moyen Age, entre tradition et innovation*, éd. M. BALARD - M. SOT, Paris 2009, pp. 189-204.
265. *Colonisation et mouvements de population en Méditerranée au Moyen Age*, in *Le monde de l'itinérance en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne*, éd. C. MOATTI - W. KAISER - C. PEBARTHE, Bordeaux 2009, pp. 391-404.
266. *Les autonomies urbaines dans l'Outre-mer italien*, intervento presentato al convegno su *Formes des autonomies urbaines dans le monde gréco-latin des XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles* (Atene, maggio 2009).
267. *Etudes byzantines sur la Méditerranée*, intervento presentato al convegno *Byzantine Studies* (Atene, giugno 2009).
268. *Le transport des esclaves dans le monde méditerranéen médiéval*, intervento presentato al convegno *Slavery and the Slave Trade in the Eastern Mediterranean 11<sup>th</sup> to 15<sup>th</sup> Centuries* (Treviri, settembre 2009).
269. *I Greci nelle colonie italiane della Crimea (XIII-XV secc.)*, in *I Greci durante la Venetocrazia: Uomini, spazio, idee (XIII-XVIII sec.)*, a cura di CH. MALTEZOU - A. TZAVARA - D. VLASSI, Venezia 2009, pp. 315-323 e *Conclusioni*, pp. 781-784.
270. *Constantinople et les ports pontiques: topographie, liens entre le port et la ville, fonctions*, in *Les ports et la navigation en Méditerranée au Moyen Age*, Actes du colloque de Lattes, 12-14 novembre 2004, éd. G. FABRE - D. LE BLEVEC - D. MENJOT, Paris 2009, pp. 191-200.
271. *Les controverses politico-religieuses à Caffa (1473-1475)*, in *L'Église arménienne entre Grecs et Latins fin XI<sup>e</sup> - milieu XV<sup>e</sup> siècle*, éd. I. AUGÉ - G. DÉDÉYAN, Paris 2009, pp. 183-192.
272. *Conclusioni*, in *Spazi per la memoria storica. La storia di Genova attraverso le vicende delle sedi e dei documenti dell'Archivio di Stato*, Atti del convegno internazionale, Genova, 7-10 giugno 2004, a cura di A. ASSINI e P. CAROLI, Roma 2009 (Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Saggi 93), pp. 516-520.
273. *Nouvelle Histoire de Sucy-en-Brie*, 1. *Des origines à la Révolution*, in coll. con F. BALARD, Sucy-en-Brie 2010.
274. *Jihad, Holy War and Crusading*, in «Annual of Medieval Studies at CEU», 16 (2010), pp. 193-201.

275. *Les sociétés coloniales à la fin du Moyen Age*, in *Dynamiques sociales au Moyen Age en Occident et en Orient*, éd. E. MALAMUT, Aix-en-Provence (2010), pp. 151-72.
276. *De l'art d'éviter la guerre*, rec. a E.N. LUTTWAK, *The Grand Strategy of the Byzantine Empire*, in « Sociétal », 69/3 (2010), pp. 131-136.
277. *1261. Genova nel mondo: il trattato di Ninfedo*, in *Gli anni di Genova*, Bari 2010, pp. 39-68.
278. *Voltaire et le Proche-Orient des croisades*, in VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, éd. B. BERNARD - J. RENWICK - N. CRONK - J. GODDEN, III, Oxford 2010, pp. XXXVII-XLVII.
279. *L'historiographie des croisades en France au XX<sup>e</sup> siècle*, in « Come l'orco della fiaba ». *Studi per Franco Cardini*, a cura di M. MONTESANO, Firenze 2010, pp. 17-35.
280. *Il regno nell'orizzonte mediterraneo*, in *Un regno nell'impero. I caratteri originari del regno normanno nell'età sveva: persistenze e differenze (1194-1250)*, a cura di P. CORDASCO - F. VIOLANTE, Bari 2010, pp. 31-48.
281. *Mediterraneo, Levante e Mar Nero*, in *La Società Ligure di Storia Patria nella storiografia italiana 1857-2007*, a cura di D. PUNCUH (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., L/I, 2010), pp. 331-348.
282. *La guerre sainte musulmane du Moyen Age à nos jours*, in « Bulletin de la Société des Amis de Vincennes », 61 (2010), pp. 41-44.
283. *Introduction e The French Recent Historiography of the Holy War*, in *La papauté et les croisades / The Papacy and the Crusades*, Actes du VII<sup>e</sup> Congrès de la Society for the Study of the crusades and the Latin East (Avignone, agosto 2008), éd. M. BALARD, Ashgate 2011, pp. 1-7 e 45-51.
284. *Le grand commerce e Les possessions des Occidentaux à Byzance*, in *Le monde byzantin*, éd. A. LAIOU - C. MORRISON, III, Paris 2011, pp. 117-127 e 401-427.
285. *Les actes notariés génois au Moyen Age*, in « Le Gnomon. Revue internationale d'histoire du notariat », 168 - juillet-septembre (2011), pp. 17-24.
286. *The Black Sea in the International Trade of the Fourteenth and Fifteenth Centuries*, in *Proceedings of the 22<sup>nd</sup> International Congress of Byzantine Studies*, 1, Sofia 2011, pp. 441-450.

287. *Les soudoyers de Famagouste génoise au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Proceedings of the 22<sup>nd</sup> International Congress of Byzantine Studies*, 2, Sofia 2011, pp. 241-243.
288. *L'Oriente genovese di Geo Pistarino*, in «*Memorie della Accademia Lunigianese di Scienze 'Giovanni Capellini'*», LXXIX (2009) [2011], pp. 37-45.
289. *Le commerce génois à Alexandrie (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle)*, in *Alexandrie médiévale 4*, éd. C. DÉCOBERT - J.-Y. EMPEREUR - CH. PICARD, Alessandria d'Egitto 2011, pp. 125-134.
290. *Genuëńczycy w Cesarstwie Bizantyńskim*, in «*Przegląd Nauk Historycznych*», X/2 (2011), pp. 53-68.
291. (co-dir.) *Actes de Famagouste du notaire génois Lamberto di Sambuceto (décembre 1299 - septembre 1300)*, Nicosia 2012.
292. *Philippe de Mézières et les républiques maritimes italiennes*, in *Philippe de Mézières and His Age. Piety and Politics in the Fourteenth Century*, R. BLUMENFELD-KOSINSKI - K. PETKOV (ed.), Leiden-Boston 2012, pp. 271-281.
293. *Buondelmonti and the Holy War*, in *Shipping, Trade and Crusade in the Medieval Mediterranean. Studies in Honour of John Pryor*, R. GERTWAGEN - E. JEFFREYS (ed.), Farnham 2012, pp. 387-395.
294. *Colonisation et mouvements de population en Méditerranée au Moyen Age*, in *Les échanges en Méditerranée médiévale*, éd. E. MALAMUT - M. OUERFELLI, Aix-en-Provence 2012, pp. 107-120.
295. *Les soudoyers de Famagouste génoise au XV<sup>e</sup> siècle*, intervento presentato all'VIII<sup>th</sup> Quadriennial conference of the Society for the Study of the Crusades and the Latin East (Cáceres, giugno 2012).
296. *The Black Sea: Trade and Navigation (XIII<sup>th</sup>-XV<sup>th</sup> Centuries)*, intervento presentato alle giornate del Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte (Costanza, settembre 2012).
297. *Les acteurs des transferts culturels entre Orient et Occident. Quelques exemples italiens*, in *Acteurs des transferts culturels en Méditerranée médiévale*, dir. R. ABDELLATIF - Y. BENHIMA - D. KÖNIG - E. RUCHAUD, München 2012, pp. 48-54.
298. *Voltaire et le Proche-Orient des croisades*, in *Médiation, paix et guerre au Moyen Age*, 136<sup>e</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques (Perpignan 2011), éd. M. SOT, pp. 87-94.

299. *La défense de la Gazarie génoise*, in «Bulgaria Mediaevalis», 3 (2012), pp. 217-226.
300. (co-dir.) *Gênes et l'Outre-mer. Actes notariés de Famagouste et d'autres localités du Proche-Orient (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, Nicosia 2013.
301. *Le paysage urbain de Rhodes vu par les voyageurs et pèlerins des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, in *Rhodes et les "Chevaliers de Rhodes" 1310-2010*, Actes du colloque de Rhodes (28 et 29 mai 2010), Paris 2013, pp. 185-196.
302. *Le commerce en Méditerranée orientale: diffusion des produits, capital humain, conflits politiques (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *La Corona catalanoaragonesa, l'Islam i el Món Mediterrani. Estudis d'història medieval en homenatge a la doctora Maria Teresa Ferrer i Mallol*, ed. J. MUTGÉ I VIVES - R. SALICRÚ I LLUCH - C. VELA I AULESA, Barcelona 2013, pp. 23-36.
303. *L'Europe et l'Islam au temps des croisades*, in *Les Templiers dans l'Aube*, Textes réunis et édités par "La vie en Champagne", Troyes 2013, pp. 71-88.
304. *L'économie templière. Introduction*, in *L'économie templière en Occident. Patrimoine, commerce, finances*, éd. A. BAUDIN - G. BRUNEL - N. DOHRMANN, Langres 2013, pp. 13-28.
305. *Genova e la Crimea secc. XIII-XV*, presentazione alla mostra omonima, Genova, Palazzo Ducale, 18 settembre 2013.
306. *Conclusions in Seeraub im Mittelmeerraum. Piraterie, Korsarentum und maritime Gewalt von der Antike bis zur Neuzeit*, a cura di N. JASPERT - S. KOLDITZ, Paderborn 2013, pp. 430-437.
307. *Città portuali del Medioevo*, in *Γαληνοτάτη. Τιμή στη Χρύσα Μαλτέζου [Serenissima. Studi in onore di Chryssa Maltezo]*, a cura di G. VARZELIOTI - K. TSIKNAKIS, Atene 2013, pp. 169-182.
308. (dir.) *Dictionnaire historique des rues de Sucy-en-Brie*, Sucy-en-Brie 2014, pp. 174.
309. (coll. à) *La Méditerranée au Moyen Age: les hommes et la mer*, Paris 2014.
310. Amalfi nel Mediterraneo medievale, in *Interscambi socio-culturali ed economici fra le città marinare d'Italia e l'Occidente dagli osservatori mediterranei*, Atti del Convegno Internazionale di Studi in memoria di Ezio Falcone (1938-2011), a cura di B. FIGLIUOLO - P. SIMBULA, Amalfi, 2014, pp. 1-13.



311. *La défense de la Gazarie génoise*, in *Das mittelalterliche Bulgarien, Byzanz und Europa*, a cura di A. SCHWARCZ - P. SOUSTAL - A. TCHOLAKOVA, Wien 2014 (*Miscellanea Bulgarica*, 21), pp. 45-54.
312. *The Mercenaries of Genoese Famagusta in the Fifteenth Century*, in *The Harbour of all this Sea and Realm. Crusader to Venetian Famagusta*, M. WALSH - T. KISS - N. COUREAS (ed.), Budapest 2014, pp. 77-90.
313. *Les Arméniens dans les comptoirs génois d'Orient*, in *La Méditerranée des Arméniens XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, éd. C. MUTAFIAN, Paris 2014, pp. 249-260.
314. *Les croisades de saint Louis*, in « Bulletin de la Société des Amis de Vincennes », 65 (2014), pp. 33-41.
315. *Marchés et circulation monétaire en Méditerranée orientale (IX<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *El mercat. Un món de contactes i intercanvis*, ed. F. SABATÉ, Lleida 2014, pp. 189-199.
316. *Le peregrinagium maritimum en Méditerranée (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *The Holy Portolano / Le Portulan sacré. La géographie religieuse de la navigation au Moyen Âge*, Colloque Fribourgeois 2013, éd. M. BACCI - M. RHODE, Berlin-München 2014, pp. 33-50.
317. *Les Levantins de Gênes: de l'Ancienne à la Nouvelle Mahone de Chio*, intervento presentato al *Second Levantine Symposium in Izmir* (31 ottobre - 2 novembre 2014).
318. *Cornelio Desimoni: l'Oriente latino e le colonie genovesi, Cornelio Desimoni (1513-1899) «un ingegno vasto e sintetico»*, a cura di S. GARDINI («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., LIV/I, 2014), pp. 143-153.
319. *Villes portuaires d'Italie et de la Méditerranée orientale*, in *Ciutats Meditèrànies: civilització i desenvolupament / Villes méditerranéennes: civilisation et développement*, ed. A. RIERA - J. GUITART - S. GINER, Barcelona 2015, pp. 179-185.
320. *European and Mediterranean Trade Networks*, in *The Cambridge World History*, 5. *Expanding Webs of Exchange and Conflict 500 CE - 1500 CE*, B.Z. KEDAR - M.E. WIESNER-HANKS (ed.), Cambridge 2015, pp. 257-286.
321. *Djihad, Holy War and Crusading*, in *Entre texte et histoire. Etudes d'histoire médiévale offertes au professeur Shoichi Sato*, éd. O. KANO - J.-L. LEMAÎTRE, Paris 2015, pp. 19-28.

322. *Les Assises de Jérusalem. Introduction*, intervento presentato al convegno *Autour des Assises de Jérusalem* (Orléans, 21-22 maggio 2015).
323. Conclusioni del convegno *Il fico. L'albero e i suoi frutti tra storia, letteratura, arte e botanica* (Sanremo-Bordighera, 22-23 maggio 2015).
324. *Les autonomies urbaines dans l'Outre-mer italien*, intervento presentato al convegno *Elites chrétiennes et formes du pouvoir en Méditerranée centrale et orientale (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)* (Nîmes-Montpellier, 18-19 giugno 2015).
325. *Les Hospitaliers et Smyrne (1344-1402)*, intervento presentato al convegno di Palmela (ottobre 2015).
326. *Les Grimaldi et la mer Noire au Moyen Age*, in « *Annales Monégasques* », 39 (2015), pp. 9-28.
327. *Lire Grousset aujourd'hui*, postfazione a *René Grousset un "Européen", historien de l'Asie*, éd. G. DÉDÉYAN - I. AUGÉ - B. SCHOULER, Paris 2015, pp. 253-254.
328. *Conclusion*, in *Partir en croisade à la fin du Moyen Age. Financement et logistique*, dir. D. BALOUP - M. SÁNCHEZ MARTINEZ, Toulouse 2015, pp. 433-439.
329. *Les mercenaires de Famagouste sous domination génoise au XV<sup>e</sup> siècle*, in « *Comptes-rendus* » de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, juil.-oct. 2015, pp. 1225-1246.
330. *Les Pisans en Orient (XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, in *A Companion for Pisan History* (in preparazione).
331. *Генуэзцы и Золотая Орда [I Genovesi e l'Orda d'Oro]*, in *Золотая Орда в мировой истории / The Golden Horde in World History*, Kazan 2016, pp. 598-608.
332. *The Black Sea: Trade and Navigation (XIII<sup>th</sup>-XV<sup>th</sup> Centuries)*, in *Maritimes Mittelalter. Meere als Kommunikationsräume*, a cura di M. BORGOLTE - N. JASPERT, Memmingen 2016, pp. 181-194 (Vorträge und Forschungen, LXXXIII).
333. *Finances et fiscalité à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, intervento presentato al colloquio di Genova (maggio 2016).
334. *L'alimentation des villes d'Orient par les Occidentaux*, intervento presentato al *Colloque Pomedor* (Lione, maggio 2016).
335. *L'historiographie française des croisades*, Paderborn [in preparazione].

336. Rec. a F. LÉVY, *La Monarchie et la Commune. Les relations entre Gênes et la France 1396-1512*, Roma 2014, in «Revue historique», 679 - juillet (2016), pp. 654-656.
337. *Les Génois dans l'empire byzantin*, in *Le saint, le moine et le paysan. Mélanges d'histoire byzantine offerts à Michel Kaplan*, dir. O. DELOUIS - S. MÉTIVIER - P. PAGÈS, Paris 2016, pp. 59-69.
338. *Il Mediterraneo nel secolo XI*, in G. ANDENNA - C.D. FONSECA - E. FILIPPINI, *I Templari. Grandezza e caduta della militia Christi*, Milano 2016, pp. 3-13.
339. *Rapporti di Genova con Bisanzio tra Mediterraneo e Mar Nero e Finanze e fiscalità a Caffa nel XV secolo*, in A.N. ESLAMI, *Genova, una capitale del Mediterraneo tra Bisanzio e il mondo islamico. Storia, Arte e Architettura*, Milano 2016, pp. 33-41 e 43-51.

## Bibliografia citata

- ABOULFEDA = ABOULFEDA, *Géographie*, éd. J.-T. RAINAUD, Paris 1848.
- ABULAFIA = D. ABULAFIA, *The two Italies*, Cambridge 1977.
- Acta sanctorum* = *Acta sanctorum quotquot toto orbe coluntur, vel a catholicis scriptoribus celebrantur*, Parigi-Roma 1866.
- ADAM = G. ADAM, *De modo Sarracenos extirpandi*, éd. CH. KOHLER, in *Recueil des historiens des Croisades. Documents arméniens*, 2, Paris 1906.
- AGOSTO 1966 = A. AGOSTO, *Il bucio*, Genova 1966 (Quaderni dell'Associazione di Archeologia e Storia navale, 19).
- AGOSTO 1977 = A. AGOSTO, *Due lettere inedite sugli eventi di Cembalo e di Sorcati in Crimea nel 1434*, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XVII/II, (1977).
- AGOSTO 1981 = A. AGOSTO, *Nuovi reperti archivistici genovesi dell'«Officium Provisionis Romanie» sulla guerra di Cembalo (1434)*, in *Genova, la Liguria e l'Oltremare tra Medioevo ed età moderna. Studi e ricerche d'archivio*, a cura di R. BELVEDERI, IV, Genova 1981.
- AHRWEILER 1965 = H. AHRWEILER, *L'histoire et la géographie de la région de Smyrne entre les deux occupations turques (1081-1317) particulièrement au XIII<sup>e</sup> siècle*, in «Travaux et Mémoires du Centre de Recherche d'Histoire et Civilisation de Byzance», I (1965).
- AHRWEILER 1966 = H. AHRWEILER, *Byzance et la mer. La marine de guerre, la politique et les institutions maritimes de Byzance aux VII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Paris 1966.
- AHRWEILER 1975 = H. AHRWEILER, *L'idéologie politique de l'empire byzantin*, Paris 1975.
- AIRALDI 1969 = *Un'ambasciata genovese a Zara nel 1386-1387*, in *Miscellanea di Studi storici*, I, Genova 1969.
- AIRALDI 1970 = G. AIRALDI, *Colonie genovesi nel Mar Nero. Studi storici in Romania, Polonia e Bulgaria*, in «Liguria», 37/9 (1970).
- AIRALDI 1972 = G. AIRALDI, *I Genovesi a Licostomo nel secolo XIV*, in «Studi medievali», XIII (1972).
- AIRALDI 1974 = G. AIRALDI, *Studi e documenti su Genova e l'Oltremare*, Genova 1974 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 19; Collana storica dell'Oltremare ligure, 5).
- AIRALDI 1978 = G. AIRALDI, *Investimenti e civiltà urbana nelle colonie medievali italiane*, in *Saggi e documenti I*, Genova 1978 (Civico Istituto Colombiano, Studi e testi, 2).
- AIRALDI 1981 = G. AIRALDI, *Marinai, etnie e società nel Mediterraneo medievale*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- AIRALDI 1986 = G. AIRALDI, *Genova e la Liguria nel Medioevo*, Torino 1986 (Storia degli stati italiani dal Medioevo all'Unità).
- AIRALDI 2006 = G. AIRALDI, *Blu come il mare. Guglielmo e la saga degli Embriaci*, Genova 2006.

- ALANFRANC = ALANFRANC [LANFRANC DE MILAN], *En cyrurgie*, Lyon 1508.
- ALBERT D'AIX = ALBERT D'AIX, *Historiae*, in *Recueil des Historiens des Croisades, Historiens occidentaux*, Paris 1895.
- ALEXANDRESCU-DERSCA BULGARU = M.-M. ALEXANDRESCU-DERSCA BULGARU, *La seigneurie de Dobrotiçi, fief de Byzance*, in *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès international des Études byzantines*, Bucarest 1975.
- ALLMENDIGER = K.H. ALLMENDIGER, *Die Beziehungen zwischen der Kommune Pisa und Ägypten im hohen Mittelalter*, in « Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte », 54 (1967).
- AMARGIER = P. AMARGIER, *Gens de mer en Méditerranée dans les années 1375-1390*, in *Navigations et gens de mer en Méditerranée de la Préhistoire à nos jours*, Paris 1980 (Maison de la Méditerranée, 3).
- AMARI = M. AMARI, *I diplomi arabi del R. Archivio di Stato fiorentino*, Testo originale con traduzione letteraria e illustrazioni, Firenze 1863.
- AMOUROUX-MOURAD = M. AMOUROUX-MOURAD, *Le comté d'Edesse 1098-1150*, Paris 1988.
- ANDRÉ = M. ANDRÉ, *Étude sur l'organisation et le recrutement des mercenaires dans les colonies génoises de Caffa, Soldaïa et Cembalo en 1463 à partir du registre de la Massaria*, Mémoire de maîtrise de l'Université Paris 1, 1998.
- ANGOLD = M. ANGOLD, *A Byzantine Government in Exile. Government and Society under the Laskarids of Nicaea (1204-1261)*, Oxford 1975.
- Annales Genuenses* = GEORGII et IOHANNIS STELLAE *Annales Genuenses*, a cura di G. PETTI BALBI, Bologna 1975 (*Rerum Italicarum Scriptores*<sup>2</sup>, XVII/2).
- Annales Pisani* = *Annales Pisani*, a cura di M. LUPO GENTILE, Bologna 1936-1944 (*Rerum Italicarum Scriptores*<sup>2</sup>, VI/2).
- Annali genovesi* = *Annali genovesi di Caffaro e de' suoi continuatori dal MDCIX al MCCXCIII*, a cura di L.T. BELGRANO e C. IMPERIALE DI SANT'ANGELO, Roma 1890-1929 (Fonti per la storia d'Italia, 11-14 bis).
- ANONIMO GENOVESE = ANONIMO GENOVESE, *Poesie*, a cura di L. COCITO, Roma 1970.
- ANTONIADIS-BIBICOU = H. ANTONIADIS-BIBICOU, *Recherches sur les douanes à Byzance*, Paris 1963.
- ARBEL = B. ARBEL, *The Jews in Cyprus: New Evidence from the Venetian Period*, in « Jewish Social Studies », XLI/1 (1979).
- ARENSEN = S. ARENSEN, *Food for a Maritime Empire: Venice and Its Bases in the Middle Ages*, in *Maritime Food Transport*, K. FRIEDLAND (ed.), Köln 1994.
- ARGENTI 1955 = PH.P. ARGENTI, *Libro d'Oro de la noblesse de Chio*, I, *Notices historiques*, London 1955.
- ARGENTI 1958 = PH.P. ARGENTI, *The Occupation of Chios by the Genoese and their Administration of the Island (1346-1566)*, I-III, Cambridge 1958.
- ARGENTI 1979 = PH.P. ARGENTI, *The Mahona of the Giustiniani: Genoese Colonialism and the Genoese Relationship with Chios*, in « Byzantinische Forschungen », 6/2-3 (1979).

- ARGENTI - KYRIAKIDIS = PH.P. ARGENTI - S. KYRIAKIDIS, *Ἡ Χίος παρὰ τοῖς γεωγράφοις καὶ περιηγηταῖς* [*Chio secondo i geografi e i viaggiatori*], Atene 1946.
- ARMAO = E. ARMAO, *In giro per il mar Egeo*, Firenze 1951.
- ARNALDI = G. ARNALDI, *Gli Annali di Iacopo Doria, il cronista della Meloria*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXIV/II, 1984).
- ARTIZZU = F. ARTIZZU, *La Sardegna pisana e genovese. Storia della Sardegna antica e moderna*, 5, Sassari 1985.
- ASBRIDGE = TH. S. ASBRIDGE, *The Creation of the Principality of Antioch, 1098-1130*, Woodbridge 2000.
- ASDRACHA = C. ASDRACHA, *La région des Rhodopes aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Étude de géographie historique*, Athènes 1976.
- ASHTOR 1976 = E. ASHTOR, *Les lainages dans l'Orient médiéval*, in *Produzione, commercio e consumo dei panni di lana nei secoli XII-XVII*, Atti della Seconda Settimana di Studio, 10-16 aprile 1970, a cura di M. SPALLANZANI, Prato-Firenze 1976 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 2).
- ASHTOR 1978 = E. ASHTOR, *Il volume del commercio levantino di Genova nel secondo Trecento*, in *Saggi e documenti*, 1, Genova 1978 (Studi e testi del Civico istituto colombiano. Serie storica, 2).
- ASHTOR 1978a = E. ASHTOR, *L'exportation de textiles occidentaux dans le Proche-Orient musulman au bas Moyen Age (1350-1517)*, in *Studi in memoria di Federigo Melis*, Napoli 1978.
- ASHTOR 1983a = E. ASHTOR, *Levant Trade in the Later Middle Ages*, Princeton 1983.
- ASHTOR 1983b = E. ASHTOR, *Le Proche-Orient au bas Moyen Age: une région sous-développée*, in *Sviluppo e sottosviluppo in Europa e fuori d'Europa dal secolo XIII alla rivoluzione industriale*, Atti della Decima Settimana di Studio, Prato, 7-12 aprile 1978, a cura di A. GUARDUCCI, Firenze 1983 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 10).
- ASHTOR 1986a = E. ASHTOR, *East-West Trade in the Medieval Mediterranean*, London 1986.
- ASHTOR 1986b = E. ASHTOR, *Il regno dei crociati e il commercio di Levante*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- ASHTOR 1992 = E. ASHTOR, *Technology, Industry and Trade. The Levant versus Europe, 1250-1500*, Norfolk 1992.
- ASHTOR - CEVIDALLI = E. ASHTOR - G. CEVIDALLI, *Levantine Alkali Ashes and European Industries*, in «Journal of European Economic History», 12 (1983).
- ASSINI = A. ASSINI, *La "compera Metelini" e la difesa genovese dei Gattilusio dopo la caduta di Costantinopoli*, in *Οι Γατελούζοι της Λέσβου [I Gattilusi di Lesbos]*, a cura di A. MAZARAKIS, Atene 1996.
- Assises = *Assises de Jérusalem ou recueil des ouvrages de jurisprudence composés pendant le XII<sup>e</sup> siècle dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre*. II: *Assises de la cour des bourgeois*, publiées par M. le Comte Beugnot, Paris 1843 (*Recueil des Historiens des Croisades. Lois*).

- BABINGER = F. BABINGER, *Mahomet II le Conquérant et son temps (1432-1481)*, Paris 1954.
- BACH = E. BACH, *La cité de Gènes au XII<sup>e</sup> siècle*, København 1955.
- Badoer = *Il libro dei conti di Giacomo Badoer (Costantinopoli 1436-1440)*, a cura di U. DORINI e T. BERTELÈ, Roma 1956 (Il Nuovo Ramusio, III).
- BALARD 1966 = M. BALARD, *Les Génois en Roumanie entre 1204 et 1261. Recherches dans les minutiers notariaux génois*, in « Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École Française de Rome », 78 (1966).
- BALARD 1968 = M. BALARD, *Remarques sur les esclaves à Gènes dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle*, in « Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École Française de Rome », 80 (1968).
- BALARD 1970 = M. BALARD, *Notes sur l'activité maritime des Génois de Caffa à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, in *Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'Océan Indien*, Actes du VIII<sup>e</sup> colloque international d'Histoire maritime, Beyrouth 1966, éd. M. MOLLAT, Paris 1970.
- BALARD 1970a = M. BALARD, *A propos de la bataille du Bosphore. L'expédition génoise de Paganino Doria à Constantinople (1351-1352)*, in « Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines », IV (1970).
- BALARD 1973 = M. BALARD, *Gènes et l'Outre-Mer, I, Le actes de Caffa du notaire Lamberto di Sambuceto. 1289-1290*, Paris-La Haye 1973 (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Age, XII).
- BALARD 1974 = M. BALARD, *Escales génoises sur les routes de l'Orient méditerranéen au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Les grandes escales* (« Recueils de la société Jean Bodin », 32/1, 1974).
- BALARD 1974a = M. BALARD, *Precursori di Cristoforo Colombo: i Genovesi in Estremo Oriente nel XIV secolo*, in *Atti del Convegno internazionale di Studi Colombiani*, Genova, 13-14 ottobre 1973, Genova 1974.
- BALARD 1975 = M. BALARD, *Les Génois dans l'ouest de la mer Noire au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès international des Études byzantines*, 2, Bucarest 1975.
- BALARD 1976 = M. BALARD, *Amalfi et Byzance aux X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles*, in « Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines », VI (1976).
- BALARD 1978 = M. BALARD, *La Roumanie génoise (XII<sup>e</sup>-début du XV<sup>e</sup> s.)*, Genova-Roma 1978 (Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, 235; « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XVIII, 1978).
- BALARD 1979 = M. BALARD, *Notes sur les ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Südost-Forschungen », XXXVIII (1979).
- BALARD 1980 = M. BALARD, *Gènes et l'Outre-Mer, II, Actes de Kilia du notaire Antonio di Ponzó 1360*, Paris-La Haye 1980 (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Age, XIII).
- BALARD 1981 = M. BALARD, *Les équipages des flottes génoises au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- BALARD 1981a = M. BALARD, *Les Génois et les régions bulgares au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Byzantino-bulgarica », 7 (1981).

- BALARD 1981b = M. BALARD, *Les milieux dirigeants dans les comptoirs génois d'Orient (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, in *La Storia dei Genovesi*. 1. Atti del convegno di studi sui ceti dirigenti nelle istituzioni della Repubblica di Genova (Genova, 7-9 novembre 1980), Genova 1981.
- BALARD 1981c = M. BALARD, *L'activité économique des ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in «Travaux et Mémoires du Centre de Recherches d'Histoire et Civilisation byzantines», VIII (1981).
- BALARD 1983a = M. BALARD, *Le minoranze orientali a Genova (secc. XIII-XV)*, in *La Storia dei Genovesi*. 3. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova (Genova, 10-11-12 giugno 1982), Genova 1983.
- BALARD 1983b = M. BALARD, *Gênes et la mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in «Revue historique», CCLXX/1 (1983).
- BALARD 1983c = M. BALARD, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Cipro da Lamberto di Sambuceto (11 ottobre 1296 - 23 giugno 1299)*, Genova 1983 (Collana storica di fonti e studi diretta da Geo Pistarino, 39).
- BALARD 1984a = M. BALARD, *Génois et Pisans en Orient (fin du XIII<sup>e</sup>-début du XIV<sup>e</sup> siècle)*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXIV/II, 1984).
- BALARD 1984b = M. BALARD, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Cipro, da Lamberto di Sambuceto (31 marzo 1304 - 19 luglio 1305, 4 gennaio - 12 luglio 1307) Giovanni de Rocha (3 agosto 1308-14 - marzo 1310)*, Genova 1984 (Collana storica di fonti e studi diretta da Geo Pistarino, 43).
- BALARD 1984c = M. BALARD, *La popolazione di Famagosta all'inizio del secolo XIV*, in *La Storia dei Genovesi*. 4. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova (Genova, 28-29-30 aprile 1983), Genova 1984.
- BALARD 1985a = M. BALARD, *Famagouste au début du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Fortifications, portes de villes, places publiques dans le monde méditerranéen*, éd. J. HEERS, Paris 1985.
- BALARD 1985b = M. BALARD, *Le commerce du blé en mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Aspetti della vita economica medievale*, Atti del Convegno di studi nel X anniversario della morte di Federico Melis, Firenze 1985.
- BALARD 1985c = M. BALARD, *Il paesaggio urbano di Famagosta negli anni 1300*, in *La Storia dei Genovesi*. 5. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova (Genova, 12-13-14 aprile 1984), Genova 1985.
- BALARD 1985d = M. BALARD, *L'activité commerciale en Chypre dans les années 1300*, in *Crusade and Settlement*, P. EDBURY (ed.), Cardiff 1985.
- BALARD 1986 = M. BALARD, *Les transports génois vers la Terre Sainte*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- BALARD 1987a = M. BALARD, *Importation des épices et fonctions cosmétiques des drogues*, in *Les soins de beauté au Moyen Age*, Actes du III<sup>e</sup> colloque international Grasse (26-28 avril 1985), Nice 1987.



- BALARD 1987b = M. BALARD, *Le film des navigations orientales de Gênes au XIII<sup>e</sup> siècle*, in *Horizons marins. Itinéraires spirituels (V<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, éd. H. DUBOIS - J.-C. HOCQUET - A. VAUCHEZ, Paris 1987.
- BALARD 1987c = M. BALARD, *Péra au XIV<sup>e</sup> siècle. Documents notariés des Archives de Gênes*, in *Les Italiens à Byzance*, éd. M. BALARD - A. LAIOU - C. OTTEN-FROUX, Paris 1987.
- BALARD 1987d = M. BALARD, *Les Vénitiens en Chypre dans les années 1300*, in « Byzantinische Forschungen », XII (1987).
- BALARD 1988 = M. BALARD, *Les formes militaires de la colonisation génoise (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Castrum 3. Guerre, fortification et habitat dans le monde méditerranéen au Moyen Age*, éd. A. BAZZANA, Madrid-Roma 1988.
- BALARD 1988a = M. BALARD, *Navigations génoises en Orient d'après des livres de bord du XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », nov.-déc. 1988.
- BALARD 1988b = M. BALARD, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Chio da Donato di Chiavari (17 febbraio - 12 novembre 1394)*, Genova 1988 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 51).
- BALARD 1988c = M. BALARD, *Gattilusio*, in *Lexikon des Mittelalters*, IV, München-Zürich 1988.
- BALARD 1989 = M. BALARD, *La mer Noire et la Romanie génoise (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, London 1989.
- BALARD 1989a = M. BALARD, *The Genoese in the Aegean (1204-1566)*, in « Mediterranean Historical Review », 4/1 (1989).
- BALARD 1992 = M. BALARD, *In extremo Europae: les soudoyers dans l'Orient génois (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in *Histoire et Société. Mélanges offerts à Georges Duby*, Aix-en-Provence 1992.
- BALARD 1993 = M. BALARD, *Notes sur la fiscalité génoise à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France », 1993.
- BALARD 1994 = M. BALARD, *Les républiques maritimes italiennes et le commerce en Syrie-Palestine (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)*, in « Anuario de Estudios medievales », 24 (1994).
- BALARD 1994a = M. BALARD, *Le mastic de Chio, monopole de la Mahone génoise*, in *Homages à C. Cahen*, Paris 1994 (*Res Orientales*, VI).
- BALARD 1995 = M. BALARD, *Les Génois dans le royaume médiéval de Chypre*, in *Ιστορία της Κύπρου [Storia di Cipro]*, a cura di TH. PAPADOPOULLOS, IV, Nicosia 1995.
- BALARD 1995a = M. BALARD, *The Greeks of Crimea under Genoese Rule in the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> Centuries*, in « *Dumbarton Oaks Papers* », 49 (1995).
- BALARD 1996 = M. BALARD, *Esclavage en Crimée et sources fiscales génoises au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Figures de l'esclave au Moyen Age et dans le monde moderne*, éd. H. BRESCH, Paris 1996.
- BALARD 1996a = M. BALARD, *Byzance et les régions septentrionales de la mer Noire (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in I. ŠEVČENKO - G.G. LITAVRIN, *Acts of the XIII<sup>th</sup> International Congress of Byzantine Studies. Selected Papers: Main and Communications (Moscow 1991)*, I. History, Shepherdstown (WV) 1996.

- BALARD 1996b = M. BALARD, *Les Arméniens de Caffa*, in *L'Arménie entre deux cultures*, Paris 1996.
- BALARD 1996c = M. BALARD, *Les Arméniens à Caffa du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Arménie entre Orient et Occident: Trois mille ans de civilisation*, éd. R.H. KÉVORKIAN, Paris 1996.
- BALARD 1997 = M. BALARD, *Giacomo Badoer et le commerce des esclaves*, in *Milieus naturels. Espaces sociaux. Études offertes à Robert Delort*, Paris 1997.
- BALARD 1997a = M. BALARD, *Les hommes d'affaires occidentaux ont-ils asphyxié l'économie byzantine?*, in *Europa medievale e mondo bizantino. Contatti effettivi e possibilità di studi comparati*, Tavola rotonda del 18. Congresso del CISH, Montreal, 29 agosto 1995, a cura di G. ARNALDI e G. CAVALLLO, Roma 1997 (Nuovi studi storici / Istituto storico italiano per il Medioevo, 40).
- BALARD 1997b = M. BALARD, *La lotta contro Genova*, in *Storia di Venezia dalle origini alla caduta della Serenissima*, III, *La formazione dello stato patrizio*, a cura di G. ARNALDI, G. CRACCO, A. TENENTI, Roma 1997.
- BALARD 1998 = M. BALARD, *Pouvoir et argent à Caffa au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Εὐψυχία. Mélanges en l'honneur d'Hélène Ahrweiler*, Paris 1998.
- BALARD 2000 = M. BALARD, *Les forces navales génoises en Méditerranée aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, in *Guerre, pouvoir et noblesse au Moyen Age. Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*, Paris 2000.
- BALARD 2005 = M. BALARD, *I Genovesi in Siria-Palestina (secc. XI-XV)*, in *Genova, una « porta » del Mediterraneo*, a cura di L. GALLINARI, Genova 2005.
- BALARD 2006 = M. BALARD, *Les Génois dans le royaume médiéval de Chypre*, in ID., *La Méditerranée médiévale. Espaces, itinéraires, comptoirs*, Paris 2006.
- BALARD 2007 = M. BALARD, *Les Génois dans le royaume médiéval de Chypre*, in ID., *Les marchands italiens à Chypre*, Nicosie 2007.
- BALARD 2007a = M. BALARD, *Les Génois à Famagouste (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in ID., *Les marchands italiens à Chypre*, Nicosie 2007.
- BALARD 2007b = M. BALARD, *La colonie génoise de Famagouste (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*, in ID., *Les marchands italiens à Chypre*, Nicosie 2007.
- BALARD 2007c = M. BALARD, *Les relations économiques entre l'Occident et le monde islamique à la fin du Moyen Age. Quelques remarques*, in *Relazioni economiche tra Europa e mondo islamico secc. XIII-XVIII*, Atti della Trentottesima Settimana di Studi, 1-5 maggio 2006, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 2007 (Fondazione Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 38).
- BALARD 2007d = M. BALARD, *La place de Famagouste génoise dans le royaume des Lusignan (1374-1464)*, in *Les marchands italiens à Chypre*, Nicosie 2007.
- BALARD 2008 = M. BALARD, *La Massaria génoise de Famagouste*, in *Diplomatics in the Eastern Mediterranean 1000-1500. Aspects of Cross-Cultural Communication*, A.D. BEIHAMMER - M.G. PARANI - C.D. SCHABEL (ed.), Leiden-Boston 2008.
- BALBI 1966a = G. BALBI, *I nomi di nave a Genova nei secoli XII e XIII*, in *Miscellanea di Storia ligure in memoria di G. Falco*, Genova 1966.

- BALBI 1966b = G. BALBI, *La schiavitù a Genova tra i secoli XII e XIII*, in *Mélanges offerts à René Crozet*, Poitiers 1966.
- BALBI - RAITERI = G. BALBI - S. RAITERI, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Caffa e a Licostomo (sec. XIV)*, Genova 1973 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 14).
- BALDUCCI PEGOLOTTI = F.B. BALDUCCI PEGOLOTTI, *La pratica della mercatura*, A. EVANS (ed.), Cambridge (MS) 1936 (The Mediaeval Academy of America, 24).
- BALLETTO 1975 = L. BALLETO, *Per la storia del matrimonio nella Liguria del Duecento (Sarzana, 1293)*, in « Atti dell'Accademia ligure di scienze e lettere », 32 (1975).
- BALLETTO 1976a = L. BALLETO, *Genova, Mediterraneo, Mar Nero (sec. XIII-XV)*, Genova 1976 (Civico Istituto Colombiano, Studi e testi, Serie storica, 1).
- BALLETTO 1976b = L. BALLETO, *Raffo de Gualterio mercante, corsaro e pirata del secolo XIII*, in EAD., *Genova, Mediterraneo, Mar Nero (sec. XIII-XV)*, Genova 1976 (Civico Istituto Colombiano, Studi e testi, Serie storica, 1).
- BALLETTO 1978 = L. BALLETO, *Mercanti, corsari e pirati nei mari della Corsica (sec. XIII)*, in *Miscellanea di Storia italiana e mediterranea per Nino Lamboglia*, Genova 1978 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 23).
- BALLETTO 1979 = L. BALLETO, *Chio nel tempo di Cristoforo Colombo*, in *Atti del III Convegno internazionale di Studi Colombiani* (Genova, 7 e 8 ottobre 1977), Genova 1979.
- BALLETTO 1981 = L. BALLETO, *In tema di marineria genovese*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- BALLETTO 1983 = L. BALLETO, *Genova nel Duecento. Uomini del porto e uomini sul mare*, Genova 1983 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 36).
- BALLETTO 1984 = L. BALLETO, *Presenze bulgare da Caffa a Genova (sec. XIII-XV)*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- BALLETTO 1985 = L. BALLETO, *Atti rogati a Ventimiglia da Giovanni di Amandolesio dal 1258 al 1264*, Genova-Bordighera 1985 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 44; Collana storico-archeologica della Liguria occidentale, XXIII).
- BALLETTO 1986a = L. BALLETO, *Fonti notarili genovesi del secondo Duecento per la storia del Regno latino di Gerusalemme*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- BALLETTO 1986b = L. BALLETO, *Medici e farmaci, scongiuri ed incantesimi. Dieta e gastronomia nel medioevo genovese*, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 46).
- BALLETTO 1987 = L. BALLETO, *Stranieri e forestieri a Genova: schiavi e manomessi (secolo XV)*, in *Forestieri e stranieri nelle città basso-medievali*, Atti del Seminario internazionale di Studio, Bagno a Ripoli (Firenze), 4-8 giugno 1984, Firenze 1987.
- BALLETTO 1989 = L. BALLETO, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Laiazzo da Federico di Piazzalunga (1274) e Pietro di Bargone (1277-79)*, Genova 1989 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 53).

- BALLETTO 2000 = L. BALLETO, *Liber Officii Provisionis Romanie (Genova, 1424-1428)*, Genova 2000 (Collana di fonti e studi. Università degli studi di Genova, sede di Acqui Terme, 6).
- BALLETTO 2005 = L. BALLETO, *Il Mar Nero nei notai genovesi: panoramica generale, stato degli studi, progetti di pubblicazione*, in « Причерноморье в средние века », 6 (2005).
- BANESCU 1941 = N. BĂNESCU, *La domination byzantine à Matracha (Tmutorakan), en Zichie, en Khazarie et en Russie à l'époque des Commènes*, in « Académie Roumaine, Bulletin de la section historique », 22/11 (1941).
- BANESCU 1946 = N. BĂNESCU, *Le déclin de Famagouste. Fin du royaume de Chypre. Notes et documents*, Bucarest 1946.
- BARATIER = E. BARATIER, *Les relations commerciales entre la Provence et la Ligurie au bas Moyen Age*, in *Atti del I Congresso storico Liguria-Provenza* (Ventimiglia-Bordighera, 2-5 ott. 1964), Bordighera-Marseille 1966.
- BARKER = J.W. BARKER, *Manuel II Palaeologus 1391-1425. A Study in Late Byzantine State-smanship*, New Brunswick (NJ) 1969.
- BARKAN = O.L. BARKAN, *Quelques observations sur l'organisation économique et sociale des villes ottomanes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, in *La ville*, « Recueils de la Société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions », VII, 1955.
- BARTOLINI - CARDINI = G. BARTOLINI - F. CARDINI, *Nel nome di Dio facemmo vela. Viaggio in Oriente di un pellegrino medievale*, Bari 1991.
- BASSO = E. BASSO, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Chio da Giuliano de Canella (2 novembre 1380 - 31 marzo 1381)*, Atene 1993.
- BASTARD DE PÉRÉ = R. BASTARD DE PÉRÉ, *Navires méditerranéens au temps de Saint Louis*, in « Revue d'Histoire économique et sociale », 50 (1972).
- BAUTIER 1948 = R.-H. BAUTIER, *Notes sur les sources de l'histoire économique médiévale dans les Archives italiennes*, in « Mélanges d'Archéologie et d'Histoire publiés par l'École française de Rome », 60 (1948).
- BAUTIER 1959 = R.-H. BAUTIER, *La marine d'Amalfi dans le trafic méditerranéen du XIV<sup>e</sup> siècle. A propos du transport du sel de Sardaigne*, in « Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1715) du Comité des Travaux historiques et scientifiques », Année 1958, Paris 1959.
- BAUTIER 1970 = R.-H. BAUTIER, *Les relations économiques des Occidentaux avec les pays d'Orient au Moyen-Age*, in *Sociétés et compagnies de commerce*, Actes du VIII<sup>e</sup> colloque international d'histoire maritime, Beyrouth 5-10 septembre 1966, éd. M. MOLLAT, Paris 1970.
- BAZIN = R. BAZIN, *Les mercenaires à Caffa dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Reims.
- BELGRANO 1859 = L.T. BELGRANO, *Documenti inediti riguardanti le due crociate di San Ludovico IX re di Francia*, Genova 1859.
- BELGRANO 1862 = *Il Registro della Curia Arcivescovile di Genova*, a cura di L.T. BELGRANO, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », II/2 (1862-1863).

- BELGRANO 1867 = L.T. BELGRANO, *Rendiconto dei lavori fatti dalla Società Ligure di Storia Patria negli anni accademici MDCCCLXV-MDCCCLXVI*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », IV (1867).
- BELGRANO 1877 = L.T. BELGRANO, *Prima serie di documenti riguardanti la colonia di Pera*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XIII/2 (1877).
- BELGRANO 1884 = L.T. BELGRANO, *Une charte de nolis de Saint Louis*, in « Archives de l'Orient latin », II (1884).
- BELGRANO 1884a = L.T. BELGRANO, *Seconda serie di documenti riguardanti la colonia di Pera*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XIII/V (1884).
- BELGRANO 1885 = *Cinque documenti genovesi-orientali* pubblicati dal socio L.T. BELGRANO, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XVII (1885).
- BELGRANO - DESIMONI = L.T. BELGRANO - C. DESIMONI, *L'Atlante idrografico del Medio Evo posseduto dal prof. Luxoro*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », V (1867).
- BELIARD-PERCHOT = V. BELIARD-PERCHOT, *Étude sur le recrutement et l'organisation des hommes d'armes génois dans les comptoirs pontiques de Caffa, Soldaïa, Cembalo et Simisso en 1410-1411*, Paris 1997.
- BELLOMO 1966 = M. BELLOMO, *Profili della famiglia italiana nell'età dei comuni*, Catania 1966.
- BELLOMO 2001 = E. BELLOMO, "Galeas ... armatas strenue in Syriam direxerunt": la prima crociata e il regno gerosolimitano del XII secolo nella cronachistica genovese sino al Duecento, in *Mediterraneo medievale. Cristiani, musulmani ed eretici tra Europa e Oltremare*, a cura di M. MESCHINI, Milano 2001.
- BELOCH = K.J. BELOCH, *Bevölkerungsgeschichte Italiens*, I-III, Berlin-Leipzig 1937-1961.
- BENOÎT = P. BENOÎT, *Le plomb dans le bâtiment en France à la fin du Moyen Age: l'apport des comptes de construction et de réparation*, in *Pierre et métal dans le bâtiment au Moyen Age*, éd. O. CHAPELOT - P. BENOÎT, Paris 1985.
- BENSA = E. BENSA, *Il contratto di assicurazione nel Medioevo*, Genova 1884.
- BERGER = E. BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, Paris 1884.
- BERINDEI - VEINSTEIN = M. BERINDEI - G. VEINSTEIN, *La Tana-Azaq de la présence italienne à l'emprise ottomane (fin XIII<sup>e</sup>-milieu du XVI<sup>e</sup> siècle)*, in « Turcica », VIII/2, (1976).
- BERNARD = J. BERNARD, *Navires et gens de mer à Bordeaux (vers 1400-vers 1550)*, Paris 1968.
- BERTELÈ 1960 = T. BERTELÈ, *Il giro d'affari di Giacomo Badoer: precisazioni e deduzioni*, in *Akten des XI. Internationalen Byzantinistenkongresses*, München 1958, München 1960.
- BERTELÈ 1964 = T. BERTELÈ, *Lineamenti principali della numismatica bizantina*, in « Rivista italiana di Numismatica », XII (1964).
- BERTELÈ 1973 = T. BERTELÈ, *Moneta veneziana e moneta bizantina*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- BERTI = M. BERTI, *Commende e redditività di commende nella Pisa della prima metà del Trecento (da documenti inediti)*, in *Studi in memoria di Federigo Melis*, II, Napoli 1978.

- BERTOLOTTO = *Nuova serie di documenti sulle relazioni di Genova coll'Impero Bizantino* raccolti dal can. Angelo Sanguineti e pubblicati con molte aggiunte dal prof. G. BERTOLOTTO, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», XXVIII/II (1897).
- BLIZNJUK 1991 = S.V. BLIZNJUK, *Die Venezianer auf Zypern im 13. und in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts*, in «Byzantinische Zeitschrift», 84-85/2, (1991-1992).
- BLIZNYUK 2005 = S. BLIZNYUK, *Die Genuesen auf Zypern. Ende 14. und im 15. Jahrhundert. Publikation von Dokumenten aus dem Archivio Segreto in Genua*, Frankfurt am Main 2005.
- BOIS = G. BOIS, *Crise du féodalisme*, Paris 1976.
- BOITEUX = L.-A. BOITEUX, *La fortune de mer, le besoin de sécurité et les débuts de l'assurance maritime*, Paris 1968.
- BOLDORINI = A.M. BOLDORINI, *Caffa e Famagosta nel Liber mandatorum dei revisori dei conti di San Giorgio. 1464-1469*, Genova 1965 (Università degli studi di Genova, Istituto di storia medievale e moderna, Fonti e studi, 9).
- BOLLATI DI SAINT-PIERRE = F. BOLLATI DI SAINT-PIERRE, *Illustrazioni della Spedizione in Oriente di Amedeo VI (Il Conte Verde)*, Torino 1890.
- BOLOGNA = *Notai ignoti. Frammenti notarili medioevali*, a cura di M. BOLOGNA, Roma 1988 (Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Strumenti, CIV).
- BON = A. BON, *La Morée franque: recherches historiques, topographiques et archéologiques sur la principauté d'Achaïe (1205-1430)*, Paris 1969 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 213).
- BONAINI = F. BONAINI, *Statuti inediti della città di Pisa dal XII al XIV secolo*, Firenze 1854-1870.
- BONINO = M. BONINO, *A medieval Graffito at Finale Ligure*, in «The Mariner's Mirror», 61/3 (1975).
- BONNASSIE = P. BONNASSIE, *La Catalogne du milieu du X<sup>e</sup> à la fin du XI<sup>e</sup> siècle. Croissance et mutations d'une société*, Toulouse 1976.
- Bonvillano = Bonvillano (1198)*, a cura di J.E. EIERMAN - H.G. KRUEGER - R.L. REYNOLDS, Genova 1939 (Notai liguri del sec. XII, III).
- BORGHESI = V. BORGHESI, *Il magistrato delle galee*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, II, Genova 1973.
- BORLANDI 1963 = A. BORLANDI, *Il manuale di mercatura di Saminiato de' Ricci*, Genova 1963.
- BORLANDI 1936 = F. BORLANDI, *El libro di mercatantie et usanze de' paesi*, Torino 1936 (Documenti e studi per la storia del commercio e del diritto commerciale italiano, 7).
- BORLANDI 1953 = F. BORLANDI, *Futainiers et futaines dans l'Italie du Moyen Age*, in *Éventail de l'histoire vivante. Hommage à L. Febvre*, Paris 1953.
- BORSARI 1955 = S. BORSARI, *I rapporti tra Pisa e gli Stati di Romania nel Duecento*, in «Rivista storica italiana», LXVII (1955).
- BORSARI 1963 = S. BORSARI, *Il dominio veneziano a Creta nel XIII secolo*, Napoli 1963.
- BORSARI 1969 = S. BORSARI, *Il crisobullo di Alessio I per Venezia*, in «Annali dell'Istituto italiano per gli studi storici», 2 (1969-1970).

- BOURAS = CH. BOURAS, *Chios*, Athens 1974.
- BOURIN = *Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne*, éd. M. BOURIN, Tours 1989-2002.
- BRATIANU 1923 = G.I. BRĂTIANU, *Vicina. Contributions à l'histoire de la domination byzantine et du commerce génois en Dobrogea*, in « Bulletin historique de l'Académie roumaine », 10 (1923).
- BRATIANU 1927 = G.I. BRĂTIANU, *Actes des notaires génois de Péra et de Caffa de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle 1281-1290*, Bucarest 1927 (Académie roumaine Études et Recherches, II).
- BRATIANU 1929 = G.I. BRĂTIANU, *Recherches sur le commerce génois dans la mer Noire au XIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1929.
- BRATIANU 1933 = G.I. BRĂTIANU, *Notes sur les Génois en Moldavie au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Revista Istorică Română », III (1933).
- BRATIANU 1935 = G.I. BRĂTIANU, *Recherches sur Vicina et Cetatea Alba*, Cluj 1935.
- BRATIANU 1940 = G.I. BRĂTIANU, *Vicina 2. Nouvelles recherches sur l'histoire et la topographie médiévales du littoral roumain de la mer Noire. A propos des « Miscellanies » de J. Bromberg*, Bucarest 1940.
- BRATIANU 1965 = G.I. BRĂTIANU, *Deux études historiques. I: Encore sur la ville fantôme: une mention de Vicina au XVI<sup>e</sup> siècle*, in « Revue des Études roumaines », 9-10 (1965).
- BRATIANU 1969 = G.I. BRĂTIANU, *La Mer Noire, des origines à la conquête ottomane*, München 1969.
- BRAUDEL 1966 = F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris 1966<sup>2</sup>.
- BRAUN - HOGENBERG = G. BRAUN - F. HOGENBERG, *Civitates orbis terrarum*, I, Colonia 1572.
- BRAUNSTEIN 1985 = PH. BRAUNSTEIN, *Les débuts d'un chantier: le dôme de Milan sort de terre 1387*, in *Pierre et métal dans le bâtiment au Moyen Age*, éd. O. CHAPELOT - P. BENOÎT, Paris 1985.
- BRAUNSTEIN 1986 = PH. BRAUNSTEIN, *Les salaires sur les chantiers monumentaux du Milanais à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Artistes, artisans et production artistique au Moyen Age*, éd. X. BARRAL I ALTET, 1. *Les hommes*, Paris 1986.
- BRAUNSTEIN 1987 = PH. BRAUNSTEIN, *La capture d'une coque vénitienne sur la route de Flandre au début du XV<sup>e</sup> siècle*, in *Horizons marins. Itinéraires spirituels (V<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*. Études réunies par H. DUBOIS, J.-C. HOCQUET et A. VAUCHEZ, Paris 1987.
- BRESC = H. BRESC, *Un monde méditerranéen. Économie et société en Sicile 1300-1450*, Palermo-Roma 1986.
- BROQUIÈRE = B. DE LA BROQUIÈRE, *Le voyage d'outre-mer*, éd. H. BASSO - J. PAVIOT, Toulouse 2010.
- BRUNEL = CL. BRUNEL, *Recettes médicales, alchimiques et astrologiques du XV<sup>ème</sup> siècle en langue vulgaire des Pyrénées*, Toulouse 1956.
- Buondelmonti = Cristoforo Buondelmonti. *Description des îles de l'Archipel*, éd. L. LE GRAND, Paris 1897.

- BUONGIORNO 1973 = M. BUONGIORNO, *Il bilancio di uno Stato medievale: Genova 1340-1529*, Genova 1973 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pitarino, 16).
- BUONGIORNO 1977 = M. BUONGIORNO, *L'amministrazione genovese nella Romania. Legislazione, magistrature, fisco*, Genova 1977.
- BYRNE 1916 = E.H. BYRNE, *Commercial Contracts of the Genoese in the Syrian Trade of the XII<sup>th</sup> Century*, in « The Quarterly Journal of Economics », XXXI (1916).
- BYRNE 1920 = E.H. BYRNE, *Genoese Trade with Syria in the XII<sup>th</sup> century*, in « American Historical Review », XXV/2 (1920).
- BYRNE 1928 = E.H. BYRNE, *The Genoese Colonies in Syria*, in *The Crusades and other historical Essays presented to D.C. Munro*, L.J. PAETOW (ed.), New-York 1928.
- BYRNE 1930 = E.H. BYRNE, *Genoese Shipping in the twelfth and thirteenth Centuries*, Cambridge (MS) 1930 (Monography of the Medieval Academy of America, 5).
- CAHEN 1940 = C. CAHEN, *La Syrie du Nord à l'époque des croisades et la principauté franque d'Antioche*, Paris 1940.
- CAHEN 1953 = C. CAHEN, *Un texte peu connu relatif au commerce oriental d'Amalfi au X<sup>e</sup> siècle*, in « Archivio storico per le Provincie Napoletane », n.s., XXXIV (1953-1954).
- CAHEN 1963 = C. CAHEN, *L'alun avant Phocée*, in « Revue d'histoire économique et sociale », 41 (1963).
- CAHEN 1977 = C. CAHEN, *Le commerce d'Amalfi dans le Proche-Orient musulman avant, pendant et après la première Croisade*, in « Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », avril-juin 1977.
- CAHEN 1983 = C. CAHEN, *Orient et Occident au temps des Croisades*, Paris 1983.
- CALAMAI = A. CALAMAI, *Viaggi al Santo Sepolcro del 1468 e del 1474*, Pisa 1993 (*Corpus Italicarum peregrinationum*, 2/1).
- CALEGARI 1970a = M. CALEGARI, *Navi e barche a Genova tra il XV e il XVI secolo*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, I, Genova 1970.
- CALEGARI 1970b = M. CALEGARI, *Patroni di nave e magistrature marittime*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, I, Genova 1970.
- CALEGARI 1973 = M. CALEGARI, *Legname e costruzioni navali nel Cinquecento*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, II, Genova 1973.
- CALVINI = N. CALVINI, *Nuovo Glossario medievale ligure*, Genova 1984 (Civico Istituto Colombiano, Studi e testi, 6).
- CAMPINA = B.T. CĂMPINA, *Despre rolul genovezilor la gurile Dunării în secolele XIII-XV*, in « Studii. Revistă de istorie », 6/1 (1953).
- CAMPDONICO = P. CAMPDONICO, *La Marineria genovese dal Medioevo all'Unità d'Italia*, Milano 1989.
- CANCELLIERI = J.-A. CANCELLIERI, *Bonifacio au Moyen Age entre Gênes, Corse, Sardaigne et Méditerranée*, Ajaccio 1996.
- CANTACUZÈNE = IOANNIS CANTACUZENI *eximperatoris Historiarum libri IV*, a cura di L. SCHOPEN, I-III, Bonn 1828-1832 (*Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae*, XX).



- CAPMANY Y DE MONTPALAU = A. CAPMANY Y DE MONTPALAU, *Libro del Consulado del Mar*, Barcelona 1961.
- CARDINI 1978 = F. CARDINI, *Profilo di un crociato: Guglielmo Embriaco*, in « Archivio storico italiano », CXXXVI (1978).
- CARDINI 1992 = F. CARDINI, *La culture de la guerre*, Paris 1992 [= ID., *Quell'antica festa crudele. Guerra e cultura della guerra dal Medioevo alla Rivoluzione francese*, Milano 1987].
- CARDINI 1993 = F. CARDINI, *Studi sulla storia e sull'idea di crociata*, Roma 1993.
- CARDINI 1994 = F. CARDINI, *Gli Embriaci*, in *Dibattito su famiglie nobili del mondo coloniale genovese nel Levante*, Atti del Convegno, Montoggio, 23 ottobre 1993, a cura di G. PISTARINO, Genova, 1994 (Accademia ligure di scienze e lettere, Collana di monografie, 9).
- CARILE = A. CARILE, *Per una storia dell'Impero Latino di Costantinopoli (1204-1261)*, Bologna 1978<sup>2</sup>.
- CARO = G. CARO, *Genua und die Mächte am Mittelmeer*, Halle 1895-1899; trad. it.: *Genova e la supremazia sul Mediterraneo (1257-1311)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XIV-XV (1974-1975).
- Cartolari (1-149)* = *Cartolari notarili genovesi (1-149)*, [a cura di G. COSTAMAGNA], Roma 1956-1961 (Pubblicazioni degli Archivi di Stato, XXII e XLI).
- Cartolari (150-299)* = *Cartolari notarili genovesi (150-299)*, a cura di M. BOLOGNA, Roma 1990 (Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Strumenti, CXI).
- CARRÈRE = C. CARRÈRE, *Barcelone, centre économique à l'époque des difficultés 1380-1462*, Paris-La Haye 1967.
- CARUS-WILSON = E.-M. CARUS-WILSON, *Medieval Merchant Venturers*, London 1954.
- CASTIGNOLI - RACINE = *Corpus statutorum mercatorum Placentiae, sec. XIV-XVIII*, a cura e con note introduttive di P. CASTIGNOLI e P. RACINE, Milano 1967.
- CASULA = F.-C. CASULA, *La storia di Sardegna*, Cagliari 1982.
- CAZACU - KEVONIAN = M. CAZACU - K. KEVONIAN, *La chute de Caffa en 1475 à la lumière de nouveaux documents*, in « Cahiers du monde russe et soviétique », XVII/4 (1976).
- CECHETTI = B. CECHETTI, *Testamento di Pietro Vilioni veneziano fatto in Tauris MCCLXIV. 10 dec.*, in « Archivio Veneto », 26, (1883).
- CESSI 1931 = R. CESSI, *Deliberazioni del Maggior Consiglio di Venezia*, Bologna, 1931-1950.
- CESSI 1952 = R. CESSI, *Le relazioni commerciali tra Venezia e le Fiandre nel secolo XIV*, in ID., *Politica ed economia a Venezia nel Trecento*, Roma 1952.
- CESSI 1981 = R. CESSI, *Storia della Repubblica di Venezia*, Firenze 1981.
- CHALCONDYLAS = LAONICI CHALCONDYLAE *Historiarum libri decem*, a cura di I. BEKKER, Bonn 1843 (*Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae*, X).
- CHAMPOLLION-FIGEAC = *Traités passés en l'année 1246 entre les commissaires du roi Saint Louis et le procureur du podestat de la commune de Gênes*, in *Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la Bibliothèque royale*, éd. J.J. CHAMPOLLION-FIGEAC, II, Paris 1843.
- CHARANIS 1942 = P. CHARANIS, *The Strife Among the Palaeologi and the Ottoman Turks 1370-1402*, in « Byzantion », 16 (1942-1943).

- CHARANIS 1950 = P. CHARANIS, *Piracy in the Aegean during the Reign of Michael VIII Palaeologus*, in « *Annuaire de l'Institut de Philologie et d'Histoire orientale et slave* », X (1950).
- CHARANIS 1973a = P. CHARANIS, *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, London 1973.
- CHARANIS 1973b = P. CHARANIS, *Piracy in the Aegean during the reign of Michael VIII Palaeologus*, in ID., *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, London 1973.
- CHARDIN = J. CHARDIN, *Les voyages du chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient*, éd. G. MANTOUX, I, Paris 1883.
- CHAVLIAC = *La Grande Chirurgie de G. DE CHAVLIAC, chirurgien, maistre en médecine de l'université de Montpellier* revue et collationnée par E. NICAISE, Paris 1890.
- CHIAUDANO = M. CHIAUDANO, *La moneta di Genova nel secolo XII*, in *Studi in onore di A. Saponi*, Milano 1957.
- Chronicle of Amadi* = *The Chronicle of Amadi*, éd. N. COUREAS et P. EDBURY, Nicosie 2015.
- Chroniken* = *Die Chroniken der deutschen Städte von 14. bis ins 16. Jahrhundert. Zweite Fortsetzung der Detmar-Chronik von 1400 bis 1413*, Leipzig 1899.
- CHRYSOSTOMIDES 1970 = J. CHRYSOSTOMIDES, *Venetian Commercial Privileges under the Palaeologi*, in « *Studi Veneziani* », XII (1970).
- CHRYSOSTOMIDES 1995 = J. CHRYSOSTOMIDES, *Monumenta Peloponnesiaca. Documents for the history of the Peloponnese in the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> centuries*, Camberley 1995.
- CIANO 1964 = C. CIANO, *La "Pratica di mercatura" datiniana (secolo XIV)*, Milano 1964 (Biblioteca della rivista *Economia e storia*, 9).
- CIANO 1984 = C. CIANO, *Le navi della Meloria. Caratteristiche costruttive e di impiego, in Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 (« *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », n.s., XXIV/II, 1984).
- CIBRARIO = L. CIBRARIO, *Della schiavitù e del servaggio*, Milano 1868.
- CIOBANU = R.S. CIOBANU, *Genovezii și rolul lor în Dobrogea în secolul XIV*, in « *Pontice* », 2 (1968).
- CIPERIS = A.M. ČIPERIS, *Экономическое развитие и классовая борьба в крымских городах в 30–70-е годы XV в. [Lo sviluppo economico e la lotta di classe nelle città della Crimea tra gli anni '30 e '70 del XV secolo]*, Mosca 1958.
- CIPOLLA 1957 = C.M. CIPOLLA, *Moneta e civiltà mediterranea*, Venezia 1957.
- CIPOLLA 1958 = C.M. CIPOLLA, *Le avventure della lira*, Milano 1958.
- Codex Cumanicus* = *Codex Cumanicus Bibliotheca ad templum divi Marci Venetiarum*, ed. G. KUUN, Budapest 1880.
- CITARELLA = A.O. CITARELLA, *Il commercio di Amalfi nell'alto Medioevo*, Salerno 1977.
- Codice cumanico* = *Il Codice cumanico e il suo mondo*, Atti del Colloquio Internazionale, Venezia, 6-7 dicembre 2002, a cura di F. SCHMIEDER - P. SCHREINER, Roma 2005.
- Codice Diplomatico* = *Codice Diplomatico della Repubblica di Genova*, a cura di C. IMPERIALE DI SANT'ANGELO, Roma 1936-1942 (Fonti per la storia d'Italia, 77, 79, 89).

- COLOMBO = C. COLOMBO, *Journal de bord du premier voyage en Amérique (1492-1493)*, éd. M. BALARD, Paris 1992.
- Comuni = *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- CONCINA 1984 = E. CONCINA, *L'arsenale della Repubblica di Venezia*, Milano 1984.
- CONCINA 2006 = E. CONCINA, *Tempo novo. Venezia e il Quattrocento*, Venezia 2006.
- CONGDON = E.A. CONGDON, *Venetian Mercantile Presence in the Western Mediterranean 1395-1405*, Ph. D. Thesis, Cambridge University, 1996.
- Congrès = *Congrès International des Sciences Historiques, I. Rapports - Anthropologie et démographie, Le Moyen Age*, Paris 1950.
- CONTAMINE 1980 = PH. CONTAMINE, *La guerre au Moyen Age*, Paris 1980, Paris 1986<sup>2</sup>.
- CONTAMINE 1988 = PH. CONTAMINE, *Équipements et installations portuaires en France de la fin du Moyen Age aux temps modernes*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- CORONELLI = V. CORONELLI, *In giro per il Mar Egeo con Vincenzo Coronelli. Note di topologia, toponomastica e storia medievali, dinastie e famiglie italiane in Levante*, a cura di E. ARMAO, Firenze 1951.
- COSTA = M.M. COSTA, *Sulla battaglia del Bosforo (1352)*, in « Studi Veneziani », XIV (1972).
- COSTAMAGNA 1961 = G. COSTAMAGNA, *La triplice redazione dell'instrumentum genovese, con appendice di documenti*, Genova 1961 (Notai liguri dei secoli XII e XIII, VIII).
- COSTAMAGNA 1970 = G. COSTAMAGNA, *Il notaio a Genova tra prestigio e potere*, Roma 1970 (Studi Storici sul notariato italiano, I).
- COSTANTINI = C. COSTANTINI, *Aspetti della politica navale genovese nel Seicento*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, I, Genova 1970.
- COULON 2004 = D. COULON, *Barcelone et le grand commerce d'Orient au Moyen Age. Un siècle de relations avec l'Égypte et la Syrie-Palestine (1330-1430 environ)*, Madrid-Barcelona 2004.
- COULON 2005 = D. COULON, *Ad partes Alexandriae: les relations des Génois avec l'Égypte du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, in *Genova, una « porta » del Mediterraneo*, a cura di L. GALLINARI, Genova 2005.
- CRACCO = G. CRACCO, *Un « altro mondo ». Venezia nel Medioevo dal secolo XI al secolo XIV*, Torino 1986.
- Croisades = *Croisades et pèlerinages. Récits, chroniques et voyages en Terre Sainte XII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle*, éd. D. RÉGNIER-BOHLER, Paris 1997.
- Cronica = *Cronica di Giovanni Villani a miglior lezione ridotta coll'aiuto de' testi a penna*, Firenze 1844.
- CROUZET-PAVAN = E. CROUZET-PAVAN, *Le port de Venise à la fin du Moyen Age: entre la lagune et la ville un effet portuaire?*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988

- (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- DALLEGGIO D'ALESSIO = E. DALLEGGIO D'ALESSIO, *Le pietre sepolcrali di Arab Giamì (antica chiesa di S. Paolo a Galata)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », LXIX (1942).
- DANILOVA = E.V. DANILOVA, *Каффа в начале второй половины XV в. [Caffa all'inizio della seconda metà del XV secolo]*, in *Феодальная Таврика. Материалы по истории и археологии Крыма [Taurica feudale. Materiali per la storia e l'archeologia della Crimea]*, Kiev 1974.
- DANTE = DANTE ALIGHIERI, *Divina Commedia*.
- DAPPER = O. DAPPER, *Description exacte des îles de l'Archipel*, Amsterdam 1703.
- DAY 1961 = J. DAY, *Prix agricoles en Méditerranée à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1382)*, in « Annales ESC », 16/4 (1961).
- DAY 1963 = J. DAY, *Les douanes de Gênes 1376-1377*, Paris 1963.
- DAY 1988 = G.W. DAY, *Genoa's Response to Byzantium, 1155-1204. Commercial Expansion and Factionalism in a Medieval City*, Chicago 1988.
- DEBORDE = E. DEBORDE, *Les mercenaires de Famagouste 1442-1446, 1456-1457*, mémoire de maîtrise, Université de Reims, novembre 1988.
- DÉDÉYAN = G. DÉDÉYAN, *Les Arméniens à Chypre de la fin du XI<sup>e</sup> siècle au début du XIII<sup>e</sup> siècle*, in *Les Lusignans et l'Outre-Mer* (Actes du Colloque Poitiers-Lusignan, 20-24 octobre 1993), éd. C. MUTAFIAN, Poitiers 1995.
- DELACROIX-BESNIER = CL. DELACROIX-BESNIER, *Les Dominicains et la chrétienté grecque aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Roma 1997.
- DELAVILLE LE ROULX 1886 = J. DELAVILLE LE ROULX, *La France en Orient au XIV<sup>e</sup> siècle*, I-II, Paris 1886.
- DELAVILLE LE ROULX 1894 = J. DELAVILLE LE ROULX, *Cartulaire général de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem*, Paris 1894-1906.
- DELORT 1966 = R. DELORT, *Quelques précisions sur le commerce des esclaves à Gênes vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École Française de Rome », 78 (1966).
- DELORT 1978 = R. DELORT, *Le commerce des fourrures en Occident à la fin du Moyen Âge (vers 1300-vers 1450)*, I-II, Roma 1978.
- DEL TREPPO = M. DEL TREPPO, *I mercanti catalani e l'espansione della Corona d'Aragona nel secolo XV*, Napoli 1972.
- DEL TREPPO - LEONE = M. DEL TREPPO - A. LEONE, *Amalfi medioevale*, Napoli 1977.
- DELUMEAU = J. DELUMEAU, *La peur en Occident XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris 1978.
- DELUZ = C. DELUZ, *Pèlerins et voyageurs face à la mer (XII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles)*, in *Horizons marins. Itinéraires spirituels (V<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, dir. H. DUBOIS, J.-C. HOCQUET, A. VAUCHEZ, Paris 1987.
- DE MAS LATRIE 1852 = L. DE MAS LATRIE, *Histoire de l'île de Chypre sous le règne des princes de la maison de Lusignan*, I-III, Paris 1852-1861.

- DE MAS LATRIE 1866 = L. DE MAS LATRIE, *Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen Âge*, Paris 1866.
- DE MAS LATRIE 1891 = R. DE MAS LATRIE, *Chronique d'Amadi et de Strambaldi*, Paris 1891.
- DE NEGRI = T.O. DE NEGRI, *Storia di Genova*, Milano 1968.
- DENNIS 1961 = G.T. DENNIS, *The Reign of Manuel II Palaeologus in Thessalonica 1382-1387*, Roma 1961.
- DENNIS 1967 = G.T. DENNIS, *The Byzantine-Turkish Treaty of 1403*, in « *Orientalia Christiana Periodica* », 33 (1967).
- DENNIS 1973 = G.T. DENNIS, *Problemi storici concernenti i rapporti tra Venezia, i suoi domini diretti e le Signorie feudali nelle isole greche*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- DESIMONI 1875 = *Tavole dei valori in lire antiche e in lire italiane delle principali monete d'oro e d'argento genovesi dal 1139 al 1804 etc.* per l'avv. C. DESIMONI, in L.T. BELGRANO, *Della vita privata dei Genovesi*, Genova 1875<sup>2</sup>.
- DESIMONI 1879 = C. DESIMONI, *I conti della ambasciata al Chan di Persia nel 1292*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », XIII/III (1879).
- DESIMONI 1881 = C. DESIMONI, *Actes passés en 1271, 1274 et 1279 à l'Aïas (Petite-Arménie) et à Beyrouth par devant des notaires génois*, in « *Archives de l'Orient latin* », I (1881).
- DESIMONI 1884 = C. DESIMONI, *Actes passés à Famagouste de 1299 à 1301, par devant le notaire génois Lamberto de Sambuceto*, in « *Archives de l'Orient latin* », II/2 (1884).
- DESIMONI 1884a = C. DESIMONI, *Quatre titres de propriété des Génois à Acre et à Tyr*, in « *Archives de l'Orient latin* », II/2 (1884).
- DESIMONI 1887 = C. DESIMONI, *Le prime monete d'argento della Zecca di Genova 1139-1493*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », XIX (1887).
- DESIMONI 1893 = C. DESIMONI, *Actes passés à Famagouste de 1299 à 1301, par devant le notaire génois Lamberto de Sambuceto*, in « *Revue de l'Orient latin* », I (1893).
- DIACONU 1970 = P. DIACONU, *Despre localizarea Vicinei*, in « *Pontica* », 3 (1970).
- DIACONU 1975 = P. DIACONU, *Cîntare pentru verificat greutatea perperilor de Vicina*, in « *Studii și Cercetari de Numismatică* », 6 (1975).
- DIACONU 1976 = P. DIACONU, *Păciul lui Soare - Vicina*, in « *Byzantina* », 8 (1976).
- DI FABIO = C. DI FABIO, *Il tesoro della cattedrale di Genova. Le origini (XII-XIV secolo)*, in *Tessuti, oreficerie, miniature in Liguria XIII-XV secolo*, a cura di A.R. CALDERONI - C. DI FABIO - M. MARCENARO, Bordighera 1999.
- DINI = *Una pratica di mercatura in formazione: l'esemplare di Ambrogio de' Rocchi (1394-1396)*, a cura di B. DINI, Firenze 1980 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Documenti, 2).
- DI TUCCI 1933 = R. DI TUCCI, *Costruzione di galee genovesi durante il dogato di Leonardo Montaldo*, in Ad A. Luzio. *Miscellanea di Studi*, Firenze 1933.

- DI TUCCI 1935 = R. DI TUCCI, *Documenti inediti sulla spedizione e sulla mahona dei Genovesi a Ceuta*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », LXIV (1935).
- DOEHAERD 1938 = R. DOEHAERD, *Les galères génoises dans la Manche et la mer du Nord à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Bulletin de l'Institut historique belge de Rome », XIX (1938).
- DOEHAERD 1941 = R. DOEHAERD, *Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont, d'après les Archives notariales génoises aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles-Roma 1941.
- DOEHAERD 1949 = R. DOEHAERD, *Chiffres d'assurance à Gênes en 1427-1428*, in « Revue belge de philologie et d'histoire », XXVII (1949).
- DOEHAERD - KERREMANS = R. DOEHAERD - CH. KERREMANS, *Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont d'après les Archives notariales génoises (1400-1440)*, Bruxelles-Rome 1952 (Etudes d'histoire économique et sociale, 5).
- DÖLGER 1924 = F. DÖLGER, *Regesten der Kaiserurkunden des Oströmischen Reiches (565-1341)*, I-IV, München 1924-1960.
- DÖLGER - KARAYANNOPOULOS, = F. DÖLGER - J. KARAYANNOPOULOS, *Byzantinische Urkundenlehre*, München 1968.
- DOLLINGER = PH. DOLLINGER, *Les villes allemandes au Moyen Âge. Les groupements sociaux*, in *La ville*, « Recueils de la Société Jean Bodin », VII (1955).
- DORINI - BERTELÈ = V. DORINI - T. BERTELÈ, *Il libro dei conti di Giacomo Badoer - Costantinopoli 1436-1440*, Roma 1956.
- DORVEAUX 1892 = P. DORVEAUX, *Inventaires d'anciennes pharmacies dijonnaises (XV<sup>ème</sup> siècle)*, in « Bulletin de la Société syndicale des Pharmaciens de la Côte d'Or », 10 (1892).
- DORVEAUX 1894 = P. DORVEAUX, *Inventaire de la pharmacie de l'hôpital Saint-Nicolas de Metz (27 juin 1509)*, Paris 1894.
- DORVEAUX 1896 = P. DORVEAUX, *L'antidotaire Nicolas*, Paris 1896.
- DOTSON 1973 = J.E. DOTSON, *Jal's Nef X and Genoese Naval Architecture in the 13<sup>th</sup> Century*, in « The Mariner's Mirror », 59/2 (1973).
- DOTSON 1985 = J.E. DOTSON, *The Voyage of Simone Lecavello: a Genoese Expedition of 1351*, in *Saggi e Documenti del Civico Istituto Colombiano*, VI, Genova 1985 (Civico Istituto Colombiano. Serie storica, 8).
- DOUMERC 1985 = B. DOUMERC, *La crise de la marine vénitienne au XVI<sup>e</sup> siècle*, in « Annales ESC », 40 (1985).
- DOUMERC 1988 = B. DOUMERC, *Les Vénitiens à Tana au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Le Moyen Age », 94/3-4 (1988).
- DOUMERC 1989 = B. DOUMERC, *La Tana au XV<sup>e</sup> siècle: comptoir ou colonie?*, in *État et colonisation au Moyen Âge*, éd. M. BALARD, Lyon 1989.
- DOUROU-ELIPOULOU = M. DOUROU-ELIPOULOU, *Η ανδραγαδική κυριαρχία στη Ρωμανία επί Καρόλου Α' (1266-1285) [La dominazione angioina in Romania ai tempi di Carlo I (1266-1285)]*, Atene 1984.

- DRIMBA = V. DRIMBA, *Codex Comanicus*, Édition diplomatique avec fac-similés, Bucarest 2000.
- DRÜLL = D. DRÜLL, *Der Codex Cumanicus. Entstehung und Bedeutung*, Stuttgart 1979.
- DUBY = G. DUBY, *La bataille de Bouvines*, Paris 1973.
- DU CANGE = CH. DU CANGE, *Glossarium mediae et infimae Latinitatis*, I-X, Parigi 1844.
- DUCELLIER = A. DUCELLIER, *La façade maritime de l'Albanie au Moyen Âge. Durazzo et Valona du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, Salonica 1981.
- DUFOURCQ 1975 = C.-E. DUFOURCQ, *La vie quotidienne dans les ports méditerranéens au Moyen Age*, Paris 1975.
- DUFOURCQ 1981 = C.-E. DUFOURCQ, *Les équipages catalans au XIV<sup>e</sup> siècle: effectifs, composition, enrôlement, paye, vie à bord*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- DÜLL = S. DÜLL, *Unbekannte Denkmäler der Genuesen aus Galata*, in «Istanbuler Mitteilungen», 36 (1986).
- DUPUIGRENET DESROUSSILLES = F. DUPUIGRENET DESROUSSILLES, *Vénitiens et Génois à Constantinople et en mer Noire en 1431*, in «Cahiers du monde russe et soviétique», 20/1 (1979).
- EDBURY 1986 = P. W. EDBURY, *Cyprus and Genoa: The Origins of the War of 1373-1374*, in *Πρακτικά Β' Διεθνούς Κυπριολογικού Συνεδρίου [Atti del II congresso internazionale su Cipro]*, Nicosia 1986.
- EDBURY 1991 = P. W. EDBURY, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades 1191-1374*, Cambridge 1991.
- EDBURY 1995 = P. W. EDBURY, *Η πολιτική ιστορία του Μεσαιωνικού βασιλείου από τη βασιλεία του Ούγου Δ' μέχρι τη βασιλεία του Ιανού (1324-1432)* [Storia politica del regno nel medievale da Ugo IV a Giano (1324-1432)], in *Ιστορία της Κύπρου [Storia di Cipro]*, a cura di TH. PAPADOPOULLOS, IV, Nicosia 1995.
- EDBURY 1995a, *Οι τελευταίοι Λουζινιανοί (1432-1489)* [Gli ultimi Lusignani (1432-1489)], in *Ιστορία της Κύπρου [Storia di Cipro]*, a cura di TH. PAPADOPOULLOS, IV, Nicosia 1995.
- EDLER = F. EDLER, *Early Examples of Marine Insurance*, in «The Journal of Economic History», 5 (1945).
- ENLART 1899 = C. ENLART, *L'art gothique et la Renaissance en Chypre*, II, Paris 1899.
- ENNEN 1983 = E. ENNEN, *Storia della città medievale*, Bari 1983.
- EPSTEIN 1984 = ST.A. EPSTEIN, *Wills and Wealth in Medieval Genoa, 1150-1250*, Cambridge (MS) 1984.
- EPSTEIN 1996 = ST.A. EPSTEIN, *Genoa and the Genoese 958-1528*, Chapel Hill (NC) 1996.
- EVLIYÂ ÇELEBİ = *Evliyâ Çelebi seyâhatnâmesi [Libri dei viaggi di Evliyâ Çelebi]*, a cura di Z. DANIŞMAN, Istanbul 1971.
- EYİCE = S. EYİCE, *Galata ve kulesi [La torre di Galata]*, Istanbul 1969.
- Expeditions = Expeditions to Prussia and the Holy Land by Henry Earl of Derby 1392*, ed. L. TOULMIN SMITH, London, Camden Society, n.s., n. 52, 1894.
- FALCO = G. FALCO, *La vita portovenere nel Duecento*, in «Rivista Storica Italiana», 64/3 (1952).

- FALCO - PISTARINO = G. FALCO - G. PISTARINO, *Il cartulario di Giovanni di Giona di Portovenere (sec. XIII)*, Torino 1955 (Deputazione subalpina di storia patria, CLXXVII).
- FALCONE = C. FALCONE, *Il Pallio bizantino di San Lorenzo a Genova*, in «Arte cristiana», LXXXIV (1996).
- FAURE = M.C. FAURE, *Le dauphin Humbert II à Venise et en Orient, 1343-1347*, in «Mélanges de l'École Française de Rome», 27 (1907).
- FAVREAU = M.-L. FAVREAU, *Graf Heinrich von Champagne und die Pisaner im Königreich Jerusalem*, in «Bollettino Storico pisano», 47 (1978).
- FAVREAU-LILIE 1987 = M.-L. FAVREAU-LILIE, *Die italienischen Kirchen im Heiligen Land (1098-1291)*, in «Studi Veneziani», 13 (1987).
- FAVREAU-LILIE 1989 = M.-L. FAVREAU-LILIE, *Die Italiener im Heiligen Land vom ersten Kreuzzug bis zum Tode Heinrichs von Champagne (1098-1197)*, Amsterdam 1989.
- FAVREAU-LILIE - CARDINI = M.-L. FAVREAU-LILIE, F. CARDINI, *Gli Embriaci*, in *Dibattito su Famiglie Nobili del mondo coloniale genovese nel Levante*. Atti del Convegno, Montoggio, 23 ottobre 1993, a cura di G. PISTARINO, Genova 1994.
- FEDALTO = G. FEDALTO, *La Chiesa latina in Oriente*, Verona 1973-1981.
- FELLONI 1964 = G. FELLONI, *Popolazione e case a Genova nel 1531-35*, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., IV/II (1964).
- FELLONI 1975 = G. FELLONI, *Profilo economico delle monete genovesi dal 1139 al 1814*, in G. PESCE - G. FELLONI, *Le Monete genovesi. Storia, arte ed economia delle monete di Genova dal 1139 al 1814*, Genova 1975.
- FELLONI 1984 = G. FELLONI, *Struttura e movimenti dell'economia genovese tra Due e Trecento: bilanci e prospettive di ricerca*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXIV/II, 1984).
- FELLONI 1998a = G. FELLONI, *Scritti di Storia Economica*, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXXVIII/I-II (1998).
- FELLONI 1998b = G. FELLONI, *L'archivio della Casa di San Giorgio di Genova (1407-1805) ed il suo ordinamento*, in ID., *Scritti di Storia Economica* («Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXXVIII/I-II, 1998).
- FERRER I MALLOL 1969 = M.T. FERRER I MALLOL, *Documenti catalani sulla spedizione franco-genovese in Berberia (1390)*, in *Miscellanea di Studi storici I*, Genova 1969.
- FERRER I MALLOL 1974 = M.T. FERRER I MALLOL, *Dos registres de l'Officium Maris de Genova (1402-1403, 1408-1410)*, in *Atti del I Congresso Liguria-Catalogna*, Ventimiglia-Bordighera-Albenga-Finale-Genova, 14-19 ottobre 1969, Bordighera 1974.
- FERRER I MALLOL 1980 = M.T. FERRER I MALLOL, *Els Italians a terres catalanes (segles XII-XV)*, in «Anuario de Estudios Medievales», 10 (1980).
- FERRETTO 1901 = A. FERRETTO, *Codice diplomatico delle relazioni fra la Liguria, la Toscana e la Lunigiana ai tempi di Dante (1265-1321). Parte prima: dal 1265 al 1274*, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», XXXI/I (1901); *Parte seconda: dal 1275 al 1281*, XXXI/II (1903).



- FERRETTO 1906 = *Liber magistri Salmonis sacri palatii notarii. 1222-1226*, a cura di A. FERRETTO, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XXXVI (1906).
- FÉRY-HUE = F. FÉRY-HUE, *Le régime du corps d'Aldebrandin de Sienna: tradition manuscrite et diffusion*, in *Santé, médecine et assistance au Moyen Age*, Actes du 110<sup>e</sup> Congrès national des Sociétés savantes, Montpellier 1-5 avril 1985, Montpellier 1985.
- FIGLIUOLO = B. FIGLIUOLO, *Amalfi e il Levante nel Medioevo*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- FLANDRIN 1981 = J.-L. FLANDRIN, *Différence et différenciation des goûts: réflexion sur quelques exemples européens entre le 14<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle*, in *National and Regional Styles of Cookery. Proceedings of the Oxford Symposium*, Oxford 1981.
- FLANDRIN 1984 = J.-L. FLANDRIN, *Internationalisme, nationalisme et régionalisme dans la cuisine des XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles: le témoignage des livres de cuisine*, in *Manger et boire au Moyen-Age*, Actes du colloque de Nice (15-17 octobre 1982), Nice 1984.
- FLORI = J. FLORI, *Pierre l'Ermitte et la Première Croisade*, Paris 1999.
- FONTENAY - TENENTI = M. FONTENAY - A. TENENTI, *Course et piraterie en Méditerranée de la fin du Moyen Age au début du XIX<sup>e</sup> siècle*, in *Course et piraterie. Études présentées à la Commission internationale d'Histoire maritime (San Francisco, août 1975)*, Paris 1975.
- FORCHERI = G. FORCHERI, *Navi e navigazione a Genova nel Trecento. Il Liber Gazarie*, Genova 1974 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 17; Collana storica dell'Oltremare ligure, 4).
- FORMENTINI = U. FORMENTINI, *Genova nel basso Impero e nell'alto Medioevo. Storia di Genova dalle origini al tempo nostro*, II, Milano 1941.
- FOSSATI RAITERI 1974 = S. FOSSATI RAITERI, *Il processo contro Rodrigo de Luna per l'atto di pirateria ai danni di una nave genovese nel 1414*, in *Atti del I Congresso Liguria-Catalogna, Ventimiglia-Bordighera-Albenga-Finale-Genova*, 14-19 ottobre 1969, Bordighera 1974.
- FOSSATI RAITERI 1984 = S. FOSSATI RAITERI, *Genova e Cipro. L'inchiesta su Pietro de Marco capitano di Genova in Famagosta (1448-1449)*, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 41).
- Fragmenta historiae = Fragmenta historiae Pisanae Pisana dialecto conscripta ab anno MCXCI usque ad MCCCXXXVII*, Milano 1738 (*Rerum Italicarum Scriptores*, XXIV).
- FRANCES = E. FRANCES, *Quelques aspects de la politique de Jean Cantacuzène*, in « Rivista di Studi Bizantini e Neellenici », n.s., 5 (1968).
- FRANKEL = R. FRANKEL, *I cippi confinari genovesi del kibbutz Shomrat*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- FREELING = *Informacōn for pylgrymes vnto the holy londē*, [G.H. FREELING (ed.)], London 1824.
- FRIGERIO = F. FRIGERIO, *Un plan manuscrit du XVI<sup>e</sup> siècle du port de Famagouste*, in *Πρακτικά Β' Διεθνούς Κυπριολογικού Συνεδρίου [Atti del II congresso internazionale su Cipro]*, Nicosia 1986.

- GABRIEL = A. GABRIEL, *La cité de Rhodes MCCCX-MDXII. Topographie. Architecture militaire*, Paris 1921.
- GALASSO = G. GALASSO, *Il regno di Napoli. Il Mezzogiorno angioino e aragonese (1266-1494)*, in *Storia d'Italia*, XV/6, Torino 1992.
- GALE - FELL = *Rerum Anglicarum Scriptores*, J. FELL - TH. GALE - W. FULMAN (ed.), Oxford 1684.
- GALLINA 1989 = M. GALLINA, *Una società coloniale del Trecento. Creta tra Venezia e Bisanzio*, Venezia 1989 (Deputazione di storia patria per le venezie. Miscellanea di studi e memorie, 28).
- GALLINA 1993 = M. GALLINA, *L'affermarsi di un modello coloniale: Venezia e il Levante tra Due e Trecento*, in «Thesaurismata», 23 (1993).
- GALLINA 2003 = M. GALLINA, *Vicende demografiche a Creta nel corso del XIII secolo*, in ID., *Conflitti e coesistenza nel Mediterraneo medievale: mondo bizantino e Occidente latino*, Spoleto 2003.
- GATTI = L. GATTI, *Costruzioni navali in Liguria fra XV e XVI secolo*, in H. BRESCH, L. GATTI, E. GRENDI, P. BORZONE, *Studi di Storia navale*, Genova 1975 (Centro per la Storia della Tecnica in Italia).
- GATTO = L. GATTO, *Per la storia di Martino Zaccaria signore di Chio*, in «Buletтино dell'Archivio Paleografico Italiano», n.s., II (1956).
- GAUTIER-DALCHÉ = P. GAUTIER-DALCHÉ, *Liber de existencia riveriarum et forma maris nostri Mediterranei*, Roma 1995.
- GAY = J. GAY, *Le pape Clément VI et les affaires d'Orient (1342-1352)*, Paris 1904.
- GEANAKOPOLOS = D.J.A. GEANAKOPOLOS, *Emperor Michael Palaeologus and the West, 1258-1282*, Cambridge (MS) 1959.
- Genèse = *Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne*, Tours 1990-2008.
- Genova-Bulgaria = *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle Giornate bulgare a Genova, 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- Genova-Pisa = *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria, [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984, in «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s., XXIV/II (1984).
- Genovezii = *Colocviul româno-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- GEROLA = G. GEROLA, *La dominazione genovese in Creta*, in «Atti della R. Accademia di Scienze, Lettere ed Arti degli Agiati in Rovereto», III s., VIII/2 (1902).
- Gestes des Chiprois = Les gestes des Chiprois. Recueil de chroniques françaises écrites en Orient au XIII<sup>e</sup> & XIV<sup>e</sup> siècles (Philippe de Navarre & Gérard de Montréal)* publié pour la première fois pour la Société de l'Orient latin par G. RAYNAUD, Genève 1887.
- GIOFFRÈ 1958 = D. GIOFFRÈ, *Il commercio genovese del sale e il monopolio fiscale nel secolo XIV*, in «Bollettino Ligustico per la Storia e la Cultura regionale», X (1958).

- GIOFFRÈ 1962a = D. GIOFFRÈ, *Atti rogati in Chio nella seconda metà del XIV secolo*, in « Bulletin de l'Institut historique belge de Rome », XXIV (1962).
- GIOFFRÈ 1962b = D. GIOFFRÈ, *Il commercio d'importazione genovese alla luce dei registri del dazio (1495-1537)*, in *Studi in onore di A. Fanfani*, Milano 1962.
- GIOFFRÈ 1966 = D. GIOFFRÈ, *Il debito pubblico genovese. Inventario delle compere anteriori a San Giorgio o non consolidate nel Banco (sec. XIV-XIX)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., VI (1966).
- GIOFFRÈ 1967 = *Liber institutionum cabellarum veterum Comunitatis Januae*, a cura di D. GIOFFRÈ, Milano 1967 (*Acta Italica*, 12).
- GIOFFRÈ 1969a = D. GIOFFRÈ, *Note sull'assicurazione e sugli assicuratori genovesi tra medioevo ed età moderna*, in *Mostra storica del documento assicurativo XIV-XVI secolo*, Genova, Palazzo San Giorgio, 29 aprile-10 maggio 1969, Genova 1969.
- GIOFFRÈ 1969b = D. GIOFFRÈ, *Uno studio sugli schiavi a Genova nel XIII secolo*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., IX/2 (1969).
- GIOFFRÈ 1971 = D. GIOFFRÈ, *Il mercato degli schiavi a Genova nel secolo XV*, Genova 1971 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pitarino, 11).
- GIOMO = G. GIOMO, *Le rubriche dei Libri 'Misti' del Senato perduti*, in « Archivio Veneto », 18 (1879).
- Giovanni di Guiberto = Giovanni di Guiberto (1200-1211)*, a cura di M. W. HALL-COLE, H.G. (sic) KRUEGER, R.G. REINERT, R.L. REYNOLDS, Genova 1939-1940 (Notai liguri dei secoli XII e XIII, V).
- Giovanni Scriba = Il cartolare di Giovanni Scriba*, a cura di M. CHIAUDANO - M. MORESCO, Torino 1935 (Documenti e Studi per la Storia del Commercio e del Diritto Commerciale Italiano, I-II).
- GIUFFRIDA = A. GIUFFRIDA, *La bottega dello speziale nelle città siciliane del '400*, in *Atti del Colloquio internazionale di Archeologia medievale*, Palermo 1976.
- GIURESU 1965 = C.C. GIURESU, *Le Commerce sur le territoire de la Moldavie pendant la domination tartare (1241-1352)*, in *Nouvelles études d'histoire publiées à l'occasion du XII<sup>e</sup> Congrès des Sciences Historiques*, Vienne, III, Bucarest 1965.
- GIURESU 1976 = C.C. GIURESU, *The Genoese and the Lower Danube in the XIII<sup>th</sup> and XIV<sup>th</sup> Centuries*, in « The Journal of European Economic History », 5/3 (1976).
- GIURESU 1977 = C.C. GIURESU, *Les Génois au bas-Danube*, in *Colocviul româno-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- GIUSTINIANI 1537 = A. GIUSTINIANI, *Castigatissimi annali con la loro copiosa tavola della Eccelsa et Illustrissima Repubblica di Genova*, Genova 1537 (rist. anast. Bologna 1981).
- GIUSTINIANI 1943 = H. GIUSTINIANI, *History of Chios*, Ph.P. ARGENTI (ed.), Cambridge 1943.
- GJUZELEV 1979a = V. GJUZELEV, *Du commerce génois dans les terres bulgares durant le XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Bulgarian Historical Review », 7 (1979).
- GJUZELEV 1979b = V. GJUZELEV, *Les relations bulgareo-vénitiennes durant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Études Historiques », 9 (1979).

- GJUZELEV 1981 = V. GJUZELEV, *Il mar Nero e il suo litorale nella storia del Medioevo bulgaro*, in « Byzantinobulgarica », 7 (1981).
- GJUZELEV 1984a = V. GJUZELEV, *I rapporti bulgaro-genovesi nei secoli XIII-XV*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle Giornate bulgare a Genova, 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- GJUZELEV 1984b = V. GJUZELEV, *Nuovi documenti sull'attività commerciale dei Genovesi nelle terre bulgare del secolo XIV*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle Giornate bulgare a Genova, 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- GOITEIN = S.D. GOITEIN, *A Mediterranean Society. The Jewish Communities of the Arab World as Portrayed in the Documents of the Cairo Geniza*. I. *Economic Foundations*, Berkeley-Los Angeles 1967; II. *The Community*, Berkeley 1971.
- GOLTZ = D. GOLTZ, *Mittelalterliche Pharmazie und Medizin dargestellt an Geschichte und Inhalt des Antidotarium Nicolai mit einem Nachdruck der Druckfassung von 1471*, Stuttgart 1976.
- GONZALES DE CLAVIJO = R. GONZALES DE CLAVIJO, *La route de Samarkand au temps de Tamerlan*, éd. L. KEHREN, Paris 1990.
- GRANEL = H. GRANEL, *Histoire de la Pharmacie à Avignon du XII<sup>e</sup> siècle à la Révolution*, Paris 1905.
- Greek Merchant = The Greek Merchant Marine (1453-1850)*, [St.A. PAPADOPOULOS (ed.)], Athens 1972.
- GRÉGORAS = NICEPHORI GREGORAE *Byzantina Historia*, a cura di L. SCHOPEN - I. BEKKER, I-III, Bonnae 1829-1855 (*Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae*, XIX).
- GRENDI 1975a = E. GRENDI, *Profilo storico degli alberghi genovesi*, in « Mélanges de l'École française de Rome », Moyen Age, Temps modernes, 87/1 (1975).
- GRENDI 1975b = E. GRENDI, *Un'alternativa genovese verso il 1725: galere o navi da guerra? (Costi comparativi e alimentazione)*, in H. BRESCH - L. GATTI - E. GRENDI - P. BORZONE, *Studi di Storia navale*, Genova 1975 (Centro per la Storia della Tecnica in Italia).
- GRIERSON = PH. GRIERSON, *The Coin List of Pegolotti*, in *Studi in onore di A. Saponi*, I, Milano 1957.
- GRILLO = F. GRILLO, *Origine storica delle località e antichi cognomi della Repubblica di Genova*, Genova 1964.
- GRONBECH 1936 = K. GRONBECH, *Monumenta linguarum Asiae minoris*, I. *Codex Cumanicus*, Copenhagen 1936.
- GRONBECH 1942 = K. GRONBECH, *Komanisches Wörterbuch. Türkischer Wortindex zu Codex Cumanicus*, Copenhagen 1942.
- GROSSI BIANCHI - POLEGGI = L. GROSSI BIANCHI - E. POLEGGI, *Una città portuale del Medioevo. Genova nei secoli X-XVI*, Genova 1980.
- GROUSSET 1934 = R. GROUSSET, *Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem*, Paris 1934-1936.
- GROUSSET 1969 = R. GROUSSET, *L'empire des steppes*, Paris 1969.

- GUAL CAMARENA = M. GUAL CAMARENA, *El primer manual hispánico de mercadería (siglo XIV)*, Barcelona 1981 (Anejos del « Anuario de estudios medievales », 10).
- Guerra e commercio* = *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, I, Genova 1970; II Genova 1973.
- GUERRI DALL'ORTO = G. GUERRI DALL'ORTO, *Les mercenaires dans les campagnes napolitaines de Louis le Grand, roi de Hongrie 1347-1350*, in *Mercenaries and Paid Men. The Mercenary Identity in the Middle Ages*, J. FRANCE (ed.), Leiden 2008.
- Guglielmo Cassinese* = *Guglielmo Cassinese (1190-1192)*, a cura di M.W. HALL - H.C. KRUEGER - R.L. REYNOLDS, Genova 1938 (Notai liguri del secolo XII, II).
- GUGLIELMOTTI = A. GUGLIELMOTTI, *Vocabolario marino e militare*, Roma 1889.
- GUILLAND = R. GUILLAND, *La chaîne de la Corne d'Or*, in ID., *Etudes byzantines*, Paris 1959.
- GUIRAL-HADZIOSSIF = J. GUIRAL-HADZIOSSIF, *Valence, port méditerranéen au XV<sup>e</sup> siècle (1410-1525)*, Paris 1986.
- HASLUCK = F.W. HASLUCK, *The Latin Monuments of Chios*, in « Annual of the British School at Athens », XVI (1909).
- HAVERKAMP = A. HAVERKAMP, *Zur Sklaverei in Genua während des 12. Jahrhunderts*, in *Geschichte in der Gesellschaft. Festschrift K. Bosl*, Stuttgart 1974.
- HAYTON = HAYTON (AITONE DA CORICO), *La Flor des Estoires de la terre d'Orient*, in *Recueil des Historiens des Croisades, Documents arméniens*, II, Paris 1906.
- HEERS 1954 = M.-L. HEERS, *Les Génois et le commerce de l'alun à la fin du Moyen Age*, in « Revue d'histoire économique et sociale », 32 (1954).
- HEERS 1955a = J. HEERS, *Il commercio nel Mediterraneo alla fine del sec. XIV e nei primi anni del XV*, in « Archivio storico italiano », CXIII/2 (1955).
- HEERS 1955b = J. HEERS, *Le commerce des Basques en Méditerranée au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Bulletin hispanique », LVII (1955).
- HEERS 1958 = J. HEERS, *Types de navires et spécialisation des trafics en Méditerranée à la fin du Moyen Age*, in *Le navire et l'économie maritime du Moyen Age au XVIII<sup>e</sup> siècle, principalement en Méditerranée*, Actes du II<sup>e</sup> colloque international d'histoire maritime, 1957, éd. M. MOLLAT, Paris 1958.
- HEERS 1959a = J. HEERS, *Le livre de comptes de Giovanni Piccamiglio, homme d'affaires génois, 1456-1459*, Paris 1959.
- HEERS 1959b = J. HEERS, *Le prix de l'assurance maritime à la fin du Moyen Age*, in « Revue d'histoire économique et sociale », XXXVII (1959).
- HEERS 1961 = J. HEERS, *Gênes au XV<sup>e</sup> siècle. Activité économique et problèmes sociaux*, Paris 1961 (Affaires et Gens d'affaires, 24).
- HEERS 1962 = J. HEERS, *Urbanisme et structure sociale à Gênes au Moyen Age*, in *Studi in onore di A. Fanfani*, I, Milano 1962.
- HEERS 1971 = J. HEERS, *Fêtes, jeux et joutes dans les sociétés d'Occident à la fin du Moyen Age*, Montréal-Paris, 1971.
- HEERS 1974 = J. HEERS, *Le clan familial au Moyen Age*, Paris 1974.

- HEERS 1979 = J. HEERS, *Société et économie à Gênes (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, London 1979.
- HEERS 1981 = J. HEERS, *Esclaves et domestiques au Moyen Age dans le monde méditerranéen*, Paris 1981.
- HEERS 1983 = J. HEERS, *Marco Polo*, Paris 1983.
- HEERS 1989 = J. HEERS, *Paysages urbains et sociétés dans les différents types de 'villes portuaires' en Méditerranée occidentale au Moyen Age*, in *Città portuali del Mediterraneo*, a cura di E. POLEGGI, Genova 1989.
- HEERS - GROËR = J. HEERS - G. DE GROËR, *L'Itinéraire d'Anselme Adorno en Terre Sainte (1470-1471)*, Paris 1978.
- HERLIHY = D. HERLIHY, *Pisa nel Duecento, vita economica e sociale di una città italiana nel medioevo*, Pisa 1973.
- HEYD = W. HEYD, *Histoire du commerce du Levant au Moyen Âge*, Leipzig 1885-1886 (rist. anast. Amsterdam 1967).
- HILL = G. HILL, *A History of Cyprus*, I-III, Cambridge 1948.
- Historia* 1975 = NICETAE CHONIATAE *Historia*, J.L. VAN DIETEN (ed.), Berlin-New York 1975 (*Corpus Fontium Historiae Byzantinae*, XI).
- Historia* 1995 = *Ιστορία της Κύπρου* [*Storia di Cipro*], a cura di TH. PAPADOPOULLOS, Nicosia 1995.
- HOCQUET 1978 = J.-C. HOCQUET, *Le sel et la fortune de Venise*, I, *Production et monopole*, Lille 1978.
- HOCQUET 1979 = J.-C. HOCQUET, *Le sel et la fortune de Venise*, II, *Voiliers et commerce en Méditerranée 1200-1650*, Lille 1979.
- HOCQUET 1981 = J.-C. HOCQUET, *Gens de mer à Venise: diversité des statuts, conditions de vie et de travail sur les navires*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- HOCQUET 1985 = J.-C. HOCQUET, *Métrologie du sel et histoire comparée en Méditerranée*, in « Annales ESC », 29 (1985).
- HOCQUET 1988 = J.-C. HOCQUET, *Les ports du sel en Europe méridionale*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- HOLT = P.W. HOLT, *Qalawun's Treaty with Genoa in 1290*, in « Der Islam », 57 (1980).
- HOPF 1873 = *Chroniques gréco-romanes inédites ou peu connues publiées avec notes et tables généalogiques* par C. HOPF, Berlin 1873.
- HOPF 1882 = C. HOPF, *Storia dei Giustiniani di Genova*, Genova 1882.
- HOUSLEY = N. HOUSLEY, *The Later Crusades from Lyon to Alcazar 1274-1580*, Oxford 1992.
- HROCHOVA 1967a = V. HROCHOVÁ, *Byzantská města ve 13.-15. století. Příspěvek k sídelní topografii středověkého Řecka* [*Le città bizantine dal XIII al XV secolo. Contributo alla topografia degli insediamenti nella Grecia medievale*], Praga 1967.

- HROCHOVA 1967b = V. HROCHOVÁ, *Le commerce vénitien et les changements dans l'importance des centres de commerce en Grèce du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, in « Studi Veneziani », IX (1967).
- Iacopo da Varagine = *Iacopo da Varagine e la sua Cronaca di Genova*, a cura di G. MONLEONE, Roma 1941 (Fonti per la storia d'Italia, 84-86).
- IBN BATTŪTA 1854 = IBN BATTŪTA, *Voyages*, II, *De La Mecque aux steppes russes*, traduction de l'arabe de C. DEFREMERY et B.R. SANGUINETTI, Paris 1854 (Paris 1968<sup>2</sup>).
- IBN BATTŪTA 1982 = IBN BATTŪTA, *Voyages*, éd. S. YERASIMOS, Paris 1982.
- IBN HAWQAL = IBN HAWQAL, *Kitâb surât al-ard (Configuration de la terre)*, éd. J.H. KRAMERS - G. WIET, Paris 1964.
- ILIESCU 1965 = O. ILIESCU, *Notes sur l'apport roumain au ravitaillement de Byzance*, in « Nouvelles Études d'Histoire », III, Bucarest 1965.
- ILIESCU 1969 = O. ILIESCU, *La circulation de l'hyperpère dans la région du Bas-Danube (fin du XI<sup>e</sup>-début du XV<sup>e</sup> s.)*, in « Revue des Études sud-est européennes », VII/I (1969).
- ILIESCU 1977a = O. ILIESCU, *La monnaie génoise dans les pays roumains aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles*, in *Colocuiul româno-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- ILIESCU 1977b = O. ILIESCU, *Nouvelles éditions d'actes notariés instrumentés au XIV<sup>e</sup> siècle dans les colonies génoises des bouches du Danube - Actes de Kilia et de Licostomo*, in « Revue des Études sud-est européennes », 15/1 (1977).
- ILIESCU 1978a = O. ILIESCU, *Contribuții numismatice la localizarea Chilieii bizantine*, in « Studii și cercetari de istorie veche și arheologhe », 29/2 (1978).
- ILIESCU 1978b = O. ILIESCU, *A la recherche de Kilia byzantine*, in « Revue des Études sud-est européennes », XVI (1978).
- ILIEVA = A. ILIEVA, *Images of Towns in Frankish Morea: the Evidence of the « Chronicles » of the Morea and of the Tocco*, in « Byzantine and Modern Greek Studies », 19 (1995).
- Instituta regalia = Instituta regalia et ministeria Camerae regum Langobardorum et Honorantiae civitatis Papiæ*, a cura di A. HOFMEISTER, Hannover 1934 (*Monumenta Germaniae Historica, Scriptorum*, XXXX, 2).
- Imposicio Officii = Imposicio Officii Gazariae*, a cura di L. SAULI, in *Leges Municipales*, Torino 1838 (*Monumenta Historiae Patriae*, II).
- IORGA 1899 = N. IORGA, *Studii istorice asupra Chilieii și Cetății Albe*, Bucarest, 1899.
- IORGA 1902 = N. IORGA, *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV<sup>e</sup> siècle*, 3<sup>a</sup> s., Paris 1902.
- IORGA 1929 = N. IORGA, *Cele două Chilii*, in « Buletinul Comisiunii Monumentelor Istorice », XXII (1929).
- Italiens* 1987 = *Les Italiens à Byzance*, éd. M. BALARD - A. LAIOU - C. OTTEN-FROUX, Paris 1987.
- Itinerary* 1907 = *The Itinerary of Benjamin of Tudela*, N. ADLER (ed.), London 1907.
- JACOBY 1967 = D. JACOBY, *Les quartiers juifs de Constantinople à l'époque byzantine*, in « Byzantion », 37 (1967).

- JACOBY 1974 = D. JACOBY, *Catalans, Turcs et Vénitiens en Romanie (1305-1332): un nouveau témoignage de Marino Sanudo Torsello*, in « Studi medievali », s. III, XV (1974).
- JACOBY 1977 = D. JACOBY, *L'expansion occidentale dans le Levant: les Vénitiens à Acre dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle*, in « Journal of Medieval History », 3 (1977).
- JACOBY 1979 = D. JACOBY, *Crusader Acre in the Thirteenth Century: Urban Layout and Topography*, in « Studi medievali », s. III, XX (1979); anche in ID., *Studies on the Crusader States and on Venetian Expansion*, Northampton 1989.
- JACOBY 1979a = D. JACOBY, *Recherches sur la Méditerranée orientale du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. Peuples, sociétés, économies*, London 1979.
- JACOBY 1984 = D. JACOBY, *The Rise of a New Emporium in the Eastern Mediterranean: Famagusta in the late XIII<sup>th</sup> Century*, in « Μέλεται και Υπομνήματα », I (1984).
- JACOBY 1989 = D. JACOBY, *Studies on the Crusader States and on Venetian Expansion*, Northampton 1989.
- JACOBY 1995 = D. JACOBY, *Les Italiens en Egypte aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles: du comptoir à la colonie*, in *Coloniser au Moyen Âge*, éd. M. BALARD - A. DUCCELLIER, Paris 1995.
- JACOBY 1999 = D. JACOBY, *Genoa, Silk Trade and Silk Manufacture in the Mediterranean Region (ca. 1100-1300)*, in *Tessuti, oreficerie, miniature in Liguria XIII-XV secolo*, a cura di A.R. CALDERONI - C. DI FABIO - M. MARCENARO, Bordighera 1999.
- JACOBY 2005 = D. JACOBY, *Commercial Exchange Across the Mediterranean. Byzantium, the Crusader Levant, Egypt and Italy*, Aldershot 2005.
- JACOBY 2005a = D. JACOBY, *The Economy of Latin Constantinople*, in *Urbs capta: The Fourth Crusade and its Consequences / La IV<sup>e</sup> Croisade et ses conséquences*, éd. A.E. LAIOU, Paris 2005.
- JACOBY 2008 = D. JACOBY, *Byzantium after the Fourth Crusade: The Latin Empire of Constantinople and the Frankish States in Greece*, in *The Cambridge History of the Byzantine Empire*, J. SHEPARD (ed.), Cambridge 2008.
- JAKOBSON 1964 = A.L. JAKOBSON, *Средневековый Крым. Очерки истории и истории материальной культуры [La Crimea medievale. Saggi di storia e storia della cultura materiale]*, Mosca 1964.
- JAKOBSON 1973 = A.L. JAKOBSON, *Крым в средние века [La Crimea nel Medioevo]*, Mosca 1973.
- JAL 1840 = A. JAL, *Archéologie navale*, Paris 1840.
- JAL 1841 = A. JAL, *Pacta navorum des années 1246, 1268 et 1270*, in *Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la Bibliothèque royale*, éd. J.-J. CHAMPOLLION-FIGEAC, Paris 1841-1848.
- JAL 1848 = A. JAL, *Glossaire nautique*, Paris 1848.
- JAL 1972 = *Nouveau Glossaire Nautique d'Augustin Jal*, Paris-La Haye 1972.
- JANIN = R. JANIN, *Constantinople byzantine. Développement urbain et répertoire topographique*, Paris 1964<sup>2</sup> (Archives de l'Orient chrétien, 4).
- JANSSENS 1948 = H.F. JANSSENS, *Ibn Batouta "Le voyageur de l'Islam" (1304-1369)*, Bruxelles 1948.



- JANSSENS 1969 = E. JANSSENS, *Trébizonde en Colchide*, Bruxelles 1969.
- JEHEL 1975 = G. JEHEL, *Le rôle des femmes et du milieu familial à Gênes dans les activités commerciales*, in « Revue d'histoire économique et sociale », 53 (1975).
- JEHEL 1993 = G. JEHEL, *Les Génois en Méditerranée occidentale (fin XI<sup>e</sup>-début XIV<sup>e</sup> siècle). Ébauche d'une stratégie pour un empire*, Amiens 1993.
- JOINVILLE = J. DE JOINVILLE, *Vie de saint Louis*, éd. J. MONFRIN, Paris 1995.
- JONA = C. JONA, *Genova e Rodi agli albori del Rinascimento*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », LXIV (1935).
- JORANSON = E. JORANSON, *The Great German Pilgrimage of 1064-1065*, in *The Crusades and other Historical Essays presented to Dana C. Munro*, New-York 1928.
- KAPLAN = M. KAPLAN, *Constantinople et l'économie urbaine*, in *Le monde byzantin*, éd. J.-C. CHEYNET, Paris 2006.
- KARPOV 1986 = S.P. KARPOV, *L'impero di Trebisonda, Venezia, Genova e Roma, 1204-1461. Rapporti politici, diplomatici e commerciali*, Roma 1986.
- KARPOV 1990 = S.P. KARPOV, *Итальянские морские республики и Южное Причерноморье в XIII-XV вв.: Проблемы торговли [Repubbliche marinare italiane e la costa meridionale del Mar Nero nei secoli XIII-XV. Questioni commerciali]*, Mosca 1990.
- KARPOV 1991 = S.P. KARPOV, *Документы по истории венецианской фактории Тана во второй половине XIV в. [Documenti sulla storia della masseria veneziana di Tana nella seconda metà del XIV secolo]* in ID., *Причерноморье в средние века [Il mar Nero nel Medioevo]*, Mosca 1991.
- KARPOV 1995 = S.P. KARPOV, *On the Origin of Medieval Tana*, in « Byzantinoslavica », 56 (1995).
- KARPOV 1995a = S.P. KARPOV, *New Documents on the Relations between the Latin and the Local Population in the Black Sea Area (1392-1462)*, in « Dumbarton Oaks Papers », 49 (1995).
- KARPOV 1999 = S.P. KARPOV, *Le comptoir de Tana comme le centre des rapports économiques de Byzance avec la Horde d'Or aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, in « Byzantinische Forschungen », XXV (1999).
- KARPOV 2000a = S.P. KARPOV, *La navigazione veneziana nel Mar Nero, XIII-XV sec.*, Ravenna 2000.
- KARPOV 2000b = S.P. KARPOV, *Латинская Романия [La Romania latina]*, San Pietroburgo 2000.
- KARPOV 2002 = S.P. KARPOV, *Tana - Une grande zone réceptrice de l'émigration au Moyen Âge*, in *Migrations et diasporas Méditerranéennes (X<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Actes du Colloque de Conques (octobre 1999), éd. M. BALARD - A. DUCELLIER, Paris 2002.
- KEDAR 1967 = B.Z. KEDAR, *Noms de saints et mentalité populaire à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Le Moyen Age » 73 (1967).
- KEDAR 1976 = B.Z. KEDAR, *Merchants in crisis. Genoese and Venetian Men of affairs and the Fourteenth century Depression*, New Haven-London 1976.
- KEDAR 1977 = B.Z. KEDAR, *Segurano-Sakran Salvaygo: un mercante genovese al servizio dei sultani mamalucchi, c. 1303-1322*, in *Fatti e idee di storia economica nei secoli XII-XX. Studi dedicati a F. Borlandi*, Bologna 1977.

- KEDAR 1983 = B.Z. KEDAR, *Mercanti genovesi in Alessandria d'Egitto negli anni sessanta del secolo XI*, in *Miscellanea di Studi storici II*, Genova 1983.
- KEDAR 1986 = B.Z. KEDAR, *Genoa's Golden Inscription in the Church of the Holy Sepulchre: A Case for Defense*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- KHITROWO = B. DE KHITROWO, *Itinéraires russes en Orient*, Genève 1889.
- KLAPISCH - HERLIHY = CH. KLAPISCH - D. HERLIHY, *Les Toscans et leurs familles*, Paris 1978.
- KHOSDEGIAN = G. KHOSDEGIAN, *Les colonies arméniennes, des origines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, in *Histoire des Arméniens*, dir. G. DÉDÉYAN, Toulouse 1982.
- KRAMAROVSKY = M.G. KRAMAROVSKY, *The Golden Horde and the Levant in the Epoch of Fr. Petrarca: Trade, Culture, Handcrafts*, in « Rivista di Bizantinistica », 3 (1993).
- KREKIC 1926 = A. KREKIC, *La Curia consulum et maris del comune medioevale zaratino e alcuni suoi atti*, in « Atti e memorie della Società dalmata di Storia patria », 1 (1926).
- KREKIC 1961 = B. KREKIC, *Dubrovnik (Raguse) et le Levant au Moyen Age*, Paris 1961.
- KREKIC 1988 = B. KREKIC, *Le port de Dubrovnik (Raguse), entreprise d'Etat, plaque tournante du commerce de la ville (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- KRETSCHMER = K. KRETSCHMER, *Die italienischen Portolane des Mittelalters*, Berlin 1909.
- KRUEGER 1950 = H.C. KRUEGER, *Post-war Collapse and Rehabilitation in Genoa (1149-1152)*, in *Studi in onore di G. Luzzatto*, Milano 1950.
- KRUEGER 1957 = H.C. KRUEGER, *Genoese Merchants, their Partnership and Investments 1154 to 1164*, in *Studi in onore di A. Saporì*, Milano 1957.
- KRUEGER 1985 = H.C. KRUEGER, *Navi e proprietà navale a Genova - seconda metà del sec. XII*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XXV/1 (1985).
- KYRRIS 1963 = C.P. KYRRIS, *John Cantacuzenus and the Genoese 1321-1348*, in « Miscellanea Storica Ligure », 3 (1963).
- KYRRIS 1972 = C.P. KYRRIS, *John Cantacuzenus, the Genoese, the Venetians and the Catalans (1348-1354)*, in « Byzantina », 4 (1972).
- LABIB = S.Y. LABIB, *Handelsgeschichte Ägyptens im Spätmittelalter 1171-1517*, Wiesbaden 1965.
- LACORRE = R. LACORRE, *La boutique de l'apothicaire au Moyen-Age*, Toulouse 1960.
- LAIYOU 1967 = A.E. LAIYOU, *The Provisioning of Constantinople During the Winter 1306-1307*, in « Byzantion », 37 (1967).
- LAIYOU 1972 = A.E. LAIYOU, *Constantinople and the Latins. The foreign Policy of Andronicus II (1282-1328)*, Cambridge (MS) 1972.
- LAIYOU 1980 = A.E. LAIYOU, *The Byzantine Economy in the Mediterranean Trade System, Thirteenth-Fifteenth Centuries*, in « *Dumbarton Oaks Papers* », 34-35 (1980-1981).
- LAIYOU 1992 = A.E. LAIYOU, *Gender, Society and Economic Life in Byzantium*, Aldershot 1992.

- LAMPROS = ΑΝΩΝΥΜΟΙ Παναγηρωϊκός εἰς Μανουήλ καὶ Ἰωάννην Η' τοὺς Παλαιολόγους [*Panegirico per Manuele e Giovanni VII Paleologi*], in *Παλαιολόγεια καὶ Πελοποννησιακά* [*Studi sui Paleologi e sul Peloponneso*], a cura di SP.P. LAMPROS, III, Atene 1926.
- LANDOUZY - PÉPIN = L. LANDOUZY - R. PÉPIN, *Le régime du corps de maître Aldebrandin de Sienne*, Genève 1978.
- LANE 1965 = F.C. LANE, *Navires et constructeurs à Venise pendant la Renaissance*, Paris 1965.
- LANE 1966a = F.C. LANE, *Diet and Wages of Seamen in the early Fourteenth Century*, in *Venice and History*, Baltimore 1966.
- LANE 1966b = F.C. LANE, *From Biremes to Triremes*, in ID., *Venice and History*, Baltimore 1966.
- LANE 1966c = F.C. LANE, *Maritime Law and Administration, 1250-1350*, in *Venice and History*, Baltimore 1966.
- LANE 1966d = F.C. LANE, *Tonnages Medieval and Modern*, in ID., *Venice and History*, Baltimore 1966.
- LANE 1973a = F.C. LANE, *Venetian Seamen in the Nautical Revolution of the Middle Ages*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- LANE 1973b = F.C. LANE, *Venice, a Maritime Republic*, Baltimore-London 1973.
- LANE 1974 = F.C. LANE, *Progrès technologiques et productivité dans les transports maritimes de la fin du Moyen Age au début des temps modernes*, in « *Revue historique* », 510 (1974).
- LANE 1978 = F.C. LANE, *Storia di Venezia*, Torino 1978.
- LANE 1982 = F.C. LANE, *Ritmo e rapidità di giro d'affari nel commercio veneziano del Quattrocento*, in ID., *I mercanti di Venezia*, Torino 1982.
- LANE 1983a = F.C. LANE, *I marinai veneziani e la rivoluzione nautica del Medioevo*, in ID., *Le navi di Venezia fra i secoli XIII e XVI*, Torino 1983 (Biblioteca di cultura storica, 152).
- LANE 1983b = F.C. LANE, *La marina mercantile della Repubblica di Venezia*, in ID., *Le navi di Venezia fra i secoli XIII e XVI*, Torino 1983 (Biblioteca di cultura storica, 152).
- LANE 1983c = F.C. LANE, *Le navi di Venezia fra i secoli XIII e XVI*, Torino 1983 (Biblioteca di cultura storica, 152).
- LANE 1983d = F.C. LANE, *Normativa e amministrazione del diritto marittimo 1250-1350*, in ID., *Le navi di Venezia fra i secoli XIII e XVI*, Torino 1983 (Biblioteca di cultura storica, 152).
- LANE 1983e = F.C. LANE, *Salari e reclutamento dei galeotti veneziani 1470-1580*, in ID., *Le navi di Venezia fra i secoli XIII e XVI*, Torino 1983 (Biblioteca di cultura storica, 152).
- Lanfranco = Lanfranco (1202-1226)*, a cura di H.C. KRUEGER, R.L. REYNOLDS, Genova 1951 (Notai liguri del sec. XII e del XIII, VI).
- LANNOY = G. DE LANNOY, *Oeuvres*, éd. CH. POTVIN, Louvain 1878.
- LANZA = A. LANZA, *Pellegrini-scrittori e viaggiatori toscani del Trecento in Terrasanta*, Firenze 1990.
- LA RONCIÈRE = CH. M. DE LA RONCIÈRE, *Prix et salaires à Florence au XIV<sup>e</sup> siècle (1280-1380)*, Roma 1982.

- LAURENT 1935 = H. LAURENT, *Un grand commerce d'exportation au Moyen Age. La draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens, XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Paris 1935.
- LAURENT 1945 = V. LAURENT, *La domination byzantine aux bouches du Danube sous Michel VIII Paléologue*, in « Revue Historique du Sud-Est européen », 22 (1945).
- LAURIoux 1983 = B. LAURIoux, *De l'usage des épices dans l'alimentation médiévale*, in « Médiévales », 5 (1983).
- LAURIoux 1985 = B. LAURIoux, *Spices in the Medieval Diet: A New Approach*, in « Food and Foodways », 1 (1985).
- LE BOUVIER = G. LE BOUVIER, *Le livre et la description des pays*, éd. E.-T. HAMY, Paris 1908.
- LEFÈVRE = R. LEFÈVRE, *Le basi giuridiche dell'organizzazione genovese in Cipro (sec. XIII-XIV)*, in « Rivista di Storia del diritto italiano », XI (1938).
- LE GOFF 1964 = J. LE GOFF, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris 1964.
- LE GOFF 1999 = J. LE GOFF, *La bourse et la vie. Economie et religion au Moyen Age*, in ID., *Un autre Moyen Age*, Paris 1999.
- LE GRAND = L. LE GRAND, *Relation du pèlerinage à Jérusalem de Nicolas de Martoni, notaire italien (1394-1395)*, in « Revue de l'Orient latin », III (1895).
- LEGUAY = J.P. LEGUAY, *La rue au Moyen Âge*, Rennes 1984.
- LEMERCIER-QUELQUEJAY = CH. LEMERCIER-QUELQUEJAY, *La paix mongole*, Paris 1970.
- LEMERLE = P. LEMERLE, *L'émirat d'Aydin, Byzance et l'Occident. Recherches sur « La Geste d'Umur Pacha »*, Paris 1957.
- LÉONARD = E.-G. LÉONARD, *Les Angevins de Naples*, Paris 1954.
- LEOPOLD = A. LEOPOLD, *How to Recover the Holy Land. The Crusade Proposals of the Late Thirteenth and early Fourteenth Centuries*, Aldershot 2000.
- LEROY-BEAULIEU = P. LEROY-BEAULIEU, *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris 1874.
- LIAGRE DE STURLER = L. LIAGRE DE STURLER, *Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outremont d'après les Archives notariales génoises (1320-1400)*, Bruxelles-Rome 1969.
- Liber Iurium = Liber Iurium Reipublicae Genuensis*, a cura di E. RICOTTI, Torino 1854-1857 (*Historiae Patriae Monumenta*, VII, IX).
- Libri Iurium = I Libri Iurium della Repubblica di Genova*, a cura di M. BIBOLINI, S. DELLACASA, E. MADIA, F. MAMBRINI, E. PALLAVICINO, D. PUNCUH, A. ROVERE, Genova-Roma 1992-2011 (Fonti per la storia della Liguria, II, IV, X-XIII, XV, XVII, XXII; Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Fonti, XIII, XXIII, XXVII-XXIX, XXXII, XXXV, XXXIX).
- Libri memoriales = Libri memoriales de Guido da Vallecchia*, Milano 1738 (*Rerum Italicarum Scriptores*, XXIV).
- LILIE = R.-J. LILIE, *Handel und Politik zwischen dem byzantinischen Reich und den italienischen Kommunen Venedig, Pisa und Genua in der Epoche der Komnenen und der Angeleri (1081-1204)*, Amsterdam 1984.
- LISCIANDRELLI = P. LISCIANDRELLI, *Trattati e negoziazioni politiche della Repubblica di Genova, (958-1797), Regesti*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., I, (1960).
- LOCK = P. LOCK, *The Franks in the Aegean: 1204-1500*, London 1995.

- LOENERTZ = R.-J. LOENERTZ, *Démétrius Cydonès. De la naissance à l'année 1373*, in « *Orientalia Christiana Periodica* », 36 (1970); *De 1373 à 1375*, 37 (1971).
- LONGNON 1911 = *Livre de la conquête de la Princesse de l'Amorée. Chronique de Morée (1204-1355)* publiée pour la Société de l'histoire de France par J. LONGNON, Paris 1911.
- LONGNON 1949 = J. LONGNON, *L'empire latin de Constantinople et la principauté de Morée*, Paris 1949.
- LONGNON - TOPPING = J. LONGNON - P. TOPPING, *Documents sur le régime des terres dans la principauté de Morée*, Paris-La Haye 1969.
- LOMBARD 1950 = M. LOMBARD, *Caffa et la fin de la route mongole*, in « *Annales ESC* », 5 (1950).
- LOMBARD 1958 = M. LOMBARD, *Arsenaux et bois de marine dans la Méditerranée musulmane (VII<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles)*, in *Le navire et l'économie maritime du Moyen Age au XVIII<sup>e</sup> siècle*, éd. M. MOLLAT, Paris 1958.
- LOMBARDO 1940 = A. LOMBARDO - R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Documenti del commercio veneziano dei secoli XI-XIII*, Torino 1940.
- LOMBARDO 1953 = A. LOMBARDO - R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Nuovi documenti del commercio veneto dei secoli XI-XIII*, Venezia 1953.
- LOPEZ 1933 = R.S. LOPEZ, *Genova marinara nel Duecento. Benedetto Zaccaria, ammiraglio e mercante*, Milano-Messina 1933.
- LOPEZ 1936 = R.S. LOPEZ, *La vendita d'una schiava di Malta a Genova nel 1248*, in « *Archivio storico di Malta* », VII (1936).
- LOPEZ 1938 = R.S. LOPEZ, *Storia delle colonie genovesi nel Mediterraneo*, Bologna 1938; rist. con prefazione e aggiornamento bibliografico di M. BALARD, Genova 1996 (Collana di saggistica, 68).
- LOPEZ 1951a = R.S. LOPEZ, *Majorcans and Genoese on the North Sea Route in the Thirteenth Century*, in « *Revue belge de Philologie et d'Histoire* », XXIX (1951).
- LOPEZ 1951b = R.S. LOPEZ, rec. a V. VITALE, *Vita e commercio nei notai liguri dei secoli XII e XIII*, in « *Speculum* », XXVI (1951).
- LOPEZ 1952 = R.S. LOPEZ, *Nuove luci sugli Italiani in Estremo Oriente prima di Colombo*, in « *Studi Colombiani* », 3 (1952).
- LOPEZ 1953 = R.S. LOPEZ, *Il ritorno all'oro nell'Occidente duecentesco*, in « *Rivista Storica Italiana* », 65 (1953).
- LOPEZ 1956 = R.S. LOPEZ, *Back to Gold 1252*, in « *Economic History Review* », IX (1956).
- LOPEZ 1956a = *La prima crisi della banca di Genova (1250-1259)*, a cura di R.S. LOPEZ, Milano 1956.
- LOPEZ 1957 = R.S. LOPEZ, *I primi cento anni di storia documentata della banca a Genova*, in *Studi in onore di A. Saporì*, Milano 1957.
- LOPEZ 1958 = R.S. LOPEZ, *Le marchand génois, un profil collectif*, in « *Annales ESC* », 13/3 (1958).
- LOPEZ 1970 = R.S. LOPEZ, *Venise et Gênes: deux styles, une réussite*, in « *Diogène* », 71 (1970).
- LOPEZ 1974 = R.S. LOPEZ, *La révolution commerciale dans l'Europe médiévale*, Paris 1974.

- LOPEZ 1975a = R.S. LOPEZ, *Su e giù per la storia di Genova*, Genova 1975 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 20).
- LOPEZ 1975b = R.S. LOPEZ, *Dieci documenti sulla guerra di corsa*, in ID., *Su e giù per la storia di Genova*, Genova 1975 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 20).
- LOPEZ 1975c = R.S. LOPEZ, *Familiari, procuratori e dipendenti di Benedetto Zaccaria*, in ID., *Su e giù per la storia di Genova*, Genova 1975 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 20).
- LOPEZ 1975d = R.S. LOPEZ, *Market Expansion: the Case of Genoa*, in ID., *Su e giù per la storia di Genova*, Genova 1975 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 20).
- LOPEZ 1977 = R.S. LOPEZ, *L'importance de la mer Noire dans l'histoire de Gênes*, in *Colocviul român-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- LOPEZ 1977a = R.S. LOPEZ, *Nouveaux documents sur les marchands italiens en Chine à l'époque mongole*, in « *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres* », 121/2 (1977).
- LOPEZ 1996 = R.S. LOPEZ, *Benedetto Zaccaria, ammiraglio e mercante nella Genova del Duecento*, Firenze 1996; Genova 2004<sup>2</sup>.
- LOPEZ - AIRALDI = R.S. LOPEZ - G. AIRALDI, *Il più antico manuale italiano di pratica della mercatura*, in *Miscellanea di Studi storici*, II, Genova 1983.
- LOPEZ - MISKIMIN = R.S. LOPEZ - H.A. MISKIMIN, *The Economic Depression of the Renaissance*, in « *The Economic History Review* », 14 (1961-1962).
- LÓPEZ DE MENESES = A. LÓPEZ DE MENESES, *Los consulados catalanes de Alejandria y Damasco en el reinado de Pedro el Ceremonioso*, in « *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón* », VI (1956).
- LUNARDI = G. LUNARDI, *Le monete delle colonie genovesi*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », n.s., XX/I (1980).
- LUSIGNAN = *Description de toute l'isle de Cypre, etc.*, par EST. DE LUSIGNAN, Paris 1580.
- LUTTRELL 1958 = A. LUTTRELL, *Venezia e il Principato di Achaia, sec. XIV*, in « *Studi Veneziani* », 10 (1958).
- LUTTRELL 1975 = A. LUTTRELL, *The Hospitallers at Rhodes 1306-1421*, in *A History of the Crusades*, K.M. SETTON (ed.), III, *The Fourteenth and Fifteenth Centuries*, H.W. AZARD (ed.), Madison (WI) 1975.
- LUTTRELL 1978a = A. LUTTRELL, *Aragoneses y catalanes en Rodas 1350-1430*, in ID., *The Hospitallers in Cyprus, Rhodes, Greece and the West 1291-1440*, London 1978.
- LUTTRELL 1978b = A. LUTTRELL, *The Hospitallers in Cyprus, Rhodes, Greece and the West 1291-1440*, London 1978.
- LUTTRELL 1986 = A. LUTTRELL, *John V's Daughters: a Palaiologan Puzzle*, in « *Dumbarton Oaks Papers* », 40 (1986).
- LUZZATTO = G. LUZZATTO, *Storia economica di Venezia dall'XI al XVI secolo*, Venezia 1961.

- MADDEN = *The Fourth Crusade: Event, Aftermath and Perceptions*, Papers from the Sixth Conference of the Society for the Study of the Crusades and the Latin East, Istanbul, Turkey, 25-29 August 2004, ed. T.F. MADDEN, Aldershot 2008.
- MAGDALINO = P. MAGDALINO, *The Empire of Manuel I Komnenos 1143-1180*, Cambridge 1993.
- MAJESKA = G.P. MAJESKA, *Russian Travellers to Constantinople in the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> Centuries*, Washington D.C. 1984.
- ΜΑΚΡΕΜΒΟΛΙΤΗΣ = ΑΛΕΞΙΟΥ ΜΑΚΡΕΜΒΟΛΙΤΗ Λόγος ιστορικός [*Discorso storico*], in *Ἀνάλεκτα Ἱεροσολυμιτικῆς Σταχυολογίας* [*Spigolature sul patriarcato di Gerusalemme*], a cura di A. PΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ-KΕΡΑΜΕΥΣ, I, San Pietroburgo 1891.
- MALOWIST = M. MAŁOWIST, *Kaffa - kolonia genueńska na Krymie i problem wschodni w latach 1453-1475*, Warszawa 1947 (con riassunto in francese).
- MALTEZOU 1970 = CH. MALTEZOU, *Ὁ θεσμός τοῦ ἐν Κωνσταντινουπόλει Βενετοῦ βαΐλου 1268-1453* [*L'istituzione del bailato di Venezia a Costantinopoli 1268-1453*], Atene 1970.
- MALTEZOU 1978 = CH. MALTEZOU, *Il quartiere veneziano di Costantinopoli (Scali marittimi)*, in «*Thesaurismata*», 15 (1978).
- MALTEZOU 1991 = CH. MALTEZOU, *The Historical and Social Context*, in *Litterature and Society in Renaissance Crete*, D. HOLTON (ed.), Cambridge 1991.
- MALTEZOU 2001 = CH. MALTEZOU, *I Greci tra Veneziani e Genovesi*, in *Genova, Venezia, il Levante nei secoli XII-XIV*, Atti del convegno internazionale di studi, Genova-Venezia, 10-14 marzo 2000, a cura di G. ORTALLI e D. PUNCUH («*Atti della Società Ligure di Storia Patria*», n.s., XLI/I, 2001; edito anche dall'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Venezia 2001).
- MANCA = C. MANCA, *Aspetti dell'espansione economica catalano-aragonese nel Mediterraneo occidentale. Il commercio internazionale del sale*, Milano 1966.
- MANFRONI = C. MANFRONI, *Le relazioni fra Genova, l'Impero Bizantino e i Turchi*, in «*Atti della Società Ligure di Storia Patria*», XXVIII /III (1898).
- MANOLESCU = R. MANOLESCU, *Le commerce sur le littoral ouest de la mer Noire*, in *Études d'Histoire maritime présentées au XIII<sup>e</sup> Congrès international des Sciences Historiques*, Moscou 1970.
- MANSOURI = M.T. MANSOURI, *Les communautés marchandes occidentales dans l'espace mamlouk (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, in *Coloniser au Moyen Âge*, éd. M. BALARD - A. DUCCELLIER, Paris 1995.
- MAZARAKIS = *Οι Γατελούζοι της Λέσβου* [*I Gattilusi di Lesbo*], a cura di A. MAZARAKIS, Atene 1996.
- MARCHESANI - SPERATI = C. MARCHESANI - G. SPERATI, *Ospedali genovesi nel Medioevo*, in «*Atti della Società Ligure di Storia Patria*», n.s., XXI/I (1981).
- MARCO POLO 1955 = MARCO POLO, *La description du monde*, éd. L. HAMBIS, Paris 1955.
- MARCO POLO 2001 = MARCO POLO, *Le devisement du monde*, éd. PH. MENARD, I, Genève 2001.
- MARTIN 1978 = M.E. MARTIN, *The Chrysobull of Alexis I Comnenus to the Venetians and the early Venetian Quarter in Constantinople*, in «*Byzantinoslavica*», 39/1 (1978).

- MARTIN 1993 = M.E. MARTIN, *The Venetians in the Black Sea: A General Survey*, in « Byzantinistica », 3 (1993).
- MARTIN DA CANAL = MARTIN DA CANAL, *Les estoires de Venise. Cronaca veneziana in lingua francese dalle origini al 1275*, a cura di A. LIMENTANI, Firenze 1972.
- MARTONI = *Io notaio Nicola de Martoni. Il pellegrinaggio ai Luoghi Santi da Carinola a Gerusalemme 1394-1395*, a cura di M. PICCIRILLO, Gerusalemme 2003.
- MASSA 1988 = P. MASSA PIERGIOVANNI, *Fattori tecnici ed economici dello sviluppo del porto di Genova tra Medioevo ed età moderna*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Publicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- MASSA 2006 = P. MASSA, *Prolusione. Il mare come fattore di sviluppo e di integrazione economica, in Ricchezza del mare, ricchezza dal mare, secc. XIII-XVIII*, Atti della Trentasettesima Settimana di Studi, 11-15 aprile 2005, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 2006 (Publicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 37).
- MASSON = R.P.J. MASSON, *Le voyage en Egypte de Felix Fabri 1483*, Paris 1975.
- MATSCHKE = K.-P. MATSCHKE, *The Notaras Family and its Italian Connections*, in « Dumbarton Oaks Papers », 49 (1995).
- MATTON = R. MATTON, *Rhodes*, Athènes 1959.
- MAYER = H.E. MAYER, *Genuesische Fälschungen. Zur einer Studie von Antonella Rovere*, in « Archiv für Diplomatik », 45 (1999).
- MAYER - FAVREAU-LILIE = H.E. MAYER - M.-L. FAVREAU-LILIE, *Das Diplom Balduins I für Genua und Genus Goldene Inschrift in der Grabeskirche*, in « Quellen und Forschungen für Italienischen Archiven und Bibliotheken », 55-56 (1976).
- MEDVEDEV = I.P. MEDVEDEV, *Договор Византии и Генуи от 6 мая 1352 г. [Il trattato tra Bisanzio e Genova del 6 maggio 1352]*, in « Византийский Временник », 38 (1977).
- MELIS 1964 = F. MELIS, *Werner Sombart e i problemi della navigazione nel medio evo*, in *L'Opera di Werner Sombart nel Centenario della Nascita, Economia e Storia*, Milano 1964 (Biblioteca della rivista « Economia e Storia », VIII).
- MELIS 1970 = F. MELIS, *Note sur le mouvement du port de Beyrouth d'après la documentation florentine aux environs de 1400*, in *Sociétés et compagnies de commerce*, Actes du VIII<sup>e</sup> colloque international d'histoire maritime, Beyrouth 5-10 septembre 1966, éd. M. MOLLAT, Paris 1970.
- MELIS 1972 = F. MELIS, *Documenti per la storia economica dei secoli XIII-XVI*, Firenze 1972.
- MELIS 1975 = F. MELIS, *Origini e sviluppo delle assicurazioni in Italia (secc. XIV-XVI)*, 1. *Le fonti*, Roma 1975.
- MELIS 1976 = F. MELIS, *Mercaderes italianos en España (siglos XIV-XVI)*, Sevilla 1976.
- MENANT = F. MENANT, *La métallurgie lombarde au Moyen Age*, in P. BENOÎT - D. CAILLEAUX, *Hommes et travail du métal dans les villes médiévales*, Paris 1988.



- MERENDINO = E. MERENDINO, *Federico II e Giovanni II Vatatzes*, in *Byzantino-Sicula II. Miscellanea di scritti in memoria di G. Rossi Taibbi*, Palermo 1975.
- METCALF 1960 = D.M. METCALF, *The Currency of the deniers tournois in Frankish Greece*, in « Papers of the British School at Athens », 55 (1960).
- METCALF 1979 = D.M. METCALF, *Coinage in South-Eastern Europe 820-1396*, London 1979.
- MEYENDORFF = J. MEYENDORFF, *Byzantium and the Rise of Russia: a Study of Byzantino-Russian Relations in the Fourteenth Century*, Cambridge 1981.
- MÉZIÈRES = PH. DE MÉZIÈRES, *Le songe du Vieil Pelerin*, G.W. COOPLAND (ed.), Cambridge 1969.
- МІК'АЙЕЛАН = V.A. МІК'АЙЕЛАН, *Армяно-итальянские связи. Генуезские документы о крымских армянах* [*Le relazioni armeno-italiane. I documenti genovesi sugli Armeni di Crimea*], Erevan 1974 (in armeno).
- MILLER = W. MILLER, *The Zaccaria of Phocaea and Chios 1275-1329*, in « Journal of Hellenic Studies », 31 (1911).
- MOLÀ = L. MOLÀ, *La comunità dei Lucchesi a Venezia. Immigrazione e industria della seta nel tardo Medioevo*, Venezia 1994.
- MOLLAT 1906 = G. MOLLAT, *Jean XXII (1316-1334). Lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, Paris 1906-1909.
- MOLLAT 1950 = M. MOLLAT, *Essai d'orientation pour l'étude de la guerre de course et la piraterie (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in « Anuario de Estudios Medievales », 10 (1950).
- MOLLAT 1967 = M. MOLLAT, *Problèmes navals de l'histoire des croisades*, in « Cahiers de Civilisation médiévale », X (1967).
- MOLLAT 1976 = M. MOLLAT, *Introduction a Ex-voto marins du Ponant*, catalogue d'exposition, Musée de la Marine, Paris 1976.
- MOLLAT 1983 = M. MOLLAT, *La vie quotidienne des gens de mer en Atlantique IX<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, Paris 1983.
- MOLLAT 1993 = M. MOLLAT, *L'Europe et la mer*, Paris 1993.
- MOLLAT - LESQUEN = G. MOLLAT - G. DE LESQUEN, *Jean XXII (1316-1334). Lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, Paris 1904-1947 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome).
- MONDEVILLE = H. DE MONDEVILLE, *Chirurgie*, éd. E. NICAISE, Paris 1893.
- MORAVCSIK = G. MORAVCSIK, *Byzantinoturcica 1. Die byzantinischen Quellen der Geschichte der Türkvölker*, Budapest 1942.
- MOREL-FATIO = *Libro de los fechos y conquistas del Principado de la Morea compilado por commandamento de don fray Johan Fernandez de Heredia maestro del hospital de S. Johan de Jerusalem, Chronique de Morée aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles* publiée et traduite pour la première fois pour la Société de l'Orient latin par A. MOREL-FATIO, Genève 1885.
- MORESCO - BOGNETTI = M. MORESCO - G.P. BOGNETTI, *Per l'edizione dei notai liguri del secolo XII*, Genova 1938 (Documenti e studi per la storia del commercio e del diritto commerciale italiano, 10).

- MORGAN = D. MORGAN, *The Mongols*, Oxford 1986.
- MORILLO = ST. MORILLO, *Mercenaries, Mamluks and Militia. Towards a Cross-cultural Typology of Military Service*, in *Mercenaries and Paid Men. The Mercenary Identity in the Middle Ages*, J. FRANCE (ed.), Leiden 2008.
- MOROZZO DELLA ROCCA 1950 = R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Benvenuto de Brixano, notaio in Candia*, Venezia 1950.
- MOROZZO DELLA ROCCA 1962 = R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Notizie da Caffa*, in *Studi in onore di A. Fanfani*, Milano 1962.
- MOSTAERT - CLEAVES = A. MOSTAERT - F.W. CLEAVES, *Les lettres de 1289 et 1305 des ilkhan Argun et Oljeitü*, Cambridge (MS) 1962.
- MOTZO = B.R. MOTZO, *Il compasso da navigare*, Cagliari 1947.
- MÜLLER = G. MÜLLER, *Documenti sulle relazioni delle città toscane coll'Oriente cristiano e coi Turchi, fino all'anno MDXXXI*, Firenze 1879.
- MULLER-WIENER = W. MÜLLER-WIENER, *Bildlexikon zur Topographie Istanbuls*, Tübingen 1977.
- MUSSO 1966 = G.G. MUSSO, *Il tramonto di Caffa genovese*, in *Miscellanea di Storia ligure in memoria di Giorgio Falco*, Genova 1966.
- MUSSO 1971 = G.G. MUSSO, *Nuove ricerche d'Archivio su Genova e l'Europa centro-orientale nell'ultimo Medio Evo*, in « Rivista Storica Italiana », 83/I (1971).
- MUSSO 1973 = G.G. MUSSO, *Armamento e navigazione a Genova tra il Tre e Quattrocento*, in *Guerra e commercio nell'evoluzione della marina genovese tra XV e XVII secolo*, II, Genova 1973.
- MUSSO 1975 = G.G. MUSSO, *Navigazione e commercio genovese con il Levante nei documenti dell'Archivio di Stato di Genova (secc. XIV-XV)*, Roma 1975.
- NALDINI = L. NALDINI, *La politica coloniale di Pisa nel Medioevo*, in « Bollettino Storico Pisano », VIII (1939).
- NASTUREL 1972 = P.S. NASTUREL, *Dans le sillage des marchands italiens en mer Noire*, in « Byzantinische Forschungen », 4 (1972).
- NASTUREL 1974 = P.S. NASTUREL, *Le littoral roumain de la mer Noire d'après le portulan grec de Leyde*, in « Revue des Études roumaines », 13-14 (1974).
- Neamonisia* = *Tà Neaμονισιά* [*Storia di Nea Moni*], Chio 1865.
- NEWETT = M.M. NEWETT, *Canon Pietro Casola's Pilgrimage to Jerusalem*, Manchester 1907.
- NICETAS = NICETAE CHONIATAE *Historia*, a cura di I. BEKKER, Bonn 1835 (*Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae*, XXXV).
- Nicolai de Martono* = *Nicolai de Martono notarii Liber peregrinationis ad loca sancta*, éd. L. LE GRAND, in « Revue de l'Orient latin », 3 (1895).
- NIERMEYER = J.F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis lexicon minus*, Leiden 1984.
- NOIRET = H. NOIRET, *Documents inédits pour servir à l'histoire de la domination vénitienne en Crète*, Paris 1882.
- Numismatique byzantine* = T. BERTELÈ, *Numismatique byzantine*, édition française mise à jour et augmentée de planches par C. MORRISSON, Wetteren 1978.

- NYSTAZOPOULOU 1965 = M. NYSTAZOPOULOU-PELEKIDOU, *Ἡ ἐν τῇ Ταυρικῇ Χερσονήσῳ πόλις Σουγδαία ἀπὸ τοῦ ἸΓ' μέχρι τοῦ ἸΕ' αἰῶνος* [La città di Soldaia nel Chersoneso taurico dal XIII al XV secolo], Atene 1965 (Δημοσιεύματα τοῦ ἀρχαιολογικοῦ δελτίου, 7).
- NYSTAZOPOULOU 1970 = M. NYSTAZOPOULOU-PÉLÉKIDOU, *Venise et la mer Noire du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, in «Thesaurismata», 7 (1970).
- Oberto (1186) = *Oberto Scriba de Mercato (1186)*, a cura di M. CHIAUDANO, Genova 1940 (Notai liguri del sec. XII, IV).
- Oberto (1190) = *Oberto Scriba de Mercato (1190)*, a cura di M. CHIAUDANO e R. MOROZZO DELLA ROCCA, Genova 1938 (Notai liguri del sec. XII, I).
- OBOLENSKY 1971 = D. OBOLENSKY, *The Byzantine Commonwealth*, London 1971.
- OBOLENSKY 1974 = D. OBOLENSKY, *The Byzantine Commonwealth. Eastern Europe 500-1453*, London 1974.
- OGIER VIII = OGIER VIII, SEIGNEUR D'ANGLURE, *Le saint voyage de Jherusalem du seigneur d'Anglure*, éd. F. BONNARDOT - A. LONGNON, Paris 1878.
- OIKONOMIDÈS = N. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires grecs et latins à Constantinople (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Montréal-Paris 1979.
- OLGIATI 1989 = G. OLGATI, *Angelo Giovanni Lomellino: attività politica e mercantile dell'ultimo podestà di Pera*, in *La Storia dei Genovesi*. 9. Atti del Convegno di Studi sui Ceti dirigenti nelle Istituzioni della Repubblica di Genova (Genova 7-8-9-10 giugno 1988), Genova 1989.
- OLGIATI 1994 = G. OLGATI, *Una diversa dimensione professionale: il notaio genovese nelle colonie tra XIV e XV secolo*, in *Tra Siviglia e Genova: notaio, documento, commercio nell'età colombiana*. Atti del convegno internazionale di studi storici per le celebrazioni colombiane organizzato dal Consiglio Notarile dei distretti riuniti di Genova e Chiavari sotto l'egida del Consiglio Nazionale del Notariato, Genova - 12-14 marzo 1992, a cura di V. PIERGIOVANNI, Milano 1994 (Per una storia del notariato nella civiltà europea, II).
- ONASCH = K. ONASCH, *Grossnowgorod und das Reich der heiligen Sophia*, Leipzig 1969.
- ORIGO = I. ORIGO, *The Domestic Enemy: the Eastern Slaves in Tuscany in the XIV<sup>th</sup> and XV<sup>th</sup> Centuries*, in «Speculum», XXX (1955).
- ORIGONE 1978 = S. ORIGONE, *Marinai disertori da galere genovesi (secolo XIV)*, in *Miscellanea di Storia italiana e mediterranea per N. Lamboglia*, Genova 1978 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pitarino, 23).
- ORIGONE 1982 = S. ORIGONE, *Chio nel tempo della caduta di Costantinopoli*, in *Saggi e documenti del Civico Istituto Colombiano*, II/2, Genova 1982.
- ORIGONE 1986 = S. ORIGONE, *Genova, Costantinopoli e il Regno di Gerusalemme (prima metà sec. XIII)*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pitarino, 48).
- ORIGONE 1992 = S. ORIGONE, *Bisanzio e Genova*, Genova 1992.
- ORVIETANI BUSCH = S. ORVIETANI BUSCH, *Medieval Mediterranean Ports. The Catalan and Tuscan Coasts, 1100 to 1235*, Leiden 2001.

- OTTEN-FROUX 1981 = C. OTTEN-FROUX, *Les Pisans en Orient de la Première Croisade à 1406*, thèse de III<sup>e</sup> cycle, Université Paris 1, 1981.
- OTTEN-FROUX 1983 = C. OTTEN-FROUX, *Les Pisans en Égypte et à Acre dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle: documents nouveaux*, in « *Bollettino Storico Pisano* », LII (1983)
- OTTEN-FROUX 1988 = C. OTTEN-FROUX, *L'Aïas dans le dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle d'après les notaires génois*, in « *Asian and African Studies* », 22/1-3 (1988).
- OTTEN-FROUX 1989 = C. OTTEN-FROUX, *Les institutions génoises et les affaires de Chypre*, in *État et colonisation au Moyen Âge*, a cura di M. BALARD, Lyon 1989.
- OTTEN-FROUX 1995 = C. OTTEN-FROUX, *Les relations politico-financières de Gênes avec le royaume des Lusignan (1374-1460)*, in *Coloniser au Moyen Âge*, a cura di M. BALARD - A. DUCCELLIER, Paris 1995.
- OTTEN-FROUX 2000 = C. OTTEN-FROUX, *Quelques aspects de la justice à Famagouste pendant la période génoise*, in *Acts of the Third International Congress of Cypriot Studies*, Nicosia 2000.
- OTTEN-FROUX 2000a = C. OTTEN-FROUX, *Une enquête à Chypre au XV<sup>e</sup> siècle. Le syndacamentum de Napoleone Lomellini, capitaine génois de Famagouste (1459)*, Nicosia 2000 (Sources et études de l'histoire de Chypre, XXXVI).
- OTTEN-FROUX 2005 = C. OTTEN-FROUX, *Les Occidentaux dans les villes de province de l'Empire byzantin: le cas de Chypre (XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle)*, in *Byzance et le monde extérieur. Contacts, relations, échanges*, dir. M. BALARD - E. MALAMUT - J.-M. SPIESER, Paris 2005.
- OTTEN-FROUX 2006 = C. OTTEN-FROUX, *La ville de Famagouste*, in *L'art gothique en Chypre*, éd. J.-B. DE VAIVRE - PH. PLAGNIEUX, Paris 2006.
- PACHYMERIS 1835 = GEORGII PACHYMERIS *de Michaele et Andronico Palaeologis libri XIII*, I-II, Bonn 1835 (*Corpus Scriptorum Historiae Byzantinae*, XXXVI-XXXVII).
- PACHYMERIS 1984 = G. PACHYMERIS, *Relations historiques*, éd. A. FAILLER, I-II, Paris 1984 (*Corpus Fontium Historiae Byzantinae*, XXIV).
- PANAITESCU = P.P. PANAITESCU, *La route commerciale de la Pologne à la mer Noire au Moyen Age*, in « *Revista Istorică Română* », III (1933).
- PANDIANI = E. PANDIANI, *L'arsenale e i galeotti*, in *Il porto di Genova nella Mostra del Palazzo San Giorgio*, Milano 1953.
- PANSIER = P. PANSIER, *Inventaire de la pharmacie de Pernes*, in « *Annales d'Avignon et du Comtat Venaissin* », 14 (1928).
- PAPACOSTEA 1973a = S. PAPACOSTEA, *Venise et les pays roumains au Moyen Age*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- PAPACOSTEA 1973b = S. PAPACOSTEA, *Aux débuts de l'État moldave. Considérations en marge d'une nouvelle source*, in « *Revue roumaine d'Histoire* », 12/1 (1973).
- PAPACOSTEA 1976 = S. PAPACOSTEA, *Kilia et la politique orientale de Sigismond de Luxembourg*, in « *Revue roumaine d'Histoire* », 15/3 (1976).
- PAPACOSTEA 1977 = S. PAPACOSTEA, *Caffa et la Moldavie face à l'expansion ottomane (1453-1484)*, in *Colocviul româno-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" /*

- Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- PAPACOSTEA 1978 = S. PAPACOSTEA, *De Vicina à Kilia. Byzantins et Génois aux bouches du Danube au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Revue des Études sud-est européennes », 16/1 (1978).
- PAPACOSTEA 1979 = S. PAPACOSTEA, « *Quod non iretur ad Tanam* ». *Un aspect fondamental de la politique génoise au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Revue des Études sud-est européennes », XVII/2 (1979).
- PAPACOSTEA 1990 = S. PAPACOSTEA, *Gênes, Venise et la mer Noire à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, in « Revue Roumaine d'Histoire », 29/3-4 (1990).
- PAPACOSTEA 1994 = S. PAPACOSTEA, *Une révolte antigénoise en mer Noire et la riposte de Gênes (1433-1434)*, in « Il Mar Nero », I (1994).
- PAPACOSTEA 2006 = S. PAPACOSTEA, *La Mer Noire, carrefour des grandes routes intercontinentales 1204-1453*, Bucarest 2006.
- PAPADAKI = A. PAPADAKI, *Θρησκευτικές και κοσμικές τελετές στη Βενετοκρατούμενη Κρήτη [Riti civili e religiosi a Creta durante la Venetocrazia]*, Rethimno 1995.
- PAPADOPOULLOS = *Ιστορία της Κύπρου [Storia di Cipro]*, a cura di TH. PAPADOPOULLOS, Nicosia 1995-1996.
- PARDESSUS = J.-M. PARDESSUS, *Collection de lois maritimes antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1845.
- PASCU = S. PASCU, *La storiografia romena e i Genovesi nel Mar Nero*, in *Colocviul român-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- PAVIOT 1987 = J. PAVIOT, *Le séjour de l'ambassade de Geoffroy de Langley à Trébizonde et à Constantinople en 1292*, in « Médiévales », 12 - printemps (1987).
- PAVIOT 1991 = J. PAVIOT, *Buscarello de' Ghisolfi, marchand génois intermédiaire entre la Perse mongole et la chrétienté latine (fin du XIII<sup>e</sup>-début du XIV<sup>e</sup> siècle)*, in *La Storia dei Genovesi*. 11. Atti del Convegno di studi sui Ceti dirigenti nelle istituzioni della Repubblica di Genova (Genova, 29-30-31 maggio - 1 giugno 1990), Genova 1991.
- PAVIOT 1992 = J. PAVIOT, *Les marchands italiens dans l'Iran mongol*, in *L'Iran face à la domination mongole*, éd. D. AIGLE, Louvain 1992.
- PAVONI 1982 = R. PAVONI, *Notai genovesi in Oltremare, Atti rogati a Cipro da Lamberto di Sambuceto (6 luglio - 27 ott. 1301)*, Genova 1982 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 32).
- PAVONI 1987 = R. PAVONI, *Notai genovesi in Oltremare, Atti rogati a Cipro di Lamberto Sambuceto (gennaio - agosto 1302)*, Genova, 1987 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 49).
- PE = Pomorska Enciklopedija [Enciclopedia Navale]*, Zagreb 1972-1989.
- PERO TAFUR 1926 = PERO TAFUR, *Travels and Adventures, 1435-1439*, M. LETTS (ed.), New York 1926.
- PERO TAFUR 1995 = PERO TAFUR, *Andanzas y viajes de un hidalgo español*, Madrid 1995.
- PERRIN = CH. ED. PERRIN, *Sur le sens du mot « centena » dans les chartes lorraines du Moyen Âge*, in « Bulletin Du Cange », 5 (1929-1930).

- PERTUSI 1976 = A. PERTUSI, *La caduta di Costantinopoli. Le testimonianze dei contemporanei*, I-II, Verona 1976.
- PERTUSI 1983 = A. PERTUSI, *Testi inediti e poco noti sulla caduta di Costantinopoli*, a cura di A. CARILE, Bologna 1983.
- PESCE - FELLONI = G. PESCE - G. FELLONI, *Le Monete genovesi. Storia, arte ed economia delle monete di Genova dal 1139 al 1814*, Genova 1975.
- PETECH = L. PETECH, *Les marchands italiens dans l'empire mongol*, in « Journal Asiatique », 250 (1962).
- PETRE = J.S. PETRE, *Crusader Castles in Cyprus. The Fortifications of Cyprus under the Lusignans, 1191-1489*, Nicosia 2012.
- PETTI BALBI 1973 = G. PETTI BALBI, *Caffaro*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, XVI, Roma 1973.
- PETTI BALBI 1977 = G. PETTI BALBI, *Gli studi genovesi sulle colonie del Mar Nero*, in *Colocviul româno-italian "Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII-XIV" / Colloquio romeno-italiano "I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV"*, Bucarest 27-28 marzo 1975, Bucarest 1977.
- PETTI BALBI 1978 = G. PETTI BALBI, *Genova medievale vista dai contemporanei*, Genova 1978.
- PETTI BALBI 1982 = G. PETTI BALBI, *Caffaro e la cronachistica genovese*, Genova 1982.
- PETTI BALBI 1994 = G. PETTI BALBI, *Il notariato genovese nel Quattrocento*, in *Tra Siviglia e Genova: notaio, documento, commercio nell'età colombiana*. Atti del convegno internazionale di studi storici per le celebrazioni colombiane organizzato dal Consiglio Notarile dei distretti riuniti di Genova e Chiavari sotto l'egida del Consiglio Nazionale del Notariato, Genova - 12-14 marzo 1992, a cura di V. PIERGIOVANNI, Milano 1994 (Per una storia del notariato nella civiltà europea, II).
- PETTI BALBI 1996 = G. PETTI BALBI, *Mercanti e 'nationes' nelle Fiandre: i Genovesi in età bassomedievale*, Pisa 1996.
- PETTI BALBI 1997 = G. PETTI BALBI, *La massaria genovese di Alessandria d'Egitto nel Quattrocento*, in « Studi storici », 38 (1997).
- PETTI BALBI 2005 = G. PETTI BALBI, *Negoziare fuori patria. Nazioni e Genovesi in età medievale*, Bologna 2005.
- PETTI BALBI 2007 = G. PETTI BALBI, *Le nationes italiane all'estero*, in *Il Rinascimento italiano e l'Europa*, 4. *Commercio e cultura mercantile*, a cura di F. FRANCESCHI - R.A. GOLDTHWAITE - R.C. MUELLER, Treviso-Costabissara 2007.
- PHILIPPSON = A. PHILIPPSON, *Die griechischen Landschaften*, Frankfurt am Main 1959.
- PHILLIPS = J. PHILLIPS, *The Fourth Crusade and the Sack of Constantinople*, London 2004.
- PIANA TONIOLO = P. PIANA TONIOLO, *Notai Genovesi in Oltremare, Atti rogati a Chio da Gregorio Panissaro (1403-1405)*, Genova 1995 (Accademia Ligure di Scienze e Lettere, Serie Fonti, 2).
- PIATTI = *The Fourth Crusade Revisited*, Atti della Conferenza internazionale nell'ottavo centenario della IV Crociata, 1204-2004, Andros, 27-30 maggio 2004, a cura di P. PIATTI, Città del Vaticano 2008.

- PIERGIOVANNI 1980 = V. PIERGIOVANNI, *Gli statuti civili e criminali di Genova nel Medioevo. La tradizione manoscritta e le edizioni*, Genova 1980.
- PIERGIOVANNI 1988 = V. PIERGIOVANNI, *Dottrina e prassi nella formazione del diritto portuale: il modello genovese*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Publicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- PILOTI = *Traité d'E. PILOTI sur le passage en Terre Sainte (1420)*, éd. P.-H. DOPP, Louvain 1958 (Publications de l'Université Lovanium de Léopoldville, 4).
- PIRENNE = H. PIRENNE, *Histoire économique et sociale du Moyen Age*, Paris 1969.
- Pisa 1979 = *Pisa nei secoli XI e XII: formazione e caratteri di una classe di governo*, a cura di G. ROSSETTI, Bologna 1979.
- PISTARINO 1964 = G. PISTARINO, *Tra liberi e schiave a Genova nel Quattrocento*, in « Anuario de estudios medievales », 1 (1964).
- PISTARINO 1966 = G. PISTARINO, *Sul tema degli schiavi nel Quattrocento a Genova*, in « Miscellanea di storia ligure », IV (1966).
- PISTARINO 1969a = G. PISTARINO, *Chio dei Genovesi*, in « Studi medievali », X/1 (1969).
- PISTARINO 1969b = G. PISTARINO, *Genova medievale tra Oriente e Occidente*, in « Rivista Storica Italiana », LXXXI/1 (1969).
- PISTARINO 1971 = G. PISTARINO, *Notai genovesi in Oltremare, Atti rogati a Chilia da Antonio di Ponzò (1360-1361)*, Genova 1971 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 12).
- PISTARINO 1972 = G. PISTARINO, *Chilia dei Genovesi alla foce del Danubio*, in « Liguria », 39/6 (1972).
- PISTARINO 1974 = G. PISTARINO, *Mercanti del Trecento nel Levante genovese*, in « Clio », X/1 (1974).
- PISTARINO 1978 = G. PISTARINO, *La donna d'affari a Genova nel secolo XIII*, in *Miscellanea di Storia italiana e mediterranea per Nino Lamboglia*, Genova 1978 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 23).
- PISTARINO 1981 = G. PISTARINO, *Gente del mare nel Commonwealth genovese*, in *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- PISTARINO 1982 = G. PISTARINO, *Schiave e schiavi sardi a Genova (secoli XII et XIII)*, in « Archivio storico giuridico sardo di Sassari », 8 (1982).
- PISTARINO 1984 = G. PISTARINO, *All'origine dei rapporti bulgaro-genovesi (1281-1290)*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle « Giornate bulgare a Genova », 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- PISTARINO 1985 = G. PISTARINO, *Presenze e influenze italiane nel sud della Spagna (secc. XII-XV)*, in *La presencia italiana en Andalucía, siglos XIV-XVII*, Actas del I Coloquio hispano-italiano, Sevilla 1985, Madrid 1989.

- PISTARINO 1986 = G. PISTARINO, *Genova e il Vicino Oriente nell'epoca del regno latino di Gerusalemme*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- PISTARINO 1987 = G. PISTARINO, *Tratta di schiavi da Genova in Toscana nel secolo XV*, in *Studi di storia economica toscana nel Medioevo e nel Rinascimento in memoria di Federico Melis*, Firenze 1987.
- PISTARINO 1988 = G. PISTARINO, *I Gin dell'Oltremare*, Genova 1988 (Civico Istituto Colombiano, Studi e Testi. Serie Storica, 11).
- PISTARINO 1990 = G. PISTARINO, *Genovesi d'Oriente*, Genova 1990 (Studi e testi del Civico istituto colombiano. Serie storica, 14).
- PISTARINO 1992 = G. PISTARINO, *I Signori del Mare*, Genova 1992 (Studi e testi del Civico istituto colombiano. Serie storica, 15).
- PISTARINO 1993 = G. PISTARINO, *La capitale del Mediterraneo: Genova nel Medioevo*, Bordighera 1993 (Collana storica dell'Oltremare ligure, 6).
- PISTARINO 1995 = G. PISTARINO, *Chio dei genovesi nel tempo di Cristoforo Colombo*, Roma 1995 (Nuova raccolta Colombiana, 12).
- PISTARINO 1996 = G. PISTARINO, *Il secolo dei Gattilusio signori dell'Egeo (1355-1462)*, in *Οι Γατελούζοι της Λέσβου [I Gattilusi di Lesbo]*, a cura di A. MAZARAKIS, Atene 1996.
- PLACANICA = A. PLACANICA, *L'opera storiografica di Caffaro*, in « Studi medievali », s. III, XXXVI (1995).
- PLAN CARPIN = J. DE PLAN CARPIN, *Histoire des Mongols*, éd. dom J. BECQUET - L. HAMBIS, Paris 1965.
- PLP = *Prosopographisches Lexikon der Palaiologenzeit*, erstellt von E. TRAPP, Wien 1976-1996.
- PODESTÀ = F. PODESTÀ, *Il porto di Genova*, Genova 1913.
- POLEGGI = E. POLEGGI, *La costruzione della città portuale, un nuovo tema di storia*, in *Città portuali del Mediterraneo*, a cura di E. POLEGGI, Genova 1989.
- POLEGGI - CEVINI = E. POLEGGI - P. CEVINI, *Genova*, Roma-Bari 1981.
- POLONIO 1966 = V. POLONIO, *Famagosta genovese a metà del '400: assemblee, armamenti gride*, in *Miscellanea di Storia ligure in memoria di G. Falco*, Genova 1966.
- POLONIO 1977 = V. POLONIO, *L'amministrazione della res publica genovese fra Tre e Quattrocento*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XVII/I (1977).
- POLONIO 1982 = V. POLONIO, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Cipro da Lamberto di Sambuceto (3 luglio 1300 - 3 agosto 1301)*, Genova 1982 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 31).
- POLONIO 2001 = V. POLONIO, *Devozioni di lungo corso: lo scalo genovese*, in *Genova, Venezia, il Levante nei secoli XII-XIV*, Atti del convegno internazionale di studi, Genova - Venezia, 10-14 marzo 2000, a cura di G. ORTALI e D. PUNCUH (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XLI/I, 2001; edito anche dall'Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Venezia 2001).
- POLONIO 2003 = V. POLONIO, *Da provincia a signora del mare. Secoli VI-XIII*, in *Storia di Genova. Mediterraneo, Europa, Atlantico*, a cura di D. PUNCUH, Genova 2003.



- PONOMAREV = A.L. PONOMAREV, *Население и территория Каффы по данным массарии – бухгалтерской книги казначейства за 1381-1382 гг.* [*Popolazione e territorio di Caffa. Il libro mastro della Massaria per gli anni 1381-1382*], in « Причерноморье в средние века », IV (1999).
- POZZA = M. POZZA, *Venezia e il regno di Gerusalemme dagli Svevi agli Angioini*, in *I Comuni italiani nel Regno crociato di Gerusalemme*, a cura di G. AIRALDI - B.Z. KEDAR, Genova 1986 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 48).
- POZZA - RAVEGNANI = M. POZZA - G. RAVEGNANI, *I trattati con Bisanzio 992-1198*, Venezia 1993 (*Pacta Veneta*, 4).
- PRAWER 1969 = J. PRAWER, *Histoire du royaume latin de Jérusalem*, Paris 1969-1970.
- PRAWER 1980 = J. PRAWER, *The Latins in the Latin Kingdom*, in ID., *Crusader Institutions*, Oxford 1980.
- PRAWER 1982 = J. PRAWER, *Colonialismo medievale. Il Regno latino di Gerusalemme*, Roma 1982.
- PREDELLI = R. PREDELLI, *I libri commemoriali della Repubblica di Venezia. Regesti (1293-1797)*, Venezia 1876-1914.
- PREDELLI - SACERDOTI = R. PREDELLI - A. SACERDOTI, *Gli Statuti marittimi veneziani fino al 1255*, Venezia 1903.
- PRESCOTT = H.F.M. PRESCOTT, *Le voyage de Jérusalem au XV<sup>e</sup> siècle*, Paris 1959.
- PROKOPIEVA = N.D. PROKOPIEVA, *Акты венецианского нотариуса в Танае Донато а Мано (1413-1419)* [*Atti rogati a Tana dal notaio veneziano Donato a Mano (1413-1419)*], in « Причерноморье в средние века », IV (1999).
- PROMIS 1871 = V. PROMIS, *Statuti della colonia genovese di Pera*, in *Miscellanea di Storia italiana*, XI, Torino 1871.
- PROMIS 1874 = V. PROMIS, *Continuazione della Cronaca di Iacopo da Varagine dal 1297 al 1332*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », X (1874).
- PROUTEAU = N. PROUTEAU, *Beneath the Battle? Miners and Engineers as 'Mercenaries' in the Holy Land (XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> c.)*, in *Mercenaries and Paid Men. The Mercenary Identity in the Middle Ages*, J. FRANCE (ed.), Leiden 2008.
- PRYOR 1977 = J. PRYOR, *The Origins of the commenda Contract*, in « *Speculum* », 52/1 (1977).
- PRYOR 1982 = J. PRYOR, *Transportation of Horses by Sea during the Era of the Crusades: Eighth Century to 1285*, in « *The Mariner's Mirror* », 68/1 (1982).
- PRYOR 1983 = J. PRYOR, *Mediterranean Commerce in the Middle Ages: A Voyage under Contract of commenda*, in « *Viator* », 14 (1983).
- PRYOR 1984 = J. PRYOR, *The Naval Architecture of Crusader Transport Ships. A Reconstruction of some Archetypes for Round-hulled Sailing Ships*, in « *The Mariner's Mirror* », 70/2-3 (1984).
- PRYOR 1987a = J.H. PRYOR, *Geography, Technology and War. Studies in the Maritime History of the Mediterranean 649-1571*, Cambridge 1987.
- PRYOR 1987b = J.H. PRYOR, *The Voyage of Jacques de Vitry from Genoa to Acre, 1216: Juridical and Economic Problems in Medieval Navigation*, in *Derecho de la Navegación en Europa. Homenaje a F. Valls i Taberner*, ed. M.J. PELÁEZ, Barcelona 1987.

- PUNCUH 1962 = D. PUNCUH, *Liber Privilegiorum ecclesiae Ianuensis*, Genova 1962.
- PUNCUH 1964 = D. PUNCUH, *Il notaio nella vita politica, economica, sociale del suo tempo*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., IV/I (1964).
- PUNCUH 1973 = D. PUNCUH, *Caffaro di Rustico*, in *Dizionario critico della Letteratura italiana*, I, Milano 1973.
- Quarta Crociata* = *Quarta Crociata: Venezia, Bisanzio, Impero latino*, Relazioni presentate alle giornate di studi tenute a Venezia nel 2004, a cura di G. ORTALLI - G. RAVEGNANI - P. SCHREINER, Venezia 2006.
- RACINE 1970 = P. RACINE, *Le marché de la soie à Gênes au XIII<sup>e</sup> siècle*, in « Revue des études sud-est européennes », (1970).
- RACINE 1989 = P. RACINE, *Les débuts des consulats italiens outre-mer*, in *État et colonisation au Moyen Âge*, éd. M. BALARD, Lyon 1989.
- RACINE 1992 = P. RACINE, *L'Áias dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle*, in « Rivista di Bizantinistica », III (1992).
- RACINE 1997 = P. RACINE, *Du palio médiéval au palio princier de la Renaissance*, in « Villes, histoire et culture », 2/3 - juin (1997).
- RAGOSTA 1981 = *Le genti del mare Mediterraneo*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1981 (Biblioteca di storia economica, 5).
- RAGOSTA 1982 = *Navigazioni mediterranee e connessioni continentali (secoli XI-XVI)*, a cura di R. RAGOSTA, Napoli 1982.
- RAYBAUD = L.P. RAYBAUD, *Le gouvernement et l'administration centrale de l'empire byzantin sous les Paléologues (1258-1354)*, Parigi 1968.
- Relation* 1895 = *Relation du pèlerinage à Jérusalem de Nicolas de Martoni, notaire italien (1394-1395)* publiée par L. LE GRAND, Paris 1895.
- REY = E. REY, *Les seigneurs de Giblet*, in « Revue de l'Orient latin », 3 (1895).
- RICHARD 1945 = J. RICHARD, *Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine (1102-1187)*, Paris 1945.
- RICHARD 1953 = J. RICHARD, *Le Royaume latin de Jérusalem*, Paris 1953.
- RICHARD 1962 = J. RICHARD, *Chypre sous les Lusignans - Documents chypriotes des archives du Vatican (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Paris 1962.
- RICHARD 1970 = J. RICHARD, *Isol le Pisan: un aventurier franc gouverneur d'une province mongole*, in « Central Asiatic Journal », XIV (1970).
- RICHARD 1972 = J. RICHARD, *La situation juridique de Famagouste dans le royaume des Lusignans*, in *Πρακτικά Α' Διεθνούς Κυπριολογικού Συνεδρίου 1969* [Atti del I congresso internazionale su Cipro 1969], Nicosia 1972.
- RICHARD 1976 = J. RICHARD, *La situation juridique de Famagouste dans le royaume des Lusignans*, in ID., *Orient et Occident au Moyen Age: contacts et relations (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, London 1976.
- RICHARD 1976a = J. RICHARD, *Orient et Occident au Moyen Age: contacts et relations (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, London 1976.

- RICHARD 1977 = J. RICHARD, *La papauté et les missions d'Orient au Moyen Âge (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Roma 1977.
- RICHARD 1982 = J. RICHARD, *Philippe Auguste, la croisade et le royaume*, in *La France de Philippe-Auguste. Le temps des mutations*, éd. R-H. BAUTIER, Paris 1982.
- RICHARD 1983 = J. RICHARD, *Croisés, missionnaires et voyageurs: les perspectives orientales du monde latin médiéval*, London 1983.
- RICHARD 1984 = J. RICHARD, *Le royaume de Chypre et l'embargo du commerce avec l'Égypte (fin XIII<sup>e</sup>-début du XIV<sup>e</sup> siècle)*, in « Comptes-Rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », janvier-mars 1984.
- RICHARD 1985 = J. RICHARD, *Les comtes de Tripoli et leurs vassaux sous la dynastie antiochénienne*, in *Crusade and Settlement*, P.W. EDBURY (ed.), Cardiff 1985.
- RICHARD 1989 = J. RICHARD, *Le transport outre-mer des croisés et des pèlerins (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Maritime Aspects of Migration*, K. FRIEDLAND (ed.), Köln-Wien 1989.
- RICHARD 1990 = J. RICHARD, *Buscarello de Ghizolfi*, in *Encyclopædia Iranica*, IV, New York 1990.
- RICHARD 1992 = J. RICHARD, *Croisés et États latins d'Orient. Points de vue et documents*, Aldershot 1992.
- RICHARD 1995 = J. RICHARD, *Histoire des croisades*, Paris 1995.
- RIETBERGEN = P. RIETBERGEN, *Porto e Città, o Città-Porto? Qualche riflessione generale sul problema del rapporto fra porto e contesto urbano*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- ROCCA = P. ROCCA, *Pesi e misure antichi di Genova e del Genovesato*, Genova 1871.
- ROCCATAGLIATA 1982a = A. ROCCATAGLIATA, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Pera e Mitilene*, I: *Pera 1408-1490*; II: *Mitilene, 1454-1460*, Genova 1982 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 34.1-2).
- ROCCATAGLIATA 1982b = A. ROCCATAGLIATA, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Chio (1453-1454 / 1470-1471)*, Genova 1982 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 35).
- ROCCATAGLIATA 1999 = A. ROCCATAGLIATA, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Pera (1453)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XXXIX/I (1999).
- ROCKHILL = W.W. ROCKHILL, *The Journey of William of Rubruck*, London 1900.
- RÖHRICHT = R. RÖHRICHT, *Regesta regni Hierosolymitani (MXCVII-MCCXCI)*, I-II, Innsbruck 1893-1904.
- ROSSI = *Gli statuti della Liguria* pel socio G. ROSSI, *Parte prima: cenni bibliografici*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XIV (1878).
- ROSSI SABATINI = G. ROSSI SABATINI, *L'espansione di Pisa nel Mediterraneo*, Firenze 1935.
- ROUGÉ = J. ROUGÉ, *La navigation hivernale sous l'Empire romain*, in « Revue des Études anciennes », 54 (1952).
- ROVERE 1979 = A. ROVERE, *Documenti della Maona di Chio (secc. XIV-XVI)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XIX/II (1979).

- ROVERE 1996 = A. ROVERE, "Rex Balduinus Ianuensibus privilegia firmavit et fecit". Sulla presunta falsità del diploma di Baldovino I in favore dei Genovesi, in « Studi medievali », s. III, XXXVII (1996).
- RUDDOCK = A.A. RUDDOCK, *Italian Merchants and Shipping in Southampton 1270-1600*, Southampton 1951.
- RUSSELL = J.C. RUSSELL, *Late Ancient and Medieval Population*, Philadelphie 1958.
- RYCKAERT = M. RYCKAERT, *La gestion des ports flamands au Moyen Age*, in *I porti come impresa economica*, Atti della Diciannovesima Settimana di Studi, 2-6 maggio 1987, a cura di S. CAVACIOCCHI, Firenze 1988 (Pubblicazioni dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti delle settimane di studio e altri convegni, 19).
- SACERDOTI 1962 = A. SACERDOTI, *Note sulle galere da mercato veneziane nel XV secolo*, in « Bollettino dell'Istituto di Storia della Società e dello Stato Veneziano », IV (1962).
- SACERDOTI 1966 = A. SACERDOTI, *Venezia e il regno hafsida di Tunisi. Trattati e relazioni diplomatiche (1231-1534)*, in « Studi Veneziani », 8 (1966).
- SACY = S. DE SACY, *Pièces diplomatiques tirées des archives de la république de Gênes*, in « Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi », XI (1827).
- Salimbene de Adam = Salimbene de Adam. Cronica*, a cura di G. SCALIA, Bari 1966.
- SANUDO = M. SANUDO TORSSELLO, *Liber secretorum fidelium Crucis terrae Sanctae recuperatione et conservatione*, in *Gesta Dei per Francos, sive orientalium expeditionum, et regni Francorum Hierosolimitani Historia etc.*, [a cura di J. BONGARS], Hannover 1611.
- SARACENO = P. SARACENO, *L'amministrazione delle colonie genovesi nell'area del mar Nero dal 1261 al 1453*, in « Rivista di storia del diritto italiano », 42-43, (1969-1970).
- SARANTI-MENDELOVICI = H. SARANTI-MENDELOVICI, *Ἡ Μεσαιωνικὴ Γλαρόντζα [Glarenza medievale]*, in « Δίπτυχα » τῆς Ἐταιρείας Βυζαντινῶν καὶ Μεταβυζαντινῶν Μελετῶν, 2 (1980-81).
- SAYOUS 1929 = A.E. SAYOUS, *Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup>*, Paris 1929.
- SAYOUS 1931 = A.E. SAYOUS, *Les mandats de Saint Louis sur son trésor et le mouvement international des capitaux pendant la septième croisade 1248-1254*, in « Revue Historique », CXLII (1931).
- SCHAUBE = A. SCHAUBE, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebietes bis zum Ende der Kreuzzüge*, Berlin-München 1906.
- SCHEIN = S. SCHEIN, *Fideles Crucis. The Papacy, the West and the Recovery of the Holy Land 1274-1314*, Oxford 1991.
- SCHILTBERGER = H. SCHILTBERGERS *Reisebuch* nach der Nürnberger Handschrift herausgegeben von Dr V. LANGMANTEL, Tübingen 1885.
- SCHIRO = *Cronaca dei Tocco di Cefalonia di Anonimo*, Prolegomeni - testo critico - traduzione a cura di G. SCHIRÒ, Roma 1975 (Scrittori bizantini, 1 - *Corpus fontium historiae Byzantinae*, 10)
- SCHLUMBERGER = G. SCHLUMBERGER, *Numismatique de l'Orient latin*, Paris 1878.

- SCHMITT = *The Chronicle of Morea: A History in Political Verse, Relating the Establishment of Feudalism in Greece by the Franks in the Thirteenth Century* edited in two parallel texts from the mss. of Copenhagen and Paris, with introduction, critical notes and indices by J. SCHMITT, London 1904.
- SCHNEIDER 1955 = J. SCHNEIDER, *Les villes allemandes au Moyen Age. Les institutions économiques*, in *La ville*, « Recueils de la Société Jean Bodin », VII, 1955.
- SCHREINER 1979 = P. SCHREINER, *Mercanti e commercio nel Mar Nero: presentazione di un nuovo documento bizantino del sec. XIV*, comunicazione presentata al primo Symposium international *Bulgaria Pontica medii aevi*, Nessebar, maggio 1979.
- SEKIRINSKIJ = S.A. SEKIRINSKIJ, *Очерки истории Сурожца IX-XV веков* [Saggi sulla storia di Soldaia, secoli IX-XV], Simferopol' 1955.
- SEKIRINSKIJ - VOLOBUJEV - KOGONAŠVILI = S.A. SEKIRINSKIJ - O.V. VOLOBUJEV - K.K. KOGONAŠVILI, *Судакская крепость* [La fortezza di Sudak], Simferopol' 1971.
- SETTON = K.M. SETTON, *A History of the Crusades*, I-VI, Madison (WI) 1969-1989.
- ŠEVČENKO = I. ŠEVČENKO, *The Zealot Revolution and the Supposed Genoese Colony in Thessalonica*, in *Προσφορά εἰς Στ.Π. Κυριακίδη* [Scritti in onore di St.P. Kyriakidis], Thessalonica 1953.
- SIEVEKING 1905 = H. SIEVEKING, *Le finanze genovesi nel medioevo e la Casa di San Giorgio*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », XXXV/I-II (1905-1906).
- SIEVEKING 1909 = H. SIEVEKING, *Aus genueser Rechnungs- und Steuerbüchern*, Wien 1909.
- SIBYLLE - RÖSCH = E. SIBYLLE - G. RÖSCH, *Venedig im Spätmittelalter 1200-1500*, Würzburg 1991.
- ŠITIKOV = M.M. ŠITIKOV, *Константинополь и венецианская торговля в первой половине XV в. по данным книги счетов Джакомо Бадоера (Деловые круги Константинополя)* [Constantinopoli e il commercio veneziano nella prima metà del XV secolo, secondo il libro dei conti di Giacomo Badoer], in « Византийский Временник », 30 (1969).
- SKRZINSKA 1928 = E. SKRZINSKA, *Inscriptions latines des colonies génoises en Crimée (Théodosie - Soudak - Balaklava)*, in *Iscrizioni genovesi in Crimea ed in Costantinopoli* (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », LVI, 1928).
- SKRZINSKA 1934 = E. SKRZINSKA, *Le colonie genovesi in Crimea. Teodosia (Caffa)*, in « L'Europa orientale », XIV (1934).
- SKRZINSKAJA 1949 = E.Š. SKRŽINSKAJA, *Петрарка о генуэзцах на Леванте* [Petrarca sui Genovesi nel Levante], in « Византийский Временник », 2 (1949).
- SKRZINSKAJA 1968 = E.Š. SKRŽINSKAJA, *Storia della Tana*, in « Studi Veneziani », 10 (1968).
- SKRZINSKAJA 1971 = E.Š. SKRŽINSKAJA, *Барбаро и Контарини о России. К истории итало-русских связей XV в.* [Barbaro e Contarini in Russia. Sulla storia delle relazioni italo-russe nel XV secolo], Leningrado 1971.
- SLESSAREV = V. SLESSAREV, *Die sogenannten Orientalen im mittelalterlichen Genua. Eivwanderer aus Südfrankreich in der ligurischen Metropole*, in « Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte », LI (1964).
- SMITH = A.C. SMITH, *The Architecture of Chios*, London 1962.

- SORBELLI = A. SORBELLI, *La lotta fra Genova e Venezia per il predominio del Mediterraneo (1350-1355)*, in «Memorie della R. Accademia delle Scienze di Bologna, Classe di Scienze Morali, sezione storico-filosofica», s. I, IV (1910-1911).
- SOTIRIOU 1918 = G. SOTIRIOU, *Le château fort de Chloumoutsis et son atelier monétaire de tournois de Clarentia*, in «Journal international d'Archéologie et de Numismatique», 19 (1918-1919).
- SOTIRIOU 1957 = G. SOTIRIOU, *Τὸ φραγκικὸν κάστρον Χλουμουτσίου καὶ ἡ σχέσις τοῦ πρὸς τὴν Γλαζέντζαν [Il castello franco di Clermont e il suo rapporto con Glarenza]*, in *Mélanges O. et M. Merlier*, Athènes 1957.
- SPERONE = C. SPERONE, *Real Grandezza della serenissima Repubblica di Genova*, Genova 1669.
- SPRANDEL = R. SPRANDEL, *Le commerce du fer en Méditerranée orientale au Moyen Âge*, in *Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'océan Indien*, a cura di M. MOLLAT, Paris 1970.
- SPUFFORD = P. SPUFFORD, *Handbook of Medieval Exchange*, London 1986.
- SPÜLER = B. SPÜLER, *Die Goldene Horde. Die Mongolen in Russland (1223-1502)*, Wiesbaden 1965.
- STAHL = A.M. STAHL, *The Venetian Tornese, a Medieval Coinage*, New-York 1985 (Numismatic Notes and Monographs, 163).
- STAROKADOMSKAJA = M.K. STAROKADOMSKAJA, *Солхат и Каффа в XIII–XIV вв. [Solchat e Caffa nei secoli XIII-XIV]*, in *Феодалная Таврика. Материалы по истории и археологии Крыма [Taurica feudale. Materiali per la storia e l'archeologia della Crimea]*, Kiev 1974.
- STERN = S.M. STERN, *An Original Document from the Fatimid Chancery concerning Italian Merchants*, in *Studi Orientalistici in onore di G. Levi della Vida*, Roma 1956.
- STÖCKLY 1995a = D. STÖCKLY, *Le système de l'Incanto des galées du marché à Venise (fin XIII<sup>e</sup>-milieu XV<sup>e</sup> siècle)*, Leiden 1995.
- STÖCKLY 1995b = D. STÖCKLY, *Le transport maritime d'État à Chypre, complément des techniques coloniales vénitienes (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles): l'exemple du sucre*, in *Coloniser au Moyen Âge*, éd. M. BALARD - A. DUCELLIER, Paris 1995.
- Storia dei Sardi* = *Storia dei Sardi e della Sardegna*, 2, *Il Medioevo*, Milano 1987.
- Storia di Genova* = *Storia di Genova. Mediterraneo, Europa, Atlantico*, a cura di D. PUNCUH, Genova 2003.
- STRINGA 1980 = P. STRINGA, *La strada dell'acqua. L'acquedotto storico di Genova, tecnica ed architettura*, Genova 1980.
- STRINGA 1988 = P. STRINGA, *L'antica strada dell'acqua: sei tappe dentro e fuori le mura*, Genova 1988 (Guide turistiche e d'arte, 50).
- STUSSI - A. STUSSI, *Un testamento in volgare scritto in Persia nel 1263*, in «Italia Dialettale», 25 (1962).
- STYLIANOU - STYLIANOU = A. STYLIANOU - J.A. STYLIANOU, *The History of the Cartography of Cyprus*, Nicosia 1980.
- SUDHEIM = LUDOLPHUS DE SUDHEIM, *De itinere Terre Sancte*, a cura di G.A. NEUMANN, in «Archives de l'Orient latin», II (1884).

- SURDICH = F. SURDICH, *Genova e Venezia fra Tre e Quattrocento*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., VII/II (1967).
- TAFEL - THOMAS = G.L. TAFEL - G.M. THOMAS, *Urkunden zur älteren Handels- und Staatsgeschichte der Republik Venedig mit besonderer Beziehungen auf Byzanz und die Levante*, Wien 1856-1857 (rist. anast. Amsterdam 1964).
- TAFUR = *Andanças é viajes de P. TAFUR por diversas partes del mundo avidos (1435-1439)*, Madrid 1874.
- TAHAR MANSOURI = M. TAHAR MANSOURI, *Recherches sur les relations entre Byzance et l'Égypte (1259-1453) (d'après les sources arabes)*, Tunis 1992.
- TALYZINA = A.A. TALYZINA, *Венецианский нотариус в Тана Кристофоро Риццо (1411-1413) [Il notaio veneziano Cristoforo Rizzo a Tana (1411-1413)]*, in « Причерноморье в средние века », IV (1999).
- TANGHERONI 1981 = M. TANGHERONI, *Aspetti del commercio dei cereali nei Paesi della Corona d'Aragona*, I, *La Sardegna*, Pisa 1981.
- TANGHERONI 1984a = M. TANGHERONI, *La situazione politica pisana alla fine del Duecento tra presioni esterne e tensioni interne*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XXIV/II, 1984).
- TANGHERONI 1984b = M. TANGHERONI, *Perché i Pisani combatterono alla Meloria?*, in *1284. L'anno della Meloria*, Pisa 1984.
- TANGHERONI 1996 = M. TANGHERONI, *Commercio e navigazione nel Medioevo*, Bari 1996.
- ТАРКОВА-ЗАЙМОВА = V. ТАРКОВА-ЗАЙМОВА, *Quelques observations sur la domination byzantine aux bouches du Danube. Le sort de Lykostomion et de quelques autres villes côtières*, in « Studia Balcanica. Recherches de géographie historique », I (1970).
- Tarifa 1925 = *Tarifa zoè noticia dy pexi e mexure di luogi e tere che s'adovra marcadantia per el mondo*, a cura di G. ORLANDINI - R. CESSI, Venezia 1925.
- TAVIANI = P.E. TAVIANI, *Christophe Colomb. La genèse de la grande découverte*, Paris 1980.
- TENENTI 1959 = A. TENENTI, *Naufrages, Corsaires et Assurances maritimes à Venise 1592-1609*, Paris 1959.
- TENENTI 1973 = A. TENENTI, *Venezia e la pirateria nel Levante: 1300 c.-1460 c.*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- TENENTI - VIVANTI = A. TENENTI - C. VIVANTI, *Le film d'un grand système de navigation: les galères vénitiennes, XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, in « Annales ESC », 16 (1961).
- TERLIZZI = S. TERLIZZI, *Documenti sulle relazioni tra Carlo I d'Angio e la Toscana*, Firenze 1950.
- THEVET = *Le grand Insulaire et pilotage* d'A. THEVET, etc. (1586), Paris, Bibliothèque nationale de France, mns. fr. 15453.
- THIRIET 1953 = F. THIRIET, *Venise et l'occupation de Ténédos au XIV<sup>e</sup> siècle*, in « Mélanges de l'École Française de Rome », 65 (1953).

- THIRIET 1958 = F. THIRIET, *Régestes des délibérations du Sénat de Venise concernant la Roumanie*, I-II, Paris-La Haye 1958-1959.
- THIRIET 1959 = F. THIRIET, *La Roumanie vénitienne au Moyen Âge. Le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Paris 1959.
- THIRIET 1959a = F. THIRIET, *Una proposta di lega antiturca tra Venezia, Genova e Bisanzio nel 1362*, in « Archivio Storico Italiano », 113 (1959).
- THIRIET 1966 = F. THIRIET, *Délibérations des assemblées vénitiennes concernant la Roumanie*, I-II, Paris-La Haye 1966-1971.
- THIRIET 1973 = F. THIRIET, *Problemi dell'amministrazione veneziana nella Roumania, secc. XIV-XV*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- THIRIET 1978 = *Duca di Candia. Ducali e lettere ricevute (1358-1360; 1401-1405)*, a cura di F. THIRIET, Venezia 1978 (Comitato pe la pubblicazione delle fonti relative alla storia di Venezia. Fonti per la Storia di Venezia. Sez. I - Archivi pubblici).
- THOMAS = *Diplomatarium Veneto-Levanticum, sive acta et diplomata res Venetas, Graecas atque Levantis illustrantia* [a cura di G.M. THOMAS - R. PREDELLI]: I, a. 1300-1350; II, a. 1351-1454, Venezia 1880-1899.
- THOREL = O. THOREL, *Jehan de Louvegny, apothicaire amiénois de 1487 à 1520*, in « Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie », 35 (1908).
- TODOROVA 1984a = E. TODOROVA, *Le relazioni di Dobrotiza con i Genovesi*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle « Giornate bulgare a Genova » 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- TODOROVA 1984b = E. TODOROVA, *Gli insediamenti genovesi alle foci del Danubio: Vicina, Chilia, Licostomo*, in *Genova e la Bulgaria nel Medioevo*, Atti delle « Giornate bulgare a Genova » 28-30 ottobre 1981, Genova 1984 (Collana storica di Fonti e Studi diretta da Geo Pistarino, 42).
- TRAQUAIR = R. TRAQUAIR, *Medieval Fortresses of the north-western Peloponnesus*, in « The Annual of the British School at Athens », 13 (1906-1907).
- TRIA = L. TRIA, *La schiavitù in Liguria (ricerche e documenti)*, in « Atti della Società Ligure di Storia Patria », LXX (1947).
- TUCCI 1958 = U. TUCCI, *Sur la pratique vénitienne de la navigation au XVI<sup>e</sup> siècle. Quelques remarques*, in « Annales ESC », 13 (1958).
- TUCCI 1973 = U. TUCCI, *La navigazione veneziana nel Duecento e nel primo Trecento e la sua evoluzione tecnica*, in *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, Atti del I Convegno internazionale di Storia della civiltà veneziana (Venezia 1968), a cura di A. PERTUSI, Firenze 1973.
- TUCCI 1984 = U. TUCCI, *Albertino Morosini podestà veneziano di Pisa alla Meloria*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento*. Per il VII centenario della battaglia della Meloria. [Atti del convegno], Genova, 24-27 ottobre 1984 (« Atti della Società Ligure di Storia Patria », n.s., XXIV/II, 1984).
- TUCCI 1994 = U. TUCCI, *Le commerce vénitien du vin de Crète*, in *Maritime Food Transport*, K. FRIEDLAND (ed.), Köln 1994.



- UGHELLI = F. UGHELLI, *Italia sacra sive de episcopis Italiae*, IV, Venezia 1719.
- UNALI = A. UNALI, *Marinai, pirati e corsari catalani nel basso medioevo*, Bologna 1983 (Studi e testi di storia medioevale, 6).
- Urbs capta = Urbs capta. The Fourth Crusade and its Consequences / La IV<sup>e</sup> Croisade et ses conséquences*, éd. A.E. LAIOU, Paris 2005.
- UZZANO = G. DA UZZANO, *La pratica della mercatura*, in G.F. PAGNINI, *Della decima e delle altre gravanze della moneta, e della mercatura de' Fiorentini fino al secolo XVI*, Lisbona-Lucca 1765-1766.
- VALETTE = S. VALETTE, *Jehan de Louwegny, apothicaire à Amiens en 1500*, in «Revue d'Histoire de la Pharmacie», 22/227 (1975).
- VALLET = E. VALLET, *Marchands vénitiens en Syrie à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*, Paris 1999.
- VEDOVATO = G. VEDOVATO, *L'ordinamento capitolare in Oriente nei privilegi toscani dei secoli XII-XV*, Firenze 1946.
- VEINSTEIN = G. VEINSTEIN, *La population du sud de la Crimée au début de la domination ottomane*, in *Mémorial Ö.-L. Barkan*, Paris 1980.
- VIEILLARD = C. VIEILLARD, *Gilles de Corbeil, médecin de Philippe-Auguste et chanoine de Notre-Dame 1140-1224*, Paris 1908.
- VELLE = S. VELLE, *I Genovesi a Laiazzo sulla fine del Duecento*, Genova 1983 (Saggi e Documenti del Civico Istituto Colombiano, III).
- VERLINDEN 1947 = CH. VERLINDEN, *Esclavage et ethnographie sur les bords de la Mer Noire (XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles)*, in *Miscellanea historica in honorem L. Van der Essen*, Bruxelles-Paris 1947.
- VERLINDEN 1950 = CH. VERLINDEN, *La colonie vénitienne de Tana, centre de la traite des esclaves au XIV<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup> siècle*, in *Studi in onore di G. Luzzatto*, Milano 1950.
- VERLINDEN 1953 = CH. VERLINDEN, *Aspects de l'esclavage dans les colonies médiévales italiennes*, in *Hommage à L. Febvre*, Paris 1953.
- VERLINDEN 1962 = CH. VERLINDEN, *La Crète débouché et plaque tournante de la traite des esclaves aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, in *Miscellanea in onore di A. Fanfani*, Milano 1962.
- VERLINDEN 1963a = CH. VERLINDEN, *L'esclavage en Sicile au bas Moyen Age*, in «Bulletin de l'Institut Historique belge de Rome», 35 (1963)
- VERLINDEN 1963b = CH. VERLINDEN, *Traite des esclaves et traitants italiens à Constantinople (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, in *Volume Jubilaire 1888-1963* («Le Moyen Age», LXIX/XVIII, 1963).
- VERLINDEN 1964 = CH. VERLINDEN, *Orthodoxie et esclavage au bas Moyen Age*, in «Mélanges Eugène Tisserant», 5 (1964).
- VERLINDEN 1968 = CH. VERLINDEN, *Le recrutement des esclaves à Venise aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, in «Bulletin de l'Institut Historique belge de Rome», XXXI (1968).
- VERLINDEN 1970 = CH. VERLINDEN, *Le commerce en mer Noire des débuts de l'époque byzantine au lendemain de la conquête de l'Égypte par les Ottomans*, resoconto presentato al XIII<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques (Mosca, 16-23 agosto 1970).

- VERLINDEN 1976 = CH. VERLINDEN, *Le recrutement des esclaves à Gênes du milieu du XII<sup>e</sup> siècle jusque vers 1275* in *Fatti e idee di storia economica nei secoli XII-XX. Studi dedicati a F. Borlandi*, Bologna 1976.
- VERLINDEN 1977 = CH. VERLINDEN, *L'esclavage dans l'Europe médiévale*, I, *Péninsule ibérique - France*, Bruges 1955; II, *Italie, Colonies italiennes du Levant, Levant latin, Empire byzantin*, Gand 1977.
- VERNADSKY = G. VERNADSKY, *A History of Russia*, 2. *Kievan Russia*, New Haven 1948.
- VERPEAUX = [PSEUDO-KODINOS], *Traité des offices*, introduction, texte et traduction par J. VERPEAUX, Paris 1966.
- VIGNA = A. VIGNA, *Codice diplomatico delle colonie Tauro-Liguri durante la signoria dell'Ufficio di S. Giorgio (MCCCCLIII - MCCCCLXXV)*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », VI (1868-1870); VII/II-1 (1879); VII/II-2 (1881).
- VILLAIN-GANDOSSI = C. VILLAIN-GANDOSSI, *Le Navire médiéval à travers les Miniatures*, Paris 1985.
- VIOLANTE = C. VIOLANTE, *Economia, società, Istituzioni a Pisa nel Medioevo*, Bari 1980.
- VISOTSKIJ = S.O. VISOTSKIJ, *Генуезька фортеця в Судакі [La fortezza genovese di Soldaia]*, Kiev 1972.
- VITALE 1935 = V. VITALE, *Statuti e ordinamenti sul governo del Banco di San Giorgio a Fama-gosta*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », LXIV (1935).
- VITALE 1936 = V. VITALE, *Documenti sul castello di Bonifacio nel secolo XIII*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », LXV (1936).
- VITALE 1940 = V. VITALE, *Нови документи sul castello di Bonifacio*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », LXVIII/II (1940).
- VITALE 1949a = V. VITALE, *Vita e commercio nei notai liguri dei secoli XII e XIII*, I. *La vita civile*, in « *Atti della Società Ligure di Storia Patria* », LXXII/I (1949).
- VITALE 1949b = V. VITALE, rec. a L. TRIA, *La schiavitù in Liguria (ricerche e documenti)*, in « *Bollettino Ligustico per la Storia e la Cultura regionale* », I (1949).
- VITALE 1951 = V. VITALE, *Le fonti del diritto marittimo ligure*, Genova 1951.
- VITALE 1955 = V. VITALE, *Breviario della storia di Genova*, [a cura di T.O. DE NEGRI], Genova 1955.
- VITRY = J. DE VITRY, *Lettres*, éd. R.B.C. HUYGENS, Leiden 1960.
- VLADIMIRTSOV = B. VLADIMIRTSOV, *Le régime social des Mongols: le féodalisme mongol*, Paris 1948.
- Voyage 1892 = Le Voyage de la sainte cité de Hierusalem*, in *Recueil de voyages et de documents pour servir à l'histoire de la géographie depuis le XIII<sup>e</sup> jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*, éd. C. SCHEFFER, Paris 1892.
- Voyage 1997 = Le voyage d'outre-mer à Jérusalem de Nompar de Caumont*, éd. B. DANSETTE, in *Croisades et pèlerinages. Récits, chroniques et voyages en Terre Sainte XII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle*, éd. D. RÉGNIER-BOHLER, Paris 1997.
- Voyages 1811 = Voyages du chevalier Chardin en Perse, et autres lieux de l'Orient*, Paris 1811.

- VRIES = K. DE VRIES, *Medieval Mercenaries. Methodology, Definitions and Problems*, in *Mercenaries and Paid Men. The Mercenary Identity in the Middle Ages*, J. FRANCE (ed.), Leiden, 2008.
- WARTBURG = M.-L. VON WARTBURG, *Production du sucre de canne à Chypre: un chapitre de technologie médiévale*, in *Coloniser au Moyen Âge*, éd. M. BALARD - A. DUCCELLIER, Paris 1995.
- WATTENBACH = W. WATTENBACH, *Iter Austriacum, 1853*, in « Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen », XIV (1855).
- WERNER = E. WERNER, *Die Geburt einer Grossmacht. Die Osmanen (1300-1481)*, Berlin 1966.
- WICKERSHEIMER = E. WICKERSHEIMER, *Les manuscrits latins de médecine du haut Moyen Age dans les bibliothèques de France*, Paris 1966.
- ZACHARIADOU 1977 = E.A. ZACHARIADOU, *Prix et marchés des céréales en Roumanie (1343-1405)*, in « Nuova Rivista Storica », 61 (1977).
- ZACHARIADOU 1983 = E.A. ZACHARIADOU, *Trade and Crusade. Venetian Crete and the Emirates of Menteshe and Aydin (1300-1415)*, Venezia 1983.
- ZAKYTHINOS 1932 = D.A. ZAKYTHINOS, *Le chrysobulle d'Alexis III Comnène empereur de Trébizonde en faveur des Vénitiens*, Paris 1932.
- ZAKYTHINOS 1948 = D.A. ZAKYTHINOS, *Crise monétaire et crise économique à Byzance du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, Athènes 1948.
- ZAKYTHINOS 1975 = D.A. ZAKYTHINOS, *Le despotat grec de Morée*, London 1975<sup>2</sup>.
- ZEVAKIN - PENČKO = E.S. ZEVAKIN - N.A. PENČKO, *Ricerche sulla storia delle colonie genovesi nel Caucaso occidentale nei secoli XIII-XV*, in *Miscellanea di Studi storici I*, Genova 1969.
- ZOLOTAS = G.I. ZOLOTAS, *Ἱστορία τῆς Χίου* [*Storia di Chio*], Atene 1921.

# INDICE

Presentazione	pag.	5
Tabula gratulatoria	»	7

## I - PORTI E NAVIGAZIONE

Città portuali del Medioevo	»	11
Le système portuaire génois d'outre-mer (XII <sup>e</sup> -XV <sup>e</sup> siècles)	»	21
Villes portuaires et fondouks génois en mer Égée et en Méditerranée orientale	»	41
Les arsenaux génois au Moyen Age	»	59
La « révolution nautique » à Gênes (fin XIII <sup>e</sup> - début XIV <sup>e</sup> s.)	»	69
Les forces navales génoises en Méditerranée (XV <sup>e</sup> -XVI <sup>e</sup> s.)	»	81
Les équipages des flottes génoises au XIV <sup>e</sup> siècle	»	91
Navigazione, arsenali e cibo dei marinai genovesi in Oriente nel Trecento	»	115
Biscotto, vino e... topi. Dalla vita di bordo nel Mediterraneo medievale	»	123
Le film des navigations orientales de Gênes au XIII <sup>e</sup> siècle	»	135
Les transports maritimes génois vers la Terre Sainte	»	151
Escales génoises sur les routes de l'Orient méditerranéen au XIV <sup>e</sup> siècle	»	175
Navigations génoises en Orient d'après les livres de bord du XIV <sup>e</sup> siècle	»	193
Naufrages sur les routes d'Orient (XIV <sup>e</sup> -XV <sup>e</sup> siècles)	»	205

1284 - Oberto Doria, amiral génois, écrase la flotte de Pise à la bataille de la Meloria pag. 215

Assurances et commerce maritime à Gênes dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle » 227

## II - IL COMMERCIO

Course et piraterie à Gênes à la fin du Moyen Age » 239

Les actes notariés génois au Moyen Age » 253

Le commerce génois à Alexandrie (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle) » 269

Importation des épices et fonctions cosmétiques des drogues » 283

Du navire à l'échoppe: la vente des épices à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle » 291

Il sale a Genova tra Mar Nero e Mediterraneo occidentale » 313

Le mastic de Chio, monopole de la Mahone génoise » 321

L'activité économique des ports du bas-Danube au XIV<sup>e</sup> siècle » 331

## III - LA SOCIETÀ GENOVESE

Remarques sur les esclaves à Gênes dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle » 347

La femme esclave à Gênes (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) » 395

Esclavage en Crimée et sources fiscales génoises au XV<sup>e</sup> siècle » 409

Prix et salaires du bâtiment à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle » 419

L'eau et son utilisation à Gênes à la fin du Moyen Age » 431

Habitat, ethnies et métiers dans les comptoirs génois d'Orient (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.) » 445

La société pérote aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles: autour des Demerode et des Draperio » 469

#### IV - STORIA POLITICA

L'empire génois au Moyen Age	pag.	491
Genova e il Levante (secc. XI-XII)	»	509
1261. Genova nel mondo: il trattato di Ninfeo	»	529
Génois et Pisans en Orient (fin du XIII <sup>e</sup> -début du XIV <sup>e</sup> siècle)	»	551
La lotta contro Genova	»	575
The Genoese in the Aegean (1204-1566)	»	627
Consoli d'Oltremare (secc. XII-XV)	»	647
Les Génois dans l'empire byzantin	»	661
Il Banco di San Giorgio e le colonie d'Oltremare	»	675
Il notaio e l'amministrazione della giustizia nell'Oltremare genovese	»	685
L'amministrazione genovese e veneziana nel Mediterraneo orientale	»	697

#### V - L'OLTREMARE GENOVESE

L'Oriente genovese di Geo Pistarino	»	711
The Black Sea in the international Trade of the XIV <sup>th</sup> and XV <sup>th</sup> Centuries	»	721
Les formes militaires de la colonisation génoise	»	733
Les Génois dans l'ouest de la mer Noire au XIV <sup>e</sup> siècle	»	753
Les Génois en Crimée aux XIII <sup>e</sup> -XIV <sup>e</sup> siècles	»	769
La défense de la Gazarie génoise	»	783
<i>In extremo Europae</i> : les soudoyers dans l'Orient génois (XIV <sup>e</sup> -XV <sup>e</sup> s.)	»	795

Caffa e il suo porto (secc. XIV-XV)	pag.	809
Les soudoyers de Caffa au XV <sup>e</sup> siècle	»	821
Pouvoir et argent à Caffa au XV <sup>e</sup> siècle	»	831
Notes sur la fiscalité génoise à Caffa au XV <sup>e</sup> siècle	»	845
Les controverses politico-religieuses à Caffa (1473-1475)	»	863
C'est la fête à Caffa (XIII <sup>e</sup> -XV <sup>e</sup> siècles)	»	873
Sur les traces de Buscarello de' Ghisolfi	»	883
Clarence, escale génoise aux XIII <sup>e</sup> -XIV <sup>e</sup> siècles	»	893
Les Grecs de Chio sous la domination génoise au XIV <sup>e</sup> siècle	»	905
I Genovesi in Siria-Palestina (secc. XI-XV)	»	915
Les soudoyers de Famagouste génoise au XV <sup>e</sup> siècle	»	939
Les mercenaires de Famagouste sous domination génoise au XV <sup>e</sup> siècle	»	951
Bibliografia degli scritti di Michel Balard	»	971
Bibliografia citata	»	999

# QUADERNI DELLA SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA

DIRETTORE

Carlo Bitossi

COMITATO SCIENTIFICO

GIOVANNI ASSERETO - MICHEL BALARD - CARLO BITOSSI - MARCO BOLOGNA -  
GIUSEPPE FELLONI - STEFANO GARDINI - BIANCA MARIA GIANNATTASIO -  
PAOLA GUGLIELMOTTI - PAOLA MASSA - GIOVANNA PETTI BALBI - VITO  
PIERGIOVANNI - VALERIA POLONIO - DINO PUNCUH - ANTONELLA ROVERE -  
FRANCESCO SURDICH

Segretario di Redazione

Fausto Amalberti

✉ redazione.slsp@yahoo.it

Direzione e amministrazione: PIAZZA MATTEOTTI, 5 - 16123 GENOVA  
Conto Corrente Postale n. 14744163 intestato alla Società

🖨 <http://www.storiapatriagenova.it>

✉ storiapatria.genova@libero.it

Editing: *Fausto Amalberti*

ISBN - 978-88-97099-26-0 (a stampa)

ISSN 2421-2741 (a stampa)

ISBN - 978-88-97099-42-0 (digitale)

ISSN 2464-9767 (digitale)

---

*finito di stampare maggio 2017*

*Status S.r.l. - Genova*





ISBN - 978-88-97099-26-0 (a stampa)

ISBN - 978-88-97099-42-0 (digitale)

ISSN 2421-2741 (a stampa)

ISSN 2464-9767 (digitale)